

S

b1013265x



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

REPERTOIRE DES RESOLUTIONS DE LA CEA ADOPTEES
PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES
1958-1996

**SOLUTIONS AUX
PROBLEMES AFRICAINS**

VOLUME 1 page 1-578

NOTE AUX USAGERS

Les résolutions qui figurent dans ce répertoire concernent un grand nombre de sujets, questions et problèmes importants relatifs aux domaines suivants: population, industrie, ressources naturelles, cartographie et télédétection, science et technologie, commerce et finances, statistique, alimentation et agriculture, transport, communications et tourisme, participation de la femme au développement, crise de la dette, énergie nucléaire, eau et ressources en eau, administration publique, ressources humaines et développement social, création de diverses institutions et organisations, etc. La Commission a adopté au total 825 résolutions dans la période allant du 29 avril 1958 au 8 mai 1996.

Ce répertoire a pour objet de faciliter le travail de recherche de tous les usagers, notamment des Etats membres de la CEA, ainsi que de l'OUA, de la BAD, des organisations régionales et internationales, des organismes des Nations unies tels que le PNUD, l'UNESCO, des chercheurs ou des consultants, des missions diplomatiques, des ONG et du grand public.

Le présent répertoire, que M. George Kategaya de la Division des conférences et des services généraux de la CEA, a pris l'initiative de compiler et d'établir, est disponible en anglais et en français, deux langues de travail de la Commission. Le service de la documentation et des publications, les dactylographes, artistes, correcteurs d'épreuves et traducteurs du service français ainsi que le personnel du service de reproduction ont apporté leur concours à l'établissement de ce répertoire.

**POUR TOUTE QUESTION CONCERNANT LA DISTRIBUTION
ET L'ACQUISITION DU PRESENT REPERTOIRE,
VEUILLEZ VOUS ADRESSER AU CHEF DE LA DIVISION
DES CONFERENCES ET DES SERVICES GENERAUX
B.P 3001 ADDIS-ABABA (ETHIOPIE)
TELECOPIE: (1) (252)(1)514416
TELEFAX: 251-1-51 44 16
TEL.: 51 72 00**

**CETTE EDITION A ETE PUBLIEE
POUR LA PREMIERE FOIS PAR LA CEA
EN SEPTEMBRE 1997**

LISTE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION DEPUIS SA CREATION

Numero	Titre	Page
--------	-------	------

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA PREMIERE SESSION

1 (I).	Relations avec des organisations intergouvernementales	1
2 (I).	Aide économique des Nations Unies et aide économique multilatérale aux Etats indépendants et aux territoires en attente de leur indépendance en Afrique.....	1-3
3 (I).	Date et lieu de la deuxième session de la Commission	3
4 (I).	Remerciements à S.M. l'Empereur d'Ethiopie, au Gouvernement et au peuple éthiopiens	4

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA DEUXIEME SESSION

5 (II).	Admission de nouveaux membres associés	4
6 (II).	Invitation à la République fédérale d'Allemagne à assister aux sessions de la Commission économique pour l'Afrique à titre consultatif.....	5
7 (II).	Incidences des groupements économiques européens sur l'économie des pays africains.....	5-6
8 (II).	Commerce intra-africain et convocation d'une conférence d'hommes d'affaires africains.....	6
9 (II).	Coopération.....	6-7
10 (II).	Coopération internationale en faveur des territoires anciennement sous tutelle	7
11 (II).	Assistance économique et financière multilatérale à l'Afrique	8
12 (II).	Rapport sur la Conférence des statisticiens africains	8
13 (II).	Inventaire des ressources naturelles de l'Afrique.....	9
14 (II).	Pêcheries maritimes dans l'Atlantique tropico-nord-oriental.....	9
15 (II).	Cycle d'étude sur le développement communautaire	10

16 (II).	Formation en cours d'emploi.....	10-11
17 (II).	Moyens de formation offerts aux Etats africains	11
18 (II).	Programme de travail et ordre de priorité pour 1960-1961.....	12
19 (II).	Action concertée	12-13
20 (II).	Recrutement de personnel pour la Commission économique pour l'Afrique	14
21 (II).	Remerciements à S. M. le Roi du Maroc, à son gouvernement et au peuple marocain	14
22 (II).	Hommage à S. M. l'Empereur d'Ethiopie, à son gouvernement et au peuple éthiopien.....	14-15

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA TROISIEME SESSION

23 (III).	Création de bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique .	15
24 (III).	Mandat de la Commission économique pour l'Afrique	15-16
25 (III).	Action internationale pour la stabilisation du marché des produits de base	16
26 (III).	Développement économique et social	16-17
27 (III).	Création d'une banque africaine de développement	17
28 (III).	Comité permanent du commerce	17-18
29 (III).	Mise en oeuvre de systèmes de stabilisation des prix des produits de base	18
30 (III).	Etudes monétaires et financières	19
31 (III).	Effets des groupements économiques européens sur l'économie des pays africains.....	19-20
32 (III).	Conférence sur les transports en Afrique de l'Ouest	20
33 (III).	Mise en valeur des ressources énergétiques des Etats africains	20-21
34 (III).	Etude sur les ressources naturelles.....	21
35 (II).	Etude des problèmes de transport de l'Afrique orientale	21-22
36 (III).	Création d'un comité permanent de la production sociale et du développement communautaire.....	22
37 (III).	Développement communautaire et développement général.....	22-23
38 (III).	Conférence d'hommes d'affaires africains	23

39 (III).	Remerciements à S. M. l'Empereur d'Ethiopie, au gouvernement et au peuple éthiopiens	23-24
-----------	--	-------

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA QUATRIEME SESSION

40 (IV).	Condoléances exprimées à S. M. l'Empereur d'Ethiopie à l'occasion du décès de S. M. l'Impératrice Iteghi Menen	24
41 (IV).	Invitation à adresser à la Confédération suisse en vue de sa participation aux sessions de la Commission économique pour l'Afrique à titre consultatif	24
42 (IV).	Mandat de la Commission économique pour l'Afrique	25-26
43 (IV).	Comité permanent des ressources naturelles et de l'industrialisation	26-27
44 (IV).	Conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale	27-28
45 (IV).	Développement de l'éducation en Afrique	28-29
46 (IV).	Etude des tendances et des perspectives du bois en Afrique	29-30
47 (IV).	Développement des moyens d'information en Afrique	30-31
48 (IV).	Développement communautaire	31-32
49 (IV).	Protection sociale et développement communautaire.....	32-33
50 (IV).	Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales	33-34
51 (IV).	Recrutement et formation du personnel	34-35
52 (IV).	Création d'une banque africaine de développement	35-36
53 (IV).	Problèmes de l'habitat en Afrique	36-37
54 (IV).	Utilisation des excédents alimentaires.....	37
55 (IV).	Diffusion d'informations techniques comme moyen de développement économique et social en Afrique.....	37-38
56 (IV).	Etude sur l'amélioration et l'exploitation du cheptel en Afrique.....	38
57 (IV).	Incidences des groupements économiques européens sur le commerce interafricain.....	38-39
58 (IV).	Création d'un institut africain de développement et de planification économique	39-40
59 (IV).	Rapport de la deuxième Conférence des statisticiens africains	40

60 (IV).	Transports et communications.....	40-41
61 (IV).	Transports à travers le Sahara	41
62 (IV).	Organisation des travaux des séances plénières de la Commission	42
63 (IV).	Relations avec les organisations intergouvernementales.....	42-43
64 (IV).	Création de bureaux sous-régionaux de la Commission	43
65 (IV).	Hommage à M. Mekki Abbas	43
66 (IV).	Remerciements à S. M. l'Empereur d'Ethiopie, au Gouvernement et au peuple éthiopiens.....	44

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA CINQUIEME SESSION

67 (V).	Remerciements au Président et au Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville)	44
68 (V).	Mandat de la Commission économique pour l'Afrique : Portugal et Afrique du Sud.....	44-45
69 (V).	Mandat de la Commission économique pour l'Afrique : qualité de Membre associé de l'Espagne, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.....	45-46
70 (V).	Administration publique	46-47
71 (V).	Activités de démarrage de l'institut africain de développement et de planification économiques	47
72 (V).	Financement de l'Institut africain de développement et de planification économiques.....	48-50
73 (V).	Message de sympathie à la Libye	50
74 (V).	Déclaration du Caire des pays en voie de développement.....	50-51
75 (V).	Conférence des chefs d'Etat à Addis-Abeba.....	51
76 (V).	Banque africaine de développement.....	51-52
77 (V).	Formation des cadres	52-53
78 (V).	Criquet pèlerin	53
79 (V).	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.....	53-55
80 (V).	Planification.....	55
81 (V).	Représentation de l'Afrique au Conseil économique et social	56

82 (V).	Développement de l'éducation	56-57
83 (V).	Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies	57
84 (V).	Participation du Portugal et de l'Afrique du Sud aux réunions des Nations Unies en Afrique	57-58
85 (V).	Désarmement	58-59
86 (V).	Marché commun africain	59
87 (V).	Etude sur les possibilités de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre les pays africains	60
88 (V).	Recommandation sur la protection sociale et le développement communautaire	60-61
89 (V).	Etudes de l'Organisation météorologique mondiale sur la lutte antiacridienne	61-62
90 (V).	Félicitations au secrétariat	62
91 (V).	Félicitations aux membres des bureaux des quatrième et cinquième sessions	62

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA SIXIEME SESSION

92 (VI).	Financement de l'Institut africain de développement économique et de planification	63
93 (VI).	Statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification	63-67
94 (VI).	Admission de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain en qualité de membres associés	67
95 (VI).	Union africaine des paiements	68-69
96 (VI).	Banque africaine de développement	69-70
97 (VI).	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	70-71
98 (VI).	Développement économique de l'Afrique	71-72
99 (VI).	Programme alimentaire mondial	72
100 (VI).	Marché commun africain	73
101 (VI).	Réunion pour la mise au point d'un accord stable sur la normalisation des taux de fret	74
102 (VI).	Bureaux sous-régionaux	74

103 (VI).	Routes internationales	75
104 (VI).	Bureau sous-régional de l'Afrique de l'Est.....	75-76
105 (VI).	Conférence des planificateurs africains.....	76
106 (VI).	Développement des télécommunications en Afrique.....	77
107 (VI).	Nomenclature douanière uniforme.....	78
108 (VI).	Situation de la réforme agraire en Afrique	78-79
109 (VI).	Politique sociale et développement.....	79-80
110 (VI).	Formation professionnelle	80
111 (VI).	Place de l'agriculture dans l'harmonisation et la coordination des plans nationaux de développement.....	81
112 (VI).	Passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché	81
113 (VI).	Utilisation de l'énergie solaire	82
114 (VI).	Liaisons transsahariennes	82-83
115 (VI).	Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle	83-84
116 (VI).	Formation au service social.....	84
117 (VI).	Vie rurale et action communautaire	84-85
118 (VI).	Défense sociale	85-86
119 (VI).	Comité d'experts du développement social.....	86-87
120 (VI).	Félicitations au secrétariat.....	87
121 (VI).	Félicitations aux membres du bureau.....	87-88
122 (VI).	Remerciements à S. M. I. Haïlé Sélassié Ier, au peuple et au Gouvernement éthiopiens	88

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA SEPTIEME SESSION

123 (VII).	Amélioration de la coopération technique en Afrique dans le domaine de la formation	88-89
124 (VII).	Administration publique	89-90
125 (VII).	Formation.....	90-91
126 (VII).	Campagne contre l'analphabétisme	91-92

127 (VII).	Organisation de la recherche et de la formation en Afrique	92-93
128 (VII).	Groupes de travail.....	93-95
129 (VII).	Assistance technique aux pays africains	95-96
130 (VII).	Sessions de la Commission	96
131 (VII).	Création d'une union africaine de paiements et d'un système panafricain de compensation	96-97
132 (VII).	Coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine	97
133 (VII).	Banque africaine de développement.....	97-98
134 (VII).	Bureaux sous-régionaux.....	98
135 (VII).	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.....	99
136 (VII).	Remerciements à S. E. M. Jomo Kenyatta, Président de la République du Kenya	100
137 (VII).	Félicitations aux membres du Bureau.....	100
138 (VII).	Félicitations au secrétariat.....	100
139 (VII).	Contacts entre le Président et les Etats membres.....	101
140 (VII).	Coordination des législations industrielles et des stimulants offerts dans l'industrie.....	101
141 (VII).	Agriculture.....	101-103
142 (VII).	Intégration économique	103-104
143 (VII).	Ressources naturelles	104
144 (VII).	Colloque sur le développement industriel en Afrique.....	104-105
145 (VII).	Planification et développement intégrés.....	105-106
146 (VII).	Transformation du Centre de formation statistique de Yaoundé en institut international de formation statistique pour les Africains	106
147 (VII).	Transports	107
148 (VII).	Développement des télécommunications en Afrique.....	107-108
149 (VII).	Liaison ferroviaire entre la République-Unie de Tanzanie et la Zambie	108
150 (VII).	Bureau sous-régional de l'Afrique du Centre.....	109

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA HUITIEME SESSION

151 (VIII).	Admission de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et du Sud-Ouest africain en qualité de membres associés	109
152 (VIII).	Agriculture.....	110-111
153 (VIII).	Industrie	111-113
154 (VIII).	Conférence d'industriels et de financiers	113
155 (VIII).	Colloque international sur le développement industriel	113-114
156 (VIII).	Centre consultatif pilote pour les petites industries.....	114
157 (VIII).	Habitat, bâtiment et aménagement	114-115
158 (VIII).	Science et technique	115-116
159 (VIII).	Transports aériens	116
160 (VIII).	Transports maritimes.....	116-117
161 (VIII).	Transports	117
162 (VIII).	Réseau panafricain de télécommunications	117-119
163 (VIII).	Appareils récepteurs de radio et de télévision à bon marché	119
164 (VIII).	Ressources naturelles	119-120
165 (VIII).	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.....	120-121
166 (VIII).	Commerce et finance	121-122
167 (VIII).	Pays sans littoral	122-123
168 (VIII).	Relations avec les investisseurs étrangers, modernisation des régimes fiscaux et besoins de formation dans le domaine de la fiscalité.....	123
169 (VIII).	Capitaux destinés au développement.....	123-125
170 (VIII).	Mobilisation de la jeunesse en vue du développement national.....	125
171 (VIII).	Constitution d'un corps commun de fonctionnaires africains	125-126
172 (VIII).	Administration publique	126-127
173 (VIII).	Main-d'oeuvre et formation.....	127-128

174 (VIII).	Statistique et démographie	128-129
175 (VIII).	Groupes de travail et calendrier des réunions de la Commission.....	129-130
176 (VIII).	Coopération économique en Afrique	130-132
177 (VIII).	Coopération économique dans le Maghreb.....	132-133
178 (VIII).	Animation et étoffement des bureaux sous-régionaux	133
179 (VIII).	Bureau sous-régional de l'Afrique du Centre.....	134
180 (VIII).	Institut africain de développement économique et de planification	134-135
181 (VIII).	Assistance technique.....	135
182 (VIII).	Coordination des travaux des institutions spécialisées et de la Commission	135-136
183 (VIII).	Coopération entre le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la Commission économique pour l'Afrique	136-137
184 (VIII).	Répartition équitable et africanisation des posts du secrétariat.....	137-138
185 (VIII).	Remerciements à Son Excellence le Lieutenant-Colonel Yakubu Gowon, Chef du Gouvernement fédéral militaire et Commandant suprême des forces armées de la République fédérale de la Nigéria	138
186 (VIII).	Félicitations aux membres du bureau et au secrétariat	138-139

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA NEUVIEME SESSION

187 (IX).	Commémoration du dixième anniversaire de la Commission	139-141
188 (IX).	Appareil institutionnel de la Commission	141-144
189 (IX).	Organisation, structure et fonctions du secrétariat de la Commission	144-145
190 (IX).	Relations avec l'Organisation de l'unité africaine	145-146
191 (IX).	Dispositions transitoires	146-148
192 (IX).	Répartition équitable et africanisation des postes du secrétariat	148-149
193 (IX).	Institut africain de développement économique et de planification	149-150
194 (IX).	Admission de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et de la Namibie (Sud-Ouest africain) en qualité de membres associés	150
195 (IX).	Main-d'oeuvre et formation	150-153

196 (IX).	La Veille météorologique mondiale et le développement économique en Afrique	153-154
197 (IX).	Action concertée en vue du développement rural en Afrique	154-155
198 (IX).	Transport	155-156
199 (IV).	Echanges intra-africains	156
200 (IX).	Petites industries	157
201 (IX).	Agriculture	158
202 (IX).	Administration publique	159
203 (IX).	Industrie	160-161
204 (IX).	Tourisme	161-162
205 (IX).	Mise en valeur des ressources minérales	162
206 (IX).	Science et technique	162-163
207 (IX).	Mobilisation des ressources intérieures et assistance internationale à la région africaine	163-164
208 (IX).	Bureau sous-régional de l'Afrique du centre	165
209 (IX).	Habitat, bâtiment et aménagement	166-167
210 (IX).	Mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement.....	167-168
211 (IX).	Rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans les programmes de coopération technique des Nations Unies en Afrique	168-169
212 (IX).	Futurs programmes de travail et ordres de priorité	169
213 (IX).	Remerciement à Sa Majesté Impériale Hailé Sélassié 1er, au Gouvernement et au peuple éthiopiens	170
214 (IX).	Remerciements au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies	170
215 (IX).	Félicitations aux membres du Bureau de la neuvième session	170-171
216 (IX).	Félicitations au secrétariat	171

**RESOLUTIONS ADOPTEES A SA DIXIEME SESSION DE LA COMMISSION
PAR LA PREMIERE REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

217 (X).	Structures régionales dans le cadre du système des Nations Unies	171-172
218 (X).	Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70	172-191
219 (X).	Rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans les programmes de coopération technique des Nations Unies en Afrique	192-193
220 (X).	Recherche et planification économiques	193-194
221 (X).	Coopération économique	194-195
222 (X).	Echanges internationaux et intra-africains	195-199
223 (X).	Ressources naturelles	199
224 (X).	Milieu humain	200
225 (X).	Energie	200-201
226 (X).	Axe routier transafricain	201-202
227 (X).	Fonds africain de développement	202
228 (X).	Coopération monétaire et financière	203
229 (X).	Division mixte CEA/FAO de l'agriculture	203-204
230 (X).	Population	204
231 (X).	Statistiques	204-205
232 (X).	Les pays en voie de développement les moins avancés	205-206
233 (X).	Participation de l'Angola, de la Guinée (Bissau), du Mozambique et de la Namibie aux travaux de la Commission	206
234 (X).	Date et lieu de la onzième session de la Commission (deuxième réunion de la Conférence des ministres)	207
235 (X).	Vote de remerciements à Son Excellence M. Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne et au Gouvernement et au peuple tunisiens	207
236 (X).	Félicitations aux membres des bureaux de la dixième session de la Commission (première réunion de la Conférence des ministres), du Comité exécutif et du Comité technique d'experts	208
237 (X).	Félicitations au secrétariat	208

**RESOLUTIONS ADOPTEES A LA ONZIEME SESSION DE LA COMMISSION
PAR LA DEUXIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

238(XI).	Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70	209-219
239(XI).	Sécheresse dans la zone soudano-sahélienne.....	220
240(XI).	La situation en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) et ses effets sur l'économie de la Zambie.....	220-221
241(XI).	Etablissement d'équipes multinationales inter-disciplinaires de conseillers pour le développement	221-222
242(XI).	Rapports sur les questions administratives et les questions relatives au personnel.....	222-223
243(XI).	Participation de l'Afrique aux négociations dans les domaines commercial, financier et monétaire	223-224
244(XI).	Déclaration sur le commerce et le développement	224-230
245(XI).	Conférence des ministres africains du commerce, du développement et des finances	230-231
246(XI).	Coopération économique intra-africaine	232
247(XI).	Association des organisations africaines de promotion commerciale.....	232
248(XI).	Science et technique	233-235
249(XI).	Coopération avec les organisations internationales.....	235-236
250(XI).	Institut africain de développement économique et de planification.....	236-237
251(XI).	Date et lieu de la douzième session de la Commission	237

**RESOLUTIONS ADOPTEES A LA DOUZIEME SESSION DE LA COMMISSION
PAR LA TROISIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

252(XII).	Omission de la Res.252 à cause de la numérotation.....	237
253 (XII).	Inclusion de l'arabe parmi les langues de travail de la Commission	237
254 (XII).	Amendement au règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique.....	238
255 (XII).	Amendement au mandat de la Commission.....	238-239

256 (XII).	Mise en application du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.....	239-243
257(XII).	Capacité des commissions économiques régionales pour une conception unifiée du développement.....	243
258 (XII).	Coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement.....	243-244
259 (XII).	Questions administratives et questions relatives au personnel.....	244-245
260 (XII).	Mesures en vue de contribuer à l'application de la Déclaration, du Programme d'action et des résolutions adoptés par la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières tenue à Dakar en février 1975.....	245-248
261 (XII).	Centres de mise en valeur des ressources minérales	248
262 (XII).	Dispositions destinées à promouvoir le développement du commerce des pays africains, en particulier des échanges commerciaux directs intra-africains	249-250
263 (XII).	Pays africains sans littoral.....	250-251
264 (XII).	Désertification	251
265 (XII).	Utilisation de l'énergie solaire dans les pays africains.....	251-252
266 (XII).	Situation alimentaire et programme d'action.....	252-253
267 (XII).	Promotion des investissements et industrialisation.....	254-256
268 (XII).	Plan régional africain pour l'application de la science et de la technique au développement.....	256-257
269 (XII).	Intégration de la femme africaine au processus de développement national.....	258
270 (XII).	Coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine.....	258
271 (XII).	Examen et évaluation des progrès accomplis dans le sens des buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement	258-260
272 (XII).	Statistiques	260-261
273 (XII).	Programmes intégrés de population.....	261-263
274 (XII).	Administration publique	263-264
275 (XII).	Plan du réseau routier africain.....	264-265

276 (XII).	Règlements régissant le transport des marchandises par la route	265
277 (XII).	Transports aériens	265-266
278 (XII).	Réseau panafricain de télécommunication	266-267
279 (XII).	Formation en matière de télécommunication	267-268
280 (XII).	Centre de télédétection pour l'Afrique	268-269
281 (XII).	Radiotélévision par satellite.....	269
282(XII).	Réunions du Comité technique d'experts	270
283 (XII).	Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.....	270-271
284 (XII).	Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification.....	271
285 (XII).	Institut africain de développement économique et de planification	271-273
286 (XII).	Date et lieu de la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres).....	273
287 (XII).	Motion de remerciements au Gouvernement et au peuple de la République du Kenya	273

RESOLUTIONS ADOPTEES A LA TREIZIEME SESSION DE LA COMMISSION PAR LA QUATRIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

288 (XIII).	Mobilisation des ressources en vue de l'application des plans à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique : 1976-1981 et 1982-1986	274-275
289 (XIII).	Mobilisation des ressources du Fonds international pour le développement de l'agriculture en faveur du développement de l'agriculture africaine.....	275-277
290 (XIII).	Mobilisation des ressources pour le financement du développement en Afrique	277
291 (XIII).	Décennie des transports et des communications en Afrique	278
292 (XIII).	Programme intégré pour les produits de base	279
293 (XIII).	Pays semi-enclavés.....	279-280
294 (XIII)	Questions administratives et questions relatives au personnel.....	280
295 (XIII).	Création d'un centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social.....	281-282

296 (XIII).	Coopération économique	282-284
297 (XIII).	Coopération économique dans le domaine des ressources naturelles	284-285
298 (XIII).	Coopération économique pour l'exécution des projets de routes transafricaines	285-286
299 (XIII).	Coopération économique dans le domaine des chemins de fer et de la gestion portuaire	286-287
300 (XIII).	Coopération économique intéressant l'Association des organisations africaines de promotion commerciale.....	287
301 (XIII).	Coopération avec la Commission économique pour l'Asie occidentale	288-289
302 (XIII).	Coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine.....	289-290
303 (XIII).	Coopération avec la Commission économique pour l'Europe.....	290-291
304 (XIII).	Coopération avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique	292-293
305 (XIII).	Deuxième réunion africaine sur l'énergie	293-295
306 (XII).	Coopération en matière de perfectionnement et d'utilisation de la main-d'oeuvre.....	295-296
307 (XIII).	Organisation africaine d'achats et de fourniture	296-297
308 (XIII).	Problèmes de la mise en valeur des ressources en eau en Afrique	298-299
309 (XIII).	Conférence régionale sur l'industrie pétrolière.....	299-300
310 (XIII).	Télécommunications	300-301
311 (XIII).	Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets	301-304
312 (XIII).	Renforcement de la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en matière d'agriculture	305
313 (XIII).	Création d'un programme de télédétection en Afrique	305-306
314 (XIII).	Formation de personnel pour les entreprises de production, de transport et de distribution d'énergie électrique et d'eau	306-307
315 (XIII).	Organisation régionale africaine de normalisation	307-308
316 (XIII).	Arrangements institutionnels en matière d'établissements humains à l'échelon régional	308-309

317 (XIII).	Coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Conseil mondial de l'alimentation	309-310
318 (XIII).	Formation en vue du développement	310-311
319 (XIII).	Accélération de l'industrialisation en Afrique	311-315
320 (XIII).	Renforcement de l'Institut africain de développement économique et de planification	316-320
321 (XIII).	Développement rural intégré	320-322
322 (XIII).	Négociations commerciales multilatérales entre pays africains	322-323
323 (XIII).	Consultations commerciales bilatérales entre pays africains	323
324 (XIII).	Problèmes d'endettement des pays africains.....	323-324
325 (XIII).	Coopération économique entre pays en développement.....	324-325
326 (XIII).	Sociétés transnationales.....	325
327 (XIII).	Renforcement des relations entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine	326
328 (XIII).	Restructuration des mécanismes institutionnels intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique	327-328
329 (XIII).	Remerciements au Gouvernement et au peuple de la République du Zaïre.....	328-329

RESOLUTIONS ADOPTEES A LA QUATORZIEME SESSION DE LA COMMISSION PAR LA CINQUIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

330 (XIV).	Restructuration des mécanismes institutionnels intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique	330-332
331 (XIV).	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain	332-333
332 (XIV).	Stratégie africaine pour le développement dans le cadre de la troisième Décennie du développement.....	333-352
333 (XIV).	Programme de travail et ordre de priorité pour 1980-1981 et rapport biennal du Secrétaire exécutif, 1977-1979.....	352-353
334 (XIV).	Budget du programme pour 1980-1981.....	353
335 (XIV).	Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets	353-354
336 (XIV).	Intégration du programme de travail du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets pour la sous-région de l'Afrique du Nord au programme de travail général du secrétariat	354-355

337 (XIV).	La recherche et le développement en matière d'énergie solaire	355-356
338 (XIV).	Inventaire cartographique africain	356-357
339(XIV).	Réunion régionale africaine portant sur l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata et la suite à y donner	357-358
340(XIV).	Ressources marines	358-359
341(XIV).	Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	359-360
342(XIV).	Transports et communications en Afrique	361-362
343(XIV).	Consultations commerciales bilatérales entre pays africains	362
344(XIV).	Association des organisations africaines de promotion commerciale	362-363
345(XIV).	Négociation d'un nouvel accord de coopération entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne	363
346(XIV).	Cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	363-364
347(XIV).	Sociétés transnationales	364-365
348(XIV).	Perfectionnement de la main-d'oeuvre	365-368
349(XIV).	Appui aux institutions africaines multinationales de formation, de recherches et de services	368-369
350(XIV).	Questions administratives et budgétaires concernant l'IDEP : statuts et finances	369-375
351(XIV).	Plan alimentaire régional pour l'Afrique	375-376
352(XIV).	Réforme agraire et développement rural	376
353(XIV).	Les pays africains les moins avancés, enclavés, insulaires et les plus sérieusement affectés	377-378
354(XIV).	Conditions économiques et sociales en Afrique	378-379
355(XIV).	Coopération économique et technique entre pays en développement	379-382
356(XIV).	Accélération du développement industriel	382-384
357(XIV).	Science et technique	384-385
358(XIV).	Etablissements humains	385-386
359(XIV).	Banque de données	387-388

360(XIV).	Création de commissions nationales pour la promotion des femmes dans le développement	388
361(XIV).	Recherches sur les femmes africaines	389
362(XIV).	Mobilisation de ressources humaines et financières.....	389-390
363(XIV).	Structures de la CEA pour l'intégration des femmes au développement	390-391
364(XIV).	Conférence régionale africaine sur la femme et le développement	391-392
365(XIV).	Structure et mandat du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement.....	392-393
366(XIV).	Programmes prioritaires de la CEA en matière de population.....	393-395
367(XIV).	Formation régionale en matière d'études démographiques en Afrique	395-396
368(XIV).	Fusion des conférences des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains	396-397
369(XIV)	Création de bureau mixtes OUA/CEA à Genève et à Bruxelles	397-398
370(XIV).	Assistance aux mouvements de libération	398
371(XIV).	Questions administratives et questions relatives au personnel	398-399
372(XIV).	Vingt et unième anniversaire de la Commission	399-400
373(XIV).	Félicitations au secrétariat pour ses travaux.....	400
374(XIV).	Remerciements au Gouvernement et au peuple du Royaume du Maroc.....	400-401

RESOLUTIONS ADOPTEES A LA QUINZIEME SESSION DE LA COMMISSION PAR LA SIXIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

375(XV).	Les femmes et le développement : Programmes et stratégie (1980-1985)	401-402
376(XV).	Programme régional du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'Afrique 1982-1986	402-403
377(XV).	Système panafricain de documentation et d'informatique.....	403-404
378(XV).	Plan d'action et mécanismes institutionnels en vue d'un Programme régional pour l'environnement en Afrique.....	404-406
379(XV).	Participation à la Session extraordinaire de 1980 de l'Assemblée générale	406-407
380(XV).	Mesures à prendre dans la région africaine à la suite de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural.....	407-408

381(XV).	Contribution des relations économiques internationales au développement de l'Afrique	408-409
382(XV).	Mobilisation des ressources du Fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement	409-410
383(XV).	Amendement du règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique	410
384(XV).	La coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement.....	410-411
385(XV).	Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique.....	411-412
386(XV).	Renforcement de la capacité de l'Afrique de mettre la science et la technique au service du développement	412-414
387(XV).	Réunion mixte Organisation de l'unité africaine/Commission économique pour l'Afrique d'experts africains sur l'énergie (Addis-Abeba, 25-28 mars 1980)	414-415
388(XV).	Programme régional intégré sur la formation, la recherche et les services de consultation en matière de conservation et de gestion de la faune et de la flore africaines.....	415-416
389(XV).	Mécanisme institutionnel en vue de l'examen et de la coordination des politiques et programmes de mise en valeur des ressources humaines en Afrique	417
390(XV).	Création d'organismes de coopération économique et technique et adoption de mesures visant à renforcer les organismes existants	418
391(XV).	Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	419-421
392(XV).	Etablissement d'un Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.....	421-422
393(XV).	Nouveaux statuts de l'Institut régional d'études démographiques d'Accra et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé	422-436
394(XV).	Assistance à l'Ouganda.....	437-438
395(XV).	Situation des réfugiés en Afrique	438-439
396(XV).	Année internationale des personnes handicapées	439-440
397(XV).	Rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans le processus de développement des pays africains les moins avancés	440-441

398(XV).	Plan d'action en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique	442-443
399(XV).	Institut africain de développement économique et de planification	443-444
400(XV).	Programmes prioritaires de la Commission économique pour l'Afrique en matière de population	444-445
401(XV).	Formation régionale en matière d'études démographiques en Afrique	445-446
402(XV).	Remerciements de la Conférence des ministres au Gouvernement et au peuple éthiopiens	446

RESOLUTIONS ADOPTEES A LA SEIZIEME SESSION DE LA COMMISSION PAR LA SEPTIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

403(XVI).	Rapport biennal du Secrétaire exécutif, 1979-1980	447
404(XVI).	Etude des conditions économiques et sociales en Afrique	447-448
405(XVI).	Mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos	448-449
406(XVI).	Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique	449-450
407(XVI).	La femme et le développement : Programme d'action et mobilisation de ressources.....	450-451
408(XVI).	Etablissements humains.....	451-454
409(XVI).	Institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission	454-455
410(XVI).	Conclusions et recommandations du Séminaire régional sur l'Année internationale des personnes handicapées	455-456
411(XVI).	Conséquences de la politique raciste et d'apartheid dans les Etats de première ligne	456-457
412(XVI).	Renforcement, à l'échelle nationale, des moyens nécessaires à l'élaboration d'une législation et à la mise en place de mécanismes d'évaluation et de gestion dans le domaine de l'environnement dans le cadre d'une stratégie de développement.....	457-459
413(XVI).	Système panafricain de documentation et d'informatique	459-460
414(XVI).	Programme de formation statistique pour l'Afrique : Fonds régional à financer par la Communauté économique européenne	460-461
415(XVI).	Programme de formation statistique pour l'Afrique : Assistance spéciale aux pays africains lusophones	461-462

416(XVI).	Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.....	462
417(XVI).	Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques	463-464
418(XVI).	Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets	464-465
419(XVI).	Plan à moyen terme pour la période 1984-1989	465-466
420(XVI).	Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	466-467
421(XVI).	Personnel et questions administratives	467-468
422(XVI).	Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	468-470
423(XVI).	Incidences sociales du Plan d'action de Lagos	471-482
424(XVI).	Remerciements au Gouvernement et au peuple sierra-léoniens	482
425(XVI).	Sources d'énergie nouvelles et renouvelables	483-484
426(XVI).	Pleine régionalisation des instituts régionaux africains de formation démographique	485-498
427(XVI).	Incidences des résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale ayant trait à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies pour les commissions régionales	499-501
428(XVI).	Programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique pour 1982-1983	501-502

RESOLUTIONS ADOPTEES A LA DIX-SEPTIEME SESSION DE LA COMMISSION PAR LA HUITIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

429(XVII).	Nouveaux statuts du "Regional Institute for Population Studies" d'Accra et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé	503
430(XVII).	Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages	504-505
431(XVII).	Collecte et analyse des données démographiques	505-506
432(XVII).	Financement de l'Institut de formation et de recherche démographiques	506-507
433(XVII).	L'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)	507-508
434(XVII).	Institut africain d'études sur le futur	508-510

435(XVII).	Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	510-512
436(XVII).	Télécommunications adaptées au développement de l'Afrique.....	512-514
437(XVII).	Convention internationale sur le transport multimodal des marchandises.....	514
438(XVII).	Système panafricain de documentation et d'informatique.....	515-516
439(XVII).	L'aggravation de la crise économique et ses conséquences néfastes pour l'Afrique.....	517
440(XVII).	La dette extérieure des pays africains.....	518
441(XVII).	Développement du commerce intra-africain.....	518-520
442(XVII).	Formulation et exécution d'un programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique	520-523
443(XVII).	Perfectionnement de la main-d'oeuvre industrielle et technique dans les pays africains	523-524
444(XVII).	Mécanisme institutionnel pur l'évaluation et la coordination des programmes et politiques dans le domaine des ressources humaines.....	524-526
445(XVII).	Développement de la science et de la technique en Afrique.....	527-528
446(XVII).	Lutte contre la désertification en Afrique	528-530
447(XVII).	La femme et le développement : Activités à entreprendre jusqu'à la fin de la Décennie	530-531
448(XVII).	Le vieillissement en Afrique.....	531-532
449(XVII).	Programmation régionale, activités, questions de restructuration et de décentralisation	533-535
450(XVII).	Financement sur une base permanente des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission	535-536
451(XVII).	Rapport biennal d'ensemble 1980-1981 et Programme de travail et ordre de priorité approuvés pour 1982-1983 relatifs aux institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission et au Fonds de stabilisation	537-538
452(XVII).	Programme régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement pour la période 1982-1986.....	538-539
453(XVII).	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	539

454(XVII).	Agrandissement des services et installations de conférence de la Commission à Addis-Abeba.....	540-541
455(XVII).	Vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique.....	541-542
456(XVII).	Exécution, suivi et surveillance du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays africains les moins avancés	542-544
457(XVII).	Exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans le cadre de l'autosuffisance nationale et collective	544-545
458(XVII).	Financement des programmes en faveur des pays les moins avancés.....	545-546
459(XVII).	Motion de remerciements au Guide de la révolution d'El Fatah et au vaillant peuple militant de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.....	546-547

RESOLUTIONS ADOPTEES A LA DIX-HUITIEME SESSION DE LA COMMISSION PAR LA NEUVIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

460(XVIII).	Etude des conditions économiques et sociales en Afrique	547
461(XVIII).	Appui aux pays africains enclavés et insulaires	548
462(XVIII).	Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique.....	549-550
463(XVIII).	Assistance au secteur de l'élevage en Afrique.....	550-551
464(XVIII).	Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	551-552
465(XVIII).	Problèmes des libertés de l'air en Afrique.....	553
466(XVIII).	Mise en oeuvre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique	553-554
467(XVIII).	Etablissement d'un Fonds monétaire africain	554-555
468(XVIII).	Coopération économique et technique internationale.....	555-557
469(XVIII).	Services africains de statistique.....	558-559
470(XVIII).	Etudes prospectives dans les pays africains	559-560
471(XVIII).	L'Afrique et les négociations économiques internationales en cours	560-561
472(XVIII).	La femme et le développement en Afrique	561-563
473(XVIII).	Les conditions climatiques et la sécheresse en Afrique.....	563-564

474(XVIII).	Renforcement des moyens de l'Afrique en matière d'environnement	564-566
475(XVIII).	Etablissements humains.....	566-567
476(XVIII).	Développement des services cartographiques en Afrique	567-569
477(XVIII).	Evaluation et harmonisation des activités des institutions multinationales	569-570
478(XVIII).	Mise en valeur des ressources de la mer	570
479(XVIII).	Renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets	571
480(XVIII).	Soutien au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement	571-572
481(XVIII).	Mesures visant à accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays africains les moins avancés	572-574
482(XVIII).	Première série de réunions de consultations à l'intention des pays africains les moins avancés	574-575
483(XVIII).	Activités du secrétariat	575-576
484(XVIII).	Remerciements au Gouvernement et au peuple de l'Ethiopie socialiste.....	576-577
485(XVIII).	Motion de remerciements aux chefs d'Etat et de gouvernement du Kenya, de la Zambie, du Rwanda, du Nigéria, du Zaïre, du Botswana, du Gabon, du Niger et du Swaziland et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.....	577
486(XVIII).	Motion de remerciements à tous les gouvernements africains, aux gouvernements non africains et aux organisations.....	578

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA PREMIERE SESSION

1 (I). Relations avec des organisations intergouvernementales

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 671 A(XXV) du Conseil économique et social, en date du 29 avril 1958, qui énonce le mandat de la Commission, et en particulier le paragraphe 13 de ce mandat,

Tenant compte des avantages que les autres commissions économiques régionales ont tirés de leurs relations avec des organisations intergouvernementales,

Notant que la Conférence d'Accra des Etats indépendants d'Afrique, le Comité économique de la Ligue des Etats arabes, la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara exercent déjà une action dans des domaines qui intéressent la Commission,

1. Estime qu'une liaison appropriée entre ces organisations et la Commission est souhaitable;

2. Charge le Secrétaire exécutif de s'efforcer de prendre, dès que possible, des dispositions appropriées pour établir une liaison avec ces organisations, comprenant notamment, sur la base de la réciprocité, l'invitation à envoyer des observateurs à la première session et aux sessions ultérieures de la Commission;

3. Charge en outre le Secrétaire exécutif de lui faire rapport à sa deuxième session sur les mesures qu'il aura prises et sur les résultats obtenus, et de porter, dès que possible, à la connaissance de la Commission, soit de sa propre initiative, soit à la demande d'un membre, des renseignements détaillés sur toutes autres organisations intergouvernementales fonctionnant en Afrique avec lesquelles la Commission pourrait avoir le désir d'établir des relations similaires; une décision concernant ces relations pourrait être prise par correspondance entre le Secrétaire exécutif et les membres et les membres associés de la Commission, à condition que les membres de la Commission soient d'accord à l'unanimité;

7ème séance,
1er janvier 1959.

2 (I). Aide économique des Nations Unies et aide économique multilatérale aux Etats indépendants et aux territoires en attente de leur indépendance en Afrique

A

OCTROI D'UNE ASSISTANCE A LA GUINEE

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant les alinéas a) et d) du paragraphe 1 de son mandat,

Rappelant la résolution 1240(XIII) de l'Assemblée générale en date du 14 octobre 1958, créant le Fonds spécial et, en particulier, les paragraphes 1 et 2 de la partie B de ladite résolution,

Considérant le vaste programme d'industrialisation entrepris en 1957 en Guinée avec la création des usines d'alumine de Fria et de Boké et la réalisation du barrage hydro-électrique du Konkouré,

Considérant l'arrêt de l'aide financière et technique extérieure dès l'accession de la Guinée à l'indépendance et les lourdes charges de souveraineté auxquelles cette jeune république doit faire face,

Considérant la nécessité absolue de poursuivre le programme d'industrialisation qui a été mis sur pied,

Considérant la nécessité pour le Gouvernement guinéen de maintenir, parallèlement aux investissements directement productifs, l'effort financier nécessaire dans le domaine agricole et dans la mise en oeuvre de projets non auto-amortissables d'équipement social et d'infrastructure,

Considérant l'admission récente de la Guinée à l'Organisation des Nations Unies,

1. Reconnaît la nécessité, concurremment avec d'autres sources d'assistance, d'une aide spéciale des Nations Unies à la Guinée pour lui permettre de poursuivre sans discontinuité la mise en application de son programme économique et social;

2. Exprime l'espoir que la situation spéciale de la Guinée recevra toute l'attention nécessaire de la part des autorités chargées d'administrer les différents programmes d'assistance de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

12ème séance,
6 janvier 1959.

B

OCTROI D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies se sont engagés à favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social en vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales,

Reconnaissant que la prospérité économique est d'une importance primordiale pour renforcer l'indépendance des Etats africains,

Constatant qu'à l'heure actuelle ces Etats et territoires reçoivent une assistance technique et économique limitée,

Désireuse de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'octroi d'une assistance économique et technique auxdits Etats et territoires,

Persuadée que l'Organisation des Nations Unies reconnaît qu'il est non seulement dans l'intérêt de l'Afrique, mais aussi dans l'intérêt de la paix et de la prospérité mondiales, que cet objectif soit atteint,

1. Exprime l'espoir que le Conseil d'administration du Fonds spécial, le Bureau de l'assistance technique et les institutions spécialisées considéreront avec bienveillance, lorsqu'ils procéderont à l'examen annuel des programmes d'assistance technique, les demandes présentées par les Etats et territoires d'Afrique, en tenant compte de leurs besoins particuliers dans ce domaine;

2. Recommande au Conseil économique et social, lorsqu'il examinera les problèmes relatifs à l'aide technique et économique, de continuer à ne pas perdre de vue les besoins spéciaux des Etats et territoires d'Afrique, en vue d'accroître l'importance de l'aide mise à leur disposition;

3. Exprime en outre l'espoir que les Etats membres trouveront les moyens et la possibilité d'accroître l'assistance technique et économique aux Etats et territoires africains, en se préoccupant spécialement des pays traversant une phase critique;

4. Charge le Secrétaire exécutif de lui faire rapport à sa prochaine session sur les mesures prises pour donner effet à la présente résolution.

13ème séance,
6 janvier 1959.

C

COLLABORATION INTERNATIONALE DANS LE CADRE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

La Commission économique pour l'Afrique,

Tenant compte des objectifs de la Charte des Nations Unies dans l'ordre économique, à savoir : favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et la création de conditions de progrès et de développement économique et social dans le monde,

Considérant qu'aux termes de sa résolution 671 A(XXV) du 29 avril 1958, le Conseil économique et social lui a assigné pour tâche de favoriser le développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux,

Rappelant l'Article 56 de la Charte des Nations Unies et l'importance de la collaboration internationale comme facteur essentiel du développement économique,

Prenant note avec satisfaction des affirmations de coopération dans le domaine économique qui ont été faites par les membres et membres associés au cours de la première session,

1. Exprime l'espoir que les membres et membres associés fourniront volontairement des moyens d'assistance technique en vue de faciliter les travaux de la Commission;

2. Exprime en outre l'espoir que les Etats Membres examineront les moyens d'accroître l'assistance technique et économique;

3. Charge le Secrétaire exécutif de faire rapport sur ses conclusions lors de la prochaine session de la Commission.

13ème séance,
6 janvier 1959.

3 (I). Date et lieu de la deuxième session de la Commission

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant qu'aux termes du paragraphe 20 de son mandat, la Commission décide, à chaque session, du lieu où se tiendra la session suivante, en prenant dûment en considération le principe selon lequel la Commission doit se réunir soit à son siège, soit dans un des pays d'Afrique,

Tenant compte de l'invitation du Gouvernement marocain,

Décide de tenir sa deuxième session à Tanger entre les mois de janvier et de mars 1960, la date exacte devant être fixée par voie de négociations entre le Secrétaire exécutif et le Gouvernement marocain.

12ème séance,
6 janvier 1959.

4 (I). Remerciements à S.M. l'Empereur d'Ethiopie, au Gouvernement et au peuple éthiopiens

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les facilités mises à sa disposition pour la conduite de ses travaux par le Gouvernement éthiopien,

Consciente de la générosité et de l'hospitalité dont le Gouvernement de S. M. l'Empereur et le peuple éthiopien ont fait preuve pendant sa session inaugurale,

Exprime sa gratitude et ses remerciements à S. M. Haïlé Sélassié Ier, Empereur d'Ethiopie, au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour leur accueil chaleureux.

13ème séance,
6 janvier 1959.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA DEUXIEME SESSION

5 (II). Admission de nouveaux membres associés ¹⁶

La Commission économique pour l'Afrique,

Tenant compte de son mandat et en particulier de l'article 6,

Tenant compte en outre de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale et notamment du paragraphe 2 qui "invite spécialement tous les Etats membres qui administrent des territoires non autonomes en Afrique à proposer la participation de ces territoires aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique",

Notant avec satisfaction l'initiative de certains Etats membres qui ont présenté des demandes pour l'admission de territoires africains dont ils sont encore responsables,

Notant avec regret que d'autres Etats membres n'ont pas présenté de demandes pour l'admission de territoires et d'Etats dont ils assurent encore les relations internationales,

1. Invite tous les Etats membres à mettre en application pendant l'année en cours les dispositions du paragraphe 2 de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale;

2. Prie les Etats membres qui sont responsables de territoires en Afrique ou qui assurent les relations internationales de pays africains de consulter immédiatement les gouvernements intéressés pour déterminer si ces pays désirent devenir membres associés de la Commission et de faire connaître au Secrétaire exécutif les vues du gouvernement de chaque pays ou territoire intéressé.

6ème séance,
28 janvier 1960.

¹⁶ Voir par. 70 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

6 (II). Invitation à la République fédérale d'Allemagne à assister aux sessions de la Commission économique pour l'Afrique à titre consultatif¹⁷

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant l'importance du rôle de la République fédérale d'Allemagne dans le développement et dans le commerce des pays et territoires d'Afrique,

Tenant compte de l'attitude du Conseil économique et social dans des cas semblables, exprimée dans ses résolutions 617(XXII) du 20 juillet 1956 et 632(XXII) du 10 décembre 1956,

Prie le Conseil économique et social d'autoriser le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à donner à la République fédérale d'Allemagne la faculté d'assister, si elle le désire, aux sessions de la Commission dans des conditions analogues à celles qui sont prévues au paragraphe 10 du mandat de la Commission pour les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission.

3ème séance.
27 janvier 1960.

7 (II). Incidences des groupements économiques européens sur l'économie des pays africains¹⁸

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport concernant les incidences de la Communauté économique européenne sur le commerce africain¹⁹,

Ayant étudié en outre le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1960-1961 présentés par le Secrétaire exécutif en ce qui concerne l'étude des incidences des ententes économiques régionales conclues en Europe sur le commerce et le développement des pays et territoires africains,

Considérant les incidences de la création de la Communauté économique européenne sur le commerce africain et intra-africain, ainsi que sur l'industrialisation de l'Afrique,

Vu le mandat de la Commission,

Prie le Secrétaire exécutif :

a) D'étudier et d'évaluer les incidences des groupements économiques constitués en Europe sur l'industrialisation de l'Afrique, le commerce intra-africain et le développement économique de l'Afrique en général et de recommander les mesures nécessaires pour contre-balancer les effets nuisibles que pourraient avoir ces groupements économiques;

¹⁷ Voir par. 72 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

¹⁸ Voir par. 94 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

¹⁹ E/CN.14/29 et Corr.1 et Add.1.

b) De réunir en 1960, conformément à l'article 19 du règlement intérieur de la Commission, un comité spécial, composé de membres et membres associés en vue d'examiner les études préparées par le Secrétaire exécutif et de faire rapport à la Commission.

11ème séance,
1er février 1960.

8 (II). Commerce intra-africain et convocation d'une conférence d'hommes d'affaires africains ²⁰

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné l'Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950 ²¹, ainsi que d'autres documents,

Reconnaissant qu'il importe de stimuler les échanges commerciaux et l'industrie des pays d'Afrique, ainsi que la mise en oeuvre de projets sous-régionaux, afin d'élever le niveau de vie des populations de l'Afrique,

Reconnaissant en outre l'importance des entreprises commerciales multinationales,

1. Prie le Secrétaire exécutif :

a) D'entreprendre et de mener à terme des enquêtes sur la situation et les possibilités des échanges commerciaux et de l'industrie des pays d'Afrique et sur les mesures nécessaires pour stimuler et hâter l'expansion en ces deux domaines;

b) De prêter son assistance en vue de la préparation et de la tenue d'une conférence d'hommes d'affaires africains, qui sera convoquée en 1961 afin d'étudier les mouvements de capitaux intra-africains, l'expansion du commerce et des marchés des pays d'Afrique et la coopération en vue du développement en commun, par l'entreprise privée, des ressources naturelles du continent;

2. Invite tous les gouvernements des Etats membres à collaborer pleinement avec le Secrétaire exécutif dans l'exécution des tâches prévues dans la présente résolution.

12ème séance,
2 février 1960.

9 (II). Coopération ²²

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné l'Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950 ²³

²⁰ Voir par. 90 du rapport de la Commission à sa dixième session.

²¹ E/CN.14/28 (publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.K.1).

²² Voir par. 87 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

²³ E/CN.14/28 (publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.K.1).

Reconnaissant le rôle important que le mouvement coopératif peut jouer dans le développement économique et social de l'Afrique,

Notant les efforts accomplis dans le domaine de la coopération par un certain nombre de pays africains,

Consciente de la nécessité, pour le mouvement coopératif, de disposer d'un personnel qualifié, ainsi que de la nécessité de diffuser du matériel éducatif sur les méthodes et les techniques du système coopératif,

Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur l'état et les progrès du mouvement coopératif en Afrique et d'envisager, en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la création en Afrique d'un ou de plusieurs centres en vue d'assurer la formation d'Africains dans le domaine de la coopération et de publier et de diffuser du matériel éducatif sur les méthodes et les techniques du système coopératif.

12ème séance,
2 février 1960.

10 (II). Coopération internationale en faveur des territoires anciennement sous tutelle ²⁴

La Commission économique pour l'Afrique,

Se félicitant de la résolution 1414(XIV) de l'Assemblée générale, relative à l'étude des possibilités de coopération internationale en faveur des territoires anciennement sous tutelle devenus indépendants,

Notant avec satisfaction qu'aux termes de ladite résolution, le Conseil économique et social a été invité "à étudier, conformément au paragraphe de l'Article 62 de la Charte des Nations Unies, toutes les possibilités de coopération internationale qui seraient susceptibles d'intéresser les territoires anciennement sous tutelle devenus indépendants, dans le champ des programmes d'assistance internationale et dans le cadre de ceux-ci",

Notant en outre que l'Assemblée générale a recommandé au Conseil économique et social de faire appel à la collaboration de diverses organisations et de consulter les gouvernements des territoires anciennement sous tutelle devenus indépendants,

Recommande au Conseil économique et social :

a) D'utiliser les possibilités offertes par la Commission économique pour l'Afrique, qui est l'organe subsidiaire du Conseil pour le continent africain;

b) De prier le Secrétaire général, dans l'exécution des tâches que le Conseil pourrait lui confier pour la mise en oeuvre de la résolution 1414(XIV) de l'Assemblée générale, de recourir dans toute la mesure du possible aux services du secrétariat de la Commission.

18ème séance,
5 février 1960.

²⁴ Voir par. 103 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

11 (II). Assistance économique et financière multilatérale à l'Afrique ²⁵

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que les plans économiques et sociaux à long terme relatifs à l'Afrique doivent conduire au développement intégré et harmonieux de l'économie des pays africains,

Constatant que son mandat l'autorise notamment à "prendre des mesures et à participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays et territoires d'Afrique, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde",

Consciente de la nécessité urgente d'une coopération maximum pour contribuer, par tous les moyens d'assistance économique et financière multilatérale, au développement économique et social de l'Afrique et persuadée que cette assistance sera fournie,

Convaincue que la Commission économique pour l'Afrique doit jouer un rôle important dans l'examen de toutes les propositions nouvelles qui pourraient être présentées en vue d'une assistance économique et financière multilatérale à l'Afrique,

Exprime l'espoir que tout organisme multilatéral nouveau qui pourrait être jugé nécessaire pour la mise en oeuvre de ces propositions tiendra des consultations et collaborera étroitement avec la Commission économique pour l'Afrique et son secrétariat en vue de la coordination de l'aide destinée à l'Afrique.

18ème séance,
5 février 1960.

12 (II). Rapport sur la Conférence des statisticiens africains ²⁶

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport sur la Conférence des statisticiens africains ²⁷,

1. Approuve avec satisfaction ledit rapport;
2. Invite les membres et les membres associés à examiner d'urgence les recommandations de la Conférence;
3. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les recommandations de la Conférence.

15ème séance,
3 février 1960.

²⁵ Voir par. 103 du rapport de la Commission à sa deuxième.

²⁶ Voir par. 107 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

²⁷ E/CN.14/25.

13 (II). Inventaire des ressources naturelles de l'Afrique ²⁸

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné les problèmes relatifs à la recherche géologique et minière en Afrique,

Considérant que l'industrialisation est une condition essentielle du développement économique des pays africains,

Considérant d'autre part que les ressources minérales de ces pays sont un facteur important de leur industrialisation,

Tenant compte de l'exemple qu'ont donné dans ce domaine de la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et l'extrême-Orient,

Prie le Secrétaire exécutif, dans l'exécution des enquêtes sur les ressources minérales des pays d'Afrique, de tenir compte de la possibilité de créer des industries fondées sur ces ressources et d'orienter les enquêtes dans ce sens.

18ème séance,
5 février 1960.

14 (II). Pêcheries maritimes dans l'Atlantique tropico-nord-oriental ²⁹

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire exécutif sur les moyens d'aider les gouvernements des pays d'Afrique du Nord à développer leurs pêcheries maritimes ³⁰,

Consciente de l'importance économique et sociale du problème,

Constatant qu'il n'existe entre la Méditerranée et le golfe de Guinée aucun organisme international traitant de ce problème,

Estimant qu'il y aurait lieu de combler au plus tôt cette lacune,

1. Prend note de la résolution 24/59 adoptée, lors de sa dixième session, par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

2. Prie le Secrétaire exécutif de prendre contact avec les organisations spécialisées compétentes, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en vue de la création par cette dernière d'un Conseil général des pêches pour l'Atlantique tropico-nord-oriental (du cap Spartel au golfe de Guinée) et de faire rapport à la Commission lors de sa troisième session);

3. Suggère que ce conseil, lorsqu'il aura été créé, ait son siège à Casablanca.

18ème séance,
5 février 1960.

²⁸ Voir par. 111 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

²⁹ Voir par. 116 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

³⁰ E/CN.14/34.

15 (II). Cycle d'étude sur le développement communautaire ³¹

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport du cycle d'étude sur le développement communautaire organisé par la Commission économique pour l'Afrique ³²,

1. Exprime sa satisfaction de la contribution utile que le cycle d'étude a apportée à l'étude de cette question;
2. Invite les membres et les membres associés à examiner d'une manière approfondie les recommandations du cycle d'étude qui entraînent des décisions au niveau national;
3. Approuve les propositions relatives à la coopération régionale et à l'assistance internationale qui figurent au paragraphe 5 de la troisième partie du rapport;
4. Invite le secrétariat à donner suite à ces propositions en collaboration avec les institutions spécialisées compétentes et avec les organisations intergouvernementales dont l'action s'exerce en ce domaine;
5. Prie le Secrétaire exécutif de procéder à une enquête sur les programmes de développement communautaire en Afrique.

16ème séance,
4 février 1960.

16 (II). Formation en cours d'emploi ³³

La Commission économique pour l'Afrique,

Se félicitant de la création, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, d'un stage de formation d'économistes africains qui en est actuellement à sa deuxième année d'existence,

Constatant que la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Europe, ainsi que leur secrétariat, ont déjà acquis des connaissances et une expérience considérables en matière de recherche, de programmation et de développement économiques et en ce qui concerne les techniques de la coopération internationale dans les domaines économique, statistique et social,

1. Exprime l'espoir que les stages de formation en cours d'emploi au Siège de l'Organisation des Nations Unies se poursuivront;
2. Prie le Secrétaire exécutif d'organiser, en collaboration et en accord avec les secrétaires exécutifs des autres commissions économiques régionales, la formation en cours d'emploi d'économistes et de statisticiens africains;

³¹ Voir par. 132 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

³² E/CN.14/24.

³³ Voir par. 136 ci-dessus.

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission, lors de sa troisième session, sur l'institution, au siège de la Commission à Addis-Abeba, d'une formation en cours d'emploi d'économistes africains.

17ème séance,
4 février 1960.

17 (II). Moyens de formation offerts aux Etats africains ³⁴

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant note avec satisfaction de l'étude sur les moyens de formation en Afrique ³⁵ que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a entreprise à la demande du Secrétaire exécutif,

Considérant qu'en raison du rythme du développement économique de l'Afrique, un nombre croissant d'économistes, de statisticiens, de fonctionnaires des administrations publiques, de directeurs d'industries, de membres des professions libérales, de techniciens et de spécialistes sont nécessaires à tous les niveaux,

Constatant qu'il importe de former du personnel africain pour combler les lacunes qui existent dans le recrutement des spécialistes nécessaires pour établir et exécuter les programmes de développement économique,

Reconnaissant qu'il est préférable et plus pratique que la formation de spécialistes africains des catégories susmentionnées soit assurée sur le continent africain,

Consciente des moyens et des ressources que le programme d'assistance technique des Nations Unies et le Fonds spécial peuvent mettre à la disposition de l'Afrique en vue de la création, de l'extension et du développement des établissements qui assurent cette formation,

1. Prie le Secrétaire exécutif de prendre le plus tôt possible les mesures nécessaires pour consulter les collèges, les universités, les instituts de recherche et autres organismes intéressés en Afrique au sujet des dispositions à prendre pour la formation de personnel africain dans le domaine du développement économique;

2. Prie également le Secrétaire exécutif d'étudier les possibilités d'agrandir et de développer les établissements existants ou de créer de nouveaux établissements à l'échelon sous-régional en vue d'assurer la formation accélérée de personnel africain à tous les niveaux.

17ème séance,
4 février 1960.

³⁴ Voir par. 137 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

³⁵ E/CN.14/35 et Add.1 à 3.

18 (II). Programme de travail et ordre de priorité pour 1960-1961 ³⁶

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le projet de programme de travail et d'ordre de priorité pour 1960-1961, présenté par le Secrétaire exécutif ³⁷,

Rappelant le mandat de la Commission,

Considérant l'importance des liens existant entre les facteurs économiques et les facteurs sociaux du développement,

Reconnaissant l'urgente nécessité du développement économique et social rapide de tous les pays et territoires d'Afrique,

1. Note avec satisfaction le programme de travail présenté par le Secrétaire exécutif, avec les modifications qui ont été apportées par le Comité du programme de travail et des priorités et par les résolutions que la Commission a adoptées à sa deuxième session;

2. Prie Le Secrétaire exécutif d'accorder, dans la mise en oeuvre du programme pour 1960-1961, une attention particulière aux problèmes prioritaires qui se posent dans les domaines énumérés ci-dessous et qu'il est urgent de résoudre pour assurer le développement économique et social des pays et territoires africains :

a) Les secteurs traditionnels retardataires dans les pays et territoires d'Afrique (agriculture et artisanat) et leur intégration dans les secteurs modernes des systèmes économiques nationaux;

b) L'industrialisation et les transports dans les pays et territoires d'Afrique sous leurs aspects nationaux et régionaux;

c) La stabilisation des prix des produits de base : étude des dispositions qui peuvent être adoptées sur le plan national ou régional pour contrebalancer les fluctuations des prix mondiaux et établissement de rapports sur les mesures prises sur le plan international dans ce domaine, analysant en particulier leurs répercussions sur les producteurs africains;

d) La formation rapide de cadres à tous les niveaux;

e) Les aspects sociaux du développement économique;

f) Le financement du développement économique;

g) L'insuffisance des statistiques et des travaux de recherche.

17ème séance,
4 février 1960.

19 (II). Action concertée ³⁸

³⁶ Voir par. 138 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

³⁷ E/CN.14/36.

³⁸ Voir par. 138 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

La Commission économique pour l'Afrique,

Tenant compte du fait que le mandat de la Commission, en particulier l'alinéa a du paragraphe 1, charge expressément la Commission de "prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux...",

Rappelant qu'à sa première session, la Commission a accordé la priorité la plus élevée dans son programme de travail à des projets d'action concertée et a indiqué aux paragraphes 42 à 48 de son rapport sur la première session³⁹ quelles étaient les premières étapes nécessaires de cette action,

Prenant acte du paragraphe 6 du mémoire du Secrétaire exécutif sur le programme de travail pour 1960-1961⁴⁰,

Constatant d'autre part, que, dans d'autres régions du monde, un certain nombre de projets d'action concertée sont actuellement mis en oeuvre sous les auspices des commissions économiques régionales intéressées, avec l'aide du programme d'assistance technique des Nations Unies et du Fonds spécial (par exemple l'intégration économique de l'Amérique centrale sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine et la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong sous les auspices de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient),

1. Déclare que l'adoption par la Commission du programme de travail et de l'ordre de priorité indique que les membres et les membres associés désirent entreprendre des projets d'action concertée dans le cadre du mandat de la Commission;

2. Recommande que le Secrétaire exécutif passe à l'exécution des projets d'action concertée mentionnés aux paragraphes 42 à 48 du rapport sur la première session en tenant compte du programme de travail et de l'ordre de priorité adoptés par la Commission et, à cet égard, invite tous ses membres et membres associés et, en particulier, les gouvernements des territoires intéressés, à collaborer pleinement avec le Secrétaire exécutif pour lui permettre d'atteindre les objectifs de la Commission économique pour l'Afrique;

3. Exprime l'espoir que, dans la mise en oeuvre des projets d'action concertée, les gouvernements des pays et territoires intéressés demanderont ensemble, le cas échéant, après consultation et par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif, une assistance technique appropriée à l'Organisation des Nations Unies, afin de s'assurer les ressources et le personnel nécessaires à l'exécution des projets d'action concertée envisagés par la Commission.

17ème séance,
4 février 1960.

³⁹ E/3201.

⁴⁰ E/CN.14/36.

20 (II). Recrutement de personnel pour la Commission économique pour l'Afrique ⁴¹

La Commission économique pour l'Afrique,

Norant avec satisfaction les efforts que le Secrétaire exécutif a déployés pour constituer un secrétariat composé de fonctionnaires internationaux hautement compétents chargés d'effectuer les travaux de la Commission,

Constatant les difficultés qu'il a rencontrées dans le recrutement du personnel, particulièrement en ce qui concerne le personnel originaire de pays et territoires d'Afrique,

Prie les gouvernements des pays membres et membres associés d'apporter au Secrétaire exécutif toute l'assistance nécessaire pour lui faciliter le recrutement de personnel pour le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, notamment le recrutement d'Africains, y compris un certain nombre de jeunes fonctionnaires qui seraient soit détachés, soit nommés définitivement à la Commission économique pour l'Afrique pour y recevoir une formation en cours d'emploi.

18ème séance,

5 février 1960,

21 (II). Remerciements à S. M. le Roi du Maroc, à son Gouvernement et au peuple marocain ⁴²

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente du désir de S. M. Mohamed V, roi du Maroc, de voir l'Afrique coopérer dans la dignité avec le reste du monde,

Wantant exprimer à Sa Majesté, à son gouvernement et au peuple marocain sa vive reconnaissance pour l'excellent accueil dont elle a été l'objet et la remarquable organisation qui a contribué à la pleine réussite de ses travaux,

Présente à S. M. Mohamed V ses déferents hommages, à son gouvernement et au peuple marocain ses sincères remerciements et leur renouvelle ses vœux les plus chaleureux pour le bonheur du Maroc et de l'Afrique et la promotion de tous les Africains à une vie libre, prospère et démocratique.

19ème séance,

6 février 1960.

22 (II). Hommage à S. M. l'Empereur d'Ethiopie, à son Gouvernement et au peuple éthiopien ⁴³

La Commission économique pour l'Afrique,

Certaine de l'intérêt constant que porte S. M. Haïlé Sélassié Ier, Empereur d'Ethiopie, à tous ses travaux et à l'oeuvre de son secrétariat,

Consciente de l'ampleur et de l'efficacité des encouragements et de l'aide que ne cesse de prodiguer à son secrétariat S. M. Haïlé Sélassié Ier,

⁴¹ Voir par. 139 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

⁴² Voir par. 142 du rapport de la Commission à sa deuxième session.

⁴³ Ibid.

Exprime à S. M. Haïlé Sélassié Ier, à son gouvernement et au peuple éthiopien sa profonde gratitude et ses sincères remerciements.

19ème séance,
6 février 1960.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA TROISIEME SESSION

23 (III). Création de bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des tâches de plus en plus lourdes qui incombent à son secrétariat,

Reconnaissant l'importance que présente la création de bureaux sous-régionaux pour traiter efficacement des problèmes économiques particuliers aux sous-régions,

Notant qu'il n'existe pas actuellement de bureaux sous-régionaux pour traiter efficacement des problèmes qui intéressent les pays membres appartenant aux différentes sous-régions,

Tenant compte du paragraphe 19 de son mandat, qui prévoit la création de bureaux locaux,

Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre immédiatement une étude sur la possibilité de créer des bureaux sous-régionaux de la Commission pour traiter des problèmes d'intérêt sous-régional, ainsi que sur les conditions dans lesquelles ils pourraient être créés, et de faire rapport à la Commission lors de sa quatrième session.

48ème séance,
15 février 1961.

24 (III). Mandat de la Commission économique pour l'Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 1155(XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, dans laquelle l'Assemblée commandait au Conseil économique et social la création d'une commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 671 A (XXV) du Conseil économique et social, en date du 29 avril 1958, qui énonce le mandat de la Commission et en particulier les paragraphes 5 et 6 de ce mandat,

Tenant compte en outre, de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1959, et notamment du paragraphe 2 qui "invite spécialement tous les Etats membres qui administrent des territoires non autonomes en Afrique à proposer la participation de ces territoires aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique",

Rappelant sa résolution 5 (II) du 28 janvier 1960 relative à l'admission de nouveaux membres associés,

Notant avec regret que des pays non autonomes d'Afrique ne sont pas encore représentés à la Commission en tant que membres associés, alors que des pays non africains siègent à la Commission en qualité de membres de plein droit,

1. Invite instamment tous les Etats membres à mettre en application, pendant l'année en cours, les dispositions du paragraphe 2 de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale;

2. Prie le Secrétaire exécutif de communiquer d'urgence aux pays responsables des relations internationales des territoires non autonomes la volonté de la Commission de voir ces pays représentés en qualité de membres associés, par des Africains, à la prochaine session de la Commission;

3. Invite le Secrétaire exécutif à lui faire rapport, lors de sa prochaine session, sur les mesures prises pour donner effet à la présente résolution.

49ème séance,
16 février 1961.

25 (III). Action internationale pour la stabilisation du marché des produits de base

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant qu'une part substantielle du commerce mondial de certains produits primaires est attribuable aux pays africains,

Consciente de la nécessité d'atténuer les fluctuations prononcées des cours mondiaux de ces produits par une action sur les plans national et international,

Tenant compte des efforts qui ont déjà été déployés par les institutions spécialisées, ainsi que par d'autres parties intéressées, pour favoriser la stabilisation des cours,

Reconnaissant en outre le besoin, pour les pays africains, d'entreprendre d'urgence une action concertée visant à stabiliser les cours mondiaux de ces produits,

Ayant examiné le document intitulé "Action internationale destinée à stabiliser le marché des produits de base et rôle de l'Afrique" (E/CN.14/68),

1. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer, en consultation avec les institutions et les organismes intéressés des Nations Unies, une réunion des pays africains de production primaire afin d'examiner la position des produits agricoles qui les intéressent le plus et au sujet desquels il est le plus urgent de prendre des mesures, et de présenter à cette réunion des études détaillées sur la stabilisation du marché de ces produits;

2. Invite cette réunion à envisager d'autres études et des mesures concertées - y compris des dispositions en vue des consultations qu'il serait nécessaire d'entamer avec les pays producteurs d'autres régions et avec les pays importateurs - et à les recommander à la Commission et aux gouvernements intéressés afin de réaliser une plus grande stabilisation des cours mondiaux des produits en question.

46ème séance,
15 février 1961.

26 (III). Développement économique et social

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant les alinéas b, c et g du paragraphe 1 de son mandat,

Consciente de la nécessité de développer les ressources humaines de l'Afrique en tant que moyen de favoriser le développement économique rapide de tous les territoires africains,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'effectuer des études sous-régionales traitant des conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale sur la mobilisation de toutes les ressources disponibles pour le développement économique équilibré de tous les territoires situés dans l'aire géographique à laquelle s'étend la compétence de la Commission et de faire rapport à la Commission lors de sa quatrième session;

2. Fait appel aux gouvernements de tous les Etats membres pour qu'ils facilitent la tâche du Secrétaire exécutif dans la mise en oeuvre de la présente résolution.

47ème séance,
15 février 1961.

27 (III). Création d'une banque africaine de développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les besoins des Etats africains en capitaux pour l'exécution de leurs programmes de développement économique grâce à une action concertée des secteurs public et privé,

Estimant qu'il est nécessaire à cette fin de disposer, en plus de l'aide bilatérale ou multilatérale, de crédits à long terme et à faible taux d'intérêt,

Estimant qu'une banque internationale à compétence régionale limitée à l'Afrique répondrait à ces besoins,

Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude approfondie sur les possibilités d'instituer une banque africaine de développement et de faire rapport à la Commission lors de sa prochaine session.

50ème séance,
16 février 1961.

28 (III). Comité permanent du commerce

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport sur les incidences de l'intégration économique de l'Europe occidentale sur le commerce et le développement africains (E/CN.14/72) et Corr.1 et 2 et Add.1) et le rapport du comité spécial (E/CN.14/100),

Considérant la note du Secrétaire exécutif de la Commission (E/CN.14/100/Add.1),

Considérant que l'association des certains pays d'Afrique à des groupements économiques extérieurs pose des problèmes particulièrement délicats pour le commerce intra-régional en Afrique,

Reconnaissant qu'il importe de stimuler les courants commerciaux et industriels entre tous les pays africains, ainsi que d'élaborer et de mettre en oeuvre une organisation rationnelle du commerce intra-africain,

Notant les efforts accomplis dans ce sens par un certain nombre de pays africains,

Vu l'alinéa a du paragraphe 1 de son mandat et l'article 19 de son règlement intérieur,

1. Décide de créer, au sein de la Commission, à titre permanent, un Comité du commerce, qui sera autorisé à siéger en dehors des sessions de la Commission;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'assurer, en collaboration et en accord avec les membres et membres associés de la Commission, la constitution d'un tel comité et l'organisation de ses travaux;

3. Autorise le Secrétaire exécutif à constituer, sous l'égide du Comité du commerce, des groupes de travail chargés d'étudier les problèmes particuliers aux diverses sous-régions.

48ème séance,
15 février 1961.

29 (III). Mise en oeuvre de systèmes de stabilisation des prix des produits de base

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les effets désastreux des fluctuations des prix des produits de base sur le développement économique des pays africains, dont 80 et 90 pour 100 des populations tirent l'essentiel de leurs revenus des activités agricoles,

Considérant que la baisse continue des cours de ces produits rend difficile l'établissement de prévisions à long terme et compromet l'exécution des plans de développement les mieux élaborés,

Considérant la résolution 1423(XIV) de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1959, et la résolution 783(XXX) du Conseil économique et social, en date du 3 août 1960,

Se référant au projet 01-04 (stabilisation des prix des produits de base) qui figure au programme de travail de la Commission pour 1961-1962 et à la résolution 18(II) de la Commission en date du 4 février 1960,

1. Souligne l'importance qu'attachent les pays africains au règlement, dans les meilleurs délais, d'une question qu'ils considèrent comme fondamentale pour l'économie du continent;

2. Exprime l'espoir que le groupe d'experts créé par la résolution 1423(XIV) de l'Assemblée générale sera en mesure de soumettre en 1961 des propositions constructives à la Commission du commerce international des produits de base et au Conseil économique et social en vue de la mise en oeuvre de systèmes de stabilisation des prix des produits de base;

3. Prie le Secrétaire exécutif de communiquer le texte de la présente résolution ainsi que les vues exprimées sur ce sujet au cours de la troisième session de la Commission au groupe d'experts mentionné plus haut et à la Commission du commerce international des produits de base pour qu'ils puissent prendre en considération, dans l'accomplissement de leur tâche, les légitimes intérêts des pays africains exportateurs;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission, lors de sa quatrième session, sur les mesures qu'il aura prises en vue de la mise en oeuvre de la présente résolution, ainsi que sur l'évolution qui se sera produite en 1961 dans les cours des principaux produits de base exportés par les pays africains.

50ème séance,
16 février 1961.

30 (III). Etudes monétaires et financières

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport sur les incidences de l'intégration économique de l'Europe occidentale sur le commerce et le développement africains (E/CN.14/72 et Corr.1 et 2 et Add.1),

Reconnaissant qu'il importe d'encourager le commerce et la coopération économique entre les pays africains,

Rappelant sa résolution 8(II) du 2 février 1960, relative à l'opportunité de stimuler le commerce africain,

Notant avec satisfaction l'étude que le secrétariat de la Commission a menée à bien sur des problèmes vitaux pour le commerce intra-africain,

Consciente de l'extrême importance que présentent les divers systèmes et zones monétaires d'Afrique pour le commerce intra-africain,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'effectuer une évaluation et une analyse approfondie des divers systèmes monétaires employés en Afrique dans la mesure où ils influent sur le commerce intra-africain en particulier et sur les problèmes de développement économique de l'Afrique en général, et de présenter cette étude à la Commission aussitôt que possible;

2. Invite les gouvernements de tous les pays membres à coopérer pleinement avec le Secrétaire exécutif dans l'exécution des dispositions de la présente résolution.

50ème séance,
16 février 1961.

31 (III). Effets des groupements économiques européens sur l'économie des pays africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Notant que le rapport présenté par le Secrétaire exécutif (E/CN.14/72) et Corr.1 et 2 et Add.1) conformément à la résolution 7(II) de la Commission, en date du 1er février 1960, et les recommandations qu'il contient fournissent des renseignements utiles au sujet des "incidences des groupements économiques constitués en Europe sur l'industrialisation de l'Afrique, le commerce intra-africain et le développement économique de l'Afrique en général",

Ayant examiné le rapport du comité spécial (E/CN.14/100),

Préoccupée des effets défavorables que les groupements économiques européens étudiés dans le rapport pourraient avoir sur les perspectives à long terme d'industrialisation de l'Afrique et sur le commerce intra-africain,

Consciente du fait que ces groupements économiques européens ont été conçus pour répondre avant tout aux besoins et aux aspirations politiques et économiques de pays de l'Europe occidentale,

1. Déclare que le développement économique de l'Afrique et les relations économiques de l'Afrique avec les pays situés hors du continent devraient être fondés sur les réalités continentales et régionales de l'Afrique, en vue de réaliser le maximum de coopération, et, en particulier, de créer des marchés régionaux suffisamment étendus pour pouvoir appuyer l'industrialisation de l'Afrique;

2. Recommande que le Secrétaire exécutif :

a) Se tienne au courant de l'évolution constante des incidences et des groupements économiques européens sur l'économie des pays africains et en informe les membres et les membres associés de la Commission;

b) Entreprene des études sur les divers moyens de créer des marchés régionaux qui soient suffisamment étendus pour pouvoir appuyer l'industrialisation de l'Afrique et qui présentent en même temps les avantages de la spécialisation, l'objectif étant de créer un marché commun africain qui puisse favoriser un développement général de l'Afrique.

52ème séance,
17 février 1961.

32 (III). Conférence sur les transports en Afrique de l'Ouest

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné les études intitulées "Les transports et le développement économique en Afrique de l'Ouest" (E/CN.14/63 et Add.1) et "action concertée en matière de transports dans la région africaine" (E/CN.14/94 et Corr.1),

Consciente de la nécessité urgente de disposer d'un réseau complet de voies de transports intra-africaines,

Reconnaissant que, pour développer le commerce intra-africain, il est indispensable de relier efficacement les divers pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest par un réseau de routes praticables en toute saison,

Demande, comme première mesure, la convocation en 1961 d'une réunion des ministres des transports et des travaux publics ou des organismes inter-Etats compétents, afin d'examiner :

a) Le plan général suivant lequel le réseau des voies de transports sous-régional devrait être développé;

b) La possibilité d'uniformiser la législation concernant les véhicules et la signalisation routière pour le trafic utilisant le réseau sous-régional.

51ème séance,
16 février 1961.

33 (III). Mise en valeur des ressources énergétiques des Etats africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'importance que revêtent pour l'Afrique ses ressources énergétiques, et notamment ses ressources hydroélectriques,

Considérant que leur exploitation mettrait à la disposition des Etats africains une énergie à bon marché, susceptible de promouvoir leur industrialisation,

Estimant que les Etats africains ne peuvent sortir de leur état de sous-développement que par une industrialisation accélérée qui doit leur permettre de traiter et de transformer les produits de base dont ils sont fournisseurs et de répondre aux besoins de leur marché intérieur,

Estimant que la mise en valeur des ressources énergétiques des Etats africains serait susceptible de renverser la tendance qui accentue l'écart entre les pays sous-développés et les pays industrialisés et qu'elle constituerait un facteur d'expansion pour l'économie mondiale,

Considérant que cette action contribuerait à la promotion sociale des Etats africains,

1. Prie le Secrétaire exécutif de faire dresser un inventaire détaillé des ressources énergétiques de l'Afrique et de procéder à une étude approfondie en vue de leur mise en valeur systématique;

2. Demande au Conseil économique et social d'intervenir auprès de toutes les organisations internationales intéressées en vue d'accélérer la réalisation des projets en instance et de dégager les ressources nécessaires à leur financement.

52ème séance,
17 février 1961.

34 (III). Etude sur les ressources naturelles

La Commission économique pour l'Afrique.

Notant avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a effectué, à l'intention de la Commission, une étude sur les ressources naturelles du continent africain, conformément au paragraphe 59 du rapport sur la première session (E/3201),

Considérant que l'étude scientifique des ressources naturelles est de la plus haute importance pour le développement économique des pays africains,

1. Exprime l'espoir que cette étude sera mise à la disposition des Etats membres dans un proche avenir;

2. Note avec intérêt que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à l'intention de convoquer, au cours des prochaines années, une conférence sur l'étude scientifique des ressources naturelles du continent africain;

3. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier, avec les directeurs généraux de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et des autres institutions spécialisées intéressées, les moyens les mieux appropriés de convoquer et d'organiser conjointement une conférence de cette nature dans un proche avenir.

52ème séance,
17 février 1961.

35 (II). Etude des problèmes de transport de l'Afrique orientale

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le document intitulé "Action concertée en matière de transports dans la région africaine" (E/CN.14/94 et Corr.1),

Soulignant que les réseaux de transport reliant les pays africains sont indispensables au développement du commerce et de l'industrie intra-africains,

Demande au Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude des problèmes des transports de l'Afrique orientale et de faire rapport à la Commission, si possible lors de sa quatrième session.

53ème séance,
17 février 1961.

36 (III). Création d'un comité permanent de la production sociale et du développement communautaire

La Commission économique pour l'Afrique

Ayant examiné le rapport du Cycle d'étude sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire (E/N.14/79), ainsi que le programme de travail et l'ordre de priorité de la Commission dans le domaine du développement communautaire,

Consciente de l'importance du maintien de l'équilibre entre le développement social et le développement économique dans les plans nationaux,

1. Exprime sa satisfaction de la contribution utile que le Cycle d'étude a apportée à l'étude de cette question;
2. Approuve la recommandation tendant à la création, par la Commission, d'un comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire;
3. Prie le Secrétaire exécutif de constituer, en consultation avec les institutions spécialisées, un comité permanent composé d'experts de ces questions venant d'Etats africains et chargé d'étudier les services de protection sociale, les programmes de développement communautaire (y compris leurs aspects économiques), les aspects sociaux de l'urbanisation (y compris le logement), la formation du personnel et l'interdépendance des services dans l'élaboration des programmes nationaux de développement social des pays africains;
4. Invite ce comité à se réunir une fois par an, avant la session de la Commission et au lieu où elle doit se tenir, et à présenter à la Commission, lors de sa session, des recommandations dans les domaines précités.

52ème séance,
17 février 1961.

37 (III). Développement communautaire et développement général

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le programme de travail et l'ordre de priorité des travaux de la Commission pour 1961-1962,

Considérant que le développement communautaire, en s'attachant à susciter l'effort de l'homme et la prise de conscience de ses responsabilités, et en facilitant ainsi l'intégration de l'effort des populations au développement général, représente un des facteurs décisifs de ce développement,

1. Exprime sa satisfaction de voir figurer au programme de travail pour 1961-1962 un certain nombre de projets relatifs au développement communautaire, notamment les projets 01-07, 31-01, 31-02, 31-04, 31-06, 31-08 et 41-04;
2. Souligne l'importance particulière qu'elle attache aux projets suivants :

a) Etude de l'intégration du développement communautaire dans les programmes de développement économique;

b) Organisation, par la Commission, de stages régionaux bilingues, dans les langues officielles de la Commission, destinés à former des responsables au niveau le plus élevé, capables d'élaborer et de diriger des politiques de développement communautaire dans leur pays;

c) Organisation de consultations en vue d'aider les gouvernements, sur leur demande, à élaborer leurs programmes;

d) Organisation rapide du centre de documentation prévu au projet 31-04;

3. Invite le Secrétaire exécutif à accélérer les activités dans ce secteur, en consultation avec les institutions spécialisées et à demander à cet effet le personnel nécessaire;

4. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur ces questions à la Commission lors de sa prochaine session;

5. Prie également le Secrétaire exécutif de communiquer au Conseil économique et social les vues exprimées par les membres de la Commission.

52ème séance,
17 février 1961.

38 (III). Conférence d'hommes d'affaires africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 8(II) du 2 février 1960 relative au commerce intra-africain et à la convocation d'une conférence d'hommes d'affaires africains,

Reconnaissant l'intérêt que présentent le maintien de relations permanentes entre les hommes d'affaires africains et les recherches qu'ils peuvent faire sur les moyens d'action coopérative pour favoriser le commerce intra-africain et le développement économique,

Prie le Secrétaire exécutif de continuer à prêter son assistance à la Conférence d'hommes d'affaires africains qui doit être convoquée en 1961, ainsi qu'à toute organisation permanente qui pourrait être instituée par la suite, et de fournir à la conférence et à son organisation permanente, dans la mesure de ses moyens, les renseignements de caractère économique dont il dispose ainsi que les avis et l'aide technique qu'il peut offrir.

53ème séance,
17 février 1961.

39 (III). Remerciements à S. M. l'Empereur d'Ethiopie, au Gouvernement et au peuple éthiopiens

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant le geste généreux de S. M. Haïlé Sélassié Ier, Empereur d'Ethiopie, et de son Gouvernement, qui ont doté la Commission d'un siège permanent à Addis-Abeba,

Considérant en outre l'intérêt personnel que ne cesse de manifester S. M. L'Empereur à l'égard des affaires de la Commission,

Consciente de la générosité et de l'hospitalité dont S.M. l'Empereur et le peuple éthiopien ont fait preuve pendant sa troisième session,

Exprime sa gratitude et ses remerciements à S.M. Haïlé Sélassié Ier, Empereur d'Ethiopie, à son gouvernement et à son peuple pour les services qu'ils rendent à la cause du développement économique et social de l'Afrique.

55ème séance,
18 février 1961.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA QUATRIEME SESSION

40 (IV). Condoléances exprimées à S. M. l'Empereur d'Ethiopie à l'occasion du décès de S. M. l'Impératrice Iteghi Menen

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant appris avec un profond chagrin, lors de l'ouverture de sa quatrième session, la mort tragique de S.M. l'Impératrice Iteghi Menen,

Prie le Président de la Commission de transmettre à Haïlé Sélassié Ier, Empereur d'Ethiopie, l'expression de la profonde sympathie de tous les membres, membres associés et observateurs qui prennent part à la quatrième session de la Commission.

56ème séance,
19 février 1962.

41 (IV). Invitation à adresser à la Confédération suisse en vue de sa participation aux sessions de la Commission économique pour l'Afrique à titre consultatif

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant l'importance du rôle que joue la Confédération suisse dans le développement économique et le commerce des pays et territoires africains,

Rappelant sa résolution 6 (II) du 27 janvier 1960,

Tenant compte de l'attitude adoptée par le Conseil économique et social dans des cas analogues, comme il ressort des résolutions 617 (XXII) du 20 juillet 1956, 632 (XXII) du 19 décembre 1956 et 763 D (XXX) du 8 juillet 1960,

Prie le Conseil économique et social d'autoriser le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à inviter la Confédération suisse à assister, si elle le désire, aux sessions de la Commission dans des conditions analogues à celles qui sont prévues au paragraphe 10 du mandat de la Commission pour les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission.

58ème séance,
20 février 1962.

42 (IV). Mandat de la Commission économique pour l'Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant, d'une part, sa résolution 24 (III) du 16 février 1961, et, d'autre part, sa résolution 5 (II) du 28 janvier 1960 concernant l'admission de nouveaux membres associés,

Considérant le rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/140) sur les mesures qu'il a prises conformément au mandat que lui confiait la résolution 24 (III) mentionnée ci-dessus,

Notant que, parmi les puissances intéressées, seule la Belgique a répondu à la lettre du 26 avril 1961 adressée par le Secrétaire exécutif en application de ladite résolution et a précisé sa position au cours des séances plénières de la Commission à la satisfaction de celle-ci,

Considérant par ailleurs les déclarations faites au cours des séances plénières de la Commission par les représentants de la France, du Royaume-Uni, de l'Espagne et du Portugal,

Constatant que :

a) L'Espagne n'a fourni aucune explication verbale ou écrite sur son attitude,

b) Le Portugal, selon sa propre déclaration, se refuse à appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission concernant la représentation des territoires non autonomes et invoque des raisons jugées inacceptables par la Commission,

1. Déplore que les puissances enn cause n'aient pas cru devoir répondre à la communication adressée par le Secrétaire exécutif en application de sa résolution 24 (III);

2. Prend note des déclarations du représentant du Royaume-Uni, confirmées par une lettre en date du 19 février 1962 adressée au Secrétaire exécutif, selon lesquelles :

a) Des négociations sont en cours entre son gouvernement et les représentants des pays africains non autonomes, qui doivent permettre à bref délai à ces pays d'accéder à l'indépendance et de participer ainsi aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique en tant que membres de plein droit;

b) Des dispositions ont été prises pour que d'autres territoires africains puissent participer dès la prochaine session aux travaux de la Commission en tant que membres associés et soient représentés par des Africains;

3. Prend note également des déclarations du représentant de la France selon lesquelles le principe d'autodétermination appliqué par ce pays dans les territoires dont il a la charge leur a permis ou leur permettra d'accéder à l'indépendance et de devenir membres de plein droit de la Commission;

4. Recommande au Conseil économique et social :

a) De retirer au Portugal et à l'Espagne la qualité de membre de la Commission économique pour l'Afrique;

b) De modifier le mandat de la Commission comme suit :

i) Remplacer le paragraphe 5 par le texte suivant : "Pourront faire partie de la Commission les Etats suivants : Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Côte d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria,

République arabe unie, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanganyika, Tchad, Togo, Tunisie, Afrique du Sud.. [le reste inchangé]";

ii) Remplacer le paragraphe 6 par le texte suivant : "Sont membres associés de la Commission :

"a) Les territoires non autonomes situés dans l'aire géographique délimitée au paragraphe 4 ci-dessus;

"b) Les puissances qui assurent la responsabilité des relations internationales de ces territoires à l'exception du Portugal et de l'Espagne";

iii) Supprimer le paragraphe 7;

5. Invite, en attendant, le Secrétaire exécutif à saisir à nouveau de la question les puissances responsables de territoires africains non autonomes en vue de l'application de la résolution 24 (III) mentionnée plus haut et de faire rapport à la Commission lors de sa cinquième session.

66ème séance,
24 février 1962.

43 (IV). Comité permanent des ressources naturelles et de l'industrialisation

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'importance des enquêtes entreprises sur les ressources naturelles de la région africaine en vue de la création d'établissements industriels,

Rappelant que, par sa résolution 13 (II) du 5 février 1960, elle a invité le Secrétaire exécutif à orienter tout particulièrement les enquêtes sur les ressources minérales vers la création d'industries fondées sur ces ressources,

Rappelant en outre la résolution 1712 (XVI) de l'Assemblée générale, qui prie le Conseil économique et social et le Comité du développement industriel de s'assurer que le Centre de développement industriel coordonne ses activités avec celles des commissions économiques régionales,

Constatant l'importance croissante que présente l'expansion industrielle de la région africaine, étant donné les modifications des tendances du développement et du commerce,

Convaincue de la nécessité d'élargir ses activités dans le secteur des ressources naturelles et de l'industrialisation et de renforcer les moyens de consultation et de coopération entre la Commission, son secrétariat et les gouvernements des Etats membres africains,

1. Décide de créer, à titre permanent, un Comité des ressources naturelles et de l'industrialisation investi du mandat suivant :

a) Conseiller le Secrétaire exécutif sur le programme annuel de travaux et recherches dans le domaine des ressources naturelles et de l'industrialisation;

b) Encourager, entreprendre et proposer des études, enquêtes, cycles d'études et conférences destinés à définir et mettre sur pied les moyens les plus efficaces de faire progresser l'industrialisation sur les plans national, sous-régional et régional;

- c) Examiner si les institutions de recherche et de formation professionnelle ayant une action directe sur l'expansion industrielle sont suffisantes et adaptées aux circonstances actuelles et faire des recommandations à ce sujet;
 - d) Collaborer étroitement avec le Comité permanent du commerce sur les questions relatives au commerce intra-africain des produits industriels;
 - e) Suivre de près la tâche accomplie par le secrétariat dans le domaine des ressources naturelles et de l'industrie et présenter à la Commission des recommandations à ce sujet;
 - f) Donner des conseils à la Commission sur toutes mesures qu'il juge essentielles pour assurer le progrès de l'industrialisation et l'accomplissement de son mandat;
2. Invite le Comité à se réunir au moins deux fois par an;
 3. Invite en outre le Comité à soumettre à la Commission un rapport annuel par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif;
 4. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre, en collaboration avec le Centre de développement industriel, une étude sur les perspectives d'investissements industriels, dont la Commission entreprendra l'examen à sa cinquième session.

70ème séance,
27 février 1962.

44 (IV). Conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale

La Commission économique pour l'Afrique.

Rappelant que, par sa résolution 26 (III) du 15 février 1961, elle a prié le Secrétaire exécutif d'effectuer des études sous-régionales traitant des conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale,

Considérant que les pratiques de discrimination raciale sont dangereuses pour l'avenir de plusieurs pays africains,

Considérant que ces pratiques sont contraires aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de son mandat qui stipulent qu'elle devra prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays et territoires d'Afrique, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde,

Considérant que le Rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/132) affirme catégoriquement que de nombreuses pratiques de discrimination raciale existent et qu'elles ont des conséquences économiques et sociales importantes,

Consciente de l'immensité de la tâche que représentait le rassemblement, entre les troisième et quatrième sessions de la Commission, de tous les renseignements nécessaires pour une étude définitive des conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale,

1. Déplore et condamne dans toutes ses manifestations la discrimination raciale, qui ravale la dignité et la personnalité humaines, entraîne des gaspillages et des pertes de rendement et met obstacle à la pleine mobilisation de toutes les ressources nécessaires à une rapide expansion économique et sociale;

2. Déplore que la République sud-africaine n'ait pas cru devoir autoriser une sous-commission de la Commission économique pour l'Afrique à enquêter sur son territoire;

3. Prend acte avec indignation du fait que la République sud-africaine fonde précisément son refus de participer à la présente session sur la volonté de la Commission d'étudier ce problème, inscrit à son ordre du jour;

4. Recommande au Conseil économique et social de retirer à la République sud-africaine sa qualité de membre de la Commission jusqu'à ce qu'elle mette un terme à sa politique de discrimination raciale;

5. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre, conformément aux suggestions formulées dans son rapport (E/CN.14/132, par. 424), des études complémentaires sur les problèmes de discrimination raciale dans des domaines d'importance cruciale, tels que l'investissement humain, le rythme de l'expansion, l'ampleur des marchés intérieurs et le développement des industries nationales, les structures de l'industrialisation, les dépenses de l'Etat, les mesures de sécurité sociale, et de faire rapport à la Commission, lors de sa cinquième session;

6. Demande au Secrétaire exécutif d'attirer l'attention des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sur les répercussions économiques et sociales de ce grave problème et de diffuser les résultats des études qui sont ou seront entreprises sur cette question.

71ème séance,
27 février 1962.

45 (IV). Développement de l'éducation en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport final de la Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique (UNESCO/ED/181), organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la Commission économique pour l'Afrique au siège de la Commission à Addis-Abeba, du 15 au 25 mai 1961,

Rappelant la résolution 1717 (XVI) de l'Assemblée générale,

Reconnaissant que le développement planifié et coordonné de l'éducation est l'un des facteurs clefs du développement économique et social des pays africains,

Félicitant l'Unesco pour les mesures qu'elle a prises à cet égard,

1. Prend note avec satisfaction des décisions prises par la Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique, et de l'*Aperçu d'un plan de développement de l'éducation en Afrique*¹⁰ établi par les Etats africains lors de cette conférence, qui définit à long terme - sur une période de 20 ans - et à court terme - pour la période 1961-1965 - les objectifs et les priorités dans ce domaine;

2. Attire tout particulièrement l'attention des membres et membres associés de la Commission sur les incidences financières de l'Aperçu et les invite à fournir les ressources nécessaires pour le développement de l'éducation dans leur pays, conformément à l'objectif général du plan à court terme formulé dans l'Aperçu;

¹⁰ Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général (A/4903).

3. Exprime sa conviction que l'appel pressant lancé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1717 (XVI) permettra d'obtenir l'aide financière et technique nécessaire à la mise en oeuvre des plans nationaux de développement de l'éducation,

4. Exprime sa satisfaction au sujet des mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour convoquer en mars 1962, conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique, une réunion de ministres africains de l'éducation ayant pour objet :

a) De réexaminer les plans nationaux de développement de l'éducation dans le cadre du développement économique et social;

b) D'analyser les budgets actuels de l'éducation en fonction des objectifs définis lors de la Conférence d'Etats africains;

5. Invite l'Unesco à poursuivre avec vigueur son action dans ce domaine et, en particulier, à réunir en 1963, en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique et conformément à la résolution 1717 (XVI) de l'Assemblée générale, une autre conférence d'Etats africains pour réexaminer la mise en oeuvre, les objectifs et les hypothèses de coût du plan adopté par la Conférence et pour analyser les programmes nationaux d'éducation, afin de favoriser l'intégration de ces programmes dans les plans généraux de développement prévus pour chaque pays.

73ème séance,
28 février 1962.

46 (IV). Etude des tendances et des perspectives du bois en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport sur les tendances et perspectives du bois en Afrique (E/CN.14/122),

Consciente de la nécessité, pour le continent africain, d'aborder dès maintenant dans leur ensemble les problèmes posés par la forêt en Afrique,

1. Constate avec satisfaction que l'étude des tendances et des perspectives du bois en Afrique s'effectue conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

2. Souligne l'intérêt qui s'attache à la poursuite et au développement de ces études;

3. Invite le Secrétaire exécutif à solliciter des gouvernements des Etats membres l'assistance de tous les services forestiers et organismes spécialisés dans les études des forêts africaines, et à organiser des réunions au cours de l'année 1962 dans les différentes sous-régions, en vue de provoquer des échanges d'information, des communications techniques, et des travaux de synthèse;

4. Prie le Secrétaire exécutif d'organiser dans ce cadre, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la mise en oeuvre au cours de l'année 1962 :

a) D'un inventaire du capital forestier, parallèlement à l'inventaire des besoins actuellement en cours;

- b) D'un plan concerté de reboisement;
- c) D'une assistance pour la formation des cadres supérieurs et moyens en Afrique, destinés aux secteurs public et privé.

73ème séance,
28 février 1962.

47 (IV). Développement des moyens d'information en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique.

Considérant que, pour répondre aux aspirations des peuples d'Afrique à un progrès économique et social accéléré et pour assurer l'épanouissement de leur vie nationale, il y a lieu de mettre en oeuvre toutes les ressources, y compris celles des moyens d'information,

Considérant que les moyens d'information peuvent contribuer de manière effective à favoriser l'éducation, facteur vital du développement économique et social,

Considérant également que l'exercice réel du droit à l'information présuppose l'existence de moyens d'information adéquats,

Considérant en outre que, pour ces raisons, une action coordonnée devrait être entreprise dès que possible en Afrique en vue de l'expansion régionale et nationale de la presse, de la radiodiffusion, du cinéma et, le cas échéant, de la télévision, ainsi que pour la formation du personnel nécessaire à cet égard,

Rappelant les résolutions sur le développement des moyens d'information adoptées par la Commission des droits de l'homme [résolution 8 (XVII)¹¹] et le Conseil économique et social [résolution 819 A (XXXI)] soulignant le fait que le Conseil a invité le Bureau de l'assistance technique, le Fonds spécial, les institutions spécialisées intéressées, les commissions économiques régionales et d'autres agences et institutions publiques et privées à aider, selon qu'il conviendra, les pays peu développés à développer et à renforcer leurs moyens d'information nationaux,

Notant que la réunion d'experts sur le développement des moyens d'information en Afrique (24 janvier-6 février 1962), convoquée à Paris par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, a établi un programme pour le développement des moyens d'information en Afrique et a conclu que beaucoup de ses recommandations pourraient être réalisées le plus efficacement par les gouvernements, agissant par l'intermédiaire de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Accepte l'invitation du Conseil économique et social de contribuer à développer et à renforcer les moyens d'information en Afrique;

2. Attire l'attention des membres et membres associés de la Commission sur le rapport de la réunion d'experts (E/CN.4/820/Add.2), qui sera communiqué par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à tous les gouvernements intéressés et qui contient des recommandations détaillées quant aux mesures qui pourraient être prises dans ce domaine;

3. Invite les gouvernements à accorder la priorité qui convient, dans leurs programmes de développement économique et social, aux mesures recommandées dans le rapport mentionné ci-dessus en vue de l'expansion et de l'amélioration des moyens d'information;

¹¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente-deuxième session, Supplément No. 8, par. 186.

4. Félicite l'Unesco des activités qu'elle a entreprises, à la demande de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, pour aider au développement des moyens d'information en Afrique, ainsi que dans les autres régions ayant des besoins analogues.

74ème séance,
28 février 1962.

48 (IV). Développement communautaire

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport préliminaire sur le développement communautaire et le développement économique présenté par le secrétariat (E/CN.14/144), ainsi que le programme de travail et l'ordre de priorité des travaux de la Commission pour 1962-1963 dans le domaine du développement communautaire,

Considérant qu'en s'efforçant de créer chez les populations une attitude propice au progrès, de les amener à adhérer à des modes nouveaux de vie et de production et de susciter l'effort de ces populations, le développement communautaire peut et doit, non seulement amener une amélioration du niveau de vie des habitants dans le cadre de leur collectivité, mais encore contribuer au développement économique et social des pays notamment au développement rural, par la réalisation de conditions favorables à l'action des techniciens et par la formation de capital,

1. Exprime sa satisfaction, d'une part, à l'égard du programme de travail et de l'ordre de priorité établis par le secrétariat dans le secteur du développement communautaire, de la protection sociale et des activités connexes, d'autre part, à l'égard des travaux accomplis par le Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire au cours de sa première session;

2. Souhaite que, sans négliger les aspects sociaux du développement communautaire, une priorité soit accordée à ses objectifs économiques, notamment en matière de développement rural, en mettant l'accent sur l'action des animateurs ruraux, seule susceptible de permettre la mobilisation générale des masses;

3. Invite instamment le Secrétaire exécutif à faire en sorte que :

a) Des études soient entreprises en vue d'évaluer objectivement la contribution que le développement communautaire peut apporter à l'amélioration des collectivités et au développement rural;

b) L'étude soit entreprise des diverses méthodes de développement communautaire et des moyens d'accroître son efficacité pratique;

c) L'organisation et la planification, et les possibilités d'intégration dans un plan de développement, soient également étudiées;

d) En matière d'habitat rural, priorité soit donnée à l'autoconstruction dans le cadre du développement communautaire et à la formation de vulgarisateurs d'un type économique d'habitat rural par la création de centres de formation;

e) Le programme de stages de formation sous-régionaux de la Commission soit poursuivi, les pays étant aidés à organiser leur propre programme de formation dans le cadre national;

f) Des mesures soient prises en vue d'aider les gouvernements qui en feraient la demande à élaborer leur programme national de développement communautaire;

4. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur ces activités à la Commission, lors de sa prochaine session.

74ème séance,
28 février 1962.

49 (IV). Protection sociale et développement communautaire

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que la mise en oeuvre d'un programme national de développement social et communautaire exige une planification, une organisation et une administration des services coordonnées, fondées sur la connaissance des besoins des populations africaines,

Prenant acte du rapport du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire sur les travaux de sa première session (E/CN.14/142),

1. Félicite le Comité de son excellent rapport;

2. Recommande que :

a) Le secrétariat de la Commission prenne en considération les recommandations du Comité figurant au chapitre XIII de son rapport (E/CN.14/142);

b) Le Secrétaire exécutif continue à inviter chaque année les experts à se réunir avant la session de la Commission, en tant que Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire conformément à la résolution 36 (III) de la Commission;

c) Le Secrétaire exécutif accorde la priorité dans le programme de travail de la Commission aux points suivants, faisant l'objet de recommandations du Comité :

i) Etudes sur l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux du développement national (E/CN.14/142, chap. XII, sect. I);

ii) Poursuite des études tendant à évaluer la contribution du développement communautaire au développement économique;

iii) Formation aux tâches du développement communautaire et au travail social (ibid., sect. III et VI);

iv) Assistance aux gouvernements, sur leur demande, pour l'organisation et la gestion des programmes nationaux de protection sociale et de développement communautaire (ibid., sect. III et V);

d) Le Secrétaire exécutif s'attache particulièrement à la recommandation du Comité soulignant l'importance d'un programme d'échanges interafricains en matière de protection sociale, et le secrétariat, en consultation avec les gouvernements africains et avec l'assistance du Département des affaires économiques et sociales et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, mette en oeuvre un programme d'échanges comportant, entre autres, des voyages d'étude, des réunions de groupes et des programmes concernant l'attribution de bourses interrégionales;

e) Des études complémentaires soient menées, en coopération avec les organismes de recherche nationaux, sur les effets de l'urbanisation et la possibilité d'appliquer au développement

communautaire les techniques propres aux zones urbaines en ce qui concerne particulièrement le rôle des services de protection sociale et le logement;

3. Demande au Fonds des Nations Unies pour l'enfance d'intensifier son aide aux pays d'Afrique dans le domaine de la protection sociale et du développement communautaire et encourage la coordination des activités du Fonds avec celles du secrétariat de la Commission dans les divers pays.

74ème séance,
28 février 1962.

50 (IV). Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant les résolutions 1518 (XV) et 1709 (XVI) de l'Assemblée générale et les résolutions 793 (XXX) et 823 (XXXII) du Conseil économique et social, ainsi que les rapports adressés par le Secrétaire général au Conseil économique et social¹² et à l'Assemblée générale¹³,

Considérant que :

a) Les gouvernements des Etats membres s'accordent à penser qu'il y aurait avantage à utiliser aussi fréquemment que possible les services de la Commission dans les domaines économique et social et à décentraliser les activités d'assistance technique des Nations Unies,

b) Les ressources limitées disponibles pour les projets d'assistance technique auxquels les gouvernements des Etats membres sont intéressés doivent être utilisées aussi intégralement que possible et en conséquence le savoir et l'expérience acquis par le secrétariat de la Commission doivent être exploités au maximum pour le choix, l'exécution et l'évaluation des projets d'assistance technique, afin d'assurer le meilleur emploi de ces ressources,

c) Le secrétariat de la Commission doit se voir attribuer les moyens qui lui permettent d'accomplir ces tâches avec l'efficacité nécessaire,

1. Prend note avec satisfaction des résolutions 1518(XV) et 1709 (XVI) de l'Assemblée générale et des résolutions 793(XXX) et 823(XXXII) du Conseil économique et social;

2. Exprime la gratitude que lui inspirent les mesures que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont adoptées pour décentraliser les activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies et renforcer les commissions économiques régionales;

3. Accueille avec satisfaction les opinions émises par le Secrétaire général sur une participation intensifiée des commissions économiques régionales aux activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies et sur la nécessité d'accroître leurs ressources en personnel;

4. Recommande au Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires afin de doter le secrétariat de la Commission de l'autorité voulue et d'un personnel technique suffisant pour qu'il puisse

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, trente-deuxième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3522.

¹³ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Annexes, points 12, 28, 29 et 30 de l'ordre du jour, document A/4911.

s'acquitter efficacement des services que les gouvernements des Etats membres attendent de lui, notamment en opérant un transfert graduel de fonctions organiques et opérationnelles, de manière que le secrétariat de la Commission puisse jouer un rôle de plus en plus important en aidant les gouvernements pour l'élaboration, l'évaluation et l'exécution des projets d'assistance technique dans toute l'étendue de la région, et puisse intégrer plus étroitement ces projets dans le programme de travail de la Commission.

74ème séance,
28 février 1962.

51 (IV). Recrutement et formation du personnel

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les difficultés que présente le recrutement de personnel africain pour le secrétariat de la Commission,

Reconnaissant la nécessité d'africaniser le secrétariat de la Commission le plus rapidement possible et à tous les échelons, ainsi que la nécessité qui s'impose aux membres africains de la Commission d'aider au recrutement de personnel africain pour le secrétariat,

Rappelant que le vœu du Secrétaire général, transmis par le Secrétaire exécutif au Comité du programme de travail et des priorités à sa séance du 14 février 1962, est que l'octroi d'une préférence aux candidats africains qualifiés entre dans la politique de recrutement applicable au personnel de la Commission,

Tenant compte de l'article 101 de la Charte des Nations Unies et prenant note du télégramme du Secrétaire général, en date du 23 février 1962, adressé au Secrétaire exécutif¹⁴,

1. Décide de créer un Comité du recrutement et de la formation du personnel, chargé d'examiner les difficultés que rencontre le secrétariat de la Commission dans le recrutement et la formation de personnel, d'aider le Secrétaire exécutif à établir et mettre en œuvre un programme à long terme d'africanisation qui prenne en considération - particulièrement à l'échelon de l'élaboration de la politique générale - le fait qu'il est souhaitable d'organiser la répartition régionale du personnel parmi les pays africains, et de faire des recommandations à la Commission;

2. Prie le Comité d'aider le Secrétaire exécutif à s'assurer, auprès des membres africains de la Commission, d'un apport régulier au secrétariat de personnel africain compétent, nommé à titre permanent ou détaché pour des périodes raisonnables;

3. Prie le Secrétaire exécutif, en coopération avec le Comité, d'établir les rouages nécessaires pour maintenir une liaison étroite avec les universités africaines et avec les étudiants africains des universités d'outre-mer, afin de recruter des sujets qualifiés, en particulier pour les postes professionnels subalternes du secrétariat;

4. Invite le Comité à mettre au point, en coopération avec le Secrétaire exécutif, un programme de formation du personnel à tous les échelons administratifs, y compris celui des suppléants, afin que l'on puisse atteindre les objectifs définis dans le paragraphe 1 ci-dessus;

5. Décide, d'autre part, que le Comité sera composé de sept pays africains, membres de la Commission économique pour l'Afrique, élus pour une période de deux ans, et du Secrétaire exécutif, qu'il

¹⁴ Pour le texte de ce télégramme, qui a été distribué aux membres de la Commission sous la cote E/CN.14/L.104, voir annexe VI au présent rapport.

se réunira au moins deux fois par an et qu'il soumettra un rapport annuel sur ses travaux lors des sessions de la Commission;

6. Prie le Secrétaire exécutif de communiquer au Comité les études et rapports dont celui-ci peut avoir besoin dans l'exécution de sa tâche.

74ème séance,
28 février 1962.

52 (IV). Création d'une banque africaine de développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 27 (III) par laquelle elle a invité le Secrétaire exécutif à entreprendre une étude approfondie de la possibilité de créer une banque africaine de développement,

Considérant le rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.4/129) qui traite de la possibilité et de la nécessité de créer cette banque,

1. Accepte le principe de la création d'une banque africaine de développement sous réserve des études et enquêtes indiquées ci-dessous;

2. Constitue un comité composé de neuf Etats membres;

3. Charge ledit Comité :

a) De prendre tous les contacts nécessaires, gouvernementaux et autres, relatifs à la création de la banque;

b) De faire une étude générale et complète de la structure financière et administrative de la banque ainsi que de la nature et de l'étendue de son activité;

c) De rédiger les statuts de la banque;

d) De présenter des recommandations concernant le choix du siège de la banque;

4. Autorise le Comité à s'adresser à tels experts en matière de finance, de banque, d'administration et de droit dont il pourrait avoir besoin de se procurer ou de retenir les services pour l'accomplissement de sa tâche;

5. Charge en outre le Comité de prendre toutes mesures pour s'acquitter du mandat défini ci-dessus dans les six mois qui suivront la fin de la trente-troisième session du Conseil économique et social et de soumettre un rapport complet aux gouvernements de tous les Etats membres;

6. Demande au Conseil économique et social de prêter à ce comité tout l'appui et l'assistance dont il pourrait avoir besoin pour s'acquitter de son mandat;

7. Invite le Secrétaire exécutif à réunir une conférence des ministres des finances ou autres représentants qualifiés des Etats membres et membres associés de la Commission aux fins d'examiner le rapport du Comité et de prendre les mesures définitives de fondation de la banque avec l'avis et l'assentiment des gouvernements intéressés;

8. Invite le Secrétaire exécutif à faire rapport à la Commission, lors de sa cinquième session, sur les mesures prises concernant la banque envisagée.

75ème séance,
1er mars 1962.

53 (IV). Problèmes de l'habitat en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'importance fondamentale que présente l'amélioration de l'habitat en Afrique pour l'élévation des niveaux de vie,

Constatant que les besoins en logements, déjà aigus, ne feront que s'accroître, sous l'angle qualitatif aussi bien que quantitatif, en raison de la pression démographique et du phénomène existant d'exode rural qui s'accroîtra sous l'effet de l'expansion industrielle souhaitée,

Constatant en outre que la modernisation du logement en Afrique est un corollaire nécessaire des autres actions entreprises dans le domaine social, notamment en ce qui concerne l'éducation et l'hygiène,

Convaincue que cette modernisation est l'une des conditions nécessaires à la transformation des mentalités, exigée par les politiques de développement économique et social,

Certaine qu'une politique hardie de construction doit contribuer à l'expansion du secteur industriel,

Convaincue également que les solutions qu'appellent les problèmes de l'habitat doivent être recherchées dans le cadre général du développement économique et intégrées dans les programmes de planification,

1. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer une conférence d'experts, à l'effet de :

a) Permettre un échange de vues sur la situation actuelle de l'habitat et les mesures déjà prises en ce domaine;

b) Définir, d'une manière aussi précise que possible, les problèmes posés par l'habitat, leur ampleur et les conditions nécessaires à leur solution;

c) Suggérer les mesures d'ordre général nécessaires, eu égard notamment aux organes administratifs nationaux les plus utiles et les plus propres à faciliter la formulation et l'exécution des politiques de l'habitat;

d) Proposer à la Commission économique pour l'Afrique les mesures d'organisation les plus propres à faire des problèmes de l'habitat une question suivie et étudiée d'une manière permanente au sein de cette Commission;

2. Recommande au Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission sur ce sujet lors de sa prochaine session.

75ème séance,
1er mars 1962.

54 (IV). Utilisation des excédents alimentaires

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note avec satisfaction du projet de création du Programme alimentaire mondial sous l'égide conjointe de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

Vu la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale et la résolution 1/61 de la Conférence de la FAO (onzième session), relatives à l'exécution de ce programme,

Consciente de l'aide efficace que l'utilisation des excédents alimentaires pourrait fournir dans le domaine des projets nationaux de développement économique et social pour lesquels on emploie une main-d'oeuvre importante,

1. Adresse ses vives félicitations au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour la mise sur pied du Programme alimentaire mondial, appelé à contribuer d'une façon concrète et efficace au développement économique et social en Afrique;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission, lors de sa cinquième session, sur le développement du Programme alimentaire mondial.

75ème séance,
1er mars 1962.

55 (IV). Diffusion d'informations techniques comme moyen de développement économique et social en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique.

Constatant qu'il existe en Afrique et dans d'autres parties du monde une vaste somme de connaissances et d'informations qui, si elles étaient largement diffusées et utilisées en Afrique, contribueraient sensiblement à accélérer le développement économique et social de ce continent,

Constatant d'autre part l'importance accordée par le Conseil économique et social et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à la diffusion d'informations comme moyen de développement économique et social,

Considérant qu'un Comité permanent des ressources naturelles et de l'industrialisation a été créé afin d'activer le développement économique et social de l'Afrique¹⁵,

1. Recommande que le Comité mentionné ci-dessus organise d'urgence la publication de périodiques sur les sujets qui touchent l'industrie et les ressources naturelles et sont jugés capables de stimuler le développement économique et social de l'Afrique;

¹⁵ Voir résolution 43 (IV) plus haut.

2. Recommande ce projet, qui mérite le maximum de soutien, à l'attention des gouvernements, de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui en dépendent, ainsi que de tous les organismes nationaux et internationaux intéressés au développement économique et social de l'Afrique;

3. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier, de concert avec les gouvernements des Etats membres et les institutions spécialisées intéressées, les moyens de donner à ces périodiques la plus large diffusion possible dans la région et de les rendre facilement accessibles au public de chaque pays membre.

75ème séance,
1er mars 1962.

56 (IV). Etude sur l'amélioration et l'exploitation du cheptel en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Constatant que l'élevage occupe une place importante, sinon primordiale, dans l'économie d'un grand nombre de pays africains,

Constatant également que cette source de revenus a été en général mal exploitée et qu'elle constitue un secteur important inséparable des plans de développement économique sous tous leurs aspects,

Constatant par ailleurs que l'élevage pourrait, grâce à un développement de l'exploitation quantitative et qualitative, apporter un appoint appréciable de devises étrangères,

Recommande au Secrétaire exécutif, agissant en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture :

a) D'étudier et de proposer les mesures propres à l'amélioration du cheptel, et plus particulièrement de son exploitation, en vue du développement économique sous toutes ses formes;

b) De convoquer, avant la prochaine session de la Commission, une réunion d'experts des pays intéressés pour examiner des mesures à préconiser en vue d'une action immédiate dans ce domaine.

69ème séance,
26 février 1962.

57 (IV). Incidences des groupements économiques européens sur le commerce interafricain

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant l'importance que revêt, pour les recettes d'exportation des pays africains, une organisation des marchés des principaux produits de base garantissant l'écoulement de ces produits à des prix suffisamment stables et rémunérateurs,

Tenant compte des résultats déjà obtenus dans ce domaine par des organisations régionales,

Reconnaissant que, du point de vue des pays exportateurs et importateurs qui participent à de telles organisations, il serait hautement souhaitable que celles-ci puissent voir leur domaine d'action étendu à l'ensemble des pays intéressés sans que cela entraîne une diminution des avantages découlant des systèmes actuels,

Notant qu'un tel effort international, s'il aboutissait à des résultats concrets, pourrait faire perdre beaucoup de leur importance aux préférences tarifaires, faciliterait ainsi leur diminution progressive et rendrait éventuellement inutiles les organisations de marchés de caractère purement régional,

1. Prie le Secrétaire exécutif de procéder à une étude définissant les conditions dans lesquelles un effort international d'organisation des marchés des principaux produits de base intéressant l'Afrique pourrait être effectué par l'ensemble des pays exportateurs et importateurs intéressés, de manière à améliorer les résultats déjà obtenus sur le plan régional et à les étendre à l'ensemble des pays africains intéressés;

2. Recommande que la question soit examinée par le Comité du commerce, à la lumière notamment des travaux des organisations internationales compétentes;

3. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur ce sujet à la Commission économique pour l'Afrique, lors de sa prochaine session.

76ème séance,
1er mars 1962.

58 (IV).Création d'un institut africain de développement et de planification économique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, et les résolutions 16 (II) et 17 (II) de la Commission,

Ayant pris connaissance avec satisfaction du rapport du Groupe d'experts tendant à la création d'un institut africain de développement et de planification économique (E/CN.14/128),

Considérant la nécessité et l'urgence de la création, sous les auspices de la Commission, d'un institut africain de développement et de planification économique en vue de la formation de cadres indispensables au développement économique et social des Etats africains et ce, sur la base des études du Groupe d'experts,

Considérant que l'activité d'un tel institut doit s'étendre, tant dans le domaine de la recherche que de la formation, dans plusieurs disciplines, notamment celles relatives à la planification et la comptabilité nationale, et qu'il doit, en outre, jouer un rôle consultatif au profit de tous les Etats africains,

Considérant la décision prise par la Commission à sa 73ème séance, le 28 février 1962, et en vertu de laquelle le siège de l'institut sera établi à Dakar,

Considérant qu'il existe au Caire une infrastructure universitaire et notamment un Institut de planification national pouvant jouer le rôle d'un institut sous-régional,

1. Décide :

a) La création, dès cette année, d'un Institut africain de développement et de planification économique dont le siège est fixé à Dakar;

b) L'utilisation des facilités offertes par la République arabe unie comme siège d'un futur institut sous-régional et de celles qui pourraient être offertes par d'autres pays dans un cadre sous-régional;

c) La création d'un comité permanent d'orientation composé de six pays membres élus par la Commission pour deux années;

2. Charge le Secrétaire exécutif de désigner un groupe d'experts chargé de :

a) L'élaboration d'un avant-projet de statuts et d'un avant-projet de convention d'adhésion des Etats;

b) L'étude, dans les plus brefs délais, des conditions matérielles d'installation et de fonctionnement de l'institut de Dakar;

c) L'étude des conditions d'utilisation de l'Institut de planification national du Caire, en tant qu'institut sous-régional;

3. Invite le Secrétaire exécutif à faire rapport à la Commission de l'état d'exécution des dispositions qui précèdent lors de sa cinquième session.

76ème séance,
1er mars 1962.

59 (IV). Rapport de la deuxième Conférence des statisticiens africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport de la deuxième Conférence des statisticiens africains (E/CN.14/113),

1. Approuve avec satisfaction ledit rapport;

2. Invite les membres et les membres associés de la Commission à examiner d'urgence les recommandations de la Conférence;

3. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les recommandations de la Conférence.

77ème séance,
1er mars 1962.

60 (IV). Transports et communications

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'importance extrême qui s'attache à ce que tous les pays d'Afrique soient reliés par des transports et communications efficaces en vue d'assurer à l'ensemble du continent un développement économique rapide et coordonné,

Préoccupée par l'état d'isolement relatif dans lequel le régime actuel des transports et des communications en Afrique plonge les pays africains,

Rappelant les débats qui se sont déroulés :

a) Lors de la première session de la Conférence des transports d'Afrique occidentale, au cours desquels certaines délégations ont pressé la Conférence de recommander à la Commission économique pour l'Afrique de créer en Afrique occidentale un organisme qui assurerait la coordination des décisions prises à la Conférence,

b) Lors des quinzième et seizième sessions de la Conférence des travaux publics d'Afrique occidentale, au cours desquels il a été souligné que la Commission économique pour l'Afrique devrait créer dans la sous-région de l'Afrique occidentale un organisme permanent chargé de la mise en oeuvre et de la coordination du développement des transports de la sous-région,

1. Décide que le bureau sous-régional pour l'Afrique occidentale envisagé devra s'intéresser particulièrement au développement dans la sous-région d'un réseau intégré de transports et de communications et assurer notamment :

a) Entre les gouvernements, la Commission économique pour l'Afrique et les organisations internationales d'assistance financière et technique, les liaisons permanentes nécessaires pour activer le développement d'un réseau sous-régional de voies de transport et de communication satisfaisant;

b) Entre les gouvernements, les liaisons permanentes essentielles pour réaliser aux mieux la normalisation de ce réseau de transport, ainsi que la simplification dans les meilleurs délais des formalités de frontières;

c) Le secrétariat des réunions groupant les experts envoyés par les gouvernements de la sous-région de la côte occidentale en vue d'examiner les aspects techniques et économiques du développement des transports et des communications de la sous-région;

2. Décide d'autre part de convoquer dès que possible, à titre de mesure dans ce sens, une réunion des chefs de service des travaux publics, des ponts et chaussées et des télécommunications, ainsi que des hauts fonctionnaires responsables d'autres moyens de transport et de communication auprès des gouvernements intéressés, pour préparer le programme des travaux de l'organisme permanent envisagé.

78ème séance,
2 mars 1962.

61 (IV). Transports à travers le Sahara

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant ses résolutions 32 (III) et 35 (III) relatives à la Conférence sur les transports en Afrique de l'Ouest et aux problèmes de transport de l'Afrique orientale,

Ayant examiné le rapport de la Conférence des transports d'Afrique occidentale (E/CN.14/147 et Corr.1 et 2) et le rapport sur les progrès réalisés dans l'étude des problèmes de transport en Afrique orientale (E/CN.14/148), et reconnaissant qu'une étude détaillée n'a pas été faite jusqu'ici sur les problèmes de transport à travers le Sahara,

Reconnaissant l'importance du développement des moyens de transports à travers le Sahara en relation avec les échanges intra-africains et les échanges avec l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier et d'évaluer de façon approfondie les problèmes techniques et économiques que poserait le financement des moyens de transport à travers le Sahara et de présenter un rapport provisoire à la Commission, lors de sa cinquième session;

2. Invite les gouvernements de tous les Etats membres à coopérer pleinement avec le Secrétaire exécutif pour la mise en oeuvre des dispositions de la présente résolution.

78ème séance,
2 mars 1962.

62 (IV). Organisation des travaux des séances plénières de la Commission

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant l'augmentation du nombre de ses membres et l'ampleur de son ordre du jour,

Considérant qu'il est important d'intensifier son efficacité et d'accélérer l'examen équilibré de son programme,

Notant que plusieurs organisations régionales et internationales ont pour pratique de répartir entre des comités pléniers, selon qu'elles le jugent opportun, les divers points de l'ordre du jour,

Notant également que l'article 19 de son règlement intérieur l'autorise à constituer les comités qu'elle juge nécessaires et à leur renvoyer, pour étude et rapport, tout point de l'ordre du jour,

1. Décide de créer deux grands comités pléniers qui traiteront, respectivement, à partir de la cinquième session, des questions économiques et des questions sociales, et qui présenteront leurs recommandations aux séances plénières de la Commission;

2. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les dispositions financières et administratives que nécessite l'application de la présente résolution, notamment en ce qui concerne la durée des sessions et le personnel technique nécessaire au bon fonctionnement des sessions.

79ème séance,
3 mars 1962.

63 (IV). Relations avec les organisations intergouvernementales

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant le paragraphe 13 de son mandat concernant ses relations avec les organisations intergouvernementales en Afrique,

Considérant le paragraphe 3 de sa résolution 1 (1) relative à la procédure à suivre pour l'établissement de relations avec les organisations intergouvernementales,

Considérant la lettre en date du 3 janvier 1962 par laquelle le Secrétaire général de l'Organisation africaine et malgache de coopération économique demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique que l'Organisation africaine et malgache soit invitée à participer à toutes les réunions organisées par la Commission,

Considérant la lettre en date du 30 janvier 1962 par laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission répond au Secrétaire général de l'Organisation africaine et malgache en lui indiquant la procédure à suivre en cette matière,

Considérant la demande formulée par les délégués des 12 Etats membres de l'Union africaine et malgache et tendant à établir une liaison entre la Commission et l'Organisation africaine et malgache de coopération économique (E/CN.14/165),

1. Décide d'établir des relations avec l'Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE) en qualité d'organisation intergouvernementale;

2. Prie le Secrétaire exécutif de mettre en application la présente résolution.

79ème séance,
3 mars 1962.

64 (IV). Création de bureaux sous-régionaux de la Commission

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris connaissance du document présenté par le Secrétaire exécutif sur la création de bureaux sous-régionaux de la Commission (E/CN.14/161 et Add.1 à 3).

Ayant examiné les demandes présentées par les gouvernements de certains Etats membres en vue d'accueillir les bureaux sous-régionaux,

Considérant l'intérêt et l'efficacité qui s'attachent à une décentralisation des activités de la Commission fondée sur les conditions climatiques, écologiques et économiques,

1. Décide la création de deux bureaux sous-régionaux;
2. Propose, compte tenu des ressources de l'Organisation des Nations Unies, l'ordre de priorité suivant :
 - a) Un bureau sous-régional pour l'Afrique occidentale, dont le siège serait fixé à Niamey (Niger);
 - b) Un bureau sous-régional pour l'Afrique au nord du Sahara;
3. Invite le Secrétaire exécutif à envisager ultérieurement la possibilité de créer deux nouveaux bureaux sous-régionaux :
 - a) Un bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest;
 - b) Un bureau sous-régional pour l'Afrique centrale.

79ème séance.
3 mars 1962.

65 (IV). Hommage à M. Mekki Abbas

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant acte de la démission, pour motifs personnels, de M. Mekki Abbas, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant les distingués services rendus à la Commission par son premier Secrétaire exécutif,

Exprime sa gratitude à M. Mekki Abbas pour le concours précieux qu'il a apporté à la Commission, et lui adresse ses félicitations et ses meilleurs vœux de réussite dans sa carrière future.

80ème séance,
3 mars 1962.

66 (IV). Remerciements à S. M. l'Empereur d'Ethiopie, au Gouvernement et au peuple éthiopiens

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant le profond intérêt et la sympathie qu'a manifestés S.M. Haïlé Sélassié Ier, Empereur d'Ethiopie, pour les activités de la Commission,

Reconnaissant la générosité et l'hospitalité déployées par S.M. impériale et par le Gouvernement et le peuple éthiopiens au cours de la quatrième session de la Commission,

Adresse ses remerciements à S. M. l'Empereur d'Ethiopie, à son Gouvernement et à son peuple, et exprime sa gratitude pour les installations et services mis à sa disposition, qui ont contribué au succès de la session.

80ème séance,
3 mars 1962.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA CINQUIEME SESSION

67 (V). Remerciements au Président et au Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville)

La Commission économique pour l'Afrique,

Désireuse d'exprimer sa gratitude au Gouvernement du Congo (Léopoldville) pour l'aimable invitation qu'il lui a faite de tenir sa cinquième session à Léopoldville,

Désireuse également d'exprimer sa gratitude aux autorités congolaises pour toutes les facilités mises à la disposition des organisateurs de la session, et ayant écouté avec intérêt la brillante allocution, empreinte de sagesse, de S.E. le Président de la République du Congo,

1. Adresse ses plus vifs remerciements et l'expression de toute sa gratitude au peuple et au Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville) et singulièrement à S.E. le Président Kasa-Vubu pour les efforts et les sacrifices consentis en vue de l'organisation de la cinquième session de la Commission;

2. Présente ses félicitations au Président de la République du Congo pour le message réaliste, exprimant ses qualités d'homme d'Etat, qu'il a prononcé à la séance d'ouverture de la session;

3. Décide que la présente résolution sera remise au Président de la République par les membres du Bureau et une délégation de la Commission.

83ème séance,
19 février 1963.

68 (V). Mandat de la Commission économique pour l'Afrique : Portugal et Afrique du Sud

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 42(IV) du 24 février 1962 qui recommandait notamment de retirer au Portugal la qualité de membre de la Commission parce qu'il se refusait à accepter les obligations découlant de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1959, et la résolution 5(II) de la Commission, en date du 28 janvier 1960,

Rappelant également sa résolution 44(IV) du 27 février 1962 qui recommandait notamment de retirer à la République sud-africaine sa qualité de membre de la Commission jusqu'à ce qu'elle mette un terme à sa politique de discrimination raciale,

Considérant qu'il n'y a eu, de la part des Gouvernements du Portugal et de la République sud-africaine, aucune réaction positive en ce qui concerne les recommandations de la Commission,

Notant avec regret que le Conseil économique et social n'a pas jugé possible, à la reprise de sa trente-quatrième session, d'accepter la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République sud-africaine,

Recommande au Conseil économique et social de reconsidérer sa décision concernant la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République sud-africaine, et de transmettre les vues et la recommandation de la Commission à l'Assemblée générale.

91ème séance,
23 février 1963.

69 (V). Mandat de la Commission économique pour l'Afrique : qualité de Membre associé de l'Espagne, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant note de la résolution 927(XXXIV) du Conseil économique et social, en date du 19 décembre 1962, relative à l'amendement à apporter au mandat de la Commission,

Ayant examiné les résultats du vote sur le projet de résolution III présenté par la Commission au Conseil économique et social ⁸ et ayant analysé les considérations qui ont abouti à l'adoption de la résolution 927(XXXIV) du Conseil ⁹,

Tenant compte du fait que, comme conséquence du processus de décolonisation, les membres de la Commission entendaient, par le projet de résolution précité, permettre aux membres africains de prendre collectivement et dans les limites du mandat de la Commission des décisions affectant l'Afrique, sans que ces décisions soient influencées par les votes contraires de puissances non africaines,

Tenant compte également du fait que les puissances non africaines qui cesseront d'avoir des responsabilités territoriales en Afrique cesseront par là même d'être membres de la Commission,

1. Prend acte du mémorandum présenté au Conseil économique et social par le représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies ¹⁰, dans lequel le Gouvernement espagnol indique qu'il est disposé à appliquer la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1959;

2. Prend note des déclarations faites par les représentants de l'Espagne, de la France et du Royaume-Uni devant la Commission lors de sa cinquième session;

⁸ Voir E/3568, 4e partie.

⁹ Voir documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la trente-quatrième session, 1239e séance.

¹⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Annexes, point 10 de l'ordre du jour, document E/L.953.

3. Réaffirme sa position telle qu'elle est exprimée dans sa résolution 42(IV), en date du 3 mars 1962 sans préjudice de sa résolution 44(IV) de la même date, relative à l'Afrique du Sud;

4. Demande à nouveau au Conseil économique et social de ratifier la résolution 42(IV), d'une part, en ce qui concerne les dispositions relatives aux pays africains non autonomes et, d'autre part, en ce qui concerne les dispositions relatives au statut de la France et du Royaume-Uni, mais en la modifiant de manière à accorder à l'Espagne le même traitement qu'à la France et au Royaume-Uni.

91ème séance,
23 février 1963.

70 (V). Administration publique

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris connaissance du rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180), qui s'est tenu au siège de la Commission du 2 au 11 octobre 1962 sous les auspices de la Commission et de la Division de l'administration publique du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies,

Réaffirmant le point de vue formulé par le Conseil économique et social dans sa résolution 907(XXXIV) du 2 août 1962 et selon lequel l'existence de structures administratives solides et d'une administration publique saine est une condition essentielle du progrès des pays en voie de développement,

Notant avec satisfaction qu'un service d'administration publique a été créé au secrétariat de la Commission,

Désireuse d'apporter son concours aux gouvernements africains, individuellement et collectivement, dans leurs efforts pour améliorer les aspects administratifs de leurs programmes de développement,

Consciente de la nécessité d'africaniser la fonction publique dans les pays africains,

1. Demande au secrétariat d'utiliser le rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains et le résumé des débats comme guide dans la planification des activités régionales et sous-régionales relatives à l'administration publique et de signaler à l'attention des gouvernements africains les renseignements et suggestions utiles contenus dans ce rapport en vue d'améliorer l'administration publique sur le plan national et sur le plan local;

2. Invite le Secrétaire exécutif à prier les gouvernements des Etats membres d'utiliser les services des conseillers régionaux de l'administration publique de la Commission pour de courtes missions;

3. Demande aux divers organismes sous les auspices desquels s'exercent les activités régionales et sous-régionales relatives à l'administration publique en général ou à l'administration des services et programmes essentiels, de concerter leurs efforts en faisant appel à cet effet, dans la plus large mesure possible, au concours du secrétariat de la Commission;

4. Invite également le Secrétaire exécutif, après consultation des autres institutions spécialisées intéressées, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à présenter à la Commission, lors de sa sixième session, un plan conçu pour appuyer, à l'échelon régional et sous-régional, les efforts nationaux visant à améliorer l'administration publique et à développer les moyens de formation dans ce domaine, en faisant appel à cet effet, dans la mesure du possible, aux institutions existantes;

5. Décide, en vue de faciliter l'examen par la Commission du plan mentionné au paragraphe 4 ci-dessus et des projets à long terme d'administration publique à inclure dans le programme de travail de la Commission, de créer un groupe de travail de l'administration publique devant se composer surtout d'experts africains, que le Secrétaire exécutif convoquera en 1964 et par la suite tous les deux ans, à moins que la Commission n'en décide autrement, et de prévoir des ressources financières suffisantes à cette fin.

92ème séance,
25 février 1963.

71 (V). Activités de démarrage de l'Institut africain de développement et de planification économiques

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 58(IV) du 1er mars 1962 portant création d'un institut africain de développement et de planification économiques,

Tenant compte du rapport du Comité permanent d'orientation sur sa première session (E/CN.14/172) et notamment de la recommandation formulée au paragraphe 13 de ce rapport, tendant à commencer le premier cours à Dakar en octobre 1963 et à organiser un cours spécialisé au Caire en 1963-1964, ainsi qu'un cours d'introduction à Tunis en 1963-1964,

Notant que le calendrier du Fonds spécial pour l'examen du projet relatif à l'institut prévoit que ce projet sera mis au point en 1963 avec l'aide d'une mission consultative du Fonds spécial et présenté par le Directeur général au Conseil d'administration du Fonds en janvier 1964,

Notant avec satisfaction que plus de quarante candidats ont déjà été présentés par les gouvernements des pays africains en vue d'obtenir une bourse pour le cours qui débutera en octobre 1963 à Dakar,

Notant également avec satisfaction les préparatifs menés activement par le Secrétaire exécutif pour organiser ces activités de démarrage, tels qu'ils sont décrits dans son rapport (E/CN.14/203), ainsi que les efforts de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en vue de constituer l'équipe de démarrage en 1963,

1. Prie le Secrétaire exécutif de mener à bien les activités fixées en juin 1962 par le Comité permanent d'orientation pour l'année scolaire 1963-1964 et le charge, à cet effet, d'établir des programmes détaillés des études et des recherches pour cette année scolaire, en étroite coopération avec le Comité permanent d'orientation lors de sa prochaine réunion en 1963, et avec les institutions spécialisées intéressées, en tenant compte des conclusions de la mission consultative du Fonds spécial;

2. Adresse un pressant appel au Secrétaire général et au Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique des Nations Unies pour qu'ils trouvent des sources de financement temporaires pour ces activités en attendant la décision du Fonds spécial;

3. Décide d'élargir la composition du Comité permanent d'orientation, en portant de dix à neuf le nombre de ses membres.

93ème séance,
26 février 1963.

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 58(IV) du 1er mars 1962 portant création d'un institut africain de développement et de planification économiques, et notamment l'alinéa c du paragraphe 1 de cette résolution instituant un comité permanent d'orientation,

Notant avec satisfaction la vigoureuse impulsion donnée par ce comité aux travaux préparatoires, comme il ressort du rapport sur sa première réunion (E/CN.14/172), tenue en juin 1962 à Dakar,

Notant en outre qu'à la suite de ces travaux, des demandes identiques d'assistance ont été adressées au Fonds spécial au nom des pays africains par les Gouvernements du Gabon, du Sénégal, de la Somalie, du Togo et de la Tunisie, et que le Gouvernement du Maroc a donné son appui à ces demandes,

Notant avec satisfaction la déclaration faite au Conseil d'administration du Fonds spécial par le Directeur général de cette institution en janvier 1963, d'après laquelle ce dernier est convaincu qu'un projet répondant aux critères du Fonds spécial pourra être présenté en janvier 1964 au Conseil d'administration;

Tenant compte des règles régissant le financement des projets par le Fonds spécial, à savoir :

a) La nécessité de réunir les fonds de contrepartie à la charge des Etats bénéficiaires pour couvrir notamment les frais locaux de fonctionnement et d'équipement de l'institut,

b) La nécessité de donner au Conseil d'administration du Fonds spécial des assurances formelles sur le budget des bourses,

1. Décide que les fonds de contrepartie pour les cinq premières années de l'institut seront versés jusqu'à concurrence de 1,5 million de dollars des Etats-Unis par les Etats africains membres de la Commission mentionnés dans l'annexe à la présente résolution, selon le système suivant :

a) Le versement d'une contribution fixe minimale par tous les gouvernements des pays énumérés dans l'annexe ci-après et égale à 25 000 dollars;

b) Un versement complémentaire variant suivant le nombre d'habitants du pays considéré, qui portera la contribution totale de chaque gouvernement aux montants suivants :

Pays de moins de 1,5 million d'habitants; 28 500 dollars,

Pays de 1,5 à 8 millions d'habitants : 39 000 dollars,

Pays de 8 à 16 millions d'habitants : 67 000 dollars,

Pays de plus de 16 millions d'habitants : 102 000 dollars;

2. Accepte de recevoir les contributions que les membres associés de la Commission, les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, les fondations et autres institutions s'intéressant à l'institut seraient disposés à verser;

3. Invite le Secrétaire exécutif à communiquer la présente résolution à tous les gouvernements et institutions visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, dès la clôture de la cinquième session de la Commission;

4. Prie instamment les gouvernements des pays énumérés dans l'annexe ci-après à :

a) Verser au Fonds spécial, conformément aux procédures du Fonds, avant le 30 juin 1963, la contribution fixe minimale de 25 000 dollars visée à l'alinéa a) du paragraphe 1 ci-dessus;

b) Verser la différence entre cette contribution minimale et la contribution totale indiquée à l'alinéa b) du paragraphe 1 ci-dessus lorsque le montant en sera confirmé par le Directeur général du Fonds spécial;

5. Invite les membres de la Commission énumérés dans l'annexe ci-après et les membres associés africains de la Commission à prendre en charge le financement des bourses des stagiaires qu'ils enverront à l'institut, en exprimant l'espoir que les membres associés africains en particulier pourront être aidés à cet égard par les Nations Unies et d'autres organismes d'assistance technique.

93ème séance,
26 février 1963.

ANNEXE

Classification de 32 Etats^a (suivant l'effectif de la population)

Groupe 1 : moins de 1,5 million d'habitants

Contribution du groupe : 3,5 p.100 (soit, par pays : 0,5 p.100)

- | | |
|--------------------------------------|------------------------------|
| 1. Gabon | 5. République centrafricaine |
| 2. Mauritanie | 6. Libéria |
| 3. Congo (Brazzaville) ^{b/} | 7. Togo |
| 4. Libye | |

Groupe 2 : de 1,5 à 8 millions d'habitants

Contribution du groupe : 34 p.100 (soit, par pays : 2 p.100)

- | | |
|--------------------------|-------------------------------|
| 8. Dahomey ^{c/} | 17. Côte d'Ivoire |
| 9. Somalie | 18. Haute-Volta ^{d/} |
| 10. Burundi | 19. Cameroun |
| 11. Sierra Leone | 20. Mali |
| 12. Tchad | 21. Tunisie |
| 13. Rwanda | 22. Madagascar |
| 14. Niger | 23. Ouganda |

^a La Contribution totale de chaque groupe est proportionnelle à la population du groupe en 1960. La répartition est uniforme à l'intérieur du groupe. Les Etats sont classés par ordre croissant de population.

- b Congo (Brazzaville) - Actuellement Zaïre.
c Dahomey - Actuellement Bénin.
d Haute-Volta - Actuellement Burkina Faso.
e Tanganyika - Actuellement République-Unie de Tanzanie.
f République arabe unie - Actuellement Egypte.

15. Sénégal

24. Ghana

16. Guinée

Groupe 3 : de 8 à 16 millions d'habitants

Contribution du groupe : 30 p.100 (soit, par pays : 6 p.100)

25. Tanganyika/

28. Soudan

26. Algérie

29. Congo (Léopoldville)

27. Maroc

Groupe 4 : plus de 16 millions d'habitants

Contribution du groupe : 32,5 p.100 (soit, par pays, un peu moins de 11 p.100)

30. Ethiopie

32. Nigéria

31. République arabe unie/

73 (V). Message de sympathie à la Libye

La Commission économique pour l'Afrique.

Emue par la nouvelle du séisme qui a affecté une partie de la Libye,

Désireuse d'adresser un témoignage de sympathie aux familles éprouvées par le cataclysme et s'inquiétant de l'ampleur du séisme,

1. Adresse l'expression de sa profonde sympathie et ses condoléances attristées au Gouvernement et au peuple de Libye à l'occasion de ces circonstances douloureuses,

2. Prie le Président de la cinquième session et le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution à S.M. Mohammed Idris Ier.

94ème séance,
27 février 1963.

74 (V). Déclaration du Caire des pays en voie de développement

La Commission économique pour l'Afrique.

Considérant que l'Assemblée générale a pris note, lors de sa dix-septième session, de la Déclaration du Caire des pays en voie de développement ¹¹, adoptée en juillet 1962,

¹¹ Voir documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes, points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour, document A/5162.

Prend note de cette Déclaration et décide qu'il convient de la communiquer à tous les Etats membres de la Commission.

96ème séance,
28 février 1963.

75 (V). Conférence des chefs d'Etat à Addis-Abeba

La Commission économique pour l'Afrique.

Consciente de l'existence de traits communs entre les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels qui se posent aux Etats africains et malgache,

Consciente de l'efficacité et de la nécessité de contacts personnels directs entre chefs d'Etat,

Consciente également du besoin d'unité et de la nécessité de renforcer la solidarité en Afrique,

1. Exprime sa gratitude et adresse ses félicitations aux chefs d'Etat africains et malgache pour avoir pris l'heureuse initiative de tenir une conférence à Addis-Abeba;
2. Forme des vœux pour la réussite complète de la conférence;
3. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution à tous les chefs d'Etat africains et malgache intéressés.

96ème séance,
28 février 1963.

76 (V). Banque africaine de développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Déterminée à renforcer la solidarité africaine par la coopération économique entre les Etats africains,

Considérant qu'il est nécessaire d'accélérer le développement des vastes ressources humaines et naturelles de l'Afrique pour stimuler le développement économique et le progrès social de ce continent,

Consciente de l'importance d'une coordination des plans nationaux de développement économique et social pour favoriser la croissance harmonieuse des économies africaines dans leur ensemble et l'expansion du commerce extérieur des pays africains, en particulier les échanges intra-africains,

Reconnaissant que la création d'une institution financière commune à tous les pays africains favoriserait ces desseins,

Ayant accepté, par sa résolution 52(IV) du 1er mars 1962, le principe de la création d'une banque africaine de développement sous réserve d'enquêtes et de consultations complémentaires,

Ayant établi, par la même résolution, un comité composé de neuf de ses membres pour effectuer ces études, enquêtes et consultations,

Tenant compte du rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/204 et Add.1) informant la Commission que le Comité des Neuf a terminé sa mission, y compris la préparation d'un projet de statuts pour la banque africaine de développement envisagée,

Notant avec satisfaction que le Secrétaire exécutif a convoqué pour juin 1963 la Conférence des ministres des finances des pays d'Afrique prévue dans sa résolution 52(IV),

1. Demande instamment à tous les gouvernements africains d'attacher une grande importance à ce projet et de réserver une attention particulière au rapport du Comité des Neuf (E/CN.14/FMAB/1) et aux suggestions que le Secrétaire exécutif présentera à la Conférence des ministres des finances;

2. Affirme à nouveau l'intérêt profond qu'elle attache à la création, dans les délais les plus courts possibles, d'une banque africaine de développement;

3. Invite instamment tous les gouvernements à participer à la Conférence des ministres des finances et à charger leurs délégations respectives de prendre les mesures finales nécessaires en vue de la création prochaine de la banque africaine de développement, qui contribuera au développement économique et au progrès social des pays membres, individuellement et collectivement;

4. Invite le Comité des Neuf à s'associer au Secrétaire exécutif pour présenter son rapport aux gouvernements africains et à la Conférence des ministres des finances et pour défendre ce rapport;

5. Invite le Secrétaire exécutif à communiquer à tous les gouvernements africains, ainsi qu'à la Conférence des ministres des finances, l'ensemble des études, documents et résolutions de la Commission relatifs à la banque africaine de développement.

96ème séance,
28 février 1963.

77 (V).Formation des cadres

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant la nécessité urgente d'accélérer le développement économique et social des pays d'Afrique et considérant que la création d'industries dans ces pays est une condition indispensable de ce développement,

Tenant compte de la résolution 1824(XVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1962, sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement,

Reconnaissant que la formation de cadres techniques nationaux doit s'effectuer principalement dans les pays en voie de développement,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre une enquête auprès des Etats membres pour connaître leurs besoins en personnel technique, en établissements et autres moyens de formation à tous les échelons;

2. Invite le Secrétaire exécutif à :

a) Préparer pour la sixième session de la Commission, avec la participation du Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique, du Commissaire à l'assistance technique et des institutions spécialisées, et en accord avec les gouvernements des pays d'Afrique, un rapport sur les moyens de formation et les besoins de formation de cadres techniques nationaux dans les pays de la région;

b) Tenir au courant les services intéressés des Nations Unies, y compris la Division des opérations d'assistance technique, toutes les institutions spécialisées (OIT, FAO, Unesco, OMS, UIT et OMM) et le Bureau de l'assistance technique et leur demander d'augmenter, dans toute la mesure du possible, l'aide apportée à ces pays dans le domaine de la formation, en prenant en considération les besoins particuliers des pays d'Afrique en cadres nationaux.

96ème séance,
28 février 1963.

78 (V). Criquet pèlerin

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de la gravité des invasions de criquets pèlerins dans la zone nord de l'Afrique et des destructions de cultures qui en résultent,

Considérant l'urgence qu'il y a à rendre la lutte antiacridienne plus efficace et moins onéreuse afin d'empêcher le retour d'invasions dévastatrices,

Notant avec satisfaction, d'une part, le projet relatif au criquet pèlerin du Fonds spécial et, d'autre part, l'existence de deux organisations de lutte antiacridienne - en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest - et l'intérêt que présentent de telles organisations pour l'étude d'une action internationale concertée dans les zones qui risquent de subir les ravages du criquet pèlerin,

1. Invite le Secrétaire exécutif à consulter l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui est chargée de l'exécution du projet régional du Fonds spécial relatif au criquet pèlerin, dans le but de créer une organisation qui poursuivrait la lutte antiacridienne et les travaux de recherche en Afrique du Nord;

2. Invite le Secrétaire exécutif à faire rapport à la Commission lors de sa sixième session.

97ème séance,
1er mars 1963.

79 (V). Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

La Commission économique pour l'Afrique

Rappelant ses résolutions 8(II) du 2 février 1960, 25(III) et 28(III) du 15 février 1961, et 31(III) du 17 février 1961,

Rappelant également les résolutions 1707(XIV) et 1785(XVII) de l'Assemblée générale, en date des 19 décembre 1961 et 8 décembre 1962, et la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social, en date du 3 août 1962,

Ayant examiné le premier rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les annexes à ce rapport ¹²,

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, trente-cinquième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3720.

Ayant examiné en particulier le programme de travail de la Commission en ce qui concerne les problèmes du commerce extérieur,

Convaincue que le développement économique accéléré des pays en voie de développement dépend dans une large mesure d'une augmentation importante de la part qu'ils prennent au commerce international et de leur aptitude à tirer des revenus stables et équitables de leurs exportations de produits primaires et de produits semi-manufacturés,

Tenant compte du fait qu'étant au plus haut point tributaire du commerce international pour une gamme très restreinte de produits de base, l'Afrique, plus que toute autre région du monde en voie de développement, est gravement touchée par la position défavorable des termes de l'échange et se trouve de ce fait plus exposée aux fluctuations à court terme des recettes d'exportation,

Consciente de la nécessité d'éliminer du commerce mondial les obstacles, les restrictions et les pratiques discriminatoires qui ont, en particulier, des répercussions défavorables sur l'expansion et la diversification nécessaires des exportations de produits primaires et de produits semi-manufacturés des pays en voie de développement,

1. Accueille avec satisfaction, comme très opportune, la décision du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au plus tard au début de 1964;

2. Exprime l'espoir que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement recommandera notamment que :

a) Les bénéfices que les pays en voie de développement retirent du commerce international, en particulier leurs ressources en devises, augmentent à un rythme qui soit en rapport avec leurs besoins de développement et qui ne devra en tout cas pas être inférieur au taux de croissance des pays développés;

b) Le principe de la parité des prix dans le commerce mondial soit adopté officiellement comme dans les programmes de soutien des prix que de nombreux pays industrialisés ont introduits dans leur économie nationale;

3. Demande à tous les gouvernements africains, étant donné l'importance de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de suivre de près les travaux préparatoires et d'aider le secrétaire général de la Conférence en mettant à la disposition de la Conférence des études et documents d'information se rapportant à la question;

4. Demande au Secrétaire de la Commission d'aider, sur une base prioritaire, à la préparation et à l'élaboration des études et de la documentation relatives aux problèmes du commerce africain;

5. Recommande que le secrétariat de la Commission soit autorisé à apporter toutes les modifications nécessaires et à donner une nouvelle orientation à son programme de travail relatif au commerce extérieur, en vue de répondre à toute exigence qui pourrait résulter des recommandations du Comité préparatoire de la Conférence, particulièrement en ce qui concerne les délais fixés pour la présentation des études;

6. Recommande en particulier que le secrétariat entreprenne, outre le programme de travail déjà recommandé en matière de commerce, les études suivantes à soumettre à l'examen de la Conférence :

a) Une projection des besoins des pays africains en matière du commerce dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour le développement;

b) Une étude comparée des incidences, sur l'économie des pays africains, de la méthode qui consiste à aborder produit par produit le problème de la stabilisation des marchés des produits primaires et des incidences de la méthode qui consiste à aborder ce problème par groupes de produits.

97ème séance,
1er mars 1963.

80 (V). Planification

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de ce que la planification est avant tout un acte politique, du moins dans sa finalité,

Considérant que cette planification, pour être efficace, exige qu'un certain nombre de conditions préalables soient remplies,

Prenant acte avec une très grande satisfaction du projet du secrétariat de convoquer une réunion d'experts africains en planification,

1. Prie le secrétariat d'inscrire en priorité à l'ordre du jour de cette réunion une étude complète et objective des points suivants :

- a) Planification obligatoire ou souple, centralisée ou décentralisée;
- b) Structure des institutions de planification et des institutions de développement, et rapports entre ces institutions, en vue de la coordination appropriée des éléments des projets de développement correspondant à l'établissement des budgets, à la planification et à l'exécution;
- c) Structure et création d'organes consultatifs, chargés de la planification coordonnée aux échelons sous-régional et régional;
- d) Domaines et projets se prêtant à une planification coordonnée et intégrée aux échelons sous-régional et régional;
- e) Eléments du choix des priorités;
- f) Intégration ou association de la main-d'oeuvre;
- g) Méthodes de mobilisation des masses et restructuration sociale;
- h) Possibilités de financement des programmes à partir des ressources propres de chaque pays;

2. Demande au secrétariat de prendre toutes mesures utiles pour assurer le succès de cette réunion, en faisant venir des experts internationaux à sa disposition et en réservant une très ample diffusion aux conclusions résultant de l'étude des points précités.

97ème séance,
1er mars 1963.

81 (V). Représentation de l'Afrique au Conseil économique et social

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant le grand nombre d'Etats africains indépendants admis à l'Organisation des Nations Unies depuis trois ans,

Considérant en outre que la pratique qui s'est établie aux Nations Unies pour l'élection aux organes principaux, en particulier au Conseil économique et social, ne tient pas compte de cette augmentation du nombre des Etats membres africains,

Tenant compte de la Déclaration de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux ¹³, qui aboutira à une augmentation du nombre des Etats africains,

1. Prie le Conseil économique et social de recommander à l'Assemblée générale d'assurer l'application rapide de sa Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples du continent africain et des îles africaines en vue de permettre aux Etats africains de jouer pleinement leur rôle dans les travaux du Conseil;

2. Recommande au Conseil de proposer à l'Assemblée générale que toutes les dispositions utiles soient prises pour assurer une représentation adéquate de l'Afrique au Conseil sur la base d'une répartition géographique équitable.

97ème séance,
1er mars 1963.

82 (V). Développement de l'éducation

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris connaissance avec satisfaction des décisions de la Conférence des ministres de l'éducation des pays africains participant à l'exécution du plan d'Addis-Abeba ¹⁴, ainsi que des mesures adoptées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en vue du développement de l'éducation en Afrique,

Rappelant la résolution 1832(XVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1962,

Notant les besoins financiers supplémentaires révélés par la Conférence des ministres de l'éducation des pays africains pour le développement de l'enseignement en Afrique,

1. Invite les Etats membres et membres associés de la Commission à poursuivre avec vigueur le développement planifié de l'enseignement et en particulier à intégrer les programmes d'enseignement dans les plans généraux de développement économique et social;

2. Invite les Etats membres et membres associés de la Commission à consacrer dès 1965, conformément aux dispositions du plan d'Addis-Abeba, 4 p.100 du revenu national global aux dépenses d'éducation;

¹³ Voir résolution 1514(XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960.

¹⁴ Plan adopté par la Conférence des Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique, tenue à Addis-Abeba en 1961. Communiqué aux membres du Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/3498/Add.3).

3. Exprime l'espoir que l'appel lancé par l'Organisation des Nations Unies à ses Etats membres et aux membres des institutions spécialisées permettra de faire face aux besoins supplémentaires mentionnés ci-dessus;

4. Note avec satisfaction que les ministres de l'éducation des pays africains ont institué une conférence permanente de responsables de l'enseignement des pays africains participant à l'exécution du plan d'Addis-Abeba;

5. Demande au Secrétaire exécutif, conformément aux dispositions de l'article 19 des statuts de la Conférence mentionnée ci-dessus, de continuer à coopérer avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

98ème séance,
1er mars 1963.

83 (V). Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 50 (IV) du 28 février 1962,

Prenant note du rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises pour mettre en oeuvre cette résolution (E/CN.14/227),

1. Accueille avec satisfaction la résolution 879(XXXIV) du Conseil économique et social, en date du 6 juillet 1962, et la résolution 1823(XVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1962, réaffirmant la politique de décentralisation et demandant que des mesures complémentaires soient prises en vue de son application;

2. Se félicite de ce que le Secrétaire général ait l'intention de continuer à organiser des réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales;

3. Note avec satisfaction la création au Cabinet du Secrétaire exécutif du Service de coordination de l'assistance technique qui doit permettre au secrétariat de la Commission de servir de plus en plus de lieu de convergence pour la planification et l'exécution des projets d'assistance technique en Afrique;

4. Prie le Secrétaire exécutif de mettre à la disposition de la Commission, lors de sa sixième session, des exemplaires des rapports demandés par l'Assemblée générale aux paragraphes 3, 4 et 5 de sa résolution 1823(XVII), et de présenter un rapport sur la participation accrue du secrétariat aux activités d'assistance technique des Nations Unies.

98ème séance,
1er mars 1963.

84 (V). Participation du Portugal et de l'Afrique du Sud aux réunions des Nations Unies en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 566 (VI) de l'Assemblée générale, en date du 18 janvier 1952, et en particulier le premier alinéa du préambule dans lequel l'Assemblée prend note de la proposition du Secrétaire général tendant à utiliser l'Organisation des Nations Unies en vue d'encourager l'évolution, par des moyens pacifiques, des peuples dépendants vers une situation d'égalité avec les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies,

Prenant note du paragraphe 2 de la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1959, qui invite spécialement tous les Etats membres qui administrent des territoires non autonomes en Afrique à proposer la participation de ces territoires aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 5 (II) du 28 janvier 1960 relative à l'admission de nouveaux membres associés, et ses résolutions 24(III) et 42(IV) des 16 février 1961 et 24 février 1962, qui invitent instamment tous les Etats membres à mettre en application les dispositions pertinentes de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale,

Notant avec regret que certains territoires non autonomes d'Afrique ne sont pas encore représentés à la Commission en tant que membres associés,

Considérant le rapport présenté par le Secrétaire exécutif (E/CN.14/178 et Add.1) en application de la résolution 42(IV), selon lequel certains Etats membres, y compris le Portugal et la République sud-africaine, n'ont pas encore donné suite aux dispositions de cette résolution,

Constatant que, de tous les Etats membres qui administrent des territoires non autonomes ou des territoires sous tutelle en Afrique, seuls le Portugal et la République sud-africaine se refusent encore à appliquer les dispositions des résolutions 42(IV) et 24(III) de la Commission,

Constatant également que la République sud-africaine n'a pas encore mis un terme à sa politique de discrimination raciale,

Notant avec regret que, lors de la reprise sa trente-quatrième session, le Conseil économique et social n'a pas jugé qu'il convenait d'approuver la recommandation de la Commission tendant à retirer au Portugal et à la République sud-africaine leur qualité de membre de la Commission,

Ayant pris note des résultats du vote sur les résolutions 42(IV) et 44(IV) présentées par la Commission pour adoption par le Conseil et considérant que ces résolutions ont été rejetées à une faible majorité seulement,

1. Rappelle ses résolutions 68(V) et 69(V) en date du 23 février 1963;

2. Invite tous les Etats africains membres de la Commission à prendre en considération la politique des Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal quand ils délivrent des visas ou permis d'entrée aux représentants de ces deux pays en vue de leur permettre de participer aux conférences et réunions de la Commission ou des institutions spécialisées qui seraient organisées dans un Etat africain membre de la Commission.

98ème séance,
1er mars 1963.

85 (V). Désarmement

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant en considération la déclaration de l'Assemblée générale sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement ¹⁵ de la résolution 1837(XVII) adoptée le 18 décembre 1962 par l'Assemblée générale sur cette question,

¹⁵ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes, points 33 et 94 de l'ordre du jour, document A/5361.

Reconnaissant la nécessité essentielle, pour les pays africains, de disposer de plus amples moyens pour financer leur développement économique,

Tenant compte du fait que le désarmement, complet ou partiel, libérerait les Etats et les peuples du lourd fardeau des dépenses militaires et permettrait d'utiliser annuellement des sommes supplémentaires pour faire face aux besoins vitaux de l'humanité et du développement économique, tout particulièrement ceux des peuples d'Afrique,

Invite solennellement tous les gouvernements des Etats membres de la Commission à redoubler d'efforts en vue de la prompte réalisation d'un désarmement général et complet.

95ème séance,
28 février 1963.

86 (V). Marché commun africain

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant étudié le rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174 et Corr.1 et Add.1 et 2) et le rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles (E/CN.14/192 et Corr.1 et Add.1),

Notant l'unanimité de vues qui existe entre les gouvernements africains au sujet de la nécessité d'un marché commun africain,

Considérant cependant que ce marché commun ne peut être établi avant qu'on ait procédé à de nombreux arrangements détaillés sur les douanes, les différents systèmes monétaires, les finances, les transports, la législation et d'autres questions pertinentes,

Reconnaissant la nécessité d'un supplément d'étude à entreprendre par le secrétariat sur le développement du commerce sous-régional, en particulier le commerce des produits spécialement mentionnés par le Comité permanent du commerce et dans le rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre simultanément des études intensives sur les principaux problèmes que pose la création d'un marché commun africain, en s'attachant particulièrement à l'intégration équilibrée du développement économique dans les divers pays africains, et de présenter aux gouvernements africains, pour la solution de ces problèmes, un document préliminaire qui pourrait servir de guide à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains qui doit se tenir en mai 1963;

2. Prie en outre le Secrétaire exécutif de prêter l'appui total des services techniques du secrétariat à tout organisme que pourraient constituer les gouvernements africains pour examiner la question d'un marché commun africain;

3. Demande à tous les gouvernements africains d'accorder leur appui tout entier à cette tâche, afin qu'un marché commun africain puisse être établi dans les plus brefs délais possibles.

99ème séance,
2 mars 1963.

87 (V). Etude sur les possibilités de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre les pays africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant l'existence en Afrique de zones monétaires et de systèmes de paiement différents,

Tenant compte de la nécessité d'établir des liaisons commodes entre ces zones monétaires et ces systèmes de paiement pour développer les échanges commerciaux intra-africains,

Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude sur les possibilités de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre les pays africains et de présenter cette étude à la Commission, lors de sa septième session.

99e séance,
2 mars 1963.

88 (V). Recommandation sur la protection sociale et le développement communautaire

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant qu'il importe de prévoir des services de protection sociale dans les plans nationaux de développement,

Reconnaissant les besoins en personnel d'encadrement ayant des qualifications qui correspondent aux normes établies,

Reconnaissant également les besoins de formation dans ces domaines,

Considérant qu'il importe d'appliquer les résultats de la recherche sociale dans les pays africains,

Prenant en considération les problèmes de la jeunesse dans les zones rurales,

Tenant compte de la nécessité de prendre des mesures d'organisation appropriées dans le secrétariat,

1. Attire l'attention des gouvernements sur la nécessité :

a) D'élaborer des programmes de protection sociale dans le cadre des plans nationaux de développement et de fixer des priorités en fonction des ressources financières disponibles;

b) D'établir et de maintenir des normes professionnelles appropriées pour le personnel d'encadrement dans ces domaines par l'intermédiaire d'organismes nationaux du développement communautaire et de la protection sociale et par l'intermédiaire d'associations professionnelles;

c) D'organiser sur le plan national, en collaboration avec le secrétariat et les institutions spécialisées compétentes, des cycles d'études, des stages et des conférences pour la formation de personnel dans ces domaines;

2. Demande au Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire d'examiner, lors de sa prochaine session, les questions suivantes :

a) Financement des services sociaux;

b) Ordre de priorité des activités des services sociaux;

c) Répartition équitable des services sociaux dans chaque pays;

d) Rôle des services sociaux dans les progrès de l'habitat;

3. Prie le Secrétaire exécutif :

a) D'entreprendre des études sur la planification et le financement, l'ordre de priorité et la répartition équitable des services sociaux et d'inscrire ces études à l'ordre du jour du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire;

b) D'assister les gouvernements en vue de la création de conseils nationaux du développement communautaire et de la protection sociale;

c) D'étudier et de proposer des normes professionnelles pour le personnel d'encadrement dans ce domaine;

d) D'organiser, en collaboration avec les institutions spécialisées, des cours de formation, des cycles d'études, des stages et des voyages d'étude, compte tenu des propositions précises qui figurent dans l'annexe IV au rapport du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire (E/CN.14/187 et Corr. 1 et Add.1);

e) De convoquer à un niveau élevé une réunion d'environ dix spécialistes pour axer la recherche sociale sur les problèmes pratiques, préparer un rapport sur les liens qui devraient exister entre la recherche universitaire et la recherche entreprise par d'autres organes sur les conditions diverses existant dans les pays africains, et donner des conseils sur les programmes d'assistance nécessaires pour publier les résultats des recherches sur des questions économiques et sociales;

f) De collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à l'étude des problèmes de la jeunesse dans les zones rurales lors de la réunion sur la vie rurale en Afrique envisagée pour 1964;

g) De demander aux gouvernements de nommer dans chaque pays ou plusieurs correspondants du Bureau de documentation sur le développement communautaire et la protection sociale.

99ème séance,
2 mars 1963.

89 (V). Etudes de l'Organisation météorologique mondiale sur la lutte antiacridienne

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de la nécessité croissante de faire appel à la science météorologique pour favoriser le développement économique de l'Afrique,

Rappelant la recommandation de l'Association régionale pour l'Afrique de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), tendant à la création d'un bureau régional de cette organisation en Afrique,

Notant avec satisfaction que l'OMM fournit une assistance technique croissante au continent africain, tant à l'échelon national qu'à l'échelon régional,

Notant en particulier les études entreprises par l'OMM à l'occasion de la campagne de lutte antiacridienne et l'intention de cette organisation de convoquer un cycle d'études sur ce sujet dans le courant de l'année,

1. Prie le Secrétaire exécutif de faire savoir à l'OMM qu'elle appuie la proposition tendant à la création d'un bureau régional et qu'elle souhaite recevoir une assistance encore accrue;

2. Insiste auprès des gouvernements des Etats membres de la Commission directement intéressés par la campagne de lutte antiacridienne pour qu'ils adressent immédiatement à l'OMM leurs demandes en vue d'organiser un cycle d'études sur les aspects météorologiques du problème.

99ème séance,
2 mars 1963.

90 (V). Félicitations au secrétariat

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant l'ampleur des efforts que le secrétariat de la Commission a fournis pour organiser la cinquième session de la Commission tenue dans la République du Congo (Léopoldville),

Notant qu'un faible effectif a conduit les travaux de la cinquième session à leur terme d'une manière efficace et rapide.

Consciente des efforts et du temps de travail considérables que les membres du secrétariat ont été appelés à fournir pour faciliter les travaux de la Commission et assurer le succès des délibérations de la cinquième session,

Félicite le Secrétaire exécutif et le personnel du secrétariat de la loyauté et de la conscience professionnelle qu'ils ont apportées à la cause du progrès économique et social de l'Afrique.

99ème séance,
2 mars 1963.

91 (V). Félicitations aux membres des bureaux des quatrième et cinquième sessions

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des lourdes obligations assumées par le Président et les Vice-Présidents pour la conduite des débats des séances plénières et des responsabilités analogues qui incombent aux Présidents et aux Vice-Présidents du Comité économique et du Comité social et aux Rapporteurs des comités de rédaction,

Notant avec satisfaction la dignité et la compétence avec lesquelles les membres du Bureau de la Commission se sont acquittés des devoirs de leur charge pour mener à bonne fin les travaux de la Commission lors de sa cinquième session,

1. Félicite le Président et les Vice-Présidents de la Commission, les Présidents et les Vice-Présidents du Comité économique et du Comité social pour leur activité au cours de la cinquième session de la Commission;

2. Exprime également sa gratitude au Président, aux Vice-Présidents et aux Rapporteurs de la quatrième session de la Commission pour leur éminent concours.

99ème séance,
2 mars 1963.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA SIXIEME SESSION

92 (VI). Financement de l'Institut africain de développement économique et de planification

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 72 (V) du 26 février 1963, par laquelle elle demandait instamment aux Etats membres de s'engager à verser, à titre de contrepartie, des contributions en espèces à concurrence de 1,5 million de dollars,

Notant que le Conseil d'administration du Fonds spécial a décidé d'attribuer au total 3 567 700 dollars à l'Institut, sous réserve du versement des contributions de contrepartie précitées,

Notant avec satisfaction les engagements notifiés jusqu'à présent qui correspondent à près de la moitié du total requis ⁸,

1. Fait appel à tous les gouvernements qui ne se sont pas encore engagés à verser la somme spécifiée dans la résolution 72 (V), pour qu'ils le fassent avant le 30 avril 1964;

2. Souligne que l'exécution du projet qui sera financé par le Fonds spécial ne peut commencer que lorsque des versements initiaux correspondant au cinquième du montant visé par les engagements auront été reçus;

3. Prie instamment tous les gouvernements de faire en sorte que leurs versements initiaux soient effectués le 15 juin 1964 au plus tard, pour que la mise en oeuvre de l'ensemble du projet puisse commencer aussi rapidement que possible après cette date;

4. Rappelle aux gouvernements l'obligation qui leur incombe, en vertu du paragraphe 5 du dispositif de la résolution 72 (V), de prendre en charge le financement des bourses des stagiaires qu'ils enverront à l'Institut ou, sinon, de faire en sorte que les fonds nécessaires à cet effet puissent être fournis au titre des programmes d'assistance technique des Nations Unies ou d'autres programmes.

109ème séance,
27 février 1964.

93 (VI). Statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification

Partie A

La Commission économique pour l'Afrique,

Conformément à la résolution 58(IV) du 1er mars 1962 par laquelle elle a décidé de créer l'Institut africain de développement économique et de planification,

Ayant examiné le rapport contenant les recommandations du groupe d'experts désigné par le Secrétaire exécutif (E/CN.14/128), le rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/275) et le rapport du Comité permanent d'orientation de l'Institut (E/CN.14/287),

1. Approuve les statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification, tels qu'ils sont consignés dans la partie B ci-après;

⁸ Voir E/CN.14/286.

2. Félicite le Comité permanent d'orientation créé aux termes de la résolution 58 (IV) pour son travail constructif;

3. Renouvelle le mandat du Comité, qui prendra fin lors de la constitution du Conseil d'administration prévu à l'article IV des statuts;

4. Invite la Conférence des planificateurs africains à se réunir le plus tôt possible et, lors de cette première réunion, à élire les membres du Conseil d'administration de l'Institut.

Partie B

Article premier

Objectifs et attributions de l'Institut

1. L'Institut a pour principal objectif la formation de spécialistes et de cadres supérieurs des services et institutions gouvernementaux responsables du développement économique et de la planification. Cette oeuvre de formation sera étayée et complétée par des travaux de recherche appropriés et l'Institut fournira aux pays africains qui en feront la demande des services consultatifs limités en matière de planification économique.

Les attributions de l'Institut sont les suivantes :

a) Organiser chaque année, à Dakar, un cours ordinaire d'une durée de neuf mois destiné, principalement, à des fonctionnaires supérieurs choisis faisant partie de services gouvernementaux responsables de la planification du développement et, subsidiairement, à des fonctionnaires récemment entrés dans les cadres et appelés à assumer ultérieurement de telles responsabilités; ces candidats devront réunir les conditions d'admission qui seront fixées par le Conseil d'administration en conformité de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article IV ci-après;

b) Organiser des cours d'introduction aux problèmes et méthodes de planification, d'une durée de deux à trois mois. Ces cours, destinés aux cadres supérieurs d'un pays ou d'un groupe de pays donné, seront organisés à la demande des gouvernements intéressés;

c) Organiser dans différents Etats africains, en coopération avec les institutions spécialisées intéressées, des cours de courte durée sur des domaines spécialisés du développement et sur la planification des divers secteurs de l'économie;

d) Organiser des cycles d'études de courte durée pour hauts fonctionnaires, en vue de favoriser la coopération entre les services nationaux de planification et l'Institut;

e) Entreprendre des travaux de recherche en vue de préparer le matériel d'enseignement destiné aux différents cours et une documentation à diffuser dans toute la région à l'intention des services économiques et des spécialistes de la recherche;

f) Fournir des services consultatifs à la demande des gouvernements et dans la mesure où le programme de formation le permet.

Article II

Emplacement de l'Institut

1. L'Institut a son siège à Dakar (Sénégal) avec un institut sous-régional au Caire (République arabe unie) et tous autres instituts sous-régionaux qui seraient créés.

2. Le gouvernement hôte fournira les locaux, installations et services nécessaires au bon fonctionnement de l'Institut, en accord avec l'Organisation des Nations Unies.

Article III

Régime juridique et organisation de l'Institut

L'Institut est un établissement autonome, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique, composé d'un Conseil d'administration, d'un Conseil consultatif des études et de la recherche, d'un directeur et du personnel.

Article IV

Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration comprend les membres suivants :
 - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, président de droit;
 - b) Un représentant du Gouvernement sénégalais;
 - c) Sept membres élus par la Conférence des planificateurs africains en raison de leur compétence et de leur expérience dans des domaines du ressort de l'Institut et qui doivent être les ressortissants de sept pays africains différents, membres ou membres associés de la Commission économique pour l'Afrique. Ils sont élus pour trois ans et rééligibles. En attendant l'élection des membres du Conseil d'administration à la première Conférence des planificateurs africains, les fonctions du Conseil seront exercées par le Comité permanent d'orientation;
 - d) Le Directeur de l'Institut est membre de droit du Conseil d'administration, participe sans droit de vote à ses délibérations et fait office de secrétaire du Conseil.
2. Exception faite du premier groupe de membres, les membres sont élus pour trois ans et rééligibles.
3. Le premier groupe de sept membres sera élu de la façon suivante : deux membres seront élus pour un an, deux pour deux ans et trois pour trois ans. A l'expiration d'un mandat respectif de ces sept membres, les nouveaux membres que la Conférence élira auront un mandat normal de trois ans.
4. Le Conseil d'administration :
 - a) Formule les principes généraux et les politiques du fonctionnement de l'Institut, y compris les conditions générales d'admission;
 - b) Examine et approuve les programmes de travail et le budget s'y rapportant;
 - c) Présente à chaque session de la Commission un rapport annuel sur les travaux de l'Institut.
5. Le Conseil d'administration se réunit une fois par an; il peut se réunir en session extraordinaire à la demande du Président ou de trois de ses membres. Il adopte son règlement intérieur.
6. Le Conseil d'administration envisagera le plus tôt possible des méthodes de financement de l'Institut qui assurent la continuité une fois que l'aide du Fonds spécial aura pris fin, et soumettra des propositions à la Commission, au plus tard avant la fin de la troisième année de fonctionnement de l'Institut.

Article V

Le Directeur

1. Le Directeur de l'Institut est nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies après consultation du Conseil d'administration.

2. Le Directeur a la responsabilité générale de l'organisation, de la direction et de l'administration de l'Institut; il doit notamment, en conformité de la politique générale arrêtée par le Conseil d'administration :

- a) Soumettre au Conseil d'administration les programmes et le budget de l'Institut;
- b) Exécuter les programmes et effectuer les dépenses prévues au budget;
- c) Présenter chaque année au Conseil d'administration un rapport sur l'activité de l'Institut et un état des dépenses;
- d) Choisir et nommer le personnel de l'Institut, en consultation avec le Président du Conseil d'administration;
- e) Procéder, en consultation avec le Président du Conseil d'administration, à la sélection des boursiers qui suivront les programmes de formation, compte tenu des conditions générales d'admission établies par le Conseil d'administration;
- f) Conclure avec d'autres organismes nationaux et internationaux les arrangements nécessaires en vue de l'utilisation des services de l'Institut, étant entendu que les arrangements avec les organismes nationaux seront conclus avec l'assentiment des gouvernements intéressés;
- g) Coordonner les travaux de l'Institut avec ceux de la Commission et d'organismes internationaux similaires, régionaux et bilatéraux, existants ou à créer;
- h) Convoquer les réunions du Conseil d'administration, y assister et faire office de secrétaire du Conseil d'administration.

Article VI

Conseil consultatif des études et de la recherche

- 1. Le Conseil consultatif des études et de la recherche comprend : le Directeur de l'Institut et trois professeurs principaux choisis par lui; un représentant de la Commission économique pour l'Europe; un représentant de chacune des institutions spécialisées des Nations Unies intéressées; et tous autres représentants invités à participer à ses travaux.
- 2. Le Conseil intervient à titre consultatif et technique dans l'élaboration des programmes d'études et de recherche de l'Institut.
- 3. Le Conseil est convoqué par le Directeur de l'Institut; il se réunit au moins une fois par an.

Article VII

Coopération du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique

L'Institut et le secrétariat de la Commission coopèrent étroitement à l'exécution des tâches incombant à l'Institut.

Article VIII

Coopération avec les institutions spécialisées

Dans l'exercice de ses attributions, l'Institut coopère avec les institutions spécialisées, dans les limites de leurs domaines de compétence respectifs.

Article IX
Ressources et règles de gestion financière de l'Institut

1. L'Institut est alimenté par des contributions du Fonds spécial des Nations Unies et des gouvernements participants. Il peut recevoir d'autres ressources de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, d'organisations et institutions gouvernementales, de gouvernements et d'organisations non gouvernementales. Dans chaque cas d'offre de contribution supplémentaire de ce genre, l'acceptation par l'Institut est donnée par décision du Président du Conseil d'administration, en consultation avec le Directeur de l'Institut, compte tenu des dispositions pertinentes des règles de gestion financière de l'Institut. Le Président du Conseil d'administration fait rapport au Conseil le plus tôt possible.

2. Des règles de gestion financière de l'Institut seront élaborées et arrêtées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, après consultation du Conseil d'administration, par l'intermédiaire de son Président, et du Comité consultatif des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires.

109ème séance,
27 février 1964.

94 (VI). Admission de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain en qualité de membres associés

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant en considération la nécessité pour tous les pays et territoires africains de s'associer aux travaux de la Commission,

Rappelant sa résolution 68 (V) du 23 février 1963 qui recommandait au Conseil économique et social de reconsidérer sa décision concernant la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République sud-africaine,

Rappelant également la résolution 974 (XXXIV) du Conseil économique et social qui a :

- a) Exclu le Portugal de la Commission économique pour l'Afrique,
- b) Suspendu la République sud-africaine du droit de participer aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique jusqu'à ce que les conditions nécessaires à une coopération constructive aient été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays,
- c) Modifié le mandat de la Commission pour accorder expressément aux territoires non autonomes situés dans l'aire géographique définie au paragraphe 4 de ce mandat la qualité de membres associés de la Commission,

Prie le Secrétaire exécutif d'adresser des recommandations au Conseil économique et social sur les modalités d'une invitation aux représentants des territoires non autonomes de l'Angola, du Mozambique et du sud-ouest africain à l'effet d'assister aux sessions futures de la Commission à titre de membres associés et de faire rapport à la Commission lors de sa septième session sur les mesures prises conformément à la présente résolution.

111ème séance,
28 février 1964.

95 (VI). Union africaine des paiements

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 87 (V) du 2 mars 1963 relative à une étude sur les possibilités de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre les pays africains,

Ayant pris note avec grand intérêt du rapport du Groupe d'experts sur une union africaine des paiements (E/CN.14/262) et du rapport du Pr Triffin⁹, dont elle a apprécié la haute qualité,

Constatant que ces documents passent en revue l'ensemble des possibilités d'évolution des institutions monétaires des Etats africains en vue de leur intégration finale dans une organisations unique selon un programme rationnellement synchronisé,

Considérant qu'une telle évolution doit :

a) Aller de pair avec les progrès de l'intégration économique du continent africain et, en conséquence, être liée au progrès de l'harmonisation des autres secteurs, tels que les plans de développement et les régimes des échanges commerciaux dans le contexte d'un marché commun africain.

b) Tenir compte de l'importance présente et de l'évolution future des relations économiques et financières entre les Etats africains et les autres parties du monde,

Déterminée à éviter la dispersion des moyens et les doubles emplois, notamment dans le rassemblement et l'exploitation des informations et la formation de personnel supérieur,

Tenant compte de l'adhésion de la presque totalité des pays africains au Fonds monétaire international et des obligations qui en découlent pour ces pays,

1. Félicite le Secrétaire exécutif de la diligence avec laquelle il a mené l'étude demandée par la résolution 87 (V), et du soin apporté dans ses recherches auprès des divers pays et dans le rassemblement des informations et statistiques dont il avait besoin pour établir les données essentielles du problème en partant de la situation particulière de chaque Etat;

2. Exprime le vœu que ceux des gouvernements qui n'ont pas encore répondu au Secrétaire exécutif, ou qui ne lui ont répondu qu'incomplètement, fournissent au secrétariat de la Commission les renseignements détaillés qui leur ont été demandés;

3. Invite le Secrétaire exécutif à établir, sur la base des renseignements ainsi obtenus, un tableau complet et précis de leurs institutions monétaires, des difficultés éprouvées dans l'exécution de leurs règlements, entre eux et avec les pays tiers, et des moyens d'y remédier;

4. Demande au Secrétaire exécutif de communiquer le résumé de cette documentation aux Etats membres, en même temps que les résultats de l'enquête demandée par la résolution 30 (III) de la Commission en date du 16 février 1961;

5. Prie les gouvernements des Etats membres de prendre dès à présent en considération la proposition du Groupe d'experts, tendant à réunir périodiquement les hautes autorités monétaires des Etats africains;

⁹ "Les possibilités d'établir une union de compensation et des paiements en Afrique" (E/CN.14/STC/APU/RI).

6. Demande au Secrétaire exécutif de convoquer en 1964 une première réunion des autorités monétaires gouvernementales africaines afin de leur soumettre les études et conclusions résultant des travaux du secrétariat de la Commission, cette première réunion pouvant être précédée d'une réunion préparatoire d'experts mandatés par les gouvernements africains et par les organismes gouvernementaux et intergouvernementaux spécialisés dans les questions monétaires africaines;

7. Prie le Secrétaire exécutif de rechercher, avec la collaboration du Fonds monétaire international, les moyens de recueillir, d'exploiter et de diffuser toutes informations et études sur la situation économique et financière, tant internationale qu'africaine, susceptible d'apporter une contribution effective à la solution des problèmes africains en matière de paiements;

8. Souhaite que le Fonds monétaire international prennent spécialement en considération les besoins propres de ses membres africains, notamment dans le cadre de son programme de formation de personnel spécialisé dans les problèmes monétaires et financiers;

9. Demande au Secrétaire exécutif de procéder, dans le cadre des études sur l'harmonisation des programmes de développement et l'intensification des échanges intra-africains, à une étude des possibilités de surmonter les obstacles aux progrès dans ces domaines provenant de difficultés de paiement entre Etats africains, en prenant en considération les propositions contenues dans le rapport du Groupes d'experts (E/CN.14/262, par. 23 à 28) au sujet de la constitution d'une union de compensation.

111ème séance,
28 février 1964.

96 (VI). Banque africaine de développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Déterminé à hâter le développement économique et social de l'Afrique par une action concertée des Etats africains,

Considérant la nécessité d'accélérer l'établissement d'institutions qui, par leur nature et leurs fonctions, puissent servir à réaliser une coopération harmonieuse dans le domaine du financement du développement de la région,

Consciente de l'importance de rendre les économies des pays africains de plus en plus complémentaires afin de promouvoir un développement ordonné de leurs industries, en même temps qu'une expansion de leur commerce extérieur,

Reconnaissant que l'établissement de la Banque africaine de développement peut utilement servir ces fins,

Rappelant que la Conférence au sommet des pays indépendants africains, tenue en mai 1963 à Addis-Abeba, a exprimé le vœu que la Banque africaine de développement soit rapidement créée,

Ayant noté avec satisfaction que l'Accord portant création de la Banque africaine de développement a été adopté par la Conférence des ministres des finances des pays d'Afrique, réunie en application de sa résolution 52 (IV) du 1er mars 1962, et est maintenant signé par trente pays sur les trente-trois pays qualifiés pour y adhérer,

Considérant le rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/260) sur les travaux du Comité des Neuf chargé de préparer l'établissement de la Banque,

1. Demande instamment à tous les gouvernements signataires de hâter la ratification de l'Accord et le dépôt des instruments de ratification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des

Nations Unies pour que l'Accord entre en vigueur et que la Banque puisse, en conséquence, commencer ses opérations le plus rapidement possible;

2. Exprime sa gratitude au Comité des Neuf pour ses travaux, et au Secrétaire exécutif et à son secrétariat pour leur rôle actif et l'assistance apportée au Comité dans ses travaux préparatoires en vue de l'établissement rapide de la Banque;

3. Invite les Etats membres à verser leurs contributions déjà échues au Secrétaire exécutif pour les travaux préparatoires, conformément aux engagements pris lors de la Conférence des ministres des finances.

111ème séance,
28 février 1964.

97 (VI). Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'extrême importance de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

S'inspirant des objectifs de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine,

Convaincue de la signification vitale, pour les pays en voie de développement, de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, sur la Décennie des Nations Unies pour le développement,

Consciente du rôle que les nations développées doivent jouer pour combler la distance entre régions développées et régions en voie de développement,

Rappelant sa résolution 79 (V) du 1er mars 1963, qui demande au Secrétaire exécutif d'aider à la préparation d'études relatives aux problèmes du commerce africain, et prenant note de la liste de suggestions et propositions contenues dans le document E/CN.14/279,

Réaffirmant la déclaration commune des pays en voie de développement faite à la deuxième session du Comité préparatoire et que l'Assemblée générale a acceptée dans sa résolution 1897 (XVIII), en date du 11 novembre 1963,

Réaffirmant également la résolution ECOS/12/RES/1 (I) adoptée par la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine lors de sa première session à Niamey (Niger), et qui recommande aux pays africains de rechercher ensemble une position commune à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Considérant que les autres régions ont pris des mesures pour coordonner et harmoniser leurs points de vue lors de la Conférence,

1. Fait appel à tous les pays développés afin qu'ils formuleront leurs politiques commerciales et de développement en prenant dûment en considération les besoins des pays en voie de développement en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement;

2. Affirme la nécessité impérieuse pour les pays africains d'établir un comité de coordination composé des pays africains qui ont déjà participé aux travaux du Comité préparatoire et de tous autres Etats membres qui seraient cooptés par les délégations africaines;

3. Demande avec insistance aux pays africains d'autoriser leurs représentants à créer un tel comité;
4. Invite le secrétariat provisoire de l'Organisation de l'unité africaine à fournir les services nécessaires au comité de coordination;
5. Confère au Comité de coordination le mandat suivant :
 - a) Coopérer avec le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en vue de préparer une atmosphère favorable à un examen constructif des relations commerciales internationales;
 - b) Coordonner les positions des pays africains entre eux et avec les autres pays en voie de développement;
 - c) Aider la Conférence à prendre des décisions concrètes qui feront progresser la réalisation des objectifs généraux de la Conférence et de la Décennie des Nations Unies pour le développement;
6. Prie le Secrétaire exécutif d'assister le comité de coordination en lui fournissant tous renseignements et services d'experts nécessaires pour atteindre les objectifs de la Conférence.

111ème séance,
28 février 1964.

98 (VI). Développement économique de l'Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement exposés dans la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, qui stipule en particulier que "les Etats membres et leurs peuples intensifieront leurs efforts afin de susciter et de renforcer les appuis nécessaires aux mesures que doivent prendre les pays développés et les pays en voie de développement pour accélérer le progrès vers la croissance auto-entretenu de l'économie des divers pays et leur progrès social, de manière à parvenir dans chaque pays sous-développé à une augmentation sensible du taux de croissance",

Tenant compte du désir exprimé par les pays africains de voir créer un marché commun africain et des efforts déployés dans ce sens par le Secrétaire exécutif afin, notamment, de favoriser les échanges intra-africains,

Consciente de l'importance du commerce extérieur en tant que moyen de stimuler le développement économique, et de la nécessité d'encourager les Africains à se consacrer à cette entreprise, afin d'accumuler aussi rapidement que possible les capitaux nécessaires aux investissements dans leurs pays respectifs,

1. Prie tous ses membres et membres associés d'étudier d'urgence des mesures, y compris, le cas échéant, des dispositions législatives, destinées à garantir la pleine et entière participation des Africains au commerce de gros et de détail de leurs pays respectifs;
2. Décide que, pour faciliter la réalisation de cet objectif, les Etats membres et membres associés de la Commission devront, dans le plus court délai possible, créer dans leurs pays respectifs une chaîne de banques commerciales autochtones de l'effet d'accorder des crédits suffisants et d'apporter un encouragement aux Africains qui se livrent au commerce;

3. Demande aux gouvernements des Etats membres et membres associés de faire connaître au Secrétaire exécutif les résultats obtenus en application de la présente résolution et prie le Secrétaire exécutif de lui faire rapport à ce sujet lors de sa septième session.

111ème séance,
28 février 1964.

99 (VI). Programme alimentaire mondial

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du rapport sur le Programme alimentaire mondial (E/CN.14/266),

1. Accueille avec satisfaction ce Programme en tant que source supplémentaire d'assistance aux pays en voie de développement;

2. Constate avec satisfaction que plusieurs Etats africains se sont engagés à contribuer au Programme;

3. Constate en outre qu'un certain nombre de pays africains ont demandé et reçoivent, pour faciliter l'exécution de projets de développement économique et social, une aide alimentaire au titre du Programme qui contribue ainsi à la réalisation des objectifs d'expansion économique et sociale en Afrique;

4. Exprime sa satisfaction des progrès réalisés par le Programme;

5. Invite les Etats membres de la région africaine qui ne l'ont pas encore fait à se familiariser avec les procédures du Programme et à annoncer des contributions appropriées aussitôt que possible, de préférence avant le 30 juin 1964 et en tout cas le 30 juin 1965 au plus tard, étant donné que le Programme vient à expiration le 31 décembre 1965;

6. Souligne qu'il importe de faire en sorte qu'un tiers au moins des annonces de contributions soient faites en espèces, afin que le Programme bénéficie de la souplesse nécessaire;

7. Prie tous les pays membres qui ne l'ont pas encore fait de procéder d'urgence à l'examen de leurs plans de développement, afin d'identifier les projets ou l'élément main-d'oeuvre est prédominant et dont l'exécution pourrait être facilitée par une aide alimentaire, et de présenter aussitôt que possible à l'examen du secrétariat du Programme des demandes afférentes à ces projets;

8. Exprime l'espoir que des considérations reposant sur les résultats de l'évaluation de l'expérience et des cinq études que doit entreprendre le Programme ¹⁰ permettront de donner au Programme une base permanente et, dans cette éventualité, que la gamme des produits mis à la disposition du Programme sera étendue de manière à comprendre certains moyens de production tels que les engrais, qui aideraient à augmenter la production alimentaire dans la région et, partant, à réduire aussi rapidement que possible la dépendance à l'égard d'une aide alimentaire extérieure.

111ème séance,
28 février 1964.

¹⁰ Voir E/CN.14/266, p.8.

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 86 (V) du 2 mars 1963 par laquelle elle prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre "des études intensives sur les principaux problèmes que pose la création d'un marché commun, en s'attachant particulièrement à l'intégration équilibrée du développement économique dans les divers pays africains",

Notant que le document de base sur la création d'un marché commun africain (E/CN.14/ST/20 et Add.1 et 2 et Add.2/Corr.1), présenté par le secrétariat au Comité permanent du commerce, n'est, selon les termes de son avant-propos "qu'une première et modeste réponse à cette résolution", et que ce même rapport constate en son paragraphe 97 que "les renseignements sur les restrictions quantitatives appliquées par les pays africains sont rares et difficiles à analyser",

Considérant que l'examen de ces restrictions, de leur raison d'être et des possibilités de les supprimer est une partie essentielle de l'étude sur les possibilités d'établir un marché commun africain,

Constatant que l'étude des possibilités et des méthodes d'harmonisation des plans de développement industriel en est encore à la phase préparatoire,

Notant que les rapports qui lui ont été présentés ne donnent pas un tableau complet des incidences de l'établissement d'un marché commun africain sur les ressources budgétaires des Etats africains, lesquelles sont actuellement constituées, pour une grande part, par les droits perçus sur les exportations et les importations,

1. Prend note avec satisfaction des travaux déjà accomplis par le Secrétaire exécutif et son personnel pour faciliter la création d'un marché commun;

2. Fait sien le programme d'action présenté dans le document E/CN.14/261 et Corr.1 en ce qui concerne le marché commun africain et les douanes et prie le Secrétaire exécutif de lui faire rapport lors de la septième session sur les progrès réalisés;

3. Prie le Secrétaire exécutif de réserver particulièrement son attention aux questions suivantes :

a) Restrictions quantitatives actuellement apportées au mouvement des marchandises entre Etats africains et possibilités de les supprimer;

b) Possibilités de développer les échanges entre Etats africains par une répartition équitable des activités productrices, notamment des industries de transformation des ressources naturelles propres à chaque Etat;

c) Moyens d'assurer une répartition équitable, entre les Etats africains, des prélèvements fiscaux sur les industries dont le marché commun africain élargirait les débouchés, afin de compenser les pertes éventuelles de recettes budgétaires subies par les Etats remplaçant des importations de provenance extra-africaine par des importations de produits africains;

d) Progrès de la coopération monétaire entre Etats africains sur la base des résultats des réunions périodiques des hautes autorités monétaires africaines.

111ème séance,
28 février 1964.

101 (VI). Réunion pour la mise au point d'un accord stable sur la normalisation des taux de fret

La Commission économique pour l'Afrique,

Constatant avec inquiétude les taux de fret extrêmement élevés appliqués par la Conférence des compagnies de navigation de l'Afrique occidentale pour l'acheminement des exportations et des importations à destination et en provenance de pays extra-africains et pour le trafic de cabotage,

Considérant que les fluctuations fréquentes de ces frets privent de toute valeur pratique les plans de développement agricole, industriel et commercial,

Considérant d'autre part que ces taux de fret maritime arbitraires ont pour effet d'augmenter le prix de la vie en Afrique de l'Ouest,

Notant avec une profonde appréhension que l'augmentation des taux de fret, imposée arbitrairement par la Conférence, est dommageable et dangereuse pour l'équilibre des économies nationales,

Désireuse de provoquer un changement radical pour remédier à cette situation,

Prie le Secrétaire exécutif de prêter ses bons offices pour convoquer d'urgence une réunion de toutes les parties intéressées, c'est-à-dire les compagnies de navigation et ceux qui utilisent leurs services, en vue de la mise au point d'un accord stable et garanti sur la normalisation des taux de fret à des niveaux fixés équitablement par rapport aux taux similaires pratiqués dans d'autres parties du monde.

112ème séance,
29 février 1964,

102 (VI). Bureaux sous-régionaux

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1),

Considérant qu'en exécution de la résolution 64 (IV) de la Commission, en date du 3 mars 1962, le secrétariat a établi des bureaux sous-régionaux à Niamey, Tanger et Lusaka,

Considérant qu'il importe de reconnaître officiellement l'existence de la quatrième sous-région, dénommée sous-région de l'Afrique du centre,

1. Reconnaît l'existence de la sous-région de l'Afrique du centre;

2. Autorise le Secrétaire exécutif à déterminer, en accord avec les Etats intéressés et les organismes intergouvernementaux, les limites de cette sous-région pour prendre toutes mesures appropriées en vue du fonctionnement d'un bureau sous-régional et pour assurer une coopération effective entre la nouvelle sous-région et les autres sous-régions en ce qui concerne l'examen des problèmes communs.

112ème séance,
29 février 1964.

103 (VI).Routes internationales

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 60 (IV) du 2 mars 1962, les recommandations pertinentes de la Conférence des transports d'Afrique occidentale tenue en 1961 à Monrovia ¹¹ et le rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1),

Considérant le besoin vital de moyens de transport internationaux réguliers et sûrs pour soutenir le développement coordonné de l'industrie et du commerce extérieur,

Consciente de la nécessité de combler les solutions de continuité entre les réseaux routiers de pays limitrophes,

Convaincue que les gouvernements africains intéressés sont en mesure, sans grandes difficultés, de combler ces solutions de continuité, comme on l'a fait entre la Sierra Leone et le Libéria, le Libéria et la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Guinée,

1. Signale particulièrement à l'attention des gouvernements membres la nécessité :

a) De construire des liaisons routières internationales dans le dessein d'établir des réseaux routiers sous-régionaux coordonnés;

b) D'améliorer les liaisons routières existantes entre pays;

c) D'uniformiser les normes minimales applicables aux routes;

d) D'introduire la conduite à droite dans tous les pays, dans un délai déterminé;

e) D'adapter la signalisation routière internationale dans les sous-régions, conformément à la Convention sur la circulation routière signée à Genève le 19 septembre 1949;

2. Prie le secrétariat d'aider les pays intéressés à préparer et exécuter les plans nécessaires.

112ème séance,
29 février 1964.

104 (VI).Bureau sous-régional de l'Afrique de l'Est

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 64 (IV) du 3 mars 1962 relative à la création de bureaux sous-régionaux de la Commission,

Appuyant les mesures prises par le Secrétaire exécutif en vertu du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 64 (IV),

¹¹ Voir le rapport de la Conférence (E/CN.14/147 et Corr.1).

Décide de confirmer la création du bureau sous-régional de Lusaka (Rhodésie du Nord), actuellement Zambie.

112ème séance,
29 février 1964.

105 (VI). Conférence des planificateurs africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Constatant que tous les Etats africains indépendants ont établi ou préparent des plans nationaux de développement,

Prenant note des travaux de recherche déjà effectués par le secrétariat ou en cours dans les domaines de l'analyse des plans nationaux de développement, notamment de leurs aspects économiques et sociaux, des projections et de la coordination des plans nationaux,

Notant avec satisfaction l'importance grandissante donnée à la formation et aux services consultatifs dans le domaine de la planification du développement,

Considérant sa résolution 93 (VI) du 27 février 1964 qui fixe les statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification,

Estimant que le moment est venu d'établir des contacts réguliers entre les planificateurs africains, aussi bien pour faciliter l'échange de renseignements sur les méthodes et les techniques que pour promouvoir la coordination des plans de développement,

1. Décide d'instituer une Conférence des planificateurs africains dotée du mandat suivant :

a) Conseiller le Secrétaire exécutif et l'Institut africain de développement économique et de planification sur le programme de travail annuel et la recherche dans le domaine de la planification du développement économique et social, y compris les projections;

b) Servir de centre pour l'échange de renseignements sur les méthodes et les techniques de la planification du développement;

c) Promouvoir la coordination des plans de développement nationaux;

2. Prie la Conférence d'établir des relations de travail avec les services, les institutions et les universités travaillant dans ce domaine et en particulier avec l'Institut africain de développement économique et de planification;

3. Prie également la conférence de procéder à l'élection du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification conformément aux statuts de cet Institut, les représentants à la conférence étant spécialement habilités à cet effet par leurs gouvernements;

4. Recommande que les gouvernements soient invités par le Secrétaire exécutif à inclure dans leur délégation à la Conférence des planificateurs africains des représentants d'instituts ou de facultés d'universités travaillant dans ce domaine.

112ème séance,
29 février 1964.

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant le débat qui a eu lieu à sa cinquième session au sujet de la nécessité de préparer un rapport sur l'établissement d'un réseau de télécommunications adéquat en Afrique,

Rappelant l'importance de l'établissement rapide de moyens de télécommunications adéquats pour favoriser le développement économique des pays africains,

1. Note avec satisfaction les mesures de coordination et de coopération qui ont été prises par la Commission et par l'Union internationale des télécommunications, et les travaux effectués par la Sous-Commission mixte du Plan pour l'Afrique (CCITT/CCIR) de l'UIT dans le cadre du plan de réseau mondial de télécommunications;

2. Note en outre le rapport sur l'établissement d'un réseau africain de télécommunications (E/CN.14/249 et Corr.1) qui expose les mesures prises jusqu'ici par la Commission dans ce domaine, énumère les problèmes posés et suggère des solutions pour l'immédiat ainsi que des solutions permanentes à long terme;

3. Demande au Secrétaire exécutif de poursuivre l'exécution des mesures prises jusqu'à présent en coopération avec l'Union internationale des télécommunications pour résoudre d'urgence les problèmes des télécommunications en Afrique et notamment :

a) De prendre toutes les mesures appropriées, en consultation avec les pays membres et les pays donateurs éventuels, pour constituer le fonds commun de matériel envisagé dans le document E/CN.14/249;

b) D'aider les Etats membres de la Commission pour l'utilisation coordonnée des diverses sources d'aide disponibles en matière de télécommunications afin de tirer rapidement de cette aide le maximum d'avantages;

c) De négocier avec les institutions appropriées des Nations Unies la fourniture des fonds que nécessite le financement de 1965 et 1966 de la mission spéciale UIT/CEA chargée d'accélérer la mise en oeuvre du programme africain de développement des télécommunications;

d) D'aider, en coopération étroite avec l'UIT, les pays membres qui désirent participer à l'étude de préinvestissement destinée à préparer l'établissement à long terme du vaste réseau africain de télécommunications pour la préparation de la demande d'assistance financière à présenter au Fonds spécial, conformément aux principes et aux critères du Fonds;

e) De réserver une attention spéciale à l'urgente nécessité de former du personnel dans les diverses branches des télécommunications, condition préalable indispensable au succès de tout programme de développement;

f) De demander à l'Union internationale des télécommunications d'examiner la question des tarifs applicables aux services de télécommunications en Afrique.

112ème séance,
29 février 1964.

107 (VI). Nomenclature douanière uniforme

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant la troisième recommandation du Comité permanent du commerce telle qu'elle figure dans le rapport sur sa deuxième session (E/CN.14/253, et Corr.1, p.21),

Considérant qu'il serait souhaitable d'établir une nomenclature douanière uniforme pour tous les pays africains afin de faciliter les opérations douanières et les négociations tarifaires,

Notant que vingt-huit pays africains ont adopté ou sont sur le point d'adopter une nomenclature douanière uniforme,

Convaincue que l'adoption par les autres pays africains de cette nomenclature douanière uniforme et une condition indispensable à la conclusion et à la mise en œuvre satisfaisantes de traités multilatéraux visant à la libération des échanges commerciaux intra-africains et à la création ultérieure d'un marché commun africain,

Rappelant que la Nomenclature douanière de Bruxelles ¹² est la seule classification uniforme des marchandises internationalement reconnue aux fins de la tarification douanière et qu'elle est celle que les vingt-huit pays africains mentionnés, ci-dessus et plus de quatre-vingt pays au total ont adoptée ou adopteront,

1. Recommande que tous les pays africains qui ne l'ont pas encore fait adoptent la Nomenclature douanière de Bruxelles;

2. Recommande également que ces pays recherchent et acceptent la collaboration de la Commission économique pour l'Afrique et du Conseil de coopération douanière pour l'adaptation de leur tarification douanière en vigueur à la Nomenclature de Bruxelles;

3. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer en 1964, ou le plus tôt possible, un Groupe d'étude pour l'uniformisation des nomenclatures douanières afin de permettre aux pays mentionnés plus haut d'entreprendre, avec le concours d'experts en douanes fournis par la Commission et le Conseil de coopération douanière, l'adaptation immédiate et simultanée de leur tarification douanière à la Nomenclature douanière de Bruxelles.

112ème séance,
29 février 1964.

108 (VI). Situation de la réforme agraire en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant les résolutions 1426 (XIV) de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1959, et 712 (XXVII) du Conseil économique et social, en date du 17 avril 1959, sur les progrès de la mise en œuvre de la réforme agraire dans les pays sous-développés,

Rappelant la décision qu'elle a prise au cours de sa cinquième session de charger la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture d'entreprendre des études sur l'application de la réforme agraire conformément aux résolutions mentionnées ci-dessus,

¹² Conseil de coopération douanière, Nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers, Bruxelles, juillet 1955.

Persuadée que la réforme agraire sous ses divers aspects constitue l'un des moyens les plus appropriés d'assurer un développement harmonieux de l'agriculture et d'améliorer le niveau social des populations rurales,

Considérant les progrès réalisés dans ce domaine par certains pays africains,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre, en collaboration avec les institutions spécialisées, une étude comparative des expériences de réforme agraire en cours et d'organiser, à cette fin, sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, une mission d'étude avec la participation d'experts nationaux qualifiés;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission, lors de sa septième session, sur les progrès réalisés dans ce domaine.

112ème séance,
29 février 1964.

109 (VI). Politique sociale et développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant la nécessité d'un développement économique et social équilibré et intégré, ainsi que l'urgence, pour les pays africains, d'orienter leurs objectifs et leur politique de développement social vers un développement économique et social accéléré,

Consciente de l'obligation d'éliminer la pauvreté, la maladie et l'ignorance en Afrique en tant qu'élément de la campagne mondiale lancée dans le cadre de Décennie des Nations Unies pour le développement contre les fléaux permanents de l'humanité, et de la tâche immense qui consiste à combler la différence entre les niveaux actuels de développement social des pays africains et des nations développées du monde,

Rappelant ses résolutions 44 (IV) du 27 février 1962 et 80 (V) du 1er mars 1963, qui prient le Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude comparative des aspects sociaux des plans africains de développement aussi bien que des méthodes d'intégration des programmes économiques et sociaux dans la planification intégrale du développement,

Notant la résolution 1674 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1961, et la résolution 903 B (XXXIV) du Conseil économique et social, en date du 2 août 1962, qui invitent instamment les organes des Nations Unies et les commissions économiques régionales à intensifier leurs travaux en ce qui concerne la planification du développement économique et social équilibré et coordonné, compte tenu de l'interaction de la croissance économique et du développement social et de régimes sociaux et économiques différents,

1. Fait siennes les recommandations de la Réunion d'experts sur l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement (E/CN.14/240), demandant au Secrétaire exécutif d'intensifier les travaux sur les méthodes et techniques de la planification du développement social, y compris la définition des fins et des normes sociales, les critères de l'affectation des ressources aux programmes sociaux et le financement de ces programmes;

2. Demande au Secrétaire exécutif d'étendre l'assistance technique et les services consultatifs fournis aux gouvernements membres en ce qui concerne les méthodes et techniques de la planification du développement social, l'incorporation des programmes sociaux dans les programmes économiques, les critères de l'affectation des ressources au développement social et la définition d'objectifs et politiques du développement social reliés à la nécessité d'un développement économique accéléré;

3. Demande instamment au Secrétaire exécutif de collaborer avec la Direction des affaires sociales de l'Organisation des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les institutions spécialisées pour entreprendre des études sur les divers aspects de la planification sociale destinées à servir de base aux services consultatifs et techniques fournis aux gouvernements membres.

113ème séance,
2 mars 1964.

110 (VI). Formation professionnelle

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant qu'il est d'une importance capitale pour le développement économique et le progrès social des pays d'Afrique que ces pays disposent d'une main-d'oeuvre possédant les qualifications requises à tous les niveaux d'emploi dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et tous les secteurs économiques et sociaux,

Considérant en particulier que l'expansion du secteur industriel dépend dans une large mesure de l'existence d'un personnel de direction et d'une main-d'oeuvre qualifiée,

Rappelant, comme elle l'a constamment souligné, le caractère essentiel de la priorité à réserver aux possibilités de formation, notamment de formation professionnelle, dans tous les secteurs de la vie économique,

Notant la contribution que l'Organisation internationale du travail est en mesure d'apporter à l'amélioration des moyens de formation en Afrique, en collaboration avec la Commission et, dans les domaines appropriés, avec d'autres institutions spécialisées, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

Considérant en outre l'existence en Afrique d'un certain nombre de centres de formation professionnelle pour les cadres moyens et supérieurs,

1. Estime qu'il devrait être procédé à une évaluation des besoins de formation dans les pays africains en relation avec les plans de développement économique;

2. Recommande que les programmes de formation dans chaque pays d'Afrique visent en premier lieu les objectifs suivants :

a) La formation d'un nombre suffisant de travailleurs qualifiés pour répondre aux exigences des plans de développement industriel;

b) Le perfectionnement du personnel de direction;

c) L'amélioration de la productivité par l'introduction de techniques modernes dans l'industrie, l'agriculture et l'élevage;

3. Recommande l'utilisation judicieuse des centres de formation professionnelle pour les cadres moyens et supérieurs existant en Afrique;

4. Souhaite que, dans ce domaine, le secrétariat assure la coordination entre Etats africains de tout projet de création de nouveaux centres de formation professionnelle et technique.

113ème séance,
2 mars 1964.

111 (VI). Place de l'agriculture dans l'harmonisation et la coordination des plans nationaux de développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du document E/CN.14/L.180,

Considérant que ce document est d'un grand intérêt pour la conception et l'harmonisation du développement du continent africain,

Constatant que la distribution tardive du document n'a pas permis aux délégations de s'informer de la position de leur gouvernement,

1. Recommande que le secrétariat communique le texte du document E/CN.14/L.180 à :

a) Tous les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour étude;

b) La prochaine Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA pour qu'elle l'examine et communique ses observations au secrétariat à ce sujet;

2. Recommande en outre que le document soit soumis à la prochaine conférence spécialisée qui se tiendra dans le cadre de la Commission économique pour l'Afrique.

113ème séance,

2 mars 1964.

112 (VI). Passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché

La Commission économique pour l'Afrique,

Notant la prédominance persistante de la production de subsistance dans le secteur agricole en Afrique et les faibles niveaux de productivité de ce secteur,

Reconnaissant la nécessité urgente d'augmenter la production de denrées alimentaires et de matières premières en Afrique pour faire face aux besoins de la population croissante, notamment dans les centres urbains en expansion, d'améliorer l'alimentation de la population rurale et de diminuer la dépendance à l'égard des denrées alimentaires importées,

1. Note avec satisfaction la proposition du Secrétaire exécutif à l'effet d'intensifier les travaux du secrétariat concernant le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché;

2. Prie le Secrétaire exécutif de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions appropriées à l'analyse des facteurs économiques et techniques intervenant dans la modernisation de l'agriculture et à l'étude des mesures de principe que les gouvernements pourraient prendre pour favoriser et régulariser le développement de l'agriculture en vue de faire face aux exigences grandissantes et changeantes de l'économie africaine;

3. Demande instamment aux gouvernements des Etats membres de la Commission et aux gouvernements et institutions assurant une aide à la région de réserver un examen bienveillant aux projets et mesures tendant à accélérer le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché par un relèvement des niveaux de productivité dans le secteur agricole et une amélioration des structures institutionnelles indispensables, particulièrement dans les domaines de la commercialisation, du crédit et de la vulgarisation agricole.

113ème séance,

2 mars 1964.

113 (VI). Utilisation de l'énergie solaire

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant l'absence de sources d'énergie classique dans la majeure partie de la zone sahalienne du continent,

Consciente du fait que les conditions climatiques de cette zone sont favorables au développement de l'utilisation de l'énergie solaire,

Consciente du fait que l'utilisation de l'énergie solaire est susceptible d'éviter le déboisement dans cette zone, de contribuer à son développement économique et social, et d'élever le niveau de vie des populations intéressées,

1. Souhaite que les gouvernements intéressés mettent tout en oeuvre pour utiliser l'énergie solaire dans ses diverses applications;
2. Recommande que les héliotechniciens de ces gouvernements se réunissent en vue d'échanges fructueux d'informations;
3. Recommande la création à Niamey, dans le cadre du Bureau sous-régional de la Commission, d'un centre expérimental de l'énergie solaire chargé de la mise au point des divers prototypes d'appareils solaires et de la diffusion des résultats des expériences.

113ème séance,
2 mars 1964.

114 (VI). Liaisons transsahariennes

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que l'utilité d'une liaison transsaharienne a été reconnue par le Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports au cours de sa deuxième session et réaffirmée par le Groupe de travail sur les transports transsahariens ¹³,

Consciente du fait que l'établissement d'une telle liaison est une des conditions essentielles du développement de la région et de l'intensification des relations économiques, politiques et sociales entre les peuples du continent, conformément à leur désir de coopération économique et d'harmonisation de leurs plans de développement,

Considérant le caractère extrêmement urgent de l'établissement de cette liaison,

1. Souhaite que les gouvernements africains intéressés à ce sujet mettent tout en oeuvre pour sa réalisation;
2. Demande que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine afin de lui permettre de donner des directives sur ce projet et de fixer des échéances précises;

¹³ Voir E/CN.14/288.

3. Prie le Secrétaire exécutif de rassembler toute la documentation existante et d'entreprendre toute étude complémentaire qui pourrait être nécessaire en vue de la prochaine conférence des représentants des pays intéressés aux liaisons transsahariennes;

4. Rappelle qu'à sa deuxième session, le Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports a accepté de convoquer une telle conférence au mois de mai 1964;

5. Recommande que cette conférence ait lieu en Algérie;

6. Propose, pour cette conférence, l'ordre du jour suivant :

- a) Adoption formelle du principe d'une liaison transsaharienne;
- b) Examen des données actuelles;
- c) Définition des études complémentaires à entreprendre le cas échéant;
- d) Financement de ces études;
- e) Création d'un comité de coordination, composé des pays intéressés.

113ème séance,
2 mars 1964.

115 (VI). Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant note de la résolution 1937 (XVIII) adoptée à l'unanimité le 11 décembre 1963 par l'Assemblée générale au sujet de la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle et par laquelle, aux termes du paragraphe 1, l'Assemblée invite "les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies où l'analphabétisme est toujours répandu à accorder une priorité appropriée à l'élimination de l'analphabétisme dans leurs plans de développement d'ensemble et, s'ils le jugent nécessaire, à établir des programmes nationaux d'éducation des adultes, y compris des services gouvernementaux pour élaborer et exécuter de tels programmes",

Ayant examiné le document intitulé "L'alphabétisation des adultes et le développement économique et social" (E/CN.14/269), présenté par l'Unesco,

1. Partage l'avis selon lequel l'analphabétisme des masses constitue un grave obstacle au développement économique et social;

2. Exprime l'espoir que l'on trouvera les moyens d'entreprendre une campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle dans l'esprit des conclusions présentées par l'UNESCO à l'Assemblée générale lors de sa dix-huitième session¹⁴ et sur la base desquelles la résolution 1937(XVIII) a été adoptée à l'unanimité;

3. Recommande aux gouvernements des Etats membres et membres associés de la Commission :

¹⁴ Voir E/3771 et Corr.1 et 2.

- a) De prévoir dans leurs plans nationaux d'éducation et dans le cadre de leurs plans de développement intégral des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes qui, complétant les mesures prises en vue d'intensifier la scolarisation, permettront d'assurer l'alphabétisation rapide des masses;
- b) De se proposer pour objectif final la suppression de l'analphabétisme des masses et d'établir à cette fin des programmes qui s'inspireront des besoins les plus urgents du développement économique et social et serviront de base à un complément de formation ou d'enseignement technique ou professionnel;
- c) De prendre les dispositions nécessaires en vue de la mise en oeuvre de tels programmes.

113ème séance,
2 mars 1964.

116 (VI). Formation au service social

La Commission économique pour l'Afrique,

Convaincue de la nécessité d'une formation professionnelle reconnue pour les assistants sociaux,

Reconnaissant la nécessité d'intensifier la formation d'assistants sociaux à tous les niveaux, y compris les enseignants et les administrateurs du service social dans la région,

Rappelant sa résolution 49 (IV) du 28 février 1962 par laquelle elle prie le Secrétaire exécutif d'accorder une haute priorité et un statut permanent à la formation aux tâches du développement communautaire et au service social,

Ayant examiné avec satisfaction le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1964-1965 (E/CN.14/267) et particulièrement la section sur la formation en vue du service social,

1. Prie le Secrétaire exécutif de fournir une assistance, sur leur demande, aux gouvernements des Etats membres qui organisent des cours de formation en cours d'emploi pour assistants sociaux, y compris les animateurs bénévoles et les auxiliaires;

2. Appelle l'attention des gouvernements de la région sur la nécessité de coordonner leurs efforts avec ceux de la Commission et d'autres institutions internationales afin de renforcer les écoles de formation au service social existantes;

3. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec la Direction des affaires sociales, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres institutions spécialisées dans ce domaine, d'entreprendre des études sur place concernant les écoles de service social existant dans la région afin de déterminer leurs besoins et les domaines dans lesquels elles pourraient être renforcées.

113ème séance,
2 mars 1964.

117 (VI). Vie rurale et action communautaire

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le programme de travail et approuvé le programme proposé par le Secrétaire exécutif, en particulier l'accent mis sur la vie rurale et l'action communautaire en tant que moyens de promouvoir le

développement économique et social des populations rurales avec la participation effective de ces populations,

Consciente de la nécessité d'améliorer le niveau de vie et le bien-être des populations rurales,

Tenant compte de la résolution 1915 (XVIII) du 5 décembre 1963 par laquelle l'Assemblée générale souligne l'importance de l'action communautaire pour la promotion du développement économique et social, particulièrement dans les régions rurales,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'accorder une attention spéciale à l'étude des problèmes spécifiques que rencontrent les gouvernements dans la réalisation des programmes de développement rural, et d'assister les gouvernements, à leur demande, dans les efforts qu'ils déploient pour susciter le développement d'une vie rurale et d'institutions rurales actives;

2. Invite instamment le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les institutions spécialisées, à entreprendre des études et enquêtes sous-régionales sur les problèmes sociaux et économiques que pose le développement rural, et notamment sur les questions suivantes :

a) Régimes fonciers, répartition des terres et amélioration des régimes fonciers en tant que moyen de redistribuer les revenus sur une base plus équitable;

b) Approvisionnement en eau pour l'irrigation et en eau potable en tant que moyen d'améliorer la production agricole et la santé des populations rurales;

c) Amélioration des établissements de crédit tels que caisses de crédit et coopératives de production;

d) Coordination de l'action communautaire dans les programmes de service social, notamment ceux d'enseignement ménager, d'éducation des adultes, de construction de voies publiques, de construction de villages et de réinstallation;

3. Recommande que le Secrétaire exécutif et les institutions spécialisées continuent à fournir des conseillers régionaux et des experts de l'assistance technique aux gouvernements de la région, à leur demande, afin de les aider dans la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes de développement rural, notamment en ce qui concerne la participation des populations rurales et l'action communautaire;

4. Invite le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Fonds spécial, le Programme élargi d'assistance technique, les institutions spécialisées et les gouvernements de la région, à continuer à organiser dans la mesure du possible des réunions régionales, colloques, cycles d'études, voyages d'étude et cours de formation afin de réunir des administrateurs ou des agents ruraux pour des échanges de vues sur différents aspects de la planification, de l'administration, du financement et de la mise en oeuvre des programmes de développement rural.

113ème séance,
2 mars 1964.

118 (VI). Défense sociale

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant la nécessité de consacrer une attention croissante à l'analyse du contenu des services de protection sociale et au développement des programmes nationaux en vue de répondre aux besoins de la région et de chaque pays en particulier,

Reconnaissant également que la défense sociale, c'est-à-dire la prévention et le traitement du comportement irrégulier des adultes et des jeunes, est une domaine du service social qui a encore reçu peu d'attention,

Reconnaissant en outre la nécessité de procéder à des études dans certains pays de la région afin de déterminer l'étendue et les facteurs déterminants des délits et de la délinquance, aussi bien que les mesures à prendre et les moyens dont on dispose pour la prévention de la délinquance et le traitement des délinquants, jeunes et adultes,

Tenant compte du fait que les gouvernements africains ont besoin de services consultatifs d'experts sur la législation moderne, les institutions et la formation du personnel de défense sociale,

Rappelant la recommandation III contenue dans le rapport du Cycle d'études sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire (E/CN.14/79), la recommandation B sur la protection de l'enfance abandonnée contenue dans le rapport du Cycle d'études sur l'urbanisation en Afrique (E/CN.14/170) et la recommandation G sur la délinquance juvénile contenue dans le rapport du Cycle d'études sur les problèmes urbains (E/CN.14/241), recommandation qui insiste sur le besoin d'une action urgente afin de résoudre le problème des délits et de la délinquance qui résulte de l'urbanisation rapide,

1. Félicite le Secrétaire exécutif pour le programme de travail en cours en matière de défense sociale;

2. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les gouvernements des Etats membres, la Direction des affaires sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et les écoles d'assistants sociaux, d'organiser des cours de formation pour le personnel chargé des institutions pénales et pénitentiaires afin de le familiariser avec les pratiques modernes;

3. Demande au secrétariat d'entreprendre des études et enquêtes sur l'étendue des délits et de la délinquance juvénile dans la région, ses causes, les mesures à prendre et les moyens dont on dispose pour la prévention et le traitement des délinquants, jeunes et adultes;

4. Invite le Secrétaire exécutif à mettre à la disposition des pays de la région, à leur demande, et en collaboration avec le Bureau de l'assistance technique et les institutions spécialisées, des conseillers techniques en défense sociale.

113ème séance,
2 mars 1964.

119 (VI). Comité d'experts du développement social

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le document intitulé "Développement social : tendances et perspectives du programme de la Commission" (E/CN.14/C.2/2), où sont exposés la réorganisation, la nouvelle orientation et le nouveau programme de travail de la Section des affaires sociales,

Tenant compte de la résolution 1916 (XVIII) de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1963 qui invite le Conseil économique et social et tous les organes subsidiaires des Nations Unies, y compris les commissions économiques, à envisager des moyens efficaces pour transposer en réalisations concrètes les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement sur le plan social, et tenant compte aussi de la résolution 975 C (XXXVI) du Conseil économique et social qui demande aux commissions économiques régionales d'inclure dans leurs programmes de travail des projets économiques et sociaux qui

contribuent au développement économique et de faire tout le nécessaire pour s'acquitter efficacement de leurs responsabilités dans les domaines économique et social,

Rappelant sa résolution 36 (III) en date du 18 février 1961 par laquelle elle a créé un comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire et tenant compte de la décision prise à sa cinquième session de donner à ce Comité le nouveau titre de "Comité d'experts de la protection sociale et du développement communautaire" [E/3727/Rev.1, par. 300, alinéa c)],

Prenant note avec satisfaction de l'importance grandissante attribuée au développement social dans le programme de travail de la section des affaires sociales du secrétariat et tenant à élargir parallèlement les attributions du Comité de la protection sociale et du développement communautaire tel qu'il a été créé par la résolution 36 (III) mentionnée plus haut,

1. Décide de donner à ce Comité le nouveau titre de "Comité d'experts du développement social" en lui fixant le mandat élargi suivant :

a) Conseiller la Commission sur toutes mesures qu'il considère essentielles pour la promotion du développement social équilibré en relation avec le développement national intégral, sur une base nationale, régionale et sous-régionale;

b) Coopérer étroitement avec d'autres comités de la Commission afin de réaliser un programme de développement économique et social équilibré dans le cadre du développement intégral;

2. Prie le Secrétaire exécutif de réunir le Comité périodiquement en vue d'examiner le programme de travail de la section des affaires sociales.

113ème séance,
2 mars 1964.

120 (VI). Félicitations au secrétariat

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les efforts fournis par le secrétariat et les résultats satisfaisants obtenus au cours de la sixième session,

Considérant la documentation importante et précieuse mise à la disposition des représentants et observateurs,

Consciente du volume de travail et de la complexité des tâches confiées au secrétariat,

Adresse ses sincères félicitations au Secrétaire exécutif et à tous les membres du personnel, y compris les interprètes, pour leur dévouement inlassable et leur excellente contribution au succès de la session.

113ème séance,
2 mars 1964.

121 (VI). Félicitations aux membres du bureau

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des lourdes responsabilités assumées par le Président et les Vice-Présidents pour la conduite des débats de la session,

Consciente de l'effort fourni avec tant de compétence par les membres des bureaux des comités et sous-comités,

Notant avec satisfaction les résultats rendus possibles grâce au dévouement et à la dignité avec lesquels tous les membres du Bureau de la sixième session se sont acquittés de leur tâche,

Adresse ses vives félicitations au Président et aux Vice-Présidents de la sixième session, ainsi qu'à tous les présidents, vice-présidents et rapporteurs des divers comités et sous-comités.

113ème séance,
2 mars 1964.

122 (VI). Remerciements à S. M. I. Haïlé Sélassié Ier, au peuple et au Gouvernement éthiopiens

La Commission économique pour l'Afrique,

Désireuse d'exprimer sa gratitude à S. M. I. Haïlé Sélassié, au peuple et au Gouvernement éthiopiens pour leur cordiale hospitalité et toutes les facilités généreusement mises à la disposition des représentants et observateurs au cours de la sixième session de la Commission,

1. Apprécie hautement le message de S. M. I. Haïlé Sélassié Ier, empreint de sagesse et fidèle reflet des aspirations profondes de tous les participants à une Afrique libre, unie et prospère;

2. Adresse l'expression de sa profonde et sincère gratitude à S. M. I. Haïlé Sélassié Ier, au peuple et au Gouvernement éthiopiens pour leur chaleureuse hospitalité et pour l'enthousiasme stimulant qui a marqué cette session historique.

113ème séance,
2 mars 1964.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA SEPTIEME SESSION

123 (VII). Amélioration de la coopération technique en Afrique dans le domaine de la formation

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que la formation à tous les niveaux constitue pour les pays africains une nécessité fondamentale,

Considérant que la formation conditionne à la fois la conception, la formulation et la mise en oeuvre des politiques de développement économique et de progrès social,

Rappelant sa résolution 110 (VI) du 2 mars 1964, qui est en cours d'exécution,

Notant que les offres de coopération, aussi bien bilatérale que multilatérale, ne répondent pas toujours aux besoins spécifiques des pays africains,

Persuadée que les possibilités d'entraide des pays africains, tant en ce qui concerne les consultants que les instituts de formation existants, sont réelles et particulièrement adaptées,

1. Prie le Secrétaire exécutif de :

- a) Procéder, en collaboration avec les gouvernements africains, à une évaluation quantitative et qualitative aussi précise que possible des besoins des divers Etats;
- b) Recenser les possibilités d'entraide des pays africains en matière de formation;
- c) Favoriser cette entraide aussi bien sur le plan bilatérale que dans le cadre de la Commission et des institutions spécialisées;
- d) Faire rapport à la Commission, lors de sa huitième session, sur les progrès enregistrés dans le domaine de la formation.

125ème séance,
22 février 1965.

124 (VII). Administration publique

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné les conclusions de la Conférence africaine des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration, qui s'est tenue à Addis-Abeba du 18 au 29 mai 1964⁷

Prenant note de l'importance particulière de l'administration publique pour l'élaboration et l'exécution des plans et programmes de développement dans les pays africains,

Consciente de la nécessité, au moins pour un certain temps, d'une aide extérieure pour installer, reconverter ou améliorer les structures administratives nationales afin d'accroître leur efficacité et de les adapter aux réalités et aux ambitions locales, ainsi qu'aux impératifs de l'unité africaine,

Persuadée que les Etats africains peuvent s'entraider en matière d'administration publique,

1. Se félicite de l'existence d'une telle coopération entre certains Etats;
2. Fait siennes, en ce qui concerne la coopération avec les pays extra-africains, les conclusions de la Conférence des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration relatives au danger de lier l'aide des pays extra-africains à des considérations politiques;
3. Note que des pratiques de ce genre finiraient par éliminer cette coopération;
4. Demande au Secrétaire exécutif de :
 - a) Poursuivre les travaux commencés par la Conférence des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration, en vue d'établir une classification précise des besoins des pays africains dans le domaine de l'administration publique;
 - b) Procéder à l'évaluation quantitative et qualitative de l'aide que les pays africains pourraient s'apporter les uns aux autres;
 - c) Procéder à l'évaluation des besoins de formation en Afrique et des possibilités de coopération régionale;

⁷ Voir E/CN.14/291.

d) Lui faire rapport, à sa huitième session, sur la mise en oeuvre effective de la présente résolution et sur les progrès enregistrés dans le domaine de la coopération intra-africaine en matière d'administration publique.

125ème séance,
22 février 1965.

125 (VII). Formation

La Commission économique pour l'Afrique,

Notant l'attention croissante accordée à la formation, ainsi qu'il ressort du rapport sur les activités de formation (E/CN.14/307), de l'exposé du Secrétaire exécutif sur l'activité de la Commission depuis la sixième session (E/CN.14/294, par. 10 à 12), de l'exposé sur la formation et le développement économique présenté au Comité II et du programme de travail et de l'ordre de priorité de la Commission dans ce domaine

Reconnaissant l'importance fondamentale, pour le développement économique et social des pays africains, de la formation de personnel africain dans tous les domaines et à tous les échelons,

1. Se félicite de la décision prise par la Conférence générale de l'Unesco, à sa treizième session (octobre-novembre 1964), ainsi que de la recommandation formulée par la Commission scientifique, technique et de la recherche de l'OUA à sa deuxième session (janvier 1965), au sujet du Plan de Lagos⁹ élaboré par la Conférence internationale sur l'organisation de la recherche et la formation du personnel en Afrique en ce qui concerne l'étude, la conservation et l'utilisation des ressources naturelles, que l'UNESCO a organisée et convoquée, en coopération avec la Commission;

2. Invite les Etats membres à :

a) Prévoir la planification de la main-d'oeuvre dans la formulation permanente de leurs plans de développement économique et social;

b) Créer, au niveau de l'administration centrale, un organe chargé de veiller à la formation, qu'elle soit donnée sur leur territoire, dans la région ou en dehors du continent africain, compte tenu des politiques et des plans nationaux, en liaison avec les organismes responsables de la planification économique et de la planification de l'éducation et, le cas échéant, en coopération avec la Commission, l'Unesco, l'OIT, la FAO et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies;

3. Prie le Secrétaire exécutif :

a) De continuer à encourager et à aider les Etats membres à créer des organismes chargés de déterminer les besoins présents et futurs en main-d'oeuvre, et responsables de la formation;

b) D'assurer la coordination et l'échange des renseignements relatifs aux moyens de formation offerts en Afrique et hors d'Afrique par des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations, ainsi que par des pays donateurs non africains;

⁸ Voir cinquième partie du rapport de la Commission à sa septième session, projets 1, 2 et para. 89 à 97.

⁹ Voir E/CN.14/311.

c) De maintenir des contacts étroits avec les institutions spécialisées des Nations Unies, notamment l'Unesco, l'OIT, la FAO et l'OMS, pour coordonner et harmoniser les programmes de formation dans la région;

d) De continuer à rassembler des renseignements, en coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies et les divers pays donateurs, pour dresser, à l'intention des pays membres, des listes du personnel africain qui suit des cours de formation à l'étranger ou dont la formation et les études sont achevées.

125ème séance,
22 février 1965.

126 (VII). Campagne contre l'analphabétisme

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 115 (VI) du 2 mars 1964, intitulée "Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle",

Prenant note de la résolution DR.15 relative à la planification et à l'organisation des programmes d'alphabétisation en Afrique, adoptée par la Conférence des ministres de l'éducation des pays d'Afrique qui s'est tenue à Abidjan du 17 au 24 mars 1964¹⁰,

Ayant examiné avec intérêt le document présenté par l'Unesco et intitulé "L'alphabétisation dans le contexte du développement en Afrique" (E/CN.14/338),

Estimant que l'alphabétisation est un facteur essentiel du progrès économique et social,

1. Accueille avec satisfaction la décision prise par la Conférence générale de l'Unesco, lors de sa treizième session, sur la mise en oeuvre d'un programme expérimental d'alphabétisation (résolution 1.271);

2. Invite les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations internationales s'occupant d'éducation à collaborer avec l'Unesco en accordant leur assistance aux pays africains dans leurs efforts pour éliminer l'analphabétisme;

3. Recommande aux gouvernements des États membres et membres associés :

a) D'inclure des programmes d'alphabétisation dans leurs plans de développement général;

b) De déterminer le pourcentage de leur revenu national qui doit être affecté à l'alphabétisation des adultes dans le cadre de leurs plans de développement de l'éducation;

4. Demande au Secrétaire exécutif :

a) D'entreprendre des recherches et des études de nature à accroître la contribution de l'alphabétisation au développement économique et social;

¹⁰ Voir Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Conférence des ministres de l'éducation des pays d'Afrique, Rapport final (Unesco/ED/205). p. 16.

- b) D'aider et d'encourager les pays africains à prévoir des programmes d'alphabétisation dans leur planification d'ensemble;
- c) De susciter la coopération interafricaine pour les programmes d'alphabétisation;
- d) D'aider les gouvernements des Etats membres et membres associés à élaborer des projets dans le cadre du programme expérimental mondial d'alphabétisation;
- e) D'aider les gouvernements des Etats membres et membres associés à mettre au point des méthodes propres à assurer la participation des entreprises publiques et privées et des organismes coopératifs aux programmes d'alphabétisation;
- f) De susciter l'assistance internationale aux programmes d'alphabétisation des pays africains.

125ème séance,
22 février 1965.

127 (VII). Organisation de la recherche et de la formation en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 34 (III) du 17 février 1961.

Prenant note du document présenté par l'Unesco concernant la mise en oeuvre du Plan de Lagos pour la recherche scientifique et la formation en Afrique (E/CN.14/311),

Reconnaissant l'importance de la recherche et de la formation scientifiques pour faire une plus large place aux ressources naturelles dans les plans de développement,

1. Accueille avec satisfaction la résolution 2.113 adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa treizième session sur la mise en oeuvre du Plan de Lagos, élaboré par la Conférence internationale sur l'organisation de la recherche et la formation du personnel en Afrique en ce qui concerne l'étude, la conservation et l'utilisation des ressources naturelles, que l'UNESCO a organisé et convoquée en coopération avec la Commission;

2. Se félicite également de la décision prise par la Conférence générale de l'UNESCO, à la même session, de créer un centre régional de science et de technologie pour l'Afrique, chargé d'aider les pays africains dans leur développement scientifique et technique;

3. Se félicite en outre de la recommandation récente sur le Plan de Lagos formulée par la Commission scientifique, technique et de la recherche de l'OUA, lors de sa deuxième session, tenue à Lagos du 21 au 25 janvier 1965;

4. Approuve la résolution de la Conférence générale de l'UNESCO mentionnée au paragraphe 1 ci-dessus et prie les gouvernements des Etats membres et membres associés de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre, à l'échelon national, sous-régional et régional, les recommandations contenues dans le Plan de Lagos;

5. Demande au Secrétaire exécutif, agissant en collaboration avec l'Unesco et les autres institutions spécialisées intéressées, le Fonds spécial et le Programme élargi d'assistance technique, ainsi qu'avec l'Organisation de l'unité africaine, d'aider les gouvernements des Etats membres et membres associés à mettre en oeuvre le Plan de Lagos.

125ème séance,
22 février 1965.

128 (VII). Groupes de travail

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant l'utilité des travaux pratiques effectués dans les sous-régions,

Rappelant qu'il importe de coordonner les activités des sous-régions de manière à renforcer leur contribution au développement du continent tout entier,

Considérant qu'un mécanisme permanent est nécessaire pour assurer la mise en oeuvre des décisions prises par la Commission pour favoriser la coopération intra-africaine et le développement,

Reconnaissant la contribution que les représentants de gouvernements peuvent apporter pour assurer cette mise en oeuvre,

Reconnaissant aussi l'importance que présentent des organismes représentatifs chargés d'exercer un contrôle permanent sur les projets à long terme et les études entrepris par le secrétariat de la Commission,

Considérant en outre qu'il importe de rendre plus efficaces les arrangements conclus entre la Commission et l'OUA,

Convaincue de la nécessité de l'intégration économique au niveau du continent,

Ayant examiné les suggestions du Secrétaire exécutif à cet effet (E/CN.14/L.244),

1. Demande au Secrétaire exécutif de créer les groupes de travail suivants :

- a) Groupe de travail du commerce intra-africain;
- b) Groupe de travail de la gestion monétaire et des paiements intra-africains;
- c) Groupe de travail de l'industrie et des ressources naturelles;
- d) Groupe de travail des transports et des télécommunications;
- e) Groupe de travail de l'agriculture;
- f) Groupe de travail de l'intégration économique;
- g) Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation;

dont le mandat et le statut sont reproduits dans les annexes A et B, respectivement, à la présente résolution;

2. Prie les membres des groupes de travail d'aider le Secrétaire exécutif à assurer la mise en oeuvre des décisions de la Commission dans les domaines de leur compétence, à s'informer des vœux des

gouvernements concernant les modalités de cette mise en oeuvre et à formuler les modifications à apporter et les prolongements à donner aux décisions antérieures pour en saisir la Commission;

3. Appelle l'attention des Etats membres sur le fait qu'il importe de considérer les représentants nommés pour siéger à ces groupes de travail comme des spécialistes africains, et non comme des représentants de leurs gouvernements.

125ème séance,
22 février 1965.

Annexe A

1. Chaque groupe de travail examinera les résolutions adoptées à toutes les sessions précédentes de la Commission, de tous les comités permanents et sous-comités, et aux autres réunions tenues sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique.

2. Chaque groupe de travail établira un programme de travail - par un échange de correspondance, des visites, des négociations, etc., selon le cas - pour obtenir que les gouvernements visés par ces résolutions appliquent les mesures requises, notamment en mettant en place les moyens convenus, en adoptant la législation appropriée, en prévoyant les projets pertinents dans les plans de développement ou les budgets annuels d'équipement et en modifiant les plans de développement existants.

3. Les rubriques pertinentes du programme de travail de la Commission¹¹ seront réparties comme suit entre les groupes de travail:

- a) Groupe de travail du commerce intra-africain (y compris les questions douanières) : progrès 7, 81 et 86;
- b) Groupe de travail de la gestion monétaire et des paiements intra-africains : projets 74 à 80 et 83;
- c) Groupe de travail de l'industrie et des ressources naturelles :
- d) Groupe de travail des transports et des télécommunications: projets 29 et 31 à 36;
- e) Groupe de travail de l'agriculture: projets 43 à 59;
- f) Groupe de travail de l'intégration économique : voir paragraphe 4 ci-dessous;
- g) Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation: projets 1, 2 a) et 89 à 97;

4. Le Groupe de travail de l'intégration économique coordonnera les activités des autres groupes de travail en vue d'harmoniser le développement économique et social de l'ensemble du continent africain.

5. En outre, dans le domaine général de sa compétence, chaque groupe de travail aidera le secrétariat à formuler les recommandations à présenter à la Commission, qui résultent des études effectuées dans le cadre du programme de travail. Ces études devront être soumises aux groupes de travail. A cet effet, les groupes de travail pourront s'informer des vues des gouvernements des pays membres intéressés au sujet de ces recommandations, avant qu'elles soient soumises à la Commission.

¹¹ Voir cinquième partie du rapport de la Commission à sa septième session.

6. Tout groupe de travail pourra, si besoin est, soumettre des propositions à la Commission en vue de compléter ou de modifier des décisions antérieures de la Commission, compte tenu de l'expérience qu'il aura pu acquérir en veillant à assurer la mise en oeuvre de ces décisions.

Annexe B

1. Chaque groupe de travail, à l'exception du Groupe de travail de l'intégration économique, comprendra dix membres et utilisera les services d'un fonctionnaire du secrétariat, ainsi que d'un fonctionnaire de l'OUA sous réserve de l'accord de cette organisation. Le Groupe de travail de l'intégration économique se composera des présidents des autres groupes de travail. Les groupes de travail seront habilités à coopter, si besoin est, des représentants des pays donateurs, actuels et potentiels. Pour les questions touchant le commerce et les capitaux extra-africains, la Commission travaillera en collaboration avec le Comité de l'OUA chargé des problèmes étudiés à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui s'est tenue à Genève, problèmes qui seront traités par l'organisme permanent de la Conférence.

2. Des dispositions devront être prises pour associer des représentants des institutions spécialisées des Nations Unies aux activités des groupes de travail lorsque les questions dont ils traiteront seront de la compétence de ces institutions.

3. La qualité de membre des groupes de travail devrait avoir un caractère quasi permanent, toute personne désignée pour siéger à un groupe de travail conservant la qualité de membre jusqu'à examen complet du projet en cours.

4. La Commission préparera la documentation technique pour les réunions des groupes de travail. Avec l'accord de l'OUA, un fonctionnaire du secrétariat de cette organisation prêtera ses services pour les réunions.

5. Les groupes de travail seront convoqués par le Secrétaire exécutif, suivant les besoins, mais chaque groupe de travail devra se réunir au moins une fois tous les douze mois.

6. Les rapports des groupes de travail devront être diffusés avant le 31 octobre de chaque année.

129 (VII). Assistance technique aux pays africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant qu'il importe que les pays africains en voie de développement reçoivent une assistance technique pour entreprendre et étendre leurs programmes et leurs plans économiques et sociaux,

Consciente du fait que de nombreux pays africains ont des experts et des consultants nationaux qui peuvent contribuer efficacement à l'élaboration et à l'application de ces plans,

1. Prie le Secrétaire exécutif :

a) De prendre toutes les mesures nécessaires pour se mettre en rapport avec tous les pays membres afin de dresser une liste de noms d'experts et de consultants hautement qualifiés dans les domaines économique, social et technique, qui seraient disponibles, sur demande, pour toute mission dans tout pays africain;

b) De ne pas perdre de vue que la priorité doit être donnée aux experts et aux consultants africains s'il y en a qui sont disponibles pour des missions techniques en Afrique:

2. Invite les gouvernements africains à coopérer avec la Commission pour recruter des experts et des consultants, et pour les libérer lorsque leurs services sont nécessaires.

125ème séance,
22 février 1965.

130 (VII). Sessions de la Commission

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant la nécessité d'intensifier les travaux accomplis dans les sous-régions en vue de hâter l'intégration économique sous-régionale,

Considérant que cette intégration est une étape nécessaire dans la voie de l'intégration économique du continent,

Considérant qu'un accroissement des activités de la Commission à l'échelon sous-régional modifiera son programme ordinaire et entraînera nécessairement une révision complète du calendrier de ses réunions,

Tenant compte des coûts matériels et financiers de toute réunion de la Commission,

Recommande que les sessions de la Commission soient biennales au lieu d'être annuelles.

125ème séance,
22 février 1965.

131 (VII). Création d'une union africaine de paiements et d'un système panafricain de compensation

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant ses résolutions 87 (V) du 2 mars 1963 et 95 (VI) du 28 février 1964 relatives à une étude des possibilités de créer une réunion de paiements et un système de compensation entre les pays africains, et de convoquer une première réunion des autorités monétaires gouvernementales africaines,

Ayant pris note avec grand intérêt du rapport du secrétariat (E/CN.14/303) qui mentionne que les autorités monétaires gouvernementales réunies à Tokyo du 12 au 15 septembre 1964 ont estimé que la Commission devrait poursuivre son étude de la question,

Considérant les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Genève,

Considérant l'évolution économique rapide du continent africain consacrée par la création du Marché commun de l'Afrique orientale, de la Commission du bassin du Tchad, du Comité intergouvernemental d'aménagement du bassin du fleuve Sénégal, de l'Union douanière équatoriale, de l'Union douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que par la marche accélérée des pays du Maghreb vers l'intégration économique,

1. Se félicite de la création de la Banque africaine de développement;

2. Prie le Secrétaire exécutif de soumettre une deuxième fois cet important problème aux autorités monétaires africaines compétentes afin de permettre la création d'une union africaine de paiements et d'un système panafricain de compensation;

3. Prie également le Secrétaire exécutif de rendre compte des progrès réalisés dans ce domaine à la prochaine session de la Commission.

125ème séance,
22 février 1965.

132 (VII). Coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note des résolutions ECOS/17/RES/3 (I) et ECOS/RES.17 (II) de la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine,

Tenant compte des paragraphes 1 et 12 du mandat de la Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les exposés oraux des représentants du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et du secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine sur la coopération établie entre l'Organisation de l'unité africaine et la Commission économique pour l'Afrique,

Prie le Secrétaire exécutif de prendre, en accord avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, les mesures nécessaires en vue d'élaborer une convention ou un arrangement définissant de façon précise le cadre de la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine, et de soumettre le projet pour approbation à la Commission lors de sa huitième session.

125ème séance,
22 février 1965.

133 (VII). Banque africaine de développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant note avec satisfaction de l'entrée en vigueur, le 10 septembre 1964, de l'accord portant création de la Banque africaine de développement et de l'établissement de la Banque par le Conseil des gouverneurs, lors de sa première assemblée, tenue à Lagos du 3 au 7 novembre 1964,

Consciente du rôle que la Banque jouera dans la stimulation du développement économique et social de l'Afrique,

1. Exprime sa satisfaction au Comité des Neuf pour la part qu'il a prise dans la mise en oeuvre de la résolution 52 (IV) de la Commission, en date du 1er mars 1962;

2. Remercie le Secrétaire exécutif de l'aide qu'il a apportée au Comité des Neuf, à la Conférence des ministres des finances des pays d'Afrique et au Conseil des gouverneurs de la Banque, lors de sa première assemblée;

3. Exprime sa gratitude au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la tâche qu'il a accompli en sa qualité de mandataire de la Banque;

4. Exprime également sa gratitude au Fonds spécial, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et aux autres organisations internationales pour l'assistance qu'ils ont apportée en vue de l'établissement de la Banque;

5. Prend note avec satisfaction des résultats de la Conférence des ministres des finances;
6. Félicite le Conseil des gouverneurs pour les décisions qu'il a prises lors de sa première assemblée;
7. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à prêter aide et assistance à la Banque et de prendre des dispositions pour que des rapports sur les progrès de la Banque soient régulièrement soumis à la Commission;
8. Prie instamment les pays membres qui n'ont pas encore adhéré à l'Accord portant création de la Banque de le faire le plus tôt possible;
9. Prie instamment les Etats membres de la Banque d'effectuer leur deuxième versement au capital de la Banque lorsqu'il viendra à échéance en mars 1995;
10. Invite le Secrétaire exécutif et le Président de la Banque à prendre des mesures en vue d'établir une coopération étroite et suivie dans le cadre de leurs mandats respectifs.

125ème séance,
22 février 1965.

134 (VII). Bureaux sous-régionaux

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du rapport du Secrétaire exécutif sur les activités sous-régionales de la Commission (E/CN.14/308 et Corr.1),

Considérant l'importance que présente l'efficacité des bureaux sous-régionaux,

Considérant que ces bureaux sont capables de donner, avec la rapidité nécessaire, un appui technique et l'action que les gouvernements entreprennent ou ont l'intention d'entreprendre dans le cadre de la coopération et de l'intégration économiques des sous-régions,

Considérant la nécessité d'associer plus étroitement la Commission aux préoccupations sous-régionales afin qu'elle soit en mesure de fournir aux sous-régions une assistance technique pleinement inspirée des conditions locales à l'appui de toute action économique ou sociale intéressant les sous-régions,

Considérant que le caractère pratique et concret des importantes études que la Commission va entreprendre sur le plan continental dépendra essentiellement de la mesure dans laquelle elles sauront s'inspirer des préoccupations et des expériences sous-régionales et interrégionales,

Invite le Secrétaire exécutif à :

- a) Doter les bureaux sous-régionaux de moyens matériels adéquats et d'un personnel suffisamment qualifié et nombreux pour leur permettre de s'intégrer étroitement, sur une base permanente, à la vie économique et sociale des sous-régions, compte tenu des priorités sous-régionales;
- b) Prendre toutes les dispositions nécessaires pour répondre aussitôt que possible à toute demande d'assistance technique émanant des gouvernements africains.

125ème séance,
22 février 1965.

La Commission économique pour l'Afrique.

Rappelant sa résolution 97 (VI) du 28 février 1964, qui demandait notamment la création d'un comité de coordination pour l'Afrique à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et priait le Secrétaire exécutif d'assister le Comité en lui fournissant des renseignements et des services d'experts,

Rappelant avec satisfaction la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale qui porte création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en tant qu'organe de l'Assemblée générale,

Prenant note du rapport du Secrétaire exécutif sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses additifs (E/CN.4/316 et Add.1 à 3),

Notant que la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine a recommandé la création d'un comité spécial de quatorze membres qui serait chargé d'étudier la position que devront adopter les membres africains du Conseil du commerce et du développement des Nations Unies concernant les résultats de la Conférence,

1. Remercie le secrétariat de ses travaux et en particulier de l'assistance fournie aux délégations africaines à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

2. Appuie la création du comité spécial de quatorze membres prévu par la résolution ECCS/RES.14 (II) de la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine;

3. Exprime l'espoir que le Conseil du commerce et du développement traduira les recommandations de la Conférence en actes et résultats concrets dans l'intérêt de l'expansion du commerce des pays en voie de développement en particulier et du commerce mondial en général;

4. Prie le Secrétaire exécutif d'intensifier ses études sur la base des conclusions du document E/CN.14/316 et d'élaborer des propositions et recommandations concrètes sur tous les problèmes découlant de la Conférence qui intéressent particulièrement l'Afrique;

5. Prie le Secrétaire exécutif de coopérer avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine en vue de faciliter les travaux du comité spécial;

6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de présenter aux Etats membres un rapport sur la mise en oeuvre de la présente résolution avant la première réunion du Conseil du commerce et du développement;

7. Prie le Secrétaire exécutif de fournir toute l'assistance nécessaire aux membres africains du Conseil du commerce et du développement;

8. Lance un appel aux membres africains du groupe des 77 pays en voie de développement pour qu'ils maintiennent et renforcent leur unité afin que ce groupe continue à jouer le rôle qui doit être le sien dans le fonctionnement de l'organisme permanent créé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

125ème séance,
22 février 1965.

136 (VII). Remerciements à S. E. M. Jomo Kenyatta, Président de la République du Kenya

La Commission économique pour l'Afrique,

Désireuse d'exprimer sa gratitude à S.E.M. Jomo Kenyatta, au peuple et au Gouvernement du Kenya pour leur cordiale hospitalité et toutes les facilités généreusement mises à la disposition des représentants et des observateurs au cours de la septième session de la Commission,

1. Exprime sa vive gratitude à S.E. M. Jomo Kenyatta pour son message, dont l'esprit élevé a considérablement inspiré les travaux de la Commission;

2. Adresse l'expression de sa profonde et sincère reconnaissance à S.E. M. Jomo Kenyatta, au peuple et au Gouvernement du Kenya pour leur chaleureuse hospitalité et pour l'enthousiasme stimulant qui a marqué cette session.

125ème séance,
22 février 1965.

137 (VII). Félicitations aux membres du Bureau

Consciente des lourdes responsabilités assumées par le Président et les Vice-Présidents pour la conduite des débats de la session,

Consciente de l'effort fourni avec tant de compétence par les membres du bureau des comités,

Notant avec satisfaction les résultats rendus possibles grâce au dévouement, à la diligence et à la dignité avec lesquels tous les membres du Bureau de la septième session se sont acquittés de leur tâche,

Adresse ses vives félicitations au Président et aux Vice-Présidents de la septième session, ainsi qu'à tous les présidents, vice-présidents et rapporteurs des divers comités.

125ème séance,
22 février 1965.

138 (VII). Félicitations au secrétariat

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les efforts fournis par le secrétariat et les résultats satisfaisants obtenus entre les deux dernières sessions en vue de l'intégration économique de l'Afrique,

Considérant l'importance de la documentation appropriée et la concision pratique des rapports mis à la disposition des participants de la septième session,

Consciente du volume de travail et de la complexité des tâches confiées au secrétariat en cette période de recherches systématiques en vue du développement économique et social de l'Afrique,

Adresse ses sincères félicitations pour leur dévouement inlassable et leur excellente contribution au succès de la session au Secrétaire exécutif et à tous les membres du personnel, y compris les interprètes, les traducteurs, les secrétaires, les dactylographes et tous ceux qui ont participé aux travaux de la session.

125ème séance,
22 février 1965.

139 (VII). Contacts entre le Président et les Etats membres

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant les avantages des contacts directs entre le Président de la session et les Etats membres, au niveau le plus élevé, au sujet de la politique générale de la Commission,

Compte tenu du rapport de mission présenté par le Président de la sixième session (E/CN.14/L.223),

1. Félicite le Président de la sixième session de son excellent rapport qui a considérablement contribué à l'orientation des travaux de la septième session;

2. Invite le Président à envisager, avant la huitième session, la possibilité d'entrer en contact direct avec les Etats membres, soit individuellement, soit à l'occasion des réunions sous-régionales, et de présenter un rapport complet sur les activités qu'il aura ainsi entreprises.

126ème séance,
22 février 1965.

140 (VII). Coordination des législations industrielles et des stimulants offerts dans l'industrie

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant qu'il importe de coordonner les programmes de développement industriel des pays africains, afin de réaliser une expansion économique maximale,

Reconnaissant les dangers inhérents à la concurrence entre pays africains dans l'octroi de stimulants économiques et l'adoption de législations industrielles pour attirer les investissements;

Constatant qu'une étude préliminaire des codes d'investissement en Afrique, qui comporte notamment des données sur la législation en vigueur, a été préparée à la demande de la Commission et sera prochainement publiée,

1. Recommande aux gouvernements des Etats membres et des membres associés de revoir et, si possible, de coordonner leurs législations industrielles et les stimulants qu'ils offrent, par l'intermédiaire des bureaux sous-régionaux de la Commission;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission, lors de sa prochaine session, sur les progrès accomplis.

126ème séance,
22 février 1965.

141 (VII). Agriculture

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché est une nécessité impérieuse pour le développement économique du continent et l'évaluation du niveau de vie des populations,

Ayant examiné en détail les rapports relatifs à l'agriculture (E/CN.14/297 et Corr.1, E/CN.14/320, E/CN.14/323, E/CN.14/335),

Rappelant ses résolutions 18 (II) du 4 février 1960, 25 (III) du 15 février 1961 et 112 (VI) du 2 mars 1964, relatives aux problèmes de l'agriculture,

Considérant les efforts déployés par les organismes nationaux et internationaux compétents en vue d'accélérer le passage de l'économie de subsistance à l'économie de marché,

Considérant les études et les recherches menées en ordre dispersé par les Etats membres, en particulier celles qui ont trait à l'amélioration des moyens de production, à la vulgarisation agricole, au crédit agricole, à la commercialisation et à l'association agriculture-élevage,

1. Demande au secrétariat d'étudier, en collaboration avec la FAO, les mesures que pourraient prendre les gouvernements des Etats membres pour promouvoir l'harmonisation des méthodes et des projets en vue d'une production agricole modernisée à une échelle relativement grande;

2. Juge souhaitable, à cet égard, que les problèmes posés par les réformes de structure touchant au régime agraire et à l'utilisation des terres, la reconversion ou la promotion de nouvelles cultures, la formation et la vulgarisation, soient étudiés en relation avec les études menées par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, et compte dûment tenu des diverses expériences en cours dans les pays africains;

3. Souhaite que soit étudiée, sous ses divers aspects, l'association agriculture-élevage, notamment l'initiation du monde rural aux techniques modernes d'agriculture et d'élevage;

4. Demande au secrétariat de lui soumettre, lors de sa huitième session, ou de diffuser plus tôt si elle est disponible, une étude de synthèse portant sur :

a) Une analyse des importations et des exportations de produits vivriers sur une base régionale et sous-régionale;

b) Les matières premières agricoles, principalement les produits qui peuvent amener une réduction des importations;

c) Une analyse technico-économique de rentabilité des investissements pour ce qui est des produits agricoles suivants : viande, produits laitiers, céréales, riz, sucre et coton;

d) Les industries alimentaires et les industries de la conserve;

e) Les industries de la pêche maritime et fluviale;

5. Juge souhaitable que l'équipe chargée de cette étude comprenne des ingénieurs-agronomes, des nutritionnistes, des vétérinaires et des économistes-sociologiques, qui devront collaborer étroitement avec les experts nationaux;

6. Demande au secrétariat d'aider, en collaboration avec les institutions spécialisées, à développer et à coordonner sur le plan sous-régional et régional la recherche appliquée dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et des industries alimentaires (et d'assurer une large diffusion aux résultats des recherches) et, à cette fin, d'envisager en consultation avec le Fonds spécial et la FAO, l'établissement d'un institut d'économie agricole qui serait chargé d'entreprendre et de coordonner les activités de recherches agricoles sur une base continentale;

7. Invite le secrétariat à étudier, en collaboration avec la FAO, les conditions d'un "pool vert", marché commun agricole sous-régional ou régional, en vue de fixer les modalités d'établissement d'un tel marché pour certains produits.

126ème séance,
22 février 1965.

142 (VII). Intégration économique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant ses résolutions 86 (V) du 2 mars 1963 et 100 (VI) du 28 février 1964 sur l'intégration économique en Afrique,

Prenant note de la déclaration du Secrétaire exécutif sur l'intégration économique en Afrique (E/CN.14/L.273), du rapport du Président de la sixième session de la Commission (E/CN.14/L.223) et du document sur la création de groupes de travail (E/CN.14/L.244),

Prenant note de la résolution adoptée par la Conférence au sommet des pays indépendants africains, tenue à Addis-Abeba en 1963, sur la création en Afrique d'une zone de libre-échange, d'une union de paiements, d'un système de compensation et d'un tarif douanier extérieur commun, ainsi que des décisions pertinentes prises par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine,

Encouragée par l'acceptation, tant par les pays industrialisés que par les pays en voie de développement, du dixième principe général énoncé dans l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement¹², tenue à Genève en 1964, qui recommande de favoriser l'intégration économique des pays en voie de développement,

Prenant acte des déclarations faites par les Etats membres à la session en cours sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour atteindre l'objectif souhaité, qui est l'intégration économique de l'Afrique,

Consciente des efforts notables qui ont été déployés pour réaliser la coopération économique en Afrique, sur le plan régional aussi bien que sous-régional, plus particulièrement sous forme de réalisations telles que le Marché commun de l'Afrique orientale, les commissions des bassins du Sénégal, du Niger et du Tchad, les institutions de coopération économique des pays du Maghreb, l'Union douanière équatoriale et la Conférence sur la coordination en Afrique de l'Ouest, tenue à Bamako,

Tenant compte de la création de la Banque africaine de développement et de l'Institut de développement économique et de planification, qui sont d'importantes institutions pour l'intégration économique,

Persuadée que la création d'un cadre institutionnel pour l'intégration économique permettra d'atteindre plus rapidement l'objectif que constitue l'établissement d'un marché commun africain,

1. Recommande aux Etats membres de créer au plus tôt, sur le plan sous-régional, un mécanisme intergouvernemental chargé de l'harmonisation du développement économique et social de la sous-région, compte tenu de l'expérience acquise en Afrique et en dehors d'Afrique concernant des dispositions institutionnelles analogues;

¹² Publication des Nations Unies, numéro de vente : 64.II.B.11.

2. Prie le Secrétaire exécutif de fournir au plus tôt, sur la demande des gouvernements, l'assistance nécessaire pour l'établissement de ce mécanisme intergouvernemental;

3. Recommande que des consultations intergouvernementales soient entreprises aussitôt que possible afin que le mécanisme approprié puisse être établi dans les six mois à venir;

4. Prie le Secrétaire exécutif de lui faire rapport, lors de sa prochaine session, sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la présente résolution.

126ème séance,
22 février 1965.

143 (VII). Ressources naturelles

La Commission économique pour l'Afrique,

Sachant qu'il importe de faire progresser la connaissance des ressources naturelles de l'Afrique,

Prenant note des travaux de la Commission, de l'UNESCO, de la FAO, du Fonds spécial et d'autres organisations internationales dans le domaine des ressources naturelles,

Reconnaissant la valeur des travaux effectués en Afrique par des pays non africains,

Reconnaissant en outre la nécessité de centraliser les renseignements sur les ressources naturelles aux fins de la planification du développement économique accéléré sur une base nationale, multinationale et régionale,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'intensifier ses efforts pour organiser la concentration d es renseignements et des documents;

2. Invite le secrétariat à prendre toutes les mesures possibles pour faciliter de nouvelles recherches avec l'aide technique et financière e certains pays et des organismes internationaux compétents;

3. Invite les organismes internationaux compétents, notamment les institutions des Nations Unies, à collaborer étroitement avec le Secrétaire exécutif à l'accomplissement de cette tâche;

4. Invite les pays qui ont entrepris des recherches en Afrique à transmettre au Secrétaire exécutif les renseignements et les documents dont ils disposent sur les ressources naturelles.

126ème séance,
22 février 1965.

144 (VII). Colloque sur le développement industriel en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique.

Rappelant qu'elle a approuvé, lors de sa sixième session, la recommandation de son Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports¹³ visant à réunir une conférence régionale sur le développement industriel en Afrique,

¹³ Voir E/CN.14/245 et Corr.1, par. 8 et 9.

Rappelant en outre qu'elle a souscrit à la proposition tendant à convoquer ultérieurement un colloque international sur le développement industriel, contenue dans la résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1963,

1. Se félicite que le Conseil économique et social ait approuvé, dans sa résolution 1030 C (XXXVII) du 13 août 1964, la convocation en Afrique et dans d'autres régions en voie de développement d'un colloque régional sur le développement industriel;

2. Prend note avec satisfaction du plan esquissé par le Secrétaire exécutif en collaboration avec le Centre de développement industriel, qui prévoit la réunion du colloque régional sur le développement industriel en Afrique pour le début de 1966;

3. Invite les pays membres, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique à collaborer avec le Secrétaire exécutif à la préparation de ce colloque;

4. Recommande que le colloque s'attache tout spécialement à déterminer l'aide que, en vue de leur industrialisation, les pays africains devront rechercher en dehors d'Afrique, notamment pour le commerce, l'assistance technique et le financement, ainsi qu'à définir les domaines où l'intégration régionale globale du développement industriel africain serait particulièrement féconde.

126ème séance,
22 février 1965.

145 (VII). Planification et développement intégrés

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que la coordination des différents programmes nationaux de développement est le meilleur moyen d'accélérer le développement économique en Afrique en vue d'élever le niveau de vie des populations,

Rappelant que la Conférence des planificateurs africains, tenue en novembre 1964 à Dakar, a recommandé dans son rapport E/CN.14/331 que des mesures concrètes soient prises pour la coordination du développement en Afrique et a proposé, à cette fin, la création de comités chargés de la coordination de la planification sous-régionale,

Notant avec satisfaction qu'un premier pas a été fait pour coordonner le développement industriel à l'échelon sous-régional,

Convaincue qu'un développement harmonieux exige des méthodes systématiques et scientifiques conformes, pour l'orientation et le champ d'application, aux recommandations de la Conférence des planificateurs africains,

Reconnaissant toutefois que la méthode sous-régionale n'est qu'un stade vers l'intégration économique de l'Afrique,

Affirmant, pour cette raison, que dans toute coordination du développement économique, il convient de tenir compte des besoins globaux du continent et de faire progresser l'unité africaine,

1. Prie le Secrétaire exécutif de créer, dès que possible, les comités de coordination de la planification recommandés par la Conférence des planificateurs africains et de les rattacher à un mécanisme permanent de négociations intergouvernementales;

2. Recommande que le Secrétaire exécutif sollicite l'assistance du Fonds spécial des Nations Unies et d'autres organismes compétents pour le recrutement du personnel nécessaire.

3. Charge les comités sous-régionaux, ainsi que le Secrétaire exécutif et ses collaborateurs, de toujours prêter une attention spéciale à la nécessité d'harmoniser le développement de l'Afrique dans son ensemble et, en particulier, de coordonner dans un avenir proche les programmes de développement sous-régionaux;

4. Recommande qu'à sa prochaine réunion, la Conférence des planificateurs africains étudie tout spécialement la question de l'harmonisation du développement sur une base régionale;

5. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission, lors de sa prochaine session, sur les progrès accomplis.

126ème séance,
22 février 1965.

146 (VII). Transformation du Centre de formation statistique de Yaoundé en institut international de formation statistique pour les Africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant l'importance que revêtent les statistiques dans le processus du développement économique et social,

Consciente des besoins des pays africains dans ce domaine,

Constatant l'importance croissante du Centre de formation statistique de Yaoundé en raison de l'augmentation de ses effectifs, de sa vocation africaine et de la portée géographique de son enseignement,

1. Se félicite du grand succès de ce centre et de l'assistance fournie par les Nations Unies;

2. Prie le Secrétaire exécutif de renouveler l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et la République fédérale du Cameroun régissant le Centre;

3. Prie également le Secrétaire exécutif d'intervenir auprès d'organismes compétents pour la mise à la disposition du Centre de professeurs permanents;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'étudier la possibilité de transformer le Centre en un institut international de formation statistique ouvert à tous les Africains et fonctionnant sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et du pays hôte, et de présenter un rapport à la Commission lors de sa huitième session;

5. Invite le Secrétaire exécutif à proposer des moyens techniques et financiers pour contribuer au développement de l'Institut.

126ème séance,
22 février 1965.

147 (VII). Transports

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 60 (IV) du 2 mars 1962, les recommandations pertinentes de la Conférence des transports d'Afrique occidentale tenue à Monrovia en 1961 (E/CN.14/147 et Corr.2) et le rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session (E/CN.14/245 et Corr.1 et Add.1),

Rappelant sa résolution 103 (VI) du 29 février 1964 par laquelle elle fait siennes ces recommandations,

Notant le rapport du Secrétaire exécutif sur l'activité dans le domaine des réseaux routiers sous-régionaux (E/CN.14/315),

Considérant que la méthode d'approche sous-régionale ne constitue qu'une première étape vers la réalisation d'un système de transports pleinement intégré au niveau du continent,

Notant les progrès importants accomplis en ce qui concerne le projet de liaison transsaharienne,

Reconnaissant que la mise en place d'un réseau de transports satisfaisant est essentielle pour l'exécution des programmes envisagés de développement intégré de l'Afrique,

1. Prie le Secrétaire exécutif de veiller à l'achèvement le plus rapide possible des études préliminaires en cours;

2. Prie également le Secrétaire exécutif de grouper ces études en un plan préliminaire de transports pour l'ensemble de l'Afrique;

3. Lance un appel à tous les gouvernements des pays membres pour que, lorsque l'étude sera terminée, ils présentent ensemble une demande d'assistance au Fonds spécial en vue d'une étude complète de rentabilité de manière à amener ce projet au stade de la mise en oeuvre à une date rapprochée.

126ème séance,
22 février 1965.

148 (VII). Développement des télécommunications en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du rapport d'activité dans le domaine des télécommunications présenté par l'Union internationale des télécommunications (E/CN.14/299),

1. Note avec satisfaction les mesures prises par l'UIT au cours de l'année 1964 en vue du développement des télécommunications en Afrique, tant au sein de ses organismes spécialisés que dans le cadre de ses programmes de coopération technique (Programme élargi d'assistance technique et Fonds spécial);

2. Félicite le Secrétaire exécutif d'avoir instauré une coopération fructueuse avec l'UIT grâce à la création, au siège de la Commission, d'une mission conjointe CEA/UIT, et l'invite à poursuivre ses efforts dans ce sens;

3. Reconnait que les problèmes de planification et les problèmes de formation professionnelle dans le domaine des télécommunications sont résolus ou en voie de solution à plus ou moins longue échéance dans la plupart des pays africains;

4. Estime que les efforts doivent maintenant être concentrés sur la mise en place des équipements nécessaires à la réalisation d'un réseau africain de télécommunications convenablement intégré;

5. Recommande instamment aux pays africains :

a) De donner une priorité au financement de leurs plans de télécommunications en faisant appel, si besoin est, à une aide extérieure;

b) De participer activement aux travaux de planification effectués au sein de l'UIT et, en particulier, de ne plus différer la réunion de la Commission du plan pour l'Afrique qui avait été préparée par l'UIT pour janvier 1965;

c) De traiter, à des réunions régionales d'experts, ainsi que dans le cadre du Plan général et de la réglementation mondiale élaborés par l'UIT, les nombreux problèmes de télécommunications propres à la région africaine;

6. Saisit l'occasion qui lui est offerte pour adresser ses plus vives félicitations à l'UIT qui célébrera son centenaire le 17 mai 1965, donnant ainsi l'exemple d'un siècle de coopération internationale ininterrompue, et pour formuler le souhait que cette organisation étende encore ses moyens d'action en vue, notamment, d'apporter aux pays en voie de développement une aide accrue sur le plan régional.

126ème séance,
22 février 1965.

149 (VII) Liaison ferroviaire entre la République-Unie de Tanzanie et la Zambie

La Commission économique pour l'Afrique,

Cherchant à atteindre son objectif déclaré, qui est l'intégration économique de l'Afrique, et désireuse de créer un marché commun africain,

Consciente des problèmes de transport et de communications qui sont l'un des grands obstacles au développement économique intégré de l'Afrique,

Consciente également de l'importance de l'intégration économique au niveau sous-régional ou régional, premier pas vers le but ardemment recherché,

Notant avec une grande satisfaction la décision prise par les gouvernements de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie de créer une liaison ferroviaire entre les deux pays,

Priant instamment les autres pays africains de suivre si possible cet exemple,

Fait appel au secrétariat, ainsi qu'à tous les pays et toutes les institutions internationales qui éprouvent des sentiments d'amitié et de sympathie à l'égard de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie, pour qu'ils accordent toute l'assistance financière et technique possible en vue de la construction d'une ligne de chemin de fer entre ces deux pays.

126ème séance,
22 février 1965.

150 (VII). Bureau sous-régional de l'Afrique du Centre

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 102 (VI) du 29 février 1964 sur la création d'une sous-région dite de l'Afrique du Centre,

Prenant note du rapport paru à l'issue des réunions tenues par les délégations des pays composant cette sous-région (E/CN.14/L.306),

Approuve les mesures prises par le Secrétaire exécutif en vue d'établir ce bureau sous-régional dans un pays de la sous-région désigné avec l'accord des gouvernements intéressés.

126ème séance,
22 février 1965.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA HUITIEME SESSION

151 (VIII). Admission de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et du Sud-Ouest africain en qualité de membres associés

La Commission économique pour l'Afrique,

Réaffirmant sa conviction que la participation active de tous les pays et territoires africains aux activités de la Commission est une condition essentielles pour la réalisation des objectifs de celle-ci,

Considérant que la résolution 974 (XXXVI) du Conseil économique et social exclut le Portugal de la Commission économique pour l'Afrique et suspend l'Afrique du Sud,

Ayant constaté de ce fait l'inexistence de considérations juridiques valables s'opposant à la participation de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugais et du Sud-Ouest africain aux activités de la Commission,

Se félicitant de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale des Nations Unies décidant "que désormais le Sud-Ouest africain relève directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies",

Ayant pris connaissance du rapport E/CN.14/380 et Add.1 du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de la résolution 94 (VI),

Recommande que l'Organisation de l'unité africaine désigne les représentants des populations des pays intéressés et en informe le Secrétaire exécutif.

136ème séance,
21 février 1967.

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du rapport sur les activités agricoles menées pendant la période biennale 1965-1966 (E/CN.14/L.321),

Ayant examiné le programme d'activités prévu dans le domaine du développement agricole pour 1967-1969, présenté dans le document E/CN.14/360/Rev.1 et notamment dans l'additif à ce document,

Considérant que le taux de croissance du secteur agricole continue d'être insuffisant, comme il ressort à la fois du rapport portant sur la période biennale écoulée et en particulier de l'exposé de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, et du rapport de la FAO sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique,

Tenant compte du rôle prépondérant du secteur agricole dans le développement économique des Etats membres de la Commission,

Constatant qu'on rassemble depuis plusieurs années une grande quantité d'éléments d'information permettant de déceler les problèmes que pose un développement accéléré du secteur agricole dans les économies africaines,

Considérant la lenteur des progrès dans l'application pratique de la grande somme de connaissances scientifiques disponibles dans le domaine du développement agricole,

1. Félicite le Secrétaire exécutif et son personnel de l'effort soutenu qu'ils ont fourni en vue du développement agricole de la région et notamment des réalisations mentionnées dans le rapport pour la période biennale 1965-1966;

2. Accueille avec satisfaction l'étroite collaboration établie entre la Commission, la FAO et d'autres organismes compétents en vue d'assurer un rythme de croissance plus encourageant du secteur agricole;

3. Invite le Secrétaire exécutif à attirer l'attention du Directeur général de la FAO sur la préoccupation manifestée au cours de la présente session au sujet de la lenteur des progrès de la production agricole, et à demander l'aide de cette organisation pour formuler des propositions concrètes aux fins suivantes : accroître fortement le volume de la production agricole et la production alimentaire, en particulier par l'utilisation massive d'engrais appropriés; permettre au cultivateur africain d'acquérir des machines agricoles et autre matériel de culture moderne à des prix abordables; recruter et former du personnel de vulgarisation qui enseignerait aux cultivateurs les méthodes de protection des plantes et les autres techniques agricoles modernes; charger des agronomes de coordonner les recherches sur le plan sous-régional et des agro-économistes de donner des conseils touchant à la commercialisation des produits, à leur distribution, à leur entreposage et à la stabilisation des prix sur les marchés; favoriser la réforme foncière et développer les industries agricoles et la commercialisation des produits traités; ces propositions devront également porter sur les moyens pratiques d'établir des méthodes de développement communautaire notamment des caisses de crédit agricole qui sont d'une importance capitale pour le développement socio-économique de l'agriculture;

4. Invite en outre le Directeur général de la FAO et le Secrétaire exécutif à renforcer la Division mixte CEA/FAO et à lui affecter le personnel suffisant pour lui permettre de contribuer d'une manière plus efficace à la mise en oeuvre des mesures stipulées dans le paragraphe 3 du dispositif de la présente résolution;

5. Prie le Secrétaire exécutif d'établir, à cet effet, la liaison nécessaire avec toutes les institutions d'aide multilatérales et bilatérales afin d'éviter tout double emploi et de définir avec précision les aspects de ces activités pratiques qui n'ont pas encore été abordés;

6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de faire rapport à la neuvième session sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

136ème séance,
21 février 1967.

153 (VIII). Industrie

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du rapport sur les activités en matière de développement industriel pendant la période biennale 1965-1966 (E/CN.14/L.321),

Ayant examiné avec attention le programme des activités prévues dans le domaine du développement industriel pour la période 1967-1969 (E/CN.14/360/Rev.1),

Considérant que l'industrialisation des pays africains est essentielle pour leur développement économique et social et pour l'expansion et la diversification de leurs échanges commerciaux,

Notant avec satisfaction que le secrétariat a effectué des études préliminaires de viabilité et des bilans interindustriels pour les projets que l'on envisage d'entreprendre à l'échelon national, multinational et sous-régional,

Reconnaissant que l'intégration de ces projets dans les plans de développement économique et social des pays où des projets seront exécutés exigera le remaniement de ces plans,

Consciente du fait que, pour certains grands projets, les économies d'échelle sont impossibles à réaliser dans la plupart des pays, en raison de l'exiguïté des marchés,

Gardant à l'esprit la volonté de tous les pays des sous-régions d'accélérer le développement industriel par l'harmonisation des programmes d'industrialisation et l'exécution de projets multinationaux,

Reconnaissant que l'une des conditions essentielles de la réalisation de cet objectif est l'exécution d'études techniques détaillées et d'études de viabilité économique servant de base aux appréciations nationales permettant d'engager des négociations intergouvernementales en vue de l'adoption et de la mise en oeuvre de programmes industriels intégrés acceptés,

Consciente du fait que l'accélération du développement industriel dans les pays africains dépend en grande partie d'une très large coopération internationale,

Rappelant la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, créant une organisation autonome, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et déterminant ses fonctions, ses buts et ses moyens,

Consciente du fait que la méthode appliquée actuellement, selon laquelle chaque pays fait connaître séparément les possibilités limitées d'investissements dans le secteur industriel, est généralement inefficace et coûteuse et expose les gouvernements au risque d'être exploités,

Prenant note du besoin qu'ont les investisseurs éventuels de sources précises d'information quant aux investissements possibles, notamment les investisseurs de pays n'ayant pas encore de relations économiques avec les pays africains,

1. Réaffirme la nécessité d'accélérer le développement industriel en Afrique grâce à une coopération multinationale, sous-régionale et régionale;

2. Prend note des recommandations sur l'harmonisation industrielle présentée par le secrétariat lors des réunions sous-régionales en Afrique de l'Est et de l'Ouest comme point de départ pour la réalisation d'études de viabilité plus détaillées;

3. Demande que les études sur le développement industriel qui sont en cours en Afrique du Nord, du Centre et de l'Ouest soient achevées à la fin de 1967;

4. Invite les gouvernements africains à accepter en principe de participer conjointement aux dépenses locales entraînées par les études détaillées complémentaires requises pour la réalisation des projets multinationaux;

5. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre immédiatement des consultations avec les gouvernements africains et les pays donateurs en vue de la création de centres sous-régionaux de documentation et de promotion industrielles qui conseilleront les pays membres pour l'exécution des études de viabilité et d'investissement nécessaires, la négociation de projets multinationaux et les moyens de combiner aux mieux les diverses sources de capitaux et les divers modes de gestion qu'exigent l'élaboration et l'exécution d'un programme d'investissement;

6. Propose qu'un organisme consultatif composé de fonctionnaires et d'experts de l'économie soit créé par les gouvernements des Etats intéressés en vue de veiller à la bonne marche desdits centres sous-régionaux;

7. Fait appel aux gouvernements et aux organisations industrielles des pays développés pour qu'ils fournissent une assistance à ces centres en mettant des ressources appropriées à leur disposition dans le cadre des programmes d'assistance technique bilatérale à l'Afrique;

8. Prie le Secrétaire exécutif de se mettre en rapport avec le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en vue d'obtenir le complément de ressources techniques et financières nécessaires à cet effet;

9. Invite les gouvernements africains à apporter tout leur concours au Secrétaire exécutif pour la création et le fonctionnement de ces centres;

10. Charge en outre le secrétariat

a) De communiquer à tous les Etats membres les études préliminaires de viabilité effectuées dans les quatre sous-régions;

b) D'achever les études en cours et de les envoyer sans délai aux Etats membres;

c) De rédiger une étude sur les moyens de renforcer les organismes nationaux d'exécution existant et d'en créer là où il n'en existe pas;

d) D'aider les gouvernements des Etats membres à établir des organes d'exécution appropriés chargés de réaliser les divers types de projets industriels;

11. Invite le Secrétaire exécutif et le Directeur exécutif de l'ONUDI à mettre tout en oeuvre pour réaliser la coordination pratique des activités des deux organisations;

12. Approuve les autres points du programme de travail et l'ordre de priorité proposés par le secrétariat dans le document E/CN.14/360.

139ème séance,
24 février 1967.

154 (VIII). Conférence d'industriels et de financiers

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant note du rapport du Secrétaire exécutif sur la Conférence d'industriels et de financiers tenue à Addis-Abéba du 16 au 20 janvier 1967 (E/CN.14/392),

1. Accueille avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire exécutif de convoquer cette Conférence;

2. Note cependant que les Etats membres n'y ont pas tous été représentés;

3. Insiste sur les avantages que peuvent offrir aux pays africains la création d'un climat favorable aux investissements et l'élaboration de politiques concrètes visant à attirer des capitaux à des conditions raisonnables;

4. Recommande au Secrétaire exécutif:

a) De convoquer avant la fin de 1967 une deuxième conférence à laquelle participaient les Etats membres, chargée d'examiner les résultats de la Conférence d'industriels et de financiers et d'élaborer, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, de la Banque africaine de développement et des autres organismes compétents des Nations Unies, un rapport complet sur tous les aspects du financement et des investissements;

b) D'inscrire ce rapport à l'ordre du jour du Colloque international sur le développement industriel qui doit se tenir à Athènes à la fin de 1967.

139ème séance,
24 février 1967.

155 (VIII). Colloque international sur le développement industriel

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 2178 (XXI) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies relative à la tenue en décembre 1967 à Athènes (Grèce) d'un Colloque international sur le développement industriel,

Considérant que ce Colloque est destiné à jouer un rôle important en attirant l'attention sur les politiques et les mesures visant à renforcer la coopération internationale dans le domaine du développement industriel,

Prenant note de la recommandation du Colloque du Caire sur le développement relative à la promotion de l'intégration économique en Afrique sur le plan multinational, sous-régional et régional,

Notant également que ce Colloque a reconnu les avantages d'une coopération économique et d'une coordination industrielle qui permettraient des économies d'échelle dans les grands secteurs industriels et assureraient les marchés nécessaires à des entreprises d'envergure rentable,

Rappelant les recommandations des réunions sous-régionales sur la coopération économique tenues en Afrique de l'Est, de l'Ouest, du Centre et du Nord contenues respectivement dans les documents E/CN.14/LU/ECOP/12, E/CN.14/INR/144, E/CN.14/CA/ECOP/5 et E/CN.14/NA/ECOP/4,

Prie instamment les gouvernements africains de se préparer à participer efficacement au Colloque international sur le développement industriel qui aura lieu à Athènes (Grèce) en décembre 1967.

139ème séance,
24 février 1967.

156 (VIII). Centre consultatif pilote pour les petites industries

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant le rôle vital des petites industries dans le développement industriel,

Reconnaissant l'importance de la contribution que les petites industries pourraient apporter à la formation de chefs d'entreprises africains,

1. Prend note avec satisfaction de la création d'un centre consultatif des petites industries à Niamey pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest;
2. Recommande que des centres analogues soient établis, selon les besoins, dans d'autres sous-régions.

139ème séance,
24 février 1967.

157 (VIII). Habitat, bâtiment et aménagement

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 2036 (XX) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1965, les documents officiels de la quarante-deuxième session du Conseil économique et social, qui s'est tenue en 1967 [supplément No. 4, Rapport de la quatrième session du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (E/4287)] et de sa résolution 53 (IV) du 1er mars 1962,

Prenant note avec satisfaction des renseignements et des recommandations présentés dans le document intitulé "L'habitat en Afrique", E/CN.14/HOU/7/Rev.1,

1. Approuve le programme de travail pour 1967-1968 contenu dans le document E/CN.14/360/Rev.1;
2. Prie instamment les pays industrialisés, la Banque et les autres institutions financières internationales de réviser leur politique de financement du logement de façon à consacrer davantage de fonds, sous forme de dons et de prêts accordés à des conditions libérales, au financement de la construction de logements et des installations connexes;

3. Prie le Secrétaire exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires pour aider les Etats membres à accélérer l'amélioration de la situation en matière de logement et de mobiliser à cette fin les ressources financières et techniques des pays industrialisés et des organismes financiers internationaux appropriés.

139ème séance,
24 février 1967.

158 (VIII). Science et technique

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note des travaux et des rapports du Comité consultatifs des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique au développement,

Consciente de l'importance de la science et de la technique pour accélérer le rythme et élargir la portée du développement social et économique,

1. Accueille avec satisfaction les recommandations présentées dans les rapports du Comité consultatif, relatives en particulier au programme quinquennal d'action envisagé et aux éléments essentiels d'infrastructure nécessaires à l'accélération du développement;

2. Prend note avec plaisir de l'étroite collaboration instaurée entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine dans le domaine de la science et de la technique;

3. Recommande que d'autres mesures soient prises pour renforcer et étendre cette collaboration;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de consulter l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, les autres organes des Nations Unies et les organismes bilatéraux, quant aux moyens les plus efficaces d'améliorer, en quantité et en qualité, les effectifs de spécialistes scientifiques et de techniciens africains qui sont indispensables pour accélérer l'application de la science et de la technique au développement;

5. Prie le Secrétaire exécutif de déterminer, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et les autres organismes multilatéraux et bilatéraux, l'ampleur et les modalités d'application d'un programme de bourses tendant à la formation du personnel indispensable à l'application de la science et de la technique au développement;

6. Invite le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Association internationale de développement et la Banque à définir l'aide qu'ils pourraient fournir pour la mise en oeuvre de programmes et de projets tendant à intensifier le développement ainsi que l'application de la science et de la technique au développement;

7. Invite les organismes bilatéraux, les organes scientifiques internationaux, les institutions scientifiques nationales des pays développés et les fondations internationales à aider la Commission à établir et à exécuter des projets tendant à intensifier le développement de la science et de la technique et leur application au développement;

8. Invite les gouvernements des Etats membres et les organismes scientifiques de la région africaine à mettre tout en oeuvre pour aider le Secrétaire exécutif à appliquer la présente résolution;

9. Demande au Secrétaire exécutif d'informer les gouvernements des Etats membres, à intervalles réguliers, des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

139ème séance,
24 février 1967.

159 (VIII). Transports aériens

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la recommandation No. 3 de la Conférence des transports aériens en Afrique tenue à Addis-Abeba en novembre 1964, qui demande à la Commission et à l'OACI de prendre, en consultation avec l'OUA, les mesures nécessaires pour la création d'une organisation africaine de l'aviation civile,

Notant que la Commission et l'Organisation de l'unité africaine, d'une part, et l'OACI, d'autre part, ont distribué aux Etats membres des projets de textes en vue de la création de cette organisation,

1. Demande aux secrétariats de la Commission, de l'OUA et de l'OACI d'adopter un texte unique pour distribution aux Etats membres;

2. Prie le Secrétaire exécutif et le Président de l'OACI de convoquer, en coopération avec le Secrétaire général administratif de l'OUA, une réunion en vue de la création et de la mise sur pied de cette organisation.

139ème séance,
24 février 1967.

160 (VIII). Transports maritimes

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de la nécessité toute particulière pour les pays africains d'intensifier leurs exportations et d'accroître les revenus qu'ils tirent du commerce des invisibles,

Considérant que les pays en voie de développement ne possèdent que 6% du tonnage maritime mondial, ce qui leur pose de graves problèmes,

Consciente de ce que le monopole d'exerce un petit nombre de compagnies de transport maritime et de ce que les taux de fret élevés agissent très défavorablement sur les recettes d'exportation des pays africains,

1. Recommande au Secrétaire exécutif de préparer un rapport sur l'incidence qu'a le monopole exercé par certaines compagnies de transport maritime sur le commerce extérieur des pays africains, et notamment sur l'incidence du coût des services et des taux de fret que ces compagnies imposent, ainsi que sur les répercussions de cette situation sur les recettes d'exportation des pays africains, ce rapport portant sur les mesures à adopter en vue de modifier l'ancienne structure dans ce secteur;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'organiser, dès que possible et au plus tard en juin 1968, une conférence d'experts des transports maritimes chargés d'examiner le rapport, de faire des recommandations pour sa mise en oeuvre et de soumettre les résultats de leurs travaux à la neuvième session de la Commission;

3. Prie instamment les gouvernements des Etats membres et les institutions spécialisées de fournir au Secrétaire exécutif tous renseignements et documentation dont il pourrait avoir besoin pour rédiger ce rapport.

139ème séance,
24 février 1967.

161 (VIII). Transports

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 147 (VII) du 22 février 1965 relative au développement des réseaux sous-régionaux de transport,

Prenant note des diverses études sur les transports effectuées en Afrique,

Reconnaissant l'importance du matériel de transport pour le développement des réseaux de transports aussi bien nationaux que sous-régionaux,

1. Note avec satisfaction l'aide fournie à la Commission par les organismes bilatéraux pour l'étude des problèmes de transport en Afrique, et l'importance de la main-d'oeuvre pour le développement des réseaux de transports nationaux et sous-régionaux;

2. Prie instamment les Etats membres d'aider dans toute la mesure du possible le Secrétaire exécutif à déterminer et définir les besoins de main-d'oeuvre dans le domaine des transports;

3. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études sur les possibilités d'exécution et des études d'investissements en ce qui concerne la fabrication de matériel de transport ou d'éléments de ce matériel et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour favoriser la création d'entreprises de fabrication de pièces, y compris les moyens de recherche et les moyens de formation de personnel qualifié à cette fin;

4. Invite les organismes bilatéraux et multilatéraux à prêter leur concours au Secrétaire exécutif pour l'exécution des études voulues et l'application de leurs conclusions, ainsi que pour la création de l'Institut des transports;

5. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer dès que possible des réunions du Comité permanent sous-régional des transports et des sous-comités, pour qu'ils préparent des projets concrets d'établissement de liaisons sous-régionales de transport.

139ème séance,
24 février 1967.

162 (VIII). Réseau panafricain de télécommunications

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant son avis selon lequel la création d'un réseau panafricain de télécommunications moderne et efficace est une nécessité urgente et fondamentale pour accélérer le développement économique et social du continent africain,

Prenant note du rapport de la réunion mixte de la CEA et de l'OUA sur les télécommunications en Afrique (E/CN.14/357), et notamment des résolutions adoptées à cette réunion,

Notant avec satisfaction que la Commission du Plan pour l'Afrique, créée sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications et composée d'experts représentant les Etats membres, vient d'établir à sa réunion d'Addis-Abeba (janvier-février 1967) un plan d'interconnexion des réseaux africains de télécommunications qui constitue la phase initiale essentielle dans la construction d'un réseau d'ensemble panafricain,

Ayant pris note de la résolution et des opinions adoptés par les représentants des administrations africaines des télécommunications à cette deuxième réunion, notamment en ce qui concerne la formation du personnel et la priorité à accorder aux projets concernant les télécommunications,

Reconnaissant que la prochaine étape doit être l'exécution rapide du Plan par les pays africains,

Tenant compte des déclarations que le Secrétaire exécutif et le Secrétaire général adjoint de l'UIT ont faites sur les résultats de la deuxième réunion de la Commission du Plan tenue à Addis-Abeba du 23 janvier au 8 février 1967,

Consciente du fait que le Plan exige de grandes ressources financières et de main-d'oeuvre de la plupart des pays africains ne possèdent pas ou ne peuvent mobiliser par eux-mêmes, et que par conséquent il faudra faire des efforts importants et soutenus pour rechercher tous les moyens possibles d'assistance technique, financière et en personnel, pour coordonner l'utilisation rationnelle de ces ressources et pour aider les pays africains à cet égard,

Se félicitant de l'étroite coopération qui existe entre la Commission, l'UIT et l'OUA pour le développement harmonieux des télécommunications en Afrique,

1. Engage vivement ces institutions à poursuivre leurs efforts pour resserrer leur coopération dans l'intérêt de tous les pays africains;

2. Prie le Secrétaire exécutif, agissant en consultation avec l'OUA, l'UIT, la BAD, la Banque et le PNUD, de prendre immédiatement des mesures pour créer au secrétariat un service consultatif comprenant des économistes aussi bien que des experts des télécommunications africains à prendre toutes les mesures voulues pour mettre rapidement à exécution le Plan de réseau panafricain de télécommunications, et en particulier :

a) De rechercher et de mobiliser toutes les sources nationales, internationales, bilatérales et multilatérales possibles d'assistance financière;

b) D'aider les Etats membres à prendre des mesures, en coopération avec les organismes compétents, pour s'assurer que les pays africains disposent d'assez de personnel qualifié pour le fonctionnement des réseaux au fur et à mesure qu'ils seront établis;

c) D'encourager et, en général, de coordonner les efforts des gouvernements africains et des institutions bilatérales et multilatérales fournissant une aide technique et financière, et de prendre toutes autres mesures que le Secrétaire exécutif jugera nécessaires pour assurer la réalisation rapide d'un réseau africain bien équilibré de télécommunications;

3. Recommande aux pays africains d'accorder la plus grande importance aux résolutions, recommandations et opinions adoptées par les spécialistes africains des télécommunications à la fois à la réunion mixte de la CEA et de l'OUA et à la deuxième réunion de la Commission du Plan pour l'Afrique;

4. Invite les gouvernements africains à accorder, dans leurs plans de développement, une très haute priorité à la création d'un réseau africain de télécommunications.

139ème séance,
24 février 1967.

163 (VIII). Appareils récepteurs de radio et de télévision à bon marché

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant le rôle croissant de la radio et de la télévision dans l'éducation et le développement économique et social en général,

Reconnaissant que la radio et la télévision ne peuvent être utilisées pour le développement économique et social que si des récepteurs sont vendus à des prix ne dépassant pas les moyens de la majorité de la population des pays africains, notamment de la population des zones rurales,

Rappelant que le Comité consultatif international des radio-communication (CCIR), à la dixième Assemblée plénière qu'il a tenue à Genève en 1963, a établi les spécifications techniques d'appareils récepteurs de radio à bon marché, et qu'il importe d'établir des spécifications techniques analogues en ce qui concerne les récepteurs de télévision,

1. Prie le Secrétaire général de l'UIT d'établir aussitôt que possible des spécifications techniques pour la production de récepteurs de télévision à bon marché et de mettre à la disposition du Secrétaire exécutif les données techniques nécessaires pour l'exécution d'études de viabilité et d'études sur les investissements en vue de la production de récepteurs de radio et de télévision à bon marché;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études de viabilité et des études sur les investissements en vue de la production, dans la région de récepteurs de radio et de télévision à bon marché, et de prendre les mesures complémentaires, y compris la formation d'une main-d'oeuvre africaine compétente, progrès à faciliter l'implantation d'entreprises qui fabriqueraient des récepteurs de radio et de télévision à bon marché ou leurs éléments.

139ème séance,
24 février 1967.

164 (VIII). Ressources naturelles

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 125 (VII) du 22 février 1965 et les résolutions 1033 (XXXVII) et 1127 (XLI) du Conseil économique et social,

Tenant compte des propositions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies relatives à un programme d'enquête sur les ressources naturelles non agricoles, ainsi que des recommandations du Comité sur l'application de la science et de la technique au développement, selon lesquelles :

a) Il faut étendre la portée de ces enquêtes de manière qu'elles englobent d'autres ressources naturelles,

b) Il faut principalement concevoir ces enquêtes en vue de répondre aux besoins sur le plan pratique des pays en voie de développement,

c) Il convient de prévoir, dans de telles enquêtes, des mesures en vue de préparer du personnel national à entreprendre ultérieurement d'autres enquêtes et en vue de pourvoir les postes de services nationaux relevant des ressources naturelles,

1. Accueille avec satisfaction les propositions du Secrétaire exécutif visant à créer :

a) Un institut de recherche et de formation à l'inventaire et à la mise en valeur des ressources naturelles;

b) Un institut régional de recherche sur tous les aspects des levés aériens;

c) Des centres de formation aux techniques de la photogrammétrie, de l'interprétation des photographies aériennes et des levés géophysiques par avion;

d) Des centres communs de services spécialisés dans les domaines levés et des cartes;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'accélérer la création de ces centres et de demander l'aide financière et technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions d'assistance bilatérale;

3. Invite le Secrétaire exécutif à prendre l'avis de l'Organisation de l'unité africaine, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation et des autres organes intéressés sur la mise en oeuvre de ces projets;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de demander à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et aux autres institutions d'aide multilatérale et bilatérale appropriées de contribuer aux études relatives aux besoins de main-d'oeuvre, ainsi qu'à la préparation et à l'exécution des projets destinés à satisfaire ces besoins;

5. Prie le Secrétaire exécutif d'accélérer la distribution des rapports des experts sur les centres, de convoquer des réunions multinationales pour décider de leur emplacement et pour conclure des accords entre gouvernements en vue de leur création et de leurs règlements, et également d'accélérer les négociations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux pour la création et le financement des centres.

139ème séance,
24 février 1967.

165 (VIII). Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 135 (VII) du 22 février 1965 sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Rappelant en outre les résolutions 2209 et 2206 (XXI) de l'Assemblée générale sur la mise en oeuvre des recommandations faites par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa première session et sur la deuxième session de l'UNCTAD,

Reconnaissant que les pays en voie de développement doivent participer eux-mêmes aux efforts tendant vers les objectifs de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en présentant à la deuxième Conférence un programme d'action bien défini, arrêté lors de la prochaine réunion du Groupe des 77, visant à intensifier le commerce et à assurer la coopération économique entre eux comme le Conseil du commerce et du développement l'a recommandé dans sa résolution 52 (IV),

Soulignant son approbation des travaux effectués par la réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité spécial des quatorze pour le commerce et le développement de l'OUA.

Notant avec satisfaction les recommandations faites par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa troisième session, tenue à Addis-Abéba du 5 au 9 novembre 1966, préconisant une réunion au niveau ministériel des pays en voie de développement, qui leur permettrait de préparer leur participation à la deuxième session de l'UNCTAD.

1. Exprime à nouveau l'espoir que la deuxième session de l'UNCTAD sera l'occasion pour tous les Etats membres de la Conférence de déployer des efforts renouvelés et résolus pour un progrès sensible dans l'application et la mise au point d'une nouvelle politique internationale en matière de développement;

2. Confirme l'intention des pays africains de contribuer aux travaux préparatoires de la deuxième session de l'UNCTAD et approuve la convocation de la réunion au niveau ministériel des 77 pays en voie de développement prévue en Algérie, qui permettra une coordination des points de vue des pays en voie de développement et la formulation de propositions concrètes en vue des travaux de la deuxième session de l'UNCTAD;

3. Fait appel au Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et au Comité spécial des quatorze pour le commerce et le développement de l'OUA pour qu'ils se réunissent et poursuivent leurs activités, et précisent les points de vue et les propositions des pays africains en tant que contribution de ces pays à la réunion des 77 pays en voie de développement prévue en Algérie et aux travaux de la deuxième session de l'UNCTAD;

4. Prie le Secrétaire exécutif d'apporter au Groupe de travail de la CEA sur le commerce intra-africain et au Comité spécial des Quatorze pour le commerce et le développement de l'OUA l'assistance dont ils auront besoin pour leurs travaux.

139ème séance,
24 février 1967.

166 (VIII). Commerce et finance

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant la lenteur des progrès que réalise la communauté internationale en faveur du commerce des pays africains,

Notant en particulier qu'il n'a pas été donné suite au programme d'action adopté en 1963 par le Comité des ministres du GATT ni aux engagements que les pays membres du GATT ont assumés dans la partie IV de l'Accord adopté en 1964,

Tenant compte des propositions faites par le Groupe de travail sur le commerce intra-africain et par le Comité spécial des Quatorze de l'OUA sur le commerce et le développement, qui se sont réunis à Genève du 22 au 26 août 1966,

Préoccupée en particulier par le fait qu'on n'a pas pris de mesures spéciales pour faciliter l'accès des denrées tropicales et des produits fabriqués à partir de ces denrées sur les marchés d'Amérique du nord, d'Europe et des pays à économie planifiée,

Ayant appris avec regret qu'il n'a pas été possible de conclure un accord international sur le cacao,

Notant également que le volume de l'assistance internationale à l'Afrique et aux autres régions en voie de développement a tendance à diminuer,

Ayant pris note avec satisfaction de la déclaration faite par le Secrétaire général de l'UNCTAD au cours de la session,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'orienter les travaux du secrétariat en matière de commerce de façon à aider plus directement les efforts faits par les pays membres pour élever le niveau de leurs exportations et améliorer les conditions d'accès de leurs exportations sur les marchés des pays plus développés;

2. Demande instamment aux pays membres du GATT les plus développés de se mettre rapidement d'accord sur des mesures spéciales visant à faciliter le commerce des pays africains;

3. Prie le Secrétaire exécutif de coopérer avec l'UNCTAD dans ses efforts visant à obtenir des accords internationaux sur les exportations de produits primaires présentant un grand intérêt pour les pays africains et d'entreprendre des études sur les possibilités d'expansion des échanges commerciaux dans les sous-régions en ce qui concerne les produits manufacturés et semi-manufacturés;

4. Prie le Secrétaire exécutif de suivre l'évolution dans ce domaine et de fournir une assistance aux Etats africains qui prendront part aux négociations en question;

5. Prie instamment les pays plus développés de prendre des mesures effectives pour renverser la tendance à un durcissement des modalités d'octroi de l'assistance financière et accroître le volume de cette assistance;

6. Prie le Secrétaire exécutif de coopérer avec le Secrétariat de l'UNCTAD et de rechercher auprès du secrétariat du GATT toute l'aide possible pour la mise en oeuvre de la présente résolution.

139ème séance,
24 février 1967.

167 (VIII). Pays sans littoral

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant qu'il est nécessaire pour les pays sans littoral de jouir de facilités adéquates pour leur permettre de surmonter les effets qu'exerce sur leur commerce leur situation enclavée,

Rappelant la résolution 2028 (XI) de l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaissant les problèmes des pays sans littoral et invitant les gouvernements des Etats membres à reconnaître pleinement dans le domaine du commerce de transit, les besoins des Etats qui sont sans littoral et en conséquence à accorder auxdits Etats des facilités adéquates à cet égard en droit international et dans la pratique, compte tenu des besoins futurs qui résulteront du développement économique des pays sans littoral,

Rappelant la résolution 2086 (XX) de l'Assemblée générale des Nations Unies traitant également de ce problème,

Rappelant la recommandation de l'UNCTAD contenue dans l'annexe A.VI.I de l'Acte final relative à l'élaboration de la Convention internationale sur le commerce de transit des Etats sans littoral,

Rappelant les huit principes adoptés par l'UNCTAD à sa première session en 1964 et figurant à l'annexe A.I.2 de son Acte final,

réunion des ministres africains des finances et des affaires économiques en vue de la création de ce fonds à une date rapprochée;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de coordonner étroitement les mesures qu'il prendra pour l'application de cette résolution avec les initiatives du Président de la Banque africaine de développement en vue de la constitution d'un fonds spécial pour la BAD.

139ème séance,
24 février 1967.

170 (VIII). Mobilisation de la jeunesse en vue du développement national

La Commission économique pour l'Afrique,

Notant qu'un exposé de la politique relative aux activités de la jeunesse présenté par le secrétariat a été accueilli favorablement par les Etats membres, les institutions spécialisées, le FISE, l'OUA et de nombreuses associations bénévoles,

Convaincue de la nécessité de renforcer et de coordonner les projets relatifs à la pleine éducation de la jeunesse africaine afin de lutter contre la dispersion des talents et l'exode des jeunes ruraux,

1. Invite les gouvernements à donner, dans leurs programmes de développement économique et social, la priorité souhaitée à la formation des jeunes et à leur épanouissement et à encourager le développement des collectivités rurales, de manière à ralentir le mouvement de migration des jeunes vers la ville;

2. Prie instamment le Secrétaire exécutif d'étudier les problèmes relatifs à la jeunesse afin de conseiller les gouvernements dans les domaines suivants :

a) Organisation rationnelle, compte tenu des besoins en main-d'oeuvre, de la formation et du placement judicieux des jeunes diplômés et des étudiants n'ayant pu obtenir leur diplôme,

b) Moyens de mobiliser au maximum la jeunesse en vue du service national et du développement,

c) Mesures nécessaires pour encourager la jeunesse à rester dans les collectivités rurales, afin d'en freiner l'exode vers la ville.

139ème séance,
24 février 1967.

171 (VIII). Constitution d'un corps commun de fonctionnaires africains

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 124 (VII) du 22 février 1965,

Ayant examiné le rapport d'enquête du secrétariat sur la mesure et les conditions dans lesquelles les Etats membres pouvaient s'offrir mutuellement une assistance technique,

Ayant noté que la majorité des pays membres qui ont répondu au questionnaire du secrétariat ont appuyé la proposition visant à appliquer le projet 101 (constitution d'un corps commun de fonctionnaires africains) mais que certains pays n'avaient pas encore soumis leurs réponses,

Reconnaissant que, pour garder à ce projet d'assistance technique mutuelle entre les Etats membres un caractère véritablement africain, il faudrait que les membres eux-mêmes en contrôlent directement l'application, la Commission jouant le rôle de centre de liaison,

1. Demande aux membres qui n'ont pas encore répondu à l'enquête du secrétariat de le faire le plus rapidement possible,
2. Prie le Secrétaire exécutif d'analyser toutes les réponses reçues et ensuite :
 - a) De faire connaître à tous les membres de la Commission:
 - i) La nature exacte des besoins en personnel des pays membres,
 - ii) Les catégories de fonctionnaires qui pourraient participer au projet,
 - iii) Les conditions dans lesquelles les pays donateurs et bénéficiaires sont disposés à participer au projet;
 - b) De mettre en route le projet et de servir de centre de coordination et de liaison;
 - c) De faire rapport à la Commission lors de sa neuvième session au sujet des progrès réalisés dans ce domaine;
3. Prie instamment les pays membres de participer au projet dans la mesure où les effectifs de main-d'oeuvre disponibles le leur permettront;
4. Recommande aux Etats membres de continuer de faire appel aux sources d'assistance extérieure au continent, et notamment au Programme des Nations Unies pour l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (OPEX), au Programme d'assistance technique intermunicipal des Nations Unies ainsi qu'à d'autres organismes d'assistance multilatérale et bilatérale.

139ème séance,
24 février 1967.

172 (VIII). Administration publique

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant que les lacunes de l'organisation et de la gestion à tous les échelons du gouvernement constituent des obstacles majeurs à l'élaboration et à l'exécution des plans, des programmes et de toutes les mesures visant à améliorer la situation économique et sociale,

Convaincue du rôle important que pourrait jouer la Commission en aidant les Etats membres africains à organiser des systèmes administratifs efficaces,

Ayant pris note des réalisations antérieures rappelées par le Secrétaire exécutif et destinées à atteindre cet objectif,

Notant qu'il convient de continuer les travaux de mise oeuvre de sa résolution 70 (V) du 25 février 1963 par laquelle elle invitait notamment le Secrétaire exécutif à présenter un plan conçu pour appuyer, à l'échelon régional et sous-régional, les efforts nationaux visant à améliorer l'administration publique et à développer les moyens de formation dans ce domaine, en faisant appel à cet effet, dans la mesure du possible, aux institutions existantes,

Reconnaissant la Convention internationale sur le commerce de transit des pays sans littoral signée à New York le 8 juillet 1965,

Invite le Secrétaire exécutif à prendre les mesures nécessaires en vue de la signature par tous les Etats membres de la Convention internationale sur le commerce de transit des pays sans littoral et de l'application effective de ses recommandations par les gouvernements des Etats africains et d'en faire rapport à sa neuvième session.

139ème séance,
24 février 1967.

168 (VIII). Relations avec les investisseurs étrangers, modernisation des régimes fiscaux et besoins de formation dans le domaine de la fiscalité

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note des activités du secrétariat telles qu'elles sont décrites dans le document E/CN.14/FISC/1,

Consciente de la nécessité de moderniser et de perfectionner d'urgence le régime fiscal des pays africains pour répondre aux exigences de nations modernes,

Consciente tout particulièrement du besoin de ressources financières qu'ont les pays d'Afrique pour développer leur économie,

Notant les effets défavorables qu'entraîne ou que pourrait entraîner une concurrence sans limites dans l'octroi aux pays développés d'avantages fiscaux destinés à tirer les investissements,

1. Invite le Secrétaire exécutif à recueillir des renseignements détaillés sur les pratiques actuelles de divers pays africains en matière de double imposition, d'abattements pour amortissement, d'allègements fiscaux et autres avantages destinés à attirer les investissements, et à présenter ces renseignements dans une étude comparative;

2. Invite le Secrétaire exécutif à convoquer un cycle d'études réunissant tous les Etats membres de la Commission pour discuter des meilleurs moyens de conclure des arrangements profitables en matière de fiscalité, non seulement entre les pays africains eux-mêmes, mais aussi entre chaque pays africain et les pays plus développés;

3. Recommande que les groupes sous-régionaux prennent des mesures précises en vue d'harmoniser leurs pratiques à cet égard, afin de faciliter la coopération économique entre eux;

4. Invite le Secrétaire exécutif à appliquer les recommandations du cycle d'études sur les problèmes actuels et les besoins de formation dans le domaine de l'administration fiscale, notamment celles qui traitent de la formation des fonctionnaires africains dans le domaine de la fiscalité.

139ème séance,
24 février 1967.

169 (VIII). Capitaux destinés au développement

La Commission économique pour l'Afrique,

Convaincue de l'urgence nécessaire d'un programme complet de financement du développement qui réponde aux besoins particuliers de l'Afrique,

Rappelant ses résolutions 86 (V) du 2 mars 1963, 100 (VI) du 28 février 1964 et 142 (VII) du 22 février 1965 sur l'intégration économique en Afrique, 103 (VI) du 29 février 1964 et 147 (VII) du 22 février 1965 sur les routes et les transports internationaux, 148 (VIII) du 22 février 1965 sur le développement des télécommunications en Afrique, 18 (II) du 4 février 1960, 25 (III) du 15 février 1961, 112 (VI) du 2 mars 1964 et 141 (VII) du 22 février 1965 concernant les problèmes agricoles, et 140 (VII) du 22 février 1965 sur le développement industriel,

Rappelant également les diverses résolutions adoptées par la Commission sur l'éducation, la formation et la recherche, en particulier la résolution 126 (VII) du 22 février 1965 sur la campagne contre l'analphabétisme et la résolution 127 (VII) du 22 février 1965 sur l'organisation de la recherche et de la formation en Afrique,

Tenant compte des objectifs de la Banque africaine de développement,

Se félicitant de la résolution 30 (IV) du Conseil du commerce et du développement des Nations Unies qui invite les pays développés à "augmenter d'urgence de manière appropriée le courant net de leur aide au développement de façon à atteindre l'objectif de l'UNCTAD défini dans la recommandation A.IV.2",

Se félicitant également de la recommandation du Conseil économique et social contenue dans sa résolution 1088 (XXXIX) et qui demande que "les gouvernements des Etats membres économiquement développés étudient sans retard, dans un esprit favorable, la possibilité de rendre les conditions auxquelles ils accordent des prêts sensiblement plus avantageuses pour les pays en voie de développement",

Consciente de ce que, parmi les régions en voie de développement, l'Afrique a les besoins de capitaux d'investissement les plus impérieux,

Sachant que c'est aux gouvernements africains eux-mêmes qu'il incombe en dernière analyse de développer la région africaine,

Reconnaissant toutefois que la mobilisation et l'utilisation efficace par les pays africains de leurs propres ressources pour un développement véritablement rapide exigeront un appui financier et une coopération technique accrus de la part des pays industrialisés,

Regrettant que le courant net de capitaux à long terme destinés aux pays en voie de développement n'ait pas augmenté au cours de la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement et qu'au cours de cette période les conditions d'octroi de prêts n'aient pas été améliorées,

Regrettant en outre que cette stagnation se soit produite au moment même où les pays développés atteignaient des taux très élevés de croissance,

Prenant note avec intérêt des offres d'assistance financière faites par les représentants de pays développés au cours de la session,

1. Recommande la création d'un fonds spécial de développement de l'Afrique;

2. Prie le Secrétaire exécutif :

a) De convoquer une réunion des ministres des finances et des affaires économiques des pays membres qui conviendrait d'une démarche conjointe et concertée auprès des pays développés et déterminerait les modalités de fonctionnement de ce fonds,

b) De convoquer, en consultation avec la BAD, la Banque et les autres institutions financières internationales, une réunion de représentants des pays développés chargés d'examiner les décisions de la

1. Prie le Secrétaire exécutif de mettre au point un programme de travail élargi dans le domaine de l'administration publique à l'échelon du pouvoir central, des entreprises d'Etat et des collectivités régionales et locales à tous les niveaux, programme qui porterait notamment sur les points ci-après :

- a) Organisation et méthodes,
- b) Mécanismes administratifs efficaces en vue de la planification de la mise en oeuvre des plans,
- c) Gestion du personnel et administration financière, y compris le contrôle budgétaire,
- d) Formation (y compris les cours par correspondance),
- e) Systèmes efficaces en ce qui concerne les marchés de l'Etat,
- f) Elaboration de plans bien conçus visant à renforcer, à l'échelon sous-régional et régional, le développement des institutions nationales existantes qui pourraient fournir, dans la mesure du possible, des moyens de formation appropriés en administration publique, sur le plan sous-régional et régional, au bénéfice des Etats membres;

2. Attire l'attention des Etats membres sur la nécessité :

a) De prévoir dans leurs propres plans de développement et autres programmes des mesures suffisantes en vue de l'amélioration de l'administration selon la procédure indiquée au paragraphe 1 du dispositif,

b) De faire en sorte que, au cours des derniers stades de la première Décennie, l'administration publique se voie accorder plus d'importance et que des objectifs et des programmes d'amélioration plus précis soient élaborés dans ce domaine, en collaboration avec le secrétariat, les institutions spécialisées et les organisations non-gouvernementales compétentes.

139ème séance,
24 février 1967.

173 (VIII). Main-d'oeuvre et formation

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation (E/CN.14/363),

Ayant examiné le rapport du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification (E/CN.14/367),

Rappelant sa résolution 110 (VI) du 2 mars 1964 sur la formation professionnelle et sa résolution 127 (VII) du 22 février 1965 sur l'organisation de la recherche et de la formation en Afrique,

Reconnaissant l'importance du rôle que joue la main-d'oeuvre, en tant que facteur de production, dans le processus du développement,

Consciente de ce que la rareté des compétences scientifiques, techniques, administratives et de gestion constitue un grand obstacle aux efforts de développement de la région,

Consciente de la pénurie aiguë de personnel technique de niveau moyen,

Tenant compte du nombre croissant des jeunes qui ne trouvent pas d'emploi après leurs études,

Prenant note avec satisfaction des activités de l'Organisation internationale du Travail, de l'UNESCO et d'autres organismes compétents des Nations Unies dans le domaine de la main-d'oeuvre et de la formation,

1. Prie instamment les divers organismes des Nations Unies qui s'occupent de main-d'oeuvre et de formation de poursuivre leurs efforts pour assurer une étroite coordination de leurs programmes d'action, afin de rendre plus efficaces leurs activités se rapportant à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines en Afrique;

2. Demande aux gouvernements des pays africains de programmer leurs activités de formation de manière à être en mesure de satisfaire les besoins de main-d'oeuvre au moment où ils apparaîtront;

3. Recommande aux gouvernements des pays africains de créer un dispositif national adéquat pour coordonner les activités de tous les organes nationaux s'occupant de planification et de formation de la main-d'oeuvre;

4. Prie le Secrétaire exécutif de fournir une assistance technique aux gouvernements des pays africains pour la tâche ci-dessus;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif :

a) De prendre l'initiative, en coopération avec les autres institutions africaines compétentes, d'encourager la mise en place de moyens multinationaux de formation de main-d'oeuvre de niveau élevé;

b) De faire une enquête sur les établissements nationaux africains d'enseignement supérieur et de technologie, afin que puissent être mis à la disposition des autres pays du continent les moyens qui ne seraient pas pleinement utilisés;

c) De dresser des listes de spécialistes africains qui se trouvent disponibles et pourraient être employés dans le cadre des programmes d'assistance technique mis en oeuvre en Afrique;

d) D'établir, en consultation avec l'UNESCO et avec les autres organes intéressés, et de soumettre pour examen aux gouvernements des pays africains un projet détaillé de création d'un centre africain de recherche et de technique pédagogiques.

139ème séance,
24 février 1967.

174 (VIII). Statistique et démographie

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant l'importance des études statistiques et démographiques pour la planification du développement dans les secteurs sociaux et économiques,

Reconnaissant qu'il faut du temps pour que les statisticiens acquièrent l'expérience nécessaire, dans certains domaines spécialisés en particulier,

Consciente de la nécessité, au moins pour quelque temps, de conseils applicables dans le domaine de la statistique,

1. Recommande au secrétariat et aux institutions spécialisées compétentes des Nations Unies de prendre toutes mesures utiles pour affecter immédiatement des experts aux postes qui se trouveraient vacants et créer les postes d'experts et de conseillers régionaux jugés nécessaires pour aider les gouvernements membres à planifier et à mettre en oeuvre leurs programmes statistiques;

2. Demande instamment aux gouvernements des Etats membres d'affecter des fonds suffisants au financement du développement et de l'expansion de leurs services statistiques.

139ème séance.

24 février 1967.

175 (VIII). Groupes de travail et calendrier des réunions de la Commission

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 128 (VII) du 22 février 1965, qui remplace le système des comités permanents par des groupes de travail composés d'experts ou de spécialistes hautement qualifiés dans leur domaine de compétence et désignés par leurs gouvernements pour siéger à ces groupes de travail à titre quasi-permanent,

Reconnaissant que cette décision a permis d'assurer l'examen préliminaire, sur le plan technique, des études et rapports rédigés par le secrétariat, ainsi que l'élaboration de recommandations à soumettre à la Commission,

Notant avec satisfaction que les rapports des groupes de travail et des autres organes techniques ont permis à la Commission de centrer les délibérations de sa huitième session sur des questions de politique générale et sur la stratégie à adopter pour appliquer cette politique,

Désireuse de simplifier encore les méthodes de travail de la Commission,

Tenant compte du nombre croissant des conférences internationales, qui impose une lourde charge au personnel limité dont disposent les gouvernements africains,

Consciente de l'importance extrême que le secrétariat et les administrations des Etats membres doivent attacher à la préparation soignée et suffisante des réunions des organes subsidiaires de la Commission,

Se félicitant de l'exposé du Secrétaire exécutif relatif à l'opportunité de fixer un calendrier plus souple afin de réduire le nombre et la durée des réunions tenues au cours d'une même période,

1. Approuve la proposition du Secrétaire exécutif selon laquelle les réunions des groupes de travail et autres organes subsidiaires de la Commission devraient être organisées de manière à éviter tout chevauchement qui aboutirait à faire discuter une même question dans deux réunions différentes;

2. Autorise le Secrétaire exécutif à n'organiser de réunions à des fins de consultation ou de négociation que si les questions à étudier ont fait l'objet d'une préparation suffisante pour que l'on puisse obtenir des résultats précis;

3. Prie le Secrétaire exécutif de communiquer aux gouvernements des pays membres des propositions et recommandations qu'il est envisagé de présenter lors des réunions en leur demandant:

a) D'étudier avec soin les questions inscrites à l'ordre du jour,

b) De faire parvenir leurs réponses dans des délais raisonnables afin d'en permettre une meilleure exploitation par le secrétariat.

139ème séance,
24 février 1967.

176 (VIII). Coopération économique en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant ses résolutions 86 (V) du 2 mars 1963, 100 (VI) du 28 février 1964 et 42 (VII) du 22 février 1965 sur l'intégration économique,

Prenant note du rapport du secrétariat sur l'état actuel de la coopération économique en Afrique et sur les quatre réunions sous-régionales qui ont eu lieu depuis la septième session (E/CN.14/386, E/CN.14/346, E/CN.14/351, E/CN.14/NA/ECOP/11 et E/CN.14/366 et Corr.I) ainsi que de l'exposé du Président de la septième session (E/CN.14/L.323) et du rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/L.321/Rev.1),

Ayant examiné le programme de travail proposé par le secrétariat dans chacune des quatre sous-régions pour la période biennale 1967-1968,

Reconnaissant la nécessité d'arriver rapidement à la fin du stade initial qui consiste à créer des institutions de coopération économique constituant un cadre stable pour la coopération à propos de projets précis de développement économique,

Reconnaissant que, dans la région de l'Afrique de l'Est, dix des quatorze pays membres ont accepté le Protocole d'association,

Reconnaissant les efforts considérables qui sont déployés pour assurer en Afrique la coopération économique sur le plan régional aussi bien que sous-régional, plus particulièrement sous la forme de réalisations telles que le Marché commun de l'Afrique orientale, le Comité inter-Etats pour la mise en valeur du bassin du Sénégal, les Commissions du bassin du Niger et du lac Tchad, les institutions de coopération économique des pays du Maghreb, la Conférence sur la coordination en Afrique de l'Ouest, l'Union douanière de l'Afrique occidentale et l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale,

Consciente de la nécessité de stimuler le processus de la coopération économique qui a été amorcé entre les six pays de la sous-région de l'Afrique du Nord,

Sous-région de l'Afrique du Centre

1. Se félicite des mesures déjà prises par les gouvernements en vue d'accroître le courant des échanges entre les pays de la sous-région;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'intensifier ses efforts, par l'entremise des organismes multilatéraux et bilatéraux, en vue de la création d'un réseau sous-régional transports qui a été décidée à la Conférence sur la coopération économique en Afrique du Centre, tenue à Brazzaville en 1966;

3. Note que des études plus détaillées sont en cours sur la coopération en matière d'énergie, d'industrie et de monnaie ainsi que sur les moyens d'assurer, grâce à la coopération, une meilleure utilisation des institutions de recherche et de formation;

4. Prie le Secrétaire exécutif de procéder dès que possible, en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à l'étude détaillée des perspectives de spécialisation agricole demandées par la Réunion de Brazzaville;

5. Prie le Secrétaire exécutif, une fois les préparatifs détaillés terminés et après des consultations préliminaires avec les gouvernements de la sous-région, de convoquer dans le courant des deux années à venir des réunions spécialisées qui traiteraient a) des transports et de l'énergie, b) de l'industrie et de l'agriculture, c) de la coopération entre les instituts de recherche et de formation;

Sous-région de l'Afrique de l'Est

6. Recommande aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait jusqu'ici de faire connaître officiellement au secrétariat leur opinion quant au Protocole d'association;

7. Demande au Secrétaire exécutif de prendre, avec l'aide des pays donateurs intéressés, des mesures concrètes en vue de créer à l'intérieur de la sous-région un réseau de transports comprenant notamment des liaisons aériennes et maritimes;

8. Prie le Secrétaire exécutif d'effectuer, en consultation étroite avec les gouvernements intéressés, des études détaillées sur la composition des échanges actuels dans la sous-région et de suggérer des mesures concrètes permettant de développer le commerce à l'intérieur des sous-régions en vue d'aboutir à la création d'un marché commun au sein de la Communauté;

9. Prie en outre le Secrétaire exécutif de convoquer, lorsque ces études auront été menées à bien, une réunion d'experts à laquelle chacun des pays intéressés serait représenté afin d'examiner les propositions relatives à l'expansion et à la libération des échanges et établir des accords pratiques et obligatoires portant création d'un marché commun dans la sous-région;

10. Demande au Secrétaire exécutif de convoquer une réunion des autorités compétentes de chaque pays de la sous-région chargée d'étudier les modalités d'une coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de faire des recommandations concrètes à cet sujet;

Sous-région de l'Afrique de l'Ouest

11. Demande aux pays de l'Afrique de l'Ouest de communiquer au Secrétaire exécutif avant le 15 mars 1967 leurs commentaires et leur agrément au sujet du projet de Protocole d'association adopté à la Réunion sous-régionale tenue à Niamey en octobre 1966;

12. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer dans une ville de l'Afrique de l'Ouest, au moment où il aura reçu l'accord d'au moins sept des pays de la sous-région et avant la fin d'avril 1967, une réunion des ministres accrédités et plénipotentiaire de tous les Etats membres de la sous-région, pour la signature du Protocole d'association concernant le Conseil des ministres intérimaire de l'Afrique de l'Ouest;

13. Prie le Secrétaire exécutif d'aider les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest à établir un secrétariat de leur communauté avec l'assistance du PNUD, d'autres institutions multilatérales et des pays donateurs bilatéraux et entre-temps de fournir au Conseil des ministres intérimaire les services de secrétariat nécessaires;

14. Autorise le Secrétaire exécutif à convoquer entre-temps et le plus tôt possible, des réunions d'organismes techniques qui continueront d'étudier le développement coordonné des transports, de l'industrie et de l'énergie dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et à soumettre des recommandations à ce sujet;

15. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre immédiatement, en consultation avec l'UNCTAD et le GATT, des études sur la possibilité d'expansion, au sein de l'Afrique de l'Ouest, du commerce des articles manufacturés et autres produits et de présenter des recommandations concrètes à cette fin;

16. Recommande aux pays membres de l'Afrique de l'Ouest d'appuyer le projet de convention sur le commerce de transit dans la sous-région;

17. Recommande que les membres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest tiennent tout particulièrement compte de la nécessité de prendre des dispositions pour le financement des études techniques et autres activités de pré-investissement relatives aux projets multinationaux, en participant à l'élément dépenses locales de ces projets, et pour la mobilisation des capitaux étrangers nécessaires à leur exécution;

Sous-région de l'Afrique du Nord

18. Approuve la demande faite par la Réunion sous-régionale sur la coopération économique en Afrique du Nord, tenue à Tanger en juin 1966, qui a invité notamment le secrétariat à entreprendre trois études portant sur :

- a) Le tourisme
- b) Les transports maritimes
- c) Les possibilités de coopération, dans d'autres secteurs de l'économie, entre les six pays de la sous-région;

19. Prie le Secrétaire exécutif de prendre toutes dispositions utiles pour la réalisation de ce programme de travail dans les meilleures conditions techniques et dans les meilleurs délais possibles pour permettre aux gouvernements intéressés de recevoir les études y afférentes avant la prochaine conférence sous-régionale et d'en tirer toutes conclusions utiles pour promouvoir la coopération entre eux dans les domaines sus-indiqués;

Généralités

20. Encourage les pays membres des diverses sous-régions à travailler en faveur de la coopération et de l'intégration économique régionales;

21. Invite les pays membres à fonder la coopération régionale sur les bases offertes par toutes les institutions existantes de coopération ou d'intégration économique;

22. Demande aux pays de la région d'intensifier leurs efforts pour développer la coopération économique.

139ème séance,
24 février 1967.

177 (VIII). Coopération économique dans le Maghreb

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que les quatre pays du Maghreb sont engagés depuis plus de deux ans dans une expérience pilote de coopération économique et qu'ils ont mis en place les institutions multi-nationales nécessaires la réalisation de cet objectif,

Convaincue de la nécessité de concrétiser le plus rapidement possible leur action sur la base d'études complètes touchant à tous les secteurs de l'activité économique et sociale,

Constatant qu'ils ont besoin à cet effet d'une assistance technique, aussi massive que diverse, de toutes les institutions spécialisées des Nations unies,

Constatant que la réglementation de l'Organisation des Nations unies ne prévoit qu'une assistance individuelle aux pays dans le cadre de programmes nationaux,

Persuadée de la nécessité d'une révision de cette réglementation et de son adaptation à l'élan de la coopération économique qui se manifeste actuellement dans les diverses sous-régions de l'Afrique par la constitution d'ensembles multinationaux de coopération économique ayant davantage besoin de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant qu'à l'issue de la Conférence des ministres de l'économie du Maghreb, tenue à Tanger au mois de novembre 1964, le Secrétaire exécutif a signé avec les ministres des quatre pays un protocole d'accord aux termes duquel il s'est engagé à apporter aux institutions économiques maghrébines toute l'assistance technique nécessaire à leurs activités,

Prie le Secrétaire exécutif de se faire leur interprète auprès de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées afin que la Conférence des ministres de l'économie des pays du Maghreb, organe suprême des institutions maghrébines de coopération économique ayant pouvoir de décision au nom des quatre pays, soit reconnue en qualité d'organisme habilité à recevoir l'assistance technique directe des institutions spécialisées des Nations Unies.

139ème séance,
24 février 1967.

178 (VIII). Animation et étoffement des bureaux sous-régionaux

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant sa résolution 23 (III) du 15 février 1961 portant création des bureaux sous-régionaux,

Considérant ses résolutions 64 (IV) du 3 mars 1962, 104 (VI) et 102 (VI) du 29 février 1964, 134 (VII) du 22 février 1965 et 150 (VII) du 23 février 1965 relatives à la création des bureaux sous-régionaux de Niamey, Tanger, Lusaka et Kinshasa,

Considérant que les bureaux sous-régionaux doivent disposer des moyens nécessaires pour jouer pleinement leur rôle dans le domaine des problèmes d'intérêt régional,

Consciente des tâches de plus en plus lourdes qui incombent au secrétariat exécutif et désireuse de voir les bureaux sous-régionaux participer d'une manière active à la réalisation de l'objectif visé, à savoir la coopération régionale et l'intégration économique,

Demande au Secrétaire exécutif de faciliter le travail des bureaux sous-régionaux en les dotant de moyens adéquats qui leur permettent de traiter efficacement les problèmes particuliers à la sous-région et d'envisager des réunions beaucoup plus fréquentes au siège des bureaux.

139ème séance,
24 février 1967.

179 (VIII). Bureau sous-régional de l'Afrique du Centre

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les résolutions 102 (VI) du 29 février 1964 et 150 (VII) du 23 février 1965, relative à la création d'un bureau sous-régional de l'Afrique du Centre,

Considérant le rapport E/CN.14/L.306 établi à l'issue des réunions tenues à Nairobi en février 1965 par les délégations composant cette sous-région et dont la résolution L50 (VII) avait formellement pris acte,

Reconnaissant que la nomination d'un directeur de bureau sous-régional est un acte important pouvant avoir de profondes répercussions sur la coopération dans une sous-région,

Considérant que, pour faciliter les consultations et accroître l'efficacité, il est souhaitable que chaque sous-région soit dirigée par un ressortissant de la sous-région,

1. Affirme le principe de la consultation permanente entre le secrétariat et les gouvernements intéressés pour toutes décisions importantes concernant une sous-région;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'engager des consultations avec les gouvernements des Etats membres de la sous-région de l'Afrique du Centre en vue de la nomination d'un nouveau directeur.

139ème séance,
24 février 1967.

180 (VIII). Institut africain de développement économique et de planification

La Commission économique pour l'Afrique,

considérant sa résolution 93 (VI) du 27 février 1964, et notamment l'article 6 de la partie B-IV;

Considérant le rapport du Conseil d'administration de l'IDEP (E/CN.14/367) en date du 8 novembre 1966,

Considérant l'exposé introductif du Directeur de l'IDEP,

Considérant que l'élaboration et l'exécution d'une politique de planification sont liées à l'existence de cadres suffisants en quantité et en qualité,

Considérant les possibilités existantes à l'Institut africain de développement économique et de planification notamment dans le domaine de la formation,

Considérant les problèmes actuels qui se posent à l'implantation de l'Institut,

1. Approuve le rapport du conseil d'administration présenté et adresse ses vives félicitations au Directeur de l'Institut ainsi qu'aux autres membres du Conseil;

2. Recommande au Président du Conseil, en liaison avec le Directeur de l'Institut, d'organiser une tournée systématique d'informations auprès des gouvernements des pays membres et associés afin :

a) Que ceux-ci prennent les mesures nécessaires pour utiliser en priorité les possibilités offertes par l'Institut;

b) Qu'ils soumettent chaque année le plus grand nombre possible de candidatures conformément aux critères fixés;

c) Qu'ils déterminent ensemble l'équivalence du diplôme de l'Institut eu égard aux normes de leur fonction publique;

3. Invite le Directeur de l'IDEP et la deuxième Conférence des planificateurs africains à réexaminer les problèmes de l'Institut pour répondre aux besoins en économistes et planificateurs et établir des relations de travail durables;

4. Recommande la reconduction, sur des bases similaires, du système actuel de financement des activités de l'IDEP, sous réserve des résultats des délibérations prévues au paragraphe 3 ci-dessus.

139ème séance,
24 février 1967.

181 (VIII). Assistance technique

La Commission économique pour l'Afrique,

Se félicitant des travaux effectués par le secrétariat de la Commission dans le domaine a) des services consultatifs régionaux; b) des centres de formation; c) des projets intéressant la formation et d'autres; d) de la recherche de l'assistance sur le plan bilatéral,

Reconnaissant que l'assistance technique ne peut à elle seule répondre à toutes les exigences du développement,

1. Prie le Secrétaire exécutif de repenser dans son ensemble la politique générale d'assistance technique de la Commission en tenant compte à la fois de toutes les offres et de toutes les demandes d'assistance formulées par les Etats;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier les possibilités de renforcer à l'intérieur des Etats membres les moyens de formation destinés au personnel moyen et subalterne et d'établir des services consultatifs en vue de la préparation de plans, d'appels d'offres et de rapports sur les possibilités de réalisation;

3. Demande aux Etats membres de coopérer entre eux dans ce domaine pour faciliter l'accomplissement de la tâche du secrétariat;

4. Invite le Secrétaire exécutif à faire un rapport détaillé sur l'ensemble des mesures prises à cet effet.

139ème séance,
24 février 1967.

182 (VIII). Coordination des travaux des institutions spécialisées et de la Commission

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant le pressant besoin d'accélérer l'exécution de son programme de travail,

Tenant compte du fait que le programme de travail et les priorités en Afrique des institutions spécialisées des Nations Unies ont un rapport direct avec le programme de travail et les priorités de la Commission,

Estimant que des doubles emplois et des chevauchements du programme de travail des institutions spécialisées et de Commission entraveraient une exécution rapide du programme de travail dans les divers domaines du développement économique et social en Afrique,

1. Demande instamment au Conseil économique et social de prendre des mesures pour assurer l'intégration et la coordination du programme de travail des institutions spécialisées en Afrique dans le programme de travail et les priorités de la Commission;

2. Prie les institutions spécialisées des Nations Unies d'apporter un concours effectif à l'intégration et à la coordination de leurs programmes de travail en Afrique dans le programme de travail et les priorités de la Commission;

3. Prie instamment les Etats africains membres des institutions spécialisées de demander à celles-ci d'intégrer et de coordonner leurs programmes de travail en Afrique dans le programme de travail et les priorités de la Commission et d'appuyer l'initiative du Secrétaire exécutif dans les questions de développement économique et social en Afrique.

139ème séance,
24 février 1967.

183 (VIII). Coopération entre le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la Commission économique pour l'Afrique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la Convention des Nations Unies sur les réfugiés,

Tenant compte de la note du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur la nécessité d'une coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés,

Reconnaissant que l'aide que le Haut Commissaire apporte aux gouvernements africains pour les aider à faire face aux problèmes des réfugiés sur leur territoire et plus particulièrement pour installer d'une manière durable les réfugiés qui n'ont pas exprimé le désir de rentrer dans leur pays d'origine, revêt une importance primordiale pour la solution du problème des réfugiés en Afrique,

Reconnaissant que l'aide matérielle fournie par le Haut Commissaire est limitée en ce qui concerne sa portée aussi bien que sa durée,

Reconnaissant plus particulièrement que les projets d'installation rurale mis en oeuvre au cours de leur stade initial avec l'aide financière du Haut Commissaire doivent être suivis par des projets de développement social et économique visant notamment à l'intégration des réfugiés dans la population locale,

Notant que, dans le cadre de la coopération entre institutions, il est souhaitable que la coopération entre le Haut Commissaire pour les réfugiés et la Commission économique pour l'Afrique soit renforcée en ce qui concerne les programmes de développement économique et social d'intérêt commun,

1. Recommande que, dans les limites de ses ressources budgétaires, la Commission économique pour l'Afrique collabore avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, les autres programmes des Nations Unies et les institutions spécialisées des Nations pour la réalisation d'études économiques et sociales préalables aux projets conjoints de développement d'intérêt commun pour les réfugiés et les populations locales, selon le désir des gouvernements intéressés,

2. Invite le Secrétaire exécutif à maintenir le contact avec le Haut Commissaire afin de déterminer les autres secteurs de coopération, tout particulièrement en ce qui concerne la réadaptation, la formation et la réinstallation des réfugiés dans le cadre des plans nationaux et régionaux de développement.

139ème séance,
24 février 1967.

184 (VIII). Répartition équitable et africanisation des postes du secrétariat

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 51 (IV) du 28 février 1962 sur le recrutement du personnel,

Rappelant la résolution 2241B (XXI) de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Considérant que cette résolution crée un Comité du recrutement et de la formation chargé, entre autres, d'aider le Secrétaire exécutif à établir et mettre en oeuvre un programme à long terme d'africanisation qui prenne en considération - particulièrement à l'échelon de l'élaboration de la politique générale - le fait qu'il est souhaitable d'organiser la répartition régionale du personnel parmi les pays africains et de faire des recommandations à la Commission,

Constatant que le Comité ainsi créé ne s'est, en fait, pas encore réuni, et que par conséquent aucun rapport sur ses activités n'a été présenté,

Considérant l'exposé du Secrétaire exécutif dans son rapport d'activités à la huitième session, notamment en ce qui concerne le recrutement du personnel,

Estimant qu'une répartition équitable et judicieusement équilibrée des postes de responsabilité tenant compte non seulement des caractéristiques des différentes sous-régions du continent, mais aussi des considérations linguistiques, devrait permettre un fonctionnement plus efficace du secrétariat et des organes subsidiaires de la Commission,

Convaincue qu'il est possible de recruter des Africains qualifiés pour pourvoir une proportion beaucoup plus élevée de postes de tous grades du secrétariat,

Convaincue en outre que les Africains sont le mieux à même de comprendre les problèmes des pays d'Afrique et de leur trouver des solutions,

1. Réaffirme sa résolution 51 (IV) dans son intégralité;

2. Invite le secrétaire exécutif à mettre en oeuvre sans retard cette résolution et à convoquer sans délai la première réunion du Comité;

3. Charge le Comité créé par la résolution 51 (IV) d'étudier en outre tous les problèmes relatifs à une répartition équitable et judicieusement équilibrée des postes de responsabilités du personnel tenant compte de tous les sous-régions du continent ainsi que des considérations linguistiques ci-dessus évoquées et de faire rapport à la Commission;

4. Demande au Secrétaire exécutif d'accorder à ce Comité toute l'assistance et toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de sa mission;

5. Demande également au Comité et au Secrétaire exécutif :

a) De prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le recrutement des Africains à tous les échelons du secrétariat et de faire en sorte que, très rapidement, une forte proportion de postes à tous les échelons soit tenue, dans toute la mesure du possible, par des Africains,

b) D'établir une procédure en vue d'assurer un contact permanent entre le secrétariat et les gouvernements des Etats membres en ce qui concerne le recrutement, la formation et la carrière des fonctionnaires du secrétariat, la diffusion des descriptions de poste et des avis de vacances de postes et la tenue d'une liste de candidats originaires des pays africains qui pourraient occuper des postes dans le secrétariat;

6. Prie les pays membres d'aider le Comité et le Secrétaire exécutif à atteindre cet objectif en facilitant le détachement de leurs ressortissants suffisamment qualifiés et expérimentés qui se voient offrir un poste au sein du secrétariat.

139ème séance,
24 février 1967.

185 (VIII). Remerciements à Son Excellence le Lieutenant-Colonel Yakubu Gowon, Chef du Gouvernement fédéral militaire et Commandant suprême des forces armées de la République fédérale du Nigéria

La Commission économique pour l'Afrique,

Désireuse d'exprimer sa gratitude à Son Excellence le Lieutenant-Colonel Yakubu Gowon, au peuple et au Gouvernement du Nigéria pour leur cordiale hospitalité et toutes les facilités généreusement mises à la disposition des représentants et des observateurs au cours de la huitième session de la Commission,

1. Exprime sa vive gratitude à Son Excellence le Lieutenant-Colonel Yakubu Gowon pour son message, dont l'esprit élevé a considérablement inspiré les travaux de la Commission;

2. Adresse l'expression de sa profonde et sincère reconnaissance à Son Excellence le Lieutenant-Colonel Yakubu Gowon, au peuple et au Gouvernement du Nigéria pour leur cordiale hospitalité et pour l'atmosphère stimulante qui en est résultée et qui a marqué cette session.

139ème séance,
24 février 1967.

186 (VIII). Félicitations aux membres du bureau et au secrétariat

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des lourdes responsabilités assumées par le Président et les Vice-présidents pour la conduite des débats de la session,

Consciente des efforts déployés avec tant de compétence par les membres du bureau des comités,

Notant avec satisfaction les résultats rendus possibles grâce au dévouement, à la diligence et à la dignité avec lesquels tous les membres du Bureau de la huitième session et du secrétariat se sont acquittés de leur tâche,

Adresse de vives félicitations au Président et aux Vice-Présidents de la huitième session, présidents et rapporteurs des divers comités, ainsi qu'aux membres du secrétariat.

139ème séance,
24 février 1967.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA NEUVIEME SESSION

187 (IX). Commémoration du dixième anniversaire de la Commission

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant acte avec satisfaction et intérêt du rapport du secrétariat intitulé "A la conquête de l'autonomie dix ans de CEA 1958-1968" et du document d'information intitulé "Le rôle de la CEA dans l'expansion et la croissance sociales de l'Afrique",

Insistant sur l'importance de la coopération multinationale et sous-régionale en Afrique ainsi que sur la nécessité de créer et de renforcer un organe inter-gouvernemental destiné à favoriser la mise en oeuvre de programmes d'action concertée,

Consciente de l'importance des recherches entreprises par le secrétariat sur le développement économique et social à travers le continent, ainsi que des études tendant à faciliter la coopération économique sur une base multinationale et sous-régionale,

Convaincue que les problèmes engendrés par la division du monde en sociétés riches et en sociétés pauvres ne peuvent être résolus que sur la base de l'autonomie économique en Afrique, de la coopération sans réserve des pays industrialisés et de l'application de la science et de la technique au développement de la région,

1. Affirme son soutien aux travaux que le secrétariat a entrepris depuis sa création, il y a dix ans;

2. Insiste auprès des Etats membres sur la nécessité d'encourager l'esprit d'autonomie et de prendre toutes mesures utiles pour la mobilisation des ressources intérieures et l'utilisation des ressources humaines;

3. Demande en outre instamment aux Etats membres de prendre toutes les dispositions nécessaires pour renforcer la coopération entre pays d'une même sous-région;

4. Invite les Etats membres à accorder un appui sans réserve à la Commission et à son secrétariat en adoptant des politiques et en prenant des initiatives, individuellement et collectivement, afin de faciliter l'exécution efficace du programme de travail approuvé par la Commission;

5. Invite les Etats membres à utiliser davantage les services que le secrétariat peut leur offrir pour la planification, l'identification de projets, l'exécution et l'appréciation critique des programmes nationaux, multinationaux et sous-régionaux;

6. Demande instamment aux pays industrialisés de reconsidérer la forme, le contenu et le volume de l'aide qu'ils offrent, en vue d'éliminer les effets des conditions défavorables des crédits-fournisseurs sur les économies des pays africains, compte tenu du degré de développement économique de ceux-ci;

7. Insiste vigoureusement auprès des pays industrialisés pour qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires pour provoquer une augmentation des recettes d'exportation des pays africains et notamment;

a) Pour qu'ils facilitent l'accès sur leurs marchés des produits semi-finis et finis, y compris les produits transformés et semi-transformés, de manière que les perspectives d'une industrialisation rapide des pays africains soient améliorées; et

b) Pour qu'ils encouragent la coopération en vue de l'élaboration d'accords sur les produits présentant un intérêt particulier, afin de favoriser sur les marchés internationaux la stabilisation des prix des produits de base;

8. Demande en outre aux pays industrialisés de prendre toutes mesures utiles pour garantir aux pays africains une participation accrue aux profits du commerce invisible, particulièrement de la navigation maritime, des autres formes de transport, des opérations bancaires, des assurances et du tourisme, en veillant à ce que le coût de ces services soit maintenu à un niveau favorable à l'expansion des échanges des pays africains;

9. Prie les Etats membres de prendre des mesures appropriées pour coopérer avec le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique en vue d'assurer aux activités de la Commission une plus large publicité;

10. Prie le Secrétaire exécutif de veiller, comme à une caractéristique particulière des activités de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, à:

a) Conseiller les gouvernements des Etats membres et à les aider, sur leur demande, à définir de manière réaliste des objectifs précis de croissance dans les différents secteurs de l'économie, et à atteindre ces objectifs;

b) Conseiller les gouvernements des Etats membres et à les aider, sur leur demande, à planifier leurs besoins de cadres et à élaborer des programmes de formation en vue du développement économique et social;

c) Mobiliser s'il y a lieu les ressources supplémentaires nécessaires pour aider les Etats membres dans les efforts accrus qu'exigera, dans le domaine de la planification et du développement, leur participation active au programme de la deuxième Décennie du développement;

d) Prendre, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial et les institutions spécialisées des Nations Unies, des mesures pour aider les pays de la région à résoudre les problèmes particuliers que leur pose la mise en oeuvre de leurs plans de développement et des programmes de travail approuvés par la Commission;

e) Prendre des mesures appropriées pour organiser des consultations avec les institutions spécialisées et le Programme des Nations Unies pour le développement en vue d'obtenir que leurs activités en Afrique soient abordées de façon coordonnée, de manière que l'ensemble des ressources mises à la disposition de la Commission et de ces institutions puisse être employé efficacement au développement des pays de la région;

f) Prendre des mesures particulières en vue d'obtenir la coopération des institutions spécialisées des Nations Unies pour la mise en oeuvre des programmes de travail approuvés par la Commission et, à fin, chercher autant que possible à établir des programmes de travail communs avec les diverses institutions dans leurs domaines respectifs;

g) Encourager, par l'intermédiaire des Etats membres, l'organisation de campagnes nationales pour obtenir l'appui de la population en vue des efforts qui seront requis pour atteindre les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et, à cet égard, prendre connaissance des mesures que le secrétariat et les Etats membres doivent prendre en application de la résolution 169(VIII);

11. Demande en outre au Secrétaire exécutif d'accorder une attention spéciale à la mise en oeuvre de programmes d'exécution relatifs à des mesures économiques et sociales dans les secteurs prioritaires indiqués par la Commission, le Conseil économique et social et l'assemblée générale;

12. Prie instamment le Secrétaire exécutif, en consultation avec les sous-régions, d'élaborer des programmes d'action économique et sociale;

13. Recommande que le Secrétaire exécutif participe au fonctionnement d'un appareil international qui serait créé pour étudier de manière critique la planification, les politiques et les résultats relatifs à la définition des normes et critères qui s'imposent en vue d'une appréciation valable du progrès économique et social dans la région africaine;

14. Demande instamment que des ressources suffisantes en matière de personnel, de crédits, et autres soient mises à la disposition du secrétariat pour lui permettre l'accomplissement efficace de ses tâches, et que des mesures soient prises pour obtenir une décentralisation plus poussée, au profit de la Commission, des activités d'exécution des programmes de coopération technique des Nations Unies dans la région.

147ème séance,
10 février 1969.

188 (IX). Appareil institutionnel de la Commission ²⁵

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des problèmes que doivent surmonter les pays de la région africaine et de la ferme résolution de ces pays de mobiliser au maximum les ressources humaines et matérielles en vue d'accélérer leur développement,

Soucieuse de renforcer les institutions de la Commission afin qu'elle puisse jouer un rôle plus efficace dans le développement économique et social de la région,

Tenant compte de l'importance d'une participation plus efficace des Etats membres aux activités de la Commission,

Recommande:

a) Que les sessions ordinaires de la Commission soient organisées tous les deux ans à l'échelon ministériel et soient désignées par le terme "Conférence des ministres";

b) Que soit créé un Comité plénier, appelé Comité technique d'experts;

^{25/} Voir également les résolutions 24(III), 42(IV), 62(IV) et 130(VII) de la Commission.

- c) Que soit créé un Comité exécutif;
- d) Que le mandat de ces trois organes soit celui qui est défini en annexe.

147ème séance,
10 février 1969.

Annexe

A. Conférence des ministres

Composition : La Conférence des ministres comprend les ministres des gouvernements des Etats membres responsables des affaires économiques, des affaires financières, de la planification et du développement.

Réunions : La Conférence des ministres se réunit conformément aux dispositions de l'article 1 du règlement intérieur de la Commission.

Règlement intérieur : Le règlement intérieur de la Conférence est le même que celui de la Commission.

Attributions :

- a) Examiner les problèmes de politique générale et l'ordre de priorité à réserver aux programmes et autres activités de la Commission;
- b) Examiner les problèmes de politique économique intra-africaine et internationale et formuler des recommandations sur ces problèmes aux Etats membres;
- c) Faire le bilan de l'exécution du programme de la période biennale précédente et examiner et approuver le programme d'action proposé pour la période biennale suivante;
- d) Analyser les rapports qui lui sont présentés par le Comité exécutif et le Comité technique d'experts;
- e) Examiner les questions relatives à la représentation de la région africaine au sein des organes internationaux et intergouvernementaux ayant à connaître des problèmes économiques et sociaux.

B. Comité technique d'experts

Composition : Le Comité technique d'experts sera composé de hauts fonctionnaires ou d'autres fonctionnaires de rang supérieur des Etats membres chargés des problèmes économiques, de la planification, du développement et des affaires financières et fiscales.

Réunions : Le Comité technique d'experts se réunit une fois par an. Au cours des années pour lesquelles on a prévu une conférence des ministres, le Comité se réunit au plus tard une semaine avant l'ouverture de la Conférence.

Règlement intérieur : Le règlement intérieur du Comité technique d'experts est le même que celui de la Commission.

Attributions :

- a) Examiner les études établies par le secrétariat et présenter les rapports appropriés à la Conférence des ministres;
- b) Aider le secrétariat à établir ses programmes de travail et ses ordres de priorité;
- c) Prendre des dispositions pour assurer des contacts efficaces entre le secrétariat et les gouvernements des Etats membres au niveau des fonctionnaires d'autorité.

C. Comité exécutif

Composition : Le Comité exécutif est composé comme suit :

- a) Le Président, les deux Vice-Présidents et le Rapporteur de la session de la Conférence des ministres;
- b) Deux représentants de chaque sous-région, chaque membre du bureau de la Conférence des ministres étant considéré comme représentant de la sous-région dont son pays fait partie;
- c) Deux membres africains du Conseil économique et social, l'un représentant les pays anglophones et l'autre les pays francophones;
- d) Deux membres africains du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, l'un représentant les pays anglophones et l'autre les pays francophones;

Aucun pays ne peut avoir plus d'un représentant au sein du Comité exécutif.

Le Président de la Conférence des ministres est président du Comité exécutif.

Réunions : Le Comité exécutif se réunit au moins deux fois par an. Dans certains cas particuliers et après consultation avec le Secrétaire exécutif de la Commission, le Président du Comité exécutif peut convoquer une réunion extraordinaire du Comité exécutif. S'il y a lieu, le Président du Comité exécutif peut inviter tous les membres africains du Conseil économique et social et du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à assister aux réunions du Comité exécutif.

Règlement intérieur : Le règlement intérieur du Comité exécutif est le même que celui de la Commission.

Attributions :

- a) Assister le Secrétaire exécutif pour la mise en application des résolutions de la Commission et l'exécution du programme de travail du secrétariat;
- b) Assurer la liaison entre le secrétariat, les Etats membres et les sous-régions; à cet égard, examiner les rapports des sous-régions et leurs programmes d'exécution, assister le Secrétaire exécutif pour obtenir la participation sans réserve des Etats membres aux activités sous-régionales, stimuler et coordonner les activités des organisations intergouvernementales;
- c) En liaison avec le secrétariat, recommander des mesures efficaces pour instaurer une coopération plus étroite entre la Commission, les organes de l'organisation des Nations Unies et les diverses organisations internationales s'intéressant et participant aux efforts de développement en Afrique;

d) Assister le secrétariat pour l'établissement de relations de travail étroites avec les représentants permanents africains aux Nations Unies, ainsi qu'avec les membres africains des diverses organisations internationales, afin de les tenir convenablement informés des problèmes intéressant le développement économique et social de l'Afrique;

e) Signaler à l'attention des Etats membres les activités des autres organisations internationales qui peuvent influencer sur le progrès du développement économique et social des pays africains;

f) En liaison avec le secrétariat exécutif, renforcer les relations cordiales existant entre la Commission et les organismes politiques de l'Organisation de l'unité africaine (tels que la Conférence des ministres, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement) au moyen de consultations périodiques avec le secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine;

g) Faire rapport à la Conférence des ministres de la manière la plus appropriée.

189 (IX). Organisation, structure et fonctions du secrétariat de la Commission ²⁶

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente du fait que les tâches essentielles qui incombent à la Commission exigent que l'organisation, la structure et les fonctions de son Secrétariat, ainsi que celles des bureaux sous-régionaux, soient revues et que des ressources suffisantes en matière de personnel, de finances, etc., soient mises à sa disposition pour qu'elle soit en mesure d'intensifier ses activités d'exécution,

Rappelant les résolutions 1709 (XVI) et 1823 (XVII) de l'Assemblée générale et les résolutions 793 (XXX), 823 (XXXII) et 879 (XXXIV) du Conseil économique et social relatives à la décentralisation des activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies et au renforcement des commissions régionales,

Notant le système établi par le Programme des Nations Unies pour le développement pour étudier l'aptitude de l'Organisation à entreprendre des programmes de développement et à examiner la possibilité d'une décentralisation plus poussée et plus efficace des activités d'exécution au profit des commissions économiques régionales,

1. Demande instamment que soit entreprise une décentralisation plus poussée et plus efficace des activités d'exécution conformément aux résolutions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale;

2. Prie le Secrétaire exécutif :

a) De procéder à une révision de l'organisation, de la structure et du rôle du secrétariat, bureaux sous-régionaux compris, et d'en faire rapport à la Conférence des ministres par l'intermédiaire de son Comité exécutif, pour décisions;

b) De favoriser les conférences et les consultations entre les dirigeants des sous-régions et de les aider à l'élaboration de politiques et de programmes d'action;

²⁶Voir également les résolutions 23 (III), 98 (VI), 102 (VI), 134 (VII), 150 (VII), 169 (VIII) et 178 (VIII) de la Commission.

c) De revoir les groupements sous-régionaux actuels et, en cas de besoin, de formuler des recommandations à la Conférence des ministres afin d'instituer des groupements plus rationnels, prenant en considération la communauté des intérêts et des facteurs géographiques;

3. Recommande que des dispositions soient prises pour obtenir que la Commission soit représentée aux conférences régionales convoquées par le Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions spécialisées des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique, chaque fois que des questions se rapportant au développement économique et social de l'Afrique y sont examinées, afin d'obtenir que les décisions arrêtées à ces conférences soient pleinement prises en considération dans le programme de travail de la Commission.

147ème séance,
10 février 1969.

190 (IX). Relations avec l'Organisation de l'unité africaine ²⁷

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que la Commission est une organisation économique et sociale créée pour répondre aux besoins de la région africaine et que ses activités doivent être complémentaires de celles de l'Organisation de l'unité africaine et des autres organisations intergouvernementales africaines pour le développement économique et social de la région,

Conformément au paragraphe 1 du mandat de la Commission qui l'habilite à appliquer des mesures destinées à faciliter l'action concertée tendant au développement économique et social en Afrique,

Conformément à l'article II de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, qui investit cette organisation de la responsabilité d'une coopération entre les Etats indépendants d'Afrique dans les domaines économique et social, et, à cette fin, de la coordination et de l'intensification de leurs efforts en vue d'assurer aux populations africaines de meilleures conditions de vie,

Tenant compte du désir de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine, maintes fois réitéré, d'une collaboration étroite pour l'utilisation au maximum des caractéristiques et possibilités complémentaires des deux organisations, dans l'intérêt du développement de l'Afrique,

Rappelant les diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement sur la coopération entre l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies,

1. Convient qu'une coopération étroite et rationnelle devra être instituée au niveau des instances politiques de décision de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'Unité africaine et à cette fin;

2. Invite :

a) Les ministres et responsables africains du développement économique et social à coordonner désormais étroitement leurs activités au sein de la Commission au niveau ministériel et de la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine;

^{27/} Voir également la résolution 132 (VII) de la Commission.

b) Les ministres et responsables africains au sein de la Commission économique pour l'Afrique et au sein de la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine à s'inspirer constamment des directives de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en matière économique et sociale;

3. Recommande que les rapports sur les activités de la Commission économique pour l'Afrique soient transmis régulièrement pour examen à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, afin que la Commission puisse bénéficier de l'appui politique nécessaire;

4. Prie les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine de continuer à étudier toutes les formes de coopération souhaitables et de dégager les voies et les moyens les meilleurs pour accroître l'efficacité de cette coopération au service du développement africain et de faire rapport régulièrement aux instances de décision de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine.

177ème séance,
10 février 1969.

191 (IX). Dispositions transitoires²⁸

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les résolutions adoptées sur la réorganisation des institutions de la Commission,

Notant en particulier la décision prise d'établir une Conférence des ministres, un Comité technique d'experts et un Comité exécutif,

Consciente de la nécessité de mettre au point des dispositions transitoires pour la mise en oeuvre effective de la nouvelle organisation de la Commission,

1. Recommande que :

a) La présente session de la Commission soit considérée à toutes fins utiles comme une réunion préliminaire de la Conférence des ministres;

b) Le président, les deux Vice-Présidents et le Rapporteur actuels de la Commission soient considérés à toutes fins utiles comme le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur, respectivement, de la réunion préliminaire de la Conférence des ministres;

c) Toutes décisions prises au sujet de la date et du lieu de la prochaine session de la Commission s'appliquent ipso facto à la première réunion de la Conférence des ministres;

d) Le Comité exécutif intérimaire soit composé des membres suivants :

i) Le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur de la présente session;

ii) Deux représentants des sous-régions existantes; étant entendu que chaque membre

iii) du bureau en exercice sera considéré comme représentant la sous-région dont son pays fait partie; sous réserve que dans le cas où la désignation du deuxième représentant sous-régional soulèverait des difficultés, le Secrétaire exécutif, en

^{28/} Voir également les résolutions 24 (III), 42 (IV), 62 (IV) et 130 (VII) de la Commission.

consultation avec le Président de la Commission, convoquera une réunion des représentants de la sous-région intéressée aux fins, entre autres, de désigner ses représentants au Comité exécutif de la Commission; sous réserve en outre que si le Secrétaire exécutif éprouve des difficultés à convoquer la réunion d'une sous-région dans un délai de six mois après la présente session aux fins ci-dessus, la non-désignation du représentant de ladite sous-région à l'expiration de ce délai ne saurait constituer un obstacle au bon fonctionnement du Comité exécutif provisoire;

iii) Deux membres africains du Conseil économique et social;

iv) Deux membres africains du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement; étant entendu que les représentants du Conseil économique et social et du Programme des Nations Unies pour le développement devront représenter à égalité les Etats anglophones;

e) Les deux comités de la présente session soient considérés ensemble comme une réunion préliminaire du Comité technique d'experts;

f) Tous les groupes de travail et autres comités existants de la mission continuent de fonctionner jusqu'à ce qu'une décision contraire soit par la Commission à une de ses sessions;

g) Le Secrétaire exécutif soit habilité à mettre au point et à appliquer les autres dispositions transitoires qui pourraient être nécessaires;

h) Les dispositions transitoires ci-dessus entrent en vigueur immédiatement restent valables jusqu'à la première réunion de la Conférence des ministres, étant entendu que le Comité exécutif et le Comité technique d'experts établis aux termes de la résolution 188 (IX) pourront être convoqués avant la première réunion de la Conférence des ministres;

i) Les points suivants soient portés à l'ordre du jour de la première réunion de la Conférence des ministres :

1. Politiques économiques intra-africaine et internationales;
2. Principes et ordre de priorités des programmes de la Commission;
3. Exécution du programme de la période biennale écoulée;
4. Propositions relatives au programme de la période biennale à venir;
5. Représentation de la région africaine au sein des organismes internationaux et intergouvernementaux ayant à connaître de questions économiques et sociales intéressant l'Afrique;
6. Exécution des résolutions de la Commission et du programme de travail du secrétariat;
7. Relations avec les Etats membres et les sous-régions;
8. Rapports sur les programmes sous-régionaux;
9. Relations entre la Commission et les organismes des Nations Unies et diverses organisations internationales;

10. Relations avec les représentants permanents africains auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec les membres africains de diverses organisations internationales;
11. Activités des organisations internationales présentant un intérêt pour le développement économique et social de l'Afrique;
12. Relations avec l'Organisation de l'unité africaine en matière économique et sociale;
13. Rapports du Comité exécutif;
14. Rapports du Comité technique d'experts;
2. Recommande en outre que l'ensemble des points ci-dessus soient portés à l'ordre du jour de chaque session de la Commission.

150ème séance,
12 février 1969.

192 (IX). Répartition équitable et africanisation des postes du secrétariat ²⁹

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 51 (IV) du 28 février 1962 sur le recrutement du personnel,

Rappelant la résolution 2241 B (XXI) de l'Assemblée générale,

Considérant sa résolution 184 (VIII) du 24 février 1967 chargeant le Comité créé par sa résolution 51 (IV) d'étudier en outre tous les problèmes relatifs à une répartition équitable et judicieusement équilibrée des postes de responsabilités du personnel tenant compte de toutes les sous-régions, ainsi que des considérations linguistiques,

Considérant le rapport E/CN.14/CSRT/WP.9 déposé par le Comité et approuvé par la Commission,

Considérant que le rôle du Comité n'est pas encore achevé,

1. Réaffirme sa résolution 184 (VIII) dans son intégralité;
2. Charge à nouveau le Comité d'oeuvrer dans le même sens et de faire des recommandations concrètes à la Commission;
3. Invite le Secrétaire exécutif à établir un calendrier de travail et à tout mettre à la disposition du Comité dans l'accomplissement de sa tâche jusqu'à l'obtention de l'équilibre souhaité;
4. Prie les Etats membres d'apporter leur aide au Comité et au Secrétaire exécutif pour atteindre l'objectif fixé en mettant à la disposition du secrétariat leurs ressortissants qualifiés et expérimentés;

²⁹/ Voir également la résolution 184 (VIII) de la Commission.

5. Félicite le Comité pour le travail accompli;
6. Reconduit les mêmes membres du Comité.

150ème séance,
12 février 1969.

193 (IX). Institut africain de développement économique et de planification ³⁰

La Commission économique pour l'Afrique

Considérant sa résolution 180 (VIII) du 24 février 1967 et notamment les points 3 et 4 du dispositif de cette résolution,

Considérant le rapport du 10 janvier 1969 de la mission d'évaluation du projet de l'Institut africain de développement économique et de planification, mission envoyée par le Programme des Nations Unies pour le développement (DSF/310/REG/19),

Considérant le rapport d'évaluation présenté par le directeur par intérim de l'Institut,

Ayant pris connaissance du programme de formation et de recherche de l'Institut au cours de la deuxième phase, présenté par le Conseil d'administration à la neuvième session,

Considérant la volonté manifestée par le Gouvernement de la République du Sénégal de ne ménager aucun effort pour mettre à la disposition du projet de l'Institut des installations appropriées pour lui permettre d'atteindre ses objectifs en matière de formation et de recherche,

1. Demande instamment aux Etats membres de continuer à accorder davantage leur appui moral et financier au projet afin d'établir l'Institut comme une institution indépendante bénéficiant de l'appui des pays africains;

2. Prend acte avec satisfaction de la volonté exprimée par le Programme des Nations Unies pour le développement de financer la deuxième phase du projet de l'Institut;

3. Réaffirme sa volonté de continuer à faire fonctionner l'Institut;

4. Prie les gouvernements africains de reconnaître la formation donnée par l'Institut et d'agir en conséquence dans le dessein d'attirer le plus grand nombre possible de candidats;

5. Invite les Etats membres à désigner encore plus d'étudiants et de fonctionnaires responsables de la planification et de l'économie pour suivre les cours de longue ou de brève durée, les cours régionaux et nationaux ainsi que les stages organisés par l'Institut et les prie, pour la sélection de ces stagiaires, de donner la préférence aux candidats ayant une connaissance de la seconde langue;

6. Recommande une plus grande stabilité au niveau de la direction de l'Institut ainsi que du corps professoral, et en outre accepte la recommandation contenue dans le paragraphe 18 (III) a, b, c, du rapport du Conseil d'administration de l'Institut;

7. Autorise le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur de l'Institut à entreprendre toute action nécessaire en vue d'établir une coopération plus étroite entre l'Institut

^{30/} Voir également les résolutions 58 (IV), 92 (VI), 93 (VI) et 180 (VIII) de la Commission.

et les universités africaines, notamment dans le domaine de la recherche et dans le dessein également de susciter des candidatures au titre de personnel enseignant au sein des universités africaines, principalement pour le recrutement de chargés de cours bilingues afin de permettre une plus grande réceptivité de la part des étudiants;

8. Invite les Etats membres à présenter leur requête au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement en vue du financement de la deuxième phase du projet de l'Institut et ce, compte tenu de l'échéance du 1er juillet, date limite pour permettre au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement d'engager la procédure de financement.

150ème séance,
12 février 1969.

194 (IX). Admission de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et de la Namibie (Sud-Ouest africain) en qualité de membres associés ³¹

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 151 (VIII) du 21 février 1967 sur l'admission de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et de la Namibie (Sud-Ouest Africain) en qualité de membres associés,

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de la résolution 151 (VIII) (E/CN.14/443),

Recommande que le dernier paragraphe du texte de la résolution ci-dessus soit amendé comme suit:

"Recommande" que l'Organisation de l'unité africaine propose les représentants des populations des pays intéressés et en informe le Secrétaire exécutif afin qu'il puisse soumettre la question à l'Assemblée générale."

150ème séance,
12 février 1969.

195 (IX). Main-d'oeuvre et formation ³²

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport de la deuxième session du Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation (E/CN.14/428) et prenant note avec satisfaction et intérêt des recommandations figurant dans ce rapport,

Rappelant la résolution 2083 (XX) de l'Assemblée générale et la résolution 1274 (XLIII) du Conseil économique et social sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines,

Considérant qu'un grand nombre de gouvernements africains ont éprouvé des difficultés à donner suite aux résolutions 125 (VII) du 22 février 1965 et 173 (VIII) du 24 février 1967, en ce qui concerne plus particulièrement la création d'organismes nationaux pour la planification de la main-d'oeuvre et la programmation de la formation,

^{31/} Voir également les résolutions 94 (VI) et 151 (VIII) de la Commission.

^{32/} Voir également la résolution 173 (VIII) de la Commission.

Reconnaissant que le plus grand atout de l'Afrique dans sa recherche du développement économique et du progrès social résidera dans les compétences et la bonne volonté de ses populations,

Consciente du fait que les efforts de développement dans la région africaine sont entravés par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée de certaines catégories et par l'absence d'un dosage adéquat des compétences spécialisées, ainsi que par le nombre croissant de chômeurs valides,

Rappelant en outre sa résolution 170 (VIII) du 24 février 1967 sur la mobilisation de la jeunesse en vue du développement national,

Constant qu'il serait économiquement peu sage pour les pays africains compter indéfiniment sur des sources extérieures pour trouver une main-d'œuvre qualifiée essentielle qui se raréfie sur un marché mondial où règne la concurrence,

Convaincue qu'il serait économiquement pour les pays africains de compter indéfiniment sur des sources extérieures pour trouver une main-d'œuvre qualifiée essentielle qui se raréfie sur un marché mondial où règne la concurrence,

Convaincue que la coopération intra-africaine ainsi que l'aide extérieure sont nécessaires et souhaitables pour permettre aux pays de développer les ressources humaines du continent et de planifier leur utilisation de façon plus autonome,

Appréciant les réalisations du secrétariat dans ses efforts pour aider les Etats membres à former du personnel national et à établir des programmes de main-d'œuvre faisant partie intégrante de la planification d'ensemble du développement,

Prenant acte avec satisfaction de la teneur et de l'orientation du programme de travail futur du secrétariat visant à atténuer les problèmes de main-d'œuvre de l'Afrique,

I

1. Recommande que l'Ordination des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organes d'exécution des Nations Unies ainsi que les organisations bilatérales et autres s'occupant de la formation en Afrique :

a) Elaborent des programmes de formation à moyen terme en tenant compte des besoins estimés des Etats membres dans les domaines critiques de la main-d'œuvre et de la formation;

b) Continuent à fournir une assistance technique aux pays membres pour renforcer et améliorer les institutions nationales, sous-régionales et régionales de formation;

c) Intensifient leur assistance technique aux Etats membres pour le rassemblement et le traitement des données relatives à la main-d'œuvre et à l'emploi, ainsi que pour créer des organismes nationaux efficaces de planifications des ressources humaines;

d) S'efforcent de coordonner leurs actions et d'harmoniser leurs programme de mise en valeur des ressources humaines par l'éducation et la formation, tant au niveau de la région qu'au niveau des pays, et de tirer parti du rôle joué par la Commission économique pour l'Afrique dans la coordination des programmes de développement;

e) Assurent à la Commission économique pour l'Afrique des ressources supplémentaires pour lui permettre d'aider les Etats membres à prendre des mesures compétents en vue de la planification et de l'utilisation de leurs ressources humaines;

II

2. Invite les gouvernements africains :

a) A prendre toutes dispositions positives, par la voie de leurs organes compétents et en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique, afin d'élaborer des programmes opérationnels d'assistance technique pour l'échange ou l'emploi de spécialistes africains désireux d'offrir leurs services et à mettre profit à cette fin le Répertoire de spécialistes africains créé et tenu à jour par le secrétariat;

b) A adopter toutes mesures possibles et tous programmes pratiques pour accélérer la formation du personnel de niveau intermédiaire et technique et d'autres catégories de main-d'oeuvre qualifiée nécessaires au développement, et encourager les employeurs privés à s'associer plus étroitement à ces programmes;

c) A prendre les mesures appropriées pour assurer le contrôle efficace et d'évaluation périodique de l'application des dispositions relatives à la formation à l'emploi figurant dans les accords d'investissement de capitaux étrangers, et à créer des groupes spéciaux chargés de promouvoir de façon effective l'emploi de leurs nationaux et la formation de la main-d'oeuvre locale;

d) A procéder aux études appropriées et à prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les cadres supérieurs et moyens et le personnel technique disponibles sont bien utilisés et pour veiller à ce qu'il soit fait un usage maximum de leurs institutions de formation;

e) A étudier la possibilité de créer des caisses de prêts, qui complèteraient les systèmes existants de bourses d'études, pour fournir à leurs nationaux de nouvelles possibilités d'acquérir une formation dans les secteurs où existe une pénurie de main-d'oeuvre;

III

3. Prie le Secrétaire exécutif de fournir aux gouvernements africains une assistance technique pour les tâches ci-dessus;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif :

a) De procéder à une étude sur la possibilité de créer un fonds africain de bourses d'études et de perfectionnement pour la formation de spécialistes et de chercheurs africains;

b) Sous réserve de l'approbation du Comité exécutif, de prendre, en consultation avec les Etats membres et en collaboration avec l'Association des universités africaines et d'autres organisations mettant des bourses d'études à la disposition des Africains, toutes dispositions utiles pour la création et le fonctionnement du fonds;

c) D'entreprendre une étude sur la possibilité de créer des centres régionaux ou sous-régionaux de recherches sur le matériel pédagogique et les ressources humaines, la portée et les besoins en personnel, et sous réserve de l'approbation du Comité exécutif, de prendre les mesures nécessaires en collaboration avec les mesures nécessaires en collaboration avec les organisations internationales intéressées, les gouvernements africains, les institutions africaines et d'autres organismes, pour créer et encourager ces centres;

d) D'entreprendre, en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail et les autres organisations internationales ainsi que les organismes bilatéraux intéressés, une action intensifiée afin de fournir une assistance technique aux Etats membres pour les aider à mettre sur pied des mécanismes nationaux permanents efficaces pour la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre;

e) De donner suite, en consultation avec le Comité exécutif, aux recommandations ci-dessus et de veiller à ce qu'elles soient mises en application.

152ème séance,
13 février 1969.

196 (IX). La Veille météorologique mondiale et le développement économique en Afrique ³³

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de ce que les renseignements météorologiques et climatiques constituent une condition préalable à une saine planification, à court terme ou à long terme, du développement des économies nationales et de l'exploitation effective des ressources naturelles,

Convaincue que la mise en oeuvre du plan de la Veille météorologique mondiale adopté par le cinquième Congrès de l'Organisation météorologique mondiale contribuera à l'expansion des services météorologiques en Afrique et aura une influence bénéfique sur le développement économique,

Notant que les recommandations du Cycle d'études organisé par la Commission économique pour l'Afrique sur le rôle des services météorologiques dans le développement économique de l'Afrique qui sont présentées dans le document E/CN.14/429, embrassent dans des conditions suffisantes les principaux domaines du développement économique qui réclament l'utilisation de renseignements météorologiques,

1. Invite les Etats membres à faciliter la mise en place du système de Veille météorologique mondiale dans leurs pays respectifs en incorporant dans leurs plans nationaux des dispositions appropriées pour le renforcement de leurs services météorologiques et en procurant à ceux-ci le personnel et les moyens requis pour leur permettre d'appliquer pleinement ce système;

2. Invite en outre les Etats membres à établir des liens institutionnels entre les services météorologiques nationaux et les organismes responsables de la planification et de l'exploitation des ressources naturelles dans leurs pays respectifs, ou à renforcer ceux qui existent, afin de tirer pleinement parti de la Veille météorologique mondiale pour le développement économique;

3. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils accordent leur plein appui à l'application des recommandations du Cycle d'études organisé par la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation météorologique mondiale et pour qu'ils mettent en oeuvre les recommandations du dit cycle d'études;

³³/Voir également la résolution 89 (V) de la Commission.

4. Prie le Secrétaire exécutif de poursuivre et de renforcer la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation météorologique mondiale dans l'intérêt général du développement africain.

152ème séance.
13 février 1969.

197 (IX). Action concertée en vue du développement rural en Afrique ³⁴

La Commission économique pour l'Afrique

Rappelant sa résolution 117 (VI) du 2 mars 1964 sur la vie rurale et l'action communautaire,

Ayant examiné le document du secrétariat sur les principes directeurs et la stratégie d'une action concertée en vue du développement rural en Afrique (E/CN.14/422),

Convaincue de la nécessité de définir la nature du problème des conditions sociales et autres qui empêchent le développement rapide de la vie rurale et de l'activité économique, ainsi que de la nécessité d'une action concertée en vue de la solution des problèmes de développement rural en Afrique,

1. Prend note avec satisfaction des efforts de coopération des diverses institutions des nations Unies, qui ont abouti à la rédaction du document E/CN.14/422 du secrétariat;

2. Fait siens les principes directeurs et la stratégie définis dans le document du secrétariat concernant une action concertée des diverses institutions pour résoudre les problèmes de développement rural en Afrique;

3. Prie le Secrétaire exécutif :

a) De prendre les mesures nécessaires, en collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour créer, à titre permanent, un comité régional inter-institutions pour le développement rural en Afrique, en vue d'assurer des consultations périodiques à l'échelon technique entre les représentations des institutions et d'étudier, concevoir et suggérer des méthodes à la réunion annuelle des chefs des institutions des Nations Unies en Afrique pour la mise en oeuvre de projets appropriés se prêtant facilement à l'action concertée dans des domaines liés au développement rural;

b) De prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la plus large coopération possible des Etats membres pour l'adoption des principes et de la stratégie d'action concertée dans leurs programmes de développement rural;

c) De convoquer une réunion régionale d'experts et d'administrateurs de programmes de développement régional pour étudier la manière dont les politiques, le mécanisme et l'action de vulgarisation agricole, les moyens d'information, les coopératives rurales, la protection sociale et le développement communautaire, l'hygiène rurale, la science et la technique peuvent se renforcer mutuellement dans le développement des communautés en Afrique;

d) D'intensifier les recherches sur les facteurs sociaux requis pour le développement économique, ainsi que l'étude des méthodes requises pour assurer la participation de la population aux projets de développement;

³⁴/ Voir également la résolution 117 (VI) de la Commission.

e) D'accorder une assistance technique appropriée aux Etats membres pour la création ou l'amélioration de centres nationaux ou multinationaux de formation en matière de développement rural et dans les domaines connexes;

f) D'encourager la coordination des travaux de la Commission économique pour l'Afrique et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, des institutions spécialisées des Nations Unies et des autres organisations oeuvrant pour les programmes de développement rural en Afrique, de façon que ces programmes exercent un effet maximum sur le progrès social et économique de la région;

4. Invite les Etats membres à coopérer avec le secrétariat et à l'aider pour la mise en oeuvre de programmes efficaces en matière de développement rural.

152ème séance,
13 février 1969.

198 (IX). Transport ³⁵

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant ses résolutions 32 (III) du 16 février 1961, 35 (III) du février 1961, 60 (IV) et 61 (IV) du 2 mars 1962, 101 (VI) et 103 (VI) du février 1964, 114 (VI) du 2 mars 1964, 147 (VII) et 149 (VII) du 22 février 1965, 159 (VIII), 160 (VIII) et 161 (VIII) du 24 février 1967 et l'accent mis constamment depuis la troisième session sur la nécessité de mettre en place à l'échelon international des réseaux de transports économiques, qui sont essentiels développement économique et social de l'Afrique,

Rappelant en particulier la requête présentée au Secrétaire exécutif, dans résolution 147 (VII), de grouper les études relatives à un plan préliminaire transports pour l'ensemble de l'Afrique,

Considérant que des conférences sous-régionales sur la coopération économique en Afrique de l'ouest et de l'est ont reconnu et souligné la nécessité d'établir dispositif permanent de coopération internationale à l'échelon sous-régional pour la coordination de la planification, de la réglementation et, dans certains cas, l'exploitation des transports,

Notant qu'un dispositif de ce type n'a jusqu'ici été mis en place qu'au Maghreb, où une commission permanente des transports comprenant quatre comités spécialisés a été créée en 1966,

Réaffirmant sa conviction que la coopération internationale africaine est indispensable pour la mise en place de réseaux de transports rationnels économiques,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'accélérer, en consultation avec les gouvernements des Etats membres, la création de comités permanents des transports en Afrique du centre, de l'est et de l'ouest;

^{35/}Voir également les résolutions 32 (III), 35 (III), 60 (IV), 61 (IV), 101 (VI), 103 (VI), 114 (VI), 147 (VII), 149 (VII), 159 (VIII), 160 (VIII) et 161 (VIII) de la Commission.

2. Engage tous les Etats membres à apporter un appui actif à la création de ces comités pour la coordination des plans, et à leur fonctionnement ultérieur.

152ème séance,
12 février 1969.

199 (IX). Echanges intra-africains ³⁶

La Commission économique pour l'Afrique.

Ayant pris note des résultats de la deuxième session de la CNUCED et en particulier de ses conséquences pour l'Afrique, telles qu'elles sont exposées dans document E/CN.14/437 établi par le secrétariat,

Ayant pris note en outre de la proposition relative à la création d'un centre régional de promotion commerciale, dont le mandat est spécifié dans le document E/CN.14/434,

Consciente de la nécessité et de l'extrême importance d'accroître les échanges entre les pays africains,

1. Fait siennes les recommandations de la troisième réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la Commission économique pour l'Afrique et du Comité d'experts de l'Organisation de l'unité africaine pour le commerce et le développement, contenues dans l'annexe I du rapport de cette réunion (E/CN.14/449), et en particulier celles qui portent sur l'expansion des échanges intra-africains;

2. Demande instamment aux Etats membres de prendre immédiatement l'initiative d'entretiens et de négociations entre eux, au sein des groupements sous-régionaux ainsi que sur le plan bilatéral, et à cette occasion de prendre acte des diverses propositions en vue de la libération et de l'expansion du commerce intra-africain qui ont été formulées dans des rapports antérieurs du secrétariat;

3. Prie le Secrétaire exécutif d'appuyer ces initiatives gouvernementales en orientant les travaux du secrétariat consacrés au commerce extérieur vers la recherche de solutions et de mesures pratiques de nature à encourager et à accroître les échanges intra-africains;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de prendre des dispositions pour créer le plus tôt possible, et en tout cas avant la fin de 1969, un centre régional de promotion commerciale;

5. Invite l'Organisation des Nations Unies et ses institutions à prêter leur concours au secrétariat en lui fournissant les ressources nécessaires pour que le centre régional de promotion commerciale puisse être créé et s'acquitter de ses responsabilités en matière d'expansion et de promotion commerciales;

6. Invite également les gouvernements des pays industrialisés à aider la Commission économique pour l'Afrique en lui fournissant des ressources pour la création et le fonctionnement du centre régional de promotion commerciale.

152ème séance,
13 février 1969.

³⁶ Voir également la résolution 8 (II) de la Commission.

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant que les petites industries qui, telles qu'elles ont été définies par le secrétariat, sont des entreprises manufacturières dont l'investissement en machines ne dépasse pas 50 000 dollars, peuvent apporter une contribution importantes à l'effort industriel global des pays africains,

Reconnaissant qu'elles aident à développer l'esprit d'entreprise, à former des spécialistes et à encourager l'utilisation, dans les pays, de capitaux, de matériel et autres facteurs, dans les limites des capacités et des ressources des pays membres,

1. Se félicite que le secrétariat ait pris l'initiative d'organiser, au moment de la neuvième session, une exposition des petites industries, pour démontrer l'importance des petites industries dans les économies des pays africains, et de publier une brochure sur les petites industries ainsi qu'un répertoire des fabricants de machines;

2. Rappelle sa résolution 156 (VIII) du 24 février 1967 dans laquelle elle accueillait favorablement la création d'un centre consultatif pilote des petites industries à Niamey, pour la sous-région de l'Afrique de l'ouest;

3. Note avec satisfaction les services rendus par ce centre consultatif l'aide reçue de pays donateurs amis;

4. Demande instamment à d'autres organes des Nations Unies qui s'occupent de petites industries, et en particulier à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et à l'Organisation internationale du Travail, de fournir appui et collaboration à la Commission pour le programme de travail biennal proposé;

5. Approuve le projet de programmes de travail et ordre de priorité pour 1969-1970 et les projections jusqu'en 1973 dans ce domaine, et recommande tout spécialement pour éclairer les chefs d'entreprise, l'élaboration d'études, ou de projets modèles pour les petites industries, qui soient adaptés aux conditions propres à l'Afrique, ainsi que la diffusion de telles études par l'intermédiaire des centres nationaux déjà créés, ou à créer, en vue du développement des petites industries;

6. Invite les Etats membres à accorder une attention particulière aux programmes nationaux tendant à la création de petites industries.

152ème séance,
13 février 1969.

^{37/}Voir également la résolution 156 (VIII) de la Commission.

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note du rapport sur les activités agricoles menées pendant la période 1967-1968 (voir E/4497-E/CN.14/413 ³⁹ et E/CN.14/445).

Ayant examiné le programme d'activités prévues dans le domaine du développement agricole pour 1969-1973, présenté dans le document E/CN.14/447 et notamment les alinéas a, b et c du paragraphe 40 sur la commercialisation des produits agricoles,

Tenant compte de l'étude réalisée en Afrique de l'ouest sur l'amélioration du cheptel et le transport de la viande,

1. Invite le Secrétaire exécutif à étendre les activités :

a) Dans le domaine de l'amélioration du cheptel, du transport et de la commercialisation de la viande à tous les pays d'Afrique producteurs de viande;

b) Dans le domaine de la stabilisation des prix de commercialisation des céréales et de la conservation et de la constitution de stocks pour pallier l'inégalité des productions d'une région à l'autre en Afrique;

c) Dans le domaine de la conservation et du commerce de poisson d'eau douce dans le bassin du lac Tchad en Afrique centrale, en Afrique de l'ouest, dans le bassin du Nil et autres régions d'Afrique;

2. Accueille avec satisfaction l'étroite collaboration établie entre la Commission, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial et d'autres organismes compétents en vue d'assurer un rythme de croissance plus encourageant du secteur agricole;

3. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la dixième session sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

153ème séance,
14 février 1969.

^{38/}Voir également les résolutions 14 (II), 18 (II), 54 (IV), 56 (IV), 99 (VI), 108 (VI), 112 (VI), 141 (VII) et 152 (VIII) de la Commission.

^{39/}Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No.5.

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que l'une des conditions préalables les plus importantes du développement est, pour les gouvernements africains, d'avoir à leur disposition de bonnes administrations, modernes et efficaces, pour mettre en application leurs décisions,

Ayant noté avec satisfaction les activités passées du secrétariat dans domaine de l'administration publique,

Approuvant l'orientation vers le développement du programme de travail proposé pour les deux prochaines années et ses projections jusqu'en 1973,

Rappelant ses résolutions 70 (V) du 25 février 1963 et 172 (VIII) du février 1967,

1. Prie le Secrétaire exécutif de poursuivre l'exécution de ses résolutions précédentes, et de mettre en oeuvre le programme de travail établi pour les années 1969 et 1970;

2. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'aider les Etats membres :

a) A accélérer les programmes de formation existants par l'intermédiaire des instituts et écoles d'administration publique, aussi bien que par l'intermédiaire des autres institutions de formation, et à mettre sur pied des centres de formation pour les cadres dirigeants;

b) A améliorer la gestion des entreprises publiques et privées;

c) A soutenir les efforts qu'ils déploient pour se doter d'une administration efficace et orientée à tous les niveaux vers le développement;

d) A organiser une réunion des directeurs africains de services organisation et de gestion et de leurs experts en la matière, afin de permettre un échange de données d'expériences;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de rechercher la coopération l'Organisation internationale du Travail et d'autres organisations intéressées vue de réaliser les programmes.

153ème séance,
14 février 1969.

^{40/} Voir également les résolutions 70 (V), 124 (VII), 171 (VIII) et 172 (VIII) de la Commission.

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant noté avec satisfaction les activités du secrétariat en matière de développement industriel au cours de la période biennale 1967-1968 (voir E/4497-E/CN.14/413 ⁴² et E/CN.14/445),

Ayant pris connaissance avec satisfaction du rapport du Secrétaire exécutif sur les activités de la Commission économique pour l'Afrique en matière de développement industriel pour la période 1969-1970 avec projections jusqu'en 1973,

Prenant note avec satisfaction des efforts déployés par le secrétariat pour terminer les rapports préliminaires sur les possibilités de réalisation, les études sur l'équilibre et l'harmonisation des industries dans les différents secteurs industriels aux échelons national, multinational, sous-régional et régional,

Consciente du fait que la prochaine décennie constituera une phase de mise en oeuvre exigeant de la part des Etats membres un examen et une évaluation approfondis,

Sachant que certains projets de développement industriel seront des projets d'assez grande envergure qui devront être exécutés de préférence à l'échelon multinational ou sous-régional pour profiter des économies d'échelle,

Consciente du fait que les services d'infrastructure tels que les transports, l'énergie et les communications sont des compléments des projets d'industrialisation et que leurs exigences en matière de capitaux d'investissement peuvent influencer sur la viabilité de certains projets industriels,

Tenant compte du fait que les économies de la plupart des pays africains dépendent essentiellement de l'agriculture, ainsi que de l'importance que revêt l'harmonisation des projets de développement industriel avec les programmes de développement agricole,

Reconnaissant que la mise en oeuvre de projets industriels viables exige davantage de consultations et des études de viabilité plus approfondies avant l'exécution, et exige également que les gouvernements intéressés soient prêts à jouer un rôle considérable au cours de la phase d'exécution,

Notant l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'importance de l'aide que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pourrait apporter aux pays africains à ce stade de l'industrialisation,

1. Prie le Secrétaire exécutif de se mettre en rapport avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement pour obtenir une assistance financière et technique supplémentaire pour l'exécution des projets inscrits dans le programme de travail proposé par le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique pour 1969-1970;

⁴¹/ Voir également les résolutions 18 (II), 43 (IV), 128 (VII), 140 (VII), 144 (VII), 153 (VIII), 154 (VIII), 155 (VIII), 156 (VIII) et 175 (VIII) de la Commission,

⁴²/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No.5.

2. Prie le Secrétaire exécutif d'envisager d'accroître la part des fonds affectés à la promotion industrielle dans le budget du secrétariat pour permettre à ce dernier de mieux s'acquitter de sa tâche;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif :

a) D'achever et de communiquer aux Etats membres, avant la fin de 1969, les études préliminaires de possibilités et les études d'harmonisation;

b) De présenter aux Etats membres une étude sur les conditions requises, de leur côté, pour le stade de la mise en oeuvre en ce qui concerne la main-d'oeuvre spécialisée, les cadres de direction et d'administration et les mécanismes d'exécution;

c) De conseiller et aider les Etats membres pour la mobilisation des ressources techniques et financière requises;

d) D'harmoniser les plans de développement industriel avec les programmes développement agricole et de faire rapport à la dixième session de la Commission sur les mesures prises pour assurer cette harmonisation;

e) D'exposer dans ces études d'harmonisation effectuées par le secrétariat projet ii) les incidences que le fait de tenir compte des investissements requis pour les services supplémentaires d'infrastructure exerce sur la viabilité des projets industriels important et, dans le cas de projets multinationaux, les avantages que peut en retirer chaque pays particulier;

f) D'inclure dans les études d'harmonisation une évaluation de la mesure dans laquelle les tendances du commerce extérieur de l'Afrique influenceront la mise en oeuvre des projets industriels, ainsi que des recommandations en vue d'un programme d'action et d'un ordre de priorité fondés sur ce principe.

153ème séance,
14 février 1969.

204 (IX). Tourisme

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'importance du tourisme dans le développement économique et social des pays africains,

Convaincue que l'Afrique tant par son étendue que par la diversité de ses caractéristiques géographiques et climatiques présente des possibilités touristiques incomparables - mais jusqu'ici inexploitées ou insuffisamment exploitées,

Consciente du retard pris par certaines sous-régions d'Afrique par rapport à d'autres dans l'organisation et le développement des infrastructures touristiques,

convaincue de la nécessité d'une coopération des Etats membres en vue de promouvoir le développement de circuits touristiques internationaux,

1. Prend acte du projet de programme présenté par le secrétariat;

2. Prie le secrétariat de porter une attention toute particulière aux pays africains les moins avancés dans le domaine du développement et de l'organisation du tourisme et de favoriser la coopération entre les Etats membres pour l'organisation de circuits touristiques internationaux, l'élaboration et l'exécution de projets touristiques multinationaux;

3. Lance un appel aux pays développés pour contribuer à assurer un plein succès à l'Année internationale du tourisme en Afrique.

153ème séance.
14 février 1969.

205 (IX). Mise en valeur des ressources minérales ⁴³

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant l'importance des ressources minérales pour le développement de l'économie d'un pays,

Consciente du fait que pour procéder à des inventaires des ressources minérales destinés à servir de base à la planification du développement, on devra effectuer des études et des investigations détaillées pour déterminer les ressources existantes et leurs possibilités,

Notant qu'une variété considérable de techniques modernes peuvent être appliquées pour la réalisation de ces études et de ces investigations, en particulier pour la prospection du minerai d'uranium qui fait l'objet d'une demande croissante,

1. Se félicite des efforts que le secrétariat déploie pour organiser des cycles d'études et conférences sur les métaux et minéraux nouveaux;

2. Demande :

a) Que les Etats membres, individuellement ou sur le plan multinational, créent des institutions pour la prospection et l'évaluation des ressources minérales de leurs pays et le réalisation des investigations nécessaires et prennent les mesures requises pour leur mise en valeur en utilisant les techniques modernes connues;

b) Que le secrétariat et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel prêtent l'assistance voulue à cet égard.

153ème séance.
14 février 1969.

206 (IX). Science et technique

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 158 (VIII) du 24 février 1967 et la résolution 18 (XXII) de l'Assemblée générale,

Reconnaissant que la science et la technique sont une force puissante dont les gouvernements devraient tenir compte et qu'ils devraient planifier, de manière à l'utiliser effectivement dans l'intérêt du développement économique et social,

Constant que l'expansion économique des riches pays industriels a été, dans une large mesure, rendu possible par l'application de la science et de la technique aux problèmes humains dans tous les secteurs,

^{43/} Voir également les résolutions 13 (II), 34 (III), 43 (IV), 143 (VII) et 164 (VIII) de la Commission.

1. Se félicite de ce que le Secrétaire exécutif ait annoncé la création au secrétariat d'une section chargée de traiter cette question d'une manière ordonnée et de servir de point de coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies en vue de l'application de la science et de la technique au développement en Afrique;

2. Accueille avec satisfaction les progrès réalisés jusqu'ici par la Commission économique pour l'Afrique dans l'élaboration de la partie africaine du Plan d'action mondial;

3. Recommande que la Commission prenne des mesures pour faire davantage connaître ce plan dans les Etats membres et ainsi de s'assurer de leur concours effectif;

4. Recommande en outre :

a) Que les Etats membres créent aussi rapidement que possible, dans leurs propres administrations, des services de science et de technique dotés de l'organisation et du personnel appropriés pour formuler les politiques générales et préparer des programmes d'application de la science et de la technique au développement et pour relier ces activités aux efforts que tente actuellement l'Organisation des Nations Unies en vue d'établir des programmes dans ce domaine;

b) Que le secrétariat établisse avec ces nouveaux services de science et de technique des Etats membres des relations semblables aux rapports de collaboration qu'ils ont déjà instaurés avec les services de planification économique, et qu'il aide ces nouveaux services de science et de technique à introduire réellement dans les divers domaines d'activités de développement national, les concepts et les principes nécessaires pour favoriser l'application effective de la science et de la technique au développement;

c) Que le secrétariat prépare, en liaison avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions spécialisées compétentes, des programmes concrets de formation du personnel scientifique et technique qu'exige l'exécution des plans de développement actuels dans la région africaine.

153ème séance.

14 février 1969.

207 (IX). Mobilisation des ressources intérieures et assistance internationale à la région africaine⁴⁴

La Commission économique pour l'Afrique,

1. Recommande que les Etats membres fassent des efforts accrus tendant à la mobilisation de leurs ressources intérieures pour appuyer des programmes de développement de plus en plus autonomes au cours de la deuxième Décennie du développement;

2. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à aider les Etats membres à améliorer leur système budgétaire et à renforcer leurs institutions financières aux fins d'une mobilisation plus efficace de leurs ressources intérieures;

^{44/} Voir les résolutions 2 (II), 11 (II) et 129 (VII) de la Commission.

3. Fait siennes les recommandations formulées par la réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la Commission économique pour l'Afrique et du Comité d'experts de l'Organisation de l'unité africaine pour le commerce et le développement sur la question de l'assistance financière internationale pour le développement de la région africaine;

4. Recommande que les Etats membres prennent des mesures pour qu'il soit donné suite aux recommandations sur les questions internationales financières et monétaires que la réunion mixte a formulées, par l'intermédiaire de leurs reprenant à tous les organismes internationaux compétents, et en particulier à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, au Fonds monétaire international et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

5. Demande instamment aux Etats membres de faire des efforts particuliers pour obtenir l'application rapide des résolutions existantes sur le volume et les conditions et modalités de l'assistance financière internationale;

6. Affirme l'importance que présente pour les pays africains un aboutissement rapide des négociations pour la création d'un mécanisme de financement supplémentaire;

7. Demande que les pays africains soient consultés comme il convient dans la réforme du système monétaire international, qui est nécessaire pour favoriser l'expansion du commerce mondial.

153ème séance.
14 février 1969.

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant ses résolutions 102 (VI) du 29 février 1964 et 150 (VII) du février 1965 concernant la création d'un bureau sous-régional de l'Afrique du centre,

Considérant sa résolution 176 (VIII) du 24 février 1967 relative à la coopération économique en Afrique,

Considérant sa résolution 178 (VIII) du 24 février 1967 relative à l'animation l'étouffement des bureaux sous-régionaux,

Considérant sa résolution 179 (VIII) du 24 février 1967 affirmant le principe de la consultation permanente entre le secrétariat et les gouvernements intéressés pour toutes décisions importantes concernant une sous-région et relative à la nomination d'un directeur pour le bureau sous-régional de l'Afrique du centre,

Constatant avec regret que le bureau sous-régional de l'Afrique du centre n'est pas encore doté d'un directeur et manque de personnel adéquat,

1. Réaffirme ses résolutions 178 (VIII) et 179 (VIII) dans leur intégralité;
2. Demande au Secrétaire exécutif de nommer, en accord avec les gouvernements intéressés de la sous-région, un directeur du bureau de Kinshasa d'ici la première réunion du Comité exécutif de la Commission créé par la résolution 188 (IX) du 10 février 1969;
3. Invite les gouvernements des Etats membres à collaborer efficacement avec le bureau sous-régional;
4. Demande au Secrétaire exécutif de rendre compte de l'application de cette résolution au Comité exécutif et aux gouvernements intéressés et de faire rapport à la Conférence de ministres créée par la résolution 188 (IX);

153ème séance,
14 février 1969.

⁴⁵ Voir également les résolutions 23 (III), 102 (IV), 134 (VII), 150 (VII), 178 (VIII) et 179 (VIII) de la Commission.

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 2036 (XX) de l'assemblée générale et le rapport sur la quatrième session du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification tenue en 1966 ⁴⁷, ses résolutions 53 (IV) du 1er mars 1962 et 157 (VIII) du 24 février 1967 ainsi que les résolutions 1170 (XLI) et 1224 (XLII) du Conseil économique et social,

Prenant note avec intérêt des renseignements et recommandations contenus dans les documents intitulés :

Rapport sur le deuxième stage sous-régional de formation à l'auto-construction assistée et aux méthodes de logement coopératif (Afrique de l'Est) (E/CN.14/HOU/10),

Rapport sur le troisième stage sous-régional de formation à l'auto-construction assistée et aux méthodes de logement coopératif (Afrique de l'Ouest) (E/CN.14/438),

Rapport de la réunion d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation (Afrique de l'est) (E/CN.14/416),

Rapport sur le stage de formation pour entrepreneurs en bâtiment africains (Afrique de l'Est) (E/CN.14/417),

Rapport de la Réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation (en particulier, le financement du logement) (E/CN.14/450),

1. Approuve le programme de travail proposé pour la période 1969-1970 dans le document E/CN.14/447;

2. Demande instamment aux Etats membres d'accorder une importance particulière aux points suivants :

a) Planification du développement de l'habitat et exécution des opérations connexes de réglementation de l'utilisation des terrains et de développement de l'infrastructure;

b) Encouragement de l'utilisation de ressources locales pour la production de matériaux et d'éléments de construction normalisés, en relation avec la programmation et les plans de construction de maisons d'habitation;

c) Création et développement d'institutions financières accordant des crédits pour le logement et fournissant des garanties pour les prêts hypothécaires dans les cas où ces garanties ne peuvent être fondées sur la propriété individuelle des terrains;

d) Organisation pour les entrepreneurs en bâtiment autochtones de stages spéciaux analogues aux cycles d'études de la Commission économique pour l'Afrique;

⁴⁶ Voir également les résolutions 53 (IV) et 157 (VIII) de la Commission.

⁴⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No.4 (E/4287).

c) Fourniture de logements à bas prix, aménagés pour l'autoconstruction assistée et encouragement aux sociétés de logement coopératif;

3. Invite les pays industrialisés, la Banque internationale pour la construction et le développement, la Banque africaine de développement et les autres institutions financières internationales à revoir leur politique de financement de l'habitat - subventions et prêts spéciaux - en vue du financement de logements et d'installations connexes, et à contribuer à la mise en place et à l'utilisation de moyens de formation en Afrique et ailleurs;

4. Prie le Secrétaire exécutif de prendre, en collaboration avec les institutions spécialisées, toutes les mesures nécessaires pour aider les Etats membres :

a) A accélérer l'amélioration de la situation du logement;

b) A mobiliser des ressources financières et techniques dans les pays industrialisés ainsi qu'auprès des institutions financières compétentes;

c) A favoriser à tous les niveaux la formation aux techniques de la création et du développement d'institutions financières et aux techniques de l'industrie du bâtiment, y compris celles du logement coopératif et de l'auto-construction assistée;

5. Prie en outre le secrétariat de fournir aux Etats membres des services consultatifs pour leur permettre de donner suite aux recommandations contenues aux alinéas a, b, c, d, et e du paragraphe 2 ci-dessus,

153ème séance,
14 février 1969.

210 (IX). Mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement⁴⁸

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente du fait que la région africaine comprend de nombreux pays qui sont parmi les moins avancés des pays en voie de développement,

Convaincue de la nécessité urgente d'un effort particulier de développement pour permettre aux pays africains de bénéficier d'un développement plus rapide,

Rappelant la résolution 24 (II) ^{48/} de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés parmi les pays en voie de développement pour l'expansion de leur développement économique et social,

Notant avec satisfaction que la troisième réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la Commission économique pour l'Afrique et du Comité d'experts de l'Organisation de l'unité africaine pour le commerce et le développement a recommandé que ce problème soit inscrit à l'ordre du jour de la neuvième session du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

⁴⁸ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. 1 et Corr. 1 et Add.1 : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, No de vente : E/.68.II.D.14), p.58.

1. Recommande l'établissement d'un programme spécial des Nations Unies en faveur des moins avancés des pays en voie de développement;

2. Prie instamment les pays africains de s'employer à obtenir l'appui des divers organes de l'Organisation des Nations Unies pour l'établissement d'un tel programme d'aide et de soutien aux pays les moins avancés, de façon à assurer leur participation active au commerce et au développement mondial;

3. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, de procéder à l'étude et d'encourager la mise en oeuvre de mesures spéciales efficaces tendant à surmonter les difficultés qui entravent le développement dans les secteurs clefs et de mesures internationales à prendre dans les domaines où les moins avancés des pays en voie de développement ont des besoins prioritaires qui peuvent être reconnus;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de présenter ces études, ainsi que des recommandations appropriées sur les mesures à prendre, aux gouvernements et aux organismes compétents, et notamment à la quatrième réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la Commission économique pour l'Afrique et du Comité d'experts de l'Organisation de l'unité africaine pour le commerce et le développement.

153ème séance,
14 février 1969.

211 (IX). Rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans les programmes de coopération technique des Nations Unies en Afrique⁴⁹

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 181 (VIII) du 24 février 1967 sur l'assistance technique,

Ayant pris note de la résolution 2279 (XXII) de l'Assemblée générale sur les procédures de programmation pour l'élément Assistance technique du programme des Nations Unies pour le développement,

Consciente de la nécessité de confier à la Commission économique pour l'Afrique un rôle plus large dans la détermination des politiques d'assistance de l'Organisation des Nations Unies à l'Afrique,

2. Recommande que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale dotent le secrétariat des moyens et ressources nécessaires pour lui permettre d'assumer ce rôle accru dans les activités de coopération technique;

3. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de prendre les décisions nécessaires pour rendre possible cette décentralisation des attributions et permettre à la Commission de jouer un rôle important dans les activités de coopération technique;

4. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les dispositions nécessaires pour que le secrétariat puisse assumer un rôle plus important dans les activités opérationnelles;

5. Recommande à cet égard que le Secrétaire exécutif accorde une attention particulière, pendant la période initiale, aux activités opérationnelles visant à appuyer :

⁴⁹ Voir également les résolutions 123 (VII), 129 (VII), 176 (VIII), 177 (VIII) et 181 (VIII) de la Commission.

- a) Des projets destinés à promouvoir la coopération économique entre les pays, y compris des services consultatifs pour la création des groupements régionaux et sous-régionaux;
- b) Des projets destinés à accroître le commerce intra-africain, qu'ils soient conçus dans le cadre de mouvements d'intégration ou entrepris à titre spécial,
- c) Des projets liés à la création ou au développement d'institutions multinationales de formation et de recherche dans la région africaine;

6. Recommande que le Programme des Nations Unies pour le développement prévoie, en plus de son programme par pays, une allocation globale pour des projets de coopération multinationale au titre du Fonds spécial, de façon à assurer le financement d'une assistance des Nations Unie à la coopération intra-africain, y compris la promotion du commerce intra-africain.

153ème séance,
14 février 1969.

212 (IX). Futurs programmes de travail et ordres de priorité

La Commission économique pour l'Afrique,

Notant les recommandations du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées,⁵⁰ relatives à la nécessité d'une planification à long terme,

Rappelant que par sa résolution 2370 (XXII), l'Assemblée générale invitait le Comité du programme et de la coordination à instituer un système de planification à long terme et d'élaboration des programmes,

Considérant la résolution 1264 (XLIII) du Conseil économique et social par laquelle il invitait ses organes subsidiaires à élaborer des programmes de travail à long terme,

Notant que le Conseil économique et social, par sa résolution 1378 (XLV), approuvait les recommandations présentées par le Comité du programme et de la coordination visant la mise au point et l'adoption d'un système intégré de planification à long terme, de formulation des programmes et de prévisions budgétaires, intéressant toutes les activités relevant des domaines économique et social,

Prie le Secrétaire exécutif de présenter à la Commission à ses futures sessions un programme de travail et un ordre de priorité portant sur une période de six ans, les projets prévus pour les deux premières années étant précis et définitifs, les propositions relatives au reste de la période constituant des plans provisoires, appelés à être détaillés et précisés par périodes successives de deux ans, en fonction de l'avancement des travaux au cours de la période biennale écoulée et des décisions prises dans les domaines visés par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale.

154ème séance,
14 février 1969.

^{50/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343, par. 73.

213 (IX). Remerciement à Sa Majesté Impériale Hailé Sélassié 1er, au Gouvernement et au peuple éthiopiens

La Commission économique pour l'Afrique,

Désireuse d'exprimer sa gratitude au Gouvernement éthiopien qui a bien voulu l'inviter à tenir sa neuvième session et à célébrer son dixième anniversaire à Addis-Abéba,

Désireuse aussi d'exprimer sa gratitude à Sa Majesté Impériale Hailé Sélassié 1er et au peuple et au Gouvernement éthiopiens pour leur chaleureuse hospitalité et toutes les facilités généreusement mises à la disposition des représentants et des observateurs au cours de la neuvième session de la Commission,

1. Exprime sa vive gratitude à Sa Majesté Impériale Hailé Sélassié 1er son allocution inaugurale et son message inspirants;

2. Adresse l'expression de sa profonde et sincère reconnaissance à Sa Majesté Impériale Hailé Sélassié 1er et au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour leur généreuse hospitalité et pour l'appui sans réserve qu'ils ont apporté à cette session historique;

3. Décide que la présente résolution sera remise au Gouvernement éthiopien par le Secrétaire exécutif de la Commission.

154ème séance,
14 février 1969.

214 (IX). Remerciements au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

La Commission économique pour l'Afrique,

Désireuse d'exprimer sa gratitude au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dont la présence à la commémoration du dixième anniversaire et à la neuvième session de la Commission a affirmé de façon encourageante l'engagement pris par les organismes reliés aux Nations Unies de participer à l'effort de développement de l'Afrique,

1. Adresse ses remerciements et l'expression de sa reconnaissance au Secrétaire général pour l'allocution inspirant qu'il a prononcée à la séance inaugurale de la commémoration du dixième anniversaire et de la neuvième session;

2. Décide que la présente résolution sera remise au Secrétaire général par le Secrétaire exécutif.

154ème séance,
14 février 1969.

215 (IX). Félicitations aux membres du Bureau de la neuvième session

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des lourdes responsabilités assumées par le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur pour la conduite des travaux de la session,

Consciente également des efforts déployés avec tant de compétence par les membres du Bureau des comités,

Notant avec satisfaction les résultats rendus possibles grâce au dévouement, à la diligence et à la dignité avec lesquels tous les membres du Bureau de la neuvième session se sont acquittés de leur tâche,

Adresse ses vives félicitations au Président, aux Vice-Présidents et au Rapporteur de la neuvième session, ainsi qu'aux présidents et rapporteurs des divers comités.

154ème séance,
14 février 1969.

216 (IX). Félicitations au secrétariat

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les efforts déployés par le secrétariat et les résultats satisfaisants enregistrés à l'issue de la commémoration du dixième anniversaire et des délibérations de la neuvième session,

Considérant l'importante et intéressante documentation établie et remise aux représentants et aux observateurs,

Consciente de l'ampleur considérable et de la complexité des tâches confiées au secrétariat et accomplies par lui,

Adresse ses sincères félicitations au Secrétaire exécutif et à tout son personnel, y compris les interprètes et les traducteurs, pour leur dévouement sans relâche et l'excellente contribution qu'ils ont apportée au succès de la neuvième session et de la commémoration du dixième anniversaire.

154ème séance,
14 février 1969.

**RESOLUTIONS ADOPTÉES A LA DIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION
PAR LA PREMIÈRE RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES MINISTRES**

217 (X). Structures régionales dans le cadre du système des Nations Unies

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1553 (XLIX) du 30 juillet 1970 du Conseil économique et social priant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de présenter au Conseil, au plus tard à sa cinquante-deuxième session, un rapport sur les résultats de l'enquête préliminaire sur les structures régionales dans le cadre du système des Nations Unies et de recommander des mesures concrètes,

Rappelant le mémorandum de son Comité exécutif soumis à l'examen du Conseil économique et social ⁸ et les rapports du Comité exécutif sur les première ⁹, deuxième ¹⁰ et troisième ¹¹ réunions ainsi

⁸ E/CN.14/ECO/10.

⁹ E/CN.14/456.

¹⁰ E/CN.14/462.

¹¹ E/CN.14/479

que le questionnaire pour l'étude de structures régionales ¹² transmis aux Etats Membres afin d'obtenir leur concours pour faciliter la tâche du Secrétaire général,

Rappelant en outre les paragraphes 84 à 92 et l'annexe IV du rapport du Comité exécutif sur sa quatrième réunion ¹³ indiquant les réactions dudit comité au projet de questionnaire envoyé le 30 novembre 1970 aux Etats Membres par le Secrétaire général,

Consciente du fait que les problèmes de coopération régionale varient d'une région à l'autre et que les structures régionales de l'Afrique dans le cadre du système des Nations Unies doivent nécessairement refléter les problèmes particuliers et les aspirations collectives des Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Prend acte des mesures prises par le Comité exécutif pour obtenir la collaboration des Etats Membres en la matière;

2. Prie les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait, de faire parvenir directement au Secrétaire exécutif, pour le 30 avril 1971 au plus tard, leur réponse au questionnaire du Secrétaire général;

3. Prie le Secrétaire exécutif de fournir aux Etats Membres qui le demanderaient des services consultatifs en relation avec le questionnaire; à cette fin, les Etats Membres demandant une assistance de ce type voudront peut-être autoriser leurs ambassades respectives à Addis-Abeba à consulter le Secrétaire exécutif;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'élaborer, avec l'assistance du Comité exécutif, un rapport sur les structures régionales, compte tenu des avis et recommandations reçus des divers Etats Membres, et de faire tenir au Secrétaire général le rapport ainsi que les réponses des gouvernements.

163ème séance,
13 février 1971.

218 (X). Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70

Les représentants des pays africains,

Assemblés à Tunis en février 1971 à la première réunion de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique,

Unis par leurs aspirations communes et résolus à poursuivre leurs efforts en vue du développement économique et social de l'Afrique,

Reconnaissant pleinement que, ayant adopté comme thème le principe de l'autonomie, ils doivent assumer eux-mêmes la responsabilité du développement de leurs pays,

¹² E/CN.14/ECO/24.

¹³ E/CN.14/498.

Convaincus que l'objectif central de tous leurs efforts est d'assurer un bien-être et une croissance économiques auto-entretenus,

Se rappelant la résolution 187 (IX) du 10 février 1969 sur la commémoration de son dixième anniversaire et sa résolution 189 (IX) du 10 février 1969 sur l'organisation, la structure et les fonctions du secrétariat de la Commission,

Convaincus que la communauté internationale est tenue de créer des conditions telles que les pays africains aient les moyens et la possibilité de développer leurs ressources respectives pour permettre à leurs populations de vivre à l'abri du besoin et de la crainte,

Convaincus en outre que la participation directe des populations africaines à l'élaboration et à l'évaluation des plans de développement facilitera considérablement l'exécution de ceux-ci,

Notant que la septième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine réunie à Addis-Abeba en septembre 1970 a établi un programme de priorités pour le développement économique et social de l'Afrique pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

1. Déclarent sans équivoque que leurs pays sont résolus à contribuer mutuellement à leur développement;

2. Décident de définir une stratégie pour le développement économique et social de l'Afrique durant les années 70 faisant partie intégrante de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, adoptée par l'Assemblée générale au titre de sa résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970;

3. Recommandent que la stratégie pour les Etats Membres se concentre sur un nombre limité de domaines et d'activités essentiels et présentent dans ce document une série de problèmes et de mesures qui pourraient exiger une attention particulière dans le cadre du développement économique, social et institutionnel de chaque Etat africain durant les années 70;

4. Reconnaissent que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a servi d'instrument pour aider les gouvernements africains, et exposé les politiques requises pour que cet instrument puisse être pleinement utilisé;

5. Considèrent que pour la mise en application de la stratégie africaine il sera nécessaire de faire des arrangements appropriés pour suivre de façon systématique les progrès accomplis dans le sens des buts et des objectifs;

6. Appellent l'attention sur le paragraphe 81 de la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale qui confère aux commissions économiques régionales, en coopération avec les banques de développement régionales et les groupements sous-régionaux et avec l'assistance d'autres organisations du système des Nations Unies, la principale responsabilité pour l'évaluation des progrès à l'échelon régional;

7. Prient le Secrétaire exécutif d'engager des consultations avec les organismes régionaux et d'autres organismes des Nations Unies en vue de l'établissement d'un mécanisme d'évaluation;

8. Invitent le Secrétaire exécutif à s'appuyer sur la résolution 187 (IX) pour la mise en oeuvre de la stratégie suivante de l'Afrique pour le développement durant les années 70 :

Planification en vue du développement

1) La structure hétérogène de la quasi-totalité des pays africains, comprenant un secteur de subsistance traditionnel, un secteur autochtone monétisé et une enclave étrangère, soulève trois problèmes principaux:

i) Dans chaque pays, un noyau restreint, généralement situé dans les centres urbains, constitue l'élément dynamique de la modernisation, mais il est entouré de vastes zones rurales arriérées où le développement est lent par suite d'une productivité extrêmement faible. La grande majorité de la population de l'Afrique en voie de développement vit encore dans le secteur de subsistance où les niveaux de vie sont bas. Un pourcentage relativement modeste mais croissant de la population autochtone vit presque complètement dans le secteur monétisé où les niveaux de vie sont plus élevés mais cependant peu satisfaisants en général;

ii) Les enclaves étrangères, que les gouvernements ne peuvent facilement réglementer et intégrer aux économies nationales, jouent un rôle économique important dans un grand nombre de pays. Ces enclaves (comprenant des sociétés dirigées de l'extérieur et du personnel étranger) représentent un pourcentage considérable du revenu brut total des pays intéressés. Comme elles sont parmi les principaux producteurs de revenus, elles apportent une contribution importante aux recettes de l'Etat;

iii) La participation de la population autochtone au secteur privé de l'économie est insignifiante.

2) L'intégration des économies nationales est donc hautement prioritaire. Elle présente des aspects physiques, structuraux, économiques et socio-psychologiques, et exige un programme effectivement coordonné, portant sur l'aménagement régional, le développement rural intégré, la réforme des administrations locales, les politiques du revenu, les transports et les communications, le bâtiment et les travaux publics, etc.

3) Deux autres facteurs caractéristiques doivent être pris en considération. Le premier est le fait que les exportations agricoles sont tributaires à l'extrême d'un petit nombre de marchés dans les pays développés. Le second est le peu d'intérêt que présente l'évolution de la science et de la technique dans le monde développé pour les problèmes qui se posent aux pays africains, en particulier ceux qui sont liés à la transformation des structures socio-économiques de l'Afrique.

4) Dans le passé, les gouvernements africains ont tenté d'élaborer et de réaliser des plans de développement dans ce cadre social, économique, technique et structurel. Mais leurs tentatives d'exécution n'ont pas été particulièrement heureuses. De plus, une étude de l'appareil mis en place dans les pays africains pour l'élaboration et l'administration des plans de développement révèle une absence frappante de tout système de vérification et de contrôle opérationnel du plan une fois que celui-ci a été lancé. D'autre part, on constate de plus en plus manifestement que certains des modèles adoptés sont trop complexes ou mal adaptés.

5) Pour obtenir de meilleurs résultats et se rapprocher des objectifs fixés pour la deuxième Décennie du développement, les pays africains devront préciser et chiffrer aussi exactement que les données disponibles le permettent, les objectifs du développement national et régional. Ceux-ci peuvent être résumés comme suit :

i) Mobiliser effectivement les ressources nationales et extérieures pour le développement;

ii) Mobiliser toutes les couches de la population pour la faire participer aux activités tendant à réaliser l'intégration du secteur traditionnel, qui est le moins productif à l'heure actuelle, et du secteur moderne dynamique;

iii) Encourager la modification des structures en vue de réduire l'assujettissement quasi total à des facteurs extérieurs pour stimuler les processus de transformation et de développement.

6) Dans l'ensemble, la stratégie à appliquer à la planification devra consister à déterminer dans les systèmes socio-économiques africains les points d'appui possibles et à agir sur tous ces points à la fois. En pratique, elle exigera la création, au sens physique, économique et social, de liaisons interindustrielles verticales, ainsi que d'effets de propagation, entre les communautés rurales et urbaines dans le cadre d'une politique délibérée.

Commerce

7) Une stratégie appropriée pour le commerce des pays africains au cours des années 70 doit viser deux objectifs fondamentaux :

i) Susciter une transformation de la structure des économies africaines en provoquant leur passage de la production traditionnelle, presque exclusivement axée sur les produits de base, à une association dynamique de l'agriculture et des industries manufacturières;

ii) Dégager des services pour le financement du développement.

8) La balance commerciale globale de l'Afrique est passée progressivement d'un lourd déficit au début des années 60 à un léger excédent à la fin de la décennie. Au cours de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, le taux de croissance annuel a plus que doublé par rapport à celui des années 50. Toutefois, cette vigueur du commerce d'exportation de l'Afrique a été en grande partie due au pétrole et à d'autres produits minéraux, les produits traditionnels qui tiennent une place importante dans son commerce d'exportation n'ayant marqué que des progrès beaucoup plus lents.

9) La composition des exportations africaines ne s'est pas modifiée sensiblement. Les produits de base continuent à représenter de 80 à 90 p. 100 du total. Ce fort pourcentage s'explique en partie par le rôle prédominant des pays à économie de marché dans les échanges africains. Bien que les exportations à destination des pays socialistes d'Europe de l'Est, portant essentiellement sur des produits primaires, se soient développées assez rapidement au cours des années 60, elles ne représentent encore que 5 p. 100 environ du total. Un dixième seulement environ des échanges de l'Afrique s'effectuent avec d'autres pays en voie de développement, dont la moitié avec des pays africains.

10) On devra s'efforcer résolument d'assouplir les relations économiques et institutionnelles entre les pays africains et les pays développés et de changer la composition de la production des Etats africains. Afin de maintenir et d'accroître la capacité de gain de ces Etats pendant que des mesures seront prises pour changer la structure des échanges de l'Afrique, la stratégie des années 70 devra prévoir les mesures suivantes, dans le cadre d'une coopération élargie ou mondiale, selon le cas :

i) Elaborer une politique internationale des produits de base en vue d'assurer des cours rémunérateurs, équitables et stables, et notamment parvenir à un accord général sur les arrangements intéressant ces produits de façon que les accords particuliers conclus dans ce domaine reposent sur des principes et des modèles uniformes;

ii) Faciliter pour les produits de base, sous leur forme naturelle et transformée, l'accès aux marchés des pays développés;

- iii) Créer des associations et des groupements de pays africains producteurs de produits primaires, en coopération avec d'autres pays en voie de développement, pour permettre aux producteurs de prendre de leur propre initiative des mesures en vue de protéger leurs intérêts sur les marchés des produits de base, selon les besoins, sans pour autant exclure les possibilités d'élargir la coopération entre pays producteurs et consommateurs;
- iv) Susciter des mesures sur le plan international en vue de faciliter la diversification et l'expansion des échanges d'articles manufacturés et de demi-produits des pays africains;
- v) Améliorer la position concurrentielle des produits naturels grâce à des efforts de recherche et de développement tendant à réduire le coût de production de produits naturels, à améliorer la qualité ou les caractéristiques de ces produits et à découvrir de nouvelles utilisations finales;
- vi) Harmoniser les points de vue des pays africains afin de parvenir à des positions africaines véritablement communes dans toutes les instances internationales au sein desquelles sont discutés les problèmes touchant leur commerce et leur développement.

11) Les perspectives de transformation de l'économie d'un pays grâce à la croissance du secteur des exportations dépendent dans une large mesure des effets d'entraînement des industries d'exportations sur les autres industries. Plus ces effets sont marqués, plus sensible est la répercussion d'un accroissement des exportations sur la production des autres secteurs de l'économie. Les exportations de produits primaires ne provoquent en général que des relations interindustrielles ténues, alors que les exportations d'articles manufacturés ont des effets d'entraînement marqués. Il faut que les pays africains cherchent de plus en plus à accroître leurs exportations d'articles manufacturés, en complément des exportations de produits primaires. Les possibilités de cet accroissement ne pourront être pleinement exploitées que grâce à une programmation effective de l'industrie et à la mise en application des politiques arrêtées.

12) La position dominante des pays industrialisés parmi les acheteurs de produits africains démontre la nécessité de ne pas négliger l'importance que ces marchés conserveront quelque temps encore en tant que sources de recettes. D'autre part, on devra s'efforcer résolument, au cours des années 70, de diversifier la composition des échanges de produits primaires ainsi que leur orientation et en particulier d'intensifier le commerce intra-africain d'articles manufacturés. Les stratégies élaborées à l'échelon international ne peuvent que venir en complément de celles de l'Afrique et de ses ordres de priorité. En conséquence, les mesures suivantes devront être prévues dans la stratégie des années 70 :

- i) Les pays africains devront continuer à élaborer, à négocier et à mettre en vigueur leurs propres accords pratiques de commerce et de paiements pour assurer une meilleure utilisation des ressources grâce à une diversification sélective de la production;
- ii) Ils devront en particulier accélérer les négociations bilatérales et multilatérales consacrées actuellement à l'élaboration de systèmes préférentiels à l'avantage mutuel des partenaires ou en préparer de nouvelles, et améliorer les voies d'échanges entre les marchés africains;
- iii) Ils devront créer pour le choix des projets et des produits un mécanisme de collaboration favorable à l'expansion des échanges;
- iv) Ils devront envisager, en priorité, des négociations sectorielles en vue de conclure des accords au titre desquels ils seront juridiquement tenus de s'acheter

mutuellement certains produits, créant ainsi un noyau de croissance des échanges intra-africains.

13) Les objectifs et les mesures exposés ci-dessus sont destinés à créer des conditions propres à une expansion des échanges africains orientée vers le développement. L'expérience a prouvé que les possibilités offertes ne sont pas toujours exploitées avec profit. Il faut donc prévoir des activités en vue de stimuler l'expansion des courants d'échanges existants et d'en créer de nouveaux. En conséquence, les mesures suivantes devront être prévues dans la stratégie des années 70 :

- i) Les pays africains devront créer des organismes de promotion commerciale et élaborer des programmes mieux conçus et mieux coordonnés;
- ii) Les pays africains devront définir des stimulants et des anti-stimulants et rationaliser leurs politiques et leurs procédures de promotion commerciale.

14) Il conviendra de prendre des mesures en vue de réduire ou de supprimer la concentration de la puissance économique entre les mains d'étrangers. Dans le secteur moderne, cette concentration se manifeste par la mainmise de quelques sociétés commerciales étrangères sur de vastes secteurs du commerce et des finances. Grâce à une combinaison appropriée de mesures, notamment la création de sociétés commerciales nationales et de sociétés nationales pour la promotion industrielle, la mise en place d'un réseau d'institutions bancaires et financières nationales, et la formation accélérée de personnel et de main-d'oeuvre autochtone, le commerce et l'industrie pourraient devenir des instruments efficaces pour le développement social et économique.

Financement extérieur et coopération technique

15) Une stratégie pour le financement extérieur et la coopération technique au cours des années 70 devra viser trois objectifs fondamentaux :

- i) Accroître le courant de l'aide extérieure en fonction des besoins particuliers des pays africains;
- ii) Faciliter le transfert des techniques étrangères répondant aux besoins des pays africains;
- iii) Susciter la transformation et la modification des structures dans les pays africains en mettant ceux-ci en mesure d'utiliser leurs propres ressources naturelles, d'accumuler leurs propres capitaux et de gérer eux-mêmes leurs économies, en vue de parvenir non seulement à une croissance accélérée du revenu moyen mais encore à une répartition plus équitable de ce revenu et à la création d'emplois pour une main-d'oeuvre toujours plus nombreuse.

16) La part de l'assistance aux pays en voie de développement revenant à l'Afrique est tombée de 35 p. 100 en 1960) à 23 p. 100 en 1967. Indépendamment de ce déclin, l'aide a connu en Afrique des fluctuations plus marquées que dans les autres régions en voie de développement. Son volume a atteint en 1962 le chiffre maximum de 1 777 000 000 de dollars. En 1967, ce chiffre était tombé à 1 610 000 000 dollars. Si l'on ajuste le volume de 1967 pour tenir compte des fluctuations des prix des articles manufacturés entrant dans les échanges internationaux, le montant aux prix de 1960 est ramené à 1 490 000 000 dollars. Au cours de la même période, les sorties nettes d'Afrique des revenus des investissements ont plus que triplé, passant de 12 p. 100 des entrées nettes de capitaux publics à 42 p. 100 environ.

17) Le total de la dette extérieure déclarée de l'Afrique est passé de 3,3 milliards de dollars in 1960 à 8,7 milliards en 1968. Le service de la dette publique africaine a atteint 625,4 millions de dollars en 1968 soit 6,4 p. 100 des exportations totales de produits. Ces paiements atteignent actuellement 24 p. 100 des

exportations totales de biens et services dans le cas d'un pays africain, et de 10 à 20 p. 100 dans beaucoup d'autres. Les grands emprunts étant en Afrique un phénomène relativement récent, on prévoit que le service de la dette s'alourdira plus rapidement dans la région que dans les autres pays en voie de développement au cours de la deuxième Décennie du développement et des quelques années suivantes. La CNUCED a projeté que le service de la dette atteindrait 22 p. 100 des exportations en 1975. Ce chiffre est évidemment fondé sur certaines hypothèses précises qui sont exposées dans le document pertinent de la CNUCED*/.

18) Le faible niveau actuel des revenus et du développement dans la plupart des pays africains a des incidences importantes sur la politique d'aide. On a estimé que pour atteindre l'objectif du taux de croissance annuel de 6 p. 100 préconisé pour la première moitié de la deuxième Décennie du développement, il faudra que le volume de l'aide double d'ici à 1975. Pour que le financement du développement nécessaire à une croissance économique accélérée en Afrique puisse être assuré, il faudra prévoir les éléments suivants dans la stratégie des années 70 :

- i) Dans le cadre de l'objectif de 1 p. 100 fixé pour le transfert de ressources financières des pays industrialisés vers les pays en voie de développement, on devra prendre des mesures pour assurer une répartition plus équitable de façon que la région dans son ensemble et plus particulièrement les moins avancés des pays africains obtiennent une portion suffisante de ces transferts;
- ii) Une liaison appropriée devra être établie entre les droits de tirage spéciaux et l'octroi de fonds de développement supplémentaires;
- iii) L'idéal serait que l'assistance soit fournie sous forme de dons ou de prêts publics sans intérêt, mais elle devrait au moins être adaptée aussi raisonnablement que possible aux besoins et à la capacité de remboursement des divers pays africains afin de réduire la charge de plus en plus lourde que représente pour leur balance des paiements le service de la dette;
- iv) En vertu du principe d'autonomie, les pays africains dont l'épargne est constamment excédentaire devront fournir des ressources financières à d'autres pays africains en vue d'investissements rentables, par l'intermédiaire de la BAD et de la SIFIDA;
- v) Il conviendra de faire en sorte que la coopération financière et technique contribue à une mobilisation plus complète des ressources locales, grâce notamment à une participation financière élargie aux dépenses locales, à une assistance technique tendant à utiliser les moyens locaux, à un programme rationnel de formation de personnel local de contrepartie et à une réduction en faveur des programmes de l'appui apporté aux projets.

19) Pour être efficace, un programme global d'aide doit combiner l'assistance financière et l'assistance technique, mais dans le cas des pays africains, une priorité absolue s'impose, à savoir une assistance technique de nature telle que les bénéficiaires puissent utiliser au maximum leurs propres ressources locales et toutes les formes d'aide qui leur sont offertes. Il conviendra également de prendre des dispositions pour :

- i) Accélérer et améliorer les procédures de négociation et d'octroi de dons et de prêts;
- ii) Exécuter et gérer plus efficacement les projets;

*/TD/7/Sup.5.

- iii) Intensifier dans les pays africains les activités de recherche et de développement de façon à pouvoir adapter la technologie étrangère tout en mettant au point des techniques locales.

20) L'assistance à l'Afrique a essentiellement pour rôle d'encourager la formation de marchés élargis, l'élaboration d'une politique d'investissement rationnelle fondée sur la coopération sous-régionale ou régionale et une plus grande mobilité de la main-d'oeuvre qualifiée et des investissements privés.

21) Plus que la plupart des autres régions, l'Afrique a besoin d'un programme de coopération financière et technique conçu et exécuté à l'échelon multinational. Jusqu'ici, l'effort d'assistance a, dans bien des cas, accusé encore la fragmentation historique, géographique et politique du continent, aggravant ainsi les problèmes déjà complexes de la coopération et de l'intégration. Une stratégie de l'assistance financière et technique pour les années 70 devra donc comprendre les éléments suivants :

- i) Une assistance tendant à faciliter la création des institutions nécessaires dans le cadre d'une coopération et d'une intégration multinationales;
- ii) Une assistance pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'expansion des échanges intra-africains, notamment la transformation du réseau actuel des communications et des transports et des institutions bancaires et commerciales;
- iii) Une assistance visant à dédommager les pays africains les moins avancés pour les handicaps et les pertes dont ils risquent de souffrir en participant à des associations coopératives avec des pays voisins plus industrialisés;
- iv) Une assistance en vue de la conclusion d'accords de paiements grâce au financement des soldes créditeurs résultant de ces accords.

22) Une meilleure coordination, entre les divers donateurs d'une part et entre les donateurs et les bénéficiaires de l'autre est indispensable. Cette coordination doit avoir les objectifs suivants :

- i) Gonfler le courant de l'aide et réduire l'incertitude que soulève son volume futur;
- ii) Evaluer plus exactement les besoins et les ordres de priorité dans l'optique du plan de développement à long terme des pays, afin de s'assurer que l'on pourra compter avec certitude sur une coopération financière et technique pour le plan ainsi que pour des projets isolés;
- iii) Permettre des mesures immédiates et coordonnées pour réviser l'échelonnement des échéances ou réaménager les dettes lorsque la situation d'un pays justifie cette forme particulière d'assistance.

Mobilisation des ressources intérieures

23) Les objectifs fondamentaux d'une stratégie pour la mobilisation des ressources intérieures au cours des années 70 doivent être les suivants :

- i) Relever le taux de croissance des économies africaines;
- ii) Jeter les bases nécessaires à des politiques économiques indépendantes et à la protection de la souveraineté.

24) La part de l'épargne dans le produit national brut des pays africains est passée de 12 p. 100 environ au cours de la première moitié des années 60 à 14 p. 100 environ à la fin de la décennie. Parmi les régions

en voie de développement, l'Asie de l'Est est la seule à avoir enregistré une augmentation supérieure. Toutefois, le pourcentage africain est encore inférieur à la moyenne de 16 p. 100 pour l'ensemble des pays en voie de développement.

25) En ce qui concerne le coefficient moyen de l'impôt par rapport au revenu national, la moyenne pour les pays africains sur lesquels on possède des chiffres est passée de 13 p. 100 au cours des années 50 à 16 p. 100 environ au cours des dernières années. Ce pourcentage est plus élevé qu'en Asie, mais il reste inférieur à ceux de l'Amérique latine et du Moyen-Orient.

26) Les pays africains doivent au cours des années 70, comme ils l'ont fait au cours de la décennie précédente, assumer en majeure partie la charge du financement de leur développement. La stratégie des années 70 doit donc essentiellement viser à faire en sorte qu'une proportion croissante du revenu national soit épargnée en vue du financement des investissements. En particulier,

Les pays africains doivent tendre à accroître le rapport entre l'épargne et le produit national brut de sorte qu'il atteigne 20 p. 100 au moins à la fin de la décennie.

27) Pour mettre au point des mesures efficaces de mobilisation des ressources intérieures, il faut distinguer quatre groupes principaux d'épargnants, dont les mobiles sont très différents :

- i) L'Etat, dont l'épargne est représentée par l'excédent des recettes fiscales sur les dépenses publiques courantes;
- ii) Le secteur des affaires, qu'il s'agisse de sociétés ou de personnes physiques, dont l'épargne est représentée par les bénéfices non distribués;
- iii) Les propriétaires et les rentiers;
- iv) Les ménages.

28) La fiscalité est, et restera probablement, au moins pendant les années 70, une source très importante de recettes. Mais un système financier bien organisé et adapté au niveau de développement économique atteint par les divers pays africains ou par certains secteurs dominants - dont les institutions telles que les banques commerciales, les banques de développement, les caisses d'épargne, les comptes de chèques postaux, les sociétés coopératives, les compagnies d'assurances et les marchés financiers institutionnalisés - peut assurer une plus grande souplesse au mécanisme de mobilisation des ressources. Celui-ci sera efficace dans la mesure où il sera capable d'attirer et de mobiliser l'épargne intérieure et de diriger des fonds vers des investissements productifs. Il peut en particulier jouer un rôle important en faisant entrer dans l'économie de marché des secteurs traditionnellement fermés.

29) La mobilisation des ressources grâce à la fiscalité se heurte à diverses difficultés d'ordre politique et économique. Le rapport entre les recettes fiscales et le produit intérieur brut, et la rapidité avec laquelle il augmente constituent cependant le critère en fonction duquel il faut juger l'effort de développement d'un pays. Les éléments suivants doivent entrer dans la stratégie des années 70 :

- i) Elimination de l'aide budgétaire importante que certains pays africains obtiennent encore de l'extérieur pour faire face à leurs dépenses courantes;
- ii) Réformes de l'impôt personnel et de l'impôt indirect, de façon que les groupes qui profitent le plus du développement économique contribuent davantage et dans une mesure croissante à répondre aux besoins publics. En particulier, l'introduction de techniques modernes dans l'agriculture, associée à une amélioration des conditions du marché intérieur pour les produits agricoles, a permis de relever

considérablement les revenus de certaines parties du secteur agricole qui, en conséquence, peut et doit supporter une plus large part de la charge fiscale;

- iii) Mesures fiscales tendant à encourager l'épargne et les investissements commerciaux, notamment réduction de l'impôt sur les bénéfices provenant d'investissements nouveaux et stimulants fiscaux visant à encourager le réinvestissement des bénéfices;
- iv) Amélioration des systèmes d'assiette et de recouvrement de l'impôt en vue de réduire l'écart qui existe dans un grand nombre de pays entre une structure fiscale prévoyant des taux élevés et progressifs et un rendement extrêmement faible;
- v) Mesures tendant à réduire l'augmentation des dépenses courantes non destinées au développement et à réserver un pourcentage plus important des recettes supplémentaires aux fins du développement;
- vi) Harmonisation plus poussée des budgets et des plans nationaux de développement.

30) La réforme de la politique et de l'administration fiscales doit permettre de mobiliser plus efficacement les ressources financières et d'assurer une meilleure répartition du revenu et de la richesse. Toutefois, des stimulants tendant à encourager l'épargne commerciale risquent de contrecarrer en partie les efforts déployés dans ce sens. Dans un grand nombre de pays africains, certains secteurs isolés possèdent déjà des capacités industrielles excédentaires. Par conséquent, si un pays s'efforce de relever son taux de croissance en portant surtout ses efforts sur les investissements sans se préoccuper des principaux vices de structure qui limitent la demande de biens produits, les investissements supplémentaires risqueront de ne se traduire que par un relèvement relativement faible des taux de croissance.

31) L'épargne est un élément essentiel de la prospérité du secteur des affaires. Outre les stimulants fiscaux, une stratégie intéressant ce secteur devra prévoir l'élaboration de systèmes financiers offrant aux épargnants un choix entre des types de placement divers, notamment le développement de sociétés d'investissement assurant si possible des intérêts garantis et assurant des modes de financement adaptés à la variété et à l'évolution des besoins.

32) Dans le groupe des propriétaires et des rentiers, les cultivateurs consacrent en général une proportion importante de leur revenu monétaire disponible à des investissements. Les rentiers, tels que les propriétaires fonciers, sont probablement beaucoup moins enclins à l'épargne. La stratégie des années 70 concernant ce groupe doit avoir les objectifs suivants :

- i) Modification de la répartition de la richesse en faveur des secteurs productifs du groupe;
- ii) Relèvement de la productivité agricole;
- iii) Accroissement de la participation des rentiers aux investissements grâce à des stimulants et des encouragements appropriés, et mise au point d'un système propre à augmenter leur charge fiscale.

33) L'épargne personnelle réalisée sur les traitements et salaires dépend des taux de croissance du revenu réel, du nombre des salariés et du montant des traitements et salaires par travailleur. Pour ce groupe, la stratégie devra viser à la mise en place d'institutions financières propres à encourager l'épargne, et à l'élaboration de politiques monétaires et de politiques fiscales connexes appropriées.

Industrie

34) Le domaine d'action critique est celui de la restructuration de l'économie nationale et, plus précisément, de l'intégration du secteur traditionnel au secteur moderne et dynamique. Les politiques nationales doivent avoir pour objet de modifier la composition de la production rurale et de relier les secteurs rural et urbain afin d'assurer une base solide à une économie moderne. Les éléments essentiels d'une stratégie associant l'industrie et l'agriculture sont les suivants :

- i) La création de petites industries appliquant des techniques nouvelles et utilisant des matières premières locales;
- ii) Le développement de complexes agro-industriels et d'industries fournissant des intrants agricoles tels qu'engrais, machines et outils;
- iii) Le développement des industries d'exportations;
- iv) La promotion de la recherche industrielle.

35) La plupart des pays africains ont des marchés locaux exigus et le pouvoir d'achat de leurs populations est faible. Ces facteurs constituent un obstacle au développement industriel. Pour lever cet obstacle, il convient de prendre des mesures collectives tendant à la création des infrastructures physiques propres à faciliter les courants d'échange entre Etats africains. Une formule doit être mise au point pour l'harmonisation industrielle, en vue de définir l'emplacement de certaines industries, la répartition des avantages découlant d'industries multinationales, les droits de propriété et de regard sur ces industries ainsi que la participation éventuelle de non-Africains.

36) En ce qui concerne le développement des petites industries, ce qu'il faut dans l'immédiat, c'est un système permettant d'apporter une aide et des avis techniques à des individus ou à des groupes, une assistance en matière d'étude de marché et de commercialisation, des informations sur les possibilités d'investissement, des indications sur les sources d'approvisionnement en machines et en matériel et une aide pour l'obtention de conditions de financement avantageuses. A cet égard, les gouvernements doivent fixer des objectifs indiquant le pourcentage des biens de consommation et d'équipement qui devront être produits sur place à la fin de la décennie.

37) En ce qui concerne les investissements, il conviendra de définir le rôle de l'investissement national et étranger; il faudra évaluer les rendements et les coûts des investissements privés étrangers et mettre au point des politiques et des stimulants afin de s'assurer que les investisseurs étrangers et les pays d'accueil retirent des avantages équitables d'entreprises industrielles. Ces pays devront participer effectivement à la gestion et à la direction des entreprises locales au moyen d'une participation à leur capital social, de l'octroi d'actions en échange de services ou d'installations locaux, etc. On devra enfin agir sur la répartition des investissements dans le secteur privé grâce à un système judicieusement conçu d'impôts, de subventions et de stimulants. Il faudra d'autre part commencer à oeuvrer en vue de parvenir à la mise au point d'un code d'investissement africain, ou du moins de faire accepter un certain nombre de principes généraux qui pourraient être incorporés dans tous les codes d'investissement nationaux. Pour que le secteur public joue un rôle utile dans l'industrialisation de l'Afrique, il faudra que des organismes officiels tels que les sociétés nationales de développement, constituent des instruments efficaces pour l'orientation des investissements industriels.

38) La lenteur des progrès dans l'exécution des plans est due aux causes suivantes :

- i) Impossibilité de trouver les investisseurs, les sociétés privées ou les associés convenant à une entreprise conjointe;

- ii) Réticence des investisseurs qui ne connaissent pas encore la région à se prononcer sur la rentabilité possible;
- iii) Difficultés éprouvées par les institutions locales ou étrangères à créer des entreprises. Les gouvernements devront absolument faire appel au concours de l'ONUDI, du secrétariat de la CEA, d'institutions d'aide multilatérale et bilatérale pour pouvoir surmonter ces obstacles, grâce à des mesures telles que la création d'organismes efficaces de promotion industrielle.

39) Les industries ne pourront participer effectivement au développement national que lorsque la population locale aura acquis les connaissances professionnelles, techniques et scientifiques nécessaires. Il est donc indispensable de prévoir dans les programmes nationaux d'enseignement les moyens requis pour la formation de personnel possédant les aptitudes voulues pour acquérir des connaissances techniques, notamment des capacités et des compétences en matière de planification, de programmation et d'exécution de projets industriels et de prévoir également la coopération entre pays africains en matière de formation professionnelle. Dans le cas d'associations avec des partenaires non africains, on devra insister sur le transfert des techniques de production, la recherche dans le domaine des produits et des matériaux nouveaux, l'acquisition de compétences techniques au moyen de contrats de licence et de recherches de base entreprises sur place. Il est indispensable d'imposer des normes industrielles de qualité pour améliorer la position concurrentielle des articles manufacturés africains.

Problème particulier des moins avancés parmi les pays en voie de développement, des pays sans littoral et des pays insulaires

40) On reconnaît en général qu'un très grand nombre des moins avancés parmi les pays en voie de développement se trouvent en Afrique et qu'un important pourcentage des pays africains entrent dans cette catégorie. L'Afrique pouvant donc être considérée comme la moins avancée des régions en voie de développement, la communauté internationale devra accorder une priorité élevée à la définition des problèmes propres aux pays africains et à la mise au point de mesures propres à les résoudre.

41) Tout effort résolu tendant à résoudre les difficultés et à lever les obstacles que connaissent les pays les moins avancés suppose un programme de mesures spéciales portant sur toutes les phases de la vie sociale et économique. L'objet est de permettre à ces pays d'accélérer le rythme de leur développement économique et de procéder aux réformes de structure nécessaires, ainsi que de tirer le maximum d'avantages des mesures prises dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Une stratégie de cet ordre devrait comprendre les éléments suivants :

- i) Relever le niveau de la productivité, en vue notamment d'accroître la production de denrées alimentaires;
- ii) Appuyer les efforts faits par ces pays pour diversifier leurs économies, en encourageant notamment l'implantation d'industries intégrées provoquant des liaisons économiques marquées;
- iii) Stabiliser et accroître progressivement leurs recettes d'exportation, objectif qui exige une action immédiate visant à assurer la commercialisation de leurs produits à des cours équitables, stables et rémunérateurs; dans bien des cas, des mesures urgentes devront aussi être prises en ce qui concerne le problème de la concurrence des produits synthétiques et des succédanés à laquelle se heurtent les produits naturels;
- iv) Améliorer la structure institutionnelle en ce qui concerne l'administration publique, la planification, l'évaluation des projets, la commercialisation et la promotion des exportations, les services bancaires et financiers, et plus particulièrement les mesures destinées à assurer une participation accrue de la nation;

- v) Mobiliser l'assistance financière internationale pour l'application de ces mesures, et prévoir des dispositions particulières pour améliorer la capacité d'absorption de l'assistance extérieure des pays les moins développés;
- vi) Se concentrer, dans la conception des programmes et des projets d'assistance technique, sur des domaines présentant un intérêt particulier pour ces pays;
- vii) Mettre au point au sein des organismes reliés aux Nations Unies, des mécanismes institutionnels pour la définition, l'élaboration et l'examen des politiques et projets en faveur des pays les moins avancés.

42) Sur un total de 18 pays sans littoral, 13 se trouvent en Afrique. La position de ces pays constitue un grave obstacle à l'expansion de leurs échanges et à leur développement économique, en particulier pour les raisons suivantes : coûts élevés des transports; développement insuffisant de l'infrastructure; transports, moyens de stockage et installation portuaires médiocres et peu commodes; manque de possibilité d'utiliser leur propre matériel et d'établir leurs propres systèmes de transport; tendances défavorables des tarifs et des frais de transport.

43) La solution des problèmes particuliers aux pays sans littoral et aux pays insulaires exige que des mesures spéciales soient prises en leur faveur dans la région et dans le cadre plus vaste de la deuxième Décennie du développement. Cette stratégie comprendrait les éléments suivants :

- i) Procéder à des études définissant les obstacles les plus graves à leur développement économique rapide;
- ii) Reconnaître effectivement leur droit d'accès à la mer et le faciliter;
- iii) Considérer en priorité leurs besoins d'assistance financière et technique, en envisageant notamment l'octroi de prêts à des conditions favorables et de crédits destinés à subventionner leurs frais de transport supplémentaires;
- iv) Appliquer en leur faveur des mesures spéciales comparables à celles qui sont appliquées aux moins avancés des pays en voie de développement.

Agriculture

44) Dans la plupart des pays africains, l'agriculture est le secteur le plus important et c'est donc elle qui, plus que tout autre facteur, détermine les taux de croissance et de développement.

45) On cherchera à porter, au cours des années 70, le taux de croissance de l'agriculture de son chiffre actuel de 2 p. 100 ou moins à un maximum de 4 p. 100 par an. Pour atteindre cet objectif, il convient de définir et d'appliquer des politiques précises dans les domaines suivants :

- i) Régimes fonciers, recherche agricole et services de vulgarisation, cours des produits agricoles et commercialisation;
- ii) Octroi de fonds pour la mise en valeur des terres et l'irrigation, la propagation et la diffusion de semences pures, la création de fabriques d'engrais et de pesticides et octroi de crédits agricoles.

46) Les domaines d'action ci-dessus ont trait à la modernisation des systèmes agricoles africains par l'introduction de techniques et de procédés nouveaux, et à la commercialisation des produits. Les activités menées à cet égard devront s'inscrire dans les cinq domaines de concentration définis par le Directeur général de la FAO, à savoir :

Utilisation de variétés à fort rendement pour les cultures vivrières de base, réduction du déficit protéique, lutte contre le gaspillage, mobilisation des ressources humaines pour le développement rural, et accroissement et administration rationnelle des recettes en devises.

47) Un autre domaine d'action est celui des institutions rurales et du mode de vie des collectivités rurales. Les activités menées dans ce domaine constituent un programme distinct consacré à la transformation des collectivités rurales.

48) Un autre domaine est celui de l'élevage et de la pêche maritime, fluviale et lacustre. Il convient de promouvoir le développement de ces deux activités qui sont vitales dans plusieurs pays de la région. En ce qui concerne l'élevage, il est nécessaire de lutter contre les maladies et de favoriser la transformation industrielle des produits. S'agissant de la pêche, il importe, dès à présent, de mettre à l'étude l'harmonisation des législations et plus particulièrement celles qui intéressent la délimitation des eaux territoriales.

Transformation rurale

49) Les collectivités rurales sont caractérisées par des systèmes sociaux extrêmement intégrés (valeurs sociales, comportements, relations personnelles mutuelles et habitudes de travail). Aussi les politiques, les mécanismes et les activités destinés à amorcer le processus de transformation doivent-ils tout au moins être coordonnés. Ce dispositif d'amorçage se ramène en fait à une technique propre à libérer les forces renfermées dans ces collectivités car toute innovation qui apparaît comme imposée de l'extérieur n'a que peu ou point de chance de succès.

50) Outre les arrangements d'ordre technique et commercial nécessaires pour accélérer la transformation des zones rurales, les services combinés utilisés à cet effet seront les suivants : formation professionnelle et alphabétisation fonctionnelle, alimentation en eau et en électricité des campagnes, utilisation des moyens d'information, services de santé, de nutrition et de protection maternelle et infantile, instituts d'économie ménagère, institutions locales destinées à assurer la participation de tous les secteurs de la population au processus de transformation, et animation rurale.

51) En raccourci, la stratégie de la transformation rurale exige la création de liaisons physiques, économiques et sociales étroites entre les centres ruraux et urbains et la capacité génératrice de revenu du secteur rural et sa contribution à l'économie nationale. La transformation sociale se ramène à un circuit constamment élargi et mutuellement complémentaire de marchés, à l'amélioration des techniques et de la productivité et à l'augmentation des revenus, qui sont des conditions essentielles de la croissance autonome.

Mise en valeur des ressources humaines

52) Plus des trois quarts de la population africaine vivent dans les zones rurales, au sein d'une économie qui ne dépasse guère le niveau de la subsistance. Il importe donc de viser en priorité à transformer et à moderniser le secteur rural grâce à des mesures propres à améliorer le rendement de l'agriculture, notamment la création de complexes agro-industriels et l'expansion des activités commerciales. D'autre part, la structure et le taux de croissance de l'économie urbaine ne permettent pas à l'heure actuelle d'assurer suffisamment d'emplois et un niveau de vie supérieur à une population toujours plus nombreuse. Un autre objectif prioritaire pour ce secteur est l'accélération de l'industrialisation. Mais l'insuffisance quantitative et qualitative de la main-d'oeuvre compte parmi les obstacles les plus sérieux qui s'opposent au développement des économies rurales aussi bien qu'urbaines.

53) En général, les ressources humaines sont insuffisamment utilisées, ce qui se traduit par du gaspillage, une croissance ralentie et une insatisfaction notable. Les plans de développement ont souvent pour objectif de créer des possibilités d'emploi, mais cet objectif est rarement atteint pour la raison essentielle que l'économie dans son ensemble ne se développe pas assez rapidement pour que la main-d'oeuvre puisse être absorbée par les entreprises et les secteurs prévus à cet effet dans le plan.

54) L'une des méthodes permettant d'amener l'économie à un nouveau rythme de croissance, qui n'a pas suffisamment jusqu'ici retenu l'attention, consiste à exploiter les possibilités offertes par l'épargne pour utiliser la main-d'oeuvre inemployée en vue du développement social et productif dans des domaines tels que les routes, l'habitation, les canaux d'irrigation, les mesures de conservation, les programmes de reboisement, etc. L'emploi de la main-d'oeuvre pour ce genre d'activités ne représenterait que des dépenses relativement faibles et, s'il était bien conçu, n'entraînerait pas, dans la plupart des cas, de dépenses de devises.

55) En dépit d'une expansion notable des moyens d'enseignement et de la scolarisation depuis les années 50, la région est encore loin de disposer des effectifs et des compétences minimales nécessaires à la gestion de ses économies. Paradoxalement, l'effort fourni dans le domaine de l'enseignement a créé le problème du chômage des personnes éduquées, alors qu'une grave pénurie de spécialistes sévit dans de nombreux domaines. L'offre de personnel et de main-d'oeuvre compétents et qualifiés est insuffisante dans les professions libérales, dans le domaine de la gestion, dans les professions scientifiques et techniques et dans les métiers artisanaux.

56) La conception des programmes d'études et l'orientation de l'enseignement ne répondent pas aux besoins des transformations économiques, et les jeunes gens qui sortent des établissements scolaires ne conviennent, ni par leurs compétences ni par leurs attitudes mentales, aux emplois disponibles. Le développement suppose, de la part de la population, l'acquisition de connaissances spécialisées. L'accent doit être mis sur des programmes de formation adaptés aux besoins particuliers de chaque pays africain, grâce par exemple à l'introduction d'un élément de formation dans tout projet de développement.

57) Une stratégie de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines pour les années 70 doit s'intégrer aux politiques, aux plans et aux autres stratégies conçus pour le développement économique et social global. Elle doit, en particulier, être étroitement associée aux politiques nationales relatives à la population, à l'emploi et à la répartition des revenus. Au cours des années 70, des mesures devront être prises pour :

- i) Réaligner le système d'enseignement et de formation sur les besoins et les exigences d'une économie et d'une société qui se développent progressivement, en tenant compte en particulier, de la nécessité d'orienter l'éducation vers l'emploi;
- ii) Développer les programmes de formation scientifique et les programmes de préparation aux professions et aux métiers fondés sur les mathématiques;
- iii) Créer un appareil efficace permettant d'aborder de façon systématique, raisonnée et coordonnée les questions de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre;
- iv) Éliminer le gaspillage des ressources actuellement disponibles pour l'enseignement et la formation;
- v) Créer des moyens institutionnels, sur le plan national et à l'échelon multinational, pour la recherche dans le domaine des problèmes humains de développement, pour la formation de personnel en vue de l'évaluation des besoins de main-d'oeuvre, et pour l'élaboration de politiques et de programmes appropriés.

58) Parmi les mesures les plus urgentes qui pourraient être prises à l'échelon national pour préparer la voie à une stratégie et à des programmes d'investissement rationnels, figure la création de comités nationaux d'experts qui auraient les attributions suivantes :

- i) Étudier la structure et la valeur utilitaire des systèmes d'enseignement et de formation dans l'optique des besoins de main-d'oeuvre liés à l'industrialisation, à la modernisation de l'agriculture et aux services connexes, en particulier dans le secteur rural;

- ii) Etudier la possibilité de créer un fonds national de formation auquel les employeurs seraient tenus de participer et celle d'élaborer une législation propre à encourager la formation de personnel qualifié pour l'industrialisation et le développement rural.

163ème séance,
13 février 1971.

ANNEXE

1. L'expérience des 12 dernières années a permis à la CEA de définir, en coopération avec d'autres organismes reliés aux Nations Unies, la plupart des obstacles qui s'opposent au développement de l'Afrique.

Conformément à la demande exprimée par la Commission à ses sessions, le secrétariat a procédé à un examen général et presque complet de l'ensemble des problèmes socio-économiques auxquels le continent doit faire face. Dans les limites de son mandat, la CEA s'est livrée à certaines activités de caractère opérationnel. Tel est le cas de celles qui ont conduit à la création de la Banque africaine de développement, de l'Institut africain de développement économique et de planification, et des centres régionaux et sous-régionaux de formation de cadres moyens statisticiens et démographes ainsi que des études et des négociations menées actuellement en vue de l'utilisation de l'énergie électrique à l'échelon multinational par certains groupes de pays : Dahomey - Togo - Ghana; Ghana - Haute-Volta; Nigéria - Niger; Côte d'Ivoire - Ghana - Togo - Dahomey; Nigéria - Cameroun - Tchad; Côte d'Ivoire - Libéria; République démocratique du Congo - Rwanda - Burundi; Kenya - Ouganda - République-Unie de Tanzanie; Maroc - Algérie - Tunisie.

Des décisions fermes ont été prises en coopération avec le PNUD et la FAO en vue de la création d'une association et d'un centre de recherche pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest et des négociations sont en cours en vue du lancement d'un programme régional d'amélioration du bétail.

2. Sous les auspices de la Banque africaine de développement, un groupe composé du PNUD, de la BIRD et de la CEA se réunit régulièrement depuis trois ans environ pour étudier des projets éventuels dans les domaines des transports, des télécommunications et de l'énergie. D'autres domaines de développement pourront s'ajouter à ceux-ci par la suite. Grâce à l'arrangement conclu avec la Banque africaine de développement, le PNUD et la BIRD, les études de la Commission relèvent plus étroitement de considérations d'ordre pratique et se prêtent mieux à une exécution.

3. Des projets ont été élaborés pour la construction d'un réseau de transport en Afrique de l'Ouest, d'une route transsaharienne, d'un grand axe routier d'est en ouest et d'une liaison ferroviaire entre le Soudan, le Tchad et le Nigéria. Si ces projets pouvaient être entièrement réalisés au cours des années 70, l'entrave au développement que constitue l'insuffisance des voies modernes de communication serait considérablement atténuée. Le secrétariat de la CEA s'est aussi efforcé d'encourager la création de centres scientifiques et techniques supplémentaires ou le renforcement et l'expansion de ceux qui existent. C'est dans cette optique qu'il a apporté son plein appui à l'Institut international d'agriculture tropicale au Nigéria et à la remise en activité de l'Institut national d'études agronomiques du Congo (INEAC) en République démocratique du Congo. Ce sont là quelques exemples des activités opérationnelles que la Commission se doit de poursuivre.

4. Il ne faut pas cependant oublier que la situation s'est radicalement transformée en Afrique depuis la création de la Commission en 1958. En particulier le nombre des pays indépendants en voie de développement est passé de 8 à 41 et pour cette raison, parmi d'autres, les organismes multilatéraux et bilatéraux ainsi que les institutions bénévoles ont manifesté un intérêt croissant pour le développement économique de l'Afrique. On en trouve une preuve dans les structures en place ou en voie de création telles que les secrétariats des groupements sous-régionaux, la représentation du PNUD dans un grand nombre de pays, les bureaux sous-régionaux des institutions spécialisées et de la BIRD, les missions spéciales organisées par des organismes d'aide multilatérale et bilatérale et les équipes multidisciplinaires qui doivent être constituées sous les auspices du Département des affaires économiques et sociales du Siège et de la CEA.

5. Dans ces conditions, on pourrait à juste titre se demander quelles mesures effectives peut encore prendre la CEA. Cette question est d'autant plus importante si l'on considère sa faible représentation sur le plan local. Le secrétariat compte 142 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et une trentaine de conseillers régionaux et, avec cet effectif, il doit servir 41 pays, alors que le PNUD et les institutions spécialisées disposent parfois, pour leurs programmes nationaux, d'un personnel plus nombreux que l'effectif total des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs de la CEA appelés à étayer les efforts des différents pays. La faiblesse relative des ressources de la Commission permet difficilement à celle-ci d'avoir sur les problèmes de développement nationaux une action immédiatement discernable. Du moins la CEA reconnaît-elle que "C'est déjà avoir de la méthode que de vouloir en chercher une"; elle reconnaît en outre que dans les conditions qui caractérisent actuellement l'Afrique, la méthode consiste essentiellement à définir un ordre de priorité. Aussi, conformément au mandat de la Commission, le dernier programme de travail met-il tout particulièrement l'accent sur la recherche et la planification, la mobilisation des ressources intérieures, le commerce, l'industrie, l'agriculture, la transformation rurale, la mise en valeur des ressources humaines, la main-d'oeuvre et la formation. On pourrait remédier effectivement à la plupart des problèmes qui se posent dans ces domaines en apportant une assistance aux divers pays. C'est ce qui sera fait, comme par le passé, dans les limites des ressources de la Commission et compte dûment tenu de la nécessité de fournir cette assistance dans un cadre multinational.

6. Le vœu souvent exprimé de voir la Commission prendre un caractère plus opérationnel traduit bien le besoin que la CEA éprouve de faire plus que par le passé. A cet égard, on peut concevoir l'activité opérationnelle comme la recherche permanente d'une stratégie du développement africain et comme un effort accru tendant à inciter les Etats africains à élaborer et à exécuter des programmes de développement de façon rationnelle. Plus précisément :

- i) Les services consultatifs de la CEA en matière de planification, les missions de programmation du PNUD et les équipes consultatives interdisciplinaires envisagées devront aider à recueillir et à analyser des données économiques et à établir des projections pour les secteurs clés des économies nationales. Le secrétariat devra procéder périodiquement à un examen des tendances et de l'évolution économiques dans le continent et à des études sur les principaux problèmes présentant un intérêt pour les sous-régions et la région dans son ensemble, ainsi que sur les modifications de structures intervenues dans l'industrie, l'agriculture et les courants d'échanges et entraînant des incidences notables sur la répartition du revenu et l'emploi;
- ii) La CEA devra aider les Etats africains à prendre les mesures nécessaires pour renforcer leurs groupements intergouvernementaux en augmentant le nombre des projets de développement multinationaux et en constituant, au besoin, de nouveaux organismes;
- iii) La CEA devra aider les Etats africains à modifier la composition de leurs échanges en continuant d'exploiter les possibilités de développement et d'expansion du commerce intra-africain, et continuer à aider les pays africains à arrêter des positions communes dans leurs efforts tendant à rationaliser le système des échanges mondiaux, de façon à s'assurer que leurs exigences légitimes à cet égard sont dûment prises en considération. La CEA devra tout particulièrement s'attacher à coordonner l'assistance technique dans ce domaine, conformément à l'ordre de priorité établi;
- iv) La stratégie exposée dans ce document dans les domaines de la coopération financière et technique et de la mobilisation des ressources intérieures exige un accroissement notable de l'assistance technique. Elle suppose, pour la CEA et ses bureaux sous-régionaux, une tâche ardue, mais importante, qui consiste à coordonner cette assistance et à la concentrer sur les points d'appui éventuels. L'entreprise complexe de révision et de modernisation des législations et des

dispositifs fiscaux et financiers des pays exigera des missions sur place composées de spécialistes de ces disciplines. En conséquence, un service consultatif fiscal et financier devra être créé en 1971 au secrétariat pour assister les Etats membres;

- v) La CEA devra entreprendre des études en vue de s'assurer de l'efficacité des stimulants offerts aux investisseurs étrangers pour attirer des capitaux, et rechercher des formules propres à encourager les entreprises africaines à participer plus activement au développement économique et social de l'Afrique. Elle devra aussi faire office de centre de documentation pour l'élaboration des projets, en vue d'aider les gouvernements africains à établir des demandes d'aide;
- vi) Dans le domaine de l'agriculture, l'assistance devra être fournie aux Etats membres dans le cadre d'un programme unique des Nations Unies pour l'Afrique, exécuté en commun par la FAO et la CEA. Les deux organisations coopéreront aussi étroitement que possible avec des organismes techniques, commerciaux et multinationaux tels que le Conseil africain de l'arachide, l'Alliance des producteurs de cacao, l'Organisation africaine et malgache du café, l'Organisation inter-africaine du café, le Conseil africain et malgache du sucre, le Comptoir maghrébin de l'alfa (COMALFA), la Communauté économique du bétail et de la viande, le Comité des agrumes de la Zone franc, l'Office équatorial du bois, l'Association pour l'avancement en Afrique des sciences de l'agriculture et l'Organisation commune de lutte anti-aviation. Elles chercheront aussi à coopérer avec les facultés d'agronomie des universités, avec des établissements d'enseignement supérieur et avec des organismes de recherche nationaux et intergouvernementaux tels que l'Institut des fruits et agrumes coloniaux (IFAC), l'Institut des recherches pour les huiles et les oléagineux (IRHO), l'Institut de recherches du coton et des textiles exotiques (IROT), l'Institut français du café et du cacao (IFCC), l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), l'Institut national d'études agronomiques de la République démocratique du Congo, l'Institut international d'agriculture tropicale. Par l'intermédiaire de la CEA et de la FAO et avec l'assistance d'institutions et de fondations, des informations spécialisées et des techniques modernes seront communiquées aux pays qui auront besoin d'une assistance et la demanderont pour s'attaquer à certains problèmes;
- vii) Pour accélérer la transformation rurale, la CEA devra assurer une collaboration étroite avec l'UNESCO, l'OMS, l'OMM, le FISE, l'ONUDI et d'autres organismes reliés aux Nations Unies ainsi qu'avec un grand nombre d'organisations non gouvernementales qui ont déjà des activités dans beaucoup de pays africains. Il s'agira au premier chef d'apporter aux pays l'assistance dont ils auront besoin pour concevoir et mettre en pratique des systèmes et des mesures répondant aux besoins de collectivités particulières;
- viii) Les organisations internationales, dont la CEA, devront coordonner leurs activités diverses en matière de main-d'oeuvre et offrir un programme unique d'assistance des Nations Unies, à l'appui des programmes de développement nationaux et des efforts des instituts de formation. Le programme de travail de la CEA devra être élaboré en fonction de ce principe. La CEA devra également apporter une assistance technique aux pays africains qui ont besoin d'enquêtes sur la main-d'oeuvre pour planifier le développement.

7. Une autre fonction jusqu'ici nécessaire et qui devra être maintenue a trait à l'organisation de conférences, de séminaires et de groupes de travail. Ceux-ci sont indispensables pour la diffusion d'idées, la définition de normes, la coordination et l'harmonisation des positions africaines et la formation de personnel clé. Il n'y a pas lieu d'insister sur la valeur des activités de formation, surtout dans un continent

dont les populations ne font, pour la plupart, que commencer à exercer des options indépendantes et à assumer la charge du progrès économique et social de la nation.

8. L'Afrique en voie de développement comprend 41 Etats indépendants, dont chacun a des caractéristiques particulières et ses propres programmes de développement. Dans les cadres nationaux, l'effort intérieur est soutenu par une assistance bilatérale et multilatérale de formes diverses, parfois fournie d'une manière particulière à chaque pays, parfois conçue, du moins en principe, comme élément d'un programme régional plus vaste. Toutefois, si les pays africains en voie de développement ont des caractéristiques propres, la plupart ont beaucoup en commun. La plupart, par exemple, sont en proie aux difficultés liées à l'édification d'une nation, ont un caractère essentiellement agraire du point de vue de la structure économique et ont une population relativement peu importante et un marché exigu. Tous tendent à un développement économique et social rapide. Dans ces conditions, et même lorsque l'entité nationale est dûment reconnue comme pôle de l'exécution effective, il est essentiel que les politiques soient élaborées et exécutées dans une perspective continentale multinationale; et c'est précisément là la raison d'être d'une commission économique régionale. Dès sa création, la CEA a été la seule organisation technique soucieuse de voir les problèmes économiques et sociaux de l'Afrique comme un tout, à l'aide d'études portant sur des pays isolés, des groupes de pays ou l'ensemble du continent. Grâce à cette optique et au *modus operandi* qui s'y attache la CEA a été en mesure, dans la limite de ses ressources : a) grâce à des réunions, des séminaires et des publications, d'économiser les efforts et d'enrichir la connaissance et l'expérience du développement des pays africains ce qui, eu égard aux objectifs ambitieux que ceux-ci ont à juste titre fixés à leurs politiques, pourrait leur être extrêmement utile; b) de définir et de préconiser par la suite des initiatives opportunes sur le plan multinational; c) de fournir un cadre convenable pour la coordination des efforts de développement aux échelons régional, sous-régional et même, le cas échéant, national. Ce sont là trois tâches d'importance. Si, faute de ressources, la CEA ne peut pas s'en acquitter de façon aussi complète et aussi efficace que la situation l'exige, il ne s'ensuit pas logiquement que son rôle doit être restreint, mais que ses ressources doivent être accrues en conséquence. L'importance de ce qui précède ressort du fait reconnu que même des missions de grande envergure à l'oeuvre sur le plan sous-régional ou à l'échelon des pays n'obtiennent pas toujours le maximum de résultats dans le domaine du développement économique et social, faute de coordination.

9. Le PNUD, le Groupe de la BIRD, les institutions spécialisées et des donateurs d'aide bilatérale ont été invités de temps à autre à refondre ou réviser des projets de plans de développement nationaux. Ce système a entraîné des chevauchements d'activités considérables, un gaspillage du temps des quelques fonctionnaires qualifiés que possèdent les gouvernements et des dépenses inutiles. Il a aussi montré que les gouvernements ne sont pas en mesure de saisir pleinement les tâches et les obligations financières auxquelles les contraignent leurs plans de développement. A l'avenir, il est probable que les besoins des Etats africains seront de plus en plus satisfaits par des équipes multidisciplinaires représentant les domaines de compétences de tous les organismes des Nations Unies. Il est indispensable d'instaurer une certaine forme de coordination pour éviter tout chevauchement dans les activités des secrétariats des divers groupements intergouvernementaux, du PNUD, des institutions spécialisées, des équipes multidisciplinaires envisagées et des organismes d'aide bilatérale et multilatérale. La CEA semble indiquée pour jouer ce rôle de coordination. Mais pour qu'elle puisse le jouer convenablement, une certaine décentralisation des responsabilités et des ressources du Siège au profit de la CEA sera nécessaire, de même qu'une décentralisation des activités de la CEA au profit des sous-régions. Les bureaux sous-régionaux devront être plus que de simples relais administratifs et être dotés de groupes d'experts spécialistes des principales disciplines intéressant le développement.

10. Le bureau sous-régional de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, pourrait être chargé de participer et de coopérer aux activités de l'Organisation des Etats riverains du Sénégal, du Conseil de l'entente, de l'UDEAC, des commissions du fleuve Niger et du bassin du Tchad, du Comité interafricain d'études hydrauliques, de plusieurs représentants résidents du PNUD et des représentants sous-régionaux d'institutions spécialisées. Des responsabilités analogues pourraient revenir à d'autres bureaux sous-régionaux en Afrique du Nord, du Centre et de l'Est. Ainsi, la CEA pourrait orienter plus efficacement ses

activités vers la coopération et l'assistance aux groupements intergouvernementaux, sans renoncer pour autant à appuyer les efforts des gouvernements. Grâce à une présence effective à l'échelon sous-régional, la CEA pourrait appréhender de façon toujours plus pratique les besoins réels des groupements, individuellement et collectivement, et en conséquence établir un programme de travail présentant une plus grande valeur utilitaire en vue de fournir une assistance pour répondre aux besoins les plus urgents.

11. Compte tenu de ce qui précède, une répartition clairement définie des tâches entre la CEA et les organismes de l'ONU, en particulier le PNUD, semble un impératif absolu. Sans attendre que des décisions officielles soient prises dans le cadre des recommandations du rapport sur l'Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement pour l'instauration d'un ordre nouveau au sein des Nations Unies, les Etats membres de la CEA devraient engager des négociations avec le PNUD pour mettre au point une formule grâce à laquelle elle pourrait bénéficier de l'appui technique et financier qui lui sera indispensable pour remplir le rôle que les gouvernements africains attendent d'elle. Il est souhaitable en particulier que la CEA soit désignée comme organisme chargé de l'exécution pour certains projets au sujet desquels elle a accumulé des connaissances spécialisées concernant les problèmes matériels et humains de la région africaine. Les Etats membres devront continuer à insister, dans toutes les instances régionales et internationales compétentes, et en particulier au Conseil d'administration du PNUD et au Conseil économique et social, sur leur désir de voir la CEA reconnue comme le principal organisme des Nations Unies compétent en matière de développement de l'Afrique.

12. Pour préparer la voie à l'application de la Stratégie pour la deuxième Décennie du développement et pour y contribuer, un dispositif institutionnel spécial devra être mis en place au sein du secrétariat. En 1971 et durant les années suivantes, ce dispositif devra essentiellement permettre d'aider à maintenir des contacts étroits avec les Etats membres et les organisations intergouvernementales au moyen de missions auprès des chefs d'Etat et de gouvernement, en particulier ceux qui exercent les fonctions de Président d'institutions multinationales. Des relations étroites devront également être entretenues avec le Secrétaire général administratif de l'OUA, dans le dessein de resserrer les liens entre les organisations et les gouvernements africains et, dans la mesure du possible, de chercher à créer des liaisons quasi organiques. Un rôle de premier plan consistera en outre à participer à la rationalisation des groupements intergouvernementaux existants et de leur fonctionnement, lorsque la nécessité s'en fera sentir pour surmonter certains obstacles au développement. A cet égard, il conviendra tout particulièrement d'aborder les facteurs d'ordre non économique qui s'opposent à la coopération économique. Le succès de projets multinationaux, surtout ceux qui débouchent directement sur des activités opérationnelles, dépend dans une large mesure de contacts préliminaires et suivis avec les secrétaires généraux, les secrétaires exécutifs et les présidents en exercice des organisations intergouvernementales.

13. Il est évident que si l'on veut dissiper la confusion qui règne actuellement en ce qui concerne le rôle que les commissions économiques régionales doivent jouer, il faudra consacrer plus de temps à des pourparlers et à des négociations, tant avec les gouvernements qu'avec les institutions des Nations Unies. On établira des relations et des contacts étroits avec les sièges des organismes reliés aux Nations Unies, en particulier du PNUD, en vue de créer un climat plus favorable à la coopération avec la CEA. Il importera, en particulier, de s'informer de l'opinion du PNUD au sujet des structures régionales des organes de l'ONU.

14. Les gouvernements des Etats africains reconnaissent la CEA comme un agent digne de confiance, un agent capable de servir l'Afrique. La confiance et l'estime qu'ils lui portent ne se mesurent pas au degré d'intérêt et d'enthousiasme manifesté par les participants aux sessions de la Commission, mais bien au fait que les gouvernements apportent leur adhésion motivée au programme de travail de la CEA et s'engagent à prendre des dispositions concrètes pour appliquer les résolutions de la Commission.

219 (X). Rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans les programmes de coopération technique des Nations Unies en Afrique

La Conférence des ministres,

Prenant note du fait que la résolution 211 (IX) du 14 février 1969 de la Commission sur le rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans les programmes de coopération technique des Nations Unies en Afrique n'a pas été appliquée,

Prenant acte de la résolution 2688 (XXV) du 11 décembre 1970 de l'Assemblée générale sur la capacité du système des Nations Unies pour le développement, en particulier sur la décentralisation accrue au profit des régions et des pays, des attributions du Secrétariat en matière d'établissement et d'exécution des programmes,

Consciente de la nécessité de confier à la Commission économique pour l'Afrique un plus grand rôle dans la détermination des politiques d'assistance des Nations Unies à l'Afrique,

Confirme la résolution 211 (IX) du 14 février 1969 de la Commission sur la coopération technique en Afrique ci-après :

163ème séance,
13 février 1971.

ANNEXE

211 (IX). Rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans les programmes de coopération technique des Nations Unies en Afrique*

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 181 (VIII) du 24 février 1969 sur l'assistance technique,

Ayant pris note de la résolution 2279 (XXII) de l'Assemblée générale sur les procédures de programmation pour l'élément Assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement,

Consciente de la nécessité de confier à la Commission économique pour l'Afrique un rôle plus large dans la détermination des politiques d'assistance de l'Organisation des Nations Unies à l'Afrique,

1. Prie le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour assigner au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique un rôle de premier plan dans l'exécution des activités opérationnelles du programme de coopération technique des Nations Unies dans la région africaine, y compris la préparation, l'exécution et l'évaluation de projets déterminés;

2. Recommande que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale dotent le secrétariat des moyens et ressources nécessaires pour lui permettre d'assumer ce rôle accru dans les activités de coopération technique;

* Voir également les résolutions 123 (VII), 129 (VII), 176 (VIII), 177 (VIII) et 181 (VIII) de la Commission.

3. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de prendre les décisions nécessaires pour rendre possible cette décentralisation des attributions et permettre à la Commission de jouer un rôle important dans les activités de coopération technique;

4. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les dispositions nécessaires pour que le secrétariat puisse assumer un rôle plus important dans les activités opérationnelles;

5. Recommande à cet égard que le Secrétaire exécutif accorde une attention particulière, pendant la période initiale, aux activités opérationnelles visant à appuyer :

a) Des projets destinés à promouvoir la coopération économique entre les pays, y compris des services consultatifs pour la création des groupements régionaux et sous-régionaux;

b) Des projets destinés à accroître le commerce intra-africain, qu'ils soient conçus dans le cadre de mouvements d'intégration ou entrepris à titre spécial;

c) Des projets liés à la création ou au développement d'institutions multinationales de formation et de recherche dans la région africaine;

6. Recommande que le Programme des Nations Unies pour le développement prévoie, en plus de son programme par pays, une allocation globale pour des projets de coopération multinationale au titre du Fonds spécial, de façon à assurer le financement d'une assistance des Nations Unies à la coopération intra-africaine, y compris la promotion du commerce intra-africain.

220 (X). Recherche et planification économiques

La Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité de veiller à ce que les pays africains atteignent les taux de croissance fixés pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement*,

Notant que des études économiques à jour portant sur la région, les sous-régions et les pays sont indispensables pour permettre une revue constante de l'évolution économique, la détermination de points de croissance et la définition des facteurs qui freinent la croissance,

Reconnaissant la nécessité d'établir des plans de développement à moyen terme pour assurer une croissance régulière et permanente,

1. Recommande que les gouvernements des Etats membres continuent à mettre en place un mécanisme efficace de planification;

2. Prie instamment tous les Etats membres d'améliorer leurs méthodes de présentation des données économiques et d'élaboration et de modification des plans de développement;

3. Recommande en outre que dans les pays qui n'élaborent pas d'études de ce type, un organisme gouvernemental soit chargé d'établir et de publier une étude économique annuelle;

4. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à apporter toute l'assistance possible dans les domaines de la planification et des études économiques, en particulier pour la formation de spécialistes de la planification économique, de l'analyse économique, etc.;

* Voir la résolution 2626 (XXV) adoptée le 24 octobre 1970 par l'Assemblée générale.

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de continuer à améliorer la teneur de l'étude économique annuelle de la région et d'établir annuellement des données résumées pour les divers pays d'Afrique.

163ème séance,

13 février 1971.

221 (X). Coopération économique

La Conférence des ministres,

En conformité avec :

a) Les résolutions 134 (VII) du 22 février 1965 et 178 (VIII) du 24 février 1967 de la Commission, et avec les recommandations pressantes du Comité exécutif en faveur de l'adoption de mesures destinées à doter les bureaux sous-régionaux de moyens matériels et d'un personnel qualifié suffisants pour leur permettre de jouer un rôle plus actif dans la vie économique et sociale des Etats membres,

b) La résolution 189 (IX) du 10 février 1969 dans laquelle il est demandé qu'il soit procédé à une révision de l'organisation, de la structure et du rôle du secrétariat, bureaux sous-régionaux compris,

c) La résolution 1552 (XLIX) du 30 juillet 1970 du Conseil économique et social relative aux services consultatifs de planification du développement,

Considérant le rapport intérimaire sur les équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers des Nations Unies pour le développement et sur la décentralisation en faveur des bureaux sous-régionaux, présenté dans l'exposé du secrétariat sur le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1971-1973 et projections jusqu'à 1976,

Constatant d'après les rapports des réunions antérieures du Comité exécutif et l'examen du document intitulé "Quelques aspects institutionnels de la coopération économique africaine"^{17/} qu'une coopération plus étroite encore est indispensable entre le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et les organisations multinationales africaines,

Notant, d'après les rapports des missions sur la coopération économique qui se sont rendues dans toutes les sous-régions, que le mouvement de coopération économique dans la région africaine se caractérise par une grande diversité,

Consciente du fait que tous les pays de la région africaine ont besoin d'un volume croissant d'aide technique des Nations Unies que la plupart d'entre eux souhaitent recevoir sans que la délimitation actuelle des sous-régions de la Commission économique pour l'Afrique soit affectée,

Convaincue que la force actuelle des groupements multinationaux africains leur permet de prendre eux-mêmes des mesures en vue d'amorcer les négociations intergouvernementales nécessaires pour la coopération économique,

1. Prie instamment le Secrétaire exécutif de poursuivre énergiquement et d'intensifier la nouvelle politique de décentralisation des activités de la Commission;

2. Se félicite de la décision du Conseil économique et social de créer un système d'équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement appelées à desservir des groupes de

^{17/} Document E/CN.14/497 de la Commission.

pays en voie de développement, et de placer les équipes africaines sous la direction de la Commission économique pour l'Afrique;

3. Invite l'Organisation des Nations Unies et ses organismes à doter le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique de ressources suffisantes pour lui permettre d'assurer une décentralisation plus poussée et de créer un nombre suffisant d'équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement auxquelles seront obligatoirement intégrés des homologues des Etats intéressés;

4. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à intensifier les rapports du secrétariat avec les organisations intergouvernementales de coopération économique, et plus particulièrement de les aider à définir leurs meilleures possibilités de coopération économique, et de renforcer à cet effet leurs mécanismes institutionnels;

5. Approuve la proposition tendant à laisser aux organisations intergouvernementales et aux Etats membres la responsabilité de décider des réunions nécessaires aux négociations et aux consultations d'ordre général dans les domaines qui présentent un intérêt pour eux, à la lumière des recommandations du secrétariat;

6. Engage les organisations multinationales à prendre l'initiative de convoquer toutes les réunions nécessaires pour leurs propres négociations et décisions et à associer à leurs travaux des pays non membres chaque fois que les facteurs géographiques ou autres le permettent;

7. Exhorte les Etats membres qui ne font pas encore officiellement partie de l'un quelconque des groupements intergouvernementaux existants à faire tout en leur pouvoir pour s'associer à l'un d'entre eux chaque fois que les conditions économiques, géographiques et autres justifient une telle action;

8. Invite tous ceux qui s'intéressent à la coopération économique en Afrique à intensifier leurs efforts dans ce sens.

163ème séance,
13 février 1971.

222 (X). Echanges internationaux et intra-africains

La Conférence des ministres,

Consciente que les pays africains doivent développer leurs exportations afin d'atteindre l'objectif de croissance fixé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970 sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant les résolutions antérieures de la Commission sur les échanges internationaux et intra-africains.

Ayant examiné la stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70* et le programme de travail de la Commission touchant aux problèmes des échanges :

* Résolution 218 (X) de la Commission.

- A -

Troisième session de la Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement

La Conférence des ministres,

Ayant noté la décision 71 (X) du 17 septembre 1970 adoptée par le Conseil du commerce et du développement au cours de la première partie de sa dixième session, selon laquelle la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait se tenir en avril-mai 1972**,

Sensible au concours apporté par le Secrétariat aux délégations africaines à la première et à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

1. Exprime l'espoir que la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement verra tous les Etats membres de la Conférence contribuer efficacement à la réussite de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

2. Confirme la volonté des pays africains d'aider la Conférence à arrêter des décisions concrètes propres à favoriser la poursuite des objectifs généraux de la Conférence et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

3. Fait sienne la recommandation de la cinquième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement^{18/} tendant à ce que soit convoquée une réunion ministérielle des pays d'Afrique pour examiner les questions qui seront inscrites à l'ordre du jour de la réunion ministérielle des 77 et de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

4. Prie le Secrétaire exécutif, en étroite collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, d'aider les Etats membres en mettant à leur disposition tous les renseignements et tous les services d'experts nécessaires pour organiser la réunion ministérielle des pays d'Afrique;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de prêter tout le concours possible aux Etats membres pendant la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement afin de coordonner les positions que les pays africains auront adoptées entre eux et avec les autres pays en voie de développement.

- B -

Echanges intra-africains

La Conférence des ministres,

Convaincue de la priorité à accorder à l'intensification des échanges intra-africains, et insistant sur la nécessité d'orienter les travaux du secrétariat dans ce sens, de manière à aider les pays africains à développer leurs échanges mutuels,

** Voir résolution 2725 (XXV) de l'Assemblée générale du 15 décembre 1970.

^{18/} Voir document E/CN.14/490-E/CN.14/WP.1/31-OAU/TRADE/30.

1. Fait siennes les recommandations relatives à la coopération économique et à l'expansion des échanges sur le plan africain adoptées par les réunions mixtes CEA/OUA sur le commerce et le développement;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'établir à l'intention des gouvernements africains une documentation axée particulièrement sur :

- a) La détermination des produits susceptibles d'être échangés entre les pays d'Afrique;
- b) Les problèmes qui se posent en matière de politique commerciale;
- c) Les problèmes qui se posent en matière de procédures administratives et commerciales;
- d) La promotion des échanges;
- e) Les problèmes de paiements;
- f) La création d'un système préférentiel entre les pays africains;

3. Recommande que pour l'exécution des projets visant à développer les échanges intra-africains, le Secrétaire exécutif, en consultation avec les gouvernements africains, puisse créer des groupes de travail et convoquer des réunions, en vue notamment de la tenue de consultations bilatérales confidentielles et officieuses à l'occasion des réunions de la Conférence des ministres.

- C -

Centre africain du commerce

La Conférence des ministres,

1. Félicite le Secrétaire exécutif de l'efficacité et de la rapidité avec lesquelles le Centre africain du commerce a été créé et note avec satisfaction que le Centre a entrepris sans tarder l'exécution de son programme de travail;

2. Fait sienne la recommandation de la cinquième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement tendant à ce que :

- a) Des ressources accrues soient mises à la disposition du Centre africain du commerce pour qu'il puisse étendre ses activités, en particulier dans le domaine de la formation axée sur le développement des échanges intra-africains et des services consultatifs;
- b) La coordination entre le Centre africain du commerce et le Centre du commerce international du GATT et de la CNUCED soit resserrée, de manière à éviter le double emploi;
- c) Le Centre africain du commerce insiste davantage sur l'africanisation et le renouvellement de la structure des secteurs commerciaux dans la région;
- d) Le Centre africain du commerce s'efforce de créer une association groupant les organisations africaines de promotion commerciale comme les associations d'exportateurs.

- D -

Commerce des produits de base

La Conférence des ministres,

Considérant qu'une petite partie seulement des exportations africaines de produits de base fait l'objet d'un accord international de produit,

Ayant pris note de l'étude effectuée par le secrétariat sur les consultations entre pays producteurs au sujet des produits de base dont l'exportation présente un intérêt pour les pays africains,

1. Recommande que le Secrétaire exécutif aide les pays africains à harmoniser leurs positions en matière de politique des produits de base et les assiste afin qu'ils prennent sur le plan international des mesures propres à assurer des cours rémunérateurs et stables et à faciliter l'accès de leurs produits de base aux marchés des pays développés;

2. Fait siennes les recommandations relatives aux produits de base adoptées par les réunions mixtes CEA/OUA sur le commerce et le développement;

3. Recommande que le Secrétaire exécutif fasse procéder à une étude sur les prix des matières premières importées par les pays africains et leurs incidences sur le développement économique de l'Afrique;

4. Prie le Secrétaire exécutif d'accorder toute l'assistance nécessaire aux pays africains qui pourraient souhaiter d'amorcer des consultations sur des produits déterminés.

- E -

Mesures particulières en faveur des moins avancés des pays en voie de développement

La Conférence des ministres,

1. Confirme la résolution 210 (IX) du 14 février 1969 de la Commission et en particulier sa recommandation tendant à l'établissement d'un programme spécial des Nations Unies en faveur des moins avancés des pays en voie de développement;

2. Accueille avec satisfaction la résolution 2564 (XXIV) du 13 décembre 1969 de l'Assemblée générale priant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de recommander des mesures spéciales à appliquer dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, en vue de résoudre les problèmes spéciaux qui se posent aux pays en voie de développement les moins avancés;

3. Accueille également avec satisfaction la résolution 68 (X) du 16 septembre 1969 du Conseil du commerce et du développement instituant un groupe spécial d'experts pour aider le Conseil et ses organes permanents jusqu'à la onzième session du Conseil en ce qui concerne toutes les questions se rapportant aux mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés;

4. Prie le Secrétaire exécutif de suivre attentivement les travaux des membres africains du Groupe spécial d'experts de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de leur fournir toute l'assistance qui leur serait nécessaire;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'examiner toutes les mesures concrètes qui pourraient être décidées en faveur des moins avancés des pays en voie de développement et d'en tenir compte pour en assurer l'adaptation aux nécessités du développement économique des pays africains.

163ème séance,
13 février 1971.

233 (X). Ressources naturelles

La Conférence des ministres,

Prenant acte de la résolution 2692 (XXV) du 11 décembre 1970 de l'Assemblée générale relative à la souveraineté permanente des pays en voie de développement sur les ressources naturelles et à l'expansion des sources intérieures d'accumulation aux fins du développement économique,

Rappelant les dispositions pertinentes de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Considérant que le financement des plans de développement des pays en voie de développement dépend dans une mesure considérable des conditions dans lesquelles leurs ressources naturelles sont exploitées et de leur part dans le bénéfice que les entreprises étrangères retirent de l'exploitation de ces ressources,

Reconnaissant que la prospection et l'exploitation des ressources minérales dans les pays en voie de développement sont assurées principalement par des entreprises étrangères,

Sachant que l'Afrique manque de personnel africain qualifié pour la prospection et l'exploitation des ressources minérales de la région africaine,

Tenant compte de l'importance que revêt pour les gouvernements africains désireux d'atteindre les objectifs énoncés dans la résolution 2692 (XXV) de l'Assemblée générale la révision de la législation minière existante et de la nécessité de fournir aux gouvernements africains une assistance à cet effet,

Consciente du fait que le personnel dont le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique dispose est très insuffisant quantitativement, pour fournir l'assistance nécessaire aux gouvernements africains,

Prie le Secrétaire exécutif d'obtenir d'urgence pour le secrétariat de la Commission les ressources financières et le personnel nécessaires afin qu'il soit en mesure d'apporter aux Etats membres son assistance en vue de la formation de personnel, de l'amélioration de l'appareil administratif, de la définition de politiques et de la prospection, de l'exploitation et de la commercialisation de leurs ressources minérales.

163ème séance,
13 février 1971.

224 (X). Milieu humain*

La Conférence de ministres,

Ayant entendu la déclaration faite au nom du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain,

Consciente de l'intérêt qu'il y aurait pour les pays en voie de développement en général, et les pays africains en particulier, à participer activement tant à la préparation qu'aux travaux de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain qui doit se tenir à Stockholm,

Soulignant que les efforts tendant à améliorer le milieu humain devront s'ajouter à ceux qui sont entrepris sur le plan international en faveur du développement économique et social,

Réaffirmant la volonté des nations africaines de prendre part à toutes les grandes affaires du monde, donc à celle de l'amélioration de la qualité de la vie sur la terre,

1. Recommande que les gouvernements des Etats membres :

a) Mettent tout en œuvre, afin qu'avec le concours du secrétariat général de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain, la participation des nations africaines à la Conférence soit effective;

b) Encouragent tous les efforts de coopération qui, par l'intermédiaire du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, seront entrepris dans la perspective de la Conférence et en particulier le séminaire prévu à Addis Abéba;

c) Alertent dès à présent les opinions publiques des pays africains sur l'importance des problèmes du milieu et leurs relations mutuelles avec ceux du développement;

2. Prie le Secrétaire exécutif de tenir informés les gouvernements africains des travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain.

163ème séance,
13 février 1971.

225 (X). Energie

La Conférence des ministres,

Prenant acte de la résolution 2692 (XXV) du 11 décembre 1970 de l'Assemblée générale relative à la souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles et à l'expansion des sources intérieures d'accumulation aux fins du développement économique,

Rappelant les dispositions de la résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970 de l'Assemblée générale sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, notamment les paragraphes 11, 24, 41 et 74,

Rappelant les diverses résolutions de la Commission relatives au commerce des produits de base,

* Voir les résolutions 2398 (XXIII), 2581 (XXIV) et 2657 (XXV) de l'Assemblée générale, en date des 3 décembre 1968, 15 décembre 1969 et 7 décembre 1970.

Consciente de la nécessité pour l'Afrique d'élaborer au plus tôt une politique africaine commune de mise en valeur des richesses minérales et énergétiques du continent en vue d'une industrialisation rapide,

Préoccupée par les pressions exercées par des pays industrialisés sur les pays africains producteurs de pétrole visant à les empêcher d'obtenir des prix justes et rémunérateurs pour leurs produits et d'exercer un contrôle effectif sur ces richesses,

1. Réaffirme son adhésion totale au principe de l'exercice de la souveraineté permanente de tous les Etats sur leurs ressources naturelles;

2. Reconnaît la légitimité des dispositions prises par les pays africains producteurs de pétrole pour exercer effectivement cette souveraineté et accorde son plein appui à ces pays;

3. Engage les pays industrialisés utilisateurs de produits énergétiques à accepter des prix justes et rémunérateurs pour ces produits, dans l'esprit de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

4. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer dès que possible et en tout cas en 1972 au plus tard, la conférence africaine sur l'industrie pétrolière initialement prévue pour 1976, et de rechercher à cette fin les fonds nécessaires.

163ème séance,
13 février 1971.

226 (X). Axe routier transafricain

La Conférence des ministres,

Reconnaissant qu'il est important d'améliorer les réseaux de transport du point de vue de l'intégration nationale et internationale en Afrique et de l'ouverture de nouvelles régions dotées d'un potentiel agricole et minéral prometteur,

Considérant que la mise en place de réseaux de transport efficaces permettra en particulier d'atteindre l'objectif prioritaire que constitue l'intensification des échanges intra-africains et des autres formes de coopération et de contact économiques entre les pays africains,

Prenant note que le projet d'un axe routier transafricain a un caractère multinational et que son exécution exige donc des mécanismes multinationaux,

Prenant note en outre de l'intérêt que les pays développés manifestent pour l'exécution de ce projet au profit des peuples africains,

1. Prie instamment le Secrétaire exécutif, en liaison avec les Gouvernements du Kenya, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine, du Cameroun et du Nigéria, d'envisager la création d'un comité chargé d'étudier les possibilités de réalisation et les améliorations et modifications à apporter aux tronçons existants de l'axe en question ainsi que la construction d'autres tronçons s'y raccordant;

2. Engage le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque africaine de développement et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement à étudier la forme sous laquelle ils pourront fournir une assistance à l'exécution du projet et à envisager la possibilité de réaliser des courants d'échanges commerciaux entre les pays traversés par ladite route;

3. Demande au Secrétaire exécutif de prêter son concours à la constitution du Comité pour l'axe transafricain, de prendre toutes dispositions utiles pour intéresser au projet les bailleurs de fonds en vue de la mobilisation des ressources financières et techniques dans les pays industrialisés et de l'obtention de l'assistance internationale nécessaire à cet effet.

163ème séance,
13 février 1971.

227 (X). Fonds africain de développement

La Conférence des ministres,

Convaincue de la nécessité de mobiliser une proportion importante et de plus en plus large de ressources financières en vue d'accélérer le développement des pays africains,

Consciente de la nécessité de faire appel à cette fin à des sources de financement extérieures pour compléter les ressources intérieures de l'Afrique,

Consciente du fait que le volume et la qualité des apports de ressources financières de l'extérieur vers l'Afrique se sont dégradés ou n'ont fait aucun progrès au cours de la dernière décennie,

Rappelant la résolution 169 (VIII) du 24 février 1967 de la Commission sur les capitaux destinés au développement,

Rappelant également la résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970 de l'Assemblée générale sur la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Gardant à l'esprit la nécessité pour la Banque africaine de développement d'obtenir des ressources pour le financement du développement africain à des conditions avantageuses,

Se félicitant de l'initiative prise par la Banque africaine de développement en vue de la création d'un fonds africain de développement et des progrès réalisés dans ce domaine,

Prenant note avec satisfaction des résultats de la réunion interinstitutions qui a eu lieu au siège de la Commission le 26 juin 1970, et particulièrement l'identité de vues des représentants de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la Commission économique pour l'Afrique et de la Banque africaine de développement, tels qu'ils ressortent du rapport intérimaire sur l'application de la résolution 169 (VIII) ^{17/},

1. Recommande que les gouvernements des Etats membres appuient sans réserve les efforts de la Banque africaine de développement tendant à la création rapide d'un fonds africain de développement;

2. Invite le Président de la Banque africaine de développement à rester en liaison et à collaborer avec la Commission et les autres institutions internationales compétentes à propos de ce projet;

3. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à collaborer avec la Banque africaine de développement et de soutenir son action.

163ème séance,
13 février 1971.

^{17/} Mobilisation des ressources financières nécessaires au développement africain : Rapport d'avancement sur l'application de la résolution 169 (VIII) (E/CN.14/507/).

228 (X). Coopération monétaire et financière

La Conférence des ministres,

Consciente de l'importance du rôle des institutions monétaires et financières et de l'incidence considérable de leurs politiques et de leurs actions sur les perspectives générales de développement économique,

Reconnaissant la nécessité d'intensifier la coopération sous-régionale et internationale dans les domaines monétaires et financiers en vue d'assurer un progrès économique continu et intégré,

Convaincue de l'utilité qu'il y a pour les pays africains d'harmoniser au maximum leurs positions et leurs actions relatives aux questions monétaires et financières comme l'a recommandé la Commission dans sa résolution 207 (IX) du 14 février 1969,

Se félicitant de la création de l'Association des banques centrales africaines, organisme qui favorise la coopération monétaire régionale,

1. Engage les Etats membres à profiter des réunions de l'Association, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du Fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Banque africaine de développement pour se consulter et harmoniser leurs points de vue et leurs positions sur les problèmes monétaires internationaux;

2. Prie le Secrétaire exécutif de continuer, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, à aider les délégations africaines et les représentants aux réunions des organisations intéressées en vue de l'harmonisation de leurs positions sur différentes questions;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de continuer, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, à apporter son concours à d'autres organisations africaines pour la mise au point de positions communes sur les questions examinées aux réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

163ème séance,
13 février 1971.

229 (X). Division mixte CEA/FAO de l'agriculture

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le programme de travail de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture exposé dans le programme de travail et ordre de priorité pour 1971-1973 avec projections jusqu'à 1976 et présenté par le chef de la Division,

Notant que ce programme de travail avait été approuvé en principe à la sixième Conférence régionale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture tenue à Alger du 17 septembre au 3 octobre 1970,

Considérant que les études proposées dans le programme de travail devraient conduire à la recommandation de programmes et de mesures de politique en vue du développement de l'agriculture en général et de l'intensification des échanges intra-africains de produits agricoles en particulier,

Reconnaissant que le développement des échanges intra-africains de produits agricoles offre des possibilités considérables pour résoudre les problèmes provoqués par les cours instables et fléchissants des produits d'exportation traditionnels sur le marché mondial et pour accroître la production agricole,

Reconnaissant en outre que le commerce intra-africain ne peut se développer si les pays africains eux-mêmes ne coopèrent pas et n'améliorent pas, sur la base d'une entente mutuelle, la réglementation de leurs échanges,

1. Approuve le programme de travail de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture;
2. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à accorder une priorité élevée à l'achèvement des études proposées dans ce programme de travail et à déployer tous les efforts possibles en vue d'obtenir une assistance tant multilatérale que bilatérale pour achever ces études avant la date proposée;
3. Recommande que le Secrétaire exécutif, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, convoque les représentants des gouvernements des diverses sous-régions afin d'engager des débats sur l'élimination progressive des barrières qui freinent les échanges de produits agricoles intra-africains.

163ème séance,
13 février 1971.

230 (X). Population

La Conférence des ministres,

Prenant acte avec satisfaction des travaux effectués par le secrétariat dans le domaine de la formation des démographes,

Satisfaite de la création au secrétariat d'un centre des programmes de population,

1. Invite le Secrétaire exécutif à accélérer la mise en place des centres sous-régionaux destinés à la formation des démographes;
2. Demande que, dans le cadre du programme de travail de la Commission, le Secrétaire exécutif entreprenne une étude en vue de situer les niveaux des populations actuelles et les tendances d'évolution par rapport aux besoins du développement économique et social;
3. Invite en outre le Secrétaire exécutif à élaborer, dans le cadre du programme de travail de la Commission, un manuel de démographie contenant des concepts et des définitions adaptés aux pays africains.

163ème séance,
13 février 1971.

231 (X). Statistiques

La Conférence des ministres,

Prenant acte avec satisfaction des travaux effectués par l'Organisation des Nations Unies pour la mise au point du Système de comptabilité nationale des Nations Unies et d'autres systèmes statistiques, en préalable à l'organisation de programmes statistiques et d'analyses économiques,

Consciente de la nécessité urgente d'informations statistiques complètes et publiées en temps utile pour la planification économique à l'échelon national et sur le plan multinational,

1. Invite instamment les gouvernements africains à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'appliquer sans délai ces systèmes:

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire en sorte que les pays reçoivent l'assistance technique nécessaire pour appliquer les systèmes statistiques recommandés sur le plan international et pour déterminer et combler les principales lacunes que présentent actuellement les statistiques;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'apporter toute l'assistance possible pour la formation à tous les niveaux de personnel de traitement des données;

4. Recommande que les gouvernements s'attachent d'urgence à accélérer la publication des informations statistiques;

5. Recommande en outre que les gouvernements entreprennent l'élaboration et la publication d'estimations provisoires des principaux agrégats des comptes nationaux à la fin de chaque année.

163ème séance,
13 février 1971.

232 (X). Les pays en voie de développement les moins avancés

La Conférence des ministres,

Se félicitant de la résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970 de l'Assemblée générale sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, notamment de la section 5 concernant les mesures spéciales en faveur des moins avancés parmi les pays en voie de développement,

Ayant à l'esprit la prochaine Conférence internationale extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ainsi que la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prévue pour 1972 et les réunions préparatoires à ces conférences,

Se rendant compte que les avantages découlant de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement doivent être répartis équitablement entre tous les Etats membres,

Se rendant compte aussi que des efforts analogues à ceux du Conseil du commerce et du développement tendant à élaborer des mesures spéciales en faveur des moins avancés des pays en voie de développement devraient être étendus à d'autres domaines dans l'intérêt de ces pays,

Consciente de la nécessité d'une action concertée de la part des organismes régionaux et des institutions spécialisées en vue de réduire l'écart en matière de développement entre les pays en voie de développement,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'élaborer pour les années 70 un programme d'action détaillé et complet en faveur des moins avancés des Etats membres africains et de présenter un rapport à la réunion ministérielle des membres africains du Groupe des 77 préparatoire à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et à la Conférence internationale extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel prévue à Vienne en juin 1971, ainsi qu'aux organes directeurs compétents des institutions spécialisées et des organismes d'exécution;

2. Adresse au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies un appel pour qu'il accélère, en consultation avec les chefs des institutions spécialisées, des organismes d'exécution, des commissions régionales et d'autres organes compétents, l'examen approfondi des problèmes qui se posent aux moins avancés des pays en voie de développement, et pour qu'il recommande l'adoption, dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, des mesures spéciales permettant de

résoudre ces problèmes comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 2564 (XXIV) du 13 décembre 1969;

3. Prie instamment le Secrétaire exécutif de transmettre le programme d'action au Conseil économique et social, pour que les organes directeurs des institutions spécialisées et des organismes chargés de l'exécution lui donnent la suite qui convient.

163ème séance,
13 février 1971.

233 (X). Participation de l'Angola, de la Guinée (Bissau), du Mozambique et de la Namibie aux travaux de la Commission

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 194 (IX) du 12 février 1969 de la Commission relative à la participation de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée (Bissau) et de la Namibie aux travaux de la Commission,

Ayant entendu les déclarations faites par les représentants de la Guinée (Bissau), du Mozambique et de la Namibie,

Convaincue que l'indépendance politique et économique de l'Afrique requiert la libération de tous les territoires africains encore sous domination coloniale,

Constatant avec regret qu'en dépit des nombreux appels formulés par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, certains pays et certains organismes internationaux continuent à apporter leur soutien à des projets économiques dont la réalisation ne vise qu'à consolider la domination coloniale,

1. Se félicite de la participation à ses travaux pour la première fois des représentants du Mozambique, de la Guinée (Bissau) et de la Namibie;

2. Demande à tous les Etats et organismes internationaux qui continuent à accorder une aide financière et militaire au Portugal et à l'Afrique du Sud, de mettre fin immédiatement à cette aide;

3. Demande au Secrétaire exécutif de tout mettre en oeuvre pour aider les mouvements de libération des pays africains sous domination coloniale à préparer dans les meilleures conditions leur accession à la souveraineté nationale, en leur fournissant les moyens de former des cadres compétents;

4. Demande en outre au Secrétaire exécutif d'associer les représentants de ces territoires à tous les projets économiques multinationaux de la Commission;

5. Salue et soutient la lutte de libération nationale menée par les peuples sous domination coloniale.

163ème séance,
13 février 1971.

234 (X). Date et lieu de la onzième session de la Commission (deuxième réunion de la Conférence des ministres)

La Conférence des ministres,

Rappelant les dispositions des résolutions 130 (VII) du 22 février 1965 et 188 (IX) du 10 février 1969 de la Commission, ainsi que les termes de l'article premier de son règlement intérieur,

Ayant examiné et accepté l'invitation formulée par le Gouvernement de la République du Ghana à tenir à Accra la onzième session de la Commission (deuxième réunion de la Conférence des ministres),

1. Recommande que la onzième session de la Commission ait lieu en 1973;
2. Prie le Secrétaire exécutif de fixer les dates de la session après avoir dûment consulté le Gouvernement de la République du Ghana ainsi que le Président de la première réunion de la Conférence des ministres.

163ème séance,
13 février 1971.

235 (X). Vote de remerciements à Son Excellence M. Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne et au Gouvernement et au peuple tunisiens

La Conférence des ministres,

Profondément reconnaissante au Gouvernement de la République tunisienne pour la généreuse invitation qu'il lui a faite de tenir à Tunis la deuxième réunion du Comité technique d'experts ainsi que la dixième session de la Commission (première réunion de la Conférence des ministres),

1. Exprime sa reconnaissance pour le message vivifiant contenu dans l'allocution inaugurale prononcée au nom de Son Excellence M. Habib Bourguiba, Président de la République, par Son Excellence M. Hedi Nouira, Premier Ministre du Gouvernement de la République tunisienne;
2. Exprime en outre ses vœux sincères de rapide et complet rétablissement à Son Excellence M. Habib Bourguiba;
3. Adresse l'expression de sa gratitude à Son Excellence le Président de la République tunisienne, et au Gouvernement et au peuple tunisiens pour leur chaleureuse hospitalité et les dispositions matérielles offertes généreusement aux participants au Comité technique d'experts et aux représentants et observateurs à la dixième session de la Commission (première réunion de la Conférence des ministres);
4. Décide que la présente résolution sera remise au Gouvernement de la République tunisienne par le Secrétaire exécutif.

163ème séance,
13 février 1971.

236 (X). Félicitations aux membres des bureaux de la dixième session de la Commission (première réunion de la Conférence des ministres), du Comité exécutif et du Comité technique d'experts

La Conférence des ministres,

Consciente des lourdes responsabilités assumées par le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur pour la conduite des travaux de la dixième session de la Commission (première réunion de la Conférence des ministres),

Consciente également des responsabilités qui ont incombé aux membres du bureau du Comité exécutif et du Comité technique d'experts au cours des délibérations de leurs réunions préparatoires à la dixième session de la Commission (première réunion de la Conférence des ministres),

Notant avec satisfaction les résultats obtenus grâce au dévouement, à la diligence et à la dignité avec lesquels ils se sont tous acquittés de leur lourde tâche,

Adresse ses félicitations sans réserve et ses sincères remerciements au Président, aux Vice-Présidents et au Rapporteur de la dixième session de la Commission (première réunion de la Conférence des ministres), ainsi qu'aux Présidents, aux Vice-Présidents et aux Rapporteurs respectifs du Comité exécutif et du Comité technique d'experts.

163ème séance,
13 février 1971.

237 (X). Félicitations au secrétariat

La Conférence des ministres,

Considérant les efforts déployés par le secrétariat et les résultats satisfaisants enregistrés à l'issue des délibérations de la dixième session (première réunion de la Conférence des ministres),

Considérant en outre l'importante et utile documentation établie et remise aux représentants et aux observateurs,

Consciente de l'ampleur considérable et de la complexité des tâches confiées au secrétariat et accomplies par lui,

Adresse ses sincère félicitations au Secrétaire exécutif et à tout son personnel, y compris les interprètes et les traducteurs, pour leur dévouement sans relâche et l'excellente contribution qu'ils ont apportée au succès de la deuxième réunion du Comité technique d'experts et de la dixième session de la Commission.

163ème séance,
13 février 1971.

RESOLUTIONS ADOPTEES A LA ONZIEME SESSION DE LA COMMISSION PAR LA DEUXIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

238 (XI). Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70

La Conférence des ministres,

Rappelant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Considérant la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, adoptée à Tunis en 1971,

Prenant note du rapport de la quatrième session de la Conférence des planificateurs africains,

Prenant note en outre des résolutions 1621(LI) et 1626(LI) du Conseil économique et social sur les dispositions à prendre en vue de l'examen et de l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'élaborer une méthode appropriée pour l'évaluation et l'analyse des facteurs intra-africains et extra-africains qui influent sur les progrès accomplis dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

2. Décide de compléter la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, telle qu'elle figure dans la résolution 218(X) du 13 février 1971 de la Commission, en y insérant les sections suivantes, touchant plus directement les transports, les communications, la science et la technique et les ressources naturelles :

Ressources naturelles

Minéraux

1. Une stratégie pour la prospection, l'exploitation et l'utilisation des ressources minérales durant les années 70 doit comporter les éléments suivants :

- i) Adopter en matière de mise en valeur des ressources minérales une politique propre à permettre aux économies nationales de retirer tous les avantages possibles de l'exploitation et de l'utilisation des ressources minérales. En particulier, il faut stimuler énergiquement l'instauration sur le plan national de relations inter-industrielles verticales avec les industries extractives;
- ii) Rendre les gouvernements plus aptes à négocier dans des conditions avantageuses des contrats touchant la prospection et l'exploitation des ressources minérales. Les prises de participation des Etats dans les industries extractives et pétrolières devront être accrues de façon à permettre un contrôle final et une exploitation directe. Un appui suffisant devra être fourni par les instituts de recherche théorique et pratique nécessaires;
- iii) Poursuivre activement les études des ressources minérales afin de parvenir à mieux connaître les ressources minérales du continent;
- iv) Former en nombre suffisant les spécialistes nécessaires pour la prospection et l'exploitation des ressources minérales afin d'augmenter la participation directe des ressortissants africains à ces activités;

- v) Stimuler une coopération étroite entre pays voisins en matière de législation minière et échanger des informations d'ordre géologique et technique en vue de la mise en valeur de ces ressources. Cette coopération et cet échange de renseignements sont absolument indispensables, plus particulièrement dans les cas où des gisements minéraux et des formations pétrolifères s'étendent de part et d'autre de frontières nationales;
- vi) Condamner l'exploitation des ressources naturelles non-renouvelables, principalement des minéraux et du pétrole, dans les territoires occupés de la région, en reconnaissant pleinement les effets éminemment nuisibles qu'à cette exploitation sur l'économie des territoires en question, et le fait que leurs populations n'ont plus accès à leurs richesses naturelles; prendre en conséquence des mesures appropriées pour protéger leurs intérêts et notamment adopter une politique excluant le commerce de ces minéraux avec les Etats non africains.

2) Entre 1960 et 1969, la valeur des exportations de minéraux, non compris le pétrole, est passée de 1 milliard 126 millions de dollars à 2 milliards 257 millions de dollars. Pendant la même période, la valeur des exportations de pétrole brut et de produits dérivés du pétrole est montée à plus de 3,4 milliards de dollars. La région abonde en ressources minérales et entre pour près de 28 p.100 dans la valeur totale de la production minérale mondiale. S'agissant de l'Afrique en voie de développement dans son ensemble, les minéraux contribuent pour plus de la moitié aux recettes totales d'exportation, la fraction correspondant au pétrole et aux produits dérivés du pétrole étant de 30 p.100 environ, alors que les autres minéraux représentent une proportion supérieure à 20 p.100. Les minéraux ne sont pas seulement à l'origine de recettes en devises importantes, mais ils représentent aussi, dans nombre de pays, un important élément des recettes budgétaires.

3) Il n'est guère douteux que pour ce qui concerne la quasi-totalité des minéraux la demande mondiale continuera de croître dans un avenir prévisible. Si l'on veut maintenir, voire augmenter, la part de l'Afrique dans les exportations mondiales de minéraux, il faut entreprendre des programmes dynamiques visant à étudier les ressources minérales et à détecter des quantités exploitables de minéraux d'intérêt industriel. Là où la découverte de gisements minéraux paraît probable, il faut mettre en place et maintenir des départements publics chargés des études géologiques et les doter du personnel et des moyens nécessaires.

4) Si les grandes compagnies minières contribuent considérablement aux recettes en devises et aux recettes budgétaires, les avantages qu'une nation retire de l'exploitation des ressources minérales peuvent dans bien des cas être accrus par le développement méthodique des industries qui fournissent certains produits aux entreprises d'exploitation minière ou qui traitent une partie ou la totalité du minerai produit. Les entreprises d'exploitation minière peuvent utiliser une proportion élevée de main-d'oeuvre par rapport aux capitaux, du moins en ce qui concerne certains minéraux, afin d'exercer une action sensible sur la situation de l'emploi. En bref, les gouvernements devront adopter en matière de mise en valeur des ressources minérales des politiques propres à permettre aux économies nationales de bénéficier d'avantages économiques maximums.

5) A quelques exceptions près, les exploitations minières industrielles de grande envergure ont été lancées en Afrique par des entreprises étrangères. Les apports massifs de capitaux nécessaires pour ces exploitations ont jusqu'à présent empêché toute évolution importante. Mais même dans les cas où de grosses exploitations minières ont été nationalisées, on a encore souvent recours aux étrangers pour la gestion de ces entreprises. L'insuffisance numérique du personnel qualifié et spécialisé dans les domaines administratif et technique doit être surmontée si l'on veut que les pays africains possèdent des industries extractives réellement nationales. Ce qui importe le plus, c'est de prendre à l'échelle continentale des mesures bien conçues en vue de la formation d'un corps hautement qualifié de techniciens et de gestionnaires spécialisés dans les différents aspects des opérations minières. Un corps de ce genre est en particulier nécessaire si l'on veut rendre les Etats plus aptes à négocier avec des investisseurs susceptibles de s'intéresser au secteur minier, à contrôler l'exécution scrupuleuse des contrats de concession et à appliquer la législation minière. En outre il faudra mettre en commun les ressources pour créer, à l'échelle sous-régionale, des centres

chargés de mener des recherches dans des domaines tels que l'économie des minéraux, les techniques de préparation du minerai, etc., pour fournir un appui aux entreprises minières africaines.

6) Il faut entreprendre des études techniques et économiques approfondies en ce qui concerne la valorisation et la transformation des minéraux en Afrique. Ces études doivent se poursuivre dans trois directions :

i) Opérations orientées uniquement vers l'exportation;

ii) Opérations ayant pour objet la satisfaction de la demande interne ou régionale, qui, pour être viables, sont tributaires d'exportations simultanées vers des pays non africains;

iii) Opérations tournées vers le marché intérieur qui, eu égard à la dimension du marché, ont besoin de nouveaux concepts techniques.

Energie

7) La stratégie touchant le secteur énergétique comprend les éléments suivants :

i) La planification systématique de la mise en valeur des différentes ressources énergétiques en Afrique;

ii) La coopération internationale dans l'exploitation des ressources énergétiques, y compris l'interconnexion des réseaux électriques nationaux;

iii) La propagation de l'utilisation de l'énergie électrique dans les zones rurales;

iv) L'étude des moyens d'utiliser efficacement les sources nouvelles d'énergie telles l'énergie solaire et l'énergie géothermique.

8) L'Afrique est dotée de très importantes ressources potentielles d'énergie hydro-électrique, dont une petite fraction seulement a été mise en valeur. En outre, le nombre de pays où du pétrole a été découvert ne cesse d'augmenter. Il faut s'attacher en particulier à établir des prévisions de la demande d'énergie électrique, qui est l'un des facteurs qu'il faut prendre en considération si l'on veut déterminer le mode de production d'énergie électrique le plus économique, en tenant compte de l'évolution escomptée du prix du pétrole et des produits pétroliers et en plus de la possibilité d'échanger de l'énergie électrique entre pays limitrophes. En raison des échanges possibles, il faut de toute évidence étudier la demande d'énergie et la production potentielle d'énergie à l'échelle sous-régionale.

9) L'alimentation en énergie électrique des régions rurales accuse un retard par rapport à l'approvisionnement des villes. Au titre des mesures à prendre pour parvenir à une transformation des communautés rurales, l'utilisation d'électricité dans les régions rurales doit être activement stimulée.

10) Les sources nouvelles d'énergie retiennent une attention de plus en plus grande. De vastes régions du continent africain reçoivent de l'énergie solaire en abondance et il convient d'examiner plus avant les aspects pratiques et économiques de la transformation de cette énergie en électricité. Ce sujet paraît se prêter à la coopération intra-africaine. Ces dernières années, il a été démontré que l'Afrique de l'Est est particulièrement riche en énergie géothermique. Les études et recherches en vue de l'exploitation de ces ressources doivent être activement poursuivies.

Ressources hydrauliques

11) Une stratégie pour la mise en valeur plus complète des ressources hydrauliques de l'Afrique au cours des années 70 devra comprendre les éléments suivants :

- i) Rassembler, exploiter et analyser de façon intensive et systématique les données hydrologiques et autres nécessaires;
- ii) Appliquer dans le domaine de l'eau, une législation et une administration modernes et créer, là où il n'en existe pas encore, un mécanisme intra-gouvernemental chargé de coordonner les activités hydrauliques;
- iii) Stimuler l'aménagement des bassins hydrographiques internationaux grâce à la coopération des Etats riverains;
- iv) Lancer des programmes plus étendus d'adduction d'eau à la fois dans les zones urbaines et dans les zones rurales.

12) Si au cours de la dernière décennie on a sans aucun doute appris à mieux connaître les ressources hydrauliques de l'Afrique, les renseignements hydrologiques qui sont recueillis dans de nombreux pays constituent encore une base insuffisante pour la mise en valeur générale des ressources en eau. Quelques rares pays ont déployé des efforts tendant à mettre au point et à faire fonctionner un réseau hydrométéorologique national fondé à la fois sur les conditions naturelles et sur le programme national de développement économique, mais dans nombre de pays il faut à présent aborder d'une manière plus systématique le rassemblement de données hydrologiques.

13) Pour que les projets d'aménagement hydraulique soient efficaces, il faut y associer un certain nombre de ministères ou d'organismes publics qui sont chargés de différentes questions touchant la politique officielle, la planification et l'exécution des projets. Dans de nombreux pays il n'existe pas de mécanisme adéquat pour les consultations que les différents organismes doivent mener dans ce domaine, ni pour la coordination de leur activité. Pour préparer, choisir et exécuter dans de meilleures conditions les projets concernant les ressources hydrauliques, il faut assigner un rang élevé de priorité à la mise en place d'un mécanisme de ce genre. De même, la législation des eaux doit être réexaminée et adaptée aux exigences résultant du développement économique et social.

14) Le continent africain compte 54 bassins hydrographiques internationaux appartenant à deux Etats ou plus. Certains d'entre eux, tels que les bassins du Niger, du Nil et du Congo sont partagés par neuf pays, alors que les bassins du lac Tchad et de la Volta, par exemple, s'étendent à une partie du territoire de cinq pays. Les pays auxquels appartiennent quelques-uns de ces bassins entreprennent ensemble des études en vue de la mise en valeur de leurs ressources, et dans certains cas, les Etats ont créé des commissions des bassins fluviaux chargées de les aider à planifier et à exécuter méthodiquement les activités d'aménagement. En ce qui concerne un certain nombre d'autres bassins, aucune coopération de ce genre en vue de la planification et de la mise en valeur ne s'est toutefois instaurée jusqu'à présent entre les gouvernements intéressés.

15) L'alimentation en eau qualitativement acceptable de nombreuses zones urbaines et de vastes régions rurales est loin d'être satisfaisante. Si tous les pays ont inscrit quelques programmes concernant l'approvisionnement en eau dans leurs plans de développement, l'accroissement annuel de la population est dans la plupart des pays plus important que l'augmentation annuelle du nombre d'habitants qui bénéficient d'une alimentation améliorée en eau provenant de nouveaux ouvrages. Des efforts concertés fondés sur l'application de techniques bien adaptées et appropriées et sur la coopération active des populations intéressées, contribueront considérablement à atténuer la grave situation qui existe dans de nombreux pays.

Environnement

16) Au titre des problèmes d'environnement auxquels il faudra s'intéresser d'urgence durant les années 70 sont :

- i) L'insuffisance de l'approvisionnement en eau destinée à l'homme, aux animaux et aux cultures;
 - ii) La destruction des forêts et du couvert végétal, qui entraîne une dégradation des sols et qui cause la transformation des zones marginales en terres désertiques;
 - iii) Le caractère endémique des maladies transmises par l'eau et autres;
 - iv) L'importation d'industries polluantes en Afrique;
 - v) La concentration de populations humaines dans des agglomérations qui voient le jour à la suite de l'établissement de complexes miniers ou industriels.
- 17) Une stratégie pour l'amélioration et la protection de l'environnement doit viser les objectifs suivants :
- i) Améliorer la gestion et l'utilisation des ressources végétales et animales dans les réserves de faune sauvage de façon à porter les recettes de devises à un niveau suffisant et, parallèlement conserver ce patrimoine unique pour la postérité;
 - ii) Là où ces zones appartiennent à plusieurs pays, encourager la coopération multinationale dans les domaines de la législation, de la conservation, de l'échange de renseignements, des projets de recherche, des règlements de pêche, etc.;
 - iii) Améliorer l'environnement rural à l'aide :
 - De l'adduction d'eau potable en quantités suffisantes pour l'homme et les animaux;
 - De la construction de logements qualitativement satisfaisants mais bon marché en utilisant des matériaux d'origine locale;
 - De l'alimentation en électricité, de la construction d'écoles et d'un nombre suffisant de centres médicaux;
 - De l'adoption de pratiques culturelles rationnelles.
 - iv) Trouver des solutions :
 - Au surpeuplement des villes et à l'apparition de taudis à la périphérie des villes, qui en résulte;
 - A la prolifération des complexes industrielles et miniers qui créent de sérieux problèmes d'environnement dans un certain nombre de pays;
 - A l'exportation, pour des raisons touchant l'environnement, d'industries polluantes;
 - Aux principales menaces pour les exportations africaines qui peuvent surgir.
- 18) Pour aborder avec succès ces problèmes d'environnement, il faut mettre à jour ou adopter une législation relative à l'amélioration et à la protection de l'environnement. Quand ces mesures législatives peuvent être dans l'intérêt de plusieurs pays, tel que dans le cas du trafic de trophées de chasse, des mécanismes multinationaux doivent être mis en place.
- 19) Afin d'aborder les problèmes d'environnement dans une perspective d'ensemble, il faut créer des mécanismes administratifs ou commissions appropriées, chargés de coordonner l'activité des différents

ministères dont le domaine de compétence comprend les problèmes d'environnement. C'est à l'aide d'un mécanisme de ce genre que les recommandations de la Conférence de Stockholm relatives aux mesures à prendre sur le plan national et international dans le domaine de l'environnement pourront être appliquées efficacement durant les années 70.

Sécheresse

20) La persistance du phénomène de la sécheresse et sa progression géographique constituent non seulement une préoccupation majeure pour les zones désertiques, mais également pour certains pays de la zone forestière africaine. Une action concrète et urgente de lutte contre ce fléau doit être entreprise par les organisations internationales, en particulier par la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture avec le concours financier du Programme des Nations Unies pour le développement et par l'ensemble de la communauté internationale sur une base bilatérale, et viser notamment les objectifs suivants :

- i) Mesures exceptionnelles tendant à pallier les conséquences immédiates du phénomène :
 - Déficit alimentaire,
 - Pertes du cheptel,
 - Pertes de recettes d'exportation;
- ii) Mesures immédiates pour :
 - Alimentation en eau des populations et du bétail,
 - Détermination des zones affectées;
- iii) Définition, mise au point et exécution d'un programme d'études et de recherches en vue de sélectionner des variétés de semences adaptées aux nouvelles conditions climatiques.

Transports

21) Les objectifs d'une stratégie rationnelle pour le développement des transports en Afrique durant les années 70 doivent être fondés sur les caractéristiques essentielles, les possibilités de développement et les obstacles qui s'y opposent tels qu'ils se dégagent de la situation existant dans ce domaine. Au nombre de ces caractéristiques sont :

- i) Le caractère fragmentaire des informations statistiques et autres sur les transports en Afrique, informations qui, souvent, sont d'une exactitude inégale et contenues dans toute une série de documents de référence;
- ii) La fragmentation politique exceptionnelle du continent avec ce qu'elle implique comme difficultés pour les transports intra-africains ainsi que la coordination de la politique des transports dans des régions plus étendues;
- iii) L'intégration insuffisante des réseaux nationaux de transport qui sont davantage adaptés au commerce avec les pays extérieurs qu'aux échanges intra-africains;
- iv) Une infrastructure des transports qui en est encore à un stade de développement assez rudimentaire, mais qui permet de prendre des décisions touchant la politique des transports sans qu'elles soient affectées par les contraintes plus rigoureuses qui existeraient autrement;
- v) La configuration particulière de l'Afrique qui fait que son littoral est très court par rapport à la superficie du continent et qu'une proportion extraordinairement élevée de ses régions est

sans accès direct à la mer; en fait, sur les 18 pays en voie de développement sans littoral du monde, 13 sont situés en Afrique.

22) La valeur des moyens de transport dépend de leur aptitude à servir, à un coût raisonnable, la société dans son développement économique et social. Par conséquent, l'élaboration des politiques et la planification en matière de transports doivent faire partie intégrante de la politique et de la planification économiques et sociales générales. A cet effet, il faut aborder les problèmes de transport dans une perspective pluridisciplinaire.

23) Les décisions touchant la politique des transports devront être fondées sur des renseignements exacts et complets concernant la situation et les tendances actuelles des différents modes de transport. A cet effet, il faut assurer une coordination plus efficace entre différents organismes nationaux et internationaux en matière de rassemblement, de traitement, de classement et de diffusion de renseignements sur les transports en Afrique.

24) De nombreux pays d'Afrique entretiennent des relations économiques plus étroites avec les pays extérieurs à la région qu'avec leurs voisins africains. Si l'on veut favoriser l'indépendance économique des pays africains, cette tendance devra être renversée, ce qui nécessitera l'intégration effective des réseaux nationaux de transport, et rendra possible une coopération économique plus étroite. Jusqu'à un certain degré, la coordination et l'intégration des politiques de transport nationales ont déjà commencé au sein des groupements économiques existants. Cette évolution devra être renforcée afin qu'elle dépasse les limites des groupements existants qui, dans maints cas, tendent à refléter les réalités de l'époque antérieure à l'indépendance.

25) Une formation proportion des populations rurales de nombreux pays d'Afrique vit dans des conditions de subsistance que ne touchent que légèrement les avantages découlant du développement économique et social. Faute de moyens de transport, d'importantes ressources naturelles ne sont pas convenablement exploitées. L'intégration de ces ressources humaines et économiques à l'effort de développement national nécessite l'application d'une politique déterminée en matière d'organisation des transports à l'intérieur du pays. Si l'on veut réduire au minimum les dépenses liées à la mise en place d'une infrastructure fondamentale pour les transports à l'échelon national et international, il faut considérer les différents modes de transport comme complémentaires et non concurrentiels. Une attention particulière doit être accordée aux problèmes qui se posent aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral en matière de transports internationaux.

26) Compte tenu de ce qui précède, une stratégie pour le développement des transports en Afrique dans les années 70 devra viser les objectifs fondamentaux suivants :

- i) Définir un réseau de transport de base pour le continent africain qui embrasse tous les modes de transport et réponde à certaines conditions minimales en matière de liaisons entre les pays africains et le monde extérieur;
- ii) Intégrer la politique et la planification des transports à la politique et à la planification générales du développement économique et social;
- iii) Coordonner les politiques et les plans nationaux intéressant les transports, plus particulièrement entre pays limitrophes, afin de réduire au minimum les dépenses liées à la mise en place d'une infrastructure efficace pour la coopération intra-africaine;
- iv) Sur le plan national, rendre accessibles des régions jusqu'à présent non développées en mettant en place un réseau de transport minimum praticable toute l'année et consistant normalement en routes et en voies de navigation intérieure.

Télécommunications

27) La stratégie pour le développement au cours des années 70 dans le domaine des télécommunications devra avoir pour but :

- i) La modernisation et l'expansion générales des réseaux nationaux de téléphone et de télex;
- ii) Le développement rapide des réseaux nationaux de radiodiffusion et de télévision au service de l'éducation;
- iii) La mise en place complète du réseau régional de télécommunications envisagé pour assurer les communications intra-africaines et inter-continentales;
- iv) La création d'urgence de moyens adéquats de formation à l'échelon régional et sous-régional pour améliorer sans cesse le comportement professionnel et les connaissances techniques du personnel technique supérieur et pour assurer la formation des ingénieurs en matière de gestion et leur spécialisation dans les nombreuses techniques nouvelles et précieuses des télécommunications;
- v) La coordination efficace sur le plan régional des activités et des programmes de développement intéressant les télécommunications.

28) Les traits caractéristiques de la plupart des réseaux téléphoniques et télégraphiques sont un matériel de transmission démodé et hétéroclite, une concentration excessive dans les centres urbains et un état général de sous-développement. En ce qui concerne le nombre de téléphones, l'Afrique est la région la moins avancée du globe, avec 1,2 p.100 seulement du total mondial. Alors que l'on compte dans le monde en moyenne 7,1 téléphones par centaine d'habitants, la moyenne régionale est inférieure à un par 100 personnes.

29) Dans quelques pays de la région, on paraît attacher un rang de priorité insuffisant au développement des télécommunications. Le facteur d'utilisation, c'est-à-dire le nombre de téléphones par 100 000 dollars de produit intérieur brut est en moyenne de 3,0 contre un minimum de 9,0 dans les pays avancés.

30) Pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il est suggéré que la plupart des pays de la région se fixent comme objectif un facteur d'utilisation moyen de 3,5 en 1975 et de 6,0 en 1980, s'ils veulent faire en sorte que le développement des télécommunications donne une impulsion réelle à leurs économies. Pour atteindre ces chiffres il faudra effectuer des investissements assez importants, qui s'élèveraient le plus souvent à 1 ou 2 p.100 du produit intérieur brut.

31) Une situation analogue existe aussi dans le domaine de la radiodiffusion et de la télévision. Il faudra affecter des ressources substantielles à ces services pour en moderniser et développer les installations de production et de transmission. Il faudra aussi déployer des efforts soutenus pour augmenter le chiffre moyen d'appareils récepteurs qui est de 4,3 par 100 habitants pour la radio et de 2 par 100 habitants pour la télévision, et à cet égard il pourra être nécessaire d'entreprendre des projets multinationaux concernant la création d'usines pour le montage et la fabrication d'appareils récepteurs à bon marché.

32) Les études de pré-investissement réalisées pour le Réseau panafricain de télécommunications qui porte sur 18 000 km de liaisons, sont presque achevées et le problème principal est maintenant celui du financement. Le montant total des investissements nécessaires est actuellement estimé à près de 100 millions de dollars des Etats-Unis et il faudra peut-être recourir à un mode de financement centralisé par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement afin de préserver notamment la notion de réseau unique.

33) Eu égard à la situation actuelle de l'industrie dans la région, la complexité de plus en plus grande de la science des télécommunications rend impérieuse l'organisation à l'intention des techniciens supérieurs, instructeurs et ingénieurs, de stages de formation sur les méthodes d'exploitation efficaces et les techniques spécialisées, ainsi que sur les problèmes de gestion et sur le contrôle financier. En premier lieu il faudra entreprendre une étude complète et détaillée pour déterminer les besoins fondamentaux de personnel dans les différents domaines de même que le nombre, le type et le lieu d'implantation des institutions qu'il pourra être nécessaire de créer. Une étude de ce genre, menée sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications, de la Commission économique pour l'Afrique, et éventuellement de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, pourra aussi porter sur les moyens de mobiliser des ressources suffisantes pour tous les aspects du projet.

34) Il est nécessaire de créer un organisme régional s'occupant uniquement de tous les domaines des télécommunications, qui serait chargé de suivre toutes les phases de la mise en place du réseau panafricain, de coordonner l'exploitation du réseau quand il aura été mis en place, d'étudier en permanence le fonctionnement des réseaux existants afin d'en augmenter l'efficacité de l'exploitation, de coordonner les programmes nationaux de développement et de s'intéresser d'une manière générale au développement des télécommunications dans la région. Cet organisme régional de coordination pourra prendre la forme d'une union - l'union africaine des télécommunications.

Tourisme

35) Une stratégie pour le développement du tourisme au cours des années 70 devra viser les objectifs fondamentaux suivants :

- i) Augmenter la part de l'Afrique dans le volume rapidement croissant du tourisme international, ce qui mettra un plus grand nombre de pays d'Afrique, y compris les pays les moins avancés, en mesure de tirer parti des recettes en devises et des autres avantages découlant du tourisme;
- ii) Accroître l'efficacité de l'industrie africaine du tourisme et la rentabilité de ses entreprises, ce qui rendra possible une expansion plus rapide de cette branche et accélérera les apports de capitaux extérieurs en vue d'investissements nouveaux;
- iii) Encourager les entreprises de l'industrie du tourisme à mettre mieux à profit les ressources locales et régionales, ce qui renforcera les marchés locaux et régionaux des produits agricoles et de certains articles manufacturés et permettra de réaliser des économies de devises.

36) Le tourisme est parmi les branches d'activité qui connaissent la croissance la plus rapide dans le monde et l'Afrique possède des richesses naturelles et culturelles qui exercent une grande attraction sur les touristes venant des pays industrialisés. Si durant la première Décennie du développement le tourisme s'est considérablement développé dans quelques pays africains, divers problèmes ont retardé la croissance de cette branche dans d'autres pays qui sont, eux aussi, riches en attractions touristiques. Si l'on résout certains des principaux problèmes qui se posent en matière de transports aériens, d'infrastructure, de formation professionnelle et de propagande touristique, et que l'on élimine certains règlements administratifs gênants, le tourisme connaîtra au cours des années 70 une croissance et une expansion accélérées dans la région entière.

37) Le désir d'obtenir rapidement des résultats a souvent entraîné l'élaboration précipitée de plans qui ne reposaient pas sur des études fondamentales; la conception et l'implantation des équipements nouveaux n'étaient souvent pas appropriées, les dépenses de mise au point et d'exploitation ne faisaient pas toujours l'objet d'un contrôle rigoureux et les efforts de développement n'avaient pas toujours pour contrepartie une action publicitaire dynamique sur les marchés étrangers. Dans ces cas, le volume du tourisme, les recettes en devises, le nombre d'emplois, les recettes fiscales et la rentabilité des entreprises touristiques étaient loin

de correspondre aux objectifs visés. En même temps, des résultats encourageants ont été atteints dans d'autres pays. L'organisation d'un échange régulier de données d'expérience contribuera considérablement à augmenter l'efficacité et la rentabilité des entreprises de l'industrie du tourisme dans les pays africains et leur permettra de bénéficier pleinement des conditions généralement favorables pour le développement du tourisme.

38) En planifiant le développement du tourisme et en concevant les hôtels et autres équipements touristiques en Afrique, on ne s'est guère préoccupé, dans un certain nombre de pays, d'employer dans toute la mesure du possible des matériaux de construction d'origine locale et du matériel fabriqué sur place, ni d'accroître au maximum l'utilisation de fournitures locales dans l'exploitation des hôtels, alors que dans d'autres pays des résultats très satisfaisants ont été acquis dans ces domaines. En attachant une plus grande attention à des questions telles que la construction d'équipements touristiques et les moyens d'accueillir des touristes étrangers dont le nombre augmente rapidement, on développera la demande de produits de l'industrie locale et de denrées alimentaires obtenues sur place et on stimulera la production locale. En même temps on réduira les dépenses en devises de l'industrie du tourisme.

39) Si l'on veut atteindre les objectifs fondamentaux définis ci-dessus, les éléments suivants devront faire partie d'une stratégie générale pour l'Afrique :

- i) Etudier soigneusement les tendances et caractéristiques de la demande touristique sur les marchés étrangers, et communiquer les résultats de ces études aux pays africains;
- ii) Protéger, conserver et valoriser les attractions naturelles et culturelles auxquelles le public touristique s'intéresse;
- iii) Coopérer avec les administrations de l'aviation civile et les compagnies de transport aérien afin de concilier les intérêts financiers des compagnies avec les intérêts plus larges des pays africains soucieux de faire en sorte que les frais de voyage des visiteurs étrangers venant passer des vacances en Afrique soient peu élevés;
- iv) Organiser en commun sur les marchés étrangers la propagande touristique pour des groupes de pays africains limitrophes;
- v) Eliminer les restrictions administratives et les autres entraves à la liberté du tourisme de vacances;
- vi) Effectuer des recherches sur la rentabilité de l'industrie hôtelière et des entreprises organisant des voyages, et communiquer les résultats de ces recherches aux pays intéressés;
- vii) Organiser la formation professionnelle des cadres supérieurs de l'industrie hôtelière et de l'industrie du tourisme grâce à la coopération des pays africains à l'échelle sous-régionale;
- viii) Concilier la nécessité de créer une infrastructure touristique avec les besoins de l'agriculture et de l'industrie manufacturière afin d'élargir les débouchés de produits locaux et régionaux;
- ix) Adapter les plans de nouveaux hôtels et d'autres équipements touristiques en tenant compte de la nécessité d'accroître au maximum l'emploi de matériaux et de matériel existant sur place;
- x) Développer l'utilisation parmi les fournitures hôtelières d'articles d'origine locale et de produits des industries régionales.

Progrès scientifiques et techniques

40) Les principaux objectifs d'une stratégie africaine pour le progrès scientifique et technique pendant la décennie en cours sont les suivants :

- i) Appliquer des techniques améliorées dans l'industrie petite et moyenne, afin de relever la qualité et la productivité;
- ii) Améliorer les dispositions relatives au transfert et à l'adaptation des connaissances et des techniques disponibles dans les pays plus avancés;
- iii) Mettre en place ou améliorer des institutions chargées de former du personnel de la catégorie des spécialistes, des techniciens et des ouvriers, afin de permettre l'application de la science et de la technique modernes au développement;
- iv) Mobiliser et orienter les efforts des scientifiques et des organismes de recherche en Afrique vers la solution des problèmes liés au développement auxquels se heurtent les entreprises africaines;
- v) Faire mieux connaître et mieux comprendre aux Etats, aux communautés scientifiques et techniques, au grand public et, plus particulièrement, à la jeunesse africaine, la nécessité de la science et de la technique pour leurs pays;
- vi) Encourager la coopération intra-africaine en vue du développement des institutions et des programmes scientifiques et techniques.

41) Les objectifs à court et à moyen terme devront être définis avec précision sur le plan national et distingués, autant que possible, des objectifs à long terme. Les programmes à court terme devront porter principalement sur l'adaptation et l'application des connaissances existantes dans le but de répondre aux besoins qui se font jour dans les domaines tels que la santé, l'alimentation et l'éducation. Les programmes à long terme auront pour objectif le développement des institutions, plus spécialement de celles qui sont chargées des activités de recherche théorique et pratique, ainsi que la réorientation et l'amélioration de l'enseignement scientifique et technique de base. Les pays particuliers devront retenir les projets concernant les institutions dont le fonctionnement à long terme pourra être assuré à l'aide de leurs propres ressources et prendre les dispositions voulues pour coopérer avec les pays voisins en vue de la création et de l'utilisation d'institutions plus complexes et plus coûteuses.

42) Un élément très important d'une stratégie africaine devra touché à l'instauration d'un climat spirituel favorable à l'adoption d'innovations et à l'évolution concomitante de l'état d'esprit, de la culture locale et du mode de vie. A cet effet, il faudra déployer des efforts résolus, dans le cadre des campagnes d'éducation des adultes, pour exposer l'importance des techniques nouvelles et les possibilités qu'elles offrent. L'instauration de ce climat favorable présuppose aussi l'existence de programmes d'appui visant à faciliter le passage à de nouveaux types d'organisation et de fonctionnement des communautés.

43) Une grande importance doit être accordée à la contribution que la science et la technique peuvent apporter dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, de la technologie industrielle, de la mise en valeur de ressources naturelles, du développement rural et de la création de bureaux et de laboratoires scientifiques et techniques nationaux. Les pays africains devront aborder ces problèmes et d'autres encore en suivant de près le plan régional africain du Plan d'action mondial pour l'application de la science et la technique au développement.

171ème séance,
22 février 1973.

239 (XI). Sécheresse dans la zone soudano-sahélienne

La Conférence des ministres,

Prenant note des informations reçues des différents Etats affectés par les effets de la sécheresse persistante dans la zone soudano-sahélienne,

Prenant acte avec satisfaction des préoccupations de la Commission économique pour l'Afrique, du Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial sur un problème aussi vital pour les populations des pays concernés,

Constatant que les gouvernements intéressés ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour faire face à ladite calamité mais que le péril demeure toujours entier,

Considérant que cette situation créée dans la zone sahélienne une série de problèmes immédiats, à moyen et à long terme dépassant largement les moyens disponibles dans les pays concernés,

Persuadée que la persistance et l'extension prévisibles de cette situation risque d'entraver et de compromettre le développement et la modernisation de l'agriculture et de favoriser tout naturellement la désertification de la zone considérée,

Considérant que la solidarité africaine, ne saurait à elle seule, apporter les solutions adéquates et qu'il convient de faire appel à la solidarité internationale,

Constatant que l'ensemble de la zone sahélienne peut être considérée comme zone sinistrée,

1. Recommande que les gouvernements intéressés déclarent cette région zone sinistrée,

2. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des organisations compétentes pour que soient prises toutes les mesures, à court, moyen et long terme propres à circonscrire les effets de la sécheresse.

172ème séance,
23 février 1973.

240 (XI). La situation en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) et ses effets sur l'économie de la Zambie

La Conférence des ministres,

Gravement préoccupée des effets qu'a la détérioration de la situation en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) sur l'économie de la Zambie,

Inquiète devant la poursuite des activités menées par les intérêts étrangers, économiques, financiers et autres, pour appuyer le régime illégal de la minorité raciste au Zimbabwe,

Rappelant la résolution 2626(XXV) du 24 octobre 1970 de l'Assemblée générale sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et particulièrement son affirmation selon laquelle "le succès des activités internationales de développement dépendra en grande partie de l'amélioration de l'ensemble de la situation internationale; il dépendra en particulier... de l'élimination du colonialisme, de la discrimination raciale, de l'apartheid",

Ayant à l'esprit le mandat de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Déplore qu'au lieu de prendre des mesures qui atténueraient la tension actuelle, en appliquant l'Article 25 de la Charte des Nations Unies et en se conformant rigoureusement aux décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, les partisans du régime rebelle du Zimbabwe continuent à collaborer avec lui;

2. Approuve et appuie entièrement les mesures que le Gouvernement zambien a été forcé de prendre pour protéger l'indépendance politique et économique de la Zambie ainsi que son intégrité territoriale;

3. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier en coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et le Gouvernement zambien les mesures qui peuvent être prises dans le cadre de la Commission, compte tenu du rapport de la récente mission de l'Organisation des Nations Unies en Zambie, pour remédier à l'étranglement de l'économie zambienne par la présence continue de la minorité raciste illégale, et de faire rapport sur ces mesures au Comité exécutif, lors de sa neuvième réunion;

4. Autorise le Comité exécutif à prendre toutes les dispositions voulues pour appliquer les mesures proposées par le Secrétaire exécutif;

5. Engage instamment tous les gouvernements, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à prendre des dispositions pour apporter toute l'aide morale et matérielle nécessaire au peuple et au Gouvernement zambien.

171ème séance,
22 février 1973.

241 (XI). Etablissement d'équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 134(VII) du 22 février 1965, 178(VIII) du 24 février 1967 et 221(X) du 13 février 1971 de la Commission et les recommandations du Comité exécutif demandant instamment l'adoption de mesures tendant à doter les bureaux sous-régionaux de ressources matérielles et d'un personnel qualifié suffisants pour leur permettre de jouer un rôle plus actif dans le développement économique et social des Etats membres,

Rappelant en outre la résolution 189(IX) du 10 février 1969 de la Commission sur l'organisation, la structure et les fonctions du secrétariat, y compris les bureaux sous-régionaux,

Ayant présente à l'esprit la résolution 2563(XXIV) du 13 décembre 1969 de l'Assemblée générale sur le rôle des commissions régionales dans le domaine de la planification du développement durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Considérant que le recours aux équipes interdisciplinaires sous-régionales pour fournir aux Etats membres une assistance technique sous la forme de services consultatifs contribuera à stimuler l'intégration régionale,

Prenant note des conclusions et des recommandations concernant les équipements multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement présentées par la Conférence des planificateurs africains à sa quatrième session et par le Comité technique d'experts à sa troisième réunion, et gardant à l'esprit la nécessité de préciser le mandat de ces équipes;

Prenant note en outre du programme concernant la mise en place des équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement dans sept zones en Afrique,

1. Recommande que l'action des équipes multinationales interdisciplinaires soit sinon exclusivement du moins essentiellement orientée vers l'identification, l'évaluation et l'exécution de projets multinationaux;

2. Recommande que, afin d'éviter tout double emploi ou chevauchement, les équipes multinationales interdisciplinaires travaillent en étroite coopération avec les bureaux sous-régionaux de la Commission;

3. Demande au Comité exécutif lors de sa prochaine réunion, de définir les relations de travail entre les équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement et les bureaux sous-régionaux là où il en existe;

4. Demande au Secrétaire exécutif de formuler et d'exécuter sur la base des dispositions du mandat provisoire et du projet de plan d'opérations, un programme d'action réaliste en consultation avec les Etats membres dans chacune des zones à desservir par les équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers pour le développement

171ème séance,
22 février 1973.

242 (XI) Rapports sur les questions administratives et les questions relatives au personnel

La Conférence des ministres,

Consciente de l'importance de la gestion et de l'organisation de l'administration pour l'efficacité du secrétariat de la Commission,

Tenant compte de l'importance capitale que revêtent de bons rapports entre le personnel et ses administrateurs pour le moral et l'efficacité du personnel du secrétariat,

Reconnaissant que le succès de la Commission pour atteindre les objectifs énoncés dans le programme de travail et dans les autres tâches confiées au secrétariat dépend de l'efficacité du secrétariat en tant que corps de fonctionnaires internationaux dévoués ainsi que l'envisage la Charte des Nations Unies,

Notant les effets bénéfiques qui découlent de l'intérêt porté aux questions administratives en général par d'autres organes délibérants des Nations Unies comme la cinquième Commission et l'Assemblée générale,

Notant en outre l'utilité des rapports périodiques sur les questions administratives et la situation du personnel présentés au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à la cinquième Commission pour sauvegarder la viabilité, l'efficacité et l'efficience du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en général,

1. Confirme l'intérêt que porte la Conférence des ministres aux questions administratives touchant le secrétariat de la Commission et son fonctionnement;

2. Demande au Comité exécutif d'inscrire, comme question permanente à l'ordre du jour de ses réunions, des rapports sur les questions administratives;

3. Demande au Secrétaire exécutif de fournir au Comité exécutif des rapports sur les questions administratives qui présentent de l'intérêt pour le Comité ou que le Secrétaire exécutif tient à signaler à l'attention du Comité;

4. Invite le Secrétaire exécutif à présenter au Comité exécutif, en tenant compte des points de vue exprimés par le Comité du personnel de la CEA, des rapports sur la situation du personnel et d'autres questions qui présentent de l'intérêt pour le comité exécutif;

5. Demande au Comité exécutif de présenter à la Conférence des ministres lors de ses prochaines réunions un rapport biennal sur les questions administratives qu'il a examinées au cours de ses réunions tenues entre les réunions de la Conférence.

171ème séance,
23 février 1973.

243 (XI). Participation de l'Afrique aux négociations dans les domaines commercial, financier et monétaire

La Conférence des ministres,

Prenant acte de l'accord général réalisé à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement selon lequel les pays en voie de développement doivent participer plus pleinement au processus international de prise de décisions sur les questions monétaires et commerciales,

Rappelant la Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine sur la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Consciente de l'importance cruciale que revêtent pour les pays africains d'une part les négociations internationales qui doivent commencer sur les questions commerciales, monétaires et financières, et d'autre part les négociations relatives à l'élargissement de la Communauté économique européenne,

Ayant pris acte de la résolution 82(III) adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa troisième session, et en particulier du paragraphe 8 par lequel le Programme des Nations Unies pour le développement est invité à examiner favorablement les demandes présentées par les gouvernements des pays en voie de développement en vue d'obtenir une assistance technique à l'échelon national, régional ou interrégional, afin de permettre à ces pays de participer effectivement aux négociations,

Ayant noté, d'autre part, qu'à sa douzième session, le Conseil du commerce et du développement a invité les commissions régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies de Beyrouth à accorder la priorité la plus haute aux demandes d'assistance formulées par leurs Etats membres pour leur permettre de participer effectivement aux négociations multilatérales sur le commerce, et a, en outre, exprimé le vœu que le Programme des Nations Unies pour le développement considère comme prioritaires les demandes des commissions économiques régionales sollicitant une assistance dans ce domaine.

Consciente de la nécessité pour les pays africains de se préparer et de coordonner leurs conceptions sur la manière d'aborder ces négociations,

Résolue à faire en sorte que les pays africains soient représentés effectivement à ces négociations.

1. Prie instamment le Secrétaire exécutif d'apporter, en étroite coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, son concours aux Etats membres en leur fournissant tous les renseignements et tous les services d'experts nécessaires, pour permettre aux pays africains de participer efficacement à ces négociations, à toutes leurs phases, de telle sorte que leurs intérêts soient pleinement pris en considération;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'établir et de présenter au Programme des Nations Unies pour le développement une demande tendant à ce que soit fournie à la Commission économique pour l'Afrique, au

titre d'un projet régional, une assistance pour lui permettre de s'acquitter des fonctions définies au paragraphe 1 du dispositif ci-dessus;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'aviser les gouvernements de tous les Etats membres dès que la demande d'assistance sera prête, en les invitant à appuyer la demande auprès du Programme des Nations Unies pour le développement afin d'obtenir son approbation;

4. Invite le programme des Nations Unies pour le développement à donner d'urgence une suite favorable à cette demande pour accorder tout l'appui possible au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique afin de lui permettre d'apporter son concours aux Etats membres pour qu'ils participent activement et efficacement aux négociations qui doivent être engagées dans les domaines commercial, financier et monétaire.

171ème séance,
22 février 1973.

244 (XI). Déclaration sur le commerce et le développement

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport sur la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Rappelant la Déclaration que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a adoptée à sa neuvième session au sujet de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Ayant considéré le rapport de la septième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement,

Adopte la Déclaration suivante :

1) La Conférence des ministres exprime la profonde inquiétude et la déception qu'elle éprouve à constater que les résultats obtenus à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sont sans commune mesure avec les besoins liés au développement des pays d'Afrique. Dans la plupart des domaines ces résultats sont loin de correspondre au Programme d'action adopté à la Réunion des ministres africains préparatoire à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

2) La Conférence des ministres réaffirme sa foi dans les programmes d'action d'Addis-Abeba et de Lima et exhorte vivement les pays d'Afrique à continuer à faire le maximum pour leur mise en oeuvre.

3) Si maigres que soient les résultats de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et si limitée que soit leur portée, il importe cependant de faire exécuter les décisions prises de faire échec à toutes les tentatives qui viseraient, au niveau international, à les rendre inopérantes ou moins efficaces.

4) Pour donner suite aux Eléments du Programme d'action qui n'ont pas été envisagés avec faveur à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les pays d'Afrique devront de plus en plus compter sur une action conjointe. Une telle action devrait tendre non seulement à faire prendre par la communauté internationale les mesures nécessaires pour satisfaire aux demandes contenues dans le Programme d'action, mais aussi et surtout à mettre en oeuvre à l'échelon national, sous-régional et régional les recommandations pertinentes figurant à ce Programme.

5) Cette manière de procéder apparaît d'autant plus nécessaire que la situation économique générale de la région n'a montré aucun signe tangible d'amélioration depuis la dernière réunion de la Conférence. Pour l'ensemble des pays d'Afrique, les données préliminaires indiquent qu'en 1971, première année de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, le taux de croissance a été bien inférieur à l'objectif de 6 p 100, et inférieur aussi taux de croissance de l'ensemble des pays en voie de développement. Les termes de l'échange pour l'Afrique continuent à se dégrader depuis le début de la Décennie. La situation de fait a donc peu changé par rapport à ce qu'elle était à la fin de la première Décennie du développement.

6) Tout en continuant de faire tous les efforts nécessaires pour stimuler une coopération internationale efficace en vue d'atteindre ces objectifs, les pays d'Afrique doivent accorder une importance particulière aux activités d'auto-assistance dans tous les domaines.

Problèmes et politiques concernant les produits de base et session extraordinaire de la Commission des produits de base

7) Eu égard aux prochaines négociations et consultations internationales sur certains produits de base, il faut redoubler d'efforts pour renforcer la coopération entre les pays en voie de développement en général, et les pays d'Afrique en particulier. A cette fin, il conviendrait de choisir des produits de base qui intéressent particulièrement les pays d'Afrique et d'adopter de nouvelles techniques de négociation.

8) Il y a lieu de constituer, tant pour les produits minéraux que pour les produits agricoles, des organisations internationales de pays en voie de développement exportateurs, au nombre desquels les pays africains figureraient. Il conviendrait d'analyser à fond, en vue d'en tirer les conclusions utiles, l'expérience d'organisations déjà en place comme l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le Conseil africain de l'arachide, l'Alliance des pays producteurs de cacao et l'Organisation interafricaine du café.

9) Les pays d'Afrique ont besoin de définir une stratégie uniforme tant pour la prochaine session extraordinaire de la Commission des produits de base que pour les négociations commerciales multilatérales à venir, en tenant compte de la nature particulière de chaque produit et des problèmes le concernant. Il importe d'aborder aussi bien les consultations que les négociations d'une manière coordonnée, pour ce qui est des objectifs précis à fixer, et il importe aussi que les pays d'Afrique fassent front commun pour essayer d'atteindre ces objectifs. A ce sujet, les pays africains réaffirment les positions qu'ils ont déjà adoptées dans les réunions antérieures tant à addis-Abeba et à Lima qu'à Santiago, portant sur l'accès aux marchés et la politique des prix, la diversification, les systèmes de commercialisation et de distribution, la concurrence entre produits naturels et produits synthétiques et de remplacement, ainsi que sur le rôle des sociétés étrangères en ce qui concerne les échanges de produits.

10) C'est dans cet esprit que les pays d'Afrique accueillent avec satisfaction l'adoption d'un accord international sur le cacao, qui présente un intérêt vital pour nombre d'entre eux, et espèrent que tous les pays s'associeront à cette entreprise commune, pour faire en sorte que l'accord entre en vigueur et que toutes ses dispositions soient effectivement appliquées. Par ailleurs, les pays africains demandent aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine, dans la mesure des moyens dont ils disposent, de faire des études et de cerner les problèmes concernant les produits de base dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays africains, en vue de faciliter les prises de position de ceux-ci lors des prochaines consultations intergouvernementales sur des produits de base déterminés.

Articles manufacturés et articles semi-finis

11) Les pays africains sont invités instamment à prendre une part active aux travaux du Comité spécial des préférences en vue d'obtenir que les divers systèmes, conformément aux suggestions faites, soient améliorés de manière à tenir compte davantage tant des obstacles tarifaires et non tarifaires que des pratiques commerciales restrictives, des mesures d'aide aux aménagements de structure, des structures de marchés, des prix, etc...

12) Dans le cadre de leur action indépendante les Etats africains devraient, conformément au Programme d'action adopté par la Réunion des ministres africains et en application de la résolution 48(III) de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, s'efforcer d'identifier des produits ou des projets se prêtant à une expansion des échanges intra-africains en vue d'engager dès le début de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement des négociations relatives à des arrangements commerciaux préférentiels qui soient mutuellement avantageux. Le Protocole que 16 pays en voie de développement ont conclu dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce au sujet de concessions commerciales réciproques offre un excellent exemple qui pourrait être suivi en Afrique.

13) Il y a lieu de prendre des mesures en vue de mettre en place des industries multinationales africaines pour recueillir notamment les avantages suivants :

- i) Economies d'échelle grâce à l'implantation concertée d'industries nationales et multinationales reposant sur des marchés élargis;
- ii) Amélioration de la compétitivité industrielle grâce à l'abaissement du coût unitaire de production;
- iii) Mise en commun de ressources nationales, financières et humaines, ainsi que de connaissances techniques;
- iv) Expansion des échanges intra-africains et développement des exportations africaines vers d'autres marchés grâce à la création d'entreprises communes.

14) La Conférence des ministres prend note de la décision de l'Assemblée générale, durant sa vingt-sixième session, d'organiser au début de 1975 la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel qui sera consacrée essentiellement aux problèmes de l'industrialisation des pays en voie de développement, la coopération internationale et régionale dans ce domaine et le rôle de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans la promotion de cette industrialisation. A cet égard, elle réaffirme la déclaration adoptée par la première Conférence des ministres africains de l'industrie et exprime le vœu que la deuxième Conférence des ministres africains de l'industrie, qui sera organisée conjointement par l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Commission économique pour l'Afrique en octobre prochain au Caire, examine les points inscrits à l'ordre du jour de cette deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel afin de préparer une déclaration générale présentant la position commune des pays africains à l'égard des problèmes qui seront évoqués.

Relations commerciales avec les pays socialistes

15) Les pays africains et les pays socialistes de l'Europe orientale devraient les uns et les autres s'efforcer d'appliquer les résolutions 15(II) et 53(III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement afin d'exploiter les possibilités d'échanges mutuels, de diversifier la structure générale de leur commerce et d'accroître le volume des échanges en question.

16) Les pays africains devraient s'efforcer, compte tenu des tendances nouvelles du commerce mondial, de développer les relations commerciales avec les pays socialistes.

Promotion des exportations

17) Il faut redoubler d'efforts pour développer le commerce intra-africain. A cet égard, il y a lieu de prendre des mesures particulières visant à faciliter l'échange d'idées et de connaissances en matière de commerce africain. Il faut organiser des exportations et des foires, comme la Foire panafricaine que l'Organisation de l'unité africaine a patronnée en février 1972 à Nairobi, afin d'accroître les ventes de

produits africains dans la région. Il faut aussi engager des consultations et des négociations aux niveaux sous-régional et régional en vue de surmonter les obstacles et difficultés qui entravent pour le moment l'expansion des échanges intra-africains.

18) Pour faciliter l'accès des marchés étrangers à leurs produits, les pays africains devraient créer sans tarder, avec le concours technique et financier des institutions régionales et internationales intéressées, des centres nationaux de promotion des exportations, le cas échéant.

19) En outre, les pays avancés sont invités à faire disparaître progressivement les obstacles entravant l'accès des produits africains à leurs marchés et à envisager les mesures d'assistance corrective nécessaires.

Financement du développement et aide au développement

20) Tout en appréciant l'importance de l'assistance extérieure, on considère que l'autonomie de l'Afrique et la nécessité de mobiliser les ressources internes sont des facteurs majeurs de la solution à long terme des crises auxquelles on doit faire face dans le domaine de l'aide au développement.

21) Une coopération financière plus efficace au niveau sous-régional est une nécessité urgente. Le financement de projets sous-régionaux par la Banque africaine de développement et la mobilisation des ressources excédentaires du continent en vue de l'exécution de ces projets constitueraient des mesures importantes dans ce sens.

22) Les pays africains en voie de développement doivent revoir de fond en comble la conception actuelle de l'"aide" qu'ils reçoivent. Une étude sur la comptabilisation de l'aide devrait être effectuée afin de déterminer le volume de l'aide réelle. A la notion de générosité doit répondre celle de coopération fondée sur l'intérêt mutuel de partenaires égaux. Tous les pays, développés et en voie de développement, doivent engager une action commune pour informer l'opinion publique mondiale.

Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires

23) La communauté internationale devrait prendre des mesures immédiates pour commencer à appliquer les résolutions pertinentes adoptées à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires. Il importe que les pays d'Afrique eux-mêmes, dans un esprit de solidarité et d'autonomie, contribuent mutuellement à leur propre développement.

24) La Conférence a recommandé que les pays d'Afrique qui participent aux travaux du Comité spécial des préférences fassent en sorte que le Système généralisé de préférences soit amélioré de manière à tenir compte des besoins particuliers des pays les moins avancés. Les pays d'Afrique membres du Conseil économique et social et membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement doivent rechercher la possibilité de créer un fonds spécial pour les pays les moins avancés, ou d'utiliser le Fonds d'équipement des Nations Unies d'abord et surtout dans l'intérêt de ces pays.

25) A cet égard, la Conférence des ministres note avec appréciation l'initiative prise par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pour organiser, en étroite collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, un séminaire pour les 16 pays d'Afrique les moins développés, tendant à définir leurs problèmes et besoins prioritaires dans le domaine industriel en vue d'une assistance supplémentaire. Ce séminaire est la première mesure concrète prise dans le cadre des résolutions adoptées au niveau de différentes instances des Nations Unies. La Conférence apporte son soutien total aux mesures envisagées au cours de ce séminaire et exprime le voeu que la communauté internationale contribuera effectivement à leur mise en oeuvre.

Transports maritimes

26) La Conférence des ministres réaffirme la nécessité, pour les pays d'Afrique, de chercher à atteindre les objectifs ci-après :

- i) Développement des marines marchandes;
- ii) Développement des ports;
- iii) Protection contre les majorations arbitraires et multilatérales des taux de fret par le maintien de consultations constantes qui soient assez efficaces pour faire échec aux mesures de ce genre.

27) Il ne faut ménager aucun effort pour encourager la création et le fonctionnement de conseils de chargeurs ou d'organes équivalents, ainsi que la mise en place de mécanismes efficaces de consultation. Ces mécanismes doivent comprendre des organismes officiels, pour veiller à ce que les échanges des pays soient facilités et non entravés par les pratiques en vigueur dans le transport maritime.

28) Ces objectifs seraient atteints plus facilement par une action au niveau régional dans le cadre d'une politique d'auto-assistance.

29) Les pays d'Afrique devraient veiller à ce qu'une suite soit donnée à la résolution 66(III) adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa troisième session au sujet d'un code de conduite des conférences maritimes, afin que de véritables négociations sur la teneur de ce code puissent s'engager sans plus tarder.

Transfert des techniques

30) Les pays d'Afrique devraient :

- a) Réaligner leurs systèmes d'éducation et de formation afin de pourvoir aux besoins et aux exigences d'une économie et d'une société qui se développent progressivement;
- b) Créer ou renforcer l'infrastructure nécessaire au développement dans le domaine de la science et de la technique, notamment des centres de recherche communs;
- c) Renforcer leur coopération régionale dans le domaine de la science et de la technique, y compris la formation et l'échange d'experts africains;
- d) Coopérer entre eux et avec les autres pays en voie de développement en échangeant des renseignements techniques, notamment en ce qui concerne la possibilité d'adapter les techniques importées et les techniques autochtones;
- e) Prendre une part active aux travaux du Comité de la science et de la technique au service du développement et du Groupe intergouvernemental du transport des techniques de l'Organisation des Nations Unies.

31) Les gouvernements des pays africains devraient prendre les mesures nécessaires par arrêter ou réduire l'"exode des élites" qui se produit actuellement dans ces pays, afin de faire en sorte que le potentiel économique de la région soit exploité grâce aux techniques et aux techniciens africains.

Coopération économique entre pays en voie de développement

32) La coopération économique entre pays d'Afrique ne contribuera pas autant qu'on l'escompte au développement économique de la région si les gouvernements de ces pays ne sont pas disposés à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour surmonter les difficultés qui ont jusqu'à présent entravé l'intégration

de leurs économies. Les gouvernements devraient être prêts à accepter des compromis, eu égard à la nécessité d'une spécialisation au niveau sous-régional et au niveau régional.

33) S'il y a lieu de reconnaître dûment la nécessité de libéraliser davantage les échanges entre pays d'Afrique, la coopération entre ces pays ne devrait cependant pas se limiter à ce seul domaine. Pour que les échanges intra-africains augmentent sensiblement, il faut qu'ils soient liés étroitement à une politique délibérée dans d'autres domaines de coopération économiques tels que les finances, l'industrie, l'agriculture et l'infrastructure.

34) Les pays d'Afrique devraient faire le maximum pour donner suite aux dispositions pertinentes de la résolution 48(III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ne serait-ce que pour faire la démonstration concrète de leur volonté d'appliquer les résolutions de la Conférence, pour autant que cela relève de leur compétence et qu'ils ont les moyens de le faire.

35) Les pays africains devront donner suite aux invitations qui leur ont été adressées d'engager entre eux des consultations bilatérales confidentielles au cours des réunions de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique. A cet égard les délégations devraient comprendre des techniciens responsables et des spécialistes du commerce pour s'informer mutuellement et le cas échéant conclure les arrangements nécessaires.

Négociations commerciales multilatérales

36) Les pays d'Afrique devraient se préparer sérieusement aux prochaines négociations commerciales multilatérales. Les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine, agissant en coopération avec les secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, sont invités instamment à leur fournir toute l'assistance nécessaire, notamment pour définir d'une manière plus précise les techniques, modalités et règles fondamentales qui conviennent pour les produits de ces pays.

37) Afin d'être placés dans la meilleure position possible, les pays d'Afrique devraient faire front commun aussi bien dans l'étape de préparation des négociations qu'au cours des négociations elles-mêmes. Il conviendrait de veiller à ce que, conformément aux principes énoncés par les pays en voie de développement dans la résolution 82(III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les pays africains, collectivement ou individuellement, ne subissent, directement ou indirectement, aucun effet défavorable ou préjudiciable du fait de ces négociations. Au contraire, les négociations doivent offrir aux pays africains des avantages supplémentaires qui constitueront une amélioration substantielle et significative de leur position dans le commerce international, de façon qu'ils bénéficient sur la base de la non-réciprocité, de la non-discrimination et d'un traitement préférentiel, d'une part de la croissance du commerce international qui soit de plus en plus importante et proportionnée aux besoins liés à leur développement économique. Si les avantages préférentiels dont bénéficient les pays africains sont influencés de manière défavorable par les résultats de ces négociations, les pays développés prendront des mesures supplémentaires pour dédommager les pays en voie de développement ainsi touchés.

38) Les pays d'Afrique devraient arrêter une attitude commune en vue des consultations qui auront lieu au sein de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et des négociations commerciales multilatérales.

Situation monétaire internationale

39) Tout changement qui pourrait être apporté au système monétaire international doit tenir compte des intérêts des pays en voie de développement. A cette fin, il est indispensable que les pays d'Afrique participent pleinement à la réforme du système monétaire international.

40) Etant donné qu'à l'échelle internationale les incidences des problèmes monétaires et commerciaux du monde sur l'économie des pays d'Afrique sont traitées d'une manière marginale, les pays d'Afrique devraient envisager la création d'un organisme africain qui entreprendrait des études approfondies sur les problèmes monétaires.

41) Conformément à la décision prise par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa neuvième session, en juin 1972, et comme l'a recommandé le Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement à sa réunion annuelle tenue en juillet 1972, les pays d'Afrique devraient réunir une conférence des ministres africains du commerce, du développement et des finances pour renforcer la position africaine commune en ce qui concerne les prochaines négociations commerciales et monétaires internationales. La Conférence devrait examiner en particulier les problèmes interdépendants suivants :

- i) Rédaction d'une charte de la coopération intra-africaine, exprimant la volonté politique de déterminer et d'exécuter les mesures effectives qui doivent être prises en vue de stimuler la coopération intra-africaine dans les domaines du commerce, des finances, de l'industrie, de l'agriculture et de l'infrastructure;
- ii) Négociations commerciales multilatérales;
- iii) Consultations intergouvernementales sur des produits de base déterminés;
- iv) Négociations en vue de l'établissement d'un nouveau système monétaire mondial;
- v) Incidences pour les pays africains de l'élargissement de la Communauté économique européenne.

171ème séance,
22 février 1973.

245 (XI).Conférence des ministres africains du commerce, du développement et des finances

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2626(XXV) de l'Assemblée générale du 24 octobre 1970 sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et en particulier les paragraphes 21 à 34 et 41 à 52,

Rappelant sa résolution 218(X) du 13 février 1971 sur la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, et en particulier les paragraphes 7 à 22,

Rappelant en outre la Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine sur la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Ayant pris acte de la résolution II sur la promotion du commerce international et intrarégional de produits agricoles et agro-industriels adoptée par la septième Conférence régionale pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en particulier de sa recommandation suivant laquelle des mesures devraient être prises pour établir, sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, une commission du marché commun africain,

Prenant acte avec satisfaction de la décision adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa neuvième session, de convoquer une conférence des ministres africains non seulement en vue de renforcer leur position commune à l'égard de leurs

partenaires de la communauté internationale en matière de développement, mais aussi pour étudier les moyens de stimuler la coopération intra-africaine, dans les domaines du développement économique et des échanges,

Se félicitant en outre de la Déclaration du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement à sa huitième réunion annuelle, préconisant une conférence ministérielle des Etats africains pour élaborer un programme commun à la suite des résultats de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et examiner et recommander les moyens d'éliminer les obstacles monétaires et autres au développement du commerce intra-africain,

Notant avec satisfaction la création d'un Comité de coordination qui comprend la Banque africaine de développement, l'Organisation de l'unité africaine, la Commission économique pour l'Afrique et l'Association des Banques centrales africaines, et qui est chargé de coordonner les efforts tentés par les quatre organisations pour appliquer la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement et la déclaration du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement,

1. Invite le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, le Secrétaire exécutif de la Commission, le Président de la Banque africaine de développement et le Président de l'Association des banques centrales africaines à prendre toutes les mesures relatives à l'organisation qu'ils jugent nécessaires pour que la conférence ministérielle soit convoquée de manière à permettre que les résultats en soient présentés à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session;

2. Propose que la Conférence examine en particulier les problèmes interdépendants suivants :

- i) Rédaction d'une charte de la coopération intra-africaine, exprimant la volonté politique de déterminer et d'exécuter les mesures effectives qui doivent être prises en vue de stimuler la coopération intra-africaine dans les domaines du commerce, des finances, de l'industrie, de l'agriculture et de l'infrastructure;
- ii) Négociations commerciales multilatérales;
- iii) Consultations intergouvernementales sur les produits de base déterminés;
- iv) Négociations en vue de l'établissement d'un nouveau système monétaire mondial;
- v) Incidences pour les pays africains de l'élargissement de la Communauté économique européenne.

3. Invite l'Association des banques centrales africaines et la Banque africaine de développement à coordonner leurs activités avec celles de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique pour l'Afrique pour faire en sorte que les problèmes qui se posent en Afrique dans les domaines monétaire, financier et commercial puissent être résolus d'une manière coordonnée;

4. Fait appel au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine afin qu'ils maintiennent des consultations et une coopération étroites avec les membres africains du Groupe des vingt-quatre et du Comité des vingt.

171ème séance,
22 février 1973.

246 (XI). Coopération économique intra-africaine

La Conférence des ministres,

Prenant note du fait qu'une conférence des ministres du commerce, du développement et des finances est préconisée dans sa résolution 245(XI),

Ayant connaissance des activités du Groupe d'experts sur la coopération économique intra-africaine et les relations de l'Afrique avec la Communauté économique européenne,

1. Prie le Secrétaire exécutif de poursuivre des études sur la coopération économique intra-africaine et les relations de l'Afrique avec la Communauté économique européenne;

2. Prie en outre le Secrétaire exécutif de présenter le rapport du Groupe d'experts sur la coopération économique intra-africaine et les relations de l'Afrique avec la Communauté économique européenne comme document de travail pour la conférence des ministres du commerce, du développement et des finances préconisée dans la résolution 245(XI).

171ème séance,
22 février 1973.

247 (XI). Association des organisations africaines de promotion commerciale

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 222(X) du 13 février 1971 par laquelle elle a repris à son compte la recommandation préconisant que "le Centre africain du commerce s'efforce de créer une association groupant les organisations africaines de promotion commerciale",

Prenant acte du rapport du Comité préparatoire de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale et du projet de protocole d'association,

Notant avec satisfaction les efforts du Secrétaire exécutif de la Commission et du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine tendant à la création de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale,

1. Invite les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine à accorder un appui sans réserve à la constitution de l'Association, à prêter leur concours pour obtenir qu'elle fonctionne en 1973 et à tout mettre en œuvre pour inciter toutes les organisations importantes qui s'occupent de promotion commerciale dans les divers pays à adhérer à cette Association;

2. Invite les Etats membres à approuver et à signer le projet statut de l'association avant la fin du mois d'août 1973, afin que les dispositions nécessaires puissent être prises en temps opportun avant la séance inaugurale prévue pour octobre ou novembre 1973;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, de prendre toutes dispositions utiles pour organiser la séance inaugurale à l'Association en octobre ou novembre 1973.

171ème séance,
22 février 1973.

A. Mise en œuvre du Plan d'action mondial dans la région africaine

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1155(XLI) du Conseil économique et social en date du 5 août 1966 dans laquelle le Conseil a accueilli favorablement la proposition du Comité consultatif des Nations Unies pour l'application de la science et de la technique au développement tendant à élaborer un Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement et a fait siens les objectifs du plan envisagé tels qu'ils ont été énoncés par le Comité consultatif,

Rappelant en outre les résolutions 2318(XXII) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1967 entérinant la résolution 1155(XLI) du Conseil économique et social et les objectifs du Plan d'action mondial tels qu'ils ont été énoncés par le Comité consultatif,

Considérant la résolution 1638(LI) du Conseil économique et social en date du 30 juillet 1971 par laquelle le Conseil a formulé des recommandations au Comité consultatif en ce qui concerne l'élaboration du Plan d'action mondial et demandé aux commissions économiques régionales d'élaborer des plans particuliers d'action pour chaque région dans le cadre du Plan d'action mondial,

Considérant en outre que le Comité consultatif a adopté les propositions relatives à un plan régional africain dans le cadre du Programme d'action mondial élaboré en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique et les institutions spécialisées ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies;

Convaincue que le Plan régional africain pour le Plan d'action mondial peut constituer une contribution appréciable au développement de la science et de la technique en tant que base du progrès économique et social,

1. Recommande que les Etats membres collaborent à l'application des recommandations formulées par le Comité consultatif en adoptant le plan régional africain pour le Programme d'action mondial;

2. Prie le Secrétaire exécutif de prendre rapidement les mesures nécessaires pour favoriser une meilleure connaissance du plan dans les pays d'Afrique et pour aider les gouvernements des pays membres sur leur demande, à mettre en place les mécanismes nécessaires pour l'application du plan africain dans le cadre du Plan d'action mondial, notamment pour la création, avant la fin de 1973, de comités nationaux pour le Plan d'action mondial dans les divers pays;

3. Recommande, afin d'assurer une application aussi rapide que possible du plan régional africain, de demander au Programme des Nations Unies pour le développement de fournir des fonds spéciaux en vue de la création des mécanismes nécessaires à l'application du plan en vertu du programme de préinvestissements du Programme des Nations Unies pour le développement;

4. Décide de créer un comité spécial intergouvernemental d'experts choisis au sein des Etats membres, afin d'assurer la poursuite et l'examen réguliers des travaux du secrétariat de la Commission en ce qui concerne l'application du Plan régional africain. Ce Comité spécial devrait se réunir au moins une fois par an et plus souvent au besoin; la composition et le mandat détaillé du Comité spécial seront arrêtés par le Comité exécutif de la Commission à sa prochaine réunion;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de poursuivre et d'intensifier l'aide qui a été fournie par le secrétariat de la Commission au Groupe régional pour l'Afrique du Comité consultatif pour l'application

de la science et de la technique au développement à l'occasion des sessions du Comité consultatif et des réunions du Groupe proprement dit.

B. Comité de la science et de la technique au service du développement du Conseil économique et social

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1621B(LI) du Conseil économique et social en date du 30 juillet 1971 portant création d'un Comité de la science et de la technique au service du développement,

Rappelant en outre la résolution 1715(LIII) du Conseil économique et social en date du 28 juillet 1972 approuvant le mandat du Comité,

Convaincue que le Comité de la science et de la technique au service du développement du Conseil économique et social jouera un rôle très important dans l'application de la science et de la technique au développement dans l'intérêt de toute l'humanité et notamment des populations des pays en voie de développement,

1. Exprime l'espoir que le Comité de la science et de la technique au service du développement fera en sorte qu'une suite concrète soit donnée à la Stratégie des Nations Unies pour le développement de la science et de la technique;

2. Recommande que la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine créent un groupe mixte au niveau de leurs secrétariats afin d'aider les pays africains membres du Comité de la science et de la technique au service du développement que le Conseil économique et social a créé par sa résolution 1621B(LI);

3. Prie le Secrétaire exécutif de communiquer à tous les Etats membres africains des études relatives aux questions prioritaires en matière de développement de la science et de la technique en Afrique afin de faciliter leur préparation pour les sessions du Comité de la science et de la technique au service du développement;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'apporter tout son concours aux membres africains du Comité de la science et de la technique au service du développement à l'occasion des sessions du Comité ainsi que pendant les périodes d'intersession.

C. Développement de la science et de la technique

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 158(VIII) et 206(IX) de la Commission en date du 24 février 1967 et du 14 février 1969 sur la science et la technique,

Rappelant en outre la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Consciente de l'importance capitale du développement scientifique et technique en tant que fondement du progrès économique et social,

1. Recommande que le Secrétaire exécutif prête son assistance pour mobiliser les ressources d'origine multinationale et bilatérale afin d'aider les Etats membres à :

a) Renforcer et mettre en place les structures nationales et régionales appropriées;

- b) Favoriser l'établissement de liens et d'une coopération entre ces institutions;
 - c) Formuler et adopter les programmes de recherche et de développement de caractère hautement prioritaire;
 - d) Stimuler et accélérer l'enseignement et la formation à l'intention des scientifiques et des techniciens indispensables, y compris la formation et l'échange d'experts;
- 2) Prie le Secrétaire exécutif de soumettre au Etats membres un rapport annuel sur le développement de la science et de la technique dans la région africaine.

171ème séance,
22 février 1973.

249 (XI). Coopération avec les organisations internationales

La Conférence des ministres,

Consciente des problèmes qui se posent aux pays de la région africaine et de la ferme résolution de ces pays de mobiliser leurs ressources humaines et matérielles en vue d'accélérer leur développement économique et social au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant l'alinéa f) du paragraphe 9 du dispositif de la résolution 187(IX) du 10 février 1969 de la Commission priant le Secrétaire exécutif de prendre des mesures particulières en vue d'obtenir la coopération des organismes et organisations du système des Nations Unies pour l'exécution des programmes de travail approuvés par la Commission et, à cette fin, de rechercher autant que possible à établir des programmes communs avec les divers organismes dans leurs domaines respectifs de compétence,

Notant qu'il existe au sein du Secrétariat une Division mixte CEA/OUA de l'agriculture,

Rappelant en outre les recommandations répétées du Comité exécutif concernant la nécessité de créer des divisions mixtes avec les autres organismes des Nations Unies afin d'assurer une exécution plus effective des programmes de la Commission,

Désireuse que la Commission continue de jouer un rôle plus efficace dans le développement économique et social de la région dans le cadre de la Stratégie internationale du développement et de la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, notamment en concentrant ses efforts sur l'exécution des projets précis,

1. Recommande que tous les rapports futurs du secrétariat sur les relations entre la Commission et les autres organisations internationales soient plus complets, soulignant ainsi la contribution apportée par les organisations internationales au développement économique et social de l'Afrique, et mettant en évidence les lacunes dans l'exécution des programmes communs;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire en sorte que les projets de programme de travail de la Commission soient élaborés de façon à assurer un juste équilibre entre les différentes activités de la Commission, et en particulier entre les programmes orientés vers l'action en vue d'une coopération multinationale destinée à accélérer le processus du développement dans les pays africains et les autres activités de la Commission, telles que les séminaires, les réunions ordinaires, les groupes de travail, etc.;

3. Félicite le Secrétaire exécutif de la Commission et le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel des mesures prises et de l'accord de principe auquel ils sont parvenus pour établir au sein du secrétariat de la Commission une division mixte CEA/ONUDI de l'industrie;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission et le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'intensifier leurs efforts pour rendre la division totalement opérationnelle aussi rapidement que possible sur la base d'arrangements mutuellement satisfaisants et efficaces pour la formulation et la gestion de programmes;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'examiner avec le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes des Nations Unies la possibilité d'établir des arrangements appropriés entre chaque organisme et la Commission en vue d'une action coordonnée pour l'élaboration et l'exécution des programmes de travail communs, et, si possible, en vue de la création de divisions mixtes au sein du secrétariat de la Commission, notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dont les programmes régionaux couvrent également un vaste secteur des activités de la Commission.

171ème séance,
22 février 1973.

250 (XI). Institut africain de développement économique et de planification

A. Financement de l'Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Déplorant la nouvelle politique du Programme des Nations Unies pour le développement qui semble s'engager vers une réduction imminente et massive de son soutien financier à l'Institut africain de développement économique et de planification, mettant ainsi en cause l'existence continue de l'Institut,

Rappelant toutefois que dans la résolution 58(IV) du 1er mars 1962 de la Commission portant création de l'Institut, les pays africains avaient clairement exprimé leur détermination que l'Institut soit une institution africaine permanente,

1. Prie instamment le Programme des Nations Unies pour le développement de continuer à assurer le financement de l'Institut africain de développement économique et de planification pendant les trois premières phases de son existence, comme il l'a fait pour les instituts d'Amérique latine et d'Asie, et ce afin de n'introduire aucun traitement discriminatoire entre les trois continents;

2. Invite instamment les Etats membres à intervenir dans ce sens individuellement et collectivement auprès du Programme des Nations Unies pour le développement;

3. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission à élaborer un projet visant à assurer le financement permanent de l'Institut au-delà de ces phases.

B. Bâtiments définitifs de l'Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

1. Adresse ses félicitations au Gouvernement de la République du Sénégal pour ses efforts soutenus en faveur de l'Institut, et pour avoir mis à sa disposition un terrain pour la construction de locaux permanents;

2. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission à entreprendre les démarches nécessaires afin que les bâtiments soient construits dans les meilleurs délais.

171ème séance,
22 février 1973.

251 (XI). Date et lieu de la douzième session de la Commission (Troisième réunion de la Conférence des ministres)

La Conférence des ministres,

Rappelant les dispositions des résolutions 130(VII) et 188(IX) de la Commission, en date du 22 février 1965 et du 10 février 1969, respectivement, et de l'article 1 a) de son règlement intérieur,

Ayant considéré et accepté l'invitation du Gouvernement de la République du Kenya à tenir la douzième session de la Commission (troisième réunion de la Conférence des ministres) à Nairobi,

1. Recommande que la douzième session de la Commission soit tenue en 1975;
2. Demande au Secrétaire exécutif de fixer la date de la session, après avoir dûment consulté le Gouvernement de la République du Kenya et le Président de la deuxième réunion de la Conférence des ministres.

171ème séance,
22 février 1973.

**RESOLUTIONS ADOPTEES A LA DOUZIEME SESSION DE LA COMMISSION
PAR LA TROISIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

252 (XII). Omission de la résolution à cause de la numérotation

253 (XII). Inclusion de l'arabe parmi les langues de travail de la Commission

La Conférence des ministres,

Considérant le mandat de la Commission économique pour l'Afrique et l'article 31 du règlement intérieur, relatif aux langues de travail de la Commission économique pour l'Afrique,

Considérant en outre que le Comité exécutif, à sa douzième réunion, a recommandé que la langue arabe soit adoptée comme langue de travail de la Commission 1/,

Ayant examiné les incidences financières qu'aurait l'application de cette recommandation,

Prie le Conseil économique et social de recommander à l'Assemblée générale de décider que la langue arabe devienne langue officielle et langue de travail de la Commission économique pour l'Afrique, au même titre que l'anglais et le français.

183ème séance,
28 février 1975,

254 (XII). Amendement au règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique^{2/}

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2621 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 12 octobre 1970 relative au Programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux et la résolution 1892 (LVII) du Conseil économique et social en date du 1er août 1974 concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

Souhaitant qu'une interprétation restrictive ne soit donnée à la résolution 1892 (LVII) du Conseil économique et social susmentionnée,

1. Décide de modifier le règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique en insérant, entre les chapitres XIV et XV existants, les deux articles ci-après formant un nouveau chapitre intitulé "Participation des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine" :

"La Commission invite tout mouvement de libération nationale reconnu par l'Organisation de l'unité africaine, et qui n'est pas censé représenter un membre associé de la Commission, à participer à la discussion de toute question quelle qu'elle soit. Un mouvement de libération nationale ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission.

"Un comité est habilité à inviter tout mouvement de libération nationale reconnu par l'Organisation de l'unité africaine, et qui n'est pas censé représenter un membre associé de la Commission, à participer à la discussion de toute question quelle qu'elle soit. Un mouvement de libération nationale ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du Comité";

2. Décide que les frais de voyage et autres frais connexes encourus par les représentants des mouvements de libération nationale, invités à assister à ces délibérations, sont à la charge de la Commission économique pour l'Afrique.

183ème séance,
28 février 1975.

255 (XII). Amendement au mandat de la Commission^{3/}

La Conférence des ministres,

Considérant la résolution 3205 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 17 septembre 1974 sur l'admission de la Guinée-Bissau à l'Organisation des Nations Unies et les résolutions 2621 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 12 octobre 1970 relative au Programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux et 1892 (LVII) du Conseil économique et social en date du 1er août 1974 sur l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

2/ E/CN.14/111/Rev.5.

3/ E/CN.14/111/Rev.5.

Souhaitant qu'aucune interprétation restrictive ne soit donnée à la résolution 1892 (LVII) du Conseil économique et social susmentionnée,

Recommande au Conseil économique et social d'insérer entre les paragraphes 9 et 10 du mandat de la Commission le nouveau paragraphe suivant :

"La Commission invitera tout mouvement de libération nationale reconnu par l'Organisation de l'unité africaine à envoyer des observateurs pour participer à l'examen de toute question présentant de l'intérêt pour ledit mouvement. Ces observateurs ont la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission. La Commission prendra à sa charge les frais de voyage et autres frais connexes encourus par les représentants des mouvements de libération nationale invités à assister à ses travaux".

183ème séance,
28 février 1975

256 (XII). Mise en application du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale du 1er mai 1974 et les résolutions 1896 (LVII) en date du 1er août 1974 et 1911 (LVII) en date du 2 août 1974 du Conseil économique et social relatives à la Déclaration et au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Rappelant les déclarations et les programmes d'action adoptés à la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Alger en septembre 1973^{4/} et par la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières^{5/} tenue à Dakar en février 1975,

Convaincue des insuffisances structurelle et fonctionnelle qui font obstacles à la formulation, au lancement et à l'exécution des projets agricoles et industriels en Afrique,

Convaincue en outre qu'un effort cohérent et intégré de développement doit être déployé, portant en particulier sur des projets concrets ayant pour objet d'accroître au maximum le potentiel de l'agriculture, et de stimuler l'industrialisation fondée sur la transformation sur place des ressources minérales et agricoles,

Notant que des efforts sont en cours en vue de l'organisation et du financement de projets analogues par les organismes des Nations Unies dans d'autres régions du monde,

Sachant qu'il incombe essentiellement aux pays africains de se dégager par leurs propres moyens de leur état actuel de sous-développement économique et social en mobilisant toutes leurs ressources et tout leur potentiel pour les exploiter au bénéfice de leur population,

Reconnaissant que l'aide et l'assistance technique étrangères ne sauraient en soi servir de base à la promotion de la croissance autonome ou de la diversification,

Réaffirmant la souveraineté permanente et intégrale de tous les Etats sur leurs ressources naturelles et sur toutes leurs activités économiques, et rappelant que, pour sauvegarder ces ressources, les Etats ont le

4/ A/9330.

5/ E/AC.62/6.

droit d'exercer un contrôle efficace sur elles et sur leur exploitation par les moyens appropriés à leur situation particulière, y compris le droit de nationaliser ou de transférer la propriété à leurs ressortissants, ce droit étant une expression de la souveraineté permanente et intégrale des Etats, et qu'aucun Etat ne peut être soumis à une coercition économique, politique ou autre visant à empêcher l'exercice libre et complet de ce droit inaliénable,

Reconnaissant aussi que la souveraineté et le contrôle sur les ressources naturelles exigent la compétence pour leur prospection, évaluation et exploitation et que l'industrialisation implique la transformation des ressources naturelles en produits semi-finis et en produits manufacturés,

Ayant présentes à l'esprit les fonctions confiées à la Commission économique pour l'Afrique aux termes de son mandat^{6/}, et convaincue de la nécessité d'accroître la capacité d'intervention de la Commission en vue de lui permettre de contribuer efficacement à l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Convaincue de la nécessité de prendre dans l'immédiat des mesures particulièrement efficaces pour l'application des programmes d'action dans les délais les plus brefs,

1. Prie le Secrétaire exécutif de prendre d'urgence des mesures concrètes pour élaborer des programmes orientés vers l'action en vue d'atteindre les objectifs suivants :

Ressources naturelles

a) La suppression de tout obstacle à l'exercice de la souveraineté permanente des pays africains sur leurs ressources naturelles;

b) La promotion d'une volonté d'autonomie collective entre les pays africains pour la récupération, l'exploration, l'exploitation, la mise en valeur, la commercialisation et la distribution de leurs ressources naturelles;

c) L'octroi de l'assistance technique nécessaire pour aider les pays africains en cas de nationalisation ou de reprise de leurs moyens de production et d'exploitation;

d) L'utilisation des services d'experts africains dans toute la mesure du possible;

e) La réorientation du programme de travail de la Commission dans le domaine de l'assistance technique pour qu'il soit axé sur la formation de spécialistes, surtout dans le domaine industriel;

f) La stimulation de la transformation des matières premières dans les pays producteurs d'Afrique;

g) La promotion du commerce direct entre les pays africains producteurs des produits de base dans leur forme brute et transformée;

h) La création d'associations africaines de producteurs de matières premières, de commercialisation et de transport et l'établissement de celles qui existent, et le renforcement de leur action, l'objectif étant de leur permettre de parvenir à un front commun et d'améliorer leurs marges de manoeuvre dans les négociations;

i) La création d'un conseil de consultation et de coopération entre les diverses associations de producteurs pour la coordination de leurs activités et leur soutien mutuel;

6/ E/CN.14/111/Rev.5.

j) L'instauration de rapports justes et équitables entre le prix des matières premières, des produits primaires, des produits manufacturés et des produits semi-finis exportés par les pays africains et le prix des matières premières, des produits primaires, des produits alimentaires, des produits manufacturés, des produits semi-finis et des biens d'équipement importés par eux et la définition d'un lien entre le prix des exportations des pays africains et le prix de leurs importations en provenance des pays développés;

Problème de la sécheresse

k) La formulation et l'application de programmes d'action pour lutter contre la sécheresse dans les pays africains éprouvés en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine et les organismes internationaux et régionaux;

Industrialisation et transfert des techniques

l) La création d'organismes de promotion des investissements et des zones industrielles dans tous les pays africains, en vue de contribuer à l'exécution de projets d'usines de petite et de moyenne capacité destinés à transformer les matières premières et de favoriser la multiplication des possibilités d'emploi;

m) L'octroi de l'assistance aux pays africains, à la première occasion, en vue de l'établissement des moyens de communication pouvant accélérer l'intégration régionale en Afrique;

n) La création à l'échelon national, multinational ou régional, selon le cas, d'institutions chargées d'accélérer le développement économique et social de la région et en particulier :

- i) de centres pour l'étude et la diffusion des innovations industrielles et techniques;
- ii) de centres de formation et de consultation pour la promotion, l'élaboration, l'évaluation et l'exécution de projets industriels;
- iii) de centres chargés de stimuler la création, à l'échelon régional, d'industries déterminées ayant une importance économique pour l'Afrique;
- iv) de centres pour la promotion et l'institution d'une coopération efficace dans les domaines de l'industrie, de la science et de la technique, des transports, des transports maritimes, des organes d'information, etc.;

o) Des études sur certains produits de base ou groupes de produits de base présentant un intérêt particulier pour l'Afrique, en vue d'élaborer des stratégies qui tiennent compte des politiques et mesures appliquées, en ce qui concerne chacun de ces produits, aux différents niveaux, allant du stade de la prospection et de la production de matières premières à celui de la commercialisation et de la distribution finale, en passant par le stade de la transformation;

p) La présentation aux gouvernements des Etats membres, avant la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, de rapports concernant les trois groupes de produits de base spécialement retenus pour l'étude, c'est-à-dire les produits du palmier à huile, les phosphates et la potasse, dans le cadre plus général des engrais, et le minerai de fer;

Problèmes monétaires et financiers

q) L'orientation des disponibilités financières existantes en Afrique et dans le tiers monde vers le développement économique et social rapide des pays de l'Afrique et du tiers monde;

r) La participation pleine et effective des pays africains à tous les stades de la prise des décisions, l'objectif étant l'élaboration d'un système monétaire international équitable et durable, compte tenu du nouvel ordre économique international;

s) La conclusion d'arrangements tendant à faciliter l'acheminement vers les pays africains des apports financiers en faveur du développement assortis de conditions de faveur de la part des organismes financiers internationaux, y compris l'allocation additionnelle des droits de tirage spéciaux;

Coopération économique

t) La promotion, la mise en oeuvre ou le renforcement de l'intégration économique au niveau sous-régional; et

u) La promotion de la coopération économique et technique entre les pays en voie de développement;

2. Invite le Secrétaire exécutif à engager des consultations et à coopérer avec l'Organisation de l'unité africaine, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Association des banques centrales africaines, l'Association des universités africaines, les organismes bilatéraux et d'autres organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies, selon le cas, et les Etats membres de la Commission, non seulement en vue d'obtenir les services d'experts et les ressources financières nécessaires mais aussi en vue de limiter autant que possible le chevauchement des efforts;

3. Demande aux organisations et aux institutions spécialisées du système des Nations Unies d'apporter d'urgence à la Commission économique pour l'Afrique tout appui financier, matériel et autre dont elle peut avoir besoin pour l'exécution de la présente résolution;

4. Demande instamment aux organisations et aux institutions spécialisées du système des Nations Unies, en particulier à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aux institutions financières internationales et aux organismes spécialisés chargés de certains produits de base de contribuer efficacement et dès que possible à l'application de la présente résolution dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international 7/;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires :

a) Pour obtenir que les bureaux sous-régionaux de la Commission insèrent désormais leurs activités dans le cadre mentionné dans la présente résolution;

b) Pour obtenir pour les bureaux sous-régionaux de la Commission des ressources supplémentaires en matériel et en personnel afin de leur permettre de mener à bien leur mission conformément à la conception unifiée du développement adoptée par la Commission économique pour l'Afrique et les différentes organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies;

c) Pour organiser des réunions de ministres au niveau sous-régional, en vue de suivre l'application de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre

7/ Résolution 3201(S-VI) de l'Assemblée générale.

économique international 8/, de la Déclaration, du Programme d'action et des résolutions adoptés par la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières 9/ tenue à Dakar en février 1975 ainsi que du programme de travail et du plan à moyen terme de la Commission 10/;

6. Prie les gouvernements des Etats membres de coopérer avec le Secrétaire exécutif dans ses efforts tendant à donner effet aux dispositions de la présente résolution;

7. Prie le Secrétaire exécutif de présenter un rapport intérimaire sur l'application de la présente résolution au Comité technique d'experts, à sa sixième réunion qui aura lieu en septembre 1976.

183ème séance,

28 février 1975

257(XII).Capacité des commissions économiques régionales pour une conception unifiée du développement

La Conférence des ministres,

Prenant note de la décision 51 (LVII) du Conseil économique et social sur le rapport du Corps commun d'inspection relatif à la capacité des commissions économiques régionales pour une conception unifiée du développement 11/,

Ayant pris acte du rapport de la Conférence des planificateurs africains sur sa cinquième session 12/,

Demande à la Conférence des planificateurs africains d'examiner à sa sixième session la question de la conception unifiée du développement et de lui faire les recommandations nécessaires en vue de lui permettre de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires pour faire en sorte que l'approche de la CEA soit conforme à une conception unifiée du développement dans les conditions africaines.

183ème séance,

28 février 1975

258 (XII).Coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement

La Conférence des ministres,

Ayant examiné les sections pertinentes des rapports du Président du Comité exécutif et du Secrétaire exécutif de la Commission concernant la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement,

Ayant entendu la déclaration du Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement sur l'évolution récente de la coopération entre le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission économique pour l'Afrique ainsi que sur les perspectives d'avenir de cette coopération,

8/ Résolutions 3201 (S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale.

9/ E/AC.62/6.

10/ Voir le Volume II du présent rapport.

11/ E/5430.

12/ E/CN.14/626.

1. Félicite l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et ses collaborateurs ainsi que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour les initiatives qu'ils ont prises afin de renforcer la coopération entre la Commission et le Programme des Nations Unies pour le développement;

2. Prend note avec satisfaction des arrangements convenus entre les secrétariats des deux organismes afin de rendre cette coopération aussi fructueuse et efficace que possible;

3. Exprime le vœu que les mesures appropriées soient appliquées afin que cette coopération se renforce et se développe encore davantage à l'avenir.

183ème séance,
28 février 1975

259 (XII). Questions administratives et questions relatives au personnel

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport sur les questions administratives et les questions relatives au personnel 13/, présenté par le Comité exécutif conformément au paragraphe 5 de la résolution 242(XI) du 23 février 1973,

Consciente de l'importance de la gestion et de l'organisation de l'administration pour l'efficacité du secrétariat,

Rappelant les nombreux appels lancés au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies afin qu'il remédie aux difficultés de recrutement auxquelles le secrétariat ne cesse de se heurter,

Considérant qu'en dépit des progrès limités réalisés depuis l'adoption de la résolution 2736(XXV) du 17 décembre 1970 par l'Assemblée générale, compte tenu en particulier de l'alinéa a) du paragraphe 2 du dispositif, un grand nombre de postes de la catégorie des administrateurs sont encore vacants du fait d'une interprétation restrictive de la résolution précitée,

1. Félicite le Secrétaire exécutif pour les progrès réalisés jusqu'ici dans le sens de l'africanisation des postes du secrétariat de la Commission;

2. Renouvelle son appel au Secrétaire général pour qu'il applique avec plus de souplesse la résolution 2736(XXV) de l'Assemblée générale dans son paragraphe 2 alinéa a), afin que lorsque des postes vacants ne peuvent pas être occupés par des ressortissants des pays africains sous-représentés, ces postes puissent être attribués à des nationaux de pays surreprésentés de la région sur la base de contrats à durée déterminée étant entendu que les Etats sous-représentés doivent faire savoir par écrit qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de pourvoir un quelconque poste de niveau supérieur donné;

3. Demande au Secrétaire général d'accorder la préférence à des Africains pour pourvoir des postes, en particulier des postes de responsabilité des échelons supérieurs au secrétariat de la Commission;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission de veiller à ce que les jeunes Africains recrutés participent effectivement aux missions et groupes d'étude en tant qu'homologues d'experts non africains;

5. Invite à nouveau tous les Etats membres, particulièrement ceux qui sont sous-représentés, à mettre à la disposition de la Commission des cadres qualifiés et expérimentés, pour lui permettre de réaliser une répartition équitable des postes au secrétariat du point de vue des pays comme sur le plan sous-régional.

183ème séance,
28 février 1975

260 (XII). Mesures en vue de contribuer à l'application de la déclaration, du Programme d'action et des résolutions adoptés par la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières 14/ tenue à Dakar en février 1975

La Conférence des ministres,

Considérant l'évolution de la situation économique internationale caractérisée par la perpétuation des inégalités dans les rapports économiques, la domination impérialiste, l'exploitation néo-colonialiste et l'inaptitude à apporter des solutions aux problèmes fondamentaux des pays en voie de développement, et en particulier des pays africains,

Considérant que les pays africains sont déterminés à poursuivre ensemble une action commune pour amplifier les relations économiques internationales qui ont ouvert la voie permettant aux pays en voie de développement de sortir de leur situation d'assujettissement à l'impérialisme,

Convaincue que les pays africains n'acquerront leur pleine et entière émancipation économique que par la récupération et le contrôle de leurs ressources et richesses naturelles et des moyens de leur développement économique en vue d'assurer le progrès économique, social et culturel de leurs peuples,

Considérant que les matières premières ont à présent une importance sans précédent dans l'histoire, puisqu'elles constituent le cadre général du processus de revendication engagé par les pays producteurs de pétrole dans leur lutte pour des conditions plus justes pour tous les pays producteurs de matières premières,

Reconnaissant que la négociation entre pays industrialisés et pays en voie de développement à laquelle ce processus doit conduire se doit par conséquent d'être une négociation complète qui embrasse le problème des matières premières dans sa totalité, qui tienne compte des intérêts de tous les pays en voie de développement, et qui ne saurait admettre aucune tentative ou menace de pression politique, économique ou militaire de nature à limiter la liberté de dialogue et d'action ou à restreindre le plein exercice des droits des pays en voie de développement et en particulier des pays en voie de développement d'Afrique,

Consciente de la nécessité fondamentale de consolider l'unité et la solidarité des pays africains et d'empêcher toute manœuvre qui chercherait à les diviser,

Déterminée à assurer la décolonisation économique de l'ensemble du continent, condition indispensable de la libération totale des pays africains de l'emprise économique étrangère et des sociétés transnationales,

Réaffirmant que les associations de producteurs exportateurs, rouage essentiel de la politique nationale des pays en voie de développement dans le domaine des produits de base, doivent assurer la

coordination de la production, de la recherche, du développement et de la commercialisation en vue de protéger leur revenu, de renforcer leur position sur les marchés, d'affronter avec succès les acheteurs bien organisés des pays industrialisés, et de garantir des prix justes et rémunérateurs pour leurs exportations de produits de base,

Rappelant les déclarations et programmes d'action adoptés par la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés 15/, la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence de Dakar sur les matières premières 16/ et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats adoptée lors de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies 17/,

1. Décide :

a) que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique devra, en raison de l'importance particulière que les pays africains attachent à la création d'un fonds spécial destiné au financement des stocks régulateurs des produits de base exportés par eux, suivre activement la mise en oeuvre de la résolution adoptée à Dakar sur ce point et y collaborer étroitement 18/;

b) que la Commission économique pour l'Afrique devra assister au maximum les Etats africains pour la préparation des négociations entre pays industrialisés et pays en voie de développement, négociations devant inclure les problèmes des matières premières et du développement selon une approche intégrée compte tenu des relations étroites qui existent notamment entre les problèmes monétaires, commerciaux, financiers et de la coopération scientifique et technique;

c) que la Commission économique pour l'Afrique participera activement aux travaux du groupe intergouvernemental des pays en voie de développement sur les matières premières;

d) que la Commission économique pour l'Afrique mettra en oeuvre dans le cadre du programme de travail pour 1974-1975, les mesures suivantes, selon un calendrier précis et en collaboration étroite avec le Comité exécutif :

- i) Organiser des réunions des pays africains producteurs et exportateurs des mêmes matières de base en vue de mettre sur pied ou de renforcer les associations de producteurs et exportateurs adéquates;
- ii) Participer activement à l'établissement d'associations analogues ailleurs dans le tiers monde;
- iii) Créer au niveau africain un organe de consultation et de coordination des associations de producteurs et exportateurs de matières premières et de produits agricoles;
- iv) Participer à l'établissement du Conseil des groupements des pays en voie de développement producteurs et exportateurs de matières premières décidé par la Conférence de Dakar;

15/ A/9330.

16/ E/AC.62/6.

17/ Résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale.

18/ E/AC.62/6 - Résolution 4.

e) que la Commission économique pour l'Afrique suivra en permanence l'évolution du prix des biens et services exportés et importés par les pays africains et en particulier le prix des produits alimentaires, des biens industriels et des services importés en provenance des pays développés et l'évolution de la situation monétaire de manière à assister efficacement les pays africains dans l'application de politiques destinées à leur garantir une amélioration constante de leurs termes de l'échange notamment en contribuant à l'étude et à l'application d'un système d'indexation en collaboration étroite avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

f) que la Commission économique pour l'Afrique devra coopérer avec les institutions africaines et afro-arabes compétentes, et avec les organismes des pays non alignés et des pays en voie de développement à l'élaboration et à l'application des programmes de coopération économique, financière et technique en faveur des pays africains, par le biais de mesures pour la transformation sur place de leurs ressources naturelles en conformité avec les décisions adoptées par le Groupe des Soixante-Dix-Sept en février 1975 19/;

g) que la Commission économique pour l'Afrique élaborera une étude sur l'importance et le rôle des entreprises non africaines qui prennent part aux activités de production, de commercialisation et de financement des investissements dans les économies africaines et participera activement à l'élaboration d'un code de conduite pour la réglementation des activités transnationales;

h) que les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique devront apporter solidairement leur soutien concret à tout pays exerçant sa souveraineté sur ses ressources naturelles conformément aux décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies et aux dispositions de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats adoptée par la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale 20/ ainsi qu'à tout pays faisant l'objet de pressions politiques et de formes d'agression économique ou autre, en liaison avec l'exercice de son droit de déterminer le prix d'exportation de ses produits;

i) que la Commission économique pour l'Afrique préparera une étude sur le déficit de l'ensemble des pays africains en matière de produits alimentaires pour encourager l'élaboration d'une politique de développement des productions agricoles et alimentaires en conformité avec les décisions de la Conférence mondiale de l'alimentation 21/ et d'une politique de livraison coordonnée de produits alimentaires aux pays africains déficitaires dans le cadre d'accords internationaux de produits ou en mettant à profit la complémentarité avec les autres régions du monde;

j) que la Commission économique pour l'Afrique élaborera un programme de mesures concrètes en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires d'Afrique;

k) que la Commission économique pour l'Afrique poursuivra activement son assistance aux pays africains :

i) avec le concours de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en vue de l'adoption et de la mise en oeuvre du programme global intégré sur les produits de base;

ii) dans le cadre des négociations commerciales multilatérales.

19/ E/AC.62/4.

20/ Résolution 3281(XXIX) de l'Assemblée générale.

21/ E/5587 et Add. 1-4.

2. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de coopérer étroitement avec l'Organisation de l'unité africaine en vue de l'application de la présente résolution.

183ème séance,
28 février 1975

261 (XII). Centres de mise en valeur des ressources minérales

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 205 (IX) du 14 février 1969 et 238 (XI) du 22 février 1973 qui recommandaient en particulier que les Etats membres, agissant sur le plan multinational, créent des institutions pour les ressources minérales, chargées de services spécialisés, d'activités de recherche et de formation,

Rappelant en outre la résolution 1673 (LII) du Conseil économique et social, en date du 2 juin 1972, reconnaissant l'importance de la formation et de la recherche appliquée pour encourager la mise en valeur des ressources naturelles et recommandant la création de centres régionaux, sous-régionaux et nationaux de recherche appliquée,

Considérant la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970, relative à la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant en outre les résolutions 3201 (S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974, relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Convaincue que la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique exige la création de centres multinationaux qui pourvoient à des services spécialisés s'ajoutant aux services disponibles sur le plan national et qui offriront une formation en cours d'emploi,

Prenant acte avec satisfaction des mesures qui ont déjà été prises par le Secrétaire exécutif en vue de la création d'un centre pour la mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Est,

Notant en outre que, dans son Programme de travail, la Commission a exprimé l'intention de créer des centres analogues dans les autres sous-régions 22/,

1. Prie le Secrétaire exécutif de prendre toutes mesures utiles pour obtenir la création de centres de ce genre dans les délais les plus brefs;

2. Engage les gouvernements des Etats membres à participer pleinement à la création et à l'exploitation de ces centres;

3. Prie les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux de fournir toute assistance nécessaire pour contribuer à l'exécution de ces projets.

183ème séance,
28 février 1975.

22/ Voir Volume II du présent rapport.

262 (XII). Dispositions destinées à promouvoir le développement du commerce des pays africains, en particulier des échanges commerciaux directs intra-africains

La Conférence des ministres,

Considérant les déclarations et les programmes d'action adoptés par la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés 23/, et la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Considérant la Déclaration adoptée par la dixième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Considérant les décisions des organisations internationales, notamment de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en faveur de l'expansion du commerce international et de l'intégration économique des pays en voie de développement,

Reconnaissant l'importance du commerce extérieur pour le développement économique du continent africain,

Considérant la décision de l'Organisation de l'unité africaine de promouvoir le commerce africain et en particulier les échanges directs intra-africains notamment au moyen de foires panafricaines,

Tenant compte des complémentarités qui existent entre les ressources et les productions des différents pays africains,

Convaincue de la nécessité d'harmoniser les politiques commerciales de l'ensemble des Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique pour l'Afrique,

Soucieuse d'éliminer la persistance d'obstacles tarifaires et non tarifaires au développement du commerce direct intra-africain,

1. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique :

a) De procéder à une étude d'ensemble des politiques commerciales des Etats membres;

b) D'élaborer un tableau des complémentarités entre les productions des pays africains;

c) De formuler des propositions destinées à promouvoir le développement accéléré du commerce intra-africain en faisant appel à une approche intégrée dans les domaines commercial, monétaire, financier, industriel, des transports et des télécommunications;

2. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de contribuer activement, en collaboration étroite avec le secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine, à la préparation de la Conférence des ministres africains du commerce de l'Organisation de l'unité africaine qui se tiendra à Alger dans le courant du deuxième trimestre de 1975;

3. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de suivre étroitement l'application de la résolution de la Conférence de Dakar des pays en voie de développement sur

les matières premières 24/, relative à la création d'une organisation internationale du commerce dans le cadre du système des Nations Unies;

4. Recommande à tous les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique de participer de manière substantielle à l'Assemblée générale de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale qui se tiendra à Tanger du 21 mars au 4 avril 1975 et à la deuxième foire panafricaine qui se tiendra à Alger en août-septembre 1976 sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine.

183ème séance,
28 février 1975.

263 (XII). Pays africains sans littoral

La Conférence des ministres,

Considérant que sur un total de seize pays africains compris parmi les pays les moins avancés du monde, dix sont sans littoral,

Considérant que la position géographique de ces pays constitue un obstacle grave et handicap sérieux à l'expansion de leurs échanges et à leur développement économique et social,

Considérant en particulier que cette situation provoque des frais élevés de transport qui empêchent ces pays d'exporter leurs produits à des prix compétitifs, et une hausse constante du prix de leurs importations,

Considérant en outre que la solution des problèmes particuliers aux pays sans littoral demande que des mesures spéciales soient prises par les organismes régionaux, interrégionaux et internationaux pour les aider,

Rappelant la résolution 9 sur un programme d'action spécial en faveur des pays en voie de développement sans littoral 25/ adoptée par la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières, tenue à Dakar en février 1975,

1. Invite tous les Etats membres et les organisations internationales compétentes à aider les pays en voie de développement sans littoral en leur facilitant, dans les cadre d'accords appropriés, l'exercice de leur droit de liberté d'accès à la mer et à partir de la mer;

2. Recommande que les pays côtiers facilitent le transit des importations destinées aux pays sans littoral et des exportations provenant de ces pays;

3. Prie le Secrétaire exécutif, agissant avec le concours des gouvernements des pays sans littoral de la région :

a) De procéder à des études définissant les obstacles les plus graves au développement économique de ces pays;

b) De déterminer leurs besoins d'assistance financière et technique;

24/ E/AC.62/6 - Résolution 10.

25/ E/AC.62/6.

c) D'examiner et de soutenir les projets interrégionaux ayant pour objet de développer les moyens de communication par terre et par air qui réduiront l'isolement des pays sans littoral.

183ème séance,
28 février 1975.

264 (XII). Désertification

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1826(LV) du Conseil économique et social en date du 10 août 1973 par laquelle le Conseil a insisté sur la nécessité de prendre de nouvelles initiatives pour intensifier la coopération internationale en vue de permettre à tous les pays, et plus particulièrement aux pays en voie de développement, de tirer profit des réalisations de la science et la technique,

Rappelant en outre la résolution 3202(S-VI) de l'Assemblée générale en date du 1er mai 1974 exposant un programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et prévoyant en particulier à l'alinéa c) du paragraphe 2 de la section I que des efforts devraient être faits par la communauté internationale pour prendre rapidement des mesures concrètes en vue d'enrayer la désertification et d'aider les pays en voie de développement touchés par la désertification à assurer la mise en valeur des zones atteintes,

Notant avec satisfaction les décisions pertinentes du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement relatives à la nécessité d'entreprendre des études approfondies sur l'ampleur de la sécheresse en Afrique et d'élaborer des programmes d'action en conséquence,

Préoccupée par la sécheresse qui sévit à présent dans certaines régions d'Afrique et pourrait bien s'étendre à d'autres parties du continent et déterminée à lancer contre elle une attaque de grande envergure à l'échelle du système des Nations Unies,

Se félicitant des efforts déployés par la communauté internationale pour combattre les effets de la sécheresse,

1. Invite instamment la communauté internationale à rechercher des solutions radicales au problème de la sécheresse en vue de son élimination définitive;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de prendre toutes mesures utiles pour organiser, en coopération avec les gouvernements intéressés, des réunions techniques aux niveaux régional et sous-régional afin de préparer la Conférence des Nations Unies sur la désertification qui se tiendra en 1977;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de rassembler à l'intention des réunions techniques susmentionnées toutes les données disponibles sur la désertification en général et plus particulièrement sur ses manifestations en Afrique.

183ème séance,
28 février 1975.

265 (XII). Utilisation de l'énergie solaire dans les pays africains

La Conférence des ministres,

Considérant la pénurie relative de sources énergétiques en Afrique et particulièrement dans les pays du Sahel,

Considérant que la mise en exploitation des potentialités énergétiques existantes, notamment celles tirées des cours d'eau, nécessite des investissements très importants dont le financement requiert de nombreuses démarches de la part des pays sans ressources financières suffisantes,

Constatant la présence de l'énergie solaire et l'état d'avancement des expériences menées en Afrique sahélienne, en Afrique du Nord et hors d'Afrique pour la mobilisation de cette énergie au service du développement,

Considérant que l'exploitation de l'énergie solaire est susceptible de contribuer à la transformation qualitative et quantitative des économies urbaines et rurales des régions sahéliennes grâce notamment à l'utilisation de pompes solaires pour l'extraction de l'eau des puits,

Considérant les justes préoccupations des pays sahéliens pour utiliser l'énergie solaire au service de leur développement et compte tenu de l'état d'avancement des travaux de certains de ces pays en matière de recherche et d'expérimentation de l'énergie solaire,

1. Recommande au Secrétaire exécutif d'entreprendre toute action nécessaire à la mise en exploitation des résultats des expériences en matière d'énergie solaire au service du développement des pays africains, notamment de ceux de la zone sahélienne;

2. Demande au Secrétaire exécutif de mettre tout en oeuvre pour assister au maximum tout pays ou groupe de pays africains qui ont entrepris des activités de recherche, d'expérimentation ou d'exploitation dans le domaine de l'énergie solaire, et qui en feraient la demande;

3. Recommande en outre au Secrétaire exécutif de soutenir les efforts des institutions existantes ou à créer en Afrique et de les aider à obtenir les financements nécessaires en vue d'activités de recherche, d'expérimentation ou d'exploitation dans le domaine de l'énergie solaire;

4. Demande en outre au Secrétaire exécutif de suivre de près l'évolution de toutes les questions relatives à l'utilisation de l'énergie solaire en Afrique et de lui faire rapport à ses prochaines réunions.

183^{ème} séance,
28 février 1975.

266 (XII). Situation alimentaire et programme d'action

La Conférence des ministres,

Prenant acte de la résolution No. 1 que le Comité exécutif a adoptée à sa dixième réunion 26/, priant le Secrétaire exécutif d'ébaucher en collaboration étroite avec l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, un plan africain pour le développement à long terme de la production alimentaire,

Prenant note avec approbation de la résolution 3348(XXIX) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1974 portant création du Conseil mondial de l'alimentation et la résolution (XXII) de la Conférence mondiale de l'alimentation, qui dispose à l'alinéa f) du paragraphe 4 que le Conseil doit travailler en pleine coopération avec les organismes régionaux en vue de définir les politiques qu'il adopte et d'en suivre l'application,

Rappelant la résolution du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine sur la création d'un Comité ministériel africain composé des ministres nationaux de l'agriculture, devant être secondé par

un secrétariat général constitué par l'Organisation de l'unité africaine, la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et servir de branche régionale au Conseil mondial de l'alimentation et sur la création d'un groupe de travail ayant pour mission d'exécuter des études sur le domaine d'action et les fonctions du comité ministériel envisagé, et sur son mandat, et de présenter un rapport complet et détaillé sur ses conclusions au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine,

Notant avec une grande inquiétude la médiocrité des résultats obtenus ces dernières années en Afrique dans le secteur agricole,

Consciente des progrès de la science qui rendent possible une augmentation substantielle de la production alimentaire et agricole en Afrique,

Consciente également du riche potentiel agricole de l'Afrique, qui est dans une grande mesure inexploité ou sous-exploité,

Reconnaissant les efforts dignes d'éloge déployés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et par d'autres organismes multinationaux et bilatéraux pour accroître la production alimentaire en Afrique,

Estimant que la plupart des problèmes qu'implique l'accroissement rapide de la production alimentaire en Afrique sont particuliers à la région et nécessitent des initiatives nouvelles, une action coordonnée et soutenue sur le terrain et des opérations communes des pays africains,

Prenant note avec satisfaction de la décision adoptée par la Conférence mondiale de l'alimentation 27/ de créer un fonds spécial pour le développement de la production agricole et alimentaire,

1. Approuve entièrement les mesures prises par l'Organisation de l'unité africaine, pour créer un comité ministériel de l'alimentation;

2. Demande au Secrétaire exécutif de faire le nécessaire pour que le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique participe pleinement au groupe de travail que l'on envisage de réunir pour élaborer le mandat du Comité ministériel et pour étudier dans leurs détails le mode d'organisation, le règlement intérieur et toute autre question touchant la création du Comité;

3. Recommande que la Commission contribue à la mise en place d'un secrétariat commun CEA/FAO/OUA chargé de rendre des services au Comité ministériel et de suivre de près l'application des mesures adoptées à la Conférence mondiale de l'alimentation et la création et le fonctionnement du fonds spécial pour le développement de la production agricole et alimentaire dans l'intérêt des pays africains;

4. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de mettre à la disposition de la Commission les ressources supplémentaires dont elle peut avoir besoin pour contribuer effectivement à la prestation des services nécessaires au Comité ministériel.

183^{ème} séance,
28 février 1975.

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 153 (VIII) et 154 (VIII) du 24 février 1967 et 203 (IX) du 14 février 1969 de la Commission,

Rappelant aussi la Déclaration sur l'industrialisation en Afrique adoptée à la deuxième session de la Conférence des ministres africains de l'industrie 28/, tenue au Caire en décembre 1973, ainsi que la résolution CM/Res.363 que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a adoptée à sa onzième session, tenue à Mogadiscio en juin 1974, approuvant la Déclaration et apportant en particulier un plein appui à la recommandation tendant à créer un Conseil africain de mise en valeur des ressources minérales et à l'adoption du système de l'entreprise multinationale intra-africaine pour accélérer le processus de l'industrialisation multinationale,

Prenant acte avec satisfaction des efforts déployés par le Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique pour suivre en permanence et stimuler l'application des décisions prises par la Conférence des ministres africains de l'industrie à ses sessions biennales;

Prenant acte en outre à ce propos du rapport et des recommandations que le Comité a adoptés à sa première réunion 29/ tenue à Addis-Abeba en septembre 1974,

Ayant présents à l'esprit la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptés par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire, qui font l'objet des résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) du 1er mai 1974 et en particulier la recommandation tendant à accroître d'une manière sensible la part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale grâce à un redéploiement des capacités industrielles existant dans le monde et à une transformation industrielle plus poussée de matières premières dans les pays en voie de développement,

Gardant aussi présentes à l'esprit les résolutions 2952 (XVII) du 14 décembre 1972, 3087 (XXVIII) du 6 décembre 1973 et 3306 (XXIX) du 14 décembre 1974 de l'Assemblée générale, relatives à la tenue de la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à Lima (Pérou) 30/ en mars 1975 ainsi que la Déclaration et le Plan d'action concernant le développement industriel et la coopération adoptés par le Groupe des Soixante-Dix-Sept qui s'est réuni à Alger en février 1975, invitant la Conférence à élaborer une déclaration internationale sur le développement industriel et un plan d'action,

Inquiète en outre de l'absence de progrès en matière d'industrialisation multinationale en dépit des efforts déployés pour promouvoir et développer les institutions, modalités et critères nécessaires pour réaliser des progrès dans ce sens,

Ayant examiné à ce propos le rapport d'activité sur la spécialisation, la complémentarité et l'industrialisation multinationale en Afrique 31/ établi par le secrétariat,

28/ E/CN.14/613.

29/ E/CN.14/INR/211.

30/ ID/Conf.3/22.

31/ E/CN.14/638.

Convaincue que la coopération multinationale est l'instrument le plus efficace pour la création de grandes industries de remplacement des importations et de promotion des exportations,

Prenant acte avec satisfaction des efforts déployés par le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et par celui de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pour aider les Etats membres à renforcer et à perfectionner les mécanismes et méthodes de promotion des investissements et pour diffuser des renseignements sur les occasions d'investissements et les politiques d'encouragement des investissements en Afrique,

Encouragée par la contribution que les sessions biennales de la Conférence des ministres africains de l'industrie apportent à la définition des priorités d'assistance technique dans le domaine de l'industrie, en stimulant ainsi le rendement et l'efficacité de l'assistance technique bilatérale ou multilatérale,

1. Exprime sa reconnaissance au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et au Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pour l'assistance fournie aux Etats membres dans les travaux et les négociations préparatoires à la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

2. Engage les Etats membres à se faire représenter à la conférence à l'échelon le plus élevé chargé de définir les orientations fondamentales dans le domaine de l'industrie et, s'inspirant des principes directeurs définis dans la Déclaration sur l'industrialisation adoptée à la deuxième session de la Conférence des ministres africains de l'industrie 32/ et des recommandations formulées à la première réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique 33/, à faire le nécessaire pour que leurs vues soient pleinement et équitablement reflétées dans la Déclaration internationale sur l'industrialisation et dans le Plan d'action devant être établis par la Conférence,

3. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'intensifier leurs efforts pour mobiliser l'assistance technique et financière nécessaire à l'exécution du Plan d'action contenu dans la Déclaration sur l'industrialisation adoptée à la deuxième session de la Conférence des ministres africains de l'industrie 34/,

4. Prie le Secrétaire exécutif d'engager des consultations avec le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en vue de définir et d'élaborer un programme concernant le développement des industries d'exportation, fondées sur les ressources naturelles dans le cadre d'un redéploiement international des moyens de production;

5. Demande instamment aux Etats membres d'engager des consultations multilatérales sur les industries multinationales conformément à la recommandation de la deuxième session de la Conférence des ministres africains de l'industrie 35/ en vue de définir les projets et de déterminer les pays qui y participent, de désigner un pays d'implantation chargé de réaliser les investissements consécutifs et d'arrêter un calendrier pour les négociations et l'exécution;

32/ E/CN.14/613.

33/ E/CN.14/INR/211.

34/ E/CN.14/613.

35/ Ibid.

6. Insiste en outre pour que les Etats membres assignent un rang élevé de priorité aux mesures visant à renforcer et à perfectionner les mécanismes de promotion des investissements et approuve la création d'un centre régional de promotion des investissements et approuve la création d'un centre régional de promotion des investissements et de transfert des techniques pour faciliter les négociations avec les sociétés transnationales et pour uniformiser des lois sur les investissements et les mesures d'encouragement destinées aux investisseurs;

7. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement d'accorder un rang élevé de priorité à l'exécution des projets multinationaux que le Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique 36/ a retenus à sa première réunion;

8. Se félicite de la création, au sein du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, d'une Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie comme une mesure fondamentale vers la mise au point d'un programme unifié concernant l'industrialisation de l'Afrique et demande instamment à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de renforcer les ressources de la Division en détachant des fonctionnaires de son secrétariat;

9. Félicite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture des programmes communs qu'ils ont élaborés pour aider les Etats membres dans le domaine de l'industrie et demande à ce propos au Secrétaire exécutif d'intensifier ses efforts tendant à obtenir pour les activités dans le domaine de l'industrie des ressources supplémentaires auprès des donateurs bilatéraux et multilatéraux, y compris la Banque mondiale;

10. Prie en outre le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Conférence des ministres, lors de sa quatrième session, sur les progrès réalisés dans l'exécution de la présente résolution.

183ème séance,
28 février 1975.

268 (XII). Plan régional africain pour l'application de la science et de la technique au développement37/

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 1638(LI) du 30 juillet 1970, 1823(LV) du 10 août 1973 et 1900(LVII) du 1er août 1974 du Conseil économique et social sur le Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement,

Rappelant en outre la résolution 1899(LVII) du 1er août 1974 du Conseil économique et social par laquelle le Conseil invitait les gouvernements et les organisations intéressées du système des Nations Unies à donner immédiatement la plus large publicité au Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement et aux plans d'action régionaux,

Réaffirmant la résolution 248(XI) de la Commission du 22 février 1973 qui priait en particulier le Secrétaire exécutif de prendre rapidement les mesures nécessaires pour favoriser une meilleure connaissance du Plan régional africain et pour aider les gouvernements des Etats membres, qui en feraient la demande, à mettre en place les mécanismes nécessaires pour l'application du Plan régional africain,

36/ E/CN.14/211.

37/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.K.3.

Convaincue que le Plan régional africain, dès qu'il sera exécuté, contribuera à l'implantation d'une assise solide pour le développement du potentiel scientifique et technique spécifiquement africain dans les pays de la région,

Faisant siennes les résolutions adoptées par le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique en Afrique à sa première et à sa deuxième réunion 38/ et prenant note des préoccupations exprimées par le Comité intergouvernemental au sujet de la nécessité de renforcer la Section de la science et de la technique du secrétariat de la Commission,

1. Se félicite des travaux dont le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique et le Groupe régional africain du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement se sont acquittés au sujet du Plan régional africain pour l'application de la science et de la technique au développement;

2. Engage les gouvernements à prendre des mesures concrètes pour l'exécution des programmes et projets nationaux s'inscrivant dans le cadre du Plan d'action mondial et du Plan régional africain pour l'application de la science et de la technique au développement;

3. Invite les gouvernements des Etats membres à tenir le Secrétaire exécutif au courant des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan régional africain et de tous les problèmes et de toutes les difficultés rencontrés à cet égard;

4. Prie le Secrétaire exécutif de renforcer le personnel de la Section de la science et de la technique et de mettre à la disposition de cette section les fonds nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter des différentes tâches relatives à la propagande en faveur du Plan régional africain et à son application;

5. Engage les gouvernements des Etats membres et le Secrétaire exécutif à prendre des mesures concrètes pour donner une plus large publicité au Plan régional africain en menant une campagne intensive faisant appel aux moyens d'information appropriés et en organisant des réunions ou séminaires à l'échelon national et sous-régional;

6. Prie par conséquent le Secrétaire exécutif de rechercher les fonds nécessaires afin que ces activités puissent être entreprises dès que possible;

7. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement de fournir les ressources nécessaires, au titre de son programme de préinvestissement, afin d'appuyer les mesures prises par la Commission pour apporter une assistance aux pays africains dans la mise en oeuvre du Plan régional africain aux niveaux national, régional ou sous-régional;

8. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'établir un rapport sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan régional africain et de le présenter pour examen à la Conférence des ministres, lors de sa quatrième réunion.

183ème séance,
28 février 1975.

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 3010 (XXVII) du 18 décembre 1972 et 3342 (XXIX) du 17 décembre 1974 de l'Assemblée générale, les recommandations 39/ de la Conférence régionale sur l'éducation, la formation professionnelle et les possibilités d'emploi des jeunes filles et des femmes dans les pays africains, tenue à Rabat en mai 1971, et celles 40/ du Séminaire régional pour l'Afrique sur l'intégration des femmes au processus de développement compte tenu en particulier des facteurs démographiques tenu à Addis-Abeba en juin 1974,

1. Fait sienna la résolution 3275 (XXIX) du 10 décembre 1974 de l'Assemblée générale sur l'Année internationale de la femme;
2. Invite les Etats membres à observer l'Année en intensifiant les efforts qu'ils déploient pour assurer l'intégration complète de la femme dans l'effort total de développement des pays africains;
3. Demande instamment aux gouvernements des Etats membres d'attacher une attention particulière, dans leurs plans de développement national, au potentiel de la femme, ressource humaine essentielle à l'effort de développement, en mettant à sa disposition, plus spécialement dans les zones rurales, une éducation et une formation appropriées faisant une large part aux techniques permettant d'alléger son travail et aux activités génératrices de revenus, en nommant des femmes à des postes à l'échelon où sont élaborées les grandes options fondamentales, en augmentant le nombre de femmes dans le secteur des emplois salariés et en encourageant l'activité de la femme dans tous les secteurs de la vie nationale;
4. Invite les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à créer des commissions nationales ou des bureaux nationaux pour la femme, ou des rouages administratifs analogues, pour assurer l'intégration de la femme dans le processus de développement national, tel que l'a recommandé la Conférence régionale sur l'éducation, la formation professionnelle et les possibilités d'emploi pour les jeunes filles et les femmes dans les pays africains;
5. Approuve le projet de la Commission tendant à la création d'un Centre africain de formation et de recherche pour la femme qui doit être inauguré dans le courant de l'Année internationale de la femme, en tant que l'une des principales activités de la Commission pour cette année;
6. Recommande aux gouvernements des Etats membres d'apporter pleinement leur coopération et leur appui à l'activité du Centre;
7. Demande instamment au Secrétaire exécutif de démontrer l'intérêt qu'il apporte au progrès et à l'avancement de la femme en faisant un effort particulier pour augmenter sensiblement le nombre de femmes parmi les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs du secrétariat de la Commission.

183ème séance,
28 février 1975.

39/ E/CN.14/SW/36.

40/ ST/ESA/SER.B/6 et Add.1.

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 190(IX) de la Commission en date du 10 février 1969 sur les relations avec l'Organisation de l'unité africaine et en particulier les paragraphes 3 et 4 du dispositif dans lequel la Commission a recommandé que les rapports sur les activités de la Commission économique pour l'Afrique soient transmis régulièrement pour examen à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, afin que la Commission puisse bénéficier de l'appui politique nécessaire et a prié les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine de continuer à étudier toutes les formes de coopération souhaitables et de dégager les moyens les meilleurs pour accroître l'efficacité de cette coopération au service du développement africain et de faire rapport régulièrement aux organes de décision de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine,

Reconnaissant le rôle que la Commission économique pour l'Afrique et les autres organismes du système des Nations Unies jouent dans les activités économiques et sociales poursuivies sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine,

Reconnaissant les mesures efficaces qui ont été prises par la réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement lors des négociations de portée mondiale dans les domaines commercial, monétaire et financier,

Reconnaissant en outre le succès enregistré dans le lancement, sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine, de l'Union internationale des télécommunications et de la Commission économique pour l'Afrique, du projet de réseau panafricain de télécommunication,

Consciente du rôle important que l'on attend de la Commission pour la mise en application des programmes ayant pour objet de faire face à la sécheresse et à la pénurie de produits alimentaires en Afrique, des programmes de coopération et d'intégration économiques et pour la mise en oeuvre du programme concernant la construction, l'entretien et l'exploitation d'un réseau d'axes routiers africains,

1. Décide d'intensifier ces initiatives communes afin de hâter et de rendre plus efficace l'action collective des pays africains dans les domaines économique et social;

2. Prie le Secrétaire exécutif, en coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, d'établir pour examen de la part du Comité exécutif à l'une de ses prochaines réunions et des organes compétents de l'Organisation de l'unité africaine, un rapport sur les moyens qui permettraient que la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique soit reconnue comme une conférence ministérielle africaine pour les questions économiques et sociales, qui fera rapport au Conseil économique et social et aux autres organes compétents des Nations Unies, conformément au mandat dont elle est investie par l'Organisation des Nations Unies, et à l'Organisation de l'unité africaine.

183ème séance,
28 février 1975.

271 (XII). Examen et évaluation des progrès accomplis dans le sens des buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 218 (X) du 13 février 1971, et 238 (XI) du 22 février 1973 de la Commission, et la résolution 3178 (XXVIII) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1971,

demandant à tous les intéressés de déployer tous les efforts nécessaires pour faire en sorte que l'examen et l'évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement, soient préparés et exécutés d'une manière coordonnée et complète;

Notant que l'opération d'examen et d'évaluation ne peut être utilement entreprise que si les résultats et rapports nationaux sont disponibles et que l'opération d'examen et d'évaluation sur le plan national est l'élément déterminant et essentiel de tout l'exercice,

Consciente des nombreuses difficultés que les Etats africains éprouvent pour rassembler ces renseignements,

Notant avec préoccupation que la réaction des Etats membres africains a été jusqu'à présent assez insuffisante, ce qui pose des problèmes considérables aux organisations internationales, dont la Commission économique pour l'Afrique, dans l'exécution de l'opération d'examen et d'évaluation,

1. Invite tous les Etats africains

i) A renforcer les rouages nationaux pour l'examen et l'évaluation de l'effort de développement;

ii) A dresser régulièrement et en temps voulu un bilan de l'état d'avancement et des progrès de leur économie dans le cadre défini par leur plan de développement;

iii) A communiquer ces bilans, ainsi que toute autre information utile au Secrétaire général et au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour les aider à assumer leurs fonctions relatives à l'opération d'examen et d'évaluation du milieu de la Décennie et en particulier, pour permettre à la Commission économique pour l'Afrique de jouer son rôle approprié dans cet exercice;

2. Prie le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique d'établir et de diffuser un plan type pour la présentation par les Etats membres des rapports sur les progrès réalisés.

183ème séance,
28 février 1975.

272 (XII). Statistiques

La Conférence des ministres,

Consciente de l'importance des informations statistiques pour la planification des activités de développement ainsi que pour l'examen et l'appréciation des progrès réalisés pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Constatant que, malgré certains progrès réalisés dans l'application de sa résolution 231 (X) en date du 13 février 1971, les statistiques africaines accusent encore d'importantes lacunes et que la nécessité de former des statisticiens, de tenir des réunions techniques, des séminaires, des stages de formation, etc. et d'obtenir une assistance technique pour la plupart des autres activités statistiques continue de s'imposer,

Préoccupée par l'insuffisance de l'assistance technique dans tous les domaines de la statistique, à l'exception de la démographie,

Se félicitant que la Conférence des statisticiens africains, à sa huitième session 41/, et la Conférence des planificateurs africains, à sa cinquième session 42/ aient insisté pour que les gouvernements des pays de la région prennent pleinement conscience de la nécessité de réunir des données statistiques de base ainsi que des ressources et des dispositions en matière d'organisation requises pour l'élaboration de ces données,

1. Demande instamment aux gouvernements africains, en raison de l'insuffisance de leurs statistiques :

a) d'obtenir que les programmes d'assistance technique du PNUD intéressant leurs pays respectifs contiennent des dispositions permettant de surmonter les principales difficultés rencontrées;

b) d'accélérer l'application du Système de comptabilité nationale révisé des Nations Unies (SCN) en invitant les bureaux de statistique à présenter les données de comptabilité nationale conformément au Système de comptabilité nationale révisé;

c) d'organiser des enquêtes à objectifs multiples sur les ménages, pour le rassemblement de données démographiques, sociales et économiques intégrées, grâce à la création d'un mécanisme d'enquêtes sur le terrain;

d) d'assurer une collaboration plus étroite entre leurs services de planification et leurs bureaux de statistique;

2. Recommande

a) que les gouvernements s'efforcent d'établir et d'incorporer dans leurs plans de développement des programmes statistiques équilibrés et bien coordonnés propres à répondre aux exigences du développement économique et social dans leurs pays respectifs et pourvoyant au rassemblement de données courantes et de données de base, à la formation de personnel pour les services de statistique, aux dépenses de fonctionnement relatives aux travaux sur le terrain;

b) que l'Organisation des Nations Unies constitue pour une période de dix ans un fonds unique intégré pour le développement statistique à l'intention des pays qui éprouvent les plus grandes difficultés à se procurer les ressources nécessaires au développement de leurs services de statistique.

183ème séance,
28 février 1975.

273 (XII). Programmes intégrés de population

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2211(XXI) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996 sur l'accroissement démographique et le développement économique, dans laquelle l'Assemblée générale reconnaissait la souveraineté des nations pour la formulation et la mise en oeuvre de leur propre politique démographique, compte dûment tenu du principe selon lequel chaque famille doit pouvoir déterminer librement le nombre de ses membres, et invitait les commissions économiques régionales à prêter leur concours, quand il est sollicité, afin de développer et de renforcer davantage les moyens nationaux et régionaux de formation, de recherche, d'information et de consultation dans le domaine démographique, en

41/ E/CN.14/611.

42/ E/CN.14/626.

tenant compte du fait que les problèmes démographiques diffèrent selon les pays et les régions et des besoins qui en découlent,

Rappelant en outre la résolution 2815(XXVI) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1971 sur le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population,

Ayant présente à l'esprit la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations pour le développement énoncée dans la résolution 2626(XXV) de l'Assemblée générale en date du 24 octobre 1970, et notamment les objectifs et mesures d'ordre démographique prévus aux paragraphes 15 et 65 de cette Stratégie,

Rappelant à cet égard la résolution 1672 (LII) du Conseil économique et social en date du 2 juin 1972 sur la population et le développement, par laquelle tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies étaient exhortés à accorder toute l'attention requise à leurs objectifs démographiques et aux mesures correspondantes à l'occasion de l'examen et de l'évaluation biennaux des progrès réalisés au titre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et à prendre toutes les mesures utiles pour l'amélioration des statistiques démographiques, des organismes de recherche et de planification nécessaires à l'établissement de politiques et de programmes de population et à collaborer pour obtenir une réduction substantielle du taux d'accroissement démographique dans le cas des pays qui estiment que leur taux actuel est trop élevé et à étudier la possibilité de fixer des objectifs pour cette réduction dans les pays en cause,

Convaincue que les problèmes dus à l'accroissement rapide de la population et le problème du sous-peuplement, pourraient, entre autres conséquences, compromettre la rapidité du développement économique dans certains pays,

Rappelant aussi que, par sa propre résolution 230(X) du 13 février 1971, elle priait le Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude des niveaux et tendances d'évolution des populations dans leurs rapports avec le développement économique et social et l'invitait à accélérer la mise en place des centres sous-régionaux destinés à former des démographes,

Prenant acte du rapport de la Conférence des démographes africains sur sa deuxième session tenue en mai 1974 43/,

Notant avec satisfaction la création et le fonctionnement de l'Institut régional d'études démographiques d'Accra, et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé, la poursuite des activités du Centre démographique du Caire, ainsi que les études entreprises par le secrétariat de la Commission sur les niveaux et les tendances d'évolution des populations dans leurs rapports avec le développement économique et social dans les situations propres aux divers pays,

Notant également avec satisfaction que les problèmes de population font l'objet en Afrique d'une prise de conscience qui ne cesse de s'affirmer, comme en témoigne le désir exprimé par vingt et un pays de la région, dont quatorze n'ont jamais recensé leur population, de procéder dans un avenir proche, à des recensements dans le cadre du Programme africain de recensements,

Considérant qu'il conviendrait que les objectifs suivants soient atteints au cours des prochaines années :

a) Organisation de recensements complets dans tous les pays africains, suivis d'enquêtes par sondage périodiques sur la fécondité et la mortalité,

- b) Exécution d'enquêtes par sondage sur les ménages,
- c) Instauration de systèmes normalisés d'enregistrement des faits de l'état civil adaptés aux conditions propres à l'Afrique,
- d) Création dans tous les pays africains de services de statistiques et d'analyses démographiques sûrs, compétents et bien équipés, et recrutement du personnel nécessaire à ces services,
1. Invite le Secrétaire exécutif à poursuivre les études sur les relations réciproques de l'accroissement démographique et du développement économique et social, y compris une étude tendant à définir les programmes de population dans le contexte d'autres services désirables et indispensables tels que les services de santé en faveur de la mère et de l'enfant, de développement communautaire, de vulgarisation agricole et rurale, d'urbanisme, et d'entreprendre l'étude des problèmes démographiques résultant de la fécondité élevée et de la fertilité inférieure à la normale dans les parties d'Afrique où elles se présentent;
2. Demande au Secrétaire exécutif d'examiner avec le Secrétaire général la question du renforcement de l'infrastructure du secrétariat de la Commission en matière de population à l'aide de ressources financières pouvant être obtenues du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et de prendre toutes autres mesures nécessaires pour permettre l'exécution du programme de population de la Commission;
3. Demande aux gouvernements des Etats membres d'accorder toute l'attention nécessaire à la condition socio-économique des parents et des enfants en Afrique et de faire en sorte que la planification de la famille, sous réserve des droits et des ordres d'urgence nationaux, devienne partie intégrante de l'effort de développement, en ce qui concerne en particulier les services de santé en faveur de la mère et de l'enfant, les activités de vulgarisation communautaire et rurale et le développement urbain;
4. Exhorte les gouvernements des Etats membres à apporter leur soutien aux centres régionaux de formation et de recherche démographiques d'Accra, Yaoundé et du Caire, et à mettre pleinement à profit les moyens de formation et recherche dont ces centres disposent.

183ème séance,
28 février 1975.

274 (XII). Administration publique

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 172 (VIII) du 24 février 1967 et 202(IX) du 14 février 1969 de la Commission,

Soucieuse de mettre fin aux différences entre les systèmes administratifs appliqués en Afrique par suite de l'administration coloniale, et de voir la Commission économique pour l'Afrique jouer un rôle efficace dans le sens de l'unité africaine et du développement économique rapide,

Consciente de la nécessité de trouver d'urgence une solution satisfaisante au problème du développement économique de l'Afrique,

1. Invite le Secrétaire exécutif à doter la Section de l'administration publique des structures et du personnel nécessaires pour élaborer et exécuter des programmes propres à promouvoir le concept et la pratique de l'administration du développement dans les pays africains;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'accorder la priorité aux programmes de formation et de perfectionnement en cours d'emploi des agents de la fonction publique chargés de définir les orientations fondamentales;

3. Demande instamment au Secrétaire exécutif de dresser un plan visant à harmoniser les méthodes de formation administrative des Etats membres et, comme première mesure, de convoquer une réunion des personnes responsables de la formation administrative dans les Etats membres en vue de définir la meilleure manière d'atteindre cet objectif;

4. Lance un appel à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et au Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement pour qu'ils concourent pleinement avec la Commission économique pour l'Afrique à la réalisation pratique de cet objectif en organisant des programmes de formation ayant pour objet de répondre aux besoins de développement des Etats membres de la Commission;

5. Recommande aux Etats membres d'augmenter leurs contributions au Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement en vue de lui permettre d'étendre ses activités de recherche dans le domaine de l'administration et de former du personnel africain compte tenu des réalités et des préoccupations africaines;

6. Invite instamment les gouvernements africains qui ne l'ont pas encore fait à devenir membres du Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement afin de retirer des avantages accrus des services de formation rendus par le Centre dans le domaine de l'administration.

183ème séance,
28 février 1975.

275 (XII). Plan du réseau routier africain

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 103 (VI) de la Commission, en date du 29 février 1964, relative aux routes internationales,

Prenant note du rapport du Secrétaire exécutif sur les activités relatives à l'aménagement de routes internationales en Afrique^{44/},

Notant en outre que le réseau routier africain se compose d'un nombre de réseaux routiers nationaux non reliés entre eux, ce qui fait que de nombreux pays d'Afrique sont dépourvus de liaison routière avec les pays voisins,

Reconnaissant qu'un réseau routier africain bien conçu est absolument indispensable pour l'application de programmes multinationaux de développement en Afrique,

1. Prie le Secrétaire exécutif de dresser le plan préliminaire d'un réseau routier embrassant l'Afrique dans son ensemble, en tenant compte des transports combinés;

2. Demande instamment aux gouvernements des Etats membres de communiquer au Secrétaire exécutif tous renseignements et toute documentation de référence dont il peut avoir besoin pour établir ce plan;

^{44/} E/CN.14/INF/78.

3. Invite les organismes bilatéraux et multilatéraux à apporter leur concours au Secrétaire exécutif pour l'établissement de ce plan;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de présenter à la Conférence des ministres à sa quatrième réunion, un rapport intérimaire sur l'établissement du plan d'un réseau routier africain.

183ème séance,
28 février 1975.

276 (XII). Règlements régissant le transport des marchandises par la route

La Conférence des ministres,

Notant l'importance fondamentale du transport des marchandises par la route pour le développement des échanges entre pays africains,

Consciente des problèmes techniques et politiques pouvant découler de l'absence de règlement régissant le transport des marchandises par la route,

Rappelant les conventions de l'Organisation des Nations Unies sur la circulation routière 45/ et la signalisation routière 46/,

Reconnaissant qu'une industrie bien établie du transport international des marchandises par la route est absolument indispensable pour le développement de l'Afrique,

1. Prie le Secrétaire exécutif de faire entreprendre une étude sur les règlements et les restrictions s'appliquant au transport international des marchandises par la route en Afrique et de formuler les recommandations en vue de leur uniformisation et de leur simplification;

2. Prie les gouvernements des Etats membres de mettre à la disposition du Secrétaire exécutif tous les renseignements et toute l'assistance nécessaires pour la rédaction de cette étude;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de présenter ses recommandations au Comité exécutif à l'une de ses prochaines réunions.

183ème séance,
28 février 1975.

277 (XII). Transports aériens

La Conférence des ministres,

Reconnaissant le rôle croissant des transports aériens dans l'acheminement des marchandises entrant dans le commerce international,

Consciente de la possibilité de stimuler les échanges intra-africains et interrégionaux grâce au développement des services de fret aérien et des contacts humains en Afrique,

45/ E/Conf.56/16/Rev.1.

46/ E/Conf.56/17/Rev.1.

Prenant note de l'étude entreprise par le secrétariat sur le potentiel du transport aérien de marchandises dans les pays en voie de développement d'Afrique et des propositions préliminaires qui pourraient aboutir à la création d'une compagnie multinationale africaine de transport aérien des marchandises,

1. Prie le Secrétaire exécutif, avec la coopération de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission africaine de l'aviation civile, d'étudier la possibilité de créer une compagnie aérienne multinationale africaine;

2. Engage les gouvernements des Etats membres à apporter toute l'assistance possible au Secrétaire exécutif pour l'exécution de ces études;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de faire rapport sur les progrès réalisés dans l'application de cette résolution au Comité exécutif à l'une de ses prochaines réunions.

183ème séance,
28 février 1975.

278 (XII). Réseau panafricain de télécommunication

La Conférence des ministres,

Exprimant de nouveau l'avis que, pour la conception d'un système économique intrarégional, il faut attacher l'attention qui lui est due, au rôle important des télécommunications en tant que moyen d'accélérer le développement économique et social,

Rappelant la résolution CM/Res.309(XXI) adoptée en mai 1973 par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine et ultérieurement approuvée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa dixième session, demandant à l'Organisation de l'unité africaine, à la Banque africaine de développement, à l'Union internationale des télécommunications et à la Commission économique pour l'Afrique de coopérer pour l'exécution du projet de réseau panafricain de télécommunication,

Notant avec satisfaction que grâce aux efforts déployés par le Comité de coordination des quatre organisations et par les gouvernements participant à projet régional, des fonds permettant de financer la majeure partie du projet ont été obtenus auprès des sources bilatérales et multilatérales, que les efforts se poursuivent pour assurer le financement des autres secteurs du réseau et qu'un certain nombre de pays participant au projet ont dès à présent entrepris de mettre en place leur segment national du réseau,

Se félicitant des mesures prises par le Comité de coordination dans le sens d'une coordination technique et financière efficace du projet et de la coopération étroite entre la Commission, l'Organisation de l'unité africaine, la Banque africaine de développement et l'Union internationale des télécommunications pour stimuler le développement harmonieux des services essentiels de télécommunication en Afrique,

Se félicitant de l'appui des organismes bilatéraux et multilatéraux de financement en faveur du réseau panafricain de télécommunication,

Reconnaissant que le projet de réseau panafricain de télécommunication, pour important qu'il soit, ne constitue qu'une première mesure vers la mise en place d'un réseau de télécommunication efficace et moderne en Afrique,

1. Demande instamment :

a) Au Comité de coordination de continuer à s'employer à étudier et à mobiliser toutes sources possibles de financement pour l'ensemble des secteurs du réseau panafricain de télécommunication;

b) Aux gouvernements des Etats membres participant au projet de réseau panafricain de télécommunication de coopérer avec le Comité de coordination pour faire en sorte que les caractéristiques techniques des différents secteurs nationaux soient mutuellement compatibles et de lancer en commun des appels d'offre afin de garantir cette compatibilité et de bénéficier de prix avantageux;

2. Prie le Secrétaire exécutif :

a) De prendre des mesures immédiates, avec le concours du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunication;

b) De collaborer avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine pour la constitution d'une union régionale des télécommunications chargée de coordonner la planification et l'extension ultérieures des réseaux régionaux de télécommunication et de leur fonctionnement;

3. Invite les gouvernements des Etats membres à assigner dans leurs plans de développement un rang élevé de priorité au développement de l'ensemble des services de télécommunication.

183ème séance,
28 février 1975.

279 (XII). Formation en matière de télécommunication

La Conférence des ministres,

Considérant que l'expansion des services de télécommunication et la mise en place de réseaux efficaces et modernes dépendent de l'existence d'un personnel compétent et qualifié,

Considérant que la pénurie actuelle de personnel compétent dans l'ensemble des services de télécommunication constitue un obstacle au développement des télécommunications en Afrique,

Mesurant tout l'effort déjà déployé par les gouvernements agissant avec le concours de l'Union internationale des télécommunications et du Programme des Nations Unies pour le développement, pour créer des instituts nationaux et multinationaux de télécommunication pour la formation aux niveaux élémentaire et intermédiaire,

Reconnaissant que la complexité croissante de la science et de l'organisation des télécommunications nécessite une formation continue à tous les niveaux, même dans les régions relativement plus avancées du monde,

Notant que les plans existants concernant le développement des télécommunications et en particulier le projet du réseau panafricain de télécommunication, exigent que l'on crée d'urgence des cours de formation sur les techniques spécialisées, la gestion et le contrôle financier,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre d'urgence et avec le concours du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications une étude complète et détaillée pour :

- a) Définir les besoins fondamentaux de main-d'oeuvre dans les différents domaines des télécommunications;
 - b) Déterminer les besoins régionaux de formation aux niveaux élémentaire, moyen, supérieur et à celui des instructeurs, en regard des moyens existants;
 - c) Déterminer la possibilité de créer et d'élargir les compétences des établissements régionaux ou sous-régionaux pour la formation d'instructeurs et pour la formation technique supérieure en matière de technologies nouvelles, y compris les techniques de l'espace;
2. Demande au Secrétaire exécutif de lui faire rapport périodiquement sur les progrès réalisés dans l'exécution de la présente résolution.

183ème séance,
28 février 1975.

280 (XII) Centre de télédétection pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 33 (III) et 34 (III) du 17 février 1961, 143 (VII) du 22 février 1965, 164 (VIII) du 24 février 1967, 238 (XI) du 22 février 1973 et 239 (XI) du 23 février 1973 de la Commission notant l'importance que revêtent l'étude scientifique des ressources naturelles de l'Afrique au service du développement et la formation du personnel pour permettre aux pays d'exploiter ces ressources, et exprimant l'inquiétude au sujet de la gravité de la dégradation de l'environnement en Afrique, et plus spécialement dans la zone soudano-sahélienne, du fait de la sécheresse,

Rappelant en outre la résolution 3202(S-VI) de l'Assemblée générale en date du 1er mai 1974 relative au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et plus spécialement ses dispositions relatives au transfert de techniques aux pays en voie de développement en vue de la prospection des ressources naturelles,

Rappelant en outre les résolutions 2915(XXVII) du 9 novembre 1972 et 3182(XXVIII) du 18 décembre 1973 de l'Assemblée générale recommandant une coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et accueillant avec satisfaction la coopération internationale visant à faire bénéficier tous les pays, en particulier les pays en voie de développement, de la technique nouvelle de télédétection par satellite de la terre pour les aider à étudier leurs ressources naturelles,

Convaincue que la prospection des ressources naturelles de l'Afrique et la surveillance efficace des modifications écologiques pourraient être hâtées par le recours à la télédétection par satellite pour l'étude des ressources de la terre,

1. Prend acte avec satisfaction des mesures qui ont déjà été prises par le Secrétaire exécutif dans le sens de la création, avec des concours d'origine internationale et bilatérale, d'un centre de télédétection en Afrique;
2. Décide de créer un Centre international régional de réception terrienne et de traitement des données de satellites de télédétection en Afrique;
3. Prie le Secrétaire exécutif de prendre toutes mesures utiles pour faire en sorte qu'un centre de ce genre soit créé à une date rapprochée;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif, agissant avec le concours du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, de solliciter des offres de la part des Etats membres intéressés désireux d'accueillir un centre de ce genre.

183ème séance,
28 février 1975.

281 (XII). Radiotélévision par satellite

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2733A (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1970, concernant le potentiel des systèmes de radiotélévision par satellite pour l'éducation et le développement,

Prenant note des expériences en cours dans d'autres régions et pays en voie de développement pour définir les moyens pratiques d'exploiter ce potentiel,

Prenant note des activités préliminaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, avec le concours de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Union internationale des télécommunications,

Considérant que l'importance des investissements qu'exige tout système de radiotélévision par satellite impose à la plupart des pays en voie de développement une optique multinationale ou régionale,

Reconnaissant qu'il faut une planification détaillée et à long terme pour mettre en place un système multinational de ce genre et que des organismes efficaces de coordination interdisciplinaire doivent être créés à différents niveaux dont le niveau national et régional, pour entreprendre les études à partir desquelles les décisions concernant l'élaboration d'un projet multinational pourront être prises,

Prie le Secrétaire exécutif, agissant avec le concours du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications:

a) De conseiller et d'aider les gouvernements des Etats membres dans la constitution de groupes de travail pluridisciplinaires au niveau national pour étudier d'une manière approfondie les possibilités d'un système multinational de satellite pour l'éducation, l'information et les télécommunications publiques ainsi que la mesure dans laquelle un système de ce genre peut répondre aux besoins nationaux;

b) De convoquer une ou plusieurs réunions régionales de représentants des groupes de travail nationaux, dès que ceux-ci auront été mis en place, pour examiner plus avant la création éventuelle d'un ou de plusieurs systèmes multinationaux de satellite;

c) D'organiser avec le concours du Secrétaire général de l'Union des radio-diffusions et télévisions nationales d'Afrique, des séminaires et stages de formation sur différents aspects de la radiotélévision par satellite et d'étudier la possibilité de lancer un programme régional de formation en vue de la radiotélévision par satellite.

183ème séance,
28 février 1975.

282(XII).Réunions du Comité technique d'experts

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 188(IX) de la Commission en date du 10 février 1969, sur l'appareil institutionnel de la Commission,

Ayant pris acte des rapports du Comité technique d'experts sur sa quatrième 47/ et sa cinquième 48/ réunion,

Décide que le Comité technique d'experts se réunira désormais une fois tous les deux ans, trois à quatre mois avant la session de la Commission en vue de présenter à la Conférence des ministres des recommandations relatives aux programmes de travail futurs en tenant compte de l'exécution des programmes passés.

183ème séance,
28 février 1975.

283 (XII).Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

La Conférence des ministres,

Considérant la Déclaration sur la coopération, le développement et l'indépendance économique adoptée par la dixième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Considérant en outre la Déclaration et le Programme d'action adoptés par la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés 49/, tenue à Alger en septembre 1973,

Considérant également la Déclaration, le Programme d'action et les résolutions adoptés par la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières 50/, tenue à Dakar en février 1975,

Consciente de l'importance du développement industriel pour la transformation sur place des ressources naturelles des pays africains en vue du développement accéléré des économies africaines,

Tenant compte de la Déclaration et du Plan d'action concernant le développement industriel et la coopération adoptés par la deuxième réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept 51/, tenue à Alger du 15 au 18 février 1975,

47/ E/CN.14/602.

48/ E/CN.14/641.

49/ A/9330 et Corr.1.

50/ A/AC.62/6.

51/ ID/Conf.3/22.

1. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de prendre toutes mesures utiles au nom des pays africains, pour obtenir que les décisions et recommandations adoptées par la réunion ministérielle mentionnée ci-dessus soient appliquées;

2. Affirme l'importance de la prochaine Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel qui doit se tenir du 12 au 26 mars 1975 et la détermination des gouvernements des Etats membres de faire le nécessaire pour que cette Conférence atteigne des résultats positifs pour l'industrialisation du tiers monde et pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

183ème séance,
28 février 1975.

284 (XII). Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Rappelant les demandes faites par la Conférence des planificateurs africains pour que le mandat des nouveaux membres du Conseil d'administration soit de deux ans, ce qui concordera avec les sessions biennales de la Conférence, que le nombre de membres du Conseil d'administration soit porté de sept à huit, afin que chaque sous-région dispose d'un nombre égal de sièges et que soient validées par la Conférence des ministres toutes les élections organisées depuis 1967 et les activités des membres élus à ces occasions au Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification,

1. Décide d'annuler l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article IV des statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification et de le remplacer par le texte suivant :

"Huit membres élus par la Conférence des planificateurs africains pour leurs qualifications et leur expérience personnelles dans les domaines relevant de la compétence de l'Institut, à raison de deux membres pour chaque sous-région de la Commission économique pour l'Afrique, ressortissants de deux pays différents membres de la sous-région de la Commission économique pour l'Afrique. Les personnes élues en vertu des présentes dispositions exerceront un mandat de deux ans et sont rééligibles";

2. Décide également que toutes les personnes élues précédemment au Conseil d'administration par la Conférence des planificateurs africains pour des mandats de deux ans soient considérées comme ayant été régulièrement élues pour ces mandats et que la validité des élections organisées précédemment par la Conférence des planificateurs africains ainsi que les activités déployées par les personnes élues lors de ces élections, en qualité de membres du Conseil d'administration, ne soient pas entachées du fait que lesdites élections ne conféraient pas un mandat de trois ans.

183ème séance,
28 février 1975.

285 (XII). Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 250(XI) du 22 février 1973 sur l'Institut africain de développement économique et de planification,

Notant que, dans le cadre de ses activités de formation, de recherche et de consultation visant à l'élaboration d'une démarche répondant aux problèmes de la planification en Afrique et aux stratégies de

développement, la direction de l'Institut a enregistré des résultats positifs au cours de sa seconde phase d'opérations,

Concaincue que l'Institut doit jouer, pour les années à venir, un rôle encore plus important dans la planification du développement en Afrique,

Consciente que c'est une nécessité pour le Programme des Nations Unies pour le développement de contribuer au financement de l'Institut durant sa troisième phase,

1. Se félicite des succès obtenus par l'Institut qui est parvenu au cours des deux dernières années à obtenir des ressources financières supplémentaires d'un montant annuel de 700 000 dollars environ, grâce aux contributions bilatérales et multilatérales;

2. Enregistre avec profonde satisfaction et gratitude :

a) les récentes mesures prises par le Gouvernement sénégalais pour assurer la construction de locaux permanents pour l'Institut;

b) l'acceptation par les gouvernements africains d'un accroissement de leurs contributions financières annuelles à l'Institut, les portant ainsi à un total d'un million de dollars;

3. Invite le Directeur de l'Institut à intensifier ses efforts pour obtenir des moyens financiers garantissant l'avenir de l'Institut;

4. Prie instamment le Programme des Nations Unies pour le développement :

a) de continuer d'assurer son soutien financier à l'Institut au cours de sa troisième phase et de maintenir à cet effet sa contribution au niveau minimal d'un million de dollars par an;

b) de continuer à mettre au service de l'Institut les moyens dont il dispose pour percevoir les contributions des gouvernements africains et les autres services administratifs auxiliaires qu'il a offerts régulièrement dans le passé pour faciliter et stimuler les activités de l'Institut;

5. Prie instamment les gouvernements africains, d'autre part, de participer activement et efficacement à l'examen critique de l'Institut que doivent entreprendre prochainement le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, en vue d'une récapitulation de ses activités et de la détermination chiffrée de ses besoins pour la troisième et la quatrième phase à venir;

6. Invite le Directeur de l'Institut à étendre les activités de l'Institut en combinant d'une manière équilibrée ses trois fonctions relatives à la recherche, à la formation et aux services consultatifs;

7. Recommande que les stages de formation générale sur la planification continuent d'être un élément permanent du programme de l'Institut;

8. Invite les pays africains et particulièrement ceux qui sont membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à intervenir auprès de ce dernier en vue d'obtenir l'exécution du paragraphe 4 de la présente résolution;

9. Invite le Comité exécutif à étudier les programmes de l'Institut et le niveau de recrutement de ses stagiaires et tenant compte des suggestions de la Conférence des planificateurs africains, de prendre les mesures nécessaires pour obtenir que les stages et les diplômes de l'Institut soient reconnus à un niveau convenable dans les systèmes d'administration et d'éducation de l'Afrique.

183ème séance,
28 février 1975.

286 (XII). Date et lieu de la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres)

La Conférence des ministres,

Rappelant les dispositions des résolutions 130(VII) et 188(IX) de la Commission, en date du 22 février 1965 et du 10 février 1969, respectivement, et de l'article 1 a) de son règlement intérieur 52/,

Ayant examiné et accepté l'invitation formulée par le Gouvernement de la République du Zaïre pour que la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres se tienne à Kinshasa,

1. Recommande que la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres) soit tenue à Kinshasa en 1977;

2. Demande au Secrétaire exécutif de fixer la date exacte de la session, après avoir dûment consulté le Gouvernement de la République du Zaïre et le Président de la troisième réunion de la Conférence des ministres.

183ème séance,
28 février 1975.

287 (XII). Motion de remerciements au Gouvernement et au peuple de la République du Kenya

La Conférence des ministres,

Profondément reconnaissant au Gouvernement de la République du Kenya pour la généreuse invitation qu'il lui a faite de tenir la troisième réunion de la Conférence des ministres à Nairobi (Kenya),

1. Adresse l'expression de sa gratitude à Son Excellence le Président de la République du Kenya ainsi qu'au Gouvernement et au peuple kényens pour leur chaleureuse hospitalité et pour les dispositions matérielles qu'ils lui ont généreusement offertes;

2. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution au Gouvernement kényen.

183ème séance,
28 février 1975.

**RESOLUTIONS ADOPTEES A LA TREIZIEME SESSION DE LA COMMISSION
PAR LA QUATRIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

288 (XIII). Mobilisation des ressources en vue de l'application des plans à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique : 1976-1981 et 1982-1986

La Conférence des ministres,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions 207(XI), 221(X) et 256(XII) de la Commission, en date respectivement des 14 février 1969, 13 février 1971 et 28 février 1975, ainsi que la résolution 2043(LXI) en date du 5 août 1976,

Notant avec satisfaction les travaux réalisés par le Comité exécutif et le secrétariat en consultation avec les Etats membres de la Commission en vue d'établir un Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-198¹/,

Notant également le plan à moyen terme pour 1976-1981, formulé par le secrétariat sur la base du "Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique" et adopté par le Comité exécutif à sa quatrième session tenue en juin 1976,

Accueillant avec satisfaction le Programme de travail et l'ordre de priorité pour 1978 et 1979²/,

Affirmant la détermination des Etats membres de créer les conditions et les mécanismes permettant d'accélérer le processus de croissance autonome et de diversification de la production sur la base d'un degré croissant d'autonomie nationale et collective en vue de réduire efficacement le chômage et la pauvreté des masses,

Reconnaissant que l'application du plan à moyen terme³/ et des programmes de travail demande des ressources supérieures à celles qui peuvent être dégagées à l'intérieur du système des Nations Unies,

Souscrivant à la création d'un fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain,

Appréciant les contributions bilatérales aux ressources de la Commission effectuées par des gouvernements et des organismes ne faisant pas partie de la région africaine,

Accueillant favorablement l'initiative prise par le Président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et le Secrétaire exécutif de la Commission tendant à mettre au point des rapports de travail permettant une coopération efficace entre la Banque et la Commission en vue de dégager des ressources financières et autres pour l'application de programmes et de projets de développement dans la région africaine, dans l'esprit de la coopération afro-arabe,

Accueillant également favorablement l'offre faite par le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria d'être l'hôte de la Conférence d'annonce de contributions des plénipotentiaires des gouvernements africains en vue de mobiliser des ressources pour l'application des programmes de travail de la Commission,

1/ E/CN.14/ECO/90/Rev.3.

2/ Voir la partie IV ci-dessous.

3/ E/CN.14/TECO/31/Rev.2 et Rev.2/Corr.1.

9. Invite le Comité exécutif à étudier les programmes de l'Institut et le niveau de recrutement de ses stagiaires et tenant compte des suggestions de la Conférence des planificateurs africains, de prendre les mesures nécessaires pour obtenir que les stages et les diplômes de l'Institut soient reconnus à un niveau convenable dans les systèmes d'administration et d'éducation de l'Afrique.

183ème séance,
28 février 1975.

286 (XII). Date et lieu de la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres)

La Conférence des ministres,

Rappelant les dispositions des résolutions 130(VII) et 188(IX) de la Commission, en date du 22 février 1965 et du 10 février 1969, respectivement, et de l'article 1 a) de son règlement intérieur 52/,

Ayant examiné et accepté l'invitation formulée par le Gouvernement de la République du Zaïre pour que la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres se tienne à Kinshasa,

1. Recommande que la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres) soit tenue à Kinshasa en 1977;

2. Demande au Secrétaire exécutif de fixer la date exacte de la session, après avoir dûment consulté le Gouvernement de la République du Zaïre et le Président de la troisième réunion de la Conférence des ministres.

183ème séance,
28 février 1975.

287 (XII). Motion de remerciements au Gouvernement et au peuple de la République du Kenya

La Conférence des ministres,

Profondément reconnaissant au Gouvernement de la République du Kenya pour la généreuse invitation qu'il lui a faite de tenir la troisième réunion de la Conférence des ministres à Nairobi (Kenya),

1. Adresse l'expression de sa gratitude à Son Excellence le Président de la République du Kenya ainsi qu'au Gouvernement et au peuple kenyens pour leur chaleureuse hospitalité et pour les dispositions matérielles qu'ils lui ont généreusement offertes;

2. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution au Gouvernement kenyan.

183ème séance,
28 février 1975.

**RESOLUTIONS ADOPTEES A LA TREIZIEME SESSION DE LA COMMISSION
PAR LA QUATRIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

288 (XIII). Mobilisation des ressources en vue de l'application des plans à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique : 1976-1981 et 1982-1986

La Conférence des ministres,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions 207(XI), 221(X) et 256(XII) de la Commission, en date respectivement des 14 février 1969, 13 février 1971 et 28 février 1975, ainsi que la résolution 2043(LXI) en date du 5 août 1976,

Notant avec satisfaction les travaux réalisés par le Comité exécutif et le secrétariat en consultation avec les Etats membres de la Commission en vue d'établir un Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-198¹/,

Notant également le plan à moyen terme pour 1976-1981, formulé par le secrétariat sur la base du "Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique" et adopté par le Comité exécutif à sa quatrième session tenue en juin 1976,

Accueillant avec satisfaction le Programme de travail et l'ordre de priorité pour 1978 et 1979²/,

Affirmant la détermination des Etats membres de créer les conditions et les mécanismes permettant d'accélérer le processus de croissance autonome et de diversification de la production sur la base d'un degré croissant d'autonomie nationale et collective en vue de réduire efficacement le chômage et la pauvreté des masses,

Reconnaissant que l'application du plan à moyen terme³/ et des programmes de travail demande des ressources supérieures à celles qui peuvent être dégagées à l'intérieur du système des Nations Unies,

Souscrivant à la création d'un fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain,

Appréciant les contributions bilatérales aux ressources de la Commission effectuées par des gouvernements et des organismes ne faisant pas partie de la région africaine,

Accueillant favorablement l'initiative prise par le Président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et le Secrétaire exécutif de la Commission tendant à mettre au point des rapports de travail permettant une coopération efficace entre la Banque et la Commission en vue de dégager des ressources financières et autres pour l'application de programmes et de projets de développement dans la région africaine, dans l'esprit de la coopération afro-arabe,

Accueillant également favorablement l'offre faite par le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria d'être l'hôte de la Conférence d'annonce de contributions des plénipotentiaires des gouvernements africains en vue de mobiliser des ressources pour l'application des programmes de travail de la Commission,

1/ E/CN.14/ECO/90/Rev.3.

2/ Voir la partie IV ci-dessous.

3/ E/CN.14/TECO/31/Rev.2 et Rev.2/Corr.1.

1. Prie instamment les Etats membres de contribuer de manière substantielle aux ressources supplémentaires que demande l'application du plan à moyen terme et des programmes de travail de la Commission de façon à permettre au secrétariat d'exécuter le plan à moyen terme et les programmes de travail de manière efficace et sans délai;

2. Invite les Etats membres de la Commission à verser leurs contributions en espèces ou en nature ainsi que par l'intermédiaire d'arrangements d'assistance technique;

3. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer, dans un délai de 60 jours après la quatrième session de la Conférence des ministres, une conférence d'annonce de contributions des plénipotentiaires des gouvernements africains en vue d'examiner les arrangements à prendre au sujet de ces contributions volontaires et de soumettre à une session du Comité exécutif qui suivra la conférence des plénipotentiaires, un rapport sur les résultats de cette conférence concernant les fonds recueillis et leur affectation;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de veiller à ce que, dans toute la mesure du possible, les experts recrutés grâce aux ressources supplémentaires mobilisées par les Etats membres soient choisis dans les pays africains;

5. Invite le Comité exécutif à prêter son plein concours au Secrétaire exécutif dans les efforts que celui-ci déploie pour mobiliser les ressources nécessaires auprès des Etats membres de la Commission;

6. Prie instamment les gouvernements et les organismes donateurs, lorsqu'ils fournissent une aide au développement, de prendre entre eux les dispositions voulues pour que les pays en développement africains bénéficient des arrangements d'aide les meilleurs et les plus économiques et pour que, dans toute la mesure du possible, l'aide ne soit pas liée à la fourniture d'experts du gouvernement ou de l'organisme donateur intéressé;

7. Invite la Banque arabe pour le développement économique en Afrique à fournir dans l'esprit de la coopération afro-arabe, toute l'assistance matérielle voulue au secrétariat de la Commission pour appliquer le programme de travail et l'ordre de priorités de la Commission;

8. Prie en outre le Secrétaire exécutif de conclure avec les autorités compétentes du Gouvernement de la République fédérale du Nigéria tous arrangements voulus pour que celles-ci fournissent les services et installations d'accueil nécessaires à la Conférence de plénipotentiaires, qui se tiendra à Lagos du 26 avril au 1er mai 1977;

9. Invite le Secrétaire exécutif à poursuivre ses efforts pour obtenir des contributions bilatérales supplémentaires de la part des pays donateurs non africains.

189ème séance,
26 février 1977.

289 (XIII). Mobilisation des ressources du Fonds international pour le développement de l'agriculture en faveur du développement de l'agriculture africaine

La Conférence des ministres,

Considérant que l'agriculture demeure le secteur dominant des économies de la plupart des pays africains,

Rappelant sa résolution 266(XII) du 20 février 1975 sur la situation alimentaire et le programme d'action,

Prenant acte de la résolution CM/Res.413 (XXIV) du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine portant création du Comité interministériel africain pour l'alimentation,

Prenant note avec satisfaction de la Déclaration de Freetown 4/ visant à permettre à l'Afrique de se suffire à elle-même dans le domaine alimentaire,

Notant avec une vive inquiétude que les résultats du secteur agricole en Afrique sont restés médiocres au cours de ces dernières années malgré le riche potentiel agricole de la région et les progrès scientifiques et technologiques de la production agricole et alimentaire et de la transformation et de la distribution des denrées alimentaires,

Se félicitant de la création du Fonds international pour le développement de l'agriculture et exprimant sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à sa création,

1. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, de convoquer dès que possible une réunion du Comité interministériel africain de l'alimentation aux fins ci-après :

a) Formuler des recommandations concernant les moyens d'allouer les ressources obtenues du Fonds international pour le développement de l'agriculture, fondées sur des stratégies adoptées d'un commun accord et des priorités déterminées pour un accroissement de la production, de la transformation et de la distribution alimentaire en Afrique;

b) Recommander que le Conseil mondial de l'alimentation et le Conseil d'administration du Fonds international pour le développement de l'agriculture fassent en sorte qu'une part substantielle des ressources soit réservée à l'Afrique, compte tenu des conditions et des obstacles propres au continent africain;

2. Prie toutes les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que les autres organisations et institutions compétentes des Nations Unies :

a) D'accorder une aide suffisante à la Commission dans ses efforts visant à l'exécution du plan alimentaire régional;

b) D'accorder des fonds d'appui suffisants à la Commission pour les études de faisabilité, la formation et la recherche, ainsi que pour les projets concrets destinés à accroître la production alimentaire et de fournir des facteurs de production réels et substantiels pour la production alimentaire et agricole en Afrique,

3. Demande que les institutions sous-régionales et régionales africaines, notamment la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement (BAD) soient étroitement associées à l'exécution des projets financés par le Fonds international pour le développement de l'agriculture en Afrique;

4. Demande en outre à toutes les institutions financières qui exercent des activités en Afrique, en particulier la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, à participer à ces efforts en vue de mobiliser les ressources;

4/ E/CN.14/658, annexe.

5. Invite les pays membres à prendre toutes initiatives et mesures pour défendre l'intérêt commun des pays africains.

189ème séance,
26 février 1977.

290 (XIII). Mobilisation des ressources pour le financement du développement en Afrique

La Conférence des ministres,

Considérant que la part africaine dans le transfert des ressources financières pour le développement reste proportionnellement inférieure à celle des autres régions en développement et aux besoins exprimés des Etats africains,

Considérant que les conditions actuelles de l'économie mondiale rendent plus précaire encore la situation des économies africaines,

Considérant que la mobilisation des ressources financières pour les besoins de développement des pays africains est une priorité dans l'ordre des obligations qui incombent à toutes les institutions chargées de promouvoir le développement en Afrique,

Considérant que les institutions financières africaines sous-régionales et régionales, notamment la Banque africaine de développement, doivent dans ce domaine jouer un rôle important et actif,

Rappelant les dispositions du projet de résolution approuvé par le Comité exécutif à sa quinzième session pour adoption par la Conférence 5/,

1. Recommande aux Etats membres d'appuyer les efforts de leurs institutions sous-régionales et régionales en vue de la mobilisation des ressources pour le développement;

2. Prie le secrétariat de la Commission de continuer à appuyer les institutions financières régionales et sous-régionales dans la recherche de ressources financières pour le développement de l'Afrique;

3. Invite les institutions régionales et sous-régionales africaines chargées de promouvoir le développement de la région à poursuivre leurs efforts visant à obtenir des pays développés un transfert plus substantiel de ressources financières au profit des pays africains victimes des déséquilibres créés par la crise actuelle de l'économie mondiale, en tenant particulièrement compte des pays les moins avancés, sans littoral ou nouvellement indépendants;

4. Lance un appel aux pays en développement qui en ont les moyens pour qu'ils apportent une contribution financière substantielle au développement des pays africains en vue du renforcement de la solidarité et de l'autonomie collective des pays du tiers monde.

189ème séance,
26 février 1977.

La Conférence des ministres,

Résolue à tout mettre en oeuvre pour donner une impulsion décisive au développement du continent africain et à l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Consciente des difficultés et du retard considérables que connaît l'Afrique dans le secteur des transports et des communications,

Egalement consciente de l'importance primordiale de ce secteur dans l'entreprise de développement et pour la promotion de la coopération économique et technique entre les pays en développement en général et les pays africains en particulier,

Convaincue que le soutien effectif de la communauté internationale aux efforts de promotion de l'autonomie collective et de la mise en oeuvre du principe du compter sur soi est nécessaire pour la solution des problèmes africains dans ce secteur, dans le cadre de la coopération internationale renforcée,

Convaincue en outre de la nécessité d'adopter une approche intégrée pour l'élaboration d'une stratégie globale pour le développement des transports et des communications en Afrique, en ayant une vue d'ensemble des problèmes du continent dans ce domaine,

Ayant présents à l'esprit les travaux de la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale,

Tenant compte des efforts actuellement déployés et des réalisations en cours,

1. Recommande à la communauté internationale, et notamment à la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale et aux instances compétentes de l'ONU, de proclamer une décennie des transports et des communications en Afrique portant sur les années 1978-1988, afin de :

a) Soutenir activement la stratégie globale pour le développement des transports et des communications en Afrique et son application à la solution des problèmes du continent dans ce domaine, tant en matière de liaison, d'harmonisation, de coordination, d'intégration, de modernisation et de développement qu'en ce qui concerne les problèmes techniques, tels que l'utilisation des ressources et des techniques locales, le raccordement et la standardisation des réseaux ainsi que la conception et l'adaptation des technologies,

b) Mobiliser les moyens techniques et financiers nécessaires à cette fin;

2. Recommande vivement aux Etats africains de mobiliser tous les moyens disponibles et de s'engager résolument à promouvoir le succès total de cette décennie;

3. Adresse un appel aux organisations internationales, régionales et sous-régionales, afin qu'elles apportent tout leur concours à la réalisation de cette entreprise vitale pour l'Afrique;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine de préparer et d'organiser dans les délais appropriés, une réunion de ministres des Etats membres, afin de définir la stratégie globale de l'Afrique pour le développement intégré des transports et communications, y compris les télécommunications, dans la région.

189ème séance,
26 février 1977.

292 (XIII). Programme intégré pour les produits de base

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 93 (IV) sur le Programme intégré pour les produits de base de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Convaincue de l'importance particulière que revêt pour les pays africains le programme intégré, y compris l'établissement d'un fonds commun,

Tenant compte de la nécessité pour les pays africains de veiller à ce que leurs intérêts soient pleinement sauvegardés au cours des négociations destinées à mettre en oeuvre le programme,

1. Invite instamment les Etats membres à participer activement aux différentes réunions de négociation sur le fonds commun et sur les produits de base prévues jusqu'à la fin de 1978;

2. Prie le secrétariat de continuer à prêter toute l'assistance nécessaire aux Etats membres pour la préparation technique de ces réunions et lors de leur déroulement, afin de leur permettre de tirer le maximum de profit de l'application du Programme intégré pour les produits de base.

189ème séance,
26 février 1977.

293 (XIII). Pays semi-enclavés

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 263 (XII) du 28 février 1975 relative aux pays africains sans littoral,

Considérant que la position géographique des pays semi-enclavés, comme celle des pays sans littoral, constitue un obstacle grave et un handicap sérieux à l'expansion de leurs échanges et à leur développement économique et social,

Considérant en particulier que cette situation entraîne des frais élevés de transport qui empêchent ces pays d'exporter leurs produits à des prix compétitifs et une hausse constante du prix de leurs importations,

Considérant en outre que la solution des problèmes particuliers aux pays semi-enclavés exige que des mesures spéciales soient prises pour les aider par les organismes régionaux, interrégionaux et internationaux,

Tenant compte des résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974 et du 16 septembre 1975,

Rappelant la résolution No. 2 adoptée par la quatrième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, réunis à Alger en septembre 1973, relative aux mesures spéciales concernant les besoins particuliers des pays sans littoral,

1. Recommande que les pays côtiers facilitent le transit des importations destinées aux pays sans littoral et aux pays semi-enclavés et des exportations en provenance de ces pays;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études appropriées sur les problèmes particuliers auxquels se heurtent les pays africains semi-enclavés, préconisant des mesures pratiques pour leur désenclavement et de faire rapport à ce sujet au Comité exécutif, lors de sa première session de l'année 1978.

189ème séance,
26 février 1977.

294 (XIII) Questions administratives et questions relatives au personnel

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 242 (XI) du 23 février 1973, par laquelle le Secrétaire exécutif est prié de faire périodiquement rapport au Comité exécutif sur les questions administratives et les questions relatives au personnel,

Prenant note avec satisfaction du rapport intérimaire sur les questions administratives et les questions relatives au personnel soumis à la seizième session du Comité exécutif 6/,

1. Félicite le Secrétaire exécutif des efforts qu'il déploie pour :

- a) assurer l'africanisation de 75 % des postes du secrétariat, et
- b) essayer d'assurer la représentation de tous les Etats membres au secrétariat de la Commission;

2. Demande aux Etats membres d'aider le Secrétaire exécutif, dans toute la mesure de leurs moyens, à recruter des experts africains qualifiés de toutes les sous-régions afin de pourvoir ainsi, dans toute la mesure du possible, les postes vacants au secrétariat de la Commission;

3. Demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'assouplir les règles relatives à la répartition géographique équitable des postes en ce qui concerne les Etats membres de la Commission afin que les postes vacants du secrétariat puissent être pourvus, dans toute la mesure du possible, par des experts qualifiés recrutés à l'intérieur de la région;

4. Demande au Secrétaire exécutif de poursuivre ses efforts en vue de fournir aux fonctionnaires du secrétariat des services et des moyens de formation linguistique, afin qu'ils soient capables de travailler en anglais, en français et en arabe, et afin que l'arabe devienne une langue de travail officielle de la Commission dès la cinquième réunion de la Conférence des ministres;

5. Prie le Secrétaire exécutif de présenter à la Conférence des ministres, à sa cinquième réunion, par l'intermédiaire du Comité exécutif, un rapport sur les questions administratives et les questions relatives au personnel.

191ème séance,
28 février 1977.

La Conférence des ministres,

Rappelant la recommandation de la Conférence internationale des ministres des affaires sociales de 1968 demandant l'établissement, à l'échelon régional, de centres de recherche et de formation supérieure dans le domaine de la protection sociale 7/, et la résolution 1406 (XLVI) du Conseil économique et social invitant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales à examiner la question de la création de centres régionaux de recherche et de formation en matière de protection sociale,

Rappelant également la résolution CM/Res.502(XXVII) concernant la création d'un centre régional de recherche et de formation en matière de développement social, adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt-septième session et ultérieurement approuvée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa quatorzième session,

Ayant examiné la nécessité de créer en Afrique un centre de cette nature, sur la base du rapport de la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales, tenue à Alexandrie en janvier 1977 8/,

Consciente du fait que les travaux de ce centre devraient permettre une bonne coordination des programmes de toutes les institutions existantes, tant sur le plan national et sous-régional que dans le cadre du système des Nations Unies, qui s'occupent du développement social,

1. Approuve la décision de la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales de créer un centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social 9/;

2. Approuve en outre l'accord portant création de ce centre et comprenant son acte constitutif, tel qu'il a été approuvé par la Conférence susmentionnée 10/;

3. Prie instamment les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine d'adhérer à cet accord afin que le centre devienne une réalité, d'apporter un appui financier au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique pour que le centre puisse commencer ses activités sans retard et de contribuer régulièrement à son budget afin d'assurer son bon fonctionnement;

4. Demande aux gouvernements, institutions et organismes donateurs d'accorder une aide financière et autre au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, afin de compléter la contribution des Etats africains à l'établissement et au fonctionnement du centre;

7/ Actes de la Conférence internationale des ministres des affaires sociales (Publication des Nations Unies, No. de vente F.69.IV.4), première partie, sect.III, par.66, recommandation 28.

8/ E/CN.14/672 - E/CN.14/ECO/115 - E/CN.14/AMSA/II/Rpt, deuxième partie.

9/ Ibid., troisième partie, résolution 2 (II).

10/ Ibid..

5. Prie le Secrétaire exécutif de coordonner les mesures en vue de la création du centre, en étroite coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, en ce qui concerne en particulier l'application de la résolution 3 (II) adoptée par la deuxième Conférence des ministres africains des affaires sociales au sujet de l'emplacement du centre.

191ème séance,
28 février 1977.

296 (XIII). Coopération économique

La Conférence des ministres,

Rappelant que le mandat de la Commission lui fait obligation de "prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays et territoires d'Afrique, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde" ainsi que d'"aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région" 11/,

Rappelant en outre :

a) les diverses résolutions visant à accroître la coopération économique, en particulier la résolution 86 (V) de la Commission, en date du 2 mars 1963, par laquelle le Secrétaire exécutif est prié d'entreprendre des études intensives sur les principaux problèmes que pose la création d'un marché commun africain, en s'attachant particulièrement à l'intégration équilibrée du développement économique dans les divers pays africains, et la résolution 176 (VIII) de la Commission, en date du 24 février 1967, qui précise le cadre de la coopération économique africaine,

b) la résolution CM/ST.12/(XXI) contenant la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA en 1973, soulignant l'importance qu'attachent les pays africains à l'autonomie collective et à l'indépendance économique et fournissant le cadre de la coopération régionale, sous-régionale et sectorielle,

c) les recommandations que le Conseil des ministres de l'OUA a adoptées à sa onzième session extraordinaire tenue à Kinshasa en décembre 1976 au sujet de l'adoption de divers programmes et mécanismes devant permettre d'accélérer la coopération économique, et

d) la résolution 3202 (S-VI), en date du 1er mai 1974, de l'Assemblée générale énonçant les principes et les objectifs constituant un programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la résolution 3362 (S-VII), en date du 16 septembre 1975, sur le développement et la coopération économique internationale,

Tenant compte de la récession prolongée et des graves pressions inflationnistes qui s'exercent sur les pays développés à économie de marché, de la hausse constante et rapide des prix des produits manufacturés et des services exportés par ces pays, de l'ajustement des prix du pétrole, des fluctuations des prix des autres produits d'exportation, des difficultés de la balance des paiements et des résultats décevants obtenus jusqu'à présent dans le cadre de la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de la Conférence sur la coopération économique internationale,

11/ E/CN.14/111/Rev.5, p. 1, par. 1 a) et 1 f).

Tenant compte également de la stratégie et des directives pour un programme d'action élaborées dans le cadre du Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1986 12/, qui souligne l'objectif à long terme de la coopération multinationale, à savoir le développement national optimal,

Ayant présente à l'esprit la nécessité de promouvoir l'harmonisation des plans nationaux de développement avec les programmes sous-régionaux et régionaux et d'intégrer la coopération économique aux politiques socio-économiques de chaque pays,

Consciente que la multiplicité des organisations dans les sous-régions risque d'entraîner des chevauchements d'efforts, des inconséquences et une fragmentation,

Préoccupée par les problèmes auxquels se heurtent les organisations intergouvernementales multinationales polyvalentes à l'échelon sous-régional et régional,

Reconnaissant que les difficultés actuelles et futures ne doivent pas pour autant faire perdre de vue la nécessité fondamentale d'une coopération multinationale et, ultérieurement, d'une intégration économique sous-régionale,

Accueillant avec satisfaction la création par les Etats de l'Afrique de l'Ouest d'une organisation intergouvernementale sous-régionale qui rassemble un grand nombre de pays membres et qui supprime les limites linguistiques, culturelles et géographiques héritées des systèmes coloniaux européens,

Accueillant également avec satisfaction la création de la Communauté économique des grands lacs,

1. Réaffirme la nécessité de promouvoir l'autonomie collective parmi les pays africains et de renforcer leur unité d'action avec les autres pays en développement de façon à réduire leur dépendance à l'égard des pays développés;

2. Invite les Etats membres à faire tout leur possible en vue de restructurer les organisations économiques intergouvernementales existantes et à en rationaliser les opérations :

a) en créant des mécanismes appropriés pour :

i) coordonner leurs programmes de manière que les organisations de groupements voisins s'occupant de projets identiques ou analogues puissent mettre leurs forces en commun pour la réalisation de ces projets;

ii) renforcer les organisations multisectorielles d'étendue limitée et les encourager à coopérer dans l'élaboration et l'exécution de leurs programmes, en vue d'assurer ainsi une collaboration plus intime et plus complète entre groupements ou Etats voisins;

b) en procédant à une intégration progressive des petits groupements multisectoriels d'étendue limitée dans chaque sous-région, dans le cadre d'arrangements de coopération polyvalents et si possible plus larges, tendant vers un degré beaucoup plus poussé d'intégration économique formelle;

c) en formulant des programmes communs d'assistance mutuelle dans la mobilisation des ressources et la valorisation de la main-d'œuvre;

3. Recommande que l'organisation économique multinationale et polyvalente existant dans chacune des quatre sous-régions administratives de la CEA serve de cadre en vue de l'intégration progressive des groupements sectoriels d'étendue limitée ou groupements à échelle réduite dans chaque sous-région et constitue en fin de compte le mécanisme multinational polyvalent nécessaire pour promouvoir la coopération économique sous-régionale, considérée comme une étape vers l'intégration économique régionale;

4. Recommande en outre qu'en vue de promouvoir l'autonomie économique nationale et de faciliter la coopération multinationale, une intégration des secteurs soit réalisée au niveau national tout en procédant à l'africanisation des grandes unités de production sur le plan de la propriété, du contrôle et de la direction, afin de réduire la dépendance à l'égard des pays développés dans le domaine des exportations et des importations;

5. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à aider dans toute la mesure du possible, par l'intermédiaire des centres opérationnels multinationaux de la CEA, les Etats membres et les organisations intergouvernementales à assurer la coordination des programmes des organisations sous-régionales intergouvernementales existantes et leur intégration progressive dans des groupements sous-régionaux polyvalents plus vastes;

6. Prie le Secrétaire exécutif d'aider les pays intéressés dans leurs efforts pour renforcer et améliorer les activités des organisations polyvalentes existant au niveau sous-régional et régional;

7. Prie en outre le Secrétaire exécutif de soumettre des rapports périodiques sur les progrès réalisés et les problèmes qui se posent en ce qui concerne l'application des paragraphes 4 et 5 de la présente résolution au Comité exécutif et à la Conférence des ministres;

8. Fait appel à tous les organismes des Nations Unies et à toutes les institutions financières, comme la Banque africaine de développement et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, pour qu'ils fournissent des ressources en vue d'encourager la coopération régionale et sous-régionale en Afrique.

191ème séance,
28 février 1977.

297 (XIII). Coopération économique dans le domaine des ressources naturelles

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 205 (IX) et 238 (XI) de la Commission, en date du 14 février 1969 et du 22 février 1973,

Rappelant en outre la résolution 1673 (LII) du Conseil économique et social en date du 2 juin 1972,

Notant avec satisfaction les mesures déjà prises par le Secrétaire exécutif pour la création de centres de recherche, de formation et de services dans le domaine des ressources naturelles.

Félicitant

a) le Gouvernement nigérian de l'appui généreux qu'il accorde au Centre régional de formation aux techniques des levés aériens d'Ile-Ife,

b) le Gouvernement kényen d'avoir fait don de terrain et de fonds pour la création du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes, et

c) le Gouvernement tanzanien de sa contribution supplémentaire spéciale pour la création du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est,

1. Demande aux pays africains qui n'ont pas encore signé et ratifié les accords portant création du Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes et du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est, d'accorder leur entier appui, sur le plan politique et matériel, à ces institutions;

2. Invite les Etats membres à accorder une aide au secrétariat de la Commission pour rassembler des données statistiques pour le projet d'inventaire cartographique par pays;

3. Prie le Secrétaire exécutif de présenter des rapports à toutes les réunions du Comité exécutif sur l'appui et l'aide que reçoivent les pays africains pour les projets mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de la présente résolution.

191ème séance,
28 février 1977.

298 (XIII). Coopération économique pour l'exécution des projets de routes transafricaines

La Conférence des ministres,

Consciente de la lenteur avec laquelle progresse l'exécution des projets de routes transafricaines,

Connaissant que la mise en place rapide d'un réseau routier régional africain intégré facilitera les progrès de la coopération économique multinationale en Afrique, du commerce intra-africain et de l'intégration politique et sociale de l'Afrique ainsi que la réalisation de l'objectif final d'établissement d'un marché commun africain,

Notant avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire exécutif de convoquer récemment une réunion intergouvernementale sur la future route trans-est-africaine (Le Caire-Gaborone) et l'appui que le secrétariat de la Commission continue d'apporter à l'ensemble des projets de routes transafricaines,

1. Félicite le Gouvernement algérien des progrès rapides de la construction du tronçon algérien de la route transsaharienne;

2. Félicite en outre les gouvernements camerounais, kényen, nigérian et ougandais des progrès réalisés jusqu'à présent sur leurs tronçons respectifs de l'axe routier Mombassa-Lagos;

3. Prie instamment :

a) le Gouvernement zaïrois de bien vouloir entreprendre l'exécution des études techniques, puis les travaux de construction des tronçons Kisangani-Bangassou et Kisangani-Kasindi de l'axe routier Mombassa-Lagos;

b) le Gouvernement centrafricain d'accélérer les travaux de construction et d'amélioration de son tronçon de la route transafricaine;

c) les gouvernements malien et sénégalais de poursuivre l'achèvement du tronçon Tambacounda-Naye (Sénégal) - Niéro du Sahel-Kolokani (Mali) du réseau routier ouest-africain;

d) le Gouvernement malien d'accélérer les travaux de construction et d'amélioration de ses tronçons de l'axe routier Dakar-Ndjamena;

e) les gouvernements tchadien, camerounais et nigérien de concourir à la prise d'une décision entre les deux tracés possibles, afin que l'on puisse continuer à travailler au tronçon Maiduguri-Maiduru-Ndjamena;

f) les gouvernements de la Guinée et de la Guinée-Bissau d'indiquer leur décision ferme quant à celui des deux tracés possibles qu'ils choisissent, soit la route Guinée-Sénégal, soit la route Sénégal-Guinée-Bissau-Guinée;

g) les gouvernements tchadien et camerounais d'accélérer la construction du pont sur le Chari;

h) les gouvernements malien et nigérien d'accélérer la construction de leurs tronçons des routes transafricaines;

4. Prie en outre instamment les Etats membres :

a) d'accorder la plus haute priorité dans leurs plans de développement à leurs tronçons des routes transafricaines;

b) de respecter les décisions prises lors des réunions intergouvernementales quant aux choix des routes et aux calendriers d'exécution;

5. Fait appel aux donateurs bilatéraux pour qu'ils fournissent l'aide financière nécessaire et n'insistent pas pour que les pays finançant les études de justification prennent également en charge les travaux de construction;

6. Demande au Secrétaire exécutif de continuer à aider les Etats membres à obtenir de pays donateurs et d'institutions financières multinationales, en particulier la Banque africaine de développement et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, l'aide financière et technique nécessaire pour l'exécution des travaux concernant leurs tronçons du réseau;

7. Demande aux pays industrialisés et aux institutions de financement qui ont déjà financé les études de justification, et aux autres pays et institutions financières qui prêtent leur concours, d'aider à financer l'exécution des phases suivantes des projets de routes transafricaines;

8. Prie le Secrétaire exécutif de soumettre au Comité exécutif, à chacune de ses réunions, un rapport d'activité sur l'application des alinéas a) et b) du paragraphe 3 ci-dessus, en se fondant sur les rapports périodiques soumis au secrétariat de la CEA par les gouvernements intéressés;

9. Prie en outre le Secrétaire exécutif de soumettre à la Conférence des ministres, à sa cinquième réunion, un rapport d'activité sur l'exécution des projets de routes transafricaines.

191ème séance,

28 février 1977.

299 (XIII). Coopération économique dans le domaine des chemins de fer et de la gestion portuaire

La Conférence des ministres,

Consciente de la possibilité de promouvoir la coopération multinationale par le développement des réseaux ferroviaires,

Reconnaissant que la gestion efficace des ports facilitera le transport des marchandises des pays côtiers vers les pays de l'intérieur,

Prenant note du rapport du Secrétaire exécutif sur les activités relatives aux transports ferroviaires et à la gestion portuaire 13/,

1. Prie instamment les Etats membres :

a) d'appuyer pleinement l'Union africaine des chemins de fer, dont la création a été encouragée par la CEA et l'OUA et qui accorde la priorité au raccordement des réseaux ferroviaires africains, à la normalisation des écartements des voies et des gabarits de chargement, du matériel roulant et des systèmes de signalisation et d'achat, en adhérant à l'Union s'ils ne l'ont pas encore fait;

b) d'appuyer les associations intergouvernementales d'administrations portuaires, qui s'occupent de la gestion efficace et rationnelle des ports, de la normalisation du matériel et de la coordination des activités portuaires avec celles des usagers des ports;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport périodiquement au Comité exécutif de la CEA, après consultations avec les Etats membres intéressés, sur les progrès de la consolidation de l'Union africaine des chemins de fer et des Associations d'administrations portuaires.

191ème séance,
28 février 1977.

300 (XIII).Coopération économique intéressant l'Association des organisations africaines de promotion commerciale

La Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité urgente de promouvoir les échanges intra-africains,

Notant que la grande majorité des pays africains n'ont pas adhéré à l'Association des organisations africaines de promotion commerciale dont le principal objectif est d'aider au développement des échanges intra-africains,

Notant en outre qu'un certain nombre d'Etats membres de l'Association ne versent pas leurs contributions et ne prennent pas part aux réunions, ce qui a retardé l'entrée en fonctionnement des organes statutaires de l'Association,

1. Invite tous les Etats africains à adhérer dès que possible à l'Association des organisations africaines de promotion commerciale;

2. Prie instamment les Etats membres de l'Association qui n'ont pas encore versé leurs contributions au budget de l'Association de le faire dès que possible;

3. Prie en outre instamment tous les pays membres de l'Association de participer à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Association, qui doit se tenir en avril 1977 au siège de l'Association à Tanger, afin notamment d'élire un Secrétaire général.

191ème séance,
28 février 1977.

La Conférence des ministres,

Rappelant les diverses résolutions adoptées par les réunions qui se sont tenues en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération économique entre pays et régions en développement, et en particulier par la Conférence africaine ministérielle de l'OUA/CEA/BAD sur les problèmes commerciaux, monétaires et de développement, qui s'est tenue à Abidjan en mai 1973; la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en septembre 1973; la Conférence des pays en développement sur les matières premières, qui s'est tenue à Dakar en février 1975 14/; la quatrième Conférence des ministres du commerce de l'OUA, qui s'est tenue à Alger en novembre 1975 15/; la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77, qui s'est tenue à Manille en février 1976 16/; la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en août 1976 17/; et la Conférence des ministres africains sur la coopération économique entre pays en développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba en septembre 1976 18/,

Notant que la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, qui a eu lieu à Mexico en septembre 1976, a identifié, dans le détail et en termes opérationnels, les domaines possibles de coopération entre pays en développement 19/,

Convaincue que l'application des résolutions et des programmes adoptés par les réunions susmentionnées, recommandant l'établissement de mécanismes et l'exécution de mesures visant à assurer des marchés stables pour l'exportation des produits de base, un traitement préférentiel dans les relations commerciales entre pays en développement, la mise au point d'arrangements de paiement, une action commune dans les domaines de l'industrie, de la science, de la technique, des transports, du commerce maritime et des investissements étrangers, favorisera la coopération économique et accélérera le développement économique de l'Afrique,

1. Accueille avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire exécutif, avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO), de signer un mémorandum d'accord sur la coopération;

2. Décide qu'il faut encourager la coopération pour l'établissement des projets prioritaires suivants :

- a) un résumé statistique pour le monde arabe;
- b) un centre régional de documentation; et
- c) un projet concernant l'exode des compétences;

14/ Voir E/AC.62/6.

15/ Voir document de l'OUA CM/757 (XVII).

16/ Voir TD/195, annexe.

17/ Voir document de l'OUA NAC/CONF.5/FM/15.

18/ Voir document de l'OUA CMC/SP/Rpt.(I).

19/ Voir TD/B/628, annexe, première partie.

3. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier et de préciser, en liaison avec le Secrétaire exécutif de la CEAO, les modalités d'une coopération élargie dans les domaines suivants :

a) agriculture : études sur la coopération et la complémentarité agricoles entre les pays des régions de la CEAO et de la CEA;

b) planification du développement : inflation et tendances actuelles du développement économique;

c) échange de responsables et de personnel technique pour la formation en cours d'emploi dans l'industrie, l'agriculture, etc.;

d) développement social : échange de renseignements, de données d'expérience, des résultats des travaux de recherche et de rapports entre la CEAO et la CEA;

e) le Centre africain de recherche et de formation en matière de développement social;

f) établissement d'entreprises industrielles mixtes dans les régions de la CEAO et de la CEA;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif :

a) d'entreprendre des consultations périodiques avec le Secrétaire exécutif de la CEAO afin d'accélérer l'application des accords de coopération;

b) d'organiser régulièrement des réunions entre les chefs des services organiques des deux secrétariats aux mêmes fins;

c) d'explorer toutes les sources possibles de main-d'œuvre, de fonds et d'autres ressources pour l'exécution des projets adoptés et d'autres projets.

191ème séance,
28 février 1977.

302 (XIII). Coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine

La Conférence des ministres,

Rappelant les diverses résolutions adoptées par les réunions qui se sont tenues en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération économique entre pays et régions en développement, et en particulier par la Conférence africaine ministérielle de l'OUA/CEA/BAD sur les problèmes commerciaux, monétaires et de développement, qui s'est tenue à Abidjan en mai 1973; la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en septembre 1973; la Conférence des pays en développement sur les matières premières, qui s'est tenue à Dakar en février 1975 20/; la quatrième Conférence des ministres du commerce de l'OUA, qui s'est tenue à Alger en novembre 1975 21/;

20/ Voir E/AC.62/6.

21/ Voir document de l'OUA CM/757 (XVII).

la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77, qui s'est tenue à Manille en février 1976 22/; la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en août 1976 23/; et la Conférence des ministres africains sur la coopération économique entre pays en développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba en septembre 1976 24/.

Notant que la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, qui a eu lieu à Mexico en septembre 1976, a identifié, dans le détail et en termes opérationnels, les domaines possibles de coopération entre pays en développement 25/.

Convaincue que l'application des résolutions et des programmes adoptés par les réunions susmentionnées, recommandant l'établissement de mécanismes et l'exécution de mesures visant à assurer des marchés stables pour l'exportation des produits de base, un traitement préférentiel dans les relations commerciales entre pays en développement, la mise au point d'arrangements de paiement, une action commune dans les domaines de l'industrie, de la science, de la technique, des transports, du commerce maritime et des investissements étrangers, favorisera la coopération économique et accélérera le développement économique de l'Afrique,

1. Félicite le Secrétaire exécutif d'avoir pris, en liaison avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine, des dispositions de coopération pour l'exécution du programme de formation visant à l'intégration des fonctionnaires des organisations intergouvernementales africaines,

2. Approuve la participation de fonctionnaires africains aux stages de formation que certaines organisations de coopération économique d'Amérique latine offrent aux pays de la CEA,

3. Autorise le Secrétaire exécutif, en coopération avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine, à organiser des réunions entre les membres de leurs secrétariats respectifs pour dégager des principes et des priorités et élaborer un programme d'action en matière de coopération.

191ème séance,
28 février 1977.

303 (XIII). Coopération avec la Commission économique pour l'Europe

La Conférence des ministres,

Rappelant les diverses résolutions adoptées par les réunions qui se sont tenues en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération économique entre pays et régions en développement, et en particulier par la Conférence africaine ministérielle de l'OUA/CEA/BAD sur les problèmes commerciaux, monétaires et de développement, qui s'est tenue à Abidjan en mai 1973; la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en septembre 1973; la Conférence des pays en développement sur les matières premières, qui s'est tenue à Dakar en février 1975 26/; la

22/ Voir TD/195, annexe.

23/ Voir document de l'OUA NAC/CONF.5/FM/15.

24/ Voir document de l'OUA CMC/SP/Rpt.(I).

25/ Voir TD/B/628, annexe, première partie.

26/ Voir E/AC.62/6.

quatrième Conférence des ministres du commerce de l'OUA, qui s'est tenue à Alger en novembre 1975 27/; la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77, qui s'est tenue à Manille en février 1976 28/; la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en août 1976 29/; et la Conférence des ministres africains sur la coopération économique entre pays en développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba en septembre 1976 30/.

Notant que la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, qui a eu lieu à Mexico en septembre 1976, a identifié, dans le détail et en termes opérationnels, les domaines possibles de coopération entre pays en développement 31/.

Convaincue que l'application des résolutions et des programmes adoptés par les réunions susmentionnées, recommandant l'établissement de mécanismes et l'exécution de mesures visant à assurer des marchés stables pour l'exportation des produits de base, un traitement préférentiel dans les relations commerciales entre pays en développement, la mise au point d'arrangements de paiement, une action commune dans les domaines de l'industrie, de la science, de la technique, des transports, du commerce maritime et des investissements étrangers, favorisera la coopération économique et accélérera le développement économique de l'Afrique,

1. Accueille avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire exécutif d'explorer, avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, divers domaines possibles de coopération économique;

2. Autorise le Secrétaire exécutif, en liaison avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, à établir des dispositions de coopération dans les domaines de l'agriculture, de la gestion des ressources en eau douce dans les zones arides et semi-arides, de la sylviculture et des industries forestières, des recherches conjointes pour la culture de l'olivier, du commerce des produits agricoles transformés ou non, de la création d'associations de producteurs, de l'industrie, des investissements étrangers dans les sociétés multinationales et de la pollution par les pétroliers;

3. Approuve la participation de la Commission à la dernière Conférence de Barcelone, qui s'est tenue sous les auspices du PNUE, pour rechercher des moyens de protéger la Méditerranée contre la pollution par les pétroliers;

4. Autorise le Secrétaire exécutif à prendre part à la Conférence consécutive qui se tiendra en Grèce et au cours de laquelle seront rédigés des protocoles visant à assurer cette protection.

191ème séance,
28 février 1977.

27/ Voir document de l'OUA CM/757 (XVII).

28/ Voir TD/195, annexe.

29/ Voir document de l'OUA NAC/CONF.5/FM/15.

30/ Voir document de l'OUA CMC/SP/Rept.(I).

31/ Voir TD/B/628, annexe, première partie.

La Conférence des ministres,

Rappelant les diverses résolutions et recommandations adoptées par les réunions qui se sont tenues en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération économique entre pays et régions en développement, et en particulier par la Conférence africaine ministérielle de l'OUA/CEA/BAD sur les problèmes commerciaux, monétaires et de développement, qui s'est tenue à Abidjan en mai 1973; la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en septembre 1973; la sixième réunion au Sommet des Rois et des chefs d'Etat arabes, qui s'est tenue à Alger en novembre 1973; la Conférence des pays en développement sur les matières premières, qui s'est tenue à Dakar en février 1975 32/; la quatrième Conférence des ministres du commerce de l'OUA, qui s'est tenue à Alger en novembre 1975 33/; la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77, qui s'est tenue à Manille en février 1976 34/; la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en août 1976 35/; la Conférence des ministres africains sur la coopération économique entre pays en développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba en septembre 1976 36/; et la onzième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, tenue à Kinshasa en décembre 1976,

Notant que la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, qui a eu lieu à Mexico en septembre 1976, a identifié, dans le détail et en termes opérationnels, les domaines possibles de coopération entre pays en développement 37/,

Convaincue que l'application des résolutions et des programmes adoptés par les réunions susmentionnées, recommandant l'établissement de mécanismes et l'exécution de mesures visant à assurer des marchés stables pour l'exportation des produits de base, un traitement préférentiel dans les relations commerciales entre pays en développement, la mise au point d'arrangements de paiement, une action commune dans les domaines de l'industrie, de la science, de la technique, des transports, du commerce maritime et des investissements étrangers, favorisera la coopération économique et accélérera le développement économique de l'Afrique,

1. Félicite le Secrétaire exécutif d'avoir élaboré des dispositions de coopération avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique;

2. Félicite également la Banque arabe pour le développement économique en Afrique du rôle utile qu'elle joue en fournissant des fonds et d'autres ressources afin de promouvoir le développement économique de l'Afrique;

3. Approuve les dispositions de l'accord qui a été négocié et signé par le Secrétaire exécutif au nom de la Commission et par le Président et Directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique 38/.

32/ Voir E/AC.62/6.

33/ Voir document de l'OUA CM/757 (XVII).

34/ Voir TD/195, annexe.

35/ Voir document de l'OUA NAC/CONF.5/FM/15.

36/ Voir document de l'OUA CMC/SP/Rpt.(I).

37/ Voir TD/B/628, annexe, première partie.

305 (XIII). Deuxième réunion africaine sur l'énergie

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie 39/,

Rappelant la résolution CM/ST.12(XXI) contenant la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session ordinaire, au cours de laquelle a été célébré le dixième anniversaire de la Fondation de l'Organisation,

Rappelant en outre la Déclaration et le Programme d'action sur les matières premières, adoptés en février 1975 par la Conférence de Dakar des pays en développement sur les matières premières 40/,

Tenant compte des résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974, contenant respectivement la Déclaration et le Programme d'action sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Ayant présentes à l'esprit les recommandations pertinentes contenues dans la Déclaration et le Programme d'action adoptés par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa onzième session extraordinaire, qui s'est tenue à Kinshasa en décembre 1976,

Consciente de l'importance des ressources énergétiques pour le développement économique des Etats membres,

Réaffirmant la souveraineté des pays africains sur leurs ressources naturelles,

Considérant la persistance de la crise économique mondiale qui affecte gravement les économies des pays en développement,

Prenant particulièrement note également des problèmes des pays africains qui font face actuellement à des difficultés dans les domaines de la production, du transport, de la distribution et du coût de l'énergie,

Considérant également que la pénurie de main-d'oeuvre locale spécialisée que connaissent encore la plupart des pays africains fait obstacle au plein contrôle de leurs ressources en énergie,

Considérant en outre qu'il faut de toute urgence accorder une haute priorité et toute l'importance voulue à l'élaboration de politiques énergétiques rationnelles et coordonnées aux échelons national, sous-régional et régional,

38/ E/CN.14/669 - E/CN.14/ECO/113, annexe.

39/ E/CN.14/665 - E/CN.14/NRD/E/15.

40/ E/AC.62/6.

Consciente aussi de l'importance de la création de comités sectoriels dans les sous-régions,

Reconnaissant que la mise en valeur et l'utilisation optimales des ressources énergétiques renouvelables et non renouvelables exigent une action concertée, une coopération, un engagement politique et une solidarité de la part des Etats africains,

1. Prend note des recommandations formulées par la deuxième Réunion africaine sur l'énergie^{41/};

2. Approuve notamment

a) les recommandations en vue de l'établissement de politiques et de stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation optimales des ressources énergétiques en Afrique ^{42/};

b) les recommandations concernant la conservation et l'exploitation rationnelle des sources classiques d'énergie;

c) le programme recommandé pour le développement de l'énergie électrique en Afrique, en particulier dans les zones rurales ^{43/};

d) l'action recommandée par la réunion concernant la mise en valeur et l'utilisation des sources non classiques et des sources nouvelles d'énergie ^{44/};

e) l'intensification des programmes de formation pour les Africains dans le domaine de l'énergie;

3. Prie

a) Le Secrétaire exécutif d'appliquer, dans le cadre de la Banque de données, les recommandations relatives à la collecte et à la diffusion d'informations sur les questions d'énergie et d'aider les gouvernements membres et les organisations sous-régionales dans leurs activités dans le domaine de l'énergie;

b) la Banque africaine de développement d'accorder une attention particulière au financement de la mise en valeur et de l'utilisation rationnelle de l'énergie en Afrique;

c) les centres opérationnels multinationaux de la Commission économique pour l'Afrique et leurs organes subsidiaires d'accorder la priorité requise dans leurs activités aux problèmes de l'énergie et des matières premières;

^{41/} E/CN.14/665 - E/CN.14/NRD/E/15, troisième partie, Sect. A.

^{42/} Ibid., paragraphes 1 à 8.

^{43/} Ibid., paragraphes 9 à 14.

^{44/} Ibid., paragraphes 15 à 23.

4. Prie instamment le Secrétaire exécutif de tenir le plus grand compte des recommandations pertinentes de la deuxième réunion africaine sur l'énergie, en collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, toutes les institutions spécialisées des Nations Unies et les autres organisations internationales s'occupant des questions d'énergie.

191ème séance,
28 février 1977.

306 (XIII).Coopération en matière de perfectionnement et d'utilisation de la main-d'oeuvre

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale du 24 octobre 1970 sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et notamment ses dispositions concernant la science et la technique ainsi que la mise en valeur des ressources humaines,

Rappelant en outre les résolutions 3201 et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale du 1er mai 1974 contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, ainsi que la résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974 contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, qui demande aux pays en développement de développer et de mobiliser leurs ressources scientifiques et techniques et en cadres de gestion ainsi que les autres ressources en main-d'oeuvre qualifiée, afin d'assurer la capacité requise pour l'exercice de leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, pour le contrôle de leurs activités économiques et pour le transfert de la science et de la technologie,

Réaffirmant les dispositions pertinentes de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale du 16 septembre 1975 sur le développement et la coopération économique internationale,

Consciente de la tâche immense que les pays africains doivent accomplir pour développer et mobiliser une main-d'oeuvre qualifiée suffisante pour réaliser les objectifs fixés à Lima concernant le développement industriel dans la région de l'Afrique 45/,

Réaffirmant également le Programme d'action de Colombo pour la coopération économique, adopté en août 1976 par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés 46/, et notamment ses dispositions en vue d'une coopération dans les domaines du développement de l'emploi et des ressources humaines 47/,

Considérant que, pour diverses raisons, un nombre croissant d'Africains qualifiés résident et travaillent dans les pays développés, que cet exode des compétences affaiblit considérablement les économies africaines et que le retour des Africains qualifiés pour servir dans leur pays d'origine ou dans d'autres pays africains réduirait considérablement la pénurie de main-d'oeuvre et contribuerait à accélérer le développement économique et social de l'Afrique,

45/ "Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels" (ID/B/155/Add.1).

46/ Document NAC/CONF.5/FM/15 de l'OUA.

47/ Ibid., section N.

Prenant note en particulier des projets de déclaration et de programme d'action sur la coopération économique entre les pays en développement adoptés par les ministres africains à Addis-Abéba, en septembre 1976 48/,

1. Recommande aux Etats membres :

a) d'adopter des politiques et des programmes spécifiques destinés à encourager et à faciliter le retour dans leurs pays d'origine des ressortissants africains résidant et travaillant hors d'Afrique en vue de leur participation à la tâche de développement national;

b) d'utiliser au maximum les facilités de formation et de recherche des écoles techniques, des universités et des autres établissements spécialisés existant en Afrique pour la formation des ressortissants africains et de réserver, en conséquence, dans leurs établissements un certain nombre de places à des étudiants venant d'autres pays en développement, qui seront attribuées dans le cadre de programmes d'échange d'étudiants et d'octroi de bourses de perfectionnement;

c) d'augmenter leurs allocations de crédits pour l'octroi de bourses d'études et de bourses de perfectionnement en vue de la formation de ressortissants d'autres pays africains, notamment des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires ainsi que des pays les plus manifestement touchés par la crise économique;

d) d'établir un répertoire national des techniciens, des spécialistes et des cadres de gestion qui pourraient être disponibles en vue d'une coopération technique à court terme et de programmes d'échange de personnel;

2. Demande au Secrétaire exécutif :

a) d'entreprendre, en collaboration avec les organismes appropriés des Nations Unies, une évaluation et une étude orientée vers l'action pratique concernant la nature, la portée, l'efficacité et les exigences des politiques et des programmes, y compris ceux qui prévoient des mesures d'encouragement spécifiques, que les Etats membres ont élaborés ou adoptés pour encourager le retour en Afrique des ouvriers qualifiés et des spécialistes africains compétents et expérimentés;

b) d'établir, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine et des organismes compétents des Nations Unies, un répertoire des spécialistes africains, y compris des réfugiés africains qualifiés et expérimentés et des autres Africains résidant et travaillant hors d'Afrique, et de mettre en place un service d'information propre à faciliter l'emploi à court terme de ces personnes pour des activités de coopération technique en Afrique;

c) d'établir un service d'information et d'échange de renseignements sur les facilités de formation aux différents niveaux existant dans les Etats africains et sur leurs ressources en matière de spécialistes et de bureaux de consultants africains qui pourraient être utilisés dans les Etats africains.

193ème séance,
1er mars 1977.

307 (XIII). Organisation africaine d'achats et de fourniture

Consciente de l'état défectueux des services publics d'achats, de fournitures et de gestion des matériaux dans la plupart des pays africains, ainsi que de la nécessité de développer les capacités professionnelles et les normes d'efficacité dans la conduite de ces services essentiels,

48/ Voir document CMC/SP/Rpt.(I) de l'OUA, p.4 à 29.

Réalisant l'importance des achats, des fournitures et de la gestion des matériaux dans l'utilisation des ressources pour le développement national,

Convaincue qu'un service public bien organisé d'achats, de fournitures et de gestion des matériaux peut constituer un instrument efficace de promotion du commerce intra-africain et d'obtention d'avantages tels que les négociations concernant les apports de technologie, les investissements et la formation des ressortissants locaux,

Rappelant les projets de déclaration et de programme d'action concernant la coopération économique entre pays en développement, adoptés par les ministres africains réunis à Addis-Abeba en septembre 1976, qui préconisent en particulier une coopération pour la formulation en commun des méthodes, arrangements et politiques d'importation pour l'achat de biens, de techniques et de services aux pays développés, ainsi que l'adoption de spécifications et procédures normalisées 49/,

Notant avec satisfaction la création à Tanger en novembre 1976 de l'Organisation africaine d'achats et de fournitures en tant qu'organisme intergouvernemental régional chargé d'encourager la coopération entre les Etats africains dans le domaine du développement et du fonctionnement de leurs services publics d'achats, de fournitures et de gestion des matériaux, ainsi que de promouvoir le professionnalisme dans le cadre du perfectionnement du personnel pour assurer efficacité et rendement dans les fonctions de gestion des matériaux,

1. Approuve les objectifs et principes de base de l'Organisation africaine d'achats et de fournitures;

2. Invite les gouvernements africains qui n'ont pas encore souscrit aux statuts de l'Organisation africaine d'achats et de fournitures à le faire dès que possible;

3. Demande à tous les gouvernements africains de coopérer pleinement avec l'Organisation africaine d'achats et de fournitures et de lui accorder l'appui financier dont elle a besoin pour atteindre ses objectifs;

4. Recommande aux Etats membres de consacrer plus d'attention à l'organisation, à la dotation en personnel et au fonctionnement des organismes ou services publics chargés des achats, des fournitures et de la gestion des matériaux, et d'accorder aux fonctionnaires responsables de ces services une considération à la mesure de l'importance desdits services;

5. Demande instamment au secrétariat de continuer, en coopération avec le Centre du commerce international parrainé par la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, avec l'Agence suédoise pour le développement international, ainsi qu'avec les associations professionnelles et autres organisations internationales appropriées, à coopérer avec l'Organisation africaine d'achats et de fournitures et à apporter son soutien au projet relatif à la gestion des achats et des fournitures en Afrique.

191ème séance,
28 février 1977.

49/ Voir document CMC/SP/Rept.(I) de l'OUA, p. 16 et 17.

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 1761 C(LIV) du 18 mai 1973 et 1979 (LIX) du 31 juillet 1975 par lesquelles le Conseil économique et social a respectivement approuvé la tenue de la Conférence des Nations Unies sur l'eau et souligné l'importance des réunions régionales aux fins de préparation de cette Conférence,

Tenant compte de la résolution 3513 (XXX) du 15 décembre 1975 par laquelle l'Assemblée générale a approuvé les dispositions relatives à la préparation de la Conférence,

Ayant examiné le rapport régional et les mesures recommandées de la Réunion régionale africaine sur l'eau, qui s'est tenue à Addis-Abeba en septembre 1976, destinés à être soumis à la Conférence des Nations Unies sur l'eau 50/,

Tenant compte du fait que l'eau, étant indispensable au maintien de toutes les formes de vie, doit être conservée, mise en valeur et utilisée dans l'intérêt général,

Tenant compte également du fait que la gestion et la mise en valeur des ressources en eau constituent l'un des facteurs les plus importants pour le développement humain, social et économique de l'Afrique, capable d'assurer une meilleure qualité de la vie humaine et de promouvoir la dignité et le bonheur de l'homme,

1. Approuve le rapport régional et le recommande à la Conférence des Nations Unies sur l'eau;
2. Fait siennes en particulier les mesures recommandées concernant :
 - a) l'évaluation des disponibilités en eau (tant pour les eaux de surface que pour les eaux souterraines), de leur emploi et de la demande à satisfaire;
 - b) les systèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées des collectivités;
 - c) l'utilisation de l'eau dans l'agriculture, dans l'industrie, pour la production d'énergie électrique et pour les transports sur les voies navigables intérieures;
 - d) la sécheresse et les inondations;
 - e) les problèmes de planification, la formulation d'une politique de l'eau, la législation relative à l'eau et la mise au point de techniques appropriées;
 - f) la pollution des eaux et les effets des projets d'hydraulique sur l'environnement;
 - g) la coopération régionale et internationale;
 - h) les besoins en capitaux;
 - i) les enquêtes concernant la main-d'oeuvre et les besoins de formation; et
 - j) les problèmes institutionnels;

50/ Voir document E/CN.14/NRD/WR/1/Rev.2.

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission, en collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, tous les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales, d'aider les Etats membres de la Commission et l'Organisation de l'unité africaine dans la mise en oeuvre des mesures recommandées.

193ème séance,
1er mars 1977.

309 (XIII). Conférence régionale sur l'industrie pétrolière

La Conférence des ministres.

Ayant examiné le rapport de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie, qui s'est tenue à Accra en novembre 1976 51/,

Considérant le rapport de la Conférence régionale africaine sur l'industrie pétrolière et les besoins de formation dans le domaine des hydrocarbures, qui s'est tenue à Tripoli (République arabe libyenne) en février 1974 52/,

Rappelant la résolution CM/ST.12(XXI) contenant la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session ordinaire tenue à Addis-Abeba à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de la fondation de l'Organisation,

Réaffirmant la souveraineté des pays africains sur leurs ressources naturelles,

Consciente de l'importance de l'industrie pétrolière pour le développement économique de l'Afrique,

Considérant que le manque de personnel spécialisé dans la plupart des pays africains est l'un des obstacles qui empêche le contrôle par ces pays de leur industrie pétrolière,

Reconnaissant la nécessité d'une coopération à l'échelon des gouvernements et de l'adoption d'une politique commune dans le domaine des industries pétrolière et pétrochimique,

Ayant pris note des recommandations formulées par la deuxième Réunion africaine sur l'énergie^{53/} et par la première Conférence africaine sur l'industrie pétrolière ^{54/},

1. Demande instamment que toutes les mesures nécessaires soient prises dès que possible en vue de la création d'un Institut africain du pétrole;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine de coordonner leurs activités pour l'application des recommandations de la Conférence sur le pétrole tenue à Tripoli (République arabe libyenne) en 1974;

^{51/} Voir document E/CN.14/665 - E/CN.14/NRD/E/15.

^{52/} Voir document E/CN.14/615 - E/CN.14/EP/63.

^{53/} Voir document E/CN.14/665 - E/CN.14/NRD/E/15, troisième partie, Section A.

^{54/} Voir document E/CN.14/615 - E/CN.14/EP/63. annexe I a). par. 35 et annexe I b), par. 9.

3. Prie instamment les institutions spécialisées des Nations Unies de collaborer avec la Commission économique pour l'Afrique dans le domaine des activités ayant trait aux hydrocarbures en Afrique.

193ème séance,
1er mars 1977.

310 (XIII). Télécommunications

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 278(XII) du 28 février 1975, par laquelle elle a prié le Secrétaire exécutif de la Commission, avec le concours du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, de faire entreprendre une étude sur la possibilité de créer un système régional de communication par satellite devant compléter le réseau panafricain de télécommunication,

Consciente du fait qu'un système africain régional, sous-régional ou multinational de communication par satellite peut assurer des liaisons de communication intra-régionales pour les besoins des services de communication et de radiodiffusion là où ces liaisons ne peuvent pas être assurées par un seul satellite entre les stations terrestres reliées aux réseaux internationaux existants ou, de façon rentable, par un réseau terrestre régional,

Consciente également de l'importance primordiale de la coopération régionale pour le développement des liaisons de communication en vue d'aider et d'accélérer le développement social et économique de la région dans son ensemble,

Consciente de la nécessité d'études préliminaires approfondies pour servir de base à l'étude de faisabilité demandée,

Notant la recommandation du Séminaire de coopération régionale pour l'éducation et le développement en Afrique au moyen des communications spatiales organisé par la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Union internationale des télécommunications et tenu à Addis-Abeba du 27 septembre au 1er octobre 1976, à savoir que, afin de pouvoir évaluer clairement les incidences institutionnelles, économiques, sociales, techniques et financières d'un système de satellite polyvalent multinational ou régional pour le développement de l'éducation et des services de communication à l'intérieur de la région, des études préliminaires approfondies sur un système polyvalent de communication par satellite, y compris une expérience multinationale de radio-télévision scolaire par satellite, devraient être entreprises et que:

- a) un groupe d'experts internationaux comprenant des membres de la région devrait être mis en place afin d'élaborer, de mettre au point, d'exécuter et d'évaluer cette expérience;
- b) les travaux du groupe d'experts devraient être coordonnés par un secrétariat mixte créé à cette fin par la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation de l'unité africaine et l'Union internationale des télécommunications;
- c) la possibilité d'utiliser des satellites non commerciaux existants aux fins de cette expérience devrait être examinée;
- d) une conférence régionale de plénipotentiaires devrait être organisée ultérieurement par le secrétariat mixte afin d'examiner le rapport et les recommandations des experts et de prendre les décisions nécessaires;

e) le secrétariat mixte, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, devrait s'efforcer d'obtenir des fonds suffisants pour les travaux du groupe d'experts pendant la période de quatre ans que l'on estime nécessaire pour le projet 55/;

1. Fait sienne la recommandation du Séminaire de coopération régionale pour l'éducation et le développement en Afrique au moyen des communications spatiales tendant à ce que l'on entreprenne des études préliminaires sur une expérience multinationale de radio-télévision scolaire par satellite et décide que l'Unesco sera membre du secrétariat mixte;

2. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de mobiliser des ressources pour la création du Groupe d'experts et d'assurer son entrée en fonctionnement dans les plus brefs délais possibles.

193ème séance,
1er mars 1977.

311 (XII).Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la sixième session de la Conférence des planificateurs africains 56/,

Reconnaissant que l'intégration sous-régionale et sectorielle constitue la base de l'instauration d'un marché commun régional,

Consciente de la nécessité urgente de mobiliser des ressources financières complémentaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique pour permettre l'exécution efficace des programmes sous-régionaux de la Commission,

1. Décide de créer un certain nombre de centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, qui remplaceront les équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers des Nations Unies pour le développement;

2. Prie le Secrétaire exécutif, en priorité, de prendre des mesures pour appliquer immédiatement, au profit des centres, les recommandations de la Mission d'évaluation chargée par le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission économique pour l'Afrique d'examiner les équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers des Nations Unies pour le développement 57/ en ce qui concerne :

a) le renforcement des équipes existantes;

b) la création de quatre nouvelles équipes compte tenu des considérations exposées au paragraphe 53 du rapport;

55/ Voir document E/CN.14/661 - E/CN.14/TEL/13, p. 11, par. 5.

56/ Voir document E/CN.14/657 - E/CN.14/CAP.6/9.

57/ E/CN.14/INF.87.

- c) l'intégration des programmes de travail des équipes avec le programme de travail de la Commission, de manière que les équipes deviennent les instruments opérationnels de la Commission;
- d) l'élimination progressive, par la suite, des bureaux sous-régionaux de la Commission;
- e) l'établissement d'organes directeurs à l'échelon ministériel et à l'échelon des experts, chargés de mettre au point et superviser les activités techniques et administratives de chaque équipe;

3. Décide en outre :

- a) que les groupes de pays qui doivent être desservis par les centres seront constitués d'après la liste figurant en annexe, conformément aux recommandations de la mission approuvées par la Conférence des planificateurs africains;
- b) que cette liste pourra être modifiée ultérieurement si les organes directeurs de supervision des centres l'estiment opportun et nécessaire;
- c) qu'un Conseil des ministres et un Comité d'experts devront être créés dès que possible respectivement pour le Centre de Yaoundé (Afrique centrale) et pour le nouveau Centre de l'Afrique du Nord, et pour soumettre des recommandations aux Etats membres;

4. Recommande que les organes directeurs des deux centres de l'Afrique de l'Ouest (Niamey et le centre à créer) soient le Conseil des ministres des Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et son propre comité d'experts;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'engager, en collaboration avec le Secrétaire exécutif de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, des consultations avec les Etats membres de la Communauté en vue de l'application de la recommandation figurant au paragraphe 4 ci-dessus;

6. Décide en outre :

- a) qu'à partir de l'année 1977, les présidents des conseils des ministres et des comités d'experts des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets se réuniront annuellement. Les réunions seront convoquées par le Secrétaire exécutif;
- b) que les présidents des organes directeurs de supervision des centres participeront de plein droit aux réunions du Comité exécutif de la Commission;

7. Prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de recruter en priorité des Africains pour les postes à pourvoir dans les centres et en particulier pour les postes de direction de ces centres, conformément à la résolution 259 (XII) de la Conférence sur les questions administratives et les questions relatives au personnel;

8. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement pour son soutien financier, qui a permis le maintien des programmes des équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers des Nations Unies pour le développement en 1976, et pour avoir accepté d'accorder une aide financière jusqu'en 1981;

9. Fait appel à l'Administrateur du Programme pour qu'il augmente les ressources mises à la disposition de la Commission pour la création et le fonctionnement des centres, dès que les circonstances le permettront;

10. Invite la Banque africaine de développement et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et les autres institutions financières multinationales et régionales de développement

similaires à coopérer avec le Secrétaire exécutif de la Commission en vue de mobiliser les ressources financières qui permettront de réaliser les projets élaborés par les centres;

11. Insiste sur la nécessité pour les Etats membres d'accorder une attention particulière aux ressources nécessaires pour les centres conformément à la résolution 288(XIII) de la Conférence sur la mobilisation des ressources en vue de l'application des plans à moyen terme de la Commission pour les années 1976-1981 et 1982-1986.

193ème séance,
1er mars 1977.

ANNEXE

Liste des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission, par groupe de pays

AFRIQUE DU CENTRE

I. Centre de Yaoundé

Congo
Empire centrafricain
Gabon
Guinée équatoriale
République-Unie du Cameroun
Sao Tomé-et-Principe
Tchad

II. Nouveau centre à créer

Burundi
Rwanda
Zaïre

AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE

I. Centre de Lusaka

Angola
Botswana
Ethiopie
Kenya
Lesotho
Malawi
Mozambique
Ouganda
République-Unie de Tanzanie
Somalie
Swaziland
Zambie

II. Nouveau centre à créer dans les pays insulaires situés le long de la Côte Est de l'Afrique lorsque les ressources le permettront

Comores
Madagascar
Maurice
Seychelles

AFRIQUE DU NORD

Nouveau centre à créer

Algérie
Egypte
Maroc
République arabe libyenne
Soudan
Tunisie

AFRIQUE DE L'OUEST (les deux centres de l'Afrique de l'Ouest seront supervisés par les mêmes organes directeurs, afin d'assurer l'entière coordination des programmes et d'éviter toute division de l'Afrique de l'Ouest)

I. Centre de Niamey

Cap-Vert
Gambie
Haute-Volta
Mali
Mauritanie
Niger
Sénégal

II. Nouveau centre à créer

Bénin
Côte d'Ivoire
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Libéria
Nigéria
Sierra Leone
Togo

312 (XIII). Renforcement de la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en matière d'agriculture

La Conférence des ministres,

Considérant que l'agriculture reste le secteur dominant des économies de la plupart des pays africains,

Considérant que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture est l'institution spécialisée des Nations Unies compétente en matière agricole et que le programme proposé par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique est destiné à lui faciliter la tâche,

Considérant que la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture a été créée en 1959 pour harmoniser les activités respectives des deux organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'agriculture africaine,

Considérant la nature et l'ampleur des problèmes auxquels les deux organisations et leurs Etats membres doivent faire face en Afrique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture,

Se félicitant de la coopération qui s'est établie entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Commission économique pour l'Afrique par l'intermédiaire de leur division mixte opérationnelle,

Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture de se rencontrer dès que possible pour mettre définitivement au point les termes d'un nouvel accord destiné à rendre leurs activités dans la région plus complémentaires et plus capables de se renforcer mutuellement, notamment dans les secteurs de la coordination des politiques générales et de l'exécution des programmes et des projets, afin qu'elles contribuent plus efficacement au développement alimentaire et agricole de la région, et de faire de la Commission économique pour l'Afrique une organisation opérationnelle dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture disposant d'un appui technique et financier adéquat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

193ème séance.

1er mars 1977.

313 (XIII). Création d'un programme de télédétection en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 280 (XII) du 28 février 1975 concernant l'introduction des techniques de télédétection en Afrique,

Convaincue qu'il est important de disposer de spécialistes hautement qualifiés pour l'interprétation des données acquises par satellite, en vue de leur utilisation par les planificateurs et les instances de décision en Afrique,

Notant avec satisfaction les mesures déjà prises par le Secrétaire exécutif en vue de l'application de la résolution 280 (XII),

Notant également avec satisfaction l'assistance décidée par les pays donateurs à leur dernière réunion, tenue à Kinshasa les 17 et 18 février 1977,

1. Décide d'approuver la décision prise par la réunion intergouvernementale pour la création en Afrique d'un centre terrestre régional de réception et de traitement des données transmises par satellite de télédétection, qui s'est tenue à Addis-Abeba du 28 septembre au 1er octobre 1976, portant sur :

a) la création de deux stations régionales de réception et de traitement à Kinshasa et à Ouagadougou et, en temps voulu, d'une station additionnelle pour les régions non couvertes par ces stations;

b) la création de cinq centres régionaux de formation et d'assistance aux utilisateurs à Nairobi, au Caire, à Ile-Ife, à Kinshasa et à Ouagadougou 58/;

2. Accepte avec reconnaissance l'offre du Gouvernement voltaïque d'accueillir dès que possible une réunion de plénipotentiaires à Ouagadougou pour adopter l'acte constitutif du Conseil africain de la télédétection;

3. Prie instamment tous les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine d'accorder leur soutien actif à l'établissement du Programme africain de télédétection;

4. Autorise le Secrétaire exécutif à conclure des accords avec les pays donateurs ainsi qu'avec les pays et/ou les centres où des installations de télédétection seront situées, en vue de prendre, à titre intérimaire, des dispositions institutionnelles appropriées pour l'exécution du projet, jusqu'à ce que le Conseil africain de la télédétection soit pleinement constitué;

5. Autorise en outre le Secrétaire exécutif à créer un comité chargé d'étudier, en association avec l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace des Etats-Unis, les questions techniques concernant tout possible changement futur qui pourrait se produire dans le cadre des activités de LANDSAT.

193ème séance,

1er mars 1977.

314 (XIII). Formation de personnel pour les entreprises de production, de transport et de distribution d'énergie électrique et d'eau

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la deuxième réunion africains sur l'énergie, qui s'est tenue à Accra en novembre 1976 59/,

Rappelant la résolution CM/ST.12/(XXI) contenant la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, que l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a adoptée à sa dixième session ordinaire à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de la création de l'Organisation,

Ayant considéré l'impérieuse nécessité d'africaniser, dans les meilleurs délais, le personnel des entreprises africaines d'électricité et d'eau, dans toutes les spécialités et à tous les échelons,

1. Fait siennes les recommandations de la deuxième réunion africaine sur l'énergie;

2. Approuve la création :

58/ Voir document E/CN.14/NRD/HENV/2, annexe.

59/ Voir document E/CN.14/665 - E/CN.14/NRD/E/15.

a) d'un centre africain de documentation pédagogique et de formation d'instructeurs;

b) d'un institut africain pour la formation et le perfectionnement des cadres;

3. Invite les gouvernements des Etats membres à autoriser leurs sociétés et entreprises nationales à participer activement à la création et au fonctionnement des institutions susmentionnées;

4. Invite en outre les gouvernements des Etats membres du Comité ad hoc créé par le Colloque 60/ à se faire représenter au sein dudit Comité par des personnes hautement qualifiées appartenant à des entreprises de production, de transport et de distribution d'électricité ou d'eau;

5. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission d'apporter son plein appui à ce projet, en collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine;

6. Prie instamment le Secrétaire exécutif d'apporter, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale du Travail, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes d'assistance bilatérale ou multilatérale, une aide efficace au Comité ad hoc créé par le Colloque, en particulier en ce qui concerne la fourniture de services d'experts et de consultants hautement qualifiés;

7. Fait sienne l'idée d'une participation active des entreprises considérées au financement de l'infrastructure et du fonctionnement des institutions à créer, sans préjudice de l'aide bilatérale ou multilatérale qui pourrait éventuellement leur être accordée.

193ème séance,
1er mars 1977.

315 (XIII). Organisation régionale africaine de normalisation

La Conférence des ministres,

Notant avec satisfaction les efforts faits par le secrétariat en collaboration avec le Ghana Standards Board et les organismes nationaux de normalisation d'autres pays africains pour créer l'Organisation régionale africaine de normalisation,

Se félicitant de l'appui et de l'intérêt qu'une coopération avec l'Organisation a suscité, à la Conférence constitutive et à la première Assemblée générale de l'Organisation de la part de certains organismes des Nations Unies et d'autres organisations nationales et internationales s'occupant de normalisation et de métrologie,

Convaincue que cette nouvelle organisation régionale devrait contribuer pour beaucoup au progrès de la normalisation dans toute la région,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'assurer, à titre intérimaire, le secrétariat de l'Organisation régionale africaine de normalisation jusqu'à ce que ce secrétariat devienne opérationnel;

2. Invite les Etats membres à aider activement le Secrétaire exécutif à obtenir les ressources nécessaires pour assurer les services de secrétariat;

60/ Voir "Rapport du Colloque régional sur la formation, à tous les niveaux, du personnel des entreprises de production, de transport et de distribution d'électricité" (E/CN.14/EP/64), p. 30 à 32.

3. Invite les gouvernements des Etats membres africains indépendants qui ne l'ont pas encore fait à prendre les dispositions nécessaires pour adhérer à l'acte constitutif de l'Organisation;

4. Demande instamment aux gouvernements membres dont les représentants ont signé l'acte constitutif de l'Organisation de déposer leurs instruments de ratification auprès du Secrétaire exécutif et de verser leur cotisation de membre sans retard afin que le secrétariat de l'Organisation puisse commencer à fonctionner;

5. Invite toutes les organisations nationales et internationales s'occupant de normalisation et de métrologie à fournir une aide technique à l'Organisation de manière à lui permettre de devenir opérationnelle dès que possible.

193ème séance.

1er mars 1977.

316 (XIII). Arrangements institutionnels en matière d'établissements humains à l'échelon régional

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 3128(XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1973, par laquelle la Conférence - Exposition des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat) a été convoquée,

Tenant compte des conclusions de la Conférence Habitat, qui a eu lieu à Vancouver (Canada) du 31 mai au 11 juin 1976 61/, et en particulier de la recommandation tendant à ce que les commissions économiques régionales envisagent la création de comités régionaux intergouvernementaux sur les établissements humains, desservis par une unité technique appropriée 62/,

Notant le rapport du Secrétaire exécutif sur la Conférence Habitat 63/,

Reconnaissant qu'il est nécessaire que le mécanisme régional intergouvernemental établisse et exécute des programmes concernant, par exemple, la formulation de politiques et de stratégies en matière d'établissements humains, la planification des établissements, les logements de secours, l'infrastructure et les services, les questions foncières et la participation publique, qu'il fixe des priorités dans ces divers domaines, qu'il formule et applique des politiques, qu'il définisse les problèmes existants et les solutions possibles, qu'il mette au point et introduise des techniques appropriées, qu'il procède à des échanges d'informations, qu'il aide à mobiliser des ressources aux échelons national et interrégional, qu'il établisse des relations de fonctionnement avec les principales institutions financières telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, et la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, qu'il établisse des liaisons avec l'organisme intergouvernemental mondial lorsque celui-ci sera créé, qu'il coopère avec des organisations extérieures au système des Nations Unies et qu'il assume la responsabilité de formuler et d'approuver des politiques et des programmes régionaux financés par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, par le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains ainsi que par d'autres sources extrabudgétaires,

61/ Rapport d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Publication des Nations Unies, No. de vente F.76.IV.7), première partie.

62/ Ibid., chap.III, résolution 1, annexe, section IV, par. 21 et 23.

63/ E/CN.14/667 et Corr.1 - E/CN.14/HUS/19 et Corr.1.

1. Fait siennes les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat) relatives à la création de comités régionaux intergouvernementaux sur les établissements humains;

2. Décide de créer un comité régional intergouvernemental sur les établissements humains, avec la participation de tous les Etats membres de la Commission et le mandat énoncé dans le rapport du Secrétaire exécutif 64/;

3. Autorise le Secrétaire exécutif à créer, au sein de la Commission, l'unité technique mentionnée ci-dessus, qui sera chargée de s'acquitter des fonctions et attributions énumérées dans le rapport du Secrétaire exécutif 65/;

4. Invite les Etats membres et les organes compétents du système des Nations Unies à aider le Secrétaire général à obtenir les ressources nécessaires pour le fonctionnement de cette unité.

193ème séance,
1er mars 1977.

317 (XIII).Coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Conseil mondial de l'alimentation

La Conférence des ministres,

Reconnaissant l'urgence et les dimensions particulières des problèmes alimentaires en Afrique,

Tenant compte du rôle que l'Assemblée générale a confié au Conseil mondial de l'alimentation en tant que principal organe politique des Nations Unies s'occupant exclusivement des questions alimentaires, en vue de favoriser l'application des décisions de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974,

Rappelant notamment la résolution XXII de la Conférence mondiale de l'alimentation portant création du Conseil mondial de l'alimentation en tant que mécanisme de coordination chargé d'assurer une supervision globale intégrée et suivie pour assurer la coordination et l'application dans de bonnes conditions par tous les organismes des Nations Unies, des politiques touchant la production alimentaire, la nutrition, la sécurité alimentaire, le commerce de produits alimentaires et l'aide alimentaire, ainsi que les autres questions connexes 66/,

Notant que le Conseil mondial de l'alimentation est tenu d'agir en étroite collaboration avec les organismes régionaux lorsqu'il formule et suit l'application des politiques approuvées par le Conseil 67/,

1. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission, en collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, à rechercher les moyens d'assurer l'établissement d'une pleine collaboration entre la Commission, le Comité interministériel africain pour l'alimentation et le Conseil mondial de l'alimentation pour la bonne coordination des activités de tous les organismes des Nations Unies et des autres institutions internationales s'occupant des questions alimentaires sur le continent africain;

64/ E/CN.14/667 et Corr.1 - E/CN.14/HUS/19 et Corr.1.

65/ Ibid., par. 10.

66/ "Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation" (E/CONF.65/20), deuxième partie, chap. V, res.XXII, par.1.

67/ Ibid., par. 4 f).

2. Prie les gouvernements africains, le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine de collaborer pleinement avec le Conseil mondial de l'alimentation et de lui prêter leur concours dans les efforts qu'il déploie pour accroître la production alimentaire et agricole des pays africains;

3. Demande au Conseil mondial de l'alimentation de faire instamment appel à l'aide et aux encouragements internationaux aux efforts que déploient les gouvernements africains pour subvenir par eux-mêmes, dans toute la mesure du possible, aux besoins alimentaires de leurs populations;

4. Prie instamment les neuf membres africains du Conseil mondial de l'alimentation d'examiner l'application de la présente résolution lors de la prochaine session du Comité interministériel africain pour l'alimentation pour préparer la troisième session ministérielle du Conseil, qui doit se tenir à Manille du 20 au 24 juin 1977.

193ème séance,
1er mars 1977.

318 (XIII). Formation en vue du développement

La Conférence des ministres,

Préoccupée par la pénurie constante de techniciens, de spécialistes et de cadres de gestion hautement qualifiés aux échelons moyen et supérieur, ainsi que par la dépendance vis-à-vis des sources non africaines pour ces types et catégories de main-d'oeuvre qualifiée,

Consciente que l'objectif fixé dans la Déclaration de Lima pour l'Afrique concernant la production industrielle et les activités de développement accéléré dans d'autres secteurs 68/ comporte des exigences sur le plan des compétences, ce qui nécessite des efforts résolus et constants pour l'élaboration de politiques et de programmes en matière d'enseignement et de formation technique et technologique et de préparation à la gestion et aux affaires orientés vers les objectifs du développement,

Convaincue que, si l'Afrique veut assurer une formation efficace et constante de la main-d'oeuvre à l'échelle requise par le problème du développement auquel la région doit faire face, les gouvernements doivent adopter un mécanisme institutionnel et administratif approprié et prévoir des crédits suffisants aux échelons national et régional pour une formation étendue et intensive dans tous les secteurs,

Rappelant les résolutions 110 (VI) du 2 mars 1964, 125 (VII) et 129 (VII) du 22 février 1965, 173 (VIII) du 24 février 1967 et 195 (IX) du 13 février 1969 de la Commission, qui traitent des divers aspects de la planification de la main-d'oeuvre et de la formation professionnelle,

1. Recommande aux Etats membres :

a) d'accorder une haute priorité et d'affecter des ressources suffisantes à la formation de leurs ressortissants aux spécialisations techniques, technologiques et de gestion ainsi qu'en matière d'études commerciales et financières, afin de parvenir à une autonomie croissante dans le domaine des compétences;

b) de créer et de former un corps d'encadrement du développement pour la formation du personnel et de prendre l'initiative de politiques et de mesures législatives et autres mesures appropriées en vue d'encourager, de développer et de coordonner la formation de la main-d'oeuvre à l'échelon national;

68/ "Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels" (ID/B/155/Add.1).

2. Demande au Secrétaire exécutif :

a) d'entreprendre des études et de leur donner la suite appropriée en vue de la mobilisation de ressources pour l'exécution d'un programme de formation et d'octroi de bourses de perfectionnement pour l'Afrique, qui accorderait la priorité aux besoins critiques de personnel des Etats membres;

b) de rechercher la coopération des divers organismes des Nations Unies qui exécutent des programmes de formation et d'octroi de bourses de perfectionnement pour l'Afrique, afin d'assurer une coordination et une harmonisation efficaces des politiques et des programmes de formation de personnel en Afrique;

c) d'encourager la mise en place d'institutions et de programmes africains appropriés aux échelons multinational, sous-régional ou régional destinés à satisfaire les besoins actuels et futurs de l'Afrique en personnel tout en ayant recours, chaque fois que cela est possible et souhaitable, aux institutions nationales ou multinationales existantes;

3. Prie le secrétariat de la Commission, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et les autres organismes compétents des Nations Unies, ainsi que les instituts de recherche africains :

a) de procéder à des recherches fondamentales et à des expériences sur les méthodes et les techniques de l'analyse des postes de travail, de la classification des emplois et de l'éducation des adultes, convenablement adaptées aux conditions africaines, qui pourraient être utilisées pour une formation accélérée et la création généralisée de spécialisations dans le secteur de l'industrie et autres secteurs;

b) de fournir aux pays africains, des renseignements sur les résultats des recherches et des expériences demandées au paragraphe 3 a) ci-dessus et, sur leur demande, l'assistance technique nécessaire pour faciliter chez eux l'application de ces résultats.

193ème séance,
1er mars 1977.

319 (XIII). Accélération de l'industrialisation en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant les principes et objectifs fixés dans la résolution CM/ST.12(XXI) contenant la Déclaration sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session commémorative tenue à Addis-Abeba en mai 1973,

Ayant à l'esprit les principes fixés dans les résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la résolution 3362(S-VII) de l'Assemblée générale en date du 16 septembre 1975, sur le développement et la coopération économique internationale, et la résolution 3281(XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, la résolution 2009(LXI) du Conseil économique et social, en date du 9 juillet 1976, contenant la Déclaration d'Abidjan, et la résolution 2043(LXI) du Conseil économique et social, en date du 5 août 1976, sur le renforcement des commissions régionales en vue de la coopération régionale et interrégionale, les décisions de la Conférence des pays en développement sur les matières

premières, tenue à Dakar en février 1975 ^{69/}, la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels ^{70/}, les sections pertinentes des rapports de la quatrième Conférence des ministres africains du commerce tenue à Alger en novembre 1975 ^{71/}, et de la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, tenue à Mexico en septembre 1976 ^{72/}, les "Principes directeurs pour l'application du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1986" ^{73/}, ainsi que la résolution 31/164 par laquelle l'Assemblée générale a décidé provisoirement de convoquer la troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en 1979,

Réaffirmant les principes directeurs adoptés par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa onzième session extraordinaire, tenue à Kinshasa en décembre 1976, et concernant l'exercice d'un contrôle entier et permanent et de la souveraineté sur les ressources naturelles et les activités économiques dans les pays membres de l'Organisation de l'unité africaine; la nécessité d'entreprendre une meilleure organisation et un contrôle effectif des mécanismes et des plans de développement de ces pays et d'orienter le développement en vue de satisfaire les besoins fondamentaux des peuples intéressés; le renforcement de l'autonomie collective visant à consolider l'indépendance politique et économique et élargir le rôle économique et politique des Etats membres sur la scène internationale; et la création d'entreprises multinationales africaines communes en tant qu'instruments pour accéder à l'indépendance économique,

Tenant compte de la décision du Comité exécutif à sa session extraordinaire tenue à Addis-Abeba en février 1976, d'adopter une nouvelle stratégie pour la région africaine fondée sur le développement de l'agriculture, de l'industrie et du secteur rural de manière que, les développements de ces secteurs étant étroitement liés ensemble, chacun d'eux appuie et stimule le développement des autres ainsi que le développement d'autres secteurs, comme il ressort des "Principes directeurs pour l'application du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1986" et de la décision du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa onzième session extraordinaire d'appuyer la stratégie de développement à long terme pour l'Afrique et un plan directeur pour le développement et la coopération dans la région africaine,

Rappelant que le Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique a souligné à sa première session, tenue en septembre 1974, que les pays africains ne pouvaient plus suivre des politiques de développement industriel fondées sur l'exportation des matières premières, et que le Comité et les deuxième et troisième Conférences des ministres africains de l'industrie, tenues au Caire et à Nairobi en décembre 1973 et en décembre 1975 respectivement, ont mis l'accent sur l'importance du développement des industries de base, tandis que le Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, lors de sa session tenue à Addis-Abeba en novembre 1976, a recommandé la mise en oeuvre d'une politique de développement industriel intégré et autonome,

Consciente du phénomène selon lequel la dépendance des facteurs économiques extérieurs en ce qui concerne l'exportation de produits primaires va de pair avec une dépendance croissante sur le plan de l'industrialisation de la région africaine, des services d'experts étrangers, des biens d'équipement et de consommation, de la main-d'oeuvre et des techniques, ce qui contribue à aggraver encore la position de la balance des paiements des pays africains,

^{69/} Voir document E/AC.62/6.

^{70/} ID/B/155/Add.1.

^{71/} Voir document CM/757(XXVII) de l'OUA.

^{72/} Voir document TD/B/628.

^{73/} E/CN.14/ECO/90/Rev.3.

Sachant que les stratégies industrielles ont tendu dans le passé à utiliser de manière limitée les matières premières et la main-d'œuvre locales, et que le remplacement des produits d'importation et l'exportation de produits manufacturés traditionnels et de matières premières traitées, tout en constituant des éléments essentiels d'une stratégie du développement industriel viable, ne sauraient être le fondement d'une politique viable tendant à une industrialisation autonome,

Reconnaissant que c'est aux gouvernements qu'incombe essentiellement la responsabilité de concevoir et d'appliquer les politiques, les stratégies et les instruments tendant à l'instauration du nouvel ordre économique aux niveaux national, régional et international, que les Etats membres ne peuvent plus continuer d'adopter une attitude de dépendance passive dans l'espoir que des changements des conditions sociales et économiques dans les pays avancés auront une répercussion favorable sur leur propre développement social et économique, et qu'il est temps que les Etats membres mettent au point leurs propres objectifs, buts et capacités pour concevoir, organiser, entreprendre et assurer l'exécution de leurs programmes et projets individuellement et collectivement,

Félicitant le Programme des Nations Unies pour le développement pour l'aide qu'il accorde à la Commission économique pour l'Afrique, notamment en ce qui concerne les équipes consultatives pour le développement et les projets inter-pays de la Commission, et faisant appel au Conseil d'administration du Programme pour que non seulement il poursuive mais aussi pour qu'il intensifie ses efforts concernant l'exécution du programme de travail de la Commission en matière d'industrie,

Notant avec satisfaction les relations de travail étroites entre la Banque africaine de développement et la Commission économique pour l'Afrique, et invitant le Secrétaire exécutif de la Commission et le Président de la Banque à élaborer des mesures permettant d'utiliser les ressources de la Banque pour appuyer plus efficacement les programmes ci-dessus,

Notant également avec satisfaction la coopération entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement en vue d'encourager les agro-industries et les industries forestières, et exprimant l'espoir que cette coopération sera maintenue et renforcée de façon à aboutir à un développement substantiel de ces industries dans la région,

1. Invite les Etats membres, avec l'assistance de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine, de la Banque africaine de développement et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à revoir leurs politiques et instruments industriels actuels, compte tenu de la nécessité de refléter les principes directeurs tendant à l'accroissement du développement autonome et de l'autonomie dans ces politiques et instruments aux niveaux national, multinational et régional;

2. Demande aux Etats membres d'adopter et d'appliquer des politiques, des programmes et des projets au niveau national dans le secteur industriel, et en ce qui concerne, en particulier, la main-d'œuvre, les ressources naturelles, les techniques, les finances, les marchés et la commercialisation, en vue de mettre l'accent sur l'utilisation des ressources et des capacités disponibles de la région et compte tenu des marchés nationaux et régionaux, afin d'accélérer les processus intérieurs et relativement autonomes de la croissance et de la diversification industrielles convenablement intégrés avec l'agriculture, le développement rural et d'autres secteurs et afin de réaliser les objectifs fixés par la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

3. Invite en outre les Etats membres à poursuivre des politiques de coopération industrielle qui faciliteront la production et les échanges dans les industries de base et les industries stratégiques de la région, compte tenu du rôle de la coopération industrielle comme partie intégrante du développement socio-économique national;

4. Prie instamment les Etats membres de créer des entreprises industrielles africaines multinationales de façon à encourager la coopération économique bilatérale sous-régionale et régionale, ainsi que des instruments en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique régional et international;
5. Invite les Etats membres à organiser leurs relations économiques internationales de façon qu'elles complètent leurs propres efforts aux échelons national, multinational et régional dans la poursuite de leurs propres objectifs;
6. Attire l'attention des Etats membres sur la nécessité, dans l'élaboration des programmes nationaux et régionaux d'industrialisation et dans les consultations et les négociations internationales en vue d'un redéploiement et d'un développement de la capacité industrielle mondiale, de tenir pleinement compte du programme de travail du secrétariat concernant l'industrie et notamment les parties qui traitent du développement des industries chimiques, métallurgiques, de constructions mécaniques et électriques et de matériaux de construction, des agro-industries et des industries forestières, ainsi que des programmes et projets connexes pour le développement des petites industries, la main-d'oeuvre industrielle, la technologie industrielle, la mobilisation des capitaux pour l'industrie, la normalisation industrielle, les transports et les communications;
7. Recommande que, lors des consultations et négociations internationales, une attention particulière soit accordée à des problèmes tels que les politiques et les programmes des investisseurs pour la formation de la main-d'oeuvre locale, selon un plan établi à l'avance; les conditions du transfert, de l'utilisation et de l'adaptation de la technologie et les formes d'assistance à l'amélioration des aptitudes technologiques locales; les politiques des investisseurs en matière d'achats et d'approvisionnements, notamment en ce qui concerne les pièces de rechange, les pièces détachées et les accessoires en vue de la production locale et de la normalisation, afin de faciliter les politiques de production locale et de réinvestissement;
8. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et au Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de collaborer étroitement pour définir les secteurs, les aspects et les modalités des consultations internationales sur le redéploiement et le développement de la capacité industrielle mondiale, compte tenu des recommandations des paragraphes 1-7 ci-dessus, et de fournir des avis et une aide aux Etats membres;
9. Demande à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine, d'organiser des consultations régionales afin de renforcer la position africaine dans la préparation des consultations mondiales entreprises conformément à la Déclaration de Lima;
10. Prie instamment l'Organisation de l'unité africaine de poursuivre les efforts déployés pour assumer ses responsabilités concernant la mobilisation de la volonté politique nécessaire et l'encouragement d'une action concertée à tous les niveaux pour sauvegarder, renforcer et encourager l'esprit de solidarité entre pays africains, notamment pour renforcer la coopération industrielle grâce au fusionnement des ressources et à une aide réciproque et pour créer des industries multinationales de façon à assurer la complémentarité des apports de matières premières;
11. Se félicite de l'organisation de la troisième Conférence générale de l'ONUDI en 1979;
12. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'encourager et d'entreprendre des travaux préparatoires suffisants à l'échelon régional afin de définir des positions africaines communes sur les questions à examiner par la Conférence, et décide d'inclure un point concernant les travaux préparatoires à l'ordre du jour de la quatrième Conférence des ministres africains de l'industrie, qui doit se tenir à Lagos en décembre 1977;

13. Fait appel à l'Organisation internationale du Travail, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, pour qu'elles fournissent des experts en vue de résoudre les problèmes de main-d'oeuvre industrielle liés au programme de travail industriel.

193ème séance,
1er mars 1977.

320 (XIII). Renforcement de l'Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 250 (XI) et 285 (XII), en date respectivement du 22 février 1973 et du 28 février 1975, sur l'Institut africain de développement économique et de planification,

Notant que le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa onzième réunion extraordinaire, tenue à Kinshasa en décembre 1976, a invité le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à trouver conjointement les moyens de renforcer l'Institut,

Notant également que la Conférence des planificateurs africains a estimé que le rôle de l'Institut devait comprendre non seulement l'enseignement des techniques de planification mais également des travaux de recherche sur l'applicabilité de ces techniques au développement de l'Afrique et une aide à ses stagiaires pour comprendre les problèmes liés à des conceptions comme celle du nouvel ordre économique international 74/,

Convaincue que l'Institut doit jouer dans les années à venir un rôle encore plus important dans la formation pour la planification du développement en Afrique,

Tenant compte de la contribution positive du Programme des Nations Unies pour le développement au financement de l'Institut depuis sa création,

Consciente de la contribution positive du Bureau de la coopération technique en tant qu'organisme d'exécution de l'Institut depuis sa création,

Convaincue que pour faire face aux besoins des Etats africains en matière de formation et répondre à leur attente, le budget de l'Institut doit être augmenté en conséquence,

1. Adopte les statuts ci-joints de l'Institut en vue de renforcer l'efficacité et l'autorité de cette institution;

2. Invite le Secrétaire exécutif et le Directeur de l'Institut à étudier dans les plus brefs délais, les moyens d'organiser à l'Institut un programme d'études universitaires supérieures d'une durée de 24 mois;

3. Invite en outre le Secrétaire exécutif et le Directeur de l'Institut à rechercher les moyens de faire de l'Institut un important centre de formation, d'étude et de recherche, dont l'effectif d'étudiants soit en rapport avec les véritables besoins de l'Afrique;

4. Invite également le Secrétaire exécutif et le Directeur de l'Institut à doter l'Institut d'un corps de professeurs et de chercheurs hautement qualifiés qui soient à même de répondre aux exigences d'une formation universitaire supérieure;

74/ Voir document E/CN.14/657 - E/CN.14/CAP.6/9, par. 113.

5. Invite les Etats africains à verser sans retard les contributions d'un montant total d'un million de dollars des Etats-Unis auxquelles ils se sont engagés par la résolution 285 (XII) de la Commission;
6. Invite les Etats membres à reconnaître les diplômes délivrés par l'Institut et à réserver, dans leur hiérarchie administrative, une place appropriée à leurs ressortissants titulaires de ces diplômes;
7. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement de s'être engagé à verser pour chacune des années de la troisième phase une contribution de 800 000 dollars des Etats-Unis et exprime l'espoir que le Programme envisagera d'accroître sa contribution conformément aux vœux exprimés dans la résolution 285 (XII);
8. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement de s'être engagé à doter l'Institut d'un fonds de roulement de 360 000 dollars des Etats-Unis;
9. Invite instamment les gouvernements africains à envisager de faire une contribution volontaire supplémentaire dans la mesure de leurs moyens;
10. Prie instamment le Secrétaire exécutif de rechercher des moyens de financement supplémentaires, notamment auprès des pays non africains et des institutions financières internationales.

193ème séance,
1er mars 1977.

ANNEXE

STATUTS DE L'INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION

Article premier

Objectifs et attributions de l'Institut

1. L'Institut a pour objectif principal de former les spécialistes et les cadres supérieurs des institutions et services africains responsables du développement et de la planification économiques. Cette formation comporte également des séminaires de durée variable sur des problèmes pratiques de développement national ou régional et sur la planification de divers secteurs économiques. Les attributions de l'Institut sont les suivantes :
 - a) Organiser en son siège des cours de formation de durée variable sur divers aspects du développement et de la planification. Le Conseil d'administration détermine périodiquement, sur avis du Comité consultatif des études et de la recherche, le programme de ces cours et les conditions d'admission. Le Conseil détermine également le type et la nature des diplômes délivrés à la fin de ces cours;
 - b) Organiser dans les pays africains, en coopération avec les services nationaux appropriés et les institutions spécialisées intéressées, des séminaires de durée variable sur les problèmes pratiques que posent le développement et la planification à l'échelon national et régional;
 - c) Fournir des services consultatifs à la demande des gouvernements et dans la mesure où le programme de formation le permet;
 - d) Etablir une documentation destinée à être diffusée dans toute l'Afrique à l'intention des spécialistes de la recherche, des institutions nationales traitant des problèmes du développement économique et des organisations sous-régionales qui s'occupent de planification et de développement économiques;

e) En exerçant ces quatre attributions, l'Institut doit prendre en considération l'intérêt primordial qu'il y a à promouvoir et à défendre l'indépendance économique des pays africains.

Article II

Siège de l'Institut

1. L'Institut a son siège à Dakar (Sénégal)
2. Le Gouvernement hôte fournit, en accord avec l'Organisation des Nations Unies, les locaux, les installations et les services appropriés nécessaires au bon fonctionnement de l'Institut.

Article III

Statut et organisation de l'Institut

1. L'Institut est un établissement africain autonome ayant son Conseil d'administration et son budget propres : il est placé sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique. Les gouvernements africains exercent une supervision générale par l'intermédiaire de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique et de ses organes subsidiaires compétents.
2. L'Institut comporte en outre un Conseil consultatif des études et de la recherche, un Directeur et le personnel chargé de le seconder.

Article IV

Le Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration comprend les membres suivants:
 - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, qui en est le Président de droit;
 - b) Un représentant du Gouvernement sénégalais;
 - c) Douze membres nommés par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique sur proposition de la Conférence des planificateurs africains. Ces membres, nommés à titre personnel en raison de leur compétence et de leur expérience dans des domaines du ressort de l'Institut, doivent être ressortissants de douze pays africains différents choisis compte dûment tenu du principe de la répartition géographique. Ils sont nommés pour une période de quatre ans et leur mandat est renouvelable. Pour des raisons de continuité, six des douze membres sont initialement nommés pour deux ans. Les sièges devenus vacants par suite d'incapacité ou de démission sont pourvus à titre intérimaire par le Comité exécutif de la CEA ou par la Conférence des ministres selon celui de ces deux organes qui se réunit à la date la plus rapprochée;
 - d) Pendant la durée de l'assistance du PNUD à l'Institut, un représentant du PNUD, qui est en principe le Représentant résident du PNUD à Dakar, participe aux délibérations du Conseil d'administration sans droit de vote;
 - e) Le Directeur de l'Institut exerce les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.
2. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:

- a) Formuler les principes généraux et les politiques régissant les activités de l'Institut y compris les conditions générales d'admission;
- b) Examiner et approuver les programmes de travail et les budgets s'y rapportant;
- c) Examiner et approuver le rapport annuel du Directeur sur les travaux de l'Institut, ainsi que le rapport sur l'exécution du budget de l'année précédente préparé par le Chef des services administratifs;
- d) Présenter à la réunion appropriée du Comité exécutif de la Commission économique pour l'Afrique un rapport annuel sur les travaux de l'Institut;
- e) Réexaminer la gestion de l'Institut et formuler les recommandations qu'il juge appropriées;
- f) Participer à la nomination des fonctionnaires de rang supérieur de l'Institut, au renouvellement ou à la termination de leurs contrats.

3. Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an, une fois pour adopter le budget et le programme d'activités et une fois pour examiner le rapport de gestion et le rapport financier. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande du Président ou d'un tiers de ses membres. Le Conseil d'administration adopte son règlement intérieur.

Article V

Le Président du Conseil d'administration

- 1. Le Président du Conseil a les attributions suivantes :
 - a) convoquer les réunions du Conseil d'administration et en établir l'ordre du jour;
 - b) Nommer, par délégation des pouvoirs du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Directeur et les autres fonctionnaires de l'Institut;
 - c) Avec l'approbation du Conseil d'administration, solliciter et recevoir une aide des institutions spécialisées des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et d'autres sources.

Article VI

Le Directeur

1. Par délégation des pouvoirs du Secrétaire général des Nations Unies, le Secrétaire exécutif de la CEA nomme le Directeur après consultation du Conseil d'administration. Le mandat initial du Directeur est de trois ans; il est renouvelable pour des périodes successives de deux ans chacune.

2. Le Directeur est assisté d'un Directeur adjoint.

3. Le Directeur a la responsabilité de l'organisation, de la direction et de l'administration de l'Institut. Il doit, en se conformant à la politique arrêtée par le Conseil d'administration :

- a) Soumettre le programme et le budget de l'Institut à l'approbation du Conseil d'administration;

- b) Exécuter les programmes et effectuer les dépenses prévues au budget pour lesquelles des ressources sont effectivement allouées;
- c) Soumettre, chaque année, au Conseil d'administration un rapport sur les activités de l'Institut, ainsi qu'un rapport complet sur l'exécution du budget de l'année écoulée, établi par le Chef des services administratifs;
- d) Soumettre les noms des fonctionnaires de rang supérieur à l'approbation du Président du Conseil d'administration avec l'accord du Conseil;
- e) Choisir et nommer le personnel de l'Institut, en consultation avec le Président du Conseil d'administration;
- f) Conclure avec d'autres organismes nationaux et internationaux les arrangements nécessaires en vue de l'utilisation des services de l'Institut, étant entendu que les arrangements avec les organismes nationaux seront conclus avec l'accord des gouvernements intéressés.

Article VII

Conseil consultatif des études et de la recherche

1. Le Conseil consultatif des études et de la recherche comprend :
 - Le Directeur de l'Institut;
 - le Directeur adjoint;
 - Deux professeurs nommés par le Directeur;
 - Un représentant de chacune des institutions des Nations Unies intéressées;
 - Quatre professeurs ou chercheurs nommés par le Conseil d'administration, compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable sur proposition de son Président;
 - Deux universitaires non africains spécialistes de disciplines appropriées, l'un venant d'un pays développé et l'autre d'un pays en développement, nommés par le Conseil d'administration, sur proposition de son Président.
2. Les membres du Conseil consultatif des études et de la recherche sont appelés à exercer un mandat d'au moins trois ans.
3. Le Directeur est le Président du Conseil consultatif des études et de la recherche.
4. Le Conseil consultatif des études et de la recherche est chargé de donner des avis techniques quant à l'élaboration des programmes d'études et de recherche de l'Institut.
5. Le Conseil consultatif se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son Président. Il formule, à cette réunion, des recommandations sur le futur programme de travail de l'Institut, qui sont soumises au Conseil d'administration.

Article VIII

Coopération avec le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique

Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique apporte à l'Institut, dans les limites des ressources dont il dispose, toute l'aide possible en vue de faciliter sa tâche dans le domaine de la planification économique en faveur de l'Afrique. En particulier, la CEA doit, de temps à autre, mettre à la disposition de l'Institut, sur sa demande, du personnel expérimenté pour donner des cours, pour aider à superviser les recherches et pour animer les séminaires.

Article IX

Ressources et règles de gestion financière de l'Institut

1. Les ressources de l'Institut proviennent des contributions des gouvernements africains et du PNUD. L'Institut peut recevoir d'autres contributions en espèces ou en nature provenant de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, d'autres organisations et institutions gouvernementales, de gouvernements et d'organisations non gouvernementales. Lorsque de telles offres de contributions supplémentaires sont faites à l'Institut, il appartient dans chaque cas au Président du Conseil d'administration, sur proposition du Directeur de l'Institut, de décider s'il y a lieu de les accepter, compte tenu des objectifs fondamentaux de l'Institut et des dispositions pertinentes de ses règles de gestion financière. Le Président du Conseil d'administration fait rapport à ce sujet à la session suivante du Conseil d'administration.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies arrête et publie les règles de gestion financière de l'Institut, après consultation du Conseil d'administration par l'intermédiaire de son Président et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies.

Article X

Dispositions générales

1. Les présents statuts abrogent ceux qui ont été adoptés par la résolution 93 (VI) du 27 février 1964, à la 109ème session plénière de la Commission économique pour l'Afrique.

2. Lorsque les statuts révisés auront été adoptés, il sera demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de mettre à jour en conséquence sa circulaire ST/SGB/129 du 31 décembre 1964.

321 (XIII). Développement rural intégré

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 3348(XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1974, par laquelle l'Assemblée a fait siennes la Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition et les résolutions adoptées par la Conférence mondiale de l'alimentation tenue à Rome en 1974, et a demandé aux gouvernements de prendre d'urgence des mesures pour appliquer les résolutions adoptées à la Conférence mondiale de l'alimentation et en particulier la recommandation demandant une conception intégrée du développement rural,

Constatant que plus de 70% de la population africaine habite dans les zones rurales et a de très bas revenus absolus et relatifs,

Convaincue que les zones rurales offrent de grandes possibilités de développement de l'agriculture, de l'industrie et des services et d'élévation sensible des revenus de la population,

Notant qu'on n'avait pas accordé aux zones rurales la part qui leur revenait dans la mise en valeur des ressources et que le potentiel de ces zones en matière de développement socio-économique n'avait pas été exploité dans la plupart des cas,

Convaincue de la nécessité de concevoir la transformation du système de production à partir de la base, du fait que, pour être à la source d'un volume élevé de revenus réels, un développement accéléré et soutenu dépend du développement et de l'accroissement des capacités de la masse de la population, et en particulier de la population rurale, et également du fait qu'une base solide pour le développement d'une économie nationale ne peut être établie qu'au moyen de l'exploitation et de l'utilisation de ses ressources et de ses marchés,

Consciente que le développement rural intégré est de nature multidisciplinaire et implique la transformation de la production agricole, y compris l'élevage, l'expansion des industries et du commerce ruraux, l'amélioration et l'expansion des services économiques, en particulier les services de transport, de commercialisation et de crédit, et l'expansion des services sociaux, en matière notamment de santé, d'éducation et de logement, et que la promotion des liens de ces secteurs entre eux et entre ces secteurs et le secteur urbain facilite leur développement et le développement de l'économie dans son ensemble,

Reconnaissant qu'un programme positif, faisant preuve d'imagination, dynamique et suivi en vue du développement rural assure un développement équilibré et une distribution équitable des revenus et offre l'approche la plus efficace d'une solution aux problèmes de la pauvreté des masses, du chômage et du sous-emploi dont souffrent les pays africains,

1. Engage les Etats membres à :

i) accorder la plus haute priorité dans leurs programmes de développement à l'exécution de programmes efficaces et continus de développement rural intégré;

ii) fournir des ressources financières substantielles et à entreprendre une formation massive de cadres moyens et supérieurs pour l'exécution de programmes de développement rural;

iii) renforcer et restructurer leurs mécanismes d'exécution des programmes en vue de résoudre efficacement le problème complexe du développement rural intégré et d'assurer une coordination efficace des activités de développement rural aux niveaux central et provincial et à celui des villages et en vue de fournir des services décentralisés;

iv) renforcer et restructurer les institutions et mécanismes existants, et à créer de nouvelles institutions et de nouveaux mécanismes le cas échéant, pour la diffusion effective des techniques de production agricole et pour la fourniture de facteurs de production agricole et de crédits, en particulier aux classes pauvres des communautés rurales, pour la formation d'artisans, la promotion des activités d'entraide, la fourniture de techniques villageoises et l'entretien du matériel, et pour la commercialisation des produits tant entre les communautés rurales que dans les centres urbains;

v) lier la production agricole aux industries de traitement agricole et de production de biens intermédiaires en vue d'établir des liens et d'accroître la valeur de la production rurale et le revenu de la production rurale;

vi) intensifier la recherche agricole et la recherche sur les techniques alimentaires ainsi qu'à échanger des informations et des documents, y compris des informations sur les stratégies, les mesures et les mécanismes permettant de mettre en place des programmes effectifs de développement rural intégré;

2. Prie les organismes d'assistance technique bilatérale et les organisations bénévoles d'étendre et d'intensifier leurs activités de développement rural et d'accroître de façon substantielle leur aide dans ce domaine, et de coordonner ces activités et cette aide de manière à assurer une conception intégrée et une approche efficace des problèmes de développement rural;

3. Invite les organismes et les institutions des Nations Unies des Nations Unies, notamment la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à accorder la plus haute priorité, dans leurs programmes régionaux africains, à l'aide aux pays membres pour la planification et l'exécution des programmes de développement rural intégré, notamment les programmes destinés à créer des emplois rémunérés, à accroître les revenus et à améliorer les conditions de vie et la qualité de la vie de la population rurale;

4. Invite également le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque africaine pour le développement et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique à allouer des ressources financières plus importantes, chaque fois que cela est possible à titre de dons, et de trouver des moyens d'accroître le financement à des conditions avantageuses pour le développement social;

5. Fait appel au Secrétaire exécutif pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour encourager la coordination des activités des organismes et institutions des Nations Unies dans le domaine du développement rural et pour qu'il entreprenne les études nécessaires et diffuse des informations sur les stratégies, les politiques et les mécanismes propres à assurer la bonne exécution des programmes de développer rural intégré, y compris l'organisation de stages de formation, de séminaires, de voyages d'études et de réunions à cette fin.

193ème séance,
1er mars 1977.

322 (XIII).Négociations commerciales multilatérales entre pays africains

La Conférence des ministres,

Ayant présent à l'esprit le fait qu'il est nécessaire et urgent pour les pays africains de renforcer la coopération économique entre eux et en particulier de développement fortement le commerce intra-africain en vue de contribuer mutuellement à leur développement économique,

Rappelant le Programme d'action adopté par le deuxième Colloque sur le développement du commerce intra-africain comme condition du développement économique de l'Afrique et de la création d'un marché commun africain, qui s'est tenu à Alger du 4 au 7 octobre 1976 75/,

75/ Voir document E/CN.14/WP.1/106 - E/CN.14/ATC/36, deuxième partie.

Exprime son ferme appui en particulier de la recommandation du Colloque concernant "la convocation par la Conférence des ministres africains d'une réunion du Comité intergouvernemental d'experts sur le commerce et le développement dont la création a été prévue lors de la quatrième réunion des ministres africains du commerce en vue de préparer le lancement au début de 1978, par ladite Conférence, de négociations commerciales multilatérales entre pays africains sur la base d'études déjà effectuées à ce sujet par le secrétariat de la CEA" 76/.

193ème séance,
1er mars 1977.

323 (XIII). Consultations commerciales bilatérales entre pays africains

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 222 B(X) du 13 février 1971, dans laquelle elle a recommandé que pour l'exécution des projets visant à développer les échanges intra-africains, le Secrétaire exécutif puisse créer des groupes de travail et convoquer des réunions, en vue notamment de la tenue de consultations bilatérales confidentielles et officieuses à l'occasion des réunions de la Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité d'examiner et d'évaluer les résultats des consultations tenues lors des deuxième, troisième et quatrième réunions de la Conférence,

1. Invite les Etats membres à fournir au secrétariat tous les renseignements nécessaires concernant les résultats de ces consultations et la suite qui leur a été donnée;

2. Prie le Secrétaire exécutif de présenter à la cinquième réunion de la Conférence des ministres un rapport contenant une évaluation des résultats de ces consultations et des suggestions quant aux meilleurs moyens d'en améliorer les conditions d'organisation en vue d'accroître l'utilité desdites consultations pour la promotion du commerce intra-africain.

193ème séance,
1er mars 1977.

324 (XIII). Problèmes d'endettement des pays africains

La Conférence des ministres,

Consciente du fait que la charge de la dette qui pèse sur les pays africains a atteint un point critique et a une incidence défavorable sur le processus de développement dans son ensemble,

Rappelant la résolution 94 (IV) du 31 mai 1976, adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en ce qui concerne les problèmes d'endettement des pays en développement, selon laquelle les pays développés se sont engagés à prendre promptement des mesures destinées à apporter un allègement aux pays en développement qui ont des difficultés à assurer le service de la dette, en particulier à ceux d'entre eux qui comptent parmi les pays les moins avancés ou les pays le plus gravement touchés,

Ayant présent à l'esprit qu'une session ministérielle du Conseil du commerce et du développement doit se tenir en 1977 pour faire le point des mesures prises en application de la résolution susmentionnée,

76/ Ibid., section 8, par. 19 i).

1. Invite les Etats membres à participer à ladite session ministérielle en vue de trouver des moyens d'obtenir l'annulation des dettes des Etats africains dès que possible;
2. Adresse un appel aux pays développés pour qu'ils acceptent d'établir un nouveau calendrier approprié pour le remboursement des dettes qui ne peuvent être annulées;
3. Demande instamment à tous les pays développés de respecter leur engagement d'apporter un allègement aux pays en développement qui ont des difficultés à assurer le service de la dette.

193ème séance,
1er mars 1977.

325 (XIII). Coopération économique entre pays en développement

La Conférence des ministres,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action sur la coopération économique entre pays en développement adoptés à la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77 à Manille en février 1976 77/, les décisions du Mouvement des non alignés sur la coopération économique entre pays en développement et, en particulier, le Programme d'action sur la coopération économique 78/ adoptés à la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Colombo en août 1976, les décisions de la Conférence ministérielle du Groupe des 77 sur la coopération économique entre pays en développement, tenue à Mexico en septembre 1976 79/, les décisions et résolutions de l'Organisation de l'unité africaine sur la coopération économique en Afrique, et en particulier les décisions et les résolutions adoptées lors de la onzième session extraordinaire du Conseil des ministres, tenue à Kinshasa en décembre 1976,

Rappelant en outre la résolution 92 (IV) du 30 mai 1976 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur la coopération économique entre pays en développement,

Notant avec satisfaction la résolution 142 (XVI) du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement par laquelle le Conseil a décidé de créer une commission sur la coopération économique entre pays en développement,

Considérant les résolutions et les décisions de l'Assemblée générale sur la coopération économique entre pays en développement et, en particulier, la résolution 31/119 du 16 décembre 1976, accueillant favorablement la création de la Commission sur la coopération économique entre pays en développement,

Reconnaissant que, dans le contexte de la coopération économique internationale, la réalisation de l'objectif d'une coopération économique accrue et d'une autonomie collective entre pays en développement facilitera des négociations efficaces avec les pays développés en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

1. Invite instamment les pays membres de la Commission à participer activement aux réunions et aux négociations de la Commission sur la coopération économique entre pays en développement;

77/ Voir document TD/195, annexe.

78/ Voir document NAC/Conf.5/FM/15.

79/ Voir document TD/B/628.

2. Prie le Secrétaire exécutif d'accorder toute l'assistance nécessaire aux pays membres de la Commission pour leur permettre de participer efficacement aux travaux de la Commission sur la coopération économique entre pays en développement.

193ème séance,
1er mars 1977.

326 (XIII). Sociétés transnationales

La Conférence des ministres,

Ayant présent à l'esprit le programme d'activités complet prévu par le secrétariat dans le domaine des sociétés transnationales et destiné à aider les pays africains à accroître et à renforcer leur capacité de faire face efficacement aux problèmes que posent les sociétés transnationales,

Consciente du fait qu'un accord a été récemment signé entre le Secrétaire exécutif de la Commission et le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales pour la création d'un service mixte pour appliquer le programme de travail,

Prenant note avec satisfaction du rapport de la Réunion régionale africaine sur un code de conduite des sociétés transnationales, tenue à Addis-Abeba du 31 janvier au 4 février 1977^{80/},

Notant qu'il est particulièrement important pour le secrétariat de bénéficier de la pleine coopération de la part des Etats membres pour l'application de ce programme,

1. Invite les Etats membres à fournir au secrétariat des renseignements adéquats concernant les opérations et les activités des sociétés transnationales dans leurs pays respectifs;

2. Invite en outre les Etats membres à accorder tout l'appui nécessaire aux missions d'experts qui se rendent chez eux pour examiner les problèmes des sociétés transnationales avec les personnalités compétentes des secteurs public et privé;

3. Demande instamment aux Etats membres de participer activement aux réunions concernant les sociétés transnationales organisées par la Commission ainsi qu'aux réunions du Groupe de travail intergouvernemental sur un code de conduite créé par la Commission des sociétés transnationales;

4. Demande en outre instamment aux Etats membres de créer les services appropriés pour surveiller les activités des sociétés transnationales et traiter des problèmes qu'elles soulèvent;

5. Demande aux Etats membres de coopérer en matière d'échange de renseignements sur les activités des sociétés transnationales, y compris les accords signés avec ces dernières, et d'examiner toutes mesures qui pourraient être prises pour coordonner et harmoniser leurs politiques à l'égard des sociétés transnationales.

193ème séance,
1er mars 1977.

327 (XIII). Renforcement des relations entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution CM/ST.12(XXI) contenant la Déclaration sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session, tenue à Addis-Abeba en mai 1973,

Rappelant en outre la résolution 27 (XII) de la Commission, en date du 28 février 1975, sur la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine,

Notant avec satisfaction la Déclaration du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine adoptée à la onzième session extraordinaire du Conseil tenue à Kinshasa du 6 au 10 décembre 1976, appuyant la résolution 270 (XII) de la Commission et demandant des mesures consécutives appropriées de la part du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine,

Reconnaissant l'importance accordée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine aux questions intéressant le développement économique et social en Afrique,

Notant que le Secrétaire exécutif est prié de porter à l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine le programme de travail et l'ordre de priorité adoptés par la Commission lors de ses sessions biennales et que le Secrétaire exécutif est également invité à prendre la parole aux réunions du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine,

Consciente de la nécessité de renforcer encore les arrangements de coopération existants entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine,

1. Réaffirme la nécessité de poursuivre les efforts en vue de renforcer encore les relations entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine de prendre dès que possible toutes les dispositions appropriées pour établir des liaisons beaucoup plus étroites entre les deux organisations;

3. Réaffirme en outre les dispositions existantes en vertu desquelles le Secrétaire exécutif de la Commission est invité à prendre la parole aux réunions du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine;

4. Recommande également que des dispositions soient prises, en coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, pour que le Secrétaire exécutif soit invité une fois par an à présenter devant l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement une déclaration sur la situation économique et sociale en Afrique ainsi qu'un rapport d'activité sur la coopération et l'intégration économiques en Afrique et entre la région de l'Afrique et les autres régions en développement.

193ème séance,
1er mars 1977.

La Conférence des ministres,

Ayant examiné les recommandations du Comité exécutif sur la restructuration des institutions pour le développement et la coopération 81/,

Rappelant la résolution CM/ST.12(XXI) contenant la Déclaration sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session, tenue à Addis-Abeba le 25 mai 1973,

Rappelant en outre les décisions de la onzième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine qui s'est tenue à Kinshasa du 6 au 10 décembre 1976, sur les problèmes économiques de l'Afrique et l'institutionnalisation des réunions ministérielles sectorielles intéressant divers domaines de développement économique et social et de coopération africaine,

Ayant approuvé "le Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1986"82/, ainsi que le programme de travail et l'ordre de priorité connexes de la Commission pour les années 1978 et 1979 83/,

Réaffirmant la nécessité d'une coordination des activités de développement menées par toutes les institutions intergouvernementales en Afrique, afin d'assurer une utilisation maximum et efficace des ressources limitées disponibles pour faire face à la demande croissante d'aide au développement de la part des pays africains dans divers secteurs,

Notant l'existence de conférences ministérielles institutionnalisées traitant de problèmes sectoriels spécifiques en Afrique,

Notant également que l'Assemblée générale a adopté au cours des années récentes des résolutions exprimant les préoccupations que lui inspirait la situation extrêmement grave des établissements humains, en particulier dans les pays en développement, et la recommandation de la Conférence Habitat tendant à ce que les commissions économiques régionales examinent la possibilité de créer des comités régionaux intergouvernementaux sur les établissements humains comprenant tous les membres, lorsque de tels comités n'existent pas déjà, qui seraient chargés d'élaborer des mesures et des programmes régionaux ainsi que de les mettre en oeuvre 84/,

Reconnaissant l'importance que revêtent pour la région africaine les politiques et les programmes relatifs à l'environnement et au développement élaborés par les secrétariats du Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Commission économique pour l'Afrique et devant être exécutés dans cette région,

Consciente du fait que, dans divers secteurs de développement économique et social, la région africaine est la moins développée des régions en développement du monde,

81/ Voir document E/CN.14/655 - E/CN.14/ECO/110, par. 57 à 71.

82/ E/CN.14/ECO/90/Rev.3.

83/ Voir quatrième partie ci-après.

84/ Rapport d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (publication des Nations Unies, No. de vente F.76.IV.7), première partie, chap. III, résolution 1, par. 21 et 25.

Convaincue qu'une action concertée et une coopération entre toutes les diverses organisations intergouvernementales qui mènent des activités de développement économique et social dans la région africaine sont essentielles pour éviter la dispersion des efforts et des ressources nécessaires pour l'exécution des programmes prioritaires qui accéléreront le processus de développement dans la région,

1. Recommande la conclusion d'arrangements entre les pays africains aux fins de la coordination de leurs programmes de développement;

2. Demande à toutes les organisations intergouvernementales qui s'occupent d'activités de développement en Afrique de coopérer dans toute la mesure de leurs moyens à la promotion de mesures visant à faciliter une action concertée pour l'élaboration et l'exécution de programmes de développement économique et social dans la région africaine;

3. Invite le Comité exécutif à prendre toutes les mesures nécessaires pour examiner les décisions et recommandations des conférences ministérielles sectorielles en vue de les incorporer, dès que possible, dans le programme de travail et l'ordre de priorité de la Commission;

4. Invite aussi le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine à prendre les mesures concertées nécessaires pour que toutes les questions concernant les problèmes du développement dans la région africaine soient inscrites à l'ordre du jour des organes délibérants de leurs organisations respectives et à convoquer le cas échéant, des réunions sectorielles, au niveau approprié, pour examiner les questions présentant un intérêt du point de vue de la coopération et du développement économiques dans la région africaine,

5. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission en collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, d'établir un inventaire des conférences et des réunions institutionnalisées en Afrique, y compris celles qui doivent être créées en application des résolutions adoptées par leurs organes délibérants respectifs, et d'évaluer le fardeau financier que ces conférences et ces réunions représentent pour les organisations intéressées ainsi que pour les Etats membres, afin que l'on puisse prendre des décisions appropriées en vue de les rationaliser;

6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine de soumettre l'évaluation qui doit être faite en application du paragraphe 5 ci-dessus aux organes délibérants de leurs organisations en 1978 au plus tard.

193ème séance.

1er mars 1977.

329 (XIII). Remerciements au Gouvernement et au peuple de la République du Zaïre

La Conférence des ministres,

Profondément reconnaissante au Gouvernement de la République du Zaïre, qui a fait preuve de la plus généreuse hospitalité en mettant à sa disposition les installations et les services qui ont permis à la Commission économique pour l'Afrique de tenir, au cours des trois dernières semaines, cinq importantes réunions à Kinshasa, à savoir la treizième session de la Commission (quatrième réunion de la Conférence des ministres), la seizième réunion du Comité exécutif, la sixième réunion du Comité technique d'experts, la deuxième réunion officielle du Comité des hauts fonctionnaires des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales ayant des programmes spéciaux dans la région africaine et la Réunion intergouvernementale chargée de rédiger l'acte constitutif du Conseil africain de la télédétection ainsi que les protocoles qui seront soumis à la signature des plénipotentiaires,

Consciente du fait qu'en mettant à sa disposition les installations et services nécessaires pour la tenue de ces cinq réunions à Kinshasa, le Gouvernement de la République du Zaïre a offert aux organes délibérants

de la Commission et à ses principaux organes subsidiaires l'occasion insigne de se réunir tous ensemble pour la première fois en un même lieu afin d'examiner collectivement divers aspects du nouvel ordre économique international et toutes leurs incidences pour la région africaine, et également de prendre en considération des propositions constructives pour la mobilisation des ressources et des efforts concertés des gouvernements africains en vue de l'application des programmes de travail de la Commission, démontrant ainsi de façon concrète que l'esprit d'autonomie est une condition préalable indispensable au progrès rapide de la région africaine et de ses populations,

Sachant gré à Son Excellence Citoyen Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, Président-fondateur du Mouvement populaire de la Révolution et Président de la République du Zaïre, de son éloquente déclaration d'ouverture et en particulier de la clarté avec laquelle il a su exposer les problèmes complexes, économiques et sociaux, auxquels la région africaine doit faire face,

1. Adresse l'expression de sa gratitude à Son Excellence Citoyen Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, Président-fondateur du Mouvement populaire de la Révolution et Président de la République du Zaïre ainsi qu'au Gouvernement et au peuple zaïrois pour leur chaleureuse hospitalité et pour les facilités matérielles et autres qu'ils ont généreusement offertes à la Conférence et à ses participants;

2. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution au Gouvernement zaïrois.

193e séance.
1er mars 1977.

**RESOLUTIONS ADOPTEES A LA QUATORZIEME SESSION DE LA
COMMISSION PAR LA CINQUIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

330 (XIV). Restructuration des mécanismes institutionnels intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique¹

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 188(IX) du 10 février 1969, sur les mécanismes institutionnels de la Commission,

Rappelant ses résolutions 328(XIII) du 3 mars 1977, sur la restructuration des mécanismes institutionnels intergouvernementaux sur le développement et la coopération en Afrique, et 311(XIII) du 1er mars 1977, sur la création des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Rappelant aussi la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, et en particulier les dispositions pertinentes de cette résolution qui demandent entre autres que, compte tenu des nécessités et des conditions particulières de leurs régions respectives, les commissions régionales devraient :

a) Avoir un rôle moteur en même temps qu'elles assumeraient la responsabilité de la coordination et de la coopération au niveau régional,

b) Tenir des réunions périodiques, selon les besoins, afin d'améliorer la coordination des activités économiques et sociales menées par les organismes des Nations Unies dans leurs régions respectives,

c) Rationaliser leurs structures, notamment en regroupant ou en supprimant des organes subsidiaires,

Prenant note de la résolution 1978/74 du Conseil économique et social en date du 16 août 1978 sur la coopération et le développement régionaux, qui réaffirme les dispositions de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale concernant les commissions régionales,

Notant avec satisfaction la résolution 33/202 de l'Assemblée générale, datée du 29 janvier 1979 concernant la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, où il a été décidé notamment que les commissions régionales seraient dotées du statut d'agent d'exécution, de plein droit, en ce qui concerne les catégories de projets décrites au par.23 de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale et conformément aux dispositions dudit paragraphe,

Consciente de la nécessité d'établir des liens beaucoup plus étroits entre les mécanismes institutionnels chargés des activités de la Commission pour le développement et les structures institutionnelles des autres organismes du système des Nations Unies pour le développement,

Reconnaissant que le rôle important d'agent d'exécution opérationnel que vient d'assumer la Commission en application du paragraphe 23 de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale et de sa résolution 33/202 du 29 janvier 1979 nécessite forcément des arrangements bien structurés lui permettant, ainsi qu'aux autres institutions des Nations Unies, d'aider les Etats membres en cause à traiter les problèmes du développement d'une façon plus rationnelle et mieux coordonnée,

¹ Voir les paragraphes 255 à 265 du rapport de la Conférence des ministres.

Reconnaissant aussi que les années 80 seront vraisemblablement une décennie cruciale pour la région africaine, étant donné la conception africaine de la Stratégie internationale du développement qui doit s'inscrire dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que les négociations internationales et les autres questions importantes qui affectent les conditions économiques et sociales des pays africains,

Se rendant compte que la coopération établie entre l'Organisation de l'unité africaine et la Commission, d'une part, et entre la Commission et les autres institutions de développement opérant dans la région, d'autre part, doit être encore renforcée en vue de tirer le maximum de profit des maigres ressources disponibles dans l'intérêt du développement général des pays de la région africaine,

Réaffirmant être convaincue du rôle crucial et dynamique joué par l'Organisation de l'unité africaine qui s'efforce d'assurer une amélioration rapide des conditions économiques et sociales en Afrique grâce à une action collective des pays africains,

Réaffirmant aussi sa résolution 327(XIII) du 1er mars 1977, dans laquelle il est recommandé que des dispositions soient prises, en coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, pour que le Secrétaire exécutif soit invité une fois par an à présenter devant la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement une déclaration sur la situation économique et sociale en Afrique ainsi qu'un rapport d'activité sur la coopération et l'intégration économiques en Afrique et entre la région de l'Afrique et les autres régions en développement,

Ayant examiné les recommandations de la dix-neuvième réunion du Comité exécutif traitant de la restructuration du mécanisme institutionnel de la Commission²,

Décide que :

a) Le Comité exécutif et le Comité technique d'experts de la Commission économique pour l'Afrique sont abolis;

b) Les réunions de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique se tiendront une fois par an et seront organisées de telle sorte qu'une réunion sur deux examine en particulier le programme de travail et ordre de priorité de la Commission, soumis à l'examen de l'Assemblée générale à intervalles de deux ans, de même que le rapport biennal du Secrétaire exécutif sur la mise en œuvre du programme de travail biennal de la Commission, tandis que l'autre réunion se tiendra dans l'intervalle, pendant une période beaucoup plus courte au cours de laquelle il n'est pas procédé à l'examen du programme de travail général et ordre de priorité établis pour la Commission, pour examiner toutes autres questions nécessitant une attention urgente, telles que l'exécution des programmes et projets, les résolutions et recommandations de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de l'Organisation de l'unité africaine et des institutions spécialisées et autres des Nations Unies, dans la mesure où ils concernent les programmes de travail de la Commission, les questions d'importance internationale affectant les activités de développement dans la région africaine, et toutes autres questions que le Secrétaire exécutif pourrait éventuellement soumettre à son examen;

c) Un Comité plénier technique préparatoire sera constitué qui sera composé de hauts fonctionnaires représentant les Etats membres de la Commission, pour connaître les différentes questions de développement qui seront soumises à l'examen des réunions annuelles de la Conférence des ministres;

d) Les conférences actuelles des planificateurs africains, des statisticiens africains et des démographes africains seront combinées en une seule conférence, appelée Conférence conjointe des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains, qui se tiendra tous les deux ans;

² E/CN.14/723 - E/CN.14/ECO/164.

e) Le programme de travail et ordre de priorité de la Commission sera fondé sur les décisions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, de la Conférence des ministres, des diverses conférences ministérielles sectorielles, des conseils des ministres des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et de la Conférence conjointe des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains et les programmes de travail qui en résulteront seront coordonnés par le Comité technique préparatoire, pour examen par la Conférence des ministres;

f) La Commission économique pour l'Afrique continuera de travailler en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine dans le domaine du développement et de la coopération socio-économiques en Afrique;

g) Les dispositions proposées ci-dessus pour l'organisation des sessions annuelles de la Conférence des ministres seront mises en oeuvre à titre expérimental et seront en temps voulu sujettes à examen ultérieur par la Conférence des ministres à la lumière de l'expérience.

207ème séance,
27 mars 1979.

331 (XIV). Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain ³

La Conférence des ministres,

Se félicitant de la création du Fonds d'affectation spéciale pour le développement africain,

Ayant examiné le rapport intermédiaire sur les annonces de contributions et les contributions reçues pour le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain ⁴,

Se félicitant en outre de la bonne volonté manifestée par les Etats africains en contribuant à ce Fonds,

Résolue à mobiliser le maximum de ressources possibles pour soutenir les activités de développement en Afrique et leur utilisation la plus efficiente et la plus rationnelle possible,

1. Félicite le Secrétaire général des Nations Unies de la création du Fonds d'affectation spéciale pour le développement africain;

2. Décide que la Conférence des plénipotentiaires des gouvernements africains pour l'annonce de contributions se tiendra tous les deux ans immédiatement après les réunions de la Conférence des ministres auxquelles le programme de travail et ordre de priorité biennal de la Commission est approuvé;

3. Prie le Secrétaire exécutif de présenter chaque année au Comité technique préparatoire plénier des rapports intérimaires concernant i) les versements des contributions annoncées, et ii) la mise en oeuvre des programmes et projets financés au moyen du Fonds;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de présenter annuellement pour examen par le Comité technique préparatoire un programme de travail à financer au moyen des contributions promises et versées par les Etats membres, assorti de ses incidences budgétaires, qui soit conforme aux programmes de travail approuvés de la Commission et aux désirs exprimés par les gouvernements ayant fourni une contribution;

³ Voir les paragraphes 328 à 334 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴ E/CN.14/721 et Add.1 et 2.

5. Demande au Comité technique préparatoire :

a) D'aider le Secrétaire exécutif à formuler et à périodiquement examiner les politiques, critères et priorités pour la programmation et l'utilisation du Fonds d'affectation spéciale, pour approbation par la Conférence des ministres;

b) De passer en revue et de soumettre à l'examen des réunions annuelles de la Conférence des ministres les rapports présentés par le Secrétaire exécutif en application des paragraphes 3 et 4 ci-dessus;

6. Autorise le Secrétaire exécutif à prendre des mesures efficaces pour faciliter le paiement ponctuel et régulier des contributions promises par les gouvernements africains, afin d'assurer l'exécution en temps opportun des projets prioritaires approuvés;

7. Fait appel aux gouvernements des Etats membres pour qu'ils contribuent généreusement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain, en vue de lui fournir les ressources dont il a besoin pour exécuter les programmes de travail approuvés de la Commission, conformément à la politique de la Commission visant l'autonomie collective.

207ème séance,
27 séance 1979.

332 (XIV). Stratégie africaine pour le développement dans le cadre de la troisième Décennie du développement⁵

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 33/193 de l'Assemblée générale du 29 janvier 1979, qui affirme que la nouvelle stratégie internationale pour le développement devrait être conçue de façon à promouvoir le développement des pays en développement dans le cadre du nouvel ordre économique international et surtout grâce à la promotion et à l'encouragement de la coopération économique et technique entre eux, et de façon à préciser les buts, les objectifs et les mesures de politique générale concernant les pays développés aussi bien que les pays en développement en vue d'accélérer le développement de ces derniers, à contribuer à résoudre le problème du développement économique international et à appuyer ce développement sur la base de la justice et d'avantages mutuels,

Notant que la participation de l'Afrique à la formulation de stratégies pour les Décennies des Nations Unies pour le développement a été jusque-là extrêmement marginale,

Consciente du vif désir des Etats membres du continent africain de contribuer pleinement à la formulation de la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie internationale du développement,

Souhaitant que la future stratégie internationale du développement facilite un développement accéléré sur une base autonome et auto-entretenu aux niveaux national, régional et sous-régional,

Notant que l'Afrique est toujours la moins développée des grandes régions du monde, n'a jamais réussi à atteindre les objectifs prévus pour les deux premières Décennies des Nations Unies pour le développement, et qu'il est maintenant temps de prendre des mesures urgentes et appropriées pour éviter l'aggravation manifeste et redoutable de la pauvreté de masse, du chômage et de la dépendance à l'égard de l'étranger, le risque d'épuisement des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement par suite de l'adoption généralisée de modes de développement et de styles de vie importés dans la région,

⁵ Voir les paragraphes 249 à 254 du rapport de la Conférence des ministres.

Se rendant compte que le continent africain est plus gravement affecté que les autres régions du monde par les conséquences néfastes des stratégies de développement adoptées par la plupart des pays, dont l'échec est aggravé par la crise économique et sociale que subissent actuellement les pays industrialisés et à laquelle il s'est avéré impossible de remédier au moyen de politiques, stratégies et instruments classiques dans le cadre normal des relations internationales;

Se rendant compte également que l'Afrique dépend chroniquement d'une façon excessive d'autres pays, même pour ses denrées alimentaires, et que les structures du commerce et des échanges demeurent presque invariablement axées dans le sens nord-sud, héritage du passé qui encourage la loi des échanges inégaux et ses conséquences, à savoir la détérioration des termes de l'échange, une production orientée vers l'extérieur et un traitement local peu développé des matières premières,

Consciente de la nécessité pressante d'assurer l'intégration physique du continent grâce au développement des transports et des communications,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale, de la Conférence des ministres et du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant la réservation, la protection et l'amélioration de l'environnement,

Rappelant la résolution CM/Plen.Res.11(XXXII) de la trente-deuxième session ordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine qui a eu lieu à Nairobi du 23 février au 4 mars 1979, qui prend note entre autres de la proposition du Ministre des affaires étrangères du Libéria relative à la rédaction d'une Déclaration d'engagement à l'égard des projets prioritaires spécifiques pour le développement économique accéléré du continent, et invite instamment les Etats membres à étudier sérieusement l'idée de formuler une telle Déclaration d'engagement et à présenter à cet effet des suggestions concrètes lors de la trente-troisième session du Conseil des ministres,

1. Adopte le document établi par le Comité technique d'experts intitulé "Stratégie pour la région africaine dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement", tel qu'il a été modifié et qu'il figure en annexe A à la présente résolution, ainsi que les rapports du Colloque OUA/CEA sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000⁶, tenu à Monrovia du 12 au 16 février 1979, et du Séminaire CEA/PNUE sur les différents modes de développement et styles de possibles en Afrique⁷, tenu à Addis-Abeba du 5 au 9 mars, en tant que documents de travail à présenter à la seizième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine;

2. Exprime sa gratitude au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Programme des Nations Unies pour le développement pour avoir organisé le Colloque OUA/CEA sur les perspectives de développement de l'Afrique à l'horizon 2000, ainsi qu'à la Commission et au Programme des Nations Unies pour l'environnement pour avoir organisé le Séminaire sur les différents modes de développement et styles de vie possibles dans la région africaine;

3. Exprime sa reconnaissance au Gouvernement libérien pour son soutien actif ainsi que pour sa générosité et les services qu'il a mis à la disposition du Colloque OUA/CEA, dont il a été le pays hôte;

4. Recommande aux Etats membres d'adopter le projet de Déclaration d'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre en faveur de l'autonomie nationale et collective dans le développement socio-économique

⁶ E/CN.14/698/Add.2.

⁷ E/CN.14/698/Add.1.

en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international figurant à l'Annexe B de la présente résolution;

5. Prie le Secrétaire exécutif de communiquer sans tarder ce projet de Déclaration, ainsi que les autres documents de travail, à tous les Etats membres;

6. Invite les Etats membres à étudier le projet de Déclaration ainsi que l'exposé sur la stratégie à la lumière des documents de travail, et de communiquer dès que possible au Secrétaire exécutif, pour le 15 mai 1979 au plus tard, leurs observations et suggestions éventuelles concernant le projet de Déclaration et l'exposé sur la stratégie;

7. Prie le Secrétaire exécutif d'établir les documents définitifs comprenant la Déclaration sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre en faveur de l'autonomie nationale et collective dans le développement socio-économique en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international et l'exposé sur la stratégie, en tenant compte des observations et des suggestions qui auront été reçues en application du paragraphe 6 ci-dessus, pour présentation à la seizième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine;

8. Prie en outre le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de veiller à ce que les documents définitifs établis par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique conformément au paragraphe 6 ci-dessus soient soumis aux Etats membres au moins trente jours avant la trente-troisième session ordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine.

207ème séance,
27 mars 1979.

ANNEXE A

LA STRATEGIE POUR LA REGION AFRICAINE DANS LE CADRE DE LA STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT POUR LA TROISIEME DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Section I Principes directeurs

1. La question d'une stratégie pour la région africaine dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement a été étudiée et la stratégie ci-après pour la région africaine dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement a été adoptée compte tenu des considérations suivantes :

- Pour de nombreuses raisons historiques, la participation africaine à la formulation de la stratégie pour la première et la deuxième Décennies des Nations Unies pour le développement a été marginale;
- La région africaine est connue pour être la moins développée de toutes les régions en développement et pour compter le plus grand nombre de pays les moins développés et de pays enclavés, ainsi que pour être la région la moins intégrée physiquement en fait de transports et de communications;
- Les déséquilibres qui se manifestent actuellement dans l'ordre économique international sont dus essentiellement à l'écart industriel et technologique considérable qui sépare les différents groupes de pays dans le monde et les effets multiplicateurs exercés par cet état de choses se

font sentir de plus en plus sur le système monétaire international, les relations commerciales et la coopération économique;

- La région n'avait jamais réussi à atteindre les buts fixés pour les deux premières Décennie des Nations Unies pour le développement;
- En général, elle n'a pas vraiment réussi à mettre au point et à appliquer des mesures tendant à transformer les structures internes et à améliorer les facteurs de production, mesures dont dépend un développement autonome et auto-entretenu; et
- Au cours des trois dernières années, elle a consacré une réflexion considérable à la conception de la stratégie à adopter pour l'Afrique pendant la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

2. Il a été pris note du fait que les politiques, stratégies et programmes de développement dans la région restaient profondément influencés par des théories et des stratégies erronées qui tendaient à renforcer la dépendance extérieure de la région sur le plan de l'approvisionnement alimentaire, des compétences, de la technologie, des biens d'équipement et des services, des marchés et même des styles de vie, des modes de développement et de la croissance économique.

3. Les stratégies sont caractérisées par la confusion entretenue entre croissance et développement et ne permettent pas de mesurer les progrès réalisés à l'aide d'indicateurs socio-économiques appropriés ou d'indices sur les conditions de vie.

4. On peut résumer les relations socio-économiques extérieures de la région comme étant celles d'Etats clients avec leurs mandats, les relations tendant à être imposées plutôt que contractuelles et l'Afrique se trouvant bénéficier par accident du développement et de la prospérité d'autrui.

5. On a insisté sur des notations dépassées de division internationale du travail, à la suite de quoi les Etats membres n'étaient toujours pas en mesure de maîtriser les instruments techniques et financiers indispensables aux nouveaux types de développement, en vue de créer, sur le plan matériel et culturel, un système compatible avec l'autonomie, l'autosuffisance, la protection et le développement des valeurs culturelles traditionnelles et avec la nécessité pour les pays de reprendre confiance en eux, en particulier en ce qui concerne la promotion de la créativité et d'un esprit d'invention.

6. Plus spécifiquement, on a fait observer que :

a) Il n'était plus souhaitable ni faisable d'adopter des styles de vie et des modes de production et de consommation calqués sur ceux des pays étrangers. Les efforts entrepris en ce sens dans le passé se sont souvent soldés par la perpétuation d'une situation de dépendance malsaine, par la persistance d'un chômage massif et de la pauvreté, par des disparités considérables et croissantes dans la répartition des revenus et des richesses et par la perte progressive de l'identité culturelle. Dans la plupart des cas la planification du développement avait été envisagée dans une optique économique et fondée sur le taux de croissance du produit national brut, le taux de rendement des investissements et l'acquisition de n'importe quelle technique étrangère, etc.;

b) Les styles de vie et modes de croissance économique que l'on trouve dans les pays industrialisés ainsi que plusieurs pays en développement ont entraîné une sérieuse dégradation de l'environnement, l'augmentation rapide des coûts sociaux, l'épuisement des ressources naturelles, un chômage provoqué par l'apparition de nouvelles techniques, l'aliénation, l'urbanisation anarchique, le relâchement des liens familiaux et communautaires et de façon générale la détérioration de la qualité de la vie;

c) Compte tenu des coûts sociaux croissants et notamment des dépenses à engager pour réparer les dommages causés à l'environnement, il n'était probablement ni souhaitable, ni indiqué, ni même possible à long terme d'adopter les modes de croissance et/ou les styles de vie qui prédominent dans les pays développés.

d) Les graves déséquilibres structurels qui caractérisent les relations économiques internationales entre pays développés et pays en développement avaient entraîné des difficultés considérables et ont en fait provoqué des bouleversements de plus en plus nets des modes de développement et des styles de vie autochtones, enfermant les pays en développement dans des structures données et de ce fait ces pays avaient de plus en plus de mal à parvenir au progrès social qui est leur objectif déclaré et à faire des choix autonomes;

e) Malgré l'expérience du développement enregistrée dans plusieurs pays africains, la productivité de la main-d'oeuvre et d'autres facteurs de production était demeurée faible. La dynamique interne de la croissance n'avait pas, dans plusieurs cas, débouché sur un développement économique autonome et sur l'autosuffisance. En outre, des fractions importantes de la population et notamment les femmes et tous les habitants des zones rurales avaient été laissés en dehors du processus de développement. Il y avait eu, dans de nombreuses régions d'Afrique, persistance d'une colonisation intellectuelle qui avait sapé les efforts déployés pour concevoir de nouveaux modes de développement et styles de vie qui soient l'expression de la réalité africaine et qui soient tout à fait conformes aux aspirations de l'Afrique. Les tentatives méthodiques visant à avoir recours et à faire appel aux pratiques traditionnelles et aux progrès des connaissances dans le processus de développement avaient été notablement insuffisantes dans le domaine du développement socio-économique.

7. Compte tenu du document sur le processus de développement et les problèmes et perspectives de l'Afrique dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement ⁸, du rapport du Séminaire sur les différents modes de développement et styles de vie possibles en Afrique ⁹, du rapport du Colloque sur les perspectives de développement de l'Afrique à l'horizon 2000 ¹⁰ et du cadre révisé de principes pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique ¹¹, il a été proposé qu'en ce qui concerne la région africaine, la Stratégie internationale pour le développement vise les objectifs suivants :

a) Instauration de processus auto-entretenus et endogènes de développement et de croissance économique au niveau national et/ou multinational;

b) Autonomie collective sous-régionale et régionale;

c) Mise en valeur des ressources humaines pour assurer une plus large participation de la main-d'oeuvre au processus de développement;

d) Large participation aux processus de développement parallèles et compatibles avec une répartition équitable des bénéfices socio-économiques du développement;

⁸ E/CN.14/698.

⁹ E/CN.14/698/Add.1.

¹⁰ E/CN.14/698/Add.2.

¹¹ E/CN.14/ECO/90/Rev.3.

e) L'accélération du processus d'industrialisation sur le continent dans le contexte de l'environnement social et économique de chaque pays et non par l'importation pure et simple de modes d'industrialisation étrangers.

8. Dans la poursuite de ces objectifs, les priorités pour la prochaine Décennie des Nations Unies pour le développement devraient être les suivantes :

- Premièrement, l'autosuffisance en matière de production alimentaire;
- Deuxièmement, la création d'une base industrielle solide, l'accent étant mis surtout sur le développement des politiques, des compétences et de l'infrastructure institutionnelle nationale dans le secteur industriel et technologique, ainsi que sur la coopération entre pays africains, afin d'amorcer l'essor industriel de l'Afrique;
- Troisièmement, l'intégration physique de la région grâce au développement des transports et des communications aux niveaux national, multinational et régional;
- Quatrièmement, le développement des capacités - nationales, multinationales et régionales - requises pour permettre aux gouvernements africains et à leurs populations d'assurer leur souveraineté sur leurs propres ressources naturelles;
- Cinquièmement, l'établissement de relations réciproquement favorables et équitables entre les pays africains et le reste du monde;
- Sixièmement, l'accroissement très sensible de la faible part du commerce intra-africain (4 p. 100) dans le commerce total de l'Afrique.

9. On a recommandé l'adoption des modalités ci-après pour atteindre les objectifs et priorités visés plus haut :

a) Au niveau national - Mettre en place et exécuter des programmes de formation de la main-d'oeuvre à grande échelle, notamment au niveau intermédiaire, qui est très insuffisant dans les pays africains, et mobiliser des ressources humaines aux fins du développement;

b) Au niveau régional - Renforcer les institutions sous-régionales et régionales existantes pour exécuter les programmes et projets prioritaires. Mettre l'accent sur le développement des ressources humaines et sur l'africanisation de la formation;

c) Au niveau international - Renforcer la coopération ou inventer de nouvelles formes de coopération, en utilisant notamment les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, dans l'esprit du nouvel ordre économique international;

d) Tenir compte de ces objectifs et priorités dans le plan d'action pour la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement;

e) Proclamer les années 1980 à 1989 Décennie du développement industriel de l'Afrique afin d'appeler davantage l'attention sur l'industrialisation de l'Afrique et d'obtenir un engagement politique et un appui technique plus important en sa faveur, aux niveaux national, régional et international.

10. On s'est rendu compte que ces objectifs, priorités et buts ne sont pas réalistes s'ils ne vont pas de pair avec :

- La volonté politique de tous les Etats africains de s'engager totalement à les atteindre, qui se manifestera par la traduction réaliste de leurs engagements en actions concrètes au moyen de :
 - i) Priorités déclarées de politique générale;
 - ii) Budgets et financement;
 - iii) La comptabilité nationale et internationale entre les stratégies et les critères d'investissement convenus;
 - iv) Positions harmonisées adoptées par les Etats membres individuellement et collectivement dans les négociations internationales;
- La volonté politique requise de la part des pays développés d'assurer la mise en oeuvre des priorités et des objectifs fixés, et l'attention spéciale à accorder aux pays en développement les moins avancés, les pays enclavés, les pays insulaires et les pays les plus sérieusement touchés.

Section II Plan d'action

1. Autosuffisance en fait d'approvisionnement alimentaire

a) Le Plan régional alimentaire pour l'Afrique

Les principales caractéristiques du Plan qui doivent être incorporées à la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement devraient inclure :

- La relation entre les denrées alimentaires et les autres produits; l'allocation de ressources financières et réelles; le système de stimulants;
- Des institutions dans le contexte du développement rural intégré;
- Des modifications dans les stratégies et les instruments disponibles : infrastructure des transports, commercialisation, stockage; capacités de conditionnement;
- Apports techniques :
 - . Semences améliorées spécifiques, recherche-développement, multiplication et distribution;
 - . Produits chimiques agricoles;
 - . Instruments, outillage, machines avec installations de production et services de réparation;
 - . Irrigation : prospection et évaluation des ressources hydrauliques;
 - . Installations de stockage;
 - . Techniques d'irrigation; production et fourniture de matériel d'irrigation (industrie);

Promotion du commerce intra-africain des denrées alimentaires.

b) Accroissement de la productivité agricole générale (culture, élevage, sylviculture et pêche)

Grâce à :

- L'importance accrue accordée dans les politiques générales au développement agricole;
 - Des investissements accrus dans le cadre des budgets nationaux et de l'assistance étrangère;
 - La fourniture d'infrastructures améliorées aux régions rurales, telles que l'éducation de masse de la population rurale; la création au niveau national de centres de mécanique agricole pour la production d'outils et d'équipements et d'autres machines appropriées, y compris les services de réparation; l'encouragement de la création de centres nationaux d'agro-services ayant pour objet de mettre le plus tôt possible les facteurs de production agricole à la portée des agriculteurs; encouragement de la mise en valeur polyvalente des bassins fluviaux;
 - Une conception intégrée du développement rural compatible avec les autres changements institutionnels nécessaires.
- c) Recherche agricole de facteurs de production appropriés, développement des compétences et amélioration des techniques
- Recherche agronomique urgente et intensive pour la mise au point de nouvelles variétés de cultures et races animales résistant aux modifications écologiques et aux conditions spéciales du Sahel et des autres régions arides ou semi-arides;
 - Formation et recherche en vue de créer une technologie massive (à grande échelle) adaptative, permettant d'accélérer le développement agricole);
 - Productivité accrue et contrôle efficace de l'exploitation des ressources des cultures, des forêts, de l'élevage et de la pêche.

d) Mise en valeur des ressources humaines

Il faudrait accorder une très haute priorité à la mise en valeur des ressources humaines au cours de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. C'est pourquoi il est recommandé que les organismes des Nations Unies, les donateurs fournissant une aide bilatérale et les autres fassent des efforts particuliers pour aider les Etats membres à mettre en valeur autant que possible leurs ressources humaines dans le cadre de la Stratégie internationale du développement utilisée pour la Décennie.

Ces ressources couvrent les principaux secteurs suivants :

- Le personnel technique de niveau moyen et supérieur;
- Le personnel industriel au niveau des ateliers;
- Le perfectionnement de la main-d'oeuvre agricole;
- Le personnel chargé de la commercialisation et des services de distribution et d'entretien;

- Le personnel travaillant dans les institutions d'appui aux activités commerciales (telles que les services immobiliers industriels, les services de vulgarisation industrielle et agricole, etc.);
- Le personnel travaillant dans des secteurs importants tels que l'exploration, l'évaluation et l'extraction des ressources naturelles (y compris les mines), les transports et les communications, la production alimentaire, etc.;
- Lutte contre l'analphabétisation (emploi des langues locales).

En ce qui concerne les parties de la population pour lesquelles un effort particulier de mise en valeur est nécessaire, une formation technique et un encouragement de l'esprit d'entreprise sont recommandés en ce qui concerne :

- Les femmes
- La population non scolarisée
- Les jeunes qui abandonnent leurs études

et l'attention est appelée sur la nécessité d'effectuer des recherches sur les méthodes et le contenu de l'enseignement non classique et en particulier les techniques d'enseignement permettant de faire de ceux qui abandonnent leurs études primaires des travailleurs efficaces de l'industrie, de l'agriculture et des services, y compris pour l'entretien des équipements et des bâtiments.

Une attention spéciale devrait être accordée au développement des capacités nationales pour la conception, la planification, la mise en place et la gestion de projets, capacités dont la pénurie constitue une insigne faiblesse dans la plupart des pays africains. Des efforts spéciaux et imaginatifs devraient être déployés pour fournir des conditions de travail et d'autres encouragements propres à arrêter et même inverser l'exode des cerveaux de la région.

3. Population

Concernant la population, on a tenu compte des facteurs suivants :

- Le taux élevé de croissance démographique dans de nombreux pays africains;
- Le rythme rapide de l'urbanisation anarchique;
- Les taux élevés de mortalité et de fécondité;
- Les déficits qui existent encore dans les moyens de satisfaire les besoins de groupes importants en matière de santé, d'éducation, de logement, d'alimentation, d'emploi, etc.;
- L'inégalité des possibilités de développement et d'utilisation des capacités potentielles des femmes et des jeunes.

4. Levés, inventaires et gestion des ressources naturelles

La stratégie devrait viser à renforcer considérablement les capacités nationales et multinationales de la région pour la collecte de l'information et sa diffusion aux fins de la planification à long terme des ressources naturelles au niveau national en vue d'assurer leur gestion et leur utilisation efficaces compte tenu des considérations relatives à la protection de l'environnement, à la conservation des ressources non renouvelables et à la gestion rationnelle des ressources renouvelables susceptibles d'être finalement épuisées.

Les éléments principaux de cette partie de la stratégie devraient comprendre :

- L'expansion et le développement de l'aptitude nationale et multinationale à tirer pleinement parti des techniques modernes (y compris la télédétection) pour la prospection, l'évaluation et l'inventaire des ressources naturelles;
- Le développement de techniques pour l'extraction et le traitement des ressources naturelles permettant une économie maximum dans l'utilisation physique de ces ressources (y compris le recyclage et la substitution des matériaux) et contribuant à la protection de l'environnement;
- L'acquisition et/ou le développement aux niveaux national et multinational des capacités de prospection, d'extraction et d'écoulement de leurs ressources naturelles dans les conditions les plus favorables;
- Le développement et la division d'informations sur les ressources naturelles en vue d'identifier les complémentarités de ressources naturelles aux fins du développement socio-économiques; et
- L'élaboration de politiques et la mise en place de mécanismes et d'infrastructures fonctionnelles pour tirer le meilleur parti possible des ressources de la mer, compte tenu des possibilités et des responsabilités qu'implique la convention internationale proposée sur le droit de la mer.

5. Energie

- Création de modèles énergétiques nationaux et sous-régionaux à l'horizon 2000 ou 2020;
- Harmonisation des politiques énergétiques;
- Mise en valeur des sources d'énergie nouvelles et renouvelables;
- Promotion de l'utilisation de l'énergie solaire, en particulier pour les besoins de l'agriculture.

6. Environnement

Etant donné que l'environnement fournit les ressources humaines, physiques et biologiques essentielles à tout processus de développement et qu'une approche intégrée devrait faire partie de toute planification du développement, il faut tenir compte de considérations écologiques dans le plan d'action de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Pour accélérer le développement des pays en développement dans le cadre du nouvel ordre économique international, il faut tenir compte des facteurs écologiques en vue de réduire les coûts sociaux et économiques entraînés par le manque d'intérêt et l'indifférence générale manifestés pour les problèmes de pollution, de dégradation des sols, d'épuisement des ressources, de désertification, d'inondations, de maladies d'origine hydrique, de changements climatiques entre autres, dus à différents processus et modèles de développement.

Il faudrait inclure dans une stratégie intégrée du développement et de l'environnement les principaux éléments suivants :

- Protection de l'environnement par l'établissement d'une surveillance des facteurs de pollution dans l'air (fumées et gaz industriels toxiques), dans les océans (nappes de pétrole) dans les sols (excès d'engrais et de pesticides à forte teneur en métal) et dans les aliments sous la forme d'agents de contamination;
- Conservation des ressources naturelles pour lutter contre le déboisement, l'érosion et la dégradation des sols, l'équipement des minerais, la désertification et la salinisation des terres arides;
- Législation relative à l'environnement pour améliorer la qualité de la vie en répondant aux besoins essentiels sur le plan de la salubrité de l'air et de l'eau, d'une alimentation satisfaisante, de la santé et d'une répartition satisfaisante du travail et des loisirs;
- Promotion d'un développement qui respecte l'environnement par une planification rigoureuse du développement en ce qui concerne l'implantation des activités économiques, le choix des procédés et des techniques, la prévision des problèmes posés par l'environnement, le choix des produits finals, la stratégie de la commercialisation et l'évaluation périodique des migrations des zones rurales vers les villes dues à la promotion de l'industrialisation.

7. Science et technologie

L'enseignement de la science et la recherche scientifique en Afrique n'a pas été correctement mis en relation avec la technologie et ses applications. De plus, aucune de ces deux disciplines n'a été considérée comme prioritaire, ni orientée vers les besoins sociaux et économiques de l'Afrique. Pourtant la technologie résulte de l'action d'un agent spécifique (d'ordinaire une entreprise commerciale) qui cherche à résoudre des problèmes technologiques particuliers, dans des conditions de contraintes spécifiques, en un lieu et un temps déterminés. Cela pose un certain nombre de questions concernant l'existence, le caractère et la répartition sectorielle de ces agents et la relation de l'adaptation, de l'invention et de l'innovation avec la production.

En conséquence, on considère que :

- Des mesures devraient être prises pour établir une corrélation entre l'enseignement et la recherche scientifiques d'une part et la technologie d'autre part, et pour les orienter tous deux vers les besoins sociaux et économiques de l'Afrique;
- Des mesures devraient être prises pour l'établissement en Afrique de compagnies multinationales d'enseignement dans les principaux secteurs et sous-secteurs prioritaires de la production;
- Ces compagnies devraient être étroitement associées dans leurs activités fonctionnelles avec les universités, les écoles polytechniques et les établissements d'enseignement et de formation de niveau secondaire;
- Ces compagnies devraient également participer à la formation de chefs d'entreprises techniques;
- Au niveau national, des efforts devraient être déployés afin d'identifier et de créer des unités de production, où l'on pourrait effectuer des expériences dans le domaine de la production de pièces et d'éléments, des matériaux de substitution, des modifications de la conception et d'autres processus visant à améliorer les techniques traditionnelles et adapter les techniques importées;

- Des mesures devraient être prises en vue de mettre en place des réseaux d'information sur les techniques peu coûteuses et autres techniques adaptées, mises au point dans d'autres pays et régions en développement;
- Des mesures devraient être prises en vue d'accroître la fourniture d'équipements, de pièces, de matières premières, de documents techniques, etc., afin de faciliter le fonctionnement des centres de diffusion d'informations et d'enseignement dans le domaine de la recherche et de l'expérimentation techniques.

8. Transports et communications

Afin d'assurer la mise en oeuvre satisfaisante des différents plans prévus dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique :

- a) Les pays africains devraient accorder la plus grande priorité au développement des transports et des communications et accorder l'appui nécessaire;
- b) la Commission économique pour l'Afrique devrait pouvoir disposer de tous les fonds, équipements et ressources nécessaires afin de lui permettre de mettre au point les programmes pour les différentes phases de la Décennie;
- c) La communauté internationale devrait fournir une assistance courante et spéciale en mettant à la disposition des pays africains des services, des équipements, des capitaux et des connaissances techniques afin de permettre l'exécution des projets pendant la Décennie;
- d) La communauté internationale devrait aider les pays africains à développer leurs réseaux de transports et de communications pour accélérer le développement des zones rurales et compléter la mise en place du réseau international.

Les principaux éléments de la stratégie seraient donc les suivants :

i) Travaux routiers

- Etablissement au cours de la présente période biennale (avant 1980) d'un plan directeur pour un réseau routier africain international unifié et homogène;
- Ce plan directeur se superposerait aux plans nationaux et les complèterait le cas échéant;
- Dans ce contexte, il y a lieu de poursuivre les projets entamés et de promouvoir simultanément l'étude et la réalisation d'autres liaisons transafricaines et notamment les neuf liaisons mentionnées dans le document E/CN.14/710, qui doivent bénéficier du même degré d'urgence;
- Etablissement pour ce réseau africain d'une charte routière qui définira les normes techniques de construction, d'entretien et d'exploitation, y compris tous les aspects juridiques et administratifs;
- Organiser des missions d'experts en vue d'étudier avec les responsables nationaux ce plan directeur ainsi que la charte qui lui est rattachée;
- Promouvoir l'approbation dans les meilleurs délais de ces deux documents par tous les Etats membres de la CEA;

- Harmonisation des différents codes et systèmes de signaux et panneaux routiers et des limites de charge par essieu;
- Simplification et harmonisation des obstacles administratifs et juridiques sur les tronçons routiers internationaux;
- Etablissement de centres de formation.

ii) Transports maritimes et ports

- Ratification et mise en application du code de conduite des conférences maritimes et applications de la règle 40/40/20;
- Création de compagnies de transports maritimes sous-régionales;
- Etablissement de conseils de chargeurs;
- Création et amélioration des ports;
- Adoption de services modernes de transports unitarisés et accroissement des transports multimodaux et du cabotage;
- Harmonisation des formalités administratives et douanières;
- Construction de chantiers navals;
- Création d'institutions de formation;
- Programmes de lutte contre la pollution des mers.

iii) Transports aériens

- Libéralisation des droits de trafic et harmonisation des horaires et des programmes;
- Mise en commun des équipements, des lignes et des installations au sol;
- Création de centres de formation communs et d'installations communes de services et de réparations;
- Création de compagnies multinationales de fret aérien;
- Normalisation du matériel et des formalités.

iv) Transports ferroviaires

- Normalisation, création, coordination et amélioration des services ferroviaires;
- Interconnexion des différents réseaux;
- Harmonisation et normalisation de l'écartement des voies, des limites de charte du matériel roulant, des systèmes de freinage et de traction;
- Construction d'un réseau ferroviaire africain.

v) Transports fluviaux et lacustres

- Aménagement en commun des cours d'eau et des lacs;
- Mise en commun des différentes possibilités offertes par les cours d'eau et les lacs;
- Amélioration des transports fluviaux et lacustres (infrastructure, gestion, législation).

vi) Télécommunications

- Construction du réseau PANAFTEL;
- Amélioration et extension des réseaux nationaux;
- Développement des industries des télécommunications et de l'électronique;
- Expansion du matériel de formation et de traitement des données;
- Harmonisation des systèmes de tarifs et des procédures internationales de compatibilité;
- Création d'installation de télédétection.

vii) Services postaux

- Organisation de centres de tri sous-régionaux;
- Organisation du système de comptabilité internationale;
- Amélioration des services postaux (infrastructure, gestion, formation de spécialistes);
- Amélioration de l'acheminement et de la distribution du courrier, notamment dans les zones rurales;
- Instauration généralisée des services relatifs aux opérations monétaires et en tout premier lieu du service des mandats postaux et de la caisse d'épargne postale.

viii) Radio et télévision

- Création d'un réseau multinational de communication par satellite;
- Echange de programmes;
- Amélioration et extension de l'infrastructure et des industries de matériel de radiodiffusion et de l'électronique.

9. Tourisme

- Elaboration d'une politique globale pour le développement du tourisme à l'échelle du continent;
- Etude de développement sectorielle aux niveaux régional et sous-régional;

- Formation et perfectionnement des cadres et des spécialistes;
- Echange de données d'expérience et d'informations.
- Orientation des flux touristiques nationaux;
- Conception de produits touristiques pouvant faire l'objet d'une commercialisation en commun au niveau sous-régional.

10. Coopération économique

Dans l'application de la stratégie de la Décennie, il faudrait renforcer les institutions régionales et sous-régionales existantes ayant pour objet de favoriser la coopération et l'intégration économiques sous-régionales.

Une importance particulière devra être accordée par ces institutions à la mise en oeuvre de projets dans les domaines prioritaires susmentionnés en vue d'encourager les échanges intra-africains et les autres formes de coopération économique régionale.

11. Commerce intra-africain

Pour atteindre une part de 8 p.100 du commerce intra-africain, on propose les mesures suivantes :

a) La Commission économique pour l'Afrique devrait intensifier ses activités concernant l'identification des barrières commerciales et autres qui font obstacle au commerce intra-africain, les études de marché, et la promotion commerciale, en vue de fournir aux Etats membres les renseignements nécessaires sur une base continue et de les aider à tirer parti des possibilités actuelles et potentielles du commerce intra-africain;

b) Les pays africains devraient engager des négociations commerciales en vue d'éliminer ou de réduire les barrières tarifaires ou non tarifaires qui existent entre eux, tout d'abord au niveau sous-régional dans le cadre des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, ensuite entre les différentes sous-régions et, finalement, au niveau régional;

c) La Commission devrait favoriser les contrats directs entre vendeurs et acheteurs de produits déterminés en organisant des journées d'étude sur les échanges de ces produits;

d) Des mesures devraient être prises pour renforcer les chambres de compensation existantes et les autres arrangements de paiements, pour en créer de nouveaux au niveau sous-régional, en vue de les inscrire, d'ici à la fin de la décennie, dans le cadre d'un système africain des paiements et de réduire ainsi au minimum le recours aux monnaies étrangères pour le financement des échanges commerciaux intra-africains; et

e) Il conviendrait de mettre en place aux niveaux national, sous-régional et régional des systèmes d'assurance-crédit à l'exportation afin d'encourager les hommes d'affaires africains à intensifier les échanges commerciaux entre eux.

12. Commerce international

Un rang de priorité élevé devrait être accordé à la nécessité d'améliorer sensiblement les relations à l'heure actuelle manifestement inéquitables entre les pays africains et certains groupes de pays développés à économie de marché, en vue d'obtenir pour la région des termes de l'échange qui l'aideraient effectivement dans son effort de développement au lieu de l'entraver, comme c'était le cas pour l'instant. Il faudra donc prendre des mesures pour augmenter sensiblement la valeur ajoutée sur place aux exportations africaines vers

ces pays et diversifier la structure des échanges des pays africains en vue de réduire la dépendance excessive de la région à l'égard des échanges avec d'autres groupes de pays.

13. Développement industriel

Un rang de priorité élevé devrait aller aux programmes de développement industriel en Afrique, dans le cadre de l'établissement et de l'exécution d'un programme d'action.

a) Intégration de l'industrie et du développement économique

- i) En vue d'accélérer les efforts d'industrialisation et d'élargir ses effets d'entraînement sur les autres secteurs de développement en Afrique, il a été recommandé que soit retenu et appliqué le "Développement industriel systématique" de préférence au système sectoriel, c'est-à-dire la méthode qui consiste à prendre comme point de départ la transformation d'une matière première principale. Des unités de transformation correspondant à des sous-produits successifs seront ensuite identifiées, étudiées et réalisées de manière à utiliser au maximum toutes les ressources de l'Afrique en mettant fin au gaspillage alarmant des sous-produits industriels enregistré jusqu'ici en Afrique;
- ii) Exploitation verticale complètement intégrée des ressources naturelles, une attention particulière étant accordée aux ressources minérales, agricoles, marines et énergétiques, en vue d'accroître la valeur ajoutée, de réduire les exportations de produits primaires, d'augmenter les emplois et les avantages tirés de ces ressources par l'ensemble de la population;
- iii) Développement des industries de base, des industries mécaniques, des biens d'équipement, de la petite industrie et des industries légères afin de produire les facteurs nécessaires au développement des autres secteurs de l'économie et de faciliter la mise en valeur des ressources naturelles.

b) Stratégies, politiques et plans industriels et technologiques

- i) Réexaminer des stratégies, politiques, plans et programmes industriels en vigueur, compte tenu de la situation du personnel technique et des scientifiques associés au développement industriel et technologique et de la nécessité d'encourager les entrepreneurs industriels locaux, en particulier dans le secteur de la petite industrie;
- ii) Elaboration de plans et programmes nationaux de technologie faisant partie du plan national de développement économique, avec le mécanisme institutionnel voulu pour mettre au point ou perfectionner et commercialiser les technologies autochtones, ainsi que pour évaluer, sélectionner, acquérir, adapter, absorber et réglementer les technologies étrangères appropriées.

c) Formation de la main-d'oeuvre industrielle et technique

- i) Formation de la main-d'oeuvre industrielle et technique dans tous les domaines de compétence pour répondre aux besoins du processus de développement industriel à tous les niveaux;
- ii) Création d'institutions nationales, d'établissements d'enseignement, d'ateliers ruraux, d'usines de démonstration, d'instituts sectoriels, par exemple, et

renforcement des institutions existantes afin de former de la main-d'oeuvre industrielle et technique;

- iii) Révision des systèmes d'enseignement et des politiques de rémunération nationales en vigueur pour tenir compte de la situation du personnel technique, l'accent étant mis de plus en plus sur le développement industriel et technologique.
- d) Infrastructures institutionnelles industrielles et technologiques
 - i) Mise au point d'un mécanisme institutionnel industriel national de qualité en vue d'une planification, d'une exécution, d'un contrôle et d'une évaluation efficaces des activités de développement industriel;
 - ii) Le mécanisme national devrait se composer d'institutions chargées de :
 - La recherche-développement industrielle et technologique;
 - La normalisation, le contrôle de la qualité et la métrologie;
 - La réglementation de l'importation de technologie;
 - La commercialisation des techniques locales;
 - L'information industrielle et technologique;
 - La planification industrielle, l'identification, la préparation et l'évaluation des projets;
 - La promotion des investissements industriels, l'accent étant mis tout particulièrement sur l'aide aux petits entrepreneurs industriels;
 - Les services consultatifs et la gestion industrielle;
 - Les études industrielles et techniques, y compris l'adaptation des produits et des procédés.
- e) Commerce industriel international
 - i) Amélioration du système et de la structure actuels du commerce industriel international et de la commercialisation des articles manufacturés africains;
 - ii) Promotion d'une plus grande coopération interafricaine pour développer les marchés des articles manufacturés africains;
- f) Coopération industrielle et technologique entre pays africains
 - i) Harmoniser des stratégies et des politiques des pays africains afin de surmonter les contraintes auxquelles ils doivent faire face, en particulier celles qui sont liées à la pénurie de main-d'oeuvre industrielle, au développement et à l'acquisition de la technologie, à l'intégration des marchés et à l'utilisation optimale de leurs ressources financières limitées;
 - ii) Une plus grande participation des pays africains aux initiatives prises au niveau international, de manière à les influencer par l'entremise des réunions consultatives

industrielles de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, des négociations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, des organes directeurs de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ainsi que ceux des autres organismes pertinents internationaux ou rattachés aux Nations Unies;

- iii) Une plus grande importance accordée aux questions industrielles et technologiques dans les accords commerciaux et économiques entre pays africains et pays industrialisés;
- iv) Une assistance technique accrue des organisations internationales aux pays africains pour épauler leurs efforts de développement industriel, en insistant sur l'assistance aux projets multinationaux et aux pays les moins avancés, sans littoral, insulaires ainsi qu'aux pays frappés par la sécheresse.

14. Financement du développement

C'est un fait reconnu que l'Afrique dispose d'une quantité considérable de ressources sous forme de fonds pour le développement. Pour exploiter cet avantage, il est nécessaire :

- a) De stopper la fuite des devises étrangères sortant de la région par le canal de divers mécanismes, dont les activités des transnationales sont un rouage;
- b) Mobiliser ces ressources ainsi que d'autres ressources financières et réelles de la région, et les redéployer à l'échelle régionale en faveur de la croissance économique et du développement nationaux, multinationaux et régionaux, et plus particulièrement en vue de développer les industries de base et les industries stratégiques. Pour effectuer cette mobilisation et ce redéploiement, il faudra des institutions financières spécialisées où la concentration de certaines compétences particulières et l'accumulation d'expériences spéciales permettront d'en assurer l'utilisation optimale;
- c) Toutefois, étant donné l'urgence et la complexité des problèmes de développement et de croissance économique accélérés auxquels les pays de la région devront faire face, il est clair qu'il faudra un transfert net important de ressources extérieures provenant de la communauté internationale, à des conditions qui n'aggravent pas le fardeau de la dette de la région et qui permettent à cette dernière d'assurer le service de la dette sans contraintes excessives. Il faudrait par conséquent prendre des mesures appropriées pour accroître l'afflux net de ressources et améliorer les conditions auxquelles ces ressources sont transférées.

15. Sociétés transnationales

La stratégie devrait comprendre :

- a) Des mesures visant à mettre en place un système complet d'informations sur les sociétés transnationales afin que les pays africains perçoivent et comprennent mieux les problèmes liés à leurs structures, à leurs activités et à leurs politiques, et la manière dont celles-ci affectent le processus de développement socio-économique, ainsi que des mesures pour accroître le courant et l'échange des connaissances et des expériences concernant les législations nationales;
- b) Des mesures visant à développer les capacités de négociation des Etats membres et à renforcer leur pouvoir de négociation vis-à-vis des sociétés transnationales en créant des institutions appropriées aux niveaux national, sous-régional, régional et interrégional;

c) Des mesures pour réglementer l'achat et l'acquisition de technologie auprès des sociétés transnationales et l'utilisation de cette technologie, de manière à assurer l'expansion de la production et de la capacité technologiques autochtones, accélérant ainsi l'accession à l'autosuffisance;

d) L'harmonisation des mesures intéressant les sociétés transnationales et notamment l'adoption d'une position commune;

e) Des mesures visant à maximiser les avantages que les sociétés transnationales sont censées apporter aux pays africains sous forme, par exemple, de possibilités d'emploi, de financement des investissements, de développement des compétences techniques et de gestion, de transfert de technologie et de développement de l'industrie, de l'agriculture et du secteur rural.

16. Engagements politiques

Pour que la région africaine puisse concrétiser les priorités et objectifs déclarés de la Stratégie africaine de développement pour les années 80, il faut qu'il y ait la volonté politique de prendre des mesures voulues aux niveaux national, sous-régional et régional, et il est recommandé en conséquence qu'un engagement à appliquer cette stratégie soit considéré comme un cadre de référence pour la réalisation de la transformation socio-économique du continent africain.

Annexe B

PROJET DE DECLARATION D'ENGAGEMENT DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE SUR LES PRINCIPES DIRECTEURS A RESPECTER ET LES MESURES A PRENDRE EN FAVEUR DE L'AUTONOMIE NATIONALE ET COLLECTIVE DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL EN VUE DE L'INSTAURATION DU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Nous, Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Rappelant notre résolution CM/ST.12(XXI), adoptée à la dixième session ordinaire de l'Organisation de l'unité africaine, le 25 mai 1973, où figure la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique,

Conscients que l'Afrique est un vaste continent riche en ressources naturelles de toutes sortes, doté d'un potentiel précieux de ressources humaines et capable de transformer rapidement son économie et d'améliorer le niveau de vie de ses peuples,

Reconnaissant la nécessité d'arrêter d'urgence des mesures pour apporter l'appui politique indispensable au succès des initiatives visant l'objectif d'un développement et d'une croissance économique rapides, autonomes et auto-entretenus,

DECLARONS CE QUI SUIVIT :

1. Nous nous engageons individuellement et collectivement, au nom de nos gouvernements et de nos peuples, à promouvoir le développement économique et social et l'intégration de nos sociétés en vue d'accroître l'autosuffisance et l'autonomie;

2. Nous nous engageons individuellement et collectivement, au nom de nos gouvernements et de nos peuples, à promouvoir l'intégration physique de la région africaine pour faciliter les rapports sociaux et économiques;

3. Nous nous engageons individuellement et collectivement, au nom de nos gouvernements et de nos peuples, à créer des institutions nationales, sous-régionales et régionales qui faciliteront la réalisation de l'autosuffisance et de l'autonomie;

4. Plus particulièrement, nous nous engageons individuellement et collectivement, au nom de nos gouvernements et de nos peuples :

a) A atteindre l'autosuffisance alimentaire, en ce qui concerne la production et les approvisionnements;

b) A exécuter complètement le programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

c) A réaliser un développement industriel sous-régional et régional endogène;

d) A coopérer dans le domaine de la prospection, de l'exploitation et de l'utilisation des ressources naturelles en vue du développement de nos économies et pour le bien de nos peuples, et à mettre en place des institutions appropriées pour atteindre ces objectifs;

e) A développer sur le plan local les compétences nécessaires à la direction des entreprises, la main-d'oeuvre technique et les moyens technologiques afin de permettre à nos peuples de prendre une part plus grande aux efforts entrepris pour atteindre nos objectifs de développement individuels et collectifs;

f) A coopérer pour préserver, protéger et améliorer le milieu naturel.

Nous avons la ferme conviction que ces engagements conduiront à l'édification aux niveaux national, sous-régional et régional d'une économie africaine dynamique et interdépendante et prépareront ainsi la voie à l'établissement ultérieur d'un marché commun africain, prélude à une communauté économique africaine.

207ème séance,
27 mars 1979.

333 (XIV).Programme de travail et ordre de priorité pour 1980-1981 et rapport biennal du Secrétaire exécutif, 1977-1979 ¹²

La Conférence des ministres,

Ayant étudié et discuté le rapport biennal du Secrétaire exécutif pour 1977-1979 ¹³ et le programme de travail et ordre de priorité pour 1980-1981 ¹⁴,

Tenant compte du fait que le plan à moyen terme pour 1980-1981 ¹⁵ a été examiné et approuvé à la dix-huitième réunion du Comité exécutif et que le programme de travail et ordre de priorité était fondé sur le plan à moyen terme,

¹² Voir les paragraphes 249 à 284 du rapport du Conseil des ministres.

¹³ E/CN.14/695.

¹⁴ E/CN.14/707.

¹⁵ E/CN.14/706.

1. Prend acte du rapport biennal du Secrétaire exécutif pour 1977-1979;
2. Recommande que la Commission intensifie ses activités d'agent d'exécution et d'organisme opérationnel en coopération avec d'autres institutions des Nations Unies;
3. Prend note du plan à moyen terme pour 1980-1983;
4. Approuve le programme de travail et ordre de priorité pour 1980-1981, tel qu'il a été modifié par le Comité technique d'experts.

207ème séance,
27 mars 1979.

334 (XIV). Budget du programme pour 1980-1981 ¹⁶

La Conférence des ministres,

Considérant que de toutes les régions du monde, l'Afrique est celle qui contient le plus grand nombre de pays les moins développés,

Consciente de l'importance et de la diversité des problèmes qu'affronte l'Afrique dans ses efforts pour assurer une transformation économique rapide,

Tenant compte du rôle crucial que joue la Commission économique pour l'Afrique pour influencer une telle transformation économique du programme de travail connexe recommandé pour exécution par la Commission et des difficultés financières qui l'empêchent de mettre en oeuvre pleinement et efficacement son programme de travail,

1. Lance un appel aux gouvernements des pays africains pour qu'ils fassent pression sur l'Assemblée générale des Nations Unies afin de l'encourager à allouer à la Commission des ressources suffisantes pour lui permettre de mettre en oeuvre son programme de travail et ordre de priorité;

2. Invite instamment l'Assemblée générale des Nations Unies et ses organes, en raison du rôle crucial d'exécution que joue la Commission économique pour l'Afrique dans la transformation économique rapide de la région, à lui allouer des ressources substantielles qui lui permettront de répondre aux aspirations des pays africains.

207ème séance,
27 mars 1979.

335 (XIV). Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets ¹⁷

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 311(XIII) du 1er mars 1977 sur la création des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Ayant pris note des programmes de travail approuvés par les Conseils des ministres des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

¹⁶ Voir les paragraphes 249 à 254 du rapport du conseil des ministres.

¹⁷ Voir les paragraphes 249 à 254 du rapport du Conseil des ministres.

Consciente de la nécessité de consolider les progrès réalisés jusqu'à présent et de renforcer la coopération multinationale sous-régionale en vue de contribuer à la coopération et à l'intégration régionale,

1. Félicite le Secrétaire exécutif des efforts déployés en vue de la création des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, de leurs organes directeurs et de l'élaboration de leurs programmes de travail;

2. Approuve la décision prise par le Comité exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'intégrer les programmes de travail des Centres dans le programme de travail d'ensemble de la Commission avec effet à partir du programme de travail biennal pour 1980-1981;

3. Prend note avec satisfaction des efforts déployés par le Secrétaire exécutif pour mobiliser des ressources en vue de l'application effective des programmes de travail des Centres;

4. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement de toute l'aide accordée aux Centres et lui demande de poursuivre et d'accroître son soutien à leurs activités;

5. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'œuvrer en vue d'accroître le budget ordinaire de la Commission pour faire en sorte que le volume des ressources allouées aux activités opérationnelles des Centres soit aussi important que possible;

6. Prie instamment les autres organes des Nations Unies, les organisations internationales intéressées et les donateurs bilatéraux d'accorder une aide matérielle aux Centres pour accroître encore leurs ressources;

7. Prie instamment les Etats membres de continuer à fournir l'appui nécessaires à leurs centres respectifs;

8. Recommande au Secrétaire exécutif, compte tenu de l'intérêt général de la Commission, de décentraliser les activités et les ressources opérationnelles de la Commission, dans l'esprit qui a inspiré la création des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets.

207ème séance,
27 mars 1979.

336 (XIV). Intégration du programme de travail du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets pour la sous-région de l'Afrique du Nord au programme de travail général du secrétariat¹⁸

La Conférence des ministres,

Reconnaissant l'importance du rôle des Centres de programmation et d'exécution de projets en ce qui concerne la promotion de la coopération économique entre pays africains,

Notant que la réunion inaugurale du Comité de plénipotentiaires du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets pour l'Afrique du Nord, tenue à Rabat le 26 mars 1979, a adopté le programme de travail du Centre pour l'Afrique du Nord,

1. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'intégrer le programme de travail du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets pour l'Afrique du

¹⁸ Projet de résolution présenté après la Réunion inaugurale de plénipotentiaires qui s'est tenue à Rabat les 25 et 26 mars 1979.

Nord à l'ensemble du programme de travail de la Commission comme cela a été fait pour les programmes de travail des autres Centres pour la période 1979-1981.

2. Invite les Etats membres du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets pour l'Afrique du Nord à appuyer matériellement, financièrement et politiquement le Centre, dans toute la mesure de leurs moyens;

3. Prie le Secrétaire exécutif de veiller à la coordination des activités du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets pour l'Afrique du Nord avec celles des institutions intergouvernementales existant dans la sous-région de manière à éviter toute possibilité de double emploi dans leurs programmes de travail respectifs;

4. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de fournir une assistance financière au Centre multinational de programmation et d'exécution de projets pour l'Afrique du Nord comme cela a été fait pour les quatre autres Centres créés par la Commission.

207ème séance,
27 mars 1979.

337 (XIV). La recherche et le développement en matière d'énergie solaire ¹⁹

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport du Séminaire régional sur l'énergie solaire ²⁰ qui s'est tenu à Niamey (Niger) du 8 au 13 janvier 1979,

Rappelant la résolution 598(XII) du 4 mai 1976 du Conseil économique et social, dans laquelle celui-ci déclarait que l'Organisation des Nations Unies devrait attacher autant d'intérêt aux sources d'énergie nouvelles qu'aux sources classiques d'énergie,

Rappelant en outre la résolution 113(VI) de la Commission datée du 2 mars 1964 et concernant l'utilisation de l'énergie solaire en Afrique,

Prenant note de sa résolution 265(XII) du 28 février 1975, dans laquelle il est recommandé au Secrétaire exécutif d'entreprendre toute action nécessaire à la mise en exploitation des résultats des expériences en matière d'énergie solaire au service du développement des pays africains, et dans laquelle il est prié de mettre tout en oeuvre pour assister au maximum tout pays ou groupe de pays africains ayant entrepris des activités de recherche, d'expérimentation ou d'exploitation dans le domaine de l'énergie solaire,

Tenant compte des recommandations de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie solaire ²¹ qui s'est tenue à Accra (Ghana) du 8 au 19 novembre 1976, concernant le développement et l'utilisation de sources non classiques d'énergie et des énergies nouvelles,

Considérant aussi le Rapport du Colloque de Monrovia sur les perspectives de développement de l'Afrique à l'horizon 2000 ²²,

¹⁹ Voir les paragraphes 276 à 281 du rapport de la Conférence des ministres.

²⁰ E/CN.14/713.

²¹ E/CN.14/665.

²² E/CN.14/698.

Tenant compte en outre du fait que le développement optimal et l'utilisation rationnelle des sources renouvelables d'énergie nécessitent une action concertée, ainsi que la coopération et la pleine participation des Etats africains,

Constatant que les énergies nouvelles, et en particulier l'énergie solaire, pourraient constituer des sources de remplacement et contribuer au développement futur des économies africaines,

Constatant en outre que pour répondre aux besoins des communautés situées dans des régions rurales ou d'accès difficile, l'énergie solaire peut fournir une précieuse assistance complémentaire,

Considérant que la maîtrise des différentes techniques relatives à l'énergie solaire et leur adaptation aux conditions locales nécessitent une infrastructure technologique adéquate, ainsi que des activités de développement et des recherches appropriées,

Considérant en outre qu'on ne peut assurer un développement véritable et qu'on ne peut pas maîtriser des techniques nouvelles sans un personnel hautement spécialisé, compétent et motivé, possédant les connaissances, l'expérience pratique et l'esprit d'initiative nécessaires,

1. Fait siennes les recommandations du Séminaire régional sur l'énergie solaire en Afrique, tenu à Niamey (Niger) du 8 au 13 janvier 1979;

2. Décide de créer un Centre régional de recherches et de développement en matière d'énergie solaire en Afrique;

3. Prie instamment le Secrétaire exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'établissement du Centre;

4. Approuve le Programme de formation de la CEA à l'intention des techniciens, ingénieurs et scientifiques africains qui travaillent dans le domaine de l'énergie solaire;

5. Approuve aussi le projet de la Commission concernant la promotion de l'utilisation de l'énergie solaire en Afrique, tel qu'il a été approuvé par le Comité exécutif à sa dix-neuvième session, tenue à Arusha du 23 au 25 octobre 1977²³;

6. Invite instamment le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à mettre en oeuvre les recommandations du Séminaire régional sur l'énergie solaire en Afrique, en coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, ainsi qu'avec tous les organismes et les organisations rattachés aux Nations Unies (notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation internationale du travail.

207ème séance,
27 mars 1979.

338(XIV). Inventaire cartographique africain

La Conférence des ministres,

Reconnaissant que la première étape, fondamentale, de toutes les tentatives visant à accroître les connaissances sur les ressources naturelles de l'Afrique consiste à dresser un inventaire détaillé des données

²³ E/CN.14/723 - E/CN.14/ECO/164, p.10.

déjà connues et à publier une série d'indices cartographiques photogrammétriques, de levés topographiques et géodésiques, de cartes géologiques et hydrogéologiques, d'inventaires de l'utilisation et du potentiel des terres, de données sur les ressources en eau, de cartes des réseaux hydrologiques et météorologiques et de levés géophysiques,

Notant avec satisfaction que la Commission a terminé le premier atlas indexant ces données pour une vaste région qui comprend l'Algérie, le Bénin, le Niger, le Nigéria, la République-Unie du Cameroun et le Togo et que cet atlas présente les données existantes d'une manière concise et efficace, attire l'attention sur les limites et les lacunes des connaissances actuelles et fournit des données en vue d'une planification rationnelle de la prospection de manière à éviter un chevauchement inutile des efforts,

1. Félicite la Commission économique pour l'Afrique d'avoir commencé à exécuter ce programme et le Centre canadien de recherches pour le développement international d'avoir pris l'initiative d'accorder un appui financier en vue de son exécution;

2. Recommande

a) Que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique prenne les mesures qui s'imposent en vue d'obtenir les fonds nécessaires pour mener à bien, dans le cadre de cet inventaire, l'établissement de douze atlas pour l'ensemble de l'Afrique et l'impression d'un nombre suffisant d'exemplaires pour répondre à la demande prévue, en demandant un don supplémentaire au Centre de recherches pour le développement international et/ou à d'autres sources, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement;

b) Que la Commission comprenne dans ses domaines de crédit au titre du budget ordinaire des postes d'administrateurs et de personnel d'appui, comme il est stipulé dans l'accord initial avec le Centre de recherches pour le développement international, de manière à assurer la révision régulière des cartes indexées de l'inventaire et la publication à brefs intervalles des additifs appropriés;

c) Que la Commission, en consultation avec les organismes internationaux, régionaux et nationaux compétents, organise l'exécution de la phase II du programme, en particulier l'analyse détaillée des données de l'inventaire, l'établissement des spécifications pour les activités qui seront exécutées dans les diverses disciplines sur lesquelles doit porter l'inventaire et les ajustements préliminaires des travaux géodésiques sur une base unifiée.

207ème séance,
27 mars 1979.

339(XIV). Réunion régionale africaine portant sur l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata et la suite à y donner ²⁴

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2115(LXIII) du Conseil économique et social, en date du 4 août 1977, aux termes de laquelle le Conseil reconnaissait le rôle central que le Comité des ressources naturelles et les commissions régionales devraient jouer dans la promotion de la coopération intergouvernementale comme suite au Plan d'action de Mar del Plata sur la mise en valeur et la gestion intégrées des ressources naturelles, et invitait les commissions régionales à convoquer des réunions afin d'avoir l'avis des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies sur la suite à donner à la Conférence des Nations Unies sur l'eau ainsi que sur les possibilités, les besoins et les problèmes liés à l'application des recommandations de la Conférence à l'échelon régional,

²⁴ Voir les paragraphes 266 à 272 du rapport de la Conférence des ministres.

Rappelant en outre la résolution 2121(LXIII) du Conseil économique et social en date du 4 août 1977, dans laquelle le Conseil priait les commissions régionales de renforcer et d'intensifier leurs responsabilités dans le secteur de l'eau et priait le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la préparation coordonnée et le service de la session extraordinaire du Comité des ressources naturelles qui s'occupera d'une vaste gamme d'activités ayant trait à l'eau,

Tenant compte de la résolution 32/158 du 19 décembre 1977, aux termes de laquelle l'Assemblée générale adoptait le rapport de la Conférence des Nations sur l'eau et approuvait le Plan d'action de Mar del Plata ainsi que les autres accords réalisés à la Conférence et faisait siennes les résolutions 2115(LXIII) et 2121(LXIII) du Conseil économique et social, en date du 4 août 1977,

Ayant examiné le rapport de la Réunion régionale africaine portant sur l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata et la suite à y donner, qui s'est tenue à Addis-Abeba en octobre 1978, lequel contient des propositions qui seront soumises à la session extraordinaire du Comité des ressources naturelles²⁵.

Considérant que la gestion et la mise en valeur des ressources naturelles constituent l'un des facteurs les plus importants du développement humain, social et économique de l'Afrique, et sont nécessaires pour améliorer la qualité de la vie humaine,

1. Approuve le rapport de la réunion régionale africaine et le recommande au Comité des ressources naturelles;

2. Approuve les propositions contenues dans le rapport, et en particulier celles qui concernent :

a) L'application du Plan d'action de Mar del Plata à l'échelon national;

b) Les arrangements institutionnels à l'échelon régional en vue de l'application du Plan d'action de Mar del Plata et de la suite à lui donner;

c) L'application du Plan d'action de Mar del Plata à l'échelon régional dans les domaines de l'évaluation des ressources en eau, de l'alimentation en eau des communautés et de l'assainissement, de l'utilisation de l'eau pour l'agriculture, de la production d'énergie hydro-électrique, du transport par voies d'eau intérieures, de l'environnement, de la santé et de la pollution, des politiques, de la planification et de la formation dans le domaine de l'eau, de la sécheresse, de l'enseignement, de la formation et de la recherche et de la coopération technique entre pays en développement en ce qui concerne la mise en valeur des ressources en eau;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine de donner suite au Plan d'action de Mar del Plata et, en coopération avec tous les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales, d'aider la Commission et les Etats membres à appliquer les propositions qui y figurent.

207ème séance,
27 mars 1979.

340(XIV). Ressources marines²⁶

La Conférence des ministres,

²⁵ E/CN.14/ECO/161.

²⁶ Voir les paragraphes 249 à 254 ci-dessus.

Rappelant sa résolution 238(XI) du 22 février 1973 concernant la stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, en particulier en ce qui concerne la mise en valeur des ressources minérales, de l'énergie, des ressources en eau, de l'environnement, des transports et des communications, du tourisme, de la science et de la technique,

Rappelant également la résolution 2625(XXV) du 24 octobre 1970 de l'Assemblée générale, portant sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et en particulier les paragraphes ayant trait à l'expansion et à la diversification de la production, ainsi que la résolution 2692(XXV) du 11 décembre 1970 de l'Assemblée générale concernant la souveraineté permanente des pays en développement sur leurs ressources naturelles et l'expansion des sources intérieures d'accumulation aux fins du développement économique,

Prenant acte du stade atteint au cours des négociations actuelles sur la Conférence du droit de la mer et des responsabilités qui incombent aux Etats membres africains dans ces négociations,

Ayant approuvé le Programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour 1980-1981, en particulier en ce qui concerne les ressources marines ²⁷,

Constatant que, bien que le groupe des ressources marines de la Commission économique pour l'Afrique ait été créé en 1976, il n'a pas encore été doté en personnel,

1. Réaffirme que les Etats membres doivent prendre promptement, individuellement et collectivement, des mesures pour la mise en valeur, la gestion et la conservation de leurs ressources marines;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, les organismes des Nations Unies concernés et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales, d'aider les Etats membres dans ce domaine;

3. Demande à l'Assemblée générale de prendre les dispositions voulues afin de recruter le personnel nécessaire pour le groupe des ressources marines du siège de la Commission économique pour l'Afrique.

207ème séance,

27 mars 1979.

341(XIV). Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique ²⁸

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 291(XIII) adoptée le 26 février 1977, qui recommande à la communauté internationale de proclamer une décennie des transports et des communications en Afrique et sa résolution 2097(LXIII) adoptée le 29 juillet 1977 par le Conseil économique et social, qui recommande aussi à l'Assemblée générale des Nations Unies de proclamer cette décennie,

Norant avec satisfaction la résolution 32/160, adoptée le 19 décembre 1977 par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui approuve les recommandations contenues au paragraphe 1 de la résolution 291(XIII) de la Conférence des ministres en date du 26 février 1977, et qui proclame la Décennie des transports et des communications en Afrique pour les années 1978-1988,

²⁷ E/CN.14/707.

²⁸ Voir les paragraphes 273 à 275 du rapport de la Conférence des ministres.

Tenant compte de la résolution ECO/(XVIII)/Res.2 du Comité exécutif, adoptée le 4 mai 1978 à Khartoum, dans laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine sont priés d'élaborer un programme d'action détaillé pour la Décennie,

Notant en outre avec satisfaction la résolution CM/Res.675(XXXI) adoptée à Khartoum en juillet 1978 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, ainsi que la résolution 33(197) du 29 janvier 1979, dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies fait sienne la résolution ECO/(XVIII)/Res.2 du Comité exécutif de la Commission,

Se félicitant des résultats de la Réunion interinstitutions de mars 1978 et de l'engagement pris par les institutions des Nations Unies pour coopérer en vue de l'exécution des programmes de travail de la Décennie,

1. Note avec intérêt la stratégie globale pour la mise en oeuvre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1978-1988) ²⁹;

2. Exprime ses remerciements à l'Assemblée générale des Nations Unies pour avoir proclamé la Décennie des transports et des communications en Afrique pour les années 1978-1988, et pour les dispositions financières qu'elle a prises pour assurer la préparation du programme de ladite Décennie;

3. Exprime aussi ses remerciements au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'appui financier substantiel consenti à la Commission économique pour l'Afrique, qui a rendu possible la préparation du programme de la première phase de la Décennie;

4. Demande instamment aux Etats membres :

a) D'accorder le rang de priorité le plus élevé au développement des transports et communications dans la région;

b) De participer effectivement à la Conférence des ministres chargée des transports, des communications et de la planification qui aura lieu à Addis-Abeba du 8 au 12 mai 1979, en vue d'examiner et d'adopter le programme de la première phase de la Décennie;

5. Fait appel au Secrétaire général des Nations Unies pour qu'il continue à oeuvrer en vue de fournir à la Commission toutes les ressources financières et humaines qui lui sont nécessaires pour s'acquitter pleinement de ses responsabilités au cours de la Décennie;

6. Fait également appel au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il augmente son appui financier à la Commission afin de lui permettre de préparer et d'exécuter le programme de la Décennie;

7. Lance aussi un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne des mesures afin d'assurer le plein succès de la Conférence des plénipotentiaires, des donateurs qui sera convoquée par le Secrétaire général des Nations Unies au cours du dernier trimestre 1979 en vue de mobiliser les ressources nécessaires pour l'exécution du programme de la Décennie;

8. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les dispositions voulues pour assurer le succès de la Décennie.

207ème séance,
27 mars 1979.

²⁹ E/CN.14/710/Add.1.

La Conférence des ministres,

Vu la résolution 291(XIII) de la Commission sur la Décennie des transports et des communications en Afrique,

Considérant l'importance du secteur des transports et des communications dans le processus du développement et d'intégration en Afrique,

Considérant le rôle que peut jouer la formation des cadres et du personnel dans le développement d'une technologie des transports et des communications,

Considérant aussi qu'une Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics se tiendra du 8 au 12 mai 1979 à Addis-Abeba en vue de l'établissement d'un programme d'action et de l'élaboration d'un programme détaillé de projets au titre de la Décennie des Nations Unies des transports et des communications en Afrique,

Demande au Secrétaire exécutif d'inviter les participants à la Conférence précitée à envisager d'inscrire au programme d'action de la Décennie les projets énumérés ci-après :

a) Création d'un centre africain d'études et de recherches sur les transports chargé d'assurer la formation des cadres et de promouvoir le développement d'une technologie des transports adaptée aux besoins de l'Afrique;

b) Création d'un centre de formation de conducteurs d'engins;

c) Préparatifs en vue de l'étude d'un plan directeur du réseau routier africain basé sur les 9 liaisons transafricaines mentionnées dans le document E/CN.14/710/Add.1;

d) Elaboration d'une charte routière africaine fixant les normes de construction, d'entretien et d'exploitation;

e) Promotion du projet de construction de la route Rabat-Nouakchott dans le cadre de la liaison Le Caire-Nouakchott;

f) Préparation d'une étude de faisabilité du projet de franchissement du détroit de Gibraltar dans le cadre d'une liaison Afrique-Europe, le cas échéant en collaboration entre la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Europe;

g) Création d'un comité sous-régional de coordination des transports maritimes composé des représentants des compagnies africaines chargé d'harmoniser les législations maritimes et d'instituer une base d'information commune;

h) Organisation de séminaires et de journées d'étude dans le secteur des transports maritimes et des ports;

i) Promotion de projets inter-Etats de construction et de réparation navales;

j) Promotion d'actions de coordination du trafic de fret aérien et de libéralisation des droits d'exploitation entre Etats africains;

³⁰ Voir les paragraphes 273 à 275 du rapport de la Conférence des ministres.

k) Création de liaisons de télécommunications entre pays africains dans le cadre du projet de réseau panafricain de télécommunications.

207ème séance,
27 mars 1979.

343(XIV). Consultations commerciales bilatérales entre pays africains ³¹

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 222 B(X) du 13 février 1971, dans laquelle il était recommandé que, pour l'exécution de projets visant à développer les échanges intra-africains, le Secrétaire exécutif établisse des groupes de travail, convoque des réunions et organise des consultations commerciales bilatérales sur une base officieuse et confidentielle à l'occasion des réunions de la Conférence des ministres,

Rappelant aussi sa résolution 323(XIII) du 1er mars 1977, ayant trait à la nécessité d'inventorier et d'évaluer les résultats des consultations tenues lors de la deuxième, de la troisième et de la quatrième réunions de la Conférence, et invitant les Etats membres à fournir au secrétariat les informations nécessaires sur les résultats de ces consultations et sur les mesures prises en conséquence,

1. Prend note avec satisfaction du rapport du Secrétaire exécutif relatif aux consultations bilatérales entre pays africains qui contient des suggestions touchant les meilleurs moyens d'améliorer la procédure desdites consultations en vue d'en accroître l'utilité pour la promotion des échanges intra-africains;

2. Invite instamment les pays qui ont participé aux consultations tenues à l'occasion de la présente session de la Conférence à communiquer au secrétariat de la Commission toutes les informations pertinentes concernant les résultats de ces consultations et les mesures qui seront prises systématiquement tous les semestres, jusqu'à la prochaine session.

207ème séance,
27 mars 1979.

344(XIV). Association des organisations africaines de promotion commerciale

La Conférence des ministres

Ayant conscience de l'importance accordée par la présente réunion à la promotion du commerce intra-africain en tant que partie intégrante de la stratégie africaine pour la troisième Décennie pour le développement,

Rappelant sa résolution 300(XIII) du 28 février 1977 relative à la coopération économique intéressant l'association des organisations africaines de promotion commerciale,

Consciente du rôle que l'Association pourrait jouer pour la promotion du commerce intra-africain,

1. Invite instamment les Etats membres qui ne l'ont pas encore faite à devenir membres de l'Association;

2. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à aider l'Association à exécuter son programme de travail.

207ème séance,
27 mars 1979.

³¹ E/CN.14/INF/94.

345(XIV). Négociation d'un nouvel accord de coopération entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne³²

La Conférence des ministres,

Prenant note du rapport et de l'analyse faite dans le document sur les négociations d'un nouvel accord de coopération entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne³³,

Consciente des problèmes auxquels se heurtent les négociations,

Reconnaissant la nécessité de conclure sans retard les négociations pour réduire autant que possible les dépenses qu'entraîneraient des négociations prolongées pour le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique,

Prenant note des recommandations formulées à ce sujet par le Comité exécutif de la Conférence des ministres à sa dix-neuvième session, tenue à Arusha (Tanzanie) du 23 au 25 octobre 1977,

1. Demande que, dans la limite de ses ressources, le secrétariat de la Commission continue à fournir, quand il en est prié, le soutien technique dont les négociateurs africains ont besoin, notamment pour établir des études et obtenir les renseignements statistiques appropriés, afin d'aider le groupe à cerner les questions soulevées pendant les négociations;

2. Invite les gouvernements africains à continuer de fournir un soutien technique, politique et financier constant à leurs négociateurs;

3. Fait appel à la Communauté économique européenne pour qu'elle coopère pleinement aux fins d'assurer que les négociateurs ne se prolongent pas indûment et soient conclues dans l'intérêt mutuel de toutes les parties intéressées.

207ème séance,
27 mars 1979.

346(XIV). Cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement³⁴

La Conférence des ministres,

Reconnaissant que la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui se tiendra à Manille (Philippines) en mai 1979 revêt une importance particulière, compte tenu de la crise persistante du système économique international qui a des répercussions particulièrement graves sur les pays africains, et de la nécessité urgente d'accélérer le développement économique des pays en développement et de restructurer les relations économiques internationales dans le cadre d'un nouvel ordre économique international,

Rappelant les recommandations contenues dans le Rapport du Rapporteur de la Conférence des ministres africains du commerce à sa cinquième session, tenue à Addis-Abeba du 30 janvier au 1er février

³² Voir les paragraphes 38 à 248 du rapport de la Conférence des ministres.

³³ E/CN.14/701.

³⁴ Voir les paragraphes 38 à 248 du rapport de la Conférence des ministres.

1979, pour arrêter une stratégie de négociation collective en vue de la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

6. Invite le Secrétaire exécutif à procéder, immédiatement après la fin de la cinquième session, à une évaluation préliminaire des résultats obtenus et de leurs conséquences pour l'Afrique en fonction du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective et cadre de négociations et des recommandations adoptées par la présente Conférence;

7. Demande au Secrétaire exécutif d'organiser, en collaboration avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, des consultations avec des ministres africains à Manille, lors de la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; sur la nécessité de convoquer la Conférence des ministres africains du commerce pour procéder à une évaluation des résultats de cette session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

8. Demande au Secrétaire exécutif de soumettre à la sixième réunion de la Conférence des ministres et quinzième session de la Commission, qui se tiendra à Addis-Abeba du 9 au 12 avril 1980, un rapport complet sur la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et sur ses prolongements.

207ème séance,
27 mars 1979.

347(XIV). Sociétés transnationales ³⁵

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 3202(S-VI) de l'Assemblée générale, datée du 1er mai 1974, contenant le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Rappelant aussi la résolution 1961(LIX) du Conseil économique et social datée du 29 juillet 1975 sur les services communs de liaison et d'appui du Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales et des commissions régionales,

Ayant examiné les principales questions relatives aux activités des sociétés transnationales en Afrique telles qu'elles sont décrites dans le document qui lui a été soumis sur cette question ³⁶,

Consciente de la nécessité de combattre et d'éliminer les effets négatifs des activités des sociétés transnationales sur les économies des pays africains en développement et de prendre les mesures nécessaires pour optimiser leurs contributions au développement socio-économique des Etats membres,

Constatant que le service commun sur les sociétés transnationales, créé par un accord conclu entre le Secrétaire exécutif de la Commission et le Directeur exécutif du Centre sur les sociétés transnationales, est devenu pleinement opérationnel,

1. Prie instamment les Etats membres de la Commission de mettre en place un système pour les échanges d'informations ainsi que pour le partage des données d'expérience, en particulier en ce qui concerne les négociations et les autres accords entre les pays hôtes et les sociétés transnationales, et d'accorder leur plein appui aux travaux du service commun dans ce domaine;

³⁵ Voir les paragraphes 38 à 248 du rapport de la Conférence des ministres.

³⁶ E/CN.14/703.

2. Invite les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à intensifier leurs efforts en vue de mettre en application sa résolution 326(XIII) datée du 1er mars 1977, dans laquelle il était demandé instamment aux Etats membres de créer les services appropriés pour surveiller les activités des sociétés transnationales et traiter les problèmes qu'elles soulèvent, étant entendu que ces services nationaux auraient aussi pour fonction d'évaluer les activités des sociétés transnationales au niveau national, de donner des conseils aux gouvernements et aux entreprises des secteurs public et privé sur la manière de négocier avec les sociétés transnationales, et de servir de point de contact avec le service commun;

3. Invite la Commission des sociétés transnationales à intensifier ses efforts visant à élaborer d'urgence un code de conduite efficace intéressant les sociétés transnationales, en tenant pleinement compte des intérêts de la région africaine;

4. Se félicite de la manière dont le Centre sur les sociétés transnationales de l'Organisation des Nations Unies et la Commission économique pour l'Afrique collaborent en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre un programme commun de coopération technique visant à renforcer la capacité des pays de la région de négocier avec les sociétés transnationales.

207ème séance,
27 mars 1979.

348(XIV). Perfectionnement de la main-d'oeuvre ³⁷

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 306(XIII) du 1er mars 1977 sur la coopération en matière de perfectionnement et d'utilisation de la main-d'oeuvre, dans laquelle elle recommandait notamment aux Etats membres d'utiliser au maximum les facilités de formation et de recherche des écoles techniques, des universités et des autres établissements spécialisés existant en Afrique pour la formation des ressortissants africains et de réserver en conséquence dans leurs établissements un certain nombre de places à des étudiants venant d'autres pays en développement, qui seront attribuées dans le cadre de programmes d'échanges d'étudiants et d'octroi de bourses de perfectionnement,

Réaffirmant sa résolution 318(XIII) du 1er mars 1977 sur la formation en vue du développement, dans laquelle elle demandait notamment au Secrétaire exécutif d'entreprendre des études et de leur donner la suite appropriée en vue de la mobilisation de ressources pour l'exécution d'un programme de formation et de bourses pour l'Afrique, qui accorderait la priorité aux besoins critiques de personnel des Etats membres, et d'encourager la mise en place d'institutions et de programmes africains appropriés aux échelons multinational, sous-régional ou régional destinés à satisfaire les besoins actuels et futurs de l'Afrique en personnel,

Rappelant aussi sa résolution 319(XIII) du 1er mars 1977 sur l'accélération de l'industrialisation en Afrique, dans laquelle elle demandait aux Etats membres d'adopter et d'appliquer au niveau national des politiques, des programmes et des projets intéressant notamment la main-d'oeuvre dans le secteur industriel, recommandait que lors des consultations et négociations internationales, une attention particulière soit accordée à des programmes de formation de la main-d'oeuvre locale et faisait appel à l'Organisation internationale du Travail, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pour qu'elles fournissent des experts en vue de résoudre les problèmes de main-d'oeuvre industrielle,

³⁷ Voir les paragraphes 266 à 272 du rapport de la Conférence des ministres.

Consciente des implications, en ce qui concerne la main-d'oeuvre et le personnel de gestion, de l'objectif fixé à Lima pour ce qui est de la production industrielle ³⁸ de l'Afrique, des ressources en personnel technique et de gestion nécessaires pour mener à bien le Programme régional alimentaire africain, la Décennie des transports et des communications, la transformation du secteur rural, et pour réaliser un développement accéléré dans d'autres secteurs de l'économie nationale, notamment pour assurer une exploitation efficace des services publics et une gestion rentable des entreprises publiques,

Prenant note des mesures déjà prises par le secrétariat en créant et en mettant en application le Programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique, qui est destiné à développer la capacité de formation des établissements multinationaux et régionaux africains de formation, et à former des Africains dans les secteurs où les besoins en main-d'oeuvre sont critiques, en particulier dans l'industrie, l'agriculture, la science et la technologie, les transports, la gestion et l'éducation,

Déplorant les contraintes qui pèsent sur l'exécution de cet important programme de formation, faute de ressources,

Prenant note avec satisfaction de l'effort déployé par le secrétariat pour promouvoir la création et le développement d'écoles supérieures sous-régionales de gestion des affaires et d'études financières en Afrique et de l'appui qu'il apporte au perfectionnement des professeurs de gestion, efforts qui visent à aider les Etats africains à renforcer l'autonomie dont ils ont tant besoin sur le plan de la capacité de gestion pour leurs efforts de développement,

Reconnaissant qu'un effort accru pour améliorer les ressources de l'Afrique en main-d'oeuvre qualifiée et en cadres de gestion pourrait contribuer de manière sensible à atteindre les objectifs nationaux fixés dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et à instaurer un nouvel ordre économique international en Afrique reposant sur des économies auto-entretenues et autonomes,

Faisant siennes les recommandations du groupe intergouvernemental d'experts sur l'établissement d'un Institut supérieur africain de formation et de recherches techniques qui s'est réuni à addis-Abeba du 22 au 27 novembre 1978, demandant la création d'un institut supérieur africain de formation et de recherches techniques qui s'occuperait en particulier de former des techniciens au niveau intermédiaire et supérieur et des techniciens instructeurs ainsi que du recyclage des ingénieurs et des technologues ³⁹,

Exprimant sa gratitude aux divers gouvernements non africains et aux institutions et organisations multilatérales et bilatérales qui ont fourni une assistance au secrétariat en vue de former des Africains, notamment à ceux et celles qui ont apporté un appui financier et des bourses au Programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique,

I. Mesures générales

1. Approuve les objectifs, la conception et la gestion du Programme élargi de bourses et de formation pour l'Afrique;

2. Décide qu'un Institut supérieur africain de formation et de recherches techniques sera établi sans plus attendre, dans un pays membre qui sera choisi par le Conseil d'administration de l'Institut;

³⁸ Déclaration et Plan d'action de Lima sur le développement et la coopération industriels (document ID/B/155/Add.1).

³⁹ Document E/CN.14/INF/95 - PAMM/ED/65.

II. Mesures à prendre par les Etats membres

3. Invite les Etats membres et les organisations intergouvernementales africaines à :

- a) Attribuer des fonds et des bourses substantiels au Programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique;
- b) Coopérer de manière efficace avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le pays qui accueillera l'Institut supérieur africain de formation et de recherches techniques en vue d'établir l'Institut et de le rendre opérationnel le plus tôt possible en versant ponctuellement leurs contributions et en lui fournissant tout autre soutien approprié;

III. Mesures à prendre par les organismes des Nations Unies et les autres organisations

4. Lance un appel au Programme des Nations Unies pour le développement, aux autres organismes rattachés aux Nations Unies, ainsi qu'aux organisations bilatérales et multilatérales ne dépendant pas des Nations Unies, pour qu'ils intensifient leur coopération avec le secrétariat de la Commission pour former des Africains, et en particulier pour qu'ils :

- a) Appuient la création et contribuent au fonctionnement de l'Institut supérieur africain de formation et de recherches techniques en lui fournissant des subventions, du personnel qualifié, du matériel et des bourses;
- b) Participent de manière substantielle au Programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique en fournissant des dons et des bourses pour le premier programme quinquennal;

IV. Mesures à prendre par le secrétariat de la Commission

5. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission :

- a) De rechercher la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation internationale du travail en particulier pour définir les besoins en personnel qualifié dans les divers secteurs des industries de base, dont on s'inspirera ensuite pour organiser et mener à bien la formation spécialisée à long terme de ressortissants africains ainsi que la formation intensive en cours d'emploi, de manière à éliminer les problèmes de main-d'oeuvre qui entravent la matérialisation de l'objectif de Lima concernant la production industrielle de l'Afrique;
- b) D'accélérer l'exécution du projet d'étude et d'expérimentation concernant la ventilation des emplois, l'analyse des compétences et les techniques de formation accélérée adaptées aux industries et autres établissements des Etats membres;
- c) D'identifier les spécialistes africains résidant et travaillant hors d'Afrique et d'établir des contrats avec eux pour les inciter à solliciter un poste dans les divers établissements régionaux et sous-régionaux de formation et de recherches qui sont en cours de création ou déjà en activité en Afrique;
- d) De mettre en place et développer les moyens d'action du secrétariat en matière d'information sur les spécialistes et organismes de consultants africains de manière à faciliter le recours à leurs services en Afrique;
- e) Dans la limite des ressources disponibles au titre du Programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique, d'accorder la priorité à la formation du personnel dans les domaines de l'inventaire des ressources naturelles et de leur évaluation, de la mise en valeur et de l'utilisation de l'énergie solaire et des transports et des communications, de manière à répondre aux besoins pressants de main-d'oeuvre dans les domaines en question;

f) De mettre en route au secrétariat et dans les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets un programme concret d'assistance technique, de services consultatifs et de formation visant à améliorer l'organisation et la gestion dans les services publics et les entreprises publiques des Etats membres;

g) De continuer d'appuyer les écoles supérieures sous-régionales de gestion des affaires en leur fournissant des subventions, des bourses et en les aidant à perfectionner leur personnel;

h) De soumettre à chaque session de la Conférence des ministres des apports activité sur le Programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique et sur l'établissement et le fonctionnement de l'Institut supérieur africain de formation et de recherches techniques.

207ème séance,
27 mars 1979.

349(XIV). Appui aux institutions africaines multinationales de formation, de recherches et de services⁴⁰

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 297(XIII) du 28 février 1977 sur la coopération économique dans le domaine des ressources naturelles, par laquelle elle demandait aux pays africains qui n'avaient pas encore signé et ratifié les accords portant création du Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes et du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est, d'accorder à ces institutions leur appui total sur le plan politique et matériel,

Notant avec regret que la situation n'a pas enregistré d'amélioration sensible concernant l'appui apporté à ces Centres,

Rappelant en outre sa résolution 318(XIII) du 1er mars 1977, sur la formation en vue du développement, par laquelle elle faisait, entre autres, appel au Secrétaire exécutif pour qu'il encourage la mise en place d'établissements et de programmes africains appropriés aux échelons multinational, sous-régional ou régional destinés à satisfaire les besoins actuels et futurs de l'Afrique en personnel tout en ayant recours, chaque fois que cela est possible et souhaitable, aux établissements nationaux ou multinationaux existants,

Consciente du fait que, parmi les régions du monde en développement, l'Afrique est celle qui est la moins bien dotée en matière de main-d'oeuvre qualifiée, de capacités pour la recherche et de services spécialisés,

Notant qu'en plusieurs occasions, les Etats africains ont décidé de créer conjointement des établissements ayant des objectifs spécifiques, lesquels demeurent pertinents pour le développement économique et social de l'Afrique,

Reconnaissant que de nombreux établissements multinationaux de formation, de recherches et de services ont été créés essentiellement parce que leur mise en place sur une base nationale s'était souvent avérée peu pratique et qu'ils ont fréquemment pour objet d'encourager la fondation d'établissements nationaux de contrepartie,

⁴⁰ Voir les paragraphes 266 à 272 du rapport de la Conférence des ministres.

S'inquiétant du fait que l'efficacité de certains de ces établissements les Etats africains ont volontairement décidé de créer a été restreinte et est toujours restreinte en raison de toute une série de problèmes, dont le principal est l'appui financier, moral et politique insuffisant qui leur est accordé par les Etats membres,

Convaincue qu'en vue d'assurer leur autonomie, les Etats africains doivent coopérer à la création d'établissements de formation, de recherches et de services qui ont un rôle essentiel à jouer pour le développement de la région, que ces établissements ne peuvent vraiment atteindre leurs objectifs respectifs qu'à condition de bénéficier du soutien entier et efficace des Etats membres,

Invite instamment tous les Etats membres, lorsqu'ils décident de participer aux établissements de formation, de recherches et de services africains multinationaux, sous-régionaux ou régionaux;

a) A verser leurs contributions annuelles au budget de ces établissements et à s'acquitter régulièrement et ponctuellement de toutes leurs autres obligations financières;

b) A participer effectivement à la gestion de ces établissements;

c) A s'intéresser tout aussi activement au maintien, à l'expansion et au progrès de ces établissements, qu'au développement des établissements nationaux, en reconnaissant leur importance en tant qu'éléments de l'infrastructure requise pour assurer un développement et une croissance économique collectifs autonomes et auto-entretenus.

207ème séance,
27 mars 1979.

350(XIV). Questions administratives et budgétaires concernant l'IDEP : statuts et finances ⁴¹

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 250(XI) du 23 février 1973, 285(XII) du 23 février 1975 et 320(XIII) du 1er mars 1977 sur l'Institut africain de développement économique et de planification,

Notant

a) Qu'à sa dix-huitième session, tenue à Khartoum en mai 1978 ⁴², le Comité exécutif de la CEA a approuvé les statuts de l'Institut africain tels qu'ils avaient été adoptés dans la résolution 320(XIII) de la Conférence et révisés à la lumière des propositions faites par le Secrétaire général sur l'avis de la cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, et a recommandé que les statuts révisés soient soumis à l'Assemblée générale pour approbation, par l'entremise du Conseil économique et social,

b) Qu'à sa dix-neuvième session, tenue à Dakar en février 1979, le Conseil d'administration de l'Institut a recommandé l'adoption du projet de statuts révisés, sans préjuger l'examen des dispositions des statuts qui serait fait au début de la prochaine phase des activités de l'IDEP, au moment où le financement futur de l'Institut ferait l'objet d'une évaluation complète,

⁴¹ Voir les paragraphes 266 à 271 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴² E/CN.14/692-E/CN.14/ECO/143.

c) Qu'à sa dix-septième session, tenue à Addis-Abeba en décembre 1977, le Conseil d'administration de l'Institut a adopté un programme biennal, comme cela avait été décidé dans la résolution 320(XIII) ⁴³,

d) Qu'à sa septième session, tenue à Addis-Abeba en décembre 1978, la Conférence des planificateurs africains ⁴⁴, après avoir examiné le rapport de l'Institut sur l'exécution du programme biennal, a reconnu que l'Institut ne serait pas à même d'exécuter convenablement les activités inscrites à son programme si les Etats membres ne s'acquittaient pas de l'engagement financier pris dans la résolution 285(XII),

e) Que, pendant les délibérations de sa septième session, la Conférence des planificateurs africains a en outre examiné les procédures administratives relatives au recouvrement des contributions des Etats membres à l'Institut,

f) Qu'à sa dix-neuvième session, tenue à Dakar en février 1979, le Conseil d'administration de l'Institut, après avoir examiné les ressources financières dont disposait l'Institut pour 1979, a reconnu qu'un budget annuel minimal de 1,8 million de dollars des Etats-Unis serait nécessaire pour que l'Institut exécute son programme biennal,

g) Qu'à sa dix-huitième session, tenue à Dakar en décembre 1977, le Conseil d'administration de l'IDEP a adopté une proposition recommandant aux pays de financer les bourses attribuées à leurs ressortissants pour étudier à l'IDEP en utilisant les chiffres indicatifs de planification alloués par le PNUD, ce qui permettrait d'accroître les ressources mises à la disposition de l'Institut,

h) Qu'à sa dix-neuvième session, tenue à Dakar en février 1979, le Conseil d'administration de l'Institut, conscient du fait que l'Institut était un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique, a recommandé que des fonds prélevés sur le budget ordinaire de l'ONU et inscrits au budget de la CEA soient mis à la disposition de l'Institut,

1. Adopte les statuts révisés de l'Institut tels qu'ils ont été modifiés par la cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et entérinés par le Comité exécutif de la Commission après amendement de l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article IV et qu'ils figurent en annexe à la présente résolution;

2. Invite le Secrétaire exécutif à soumettre les statuts qui auront été adoptés au Conseil économique et social, pour approbation par l'Assemblée générale;

3. Demande instamment aux Etats membres de payer l'arriéré de leurs contributions financières à l'Institut et de payer leurs contributions annuelles régulièrement et ponctuellement;

4. Lance un appel aux Etats membres concernés pour qu'ils versent le solde non acquitté de leurs contributions d'ici à la fin de 1980;

5. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement, par l'entremise de ses représentants résidents, de prêter son concours en facilitant le recouvrement régulier des contributions financières des Etats membres;

⁴³ E/CN.14/723 - E/CN.14/ECO/164.

⁴⁴ E/CN.14/717 - E/CN.14/CAP/7/11.

6. Prie aussi les Etats membres d'examiner la possibilité d'accorder des bourses qui pourraient être financées au titre du chiffre indicatif de planification alloué par le PNUD, afin de couvrir le coût de la formation de leurs ressortissants à l'Institut;

7. Prie en outre le Secrétaire exécutif de tout mettre en oeuvre pour insuffler une nouvelle vie à l'Institut et de s'efforcer d'obtenir les ressources financières nécessaires à l'aide du budget ordinaire de l'ONU pour financer le coût de deux postes d'administrateurs supplémentaires et de matériel pédagogique pour l'Institut.

207ème séance,
27 mars 1979.

ANNEXE

Statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification

Article premier

Objectifs et attributions de l'Institut

1. L'institut a pour objectif principal de former les spécialistes et les cadres supérieurs des institutions et services africains responsables du développement et de la planification économiques. Cette formation comporte des travaux de recherche et d'appui appropriés. L'Institut organise également des séminaires de durée variable sur des problèmes pratiques de développement national ou régional et sur la planification de divers secteurs économiques. Les attributions de l'Institut sont les suivantes :

a) Organiser en son siège des cours de formation de durée variable sur divers aspects du développement et de la planification. Le Conseil d'administration détermine périodiquement, sur avis du Comité consultatif des études et de la recherche, le programme de ces cours et les conditions d'admission. Le Conseil détermine également le type et la nature des diplômes délivrés à la fin de ces cours;

b) Organiser dans les pays africains, en coopération avec les services nationaux appropriés et les institutions spécialisées intéressées, des séminaires de durée variable sur les problèmes pratiques que posent le développement et la planification à l'échelon national et régional;

c) Fournir des services consultatifs à la demande des gouvernements et dans la mesure où le programme de formation le permet;

d) Etablir une documentation destinée à être diffusée dans toute l'Afrique à l'intention des spécialistes de la recherche, des institutions nationales traitant des problèmes du développement économique et des organisations sous-régionales qui s'occupent de planification et de développement économiques;

e) En exerçant ces quatre attributions, l'Institut doit prendre en considération l'intérêt primordial qu'il y a à promouvoir et à défendre l'indépendance économique des pays africains.

Article II

Siège de l'Institut

1. L'Institut a son siège à Dakar (Sénégal).

2. Le Gouvernement hôte fournit, en accord avec l'Organisation des Nations Unies, les locaux, les installations et les services appropriés nécessaires au bon fonctionnement de l'Institut.

Article III
Statut et organisation de l'Institut

1. L'Institut est un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique.
2. L'Institut a son Conseil d'administration et son budget propres. Le règlement financier et le Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies en régissent le fonctionnement, sauf lorsque l'Assemblée générale en décide autrement. L'Institut doit également se conformer aux règles de gestion financière, au règlement du personnel et à tous les autres textes administratifs émanant du Secrétaire général, sauf lorsque ce dernier en décide autrement.
3. L'Institut comporte en outre un Conseil consultatif des études et de la recherche, un Directeur et le personnel chargé de le seconder.

Article IV
Le Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration comprend les membres suivants :
 - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, qui en est le Président de droit;
 - b) Un représentant du Gouvernement sénégalais;
 - c) Douze membres nommés par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique sur proposition de la Conférence des planificateurs africains. Ces membres, nommés à titre personnel en raison de leur compétence et de leur expérience dans des domaines du ressort de l'Institut, doivent être ressortissants de douze pays africains différents choisis compte dûment tenu du principe de la répartition géographique. Ils sont nommés pour une période de quatre ans et leur mandat est renouvelable. Pour des raisons de continuité, six des douze membres sont initialement nommés pour deux ans. Les sièges devenus vacants par suite d'incapacité ou de démission sont pourvus à titre intérimaire par le Comité exécutif de la CEA ou par la Conférence des ministres selon celui de ces deux organes qui se réunit à la date la plus rapprochée;
 - d) Pendant la durée de l'assistance du PNUD à l'Institut, un représentant du PNUD qui est en principe le représentant résident du PNUD à Dakar, participe aux délibérations du Conseil d'administration sans droit de vote;
 - e) Le Directeur de l'Institut exerce les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.
2. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes :
 - a) Formuler les principes généraux et les politiques régissant les activités de l'Institut, y compris les conditions générales d'admission;
 - b) Examiner et approuver les programmes de travail et les budgets s'y rapportant;
 - c) Examiner et approuver le rapport annuel du Directeur sur les travaux de l'Institut, ainsi que le rapport budgétaire et financier de l'année précédente;
 - d) Présenter à la réunion appropriée du Comité exécutif de la Commission économique pour l'Afrique ou de la Conférence des ministres un rapport annuel sur les travaux de l'Institut comportant un état financier de toutes les recettes et de toutes les dépenses approuvé par les vérificateurs des comptes;

- e) Réexaminer la gestion de l'Institut et formuler les recommandations qu'il juge appropriées.

3. Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an, une fois pour adopter le budget et le programme d'activités et une fois pour examiner le rapport de gestion et le rapport financier. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande du Président ou d'un tiers de ses membres. Le Conseil d'administration adopte son règlement intérieure.

Article V

Le Président du Conseil d'administration

1. Le Président du Conseil a les attributions suivantes :

- a) Convoquer les réunions du Conseil d'administration et en établir l'ordre du jour;
- b) Nommer, par délégation de pouvoirs du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Directeur et les autres fonctionnaires de l'Institut;
- c) Avec l'approbation du Conseil d'administration, solliciter et recevoir une aide des institutions spécialisées des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et d'autres sources.

Article VI

Le Directeur

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nomme le Directeur de l'Institut sur la recommandation du Secrétaire exécutif de la CEA. Le Secrétaire exécutif consulte le Conseil d'administration avant de faire sa recommandation. Le mandat initial du Directeur est de trois ans; il est renouvelable pour des périodes successives de deux ans chacune.

2. Le Directeur est assisté d'un directeur adjoint.

3. Le Directeur a la responsabilité de l'organisation, de la direction et de l'administration de l'Institut. Il doit, en se conformant à la politique arrêtée par le Conseil d'administration :

- a) Soumettre le programme et le budget de l'Institut à l'approbation du Conseil d'administration;
- b) Exécuter les programmes et effectuer les dépenses prévues au budget pour lesquelles des ressources sont effectivement allouées;
- c) Soumettre, chaque année, au Conseil d'administration un rapport sur les activités de l'Institut, ainsi qu'un rapport complet sur l'exécution du budget de l'année écoulée;
- d) Soumettre les noms des fonctionnaires de rang supérieur au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour approbation et nomination, selon la classe des postes à pourvoir;
- e) Choisir et nommer le personnel de l'Institut, à l'exception des catégories de fonctionnaires mentionnés à l'alinéa d) ci-dessus, en consultation avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;
- f) Conclure avec d'autres organismes nationaux et internationaux les arrangements nécessaires en vue de l'utilisation des services de l'Institut, étant entendu que les arrangements avec les organismes nationaux seront conclus avec l'accord des gouvernements intéressés.

Article VII
Conseil consultatif des études et de la recherche

1. Le Conseil consultatif des études et de la recherche comprend :
 - Le Directeur de l'Institut;
 - Le Directeur adjoint;
 - Deux professeurs nommés par le Directeur;
 - Un représentant de la Commission économique pour l'Afrique;
 - Un représentant de chacune des institutions des Nations Unies intéressées;
 - Quatre professeurs ou chercheurs nommés par le Conseil d'administration, compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable sur proposition de son président;
 - Deux universitaires non africains spécialistes de disciplines appropriées, l'un venant d'un pays développé et l'autre d'un pays en développement, nommés par le Conseil d'administration, sur proposition de son Président.
2. Les membres du Conseil consultatif des études sont appelés à exercer un mandat d'au moins trois ans.
3. Le Directeur est le Président du Conseil consultatif des études et de la recherche.
4. Le Conseil consultatif des études et de la recherche est chargé de donner des avis techniques quant à l'élaboration des programmes d'études et de recherche de l'Institut.
5. Le Conseil consultatif se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son Président. Il formule, à cette réunion, des recommandations sur le futur programme de travail de l'Institut, qui sont soumises au Conseil d'administration.

Article VIII
Coopération avec le secrétariat de la
Commission économique pour l'Afrique

Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique apporte à l'Institut dans les limites des ressources dont il dispose, toute l'aide possible en vue de faciliter sa tâche dans le domaine de la planification économique en faveur de l'Afrique. En particulier, la CEA doit, de temps à autre, mettre à la disposition de l'Institut sur sa demande du personnel expérimenté pour donner des cours, pour aider à superviser les recherches et pour animer les séminaires.

Article IX
Ressources et règles de gestion financière de l'Institut

Les ressources de l'Institut proviennent des contributions des gouvernements africains et du PNUD. L'Institut peut recevoir d'autres contributions en espèces ou en nature provenant de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, d'autres organisations et institutions gouvernementales, de gouvernements et d'organisations non gouvernementales. Lorsque de telles offres de contributions supplémentaires sont faites à l'Institut, il appartient dans chaque cas au Président du Conseil d'administration, sur proposition du Directeur de l'Institut, de décider s'il y a lieu de les accepter, compte tenu des objectifs fondamentaux de l'Institut et des dispositions pertinentes de ses règles de gestion

financière. Le Président du Conseil d'administration fait rapport à ce sujet à la session suivante du Conseil d'administration.

Article X Dispositions générales

1. Les présents statuts abrogent ceux qui ont été adoptés par la résolution 93(VI) du 27 février 1964, à la 109ème séance plénière de la Commission économique pour l'Afrique.

2. Le Secrétaire général est prié de publier des instructions administratives révisées afin d'assurer la mise en application effective des présents statuts.

351(XIV). Plan alimentaire régional pour l'Afrique ⁴⁵

La Conférence des ministres,

Reconnaissant que les raisons de la baisse de la production agricole et alimentaire étaient multiples et imputables notamment aux mauvaises conditions climatiques, aux modes et moyens de production à la fois peu développés et inadéquats, à une distribution irrationnelle et en quantité insuffisante des semences sélectionnées et/ou améliorées, ainsi que des produits alimentaires, à l'emploi inefficace de la technologie disponible, à l'utilisation insuffisante des facteurs de production, à la maîtrise insuffisante de l'écologie et l'environnement, aux contraintes socio-économiques et institutionnelles,

Reconnaissant l'importance de la Déclaration de Freetown adoptée par les Etats membres à la neuvième Conférence régionale des ministres africains de l'agriculture de la FAO en novembre 1976 et de la résolution 4/78 sur le plan alimentaire régional pour l'Afrique adoptée par la dixième Conférence FAO/CEA des ministres africains de l'agriculture en septembre 1978 ⁴⁶,

Rappelant ses résolutions 289(XIII) et 290(XIII) du 26 février 1977, 296(XIII) du 28 février 1977 et 317(XIII) du 1er mars 1977,

1. Recommande que la Commission, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation de l'unité africaine et le Conseil alimentaire mondiale et avec des institutions financières régionales comme le Fonds international de développement agricole, la Banque africaine de développement et la Banque arabe de développement économique en Afrique et d'autres organisations ou institutions internationales de financement multilatéral et bilatéral, continue à accorder aux organisations intergouvernementales africaines, sur leur demande et dans la limite des ressources disponibles, une aide pour leurs politiques, leurs programmes et leurs projets dans le domaine agricole et alimentaire;

2. Recommande en outre que la Commission accélère la création d'un groupe d'études de faisabilité et de promotion des investissements qui aide les Etats membres à entreprendre des études de pré-faisabilité et de faisabilité et à promouvoir les investissements pour tous les projets économiques et en particulier pour les grands projets se rapportant à l'alimentation et à l'agriculture dans le contexte de l'exécution du plan alimentaire régional;

3. Autorise le Secrétaire exécutif à utiliser, selon que de besoin, une partie des ressources provenant du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain pour créer ce groupe sans retard;

⁴⁵ Voir les paragraphes 38 à 248 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴⁶ Document FAO ARC/78/REP.

4. Invite instamment les gouvernements africains à donner leur entier appui aux organisations intergouvernementales sous-régionales et régionales dans leurs efforts pour accroître et améliorer la production alimentaire en Afrique et le commerce de ces produits entre les pays africains;

5. Demande instamment aux Etats membres de mettre en oeuvre d'une manière efficace le Plan alimentaire pour la région africaine.

207ème séance,
27 mars 1979.

352(XIV). Réforme agraire et développement rural

La Conférence des ministres.

Consciente du fait que le caractère inadéquat des systèmes agraires et des structures de production figure parmi les facteurs qui ont entravé le développement de l'agriculture, et en particulier de la production alimentaire, dans la région africaine,

Reconnaissant que la majorité de la population de la région dépend directement des activités rurales pour ses moyens d'existence,

Prenant note de la résolution 13/77 adoptée lors de la dix-neuvième Conférence de la FAO et des résolutions du Conseil économique et social demandant l'organisation d'une Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, qui devrait se tenir à Rome en juillet 1979,

1. Accueille avec satisfaction la résolution concernant la réforme agraire et le développement rural adoptée lors de la dixième Conférence régionale biennale FAO/CEA des ministres africains de l'agriculture, qui s'est tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en septembre 1978⁴⁷;

2. Reconnaît qu'afin d'atteindre des niveaux plus élevés de productivité, la nécessité d'accroître la distribution optimale des ressources et des revenus en faveur des zones rurales ainsi que les possibilités d'emploi implique que les systèmes traditionnels d'occupation des terres et les institutions rurales des Etats membres devront peut-être être ajustés;

3. Prie instamment les gouvernements de la région d'améliorer l'infrastructure socio-économique qui est essentielle afin de promouvoir le développement rural intégré;

4. Prie le Secrétaire exécutif de collaborer activement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres organismes des Nations Unies concernés pour les travaux entrepris au niveau des pays africains dans le cadre de l'Opération commune de l'équipe spéciale inter-institutions du Comité administratif de coordination sur le développement rural;

5. Demande à la Commission, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation de l'unité africaine, d'organiser dès que possible une réunion régionale sur la réforme agraire et le développement rural, afin d'examiner les recommandations qui seront faites lors de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural ainsi que les moyens de mettre en oeuvre dans la pratique celles qui s'appliquent à la région africaine.

207ème séance,
27 mars 1979.

⁴⁷ Document ARC/78/REP de la FAO.

La Conférence des ministres,

Considérant que la majorité des pays les moins avancés, enclavés, et les plus sérieusement affectés se trouvent en Afrique,

Rappelant les recommandations et résolutions des Nations Unies, et notamment les résolutions 2564(XXIV) du 3 décembre 1969 et 2626(XXV) du 24 octobre 1970 sur la stratégie pour le développement international, et 2803(XXVI) du 14 décembre 1971 et 3202(S-VI) du 1er mai 1974 sur le programme d'action pour l'instauration du nouvel ordre économique international,

Rappelant en outre ses résolutions 210(IX), 222(X), 218(X), 232(X) et 238(XI) du 13 février 1971 sur la stratégie africaine pour le développement dans les années 70, ainsi que le rapport de la dix-neuvième réunion du Comité exécutif tenue en 1978⁴⁹,

Tenant compte des activités en cours ou envisagées, assistées par les diverses institutions du système des Nations Unies, en faveur des activités de développement de ces pays,

Considérant la nécessité d'une coopération féconde entre les pays africains pendant la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Consciente des besoins prioritaires des pays enclavés et insulaires en matière de transports et de communications pour la promotion et l'expansion de leur développement économique,

Considérant que les relations maritimes insuffisantes avec les pays insulaires et les taux élevés de fret sont des obstacles à la croissance du commerce des pays enclavés et insulaires,

1. Fait siennes les résolutions et recommandations générales de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission économique pour l'Afrique sur la Stratégie internationale du développement et en particulier sur la stratégie africaine pour le développement;

2. Fait appel aux pays côtiers et aux pays enclavés limitrophes pour qu'ils multiplient leurs efforts coopératifs en vue de faciliter la recherche de solutions aux problèmes de communication des pays enclavés;

3. Prie le Secrétaire exécutif d'élaborer, dans le cadre de la stratégie africaine de développement, un programme spécial d'aide et d'assistance aux pays les moins développés, ainsi qu'aux pays enclavés et insulaires, répondant à leurs besoins, notamment dans les domaines des transports, des communications et du commerce;

4. Fait appel aux Etats membres pour qu'ils prennent les mesures nécessaires pour assurer le succès des négociations bilatérales et multilatérales actuelles visant à faciliter l'accès des pays enclavés aux ports et à améliorer les services de transit des marchandises, ainsi que l'application judicieuse des droits de douane;

5. Demande au Secrétaire exécutif d'aider les Etats membres, sur leur demande, à atteindre les objectifs exposés au paragraphe 4 ci-dessus;

⁴⁸ Voir les paragraphes 38 à 248 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴⁹ E/ECN.14/723.

6. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de fournir, en coopération avec les pays donateurs et les organismes internationaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux, une assistance substantielle aux pays les moins développés, et notamment aux enclavés et insulaires, dans leurs efforts pour assurer l'expansion de leurs économies;

7. Invite tous les pays membres à fournir leur appui le plus entier aux programmes d'urgence ainsi qu'aux nouveaux programmes d'action adoptés pour les années 80 lors de la quatrième Conférence des ministres du Groupe des 77, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie).

207ème séance,
27 mars 1979.

354(XIV). Conditions économiques et sociales en Afrique ⁵⁰

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2626(XXV) du 24 octobre 1970 sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) du 1er mai 1974 sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la résolution 3281(XXIX) du 19 décembre 1974 contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant aussi ses résolutions 218(X) du 13 février 1971 et 238(XI) du 22 février 1973, sur la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70,

Rappelant en outre le "Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique" ⁵¹ qu'elle a approuvé à sa quatrième réunion à Kinshasa, et qui a été approuvé également par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à Libreville,

Tenant compte de l'Etude sur les conditions économiques et sociales en Afrique ⁵² établie par le secrétariat de la Commission et des conclusions du Séminaire d'Addis-Abeba sur les différents modes de développement et styles de vie possibles en Afrique ⁵³ et du Colloque de Monrovia ⁵⁴,

Tenant également compte de la nécessité que les gouvernements africains aient une vision prospective des problèmes du développement africain en vue de réorganiser en conséquence leurs efforts de développement,

Consciente de la nécessité d'un développement autosuffisant et autonome en Afrique, fondé sur les forces et les ressources intérieures et axé sur le bien-être et l'amélioration de la qualité de la vie, notamment la satisfaction des besoins matériels et non matériels,

⁵⁰ Voir les paragraphes 38 à 248 du rapport de la Conférence des ministres.

⁵¹ E/CN.14/ECO/90/Rev.3.

⁵² E/CN.14/697, parties I et II.

⁵³ E/CN.14/698/Add.1.

⁵⁴ E/CN.14/698/Add.2.

1. Recommande aux Etats membres de procéder à une amélioration de leurs structures économiques, sociales et culturelles fondée sur le principe d'un développement et d'une croissance autonomes et auto-entretenues de manière à contribuer efficacement aux activités en cours ayant pour but d'établir un nouvel ordre économique international;

2. Recommande aussi d'accorder une plus grande importance aux études et à la recherche sur le développement en vue de contribuer à établir les stratégies de développement à moyen et à long terme;

3. Invite en conséquence les Etats membres à s'inspirer des conclusions et suggestions élevées par le Séminaire d'Addis-Abeba sur les différents modes de développement et styles de vie possibles en Afrique ainsi que du colloque de Monrovia sur les perspectives de développement de l'Afrique à l'horizon 2000 dans l'élaboration de leur stratégie de développement;

4. Recommande en outre aux Etats membres de poursuivre leurs efforts pour encourager la distribution harmonieuse des revenus et la création d'emplois et d'examiner les meilleurs moyens de stimuler la participation active et effective de toutes les couches de la population au développement en vue de promouvoir la justice sociale;

5. Prie les Etats membres d'améliorer les conditions de vie des populations rurales dans le cadre de tous les secteurs de développement de façon à éliminer progressivement les différences entre la ville et la campagne;

6. Demande aux Etats membres de prendre des mesures pour empêcher l'exode des compétences des pays africains vers les pays développés et pour encourager les cadres africains vivant à l'étranger à retourner dans leur pays.

207ème séance,
27 mars 1979.

355(XIV). Coopération économique et technique entre pays en développement ⁵⁵

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale du 1er mai 1974, relatives à la Déclaration et au programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Rappelant également le Plan d'action relatif à la coopération économique entre pays en développement adopté par la Conférence de Mexico, qui s'est tenue en septembre 1976 ⁵⁶, et le Plan d'action touchant la coopération technique entre pays en développement, adopté par la Conférence de Buenos Aires en septembre 1978 ⁵⁷, ainsi que les résolutions de la Commission qui ont principalement pour objet la promotion, le développement et la mise en oeuvre d'une coopération économique et technique entre pays en développement,

Rappelant en outre les diverses résolutions adoptées par les réunions organisées hors du système des Nations Unies relatives à la coopération économique et technique entre pays en développement,

⁵⁵ Voir les paragraphes 306 à 326 du rapport de la Conférence des ministres.

⁵⁶ E/C.2/3/7 et Add.1.

⁵⁷ Publication des Nations Unies, n° de vente F.78.II, A.II.

Reconnaissant l'importance de la coopération économique et technique entre pays en développement en tant qu'instrument favorable à l'autonomie collective et à l'instauration du nouvel ordre économique international,

Faisant sienne l'idée selon laquelle les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets devraient centraliser les efforts déployés à l'échelon sous-régional par tous les organismes des Nations Unies et d'autres organisations multilatérales s'occupant de coopération économique et technique en Afrique,

Notant avec satisfaction les initiatives du Secrétaire exécutif tendant à établir des liens étroits avec les quatre autres Commissions économiques régionales en vue d'instaurer une coopération économique et technique entre pays en développement des diverses régions,

1. Fait sienne la résolution 1(VII) relative au Programme d'action interrégional de la CEA et de la CEPAL pour la promotion de la coopération technique et économique entre l'Afrique et l'Amérique latine, adoptée par la septième session de la Conférence des planificateurs africains et figurant en annexe à la présente résolution;

2. Demande au Secrétaire exécutif d'intensifier les efforts visant à la formulation et à la mise en oeuvre de programmes d'action similaires en collaboration avec la Commission économique pour l'Asie occidentale, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et la Commission économique pour l'Europe;

3. Accueille avec satisfaction la décision prise par le programme des Nations Unies pour le développement d'organiser en 1980 une réunion intergouvernementale d'experts africains afin d'examiner les moyens concrets de promouvoir la coopération technique entre les pays en développement en Afrique;

4. Prie instamment tous les gouvernements africains de participer activement aux préparatifs en vue de cette réunion et à la réunion elle-même;

5. Demande au Programme des Nations Unies pour le développement et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en tant qu'organisations responsables, respectivement de la coopération technique entre pays en développement et de la coopération économique entre pays en développement, ainsi qu'aux autres institutions des Nations Unies, de continuer à promouvoir et à appuyer la coopération économique et technique entre pays en développement en assurant les ressources nécessaires, tant humaines que financières;

6. Prie le Secrétaire général de l'ONU d'assurer à la Commission les ressources nécessaires lui permettant de doter les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets d'un personnel d'appui efficace et efficient;

7. Prie en outre le Secrétaire général de l'ONU de prendre les mesures qui s'imposent pour mettre un terme à la distinction tenue que l'on fait entre la coopération économique et coopération technique en procédant à un nouvel examen du mécanisme institutionnel en vigueur conçu pour s'occuper de ces domaines d'activités.

207ème séance,
27 mars 1979.

ANNEXE

Résolution 1(VII). Programme d'action interrégional de la CEA et de la CEPAL pour la promotion de la coopération technique et économique entre l'Amérique latine et l'Afrique ⁵⁸

La Conférence des planificateurs africains,

Ayant examiné la proposition soumise conjointement par la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Amérique latine, visant à créer un programme d'action interrégional de la CEA et de la CEPAL pour la promotion de la coopération technique et économique entre l'Afrique et l'Amérique latine ⁵⁹,

Reconnaissant que cette proposition a été présentée en application des résolutions sur la coopération interrégional adoptées par les organes directeurs des deux commissions et par l'Assemblée générale des Nations Unies,

Reconnaissant en outre que cette proposition commune respecte l'esprit et s'inscrit dans le contexte du Plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, qui s'est tenue à Buenos Aires du 30 août au 12 septembre 1978, notamment les éléments de ce plan qui ont trait à la coopération interrégionale,

1. Félicite les Secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Commission économique pour l'Afrique de leur initiative;

2. Fait sienne la proposition commune figurant dans le document E/CN.14/CAP.7/6 et Recommande qu'elle serve de base à la formulation d'un projet interrégional commun entre l'Afrique et l'Amérique latine;

3. Recommande que les pays d'Afrique et d'Amérique latine se fassent part mutuellement de leur expérience en matière de planification, entre autres :

a) En assistant aux séminaires et conférences de planificateurs organisés dans les pays de l'autre région;

b) En échangeant des informations sur les mécanismes institutionnels et juridiques mis en place pour l'importation de technologie et sur les accords contractuels conclus avec les sociétés transnationales concernant le transfert de technologie, afin de pouvoir, à long terme, normaliser leurs législations respectives et accroître leur pouvoir de négociation collective vis-à-vis des sociétés transnationales;

c) En échangeant des informations sur les activités en matière de recherche et d'ingénierie afin que l'on puisse mettre en place un système de rassemblement et de diffusion de renseignements technologiques et scientifiques;

d) En concluant des accords bilatéraux de coopération commerciale et technique bilatérale et en créant des commissions mixtes chargées d'en contrôler l'exécution;

e) En élaborant des projets spécifiques dans des secteurs précis et en s'efforçant d'obtenir l'assistance financière nécessaire auprès du Programme des Nations Unies pour le développement et/ou d'autres organisations appropriées;

⁵⁸ Voir les paragraphes 293 et 294 du rapport de la Conférence des ministres.

⁵⁹ E/CN.14/CAP.7/6.

f) En encourageant la coopération culturelle entre les pays de chacune des deux sous-régions;

4. Recommande que la présente résolution soit portée à l'attention des prochaines conférences des ministres des deux commissions régionales en vue d'incorporer le programme de travail interrégional proposé entre la CEA et la CEPAL dans leurs programmes de travail respectifs pour 1979-1980 et au-delà.

207ème séance,
27 mars 1979.

356(XIV). Accélération du développement industriel ⁶⁰

La Conférence des ministres,

Ayant présents à l'esprit les principes directeurs révisés pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1986 ⁶¹,

Guidée par le rapport du Colloque sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000 ⁶², organisé par l'Organisation de l'unité africaine et la Commission économique pour l'Afrique à Monrovia (Libéria) du 12 au 16 février 1979 et le rapport du Séminaire sur les différents modes de développement et styles de vie possible entre Afrique ⁶³, tenu à Addis-Abeba du 5 au 9 mars 1979 ainsi que par la Déclaration et le Plan d'action de Lima sur le développement industriel ⁶⁴,

Ayant présents à l'esprit les décisions et l'ordre de priorité concernant les branches industrielles arrêtées par la quatrième Conférence des ministres africains de l'industrie à Kaduna en mars 1977 ⁶⁵,

Consciente des rapports étroits qui existent entre l'orientation de la structure et la qualité des facilités nationales et multinationales disponibles pour la mise en valeur des ressources humaines, les types de techniques mises au point, la gamme des productions et la participation effective à la production et à la distribution,

Ayant connaissance du grand nombre de petits marchés nationaux qui existent actuellement pour les produits industriels dans de nombreux pays africains,

Tenant compte de facteurs tels que la fragmentation technique, la différenciation des produits, la succession rapide des produits et l'insuffisance des opérations de vente et d'achat entre entreprises qui, tous, entravent la croissance intérieure du secteur industriel et, ce faisant, l'empêchent de servir de moteur de la promotion de développement des autres secteurs,

Tenant compte également du fait qu'en général l'Afrique consomme ce qu'elle ne produit pas et produit ce qu'elle ne consomme pas,

⁶⁰ Voir les paragraphes 38 à 248 du rapport de la Conférence des ministres.

⁶¹ E/CN.14/ECO/90/Rev.3.

⁶² E/CN.14/698/Add.2.

⁶³ E/CN.14/698/Add.1.

⁶⁴ Voir le document A/10112, chapitre IV.

⁶⁵ E/CN.14/689.

Consciente de la nécessité de restructurer les marchés intérieurs en encourageant, entre autres, l'expansion et la demande de produits industriels destinés à la consommation de la majorité de la population, en partie pour réduire le paupérisme et développer les possibilités d'emploi dans l'industrie et également en encourageant une répartition régionale équilibrée de l'industrie à l'intérieur des frontières nationales,

Ayant vivement conscience des graves insuffisances affectant les ressources disponibles sur le plan des chefs d'entreprises industrielles, et notamment les moyens d'action nationaux et multinationaux pour la conception, la planification et les gestions des projets et la programmation industrielle globale,

1. Affirme que les efforts visant à instaurer dans les économies africaines des processus de développement industriel endogènes et auto-entretenus devraient tendre à créer des capacités productives, c'est-à-dire des compétences mutuellement complémentaires et intégrées, sur le plan technique et de la gestion, ainsi que des structures et infrastructures physiques industrielles productives, de manière à pouvoir répondre aux besoins intérieurs, industriels et matériels de la masse de la population;

2. Invite les pays africains à prendre dûment en considération, dans leurs politiques, stratégies et programmes de développement industriel, l'ordre des priorités industrielles arrêté à la Conférence des ministres africains de l'industrie, qui s'est tenue à Kaduna en novembre 1977, à savoir les industries alimentaires et les agro-industries, les industries forestières, les matériaux de construction, les industries mécaniques, l'industrie chimique et la métallurgie, en tenant compte de leurs effets directs sur le développement du reste de l'économie, en particulier l'agriculture, les mines, les transports et les communications;

3. Recommande que, dans l'application des priorités industrielles aux niveaux national et multinational, une attention particulière soit accordée aux points suivants :

a) L'examen et l'évaluation continus des stratégies industrielles, compte tenu des résultats du futur colloque sur les politiques et stratégies industrielles;

b) Les progrès réalisés sur le plan de la création des services de consultants nationaux et régionaux, de cadres de gestion industrielle et d'institutions nationales, multinationales et régionales efficaces, pour soutenir la production industrielle, comme les banques de développement, les zones industrielles, les centres d'information commerciale, les centres de contrôle des matières premières et de mise à l'essai des produits finis, les services consultatifs de contrôle de la qualité, etc.;

c) Les progrès réalisés s'agissant de la création d'institutions pour mobiliser les ressources financières africaines et internationales aux fins du développement industriel;

d) Le caractère et les effets des relations interindustrielles;

e) Les progrès réalisés dans l'intégration des économies nationales et des marchés intérieurs pour les produits industriels;

f) Les progrès réalisés dans le renforcement des arrangements nationaux, multinationaux et régionaux en matière de négociations internationales, compte tenu notamment du système de consultations industrielles internationales qu'il était recommandé de mettre en place dans la Déclaration de Lima;

4. Prie le Secrétaire exécutif de renforcer, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et d'autres organisations internationales pertinentes, le programme d'assistance technique de la Commission destiné aux pays africains et entrepris à l'échelon régional en ce qui concerne les activités multisectorielles;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de soumettre à la prochaine réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie la présente résolution en tant que contribution aux préparatifs en vue de la

participation de l'Afrique à la troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations pour le développement industriel.

207ème séance,
27 mars 1979.

357(XIV). Science et technique ⁶⁶

La Conférence des ministres,

Consciente du rôle crucial de la science et de la technique dans le développement économique,

Consciente aussi du fait que la science et la technique sont les éléments les moins développés du système socio-économique des pays africains et que dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles et du développement industriel les progrès sont souvent entravés par les faibles capacités techniques des pays africains,

Consciente enfin de la nécessité d'intensifier les efforts de développement des technologies autochtones conformément aux politiques de développement et à la situation et aux besoins des pays de la région,

Rappelant la résolution 3362(S-VII) de l'Assemblée générale en date du 16 septembre 1975 où l'Assemblée, entre autres, décidait de convoquer la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement qui aurait pour but de permettre aux pays en développement d'appliquer la science et la technique en faveur de leur développement,

Notant les activités préparatoires qui ont été exécutées aux échelons national sous-régional et régional dans la région africaine en vue de la Conférence,

Notant en particulier le rapport de la réunion régionale africaine ⁶⁷ qui a eu lieu au Caire du 24 au 29 août 1978 et les opinions et recommandations exprimées par les Etats membres,

Convaincue que ce document, et en particulier le Programme d'action qui y est énoncé, reflète exactement les souhaits et aspirations des peuples africains,

Prenant note du rapport du Colloque sur les perspectives de développement de l'Afrique à l'horizon 2000 qui a eu lieu à Monrovia (Libéria) du 12 au 16 février 1979, et du rapport du Séminaire sur les différents modes de développement et styles de vie possibles qui a eu lieu à Addis-Abeba (Ethiopie) du 5 au 9 mars 1979 ⁶⁸,

Reconnaissant que le Groupe de la science et de la technique de la Commission et le Centre régional africain de technologie seront parmi les principaux instruments d'exécution des programmes d'action pour l'Afrique qui seront adoptés à la suite de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

1. Décide que le Programme d'action devrait constituer la base de la section du Programme mondial d'action pour l'application de la science et de la technique au service du développement se

⁶⁶ Voir les paragraphes 276 à 281 du rapport de la Conférence des ministres.

⁶⁷ E/CN.14/711/Add.1.

⁶⁸ E/CN.14/698/Add.1 et 2.

rapportant à l'Afrique, section où il faudrait insister sur les programmes de développement de la technologie autochtones;

2. Prie instamment tous les gouvernements de la région :

a) D'assurer une participation active et pertinente à toutes les activités préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement et à la Conférence elle-même, de manière à exercer une influence réelle sur l'évolution dudit Programme d'action;

b) A offrir leur entier appui politique, moral et matériel en vue de l'exécution du Programme d'action régional africain sur la science et la technique au service du développement;

c) A cet égard, d'appuyer en particulier le Centre régional africain de technologie;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de prendre des mesures appropriées pour mobiliser des ressources adéquates de toutes les sources situées à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies de manière que les organisations pertinentes, y compris la Commission, puissent exécuter les programmes d'action pour la région africaine qui auront été adoptés à la suite de la Conférence;

4. Recommande aux Etats membres d'accorder un soutien matériel, financier et moral à l'application de la science et de la technique au niveau national.

207ème séance,
27 mars 1979.

358(XIV). Etablissements humains ⁶⁹

La Conférence des ministres,,

Ayant examiné le rapport de la première réunion du Comité régional intergouvernemental des établissements humains ⁷⁰,

Prenant acte de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977, concernant les arrangements institutionnels pour la coopération internationale dans le domaine des établissements humains, y compris les arrangements au niveau régional,

Prenant acte en outre de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1977, sur la restructuration des secteurs économiques et social du système des Nations Unies, qui soulignait tout particulièrement les responsabilités des commissions régionales en ce qui concerne la coordination et la coopération régionales,

Rappelant sa propre résolution 316(XIII) du 19 mars 1979 sur les arrangements institutionnels en matière d'établissements humains à l'échelon régional,

Se référant la résolution 1978/74 du Conseil économique et social, en date du 4 août 1978, sur la coopération régionale et le développement, dans laquelle le Conseil se déclarait convaincu que les commissions régionales étaient particulièrement bien placées pour favoriser la coopération sous-régionale, régionale et interrégionale dans leurs régions respectives,

⁶⁹ Voir les paragraphes 266 à 272 du rapport de la Conférence des ministres.

⁷⁰ E/CN.14/ECO/162 - E/CN.14/HUS/33.

1. Prend acte des commentaires et des observations formulés par le Comité exécutif concernant les établissements humains dans le rapport de sa dix-neuvième session ⁷¹.
2. Se félicite des efforts déployés par le secrétariat, en coopération avec les autres institutions du système des Nations Unies, pour organiser la première réunion du Comité régional intergouvernemental du 2 au 6 octobre 1975 à Addis-Abeba;
3. Fait siennes les résolutions adoptées par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains;
4. Réaffirme que le Comité régional intergouvernemental des établissements humains est compétent pour prendre des décisions concernant les établissements humains conformément aux dispositions de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale;
5. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires pour l'application de décisions prises par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains,
6. Appuie l'initiative prise par le Secrétaire exécutif d'assurer la décentralisation effective et le transfert à la Commission des responsabilités en matière de politiques et de programmes régionaux relatifs aux établissements humains;
7. Prie en outre le Secrétaire exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires afin que le Groupe des établissements humains créé au secrétariat soit constitué en tant qu'entité au sein du secrétariat et doté de ressources suffisantes pour lui permettre de mener à bien les tâches précisées dans la résolution 32/162 de l'Assemblée générale et dans la résolution 316(XIII) de la Conférence des ministres;
8. Demande aux Etats membres d'étudier de toute urgence individuellement et dans le cadre des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets la formulation de politiques et de stratégies, la création d'instruments et l'adoption d'une législation appropriée touchant les établissements humains ainsi que l'incorporation de ces politiques, stratégies et instruments dans les plans nationaux de développement;
9. Demande aussi au Secrétaire exécutif, conformément à la politique de décentralisation des ressources et des activités opérationnelles de la Commission en faveur des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, d'accorder une aide aux Etats membres pour l'élaboration de politiques et de stratégies ainsi que pour la création des instruments nécessaires et de la législation appropriée, comme il est recommandé au paragraphe 8 ci-dessus;
10. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport en temps utile à la Conférence des ministres sur les activités de la Commission dans le domaine des établissements humains, y compris les mesures prises en application du paragraphe 8 ci-dessus;
11. Invite les Etats membres, les organes compétents du système des Nations Unies et les pays donateurs à aider le Secrétaire exécutif à obtenir les ressources requises pour constituer le groupe des établissements humains sur une base pleinement fonctionnelle et pour assurer la mise en oeuvre efficace des décisions concernant la politique et les programmes relatifs aux établissements humains dans la région africaine.

207ème séance.
27 mars 1979.

⁷¹ E/CN.14/723.

La Conférence des ministres.

Consciente de l'insuffisance des moyens et ressources en matière d'information et de documentation numériques et non numériques et des services de référence en Afrique,

Convaincue que des services bien organisés d'information et de documentation numériques et non numériques s'intéressant plus particulièrement aux documents et données produits localement, sont nécessaires d'urgence pour la nouvelle conception du développement économique de l'Afrique,

Tenant compte des objectifs acceptés par tous les Etats membres collectivement pour promouvoir un degré croissant d'autonomie et le développement auto-entretenu aux niveaux national, sous-régional et régional,

Reconnaissant la nécessité de développer des bases de données nationales, sous-régionales et régionales s'inscrivant dans cette nouvelle optique,

Rappelant que le Comité exécutif de la Commission, à sa quinzième réunion tenue à Alger ⁷³, et la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, à sa onzième session tenue à Libreville en 1977, avaient recommandé une étroite coopération entre l'Organisation de l'unité africaine et la Commission pour la constitution d'une banque panafricaine de données,

Rappelant le programme de mise en place des dispositifs d'enquêtes sur les ménages en Afrique,

Notant avec satisfaction les efforts du secrétariat pour créer un réseau panafricain d'informations numériques et non numériques, et des centres sous-régionaux sur les systèmes nationaux d'information et de documentation, en étroite coopération avec les systèmes et réseaux internationaux existants,

1. Approuve la conception et les objectifs généraux de la Banque africaine de données;
2. Prie le Secrétaire exécutif de fournir, au moyen des ressources dont il dispose, une assistance aux Etats membres pour leur permettre de créer des systèmes et services nationaux d'informations numériques et non numériques;
3. Demande au Secrétaire exécutif d'aider les Etats membres à établir des banques nationales de données et de leur faciliter dans la mesure du possible l'accès gratuit aux banques de données des pays industrialisés disposant d'informations auxquelles l'Afrique n'avait pas accès auparavant, afin que l'Afrique puisse disposer d'un réseau de banques de données au niveaux régional, sous-régional et national;
4. Invite aussi les Etats membres à donner au Secrétaire exécutif le maximum d'assistance possible et à coopérer avec lui pour la conception et l'exécution de ce projet;
5. Invite en outre les gouvernements et organismes donateurs à fournir à la CEA l'assistance nécessaire pour lui permettre de mener à bien ce projet;
6. Exprime sa reconnaissance pour l'assistance déjà fournie au projet par le Centre de recherche et de développement international du Canada et souhaite que cette assistance continue à lui être accordée à l'avenir.

207ème séance,
27 mars 1979.

⁷² Voir le paragraphe 322 du rapport de la Conférence des ministres.

⁷³ Voir E/CN.14/655 - E/CN.14/ECO/116.

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 269(III) du 28 février 1975,

Rappelant aussi la résolution 18 de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme⁷⁵ dans laquelle il était demandé aux gouvernements de constituer des commissions nationales afin de permettre aux femmes de participer activement au développement,

Rappelant en outre que le paragraphe 34 du Plan mondial d'action pour la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme⁷⁶ déclare entre autres que la création de mécanismes nationaux est indispensable à la pleine intégration de la femme dans la vie nationale.

Tenant compte des dispositions du Plan d'action pour l'intégration de la femme au processus de développement qui a été adopté pour la région sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique⁷⁷;

Prenant note des rapports du secrétariat sur les mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux pour l'intégration de la femme au développement et des rapports intérimaires des comités sous-régionaux,

Se félicitant des résultats obtenus par les Etats qui ont reçu une assistance du Centre africain de recherches et de formation pour la femme pour la création ou le renforcement de mécanismes nationaux adaptés à leurs conditions socio-politiques,

Notant que le rapport de la mission d'évaluation concernant le Centre africain de recherches et de formation pour la femme⁷⁸ souligne que l'efficacité du Comité régional africain de coordination et le succès des travaux des comités sous-régionaux dépendront des relations qui seront établies avec les mécanismes nationaux respectifs,

1. Prie la CEA de maintenir son assistance pour la création ou le renforcement de mécanismes nationaux;

2. Demande aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait de prendre les mesures nécessaires pour constituer des mécanismes nationaux de la femme chargés de définir des stratégies nationales visant à la pleine intégration des femmes au développement.

207ème séance,
27 mars 1979.

⁷⁴ Voir les paragraphes 284 à 291 du rapport de la Conférence des ministres.

⁷⁵ E/5725 et Add.1.

⁷⁶ E/5752, première partie, section II.A.

⁷⁷ ST/ECA/SERB/6 et Add.1.

⁷⁸ E/CN.14/715.

361(XIV). Recherches sur les femmes africaines ⁷⁹

La Conférence des ministres,

Considérant le rôle important que les femmes africaines jouent dans le développement économique, social et culturel en Afrique,

Notant que les activités des femmes ont fait l'objet de recherches insuffisantes dans la plupart des pays africains,

Consciente du fait que des politiques d'intégration de la femme au développement ne peuvent être élaborées en l'absence de renseignements adéquats sur la condition de la femme,

1. Invite les Etats membres à entreprendre des recherches et à produire des statistiques sur la situation de la femme, afin d'obtenir des données qualitatives et quantitatives sur le rôle de la femme dans les différents secteurs de l'économie;

2. Demande au Secrétaire exécutif de rassembler et de diffuser les conclusions et les statistiques résultant des recherches concernant les femmes africaines, par l'intermédiaire des organes compétents de la Commission;

3. Invite instamment les institutions des Nations Unies et les organismes internationaux d'assistance technique et financière à aider les gouvernements des pays africains dans leurs recherches sur la femme.

207ème séance,
27 mars 1979.

362(XIV). Mobilisation de ressources humaines et financières ⁸⁰

La Conférence des ministres,

Ayant pris note des rapports des différents comités sous-régionaux et du rapport de la mission d'évaluation du Centre africain de recherches et de formation pour la femme ⁸¹,

Reconnaissant la nécessité de mobiliser des ressources pour la promotion de l'intégration de la femme au processus de développement en Afrique,

Ayant noté avec satisfaction que le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation internationale du travail étaient disposés à accroître de manière substantielle leurs contributions aux programmes prioritaires des comités sous-régionaux d'intégration de la femme au développement et du Comité régional africain de coordination,

⁷⁹ Voir les paragraphes 284 à 291 du rapport de la Conférence des ministres.

⁸⁰ Voir les paragraphes 264 à 291 du rapport de la Conférence des ministres.

⁸¹ E/CN.14/715 - E/CN.14/ECO/145.

1. Exprime sa reconnaissance au Programme des Nations Unies pour le développement et à l'Organisation internationale du travail pour ce geste;
2. Fait appel aux institutions des Nations Unies et aux organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales pour qu'elles fournissent aux comités sous-régionaux le soutien nécessaire à leur fonctionnement et à l'exécution de leurs projets, en vue de parvenir à la décentralisation effective et efficace des activités du Centre africain de recherches et de formation pour la femme;
3. Invite le Secrétaire exécutif à accélérer le recrutement d'experts pour la coordination du Programme de la femme dans les diverses sous-régions;
4. Prie la CEA de communiquer aux Etats membres la liste des postes vacants et les définitions des postes correspondants;
5. Invite instamment les Etats membres à établir une liste de candidats ayant les qualifications requises et de la communiquer au secrétariat;
6. Demande aux Etats membres des différentes sous-régions de contribuer à la mise en oeuvre des programmes d'assistance et de fournir une assistance technique à cet effet.

207ème séance,
27 mars 1979.

363(XIV). Structures de la CEA pour l'intégration des femmes au développement ⁸²

La Conférence des ministres,

Ayant noté les progrès réalisés dans la création et/ou le renforcement des mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux pour l'intégration de la femme au développement,

Rappelant les dispositions du Plan d'action pour l'intégration de la femme au développement adopté pour la région de l'Afrique et proposant l'établissement de divers mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux ⁸³,

Notant que ces dispositions recommandent à la Commission de mettre en place des moyens appropriés d'intégration de la femme au développement,

Rappelant les recommandations de la Conférence régionale de Nouakchott sur la mise en oeuvre des plans nationaux, du Plan régional et du Plan mondial d'action ⁸⁴ concernant la création de comités sous-régionaux et du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement,

Tenant compte des suggestions émises par les représentants des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement,

⁸² Voir les paragraphes 284 à 291 du rapport de la Conférence des ministres.

⁸³ ST/ECA/SERB/6 et Add.1.

⁸⁴ E/CN.14/714.

Considérant les besoins nouveaux que fait ressortir le rapport de la mission d'évaluation sur le Centre africain de recherches et de formation pour la femme (CRFF)⁸⁵,

1. Prie le Secrétaire exécutif de réexaminer les fonctions et les objectifs du Centre africain de recherches et de formation pour la femme afin qu'il puisse répondre plus efficacement aux besoins des Etats membres;

2. Recommande que le Centre africain de recherches et de formation pour la femme devienne une division du secrétariat de la Commission, qui serait appelée Division de l'intégration de la femme au développement et soit dotée des moyens nécessaires lui permettant d'atteindre ses objectifs;

3. Invite les bureaux des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement à assister aux réunions des comités d'experts et des conseils des ministres des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets;

4. Décide que le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement participera aux réunions du Comité technique préparatoire plénier et de la Conférence des ministres de la Commission;

5. Demande aux gouvernements africains et au Secrétaire exécutif de fournir aux bureaux des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement les moyens nécessaires pour leur permettre de jouer un rôle plus actif dans leurs propres sous-régions;

6. Invite en outre les bureaux des comités sous-régionaux à établir et à harmoniser dès que possible leurs règlements intérieurs, en collaboration avec la Commission.

207ème séance,
27 mars 1979.

364(XIV). Conférence régionale africaine sur la femme et le développement⁸⁶

La Conférence des ministres,

Ayant pris connaissance des arrangements prévus pour l'organisation de la prochaine Conférence régionale à Lusaka (Zambie) en août 1979,

Considérant que les femmes africaines devraient apporter une contribution importante à la prochaine Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme prévue pour 1980,

1. Approuve la convocation de la prochaine Conférence régionale à Lusaka (Zambie);

2. Adopte en conséquence un projet d'ordre du jour pour cette conférence qui sera communiqué à tous les Etats;

3. Exprime sa reconnaissance au Gouvernement zambien qui a bien voulu accepter d'accueillir la Conférence;

⁸⁵ E/CN.14/715.

⁸⁶ Voir les paragraphes 284 à 291 du rapport de la Conférence des ministres.

4. Fait appel à tous les gouvernements et à toutes les femmes d'Afrique pour qu'ils assurent le succès de cette importante réunion par une participation efficace et de haute qualité.

207ème séance,
27 mars 1979.

365(XIV). Structure et mandat du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement⁸⁷

La Conférence des ministres,

Tenant compte des recommandations de la Conférence régionale de Nouakchott sur la mise en oeuvre des plans nationaux, du Plan régional et du Plan mondial d'action pour l'intégration de la femme au développement⁸⁸,

Ayant examiné le rapport du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement⁸⁹,

Consciente de la nécessité d'intégrer le Comité régional africain de coordination dans le système des organes délibérants de la Commission,

1. Prend note du rapport et des recommandations du Comité régional africain de coordination sur l'opportunité d'amender le statut et le mandat du Comité régional africain de coordination;

2. Décide d'amender le statut et le mandat du Comité régional africain de coordination :

A. En remplaçant les dispositions relatives à la composition du Comité régional africain de coordination et de son bureau par les dispositions suivantes :

I. "Le Comité régional africain de coordination est composé comme suit :

a) Trois membres désignés par chacun des comités sous-régionaux (avec droit de vote);

b) Le Secrétaire exécutif de la CEA (sans droit de vote) et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine (sans droit de vote);

c) i) l'Organisation panafricaine des femmes,
ii) les institutions des Nations Unies,
iii) les représentants des organismes donateurs,

seront invités comme observateurs lorsque le Comité aura à étudier des questions particulières qui les intéressent.

II. Le Comité régional africain de coordination élit un bureau, composé d'un président, d'un premier et d'un second vice-président, et de deux rapporteurs.

III. Le bureau est élu pour deux ans. Le Comité régional de coordination se réunit une fois par an, sur convocation du Secrétaire exécutif, après consultation avec le Bureau".

⁸⁷ Voir les paragraphes 284 à 291 du rapport de la Conférence des ministres.

⁸⁸ E/CN.14/714.

⁸⁹ E/CN.14/716.

B. Le Centre africain de recherches et de formation pour la femme agira en tant que secrétariat du Comité régional africain de coordination.

C. Le règlement intérieur du Comité est celui de la Commission économique pour l'Afrique.

D. En remplaçant le mandat du Comité régional de coordination par ce qui suit :

"1. Harmoniser et coordonner les programmes sous-régionaux approuvés dans le cadre des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets;

2. Evaluer et exécuter les programmes de travail, compte tenu des ressources disponibles, et en suivre l'exécution;

3. Organiser l'échange d'informations et d'expériences;

4. Participer aux activités et aux réunions de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations concernées;

5. Mobiliser des ressources pour la réalisation des programmes arrêtés aux niveaux régional et sous-régional;

6. Examiner et évaluer les activités effectuées dans la région dans le cadre des programmes de promotion de la femme;

7. Convoquer tous les trois ans sur la Conférence régionale africaine sur la femme et le développement;

8. Faire rapport aux organes délibérants de la Commission économique l'Afrique sur les activités et les programmes réalisés dans la sous-région (Comité des experts et Conseil des ministres des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets)".

207ème séance,
27 mars 1979.

366(XIV). Programmes prioritaires de la CEA en matière de population ⁹⁰

La Conférence des ministres.

Rappelant la résolution 1672(LUI) du Conseil économique et social datée du 2 juin 1972 sur la population et le développement aux termes de laquelle tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies étaient, notamment, priés de prendre les mesures nécessaires pour améliorer les statistiques démographiques, les recherches et la planification nécessaires à la mise en oeuvre de politiques et de programmes démographiques,

Prenant note des recommandations présentées lors des consultations régionales qui ont fait suite à la Conférence mondiale de la population se sont tenues à Lusaka, en avril 1975 ⁹¹, recommandations demandant aux pays africains de prêter attention à la réduction du taux de mortalité, aux relations entre population et développement, à l'intégration des variables de la population (composition, répartition, croissance, fécondité, mortalité et mouvement de la population) dans la planification du développement socio-économique;

⁹⁰ Voir les paragraphes 295 à 296 du rapport de la Conférence des ministres.

⁹¹ E/CN.14/POP/136.

Prenant note du rapport de la troisième session de la Conférence des démographes africains qui s'est tenue en février 1979 ⁹²,

Rappelant sa résolution 273(XII) en date du 28 février 1975 sur les programmes intégrés de population et sa résolution 230(X) du 13 février 1971 sur la création de centres de formation de démographes et l'exécution d'études de cas sur la population et le développement socio-économique,

Notant avec satisfaction l'assistance accordée aux pays par le secrétariat de la Commission, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et les autres organes des Nations Unies pour l'organisation des recensements au cours de la série de recensements sur la population et l'habitat intervenus en 1970 dans le cadre du Programme africain de recensements et les dispositions déjà prises pour aider ces pays pendant la série de recensements de 1980 et pendant le programme de mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages,

Notant toutefois avec regret les retards injustifiés de ces pays dans le traitement des données recueillies lors des recensements qui, dans de nombreux cas, se sont traduits par des retards dans l'analyse et l'utilisation de ces données,

Notant en outre qu'il est urgent d'analyser les données déjà recueillies afin de faciliter leur utilisation dans la planification du développement;

Prenant note des recommandations de la mission d'évaluation du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population à la CEA et à quelques pays de la région et des décisions prises par la Réunion inter-institutions organisée par le Fonds à Nairobi, en février 1979, sur la stratégie de ce dernier en matière de financement des programmes multinationaux dans le domaine de la population en Afrique,

Notant aussi la déclaration de l'Année internationale de l'enfant et l'importance qu'elle revêt pour l'Afrique, compte tenu de la forte proportion d'enfants dans la population de l'Afrique et du taux élevé de mortalité infantile, sur lequel il faudrait attirer l'attention,

1. Invite le Secrétaire exécutif à accorder un rang de priorité élevé aux études portant sur les incidences réciproques de l'accroissement de la population et du développement socio-économique, après avoir soigneusement examiné et révisé le programme actuel de monographies nationales sur la population et le développement socio-économique;

2. Demande au Secrétaire exécutif de mettre sur pied dans ce domaine un programme d'assistance aux pays de la région dans le cadre du programme de travail de la Commission, en créant dans les pays des services qui seraient chargés de s'occuper de l'intégration des variables de la population dans les plans de développement, comme il est recommandé au paragraphe 95 du Plan d'action mondial sur la population ⁹³;

3. Demande au Secrétaire exécutif, dans le cadre de la campagne de sensibilisation aux questions de la population et à leurs incidences sur le développement socio-économique, de développer et d'améliorer les activités de la Commission économique dans les domaines ayant trait à l'information et à la documentation sur les questions de la population pour être à même de dispenser aux pays de la région de

⁹² E/CN.14/718.

⁹³ E/5585.

meilleurs services, et notamment une meilleure formation, et de veiller à ce que la CEA coordonne les activités des autres organismes des Nations Unies dans ce domaine afin d'éviter tout chevauchement inutile;

4. Invite le Secrétaire exécutif à accélérer son programme d'assistance aux pays de la région en ce qui concerne l'organisation de séminaires nationaux sur la population et la planification du développement et de séminaires ou groupes d'experts sous-régionaux traitant de ce sujet;

5. Demande au Secrétaire exécutif de considérer comme prioritaires, dans le cadre du programme de travail de la Commission, la dynamique de la population, l'analyse des recensements, les études sur le rapport entre mortalité infantile et mortalité juvénile, les taux et schémas de la fécondité et leurs perspectives, les relations existant entre la répartition de la production et le développement socio-économique et les études qui contribueraient au processus d'intégration des politiques et des programmes démographiques dans la planification du développement.

207ème séance,
27 mars 1979.

367(XIV). Formation régionale en matière d'études démographiques en Afrique ⁹⁴

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 230(X) du 13 février 1971 qui entre autres choses, invitait le Secrétaire exécutif à accélérer la création de centres sous-régionaux pour la formation de démographes,

Rappelant également sa résolution 273(XII) du 28 février 1975 qui notait avec satisfaction la création et le fonctionnement de l'Institut régional d'études démographiques d'Accra et de l'Institut de formation et de recherches démographiques de Yaoundé, de même que la poursuite des activités du Centre démographique du Caire,

Notant avec satisfaction le travail effectué à ce jour par les centres formation, qui ont fourni les pays de la région en personnel spécialisé dans les recherches démographiques au niveau national,

Notant aussi avec satisfaction les efforts louables déployés par les Nations Unies pour l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et par les gouvernements camerounais, égyptien et ghanéen pour fournir les ressources nécessaires au fonctionnement des centres de formation,

Consciente du rang de priorité élevé accordé par les pays de la région à la formation du personnel et de la nécessité d'augmenter les effectifs en personnel qualifié,

Notant aussi l'augmentation régulière des subventions accordées par les gouvernements hôtes et les demandes accrues qui pourraient résulter de l'extension des programmes de formation, et les charges que l'augmentation des subventions accordées par les gouvernements hôtes peuvent faire encourir à ces mêmes gouvernements,

1. Exprime sa satisfaction au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et aux gouvernements camerounais, égyptien et ghanéen pour les moyens financiers et autres qu'ils ont accordés en vue du fonctionnement de ces instituts:

2. Demande au Secrétaire général d'accélérer la décentralisation de la gestion de l'Institut régional d'études démographiques d'Accra et de l'Institut de formation et de recherches démographiques de

⁹⁴ Voir les paragraphes 295 à 296 du rapport de la Conférence des ministres.

Yaoundé, au profit de la Commission conformément à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1977;

3. Demande au Secrétaire exécutif d'entre en pourparlers avec les gouvernements camerounais et ghanéen sur la manière de modifier les accords régissant ces instituts afin de les doter d'un caractère pleinement régional, en permettant à tous les pays desservis par les deux instituts de participer pleinement aux conseils d'administration de ces instituts et de trouver un moyen grâce auquel les gouvernements des autres pays pourraient tous apporter un soutien notable à ces instituts;

4. Demande en outre au Secrétaire exécutif d'avoir des entretiens avec les gouvernements intéressés afin d'étudier la meilleure manière dont le secrétariat pourrait aider les pays lusophones à satisfaire leurs besoins en matière de formation, et à trouver une solution à la pénurie aiguë de personnel qualifié dont ils souffrent;

5. Demande aux Etats membres lusophones intéressés de se servir de l'allocation globale offerte pour les bourses par le Département de la coopération technique pour le développement de New York pour former leurs ressortissants hors de la région, en attendant que des dispositions soient prises pour les former sur place.

207ème séance,
27 mars 1979.

368(XIV). Fusion des conférences des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains⁹⁵

La Conférence des ministres,

Rappelant la décision prise par le Comité exécutif de la Commission selon laquelle la Conférence des planificateurs africains, la Conférence des statisticiens africains et la Conférence des démographes africains seraient fusionnées en une seule Conférence en vue de rationaliser les ressources de la Commission et les gouvernements,

Notant que la fusion envisagée pourrait donner la possibilité aux trois groupes d'experts d'instaurer une meilleure coopération de leurs activités et ainsi d'adopter une approche interdisciplinaire envers la planification du développement au niveau des pays et d'intégrer les variables de la population dans le développement socio-économique,

Rappelant le rôle qui a été assigné à chacune des trois conférences à l'époque où elles ont été établies et compte tenu de leurs activités en ce qui concerne le choix du programme de travail du secrétariat dans les divers domaines,

Prenant acte de l'accord de la Conférence des démographes à la fusion proposée des trois conférences,

1. Approuve la fusion de la Conférence des planificateurs africains, de la Conférence des statisticiens africains et de la Conférence des démographes africains en une seule Conférence⁹⁶;

2. Demande que la nouvelle Conférence veille à attacher une importance égale aux travaux de chacune des trois conférences au cours de ses sessions et prenne en considération comme il convient les

⁹⁵ Voir les paragraphes 287 à 296 du rapport de la Conférence des ministres.

⁹⁶ Voir la résolution 330(XIV) du rapport de la Conférence des ministres.

programmes de travail du secrétariat dans les domaines de la planification, des statistiques et de la population au cours de ses débats;

3. Prie les Etats membres de la Commission de veiller à ce que les délégations qu'ils envoient aux sessions de la nouvelle Conférence comprennent le nombre approprié d'experts qui soient en mesure de débattre les différents programmes de travail et questions à étudier dans les trois domaines, soit la planification, les statistiques et la population;

4. Prie le Secrétaire exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que la nouvelle Conférence s'occupe des trois domaines en question et en particulier crée au cours de ses sessions des sous-comités chargés d'étudier les trois domaines de sa compétence, à savoir la planification, les statistiques et la population.

207ème séance,
27 mars 1979.

369(XIV)Création de bureaux mixtes OUA/CEA à Genève et à Bruxelles⁹⁷

Conférence des ministres,

Rappelant la résolution CM/ST.12(XXI) contenant la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session, tenue à Addis-Abeba en mai 1973,

Rappelant en outre la résolution 270(XII) de la Conférence des ministres en date du 28 février 1975, sur la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine,

Notant avec satisfaction la Déclaration que le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine a adoptée à sa onzième session extraordinaire, tenue à Kinshasa du 6 au 10 décembre 1976, appuyant sa résolution 270(XII) de la Conférence des ministres et demandant des mesures consécutives appropriées de la part du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine,

Rappelant à nouveau sa résolution 327(XIII) du 1er mars 1977 sur le renforcement des relations entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine ,

Notant le désir exprimé à la 32ème session du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine de voir s'établir des liens plus forts et plus étroits entre la Commission et l'Organisation de l'unité africaine,

Consciente de la nécessité de renforcer encore les arrangements de coopération existants entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine,

1. Réaffirme la nécessité de poursuivre les efforts en vue de renforcer entre les relations entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine de se consulter aussitôt que possible pour étudier la possibilité et

⁹⁷ Voir le paragraphe 57.

l'opportunité pour les deux organisations de coopérer pour le recrutement du personnel et l'administration conjointe du bureau de l'Organisation de l'unité africaine établi à Genève et du bureau que l'Organisation de l'unité africaine a l'intention de mettre en place à Bruxelles.

207ème séance,
27 mars 1979.

370(XIV). Assistance aux mouvements de libération ⁹⁸

La Conférence des ministres,

Ayant fait sien le rapport du Comité technique d'experts ⁹⁹ par lequel, au paragraphe 132, la Commission économique pour l'Afrique est notamment invitée à répondre directement aux demandes d'aide en matière de formation et de main-d'oeuvre que lui adressent les mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine,

Reconnaissant que l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de ses institutions spécialisées, a mis au point des programmes à l'intention des réfugiés et des mouvements de libération susmentionnés et leur fournir déjà une assistance dans des domaines divers,

1. Prie la Commission de répondre directement aux demandes d'assistance des mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine;

2. Invite également l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales à collaborer avec la Commission pour mettre au point des programmes d'assistance directe à l'intention des membres des mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine.

207ème séance,
27 mars 1979.

371(XIV). Questions administratives et questions relatives au personnel ¹⁰⁰

La Conférence des ministres,

Soucieuse de respecter le vœu exprimé par l'Assemblée générale des Nations Unies d'accroître le recrutement de personnel des pays non représentés ou sous-représentés afin d'assurer une répartition géographique équitable entre les pays membres,

Gardant présente à l'esprit la nécessité d'assurer l'application de sa résolution 294(XIII) du 28 février 1977 concernant l'africanisation du secrétariat de la Commission,

Tenant compte des difficultés que le secrétariat de la Commission éprouvé à recruter des candidats qualifiés dans les pays africains non représentés ou sous-représentés,

⁹⁸ Voir les paragraphes 249 à 254.

⁹⁹ E/CN.14/705.

¹⁰⁰ Voir les paragraphes 266 à 272.

Prenant en considération la nécessité de faire appel à du personnel de haute qualité pour exécuter le programme de travail et ordre de priorité,

Notant avec satisfaction que 38 Etats africains sont représentés parmi le personnel du secrétariat,

1. Se déclare satisfait des efforts déployés par le Secrétaire exécutif pour faire en sorte que le secrétariat reflète la réalité africaine;
2. Prie instamment le Secrétaire exécutif de continuer à s'efforcer d'aviser les gouvernements africains des postes vacants au sein du secrétariat destinés à des fonctionnaires hautement qualifiés;
3. Demande aux gouvernements africains non représentés ou sous-représentés de ne ménager aucun effort pour identifier les experts dans divers domaines et pour permettre leur détachement auprès du secrétariat de la Commission;
4. Prie l'Assemblée générale, dans la mesure où il ne serait pas possible de recruter un nombre suffisant de candidats dans les pays africains non représentés ou sous-représentés, d'autoriser le Secrétaire général de l'ONU, en ce qui concerne la région africaine, à recruter des candidats qualifiés de pays africains surreprésentés afin d'éviter de compromettre l'ensemble de la politique d'africanisation du secrétariat;
5. Demande aux représentants africains de l'Assemblée générale de porter la présente résolution à l'attention de la cinquième Commission.

207ème séance,
27 mars 1979.

372(XIV). Vingt et unième anniversaire de la Commission ¹⁰¹

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport du Comité exécutif sur le Vingt et unième anniversaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique qui sera célébré le 29 avril 1979 ¹⁰²,

Consciente des multiples contributions que la Commission a déjà apportées et apporte encore au développement économique et social de l'Afrique,

Consciente également du fait que la Commission a le devoir historique, en coopération étroite avec l'Organisation de l'unité africaine, de continuer à promouvoir le développement de l'Afrique,

Rappelant la résolution 671(XXV) du Conseil économique et social datée du 29 avril 1958, portant création de la Commission économique pour l'Afrique,

Tenant compte de la nécessité impérieuse de faire prendre conscience aux peuples africains des différents problèmes socio-économiques posés par le développement africain et de la contribution que la Commission, grâce à leur appui moral et à leur coopération active, peut continuer à apporter en vue de leur solution,

¹⁰¹ Voir les paragraphes 266 à 272 du rapport de la Conférence des ministres.

¹⁰² Document E/CN.14/696.

Consciente des résultats bénéfiques que l'on peut obtenir, en ce qui concerne l'esprit de mission et de dévouement qui anime les institutions multinationales, grâce à la proclamation et à la célébration des anniversaires aux niveaux régional et national,

1. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre aux Etats membres l'expression de la gratitude de la Conférence des ministres pour leurs félicitations et la bonne volonté dont ils ont fait preuve à l'occasion du Vingt et unième anniversaire de la Commission;

2. Appelle à nouveau l'attention des Etats membres sur la résolution CM 675(XXXI) adoptée à Khartoum en juillet 1978 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, dans laquelle il était demandé aux Etats membres d'organiser des programmes d'activités adéquats pour célébrer l'anniversaire de la Commission;

3. Prie les Etats membres de la Commission, en gardant présent à l'esprit le thème de l'autonomie nationale et collective, de célébrer le 29 avril de chaque année une "Journée de la CEA".

207ème séance,
27 mars 1979.

373(XIV).Félicitations au secrétariat pour ses travaux

La Conférence des ministres,

Se félicitant de la nouvelle orientation des activités de la Commission depuis 1975, de sa participation et de son dévouement à la cause du développement de l'Afrique, des efforts qu'elle a déployés pour promouvoir la coopération et l'intégration économiques de l'Afrique, du succès rencontré dans la mise en oeuvre de la politique d'africanisation du secrétariat en assurant une représentation aussi large que possible des pays africains au sein du personnel du secrétariat,

1. Saisit cette occasion pour féliciter le Secrétaire exécutif et son personnel et exprimer toute la confiance qu'elle a dans les travaux exécutés par le secrétariat;

2. Invite les Etats membres de la Commission à continuer à donner tout l'appui nécessaire au Secrétaire exécutif et à son personnel pour la réalisation des activités inscrites au programme de la Commission;

3. Fait appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il appuie et encourage de toutes les façons possibles les activités de la Commission;

4. Demande au Président de la présente réunion de la Conférence des ministres de communiquer cette résolution au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

207ème séance,
27 mars 1979.

374(XIV).Remerciements au Gouvernement et au peuple du Royaume du Maroc

La Conférence des ministres,

Profondément reconnaissante à Sa Majesté le Roi Hassan II du Maroc et au Gouvernement du Royaume du Maroc de la très grande générosité avec laquelle ils ont mis à sa disposition les installations et les services qui ont permis à la Commission économique pour l'Afrique de tenir, au cours des trois dernières semaines, six réunions importantes à Rabat, à savoir la quatorzième session de la Commission et la

cinquième réunion de la Conférence des ministres, la septième session du Comité technique d'experts, la session inaugurale du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement, la troisième réunion officieuse de fonctionnaires de rang supérieur des Nations Unies, de l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations intergouvernementales s'occupant particulièrement des programmes de développement en Afrique, la réunion des Secrétaires exécutifs des commissions régionales et la deuxième Conférence pour les annonces de contributions.

Consciente du fait qu'en mettant à sa disposition les installations et les services nécessaires pour la tenue de ces six réunions à Rabat, le Gouvernement du Royaume du Maroc offert à l'organe délibérant de la Commission et aux autres organes l'occasion insigne de se réunir en un même lieu afin d'examiner collectivement divers aspects du nouvel ordre économique international, la stratégie de l'Afrique pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et toutes leurs incidences pour la région africaine, ainsi que de prendre des mesures constructives pour la mobilisation des ressources et la concertation des efforts des gouvernements africains en vue de l'exécution des programmes de travail de la Commission, témoignant ainsi de manière concrète de l'esprit d'autonomie qui est une condition indispensable au progrès rapide de la région africaine et de ses populations,

Sachant gré à Sa Majesté le Roi Hassan II du Maroc de son éloquente déclaration et en particulier de son analyse pénétrante et judicieuse des problèmes économiques et sociaux complexes auxquels la région africaine doit faire face,

1. Adresse l'expression de sa gratitude à Sa Majesté le Roi Hassan II du Maroc ainsi qu'au Gouvernement et au peuple marocains pour leur chaleureuse hospitalité et pour les facilités matérielles et autres généreusement offertes aux réunions et à leurs participants;

2. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution au Gouvernement du Royaume du Maroc.

RESOLUTIONS ADOPTEES A LA QUINZIEME SESSION DE LA COMMISSION PAR LA DIXIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

375(XV). Les femmes et le développement : Programmes et stratégie (1980-1985)¹

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 33/185 de l'Assemblée générale par laquelle l'Assemblée a demandé aux participants aux réunions préparatoires régionales de proposer des programmes appropriés pour la seconde moitié de la Décennie en examinant et en évaluant les progrès accomplis et les obstacles rencontrés au cours de la première moitié de la Décennie,

Rappelant également sa résolution 364(XIV) du 27 mars 1979 par laquelle elle a approuvé les dispositions prises et a adopté un projet d'ordre du jour pour la Conférence régionale africaine sur la femme et le développement,

Ayant examiné le rapport de la deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement², qui s'est tenue à Lusaka (Zambie) du 3 au 7 décembre 1979, ainsi que les résolutions adoptées lors de la Conférence et les programmes et les stratégies proposés pour la période 1980-1985,

¹ Voir chapitre III paragraphes 145 à 149 du rapport de la Conférence des ministres.

² E/CN.14/14.

Ayant également examiné le rapport du Secrétaire exécutif sur la recrutement des femmes au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique³,

Consciente du rôle crucial joué par les femmes en tant que ressources humaines essentielles dans le processus de développement national,

1. Prend note du rapport de la deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement y compris les programmes et les stratégies pour la période 1980-1985 et approuve les propositions d'action contenues dans ces documents;

2. Approuve également toutes les résolutions adoptées lors de la Conférence comme étant l'expression des souhaits des peuples africains en ce qui concerne ces problèmes particuliers, à savoir l'Apartheid et les femmes en Afrique australe, les mutilations sexuelles des femmes, la nomination des femmes à des postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, l'Année internationale de l'enfant, le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme;

3. Demande à tous les gouvernements d'examiner de toute urgence les recommandations contenues dans les programmes et les stratégies et dans les résolutions de la Conférence afin d'accorder, dans le cadre de leurs plans respectifs, une haute priorité à l'instauration de meilleures conditions socio-économiques pour tous grâce à la mise en oeuvre d'une participation totale et égalitaire des hommes et des femmes au développement de la société, participation garantie tant par l'adoption de textes juridiques que par leur application;

4. Recommande à tous les gouvernements de mettre en place des mécanismes appropriés en vue de l'intégration pleine et entière des femmes au développement et de fournir en priorité les ressources humaines et financières nécessaires à la mise en oeuvre des recommandations contenues dans les documents susmentionnés;

5. Prie le Secrétaire exécutif de soumettre des rapports annuels d'évaluation des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la présente résolution par l'intermédiaire du Comité régional africain de coordination des activités relatives à l'intégration de la femme au développement;

212ème séance,
12 avril 1980.

376(XV). Programme régional du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'Afrique 1982-1986⁴

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 34/206 de l'Assemblée générale intitulée "Mise en oeuvre de la section IV de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale relative à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies",

Considérant le consensus atteint à la réunion régionale des représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement en Afrique tenue à Mbabane (Swaziland) du 7 au 17 janvier 1980, à laquelle a participé le Secrétaire général de l'OUA, ce consensus ayant fait l'objet d'un accord entre le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission concernant les vues préliminaires du

³ E/CN.14/744/Add.2.

⁴ Voir paragraphes 35 du rapport de la Conférence des ministres.

Considérant également les résolutions suivantes :

- Résolutions 332(XIV) et Annexe A - Stratégie de développement pour la région africaine dans le cadre de la troisième Décennie pour le développement,
- Résolution CM/Res.722(XXXIII) - Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique,
- Résolution AHG/ST.3(XVI)/Rev.1 - Déclaration d'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine adoptée à Monrovia, concernant les principes directeurs et les mesures visant à assurer l'autonomie nationale et collective en matière de développement économique et social en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

1. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement pour l'assistance qu'il apporte à la région africaine sur le plan tant national que régional;

2. Prend note du contenu du document E/CN.14/768 sur le Programme régional du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'Afrique 1982-1986⁵, et accepte les actions prioritaires proposées dans ledit document, y compris les actions proposées dans les domaines de l'énergie et de l'industrie;

3. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement d'accroître le volume total des ressources allouées au programme régional pour l'Afrique durant le cycle de programmation 1982-1986.

212ème séance,
12 avril 1980.

377(XV).Système panafricain de documentation et d'informatique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 359(XIV) du 27 mars 1979 concernant le projet de création d'une Banque panafricaine de données numériques et non numériques approuvé par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique à sa cinquième réunion tenue à Rabat,

Reconnaissant qu'une politique africaine de développement autonome et indépendante dont certains des objectifs premiers sont l'autonomie alimentaire, le développement des ressources naturelles et humaines, la promotion du commerce intra-africain et l'intensification du processus de développement industriel, ne peut être correctement entreprise que si elle est soutenue par un système viable de documentation et d'informatique,

Prenant en considération le projet de document sur un système panafricain de documentation et d'informatique préparé par un Groupe d'experts de la Commission économique pour l'Afrique et du Centre international de recherche-développement avec la participation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Département des affaires économiques et sociales internationales, de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission économique pour l'Amérique latine de l'Organisation des Nations Unies, soumis à la Commission le 1er juin 1979,

⁵ E/CN.14/768.

Considérant que toutes les autres commissions régionales ont depuis longtemps pris les mesures nécessaires pour créer un réseau de documentation ou d'informatique pour le développement économique et social de leur région,

1. Note avec satisfaction les mesures préliminaires déjà prises par le Secrétaire exécutif de la Commission en vue de la mise en oeuvre du projet de Système panafricain de documentation et d'informatique;

2. Demande au Secrétaire exécutif de prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires au démarrage immédiat des phases 1, 2 et 3 du projet de Système panafricain de documentation et d'informatique;

3. Invite le Secrétaire exécutif à accélérer l'acquisition d'ordinateurs, de logiciel et de matériel et fournitures de laboratoire convenables, d'un type et d'un coût n'excédant pas les moyens financiers de la majorité des pays africains au cas où ces derniers décideraient d'acheter du matériel similaire;

4. Demande à la communauté internationale d'aider pleinement le continent africain à démarrer immédiatement et à développer le système panafricain de documentation et d'informatique en vue d'organiser en un réseau efficace les centres de documentation régionaux, sous-régionaux et nationaux;

5. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque africaine de développement et le Centre international de recherche-développement de l'aide financière substantielle qu'ils ont apportée au projet de Système panafricain de documentation et d'informatique;

6. Demande en outre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'appuyer pleinement la Commission économique pour l'Afrique dans la mise en oeuvre du projet de Système panafricain de documentation et d'informatique.

212ème séance,
12 avril 1980.

378(XV). Plan d'action et mécanismes institutionnels en vue d'un Programme régional pour l'environnement en Afrique⁶

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 332(XIV) du 27 mars 1979, concernant la stratégie de développement de l'Afrique pour la troisième Décennie pour le développement, qui comprenait une Déclaration d'engagement des gouvernements portant sur des projets prioritaires spécifiques en vue d'un développement économique rapide du continent, et présentait des principes directeurs et un plan d'action devant permettre aux Etats membres de poursuivre une politique nationale dans le cadre d'une stratégie de développement économique et social fondée sur l'autonomie collective, un développement indépendant et endogène et la préservation de l'environnement, en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Tenant compte d'autres résolutions de la Commission [303(XIII), 305(XIII), 308(XIII), 313(XIII)] et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (GC/31, GC/61), concernant l'environnement et surtout de la décision 33/437 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1978 qui soulignait que les principes directeurs relatifs aux considérations écologiques en vue de la nouvelle stratégie internationale du développement, devraient refléter, d'une manière appropriée, la nécessité de protéger l'environnement et d'introduire des principes relatifs à l'environnement dans les stratégies et les priorités en matière de développement des pays en développement,

⁶ Voir paragraphes 123 à 126 du rapport de la Conférence des ministres.

Tenant compte de ce que les perspectives et les priorités dans le domaine de l'environnement des pays développés industrialisés sont différentes de celles des pays en développement, car les problèmes de l'environnement que connaissent les pays du tiers monde tiennent au faible niveau de développement de ces pays, comme le montrent la pauvreté, l'insalubrité, la malnutrition, les conditions de vie défavorables, la faim, les taudis urbains et le dénuement des populations rurales, et la détérioration générale de la qualité de la vie dans ces pays,

Estimant que la solution de certains des problèmes multinationaux de l'environnement les plus pressants dont souffre actuellement le continent, tels que la désertification, le déboisement, l'érosion et la dégradation des sols, l'appauvrissement des ressources, la dégradation des établissements humains, les migrations des populations, la crise énergétique, la famine et la sécheresse, la pollution côtière et marine, les maladies endémiques d'origine hydrique, la nécessité de préserver la faune et la flore sauvages et la pollution agricole et industrielle, appelle un effort régional,

Notant que le processus de développement lui-même peut avoir des effets nuisibles sur l'environnement parallèlement aux effets bénéfiques en général, ainsi qu'en témoignent l'accroissement des maladies d'origine hydrique accompagnant la construction de grands barrages, les pollutions par les déchets industriels et agricoles et la dégradation et l'érosion des sols dues à l'épuisement des forêts en raison d'une mauvaise gestion des activités d'exploitation forestière,

Reconnaissant que l'application dans le domaine de la planification économique du concept d'aménagement des écosystèmes en vue d'un développement soucieux de la protection de l'environnement exige de sélectionner les processus technologiques les plus appropriés, qui réduiront au minimum les dommages pour l'environnement et perturberont le moins l'équilibre naturel,

Notant en outre que les coûts environnementaux et sociaux de la protection et de la conservation des ressources naturelles sont moindres que ceux des mesures de reclassement rendues nécessaires par la non-prise en compte dans la planification du développement économique de considérations d'ordre environnemental, et notant également que dans les analyses de coût-utilité, les risques pour l'environnement ont tendance à représenter plusieurs fois les coûts actuels de prévention à long terme,

1. Exprime sa satisfaction des activités de programmation entreprises dans la région africaine par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les institutions internationales de financement du développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission régionale pour l'Afrique et toutes les organisations non gouvernementales (Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, World Wildlife Fund) et intergouvernementales, pour lutter contre les problèmes urgents de l'environnement et contribuer à résoudre ces problèmes;

2. Recommande aux Etats membres d'adopter un plan d'action en vue de la mise en oeuvre d'un programme régional pour l'environnement en Afrique préconisant : i) la réalisation d'une étude sur les principaux problèmes de l'environnement rencontrés par les Etats membres aux fins de la programmation de priorités nationales; ii) la mise en place de mécanismes nationaux, de moyens techniques et d'un cadre institutionnel, et la formation de main-d'oeuvre; et iii) une évaluation et la gestion des activités de développement dans une perspective de protection de l'environnement;

3. Prie la Commission économique pour l'Afrique, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les institutions de financement du développement de fournir l'assistance technique nécessaire aux Etats membres, à la demande de ceux-ci, pour l'exécution de projets visant à protéger, à conserver et à améliorer la qualité de l'environnement en Afrique;

4. Décide de créer un comité régional intergouvernemental des questions relatives à l'environnement et aussi aux établissements humains, qui compterait avec la participation de tous les Etats membres de la Commission, le mandat de cet organe sectoriel commun devant être défini par le Secrétaire exécutif;

5. Invite les Etats membres, les institutions de financement du développement, les pays développés industrialisés ainsi que le Programme des Nations Unies pour l'environnement à continuer d'apporter leur soutien financier à la Commission économique pour l'Afrique, en particulier en ce qui concerne le cadre institutionnel et la formation de la main-d'oeuvre nécessaires à l'exécution des programmes pour l'environnement visant à résoudre des problèmes prioritaires et à coordonner les activités dans la région.

212ème séance,
12 avril 1980.

379(XV). Participation à la Session extraordinaire de 1980 de l'Assemblée générale⁷

La Conférence des ministres,

Prenant note de la résolution 34/207 de l'Assemblée générale du 19 décembre 1979, concernant les préparatifs en vue de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale qui se tiendra en 1980 afin de lancer une série de négociations internationales relatives à la coopération économique internationale et d'adopter une stratégie dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant les résultats peu satisfaisants obtenus lors de certaines conférences internationales organisées récemment, en particulier la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,

Convaincue qu'il est essentiel pour le progrès des pays en développement d'obtenir des résultats concrets et satisfaisants, grâce à une compréhension mutuelle au sein des instances internationales,

Rappelant également la résolution 332(XIV) du 27 mars 1979 concernant la stratégie de développement pour l'Afrique dans le cadre de la troisième Décennie du développement et la résolution AHG/ST.3(XIV)/Rev.1 de l'Organisation de l'unité africaine relative à la Déclaration d'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine adoptée à Monrovia concernant les principes directeurs et les mesures visant à assurer l'autonomie nationale et collective en matière de développement social et économique en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la recommandation selon laquelle l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies devrait intégrer la stratégie dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement ainsi que dans le Plan d'action que nous venons d'élaborer afin de matérialiser cette stratégie dans les faits,

Convaincue que c'est uniquement au moyen de la participation des gouvernements africains en force à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale que les pays africains pourront réellement influencer sur les décisions prises en leur faveur lors de cette session,

1. Demande à tous les Etats membres de participer pleinement et efficacement à la Session extraordinaire de 1980 de l'Assemblée générale :

a) En donnant à leurs représentants aux prochaines sessions du Comité préparatoire concernant la nouvelle stratégie du développement et du Comité plénier créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale en vue des préparatifs de la Session extraordinaire les instructions appropriées qui devraient guider leur participation à la Session extraordinaire, en tenant compte de la résolution 332(XIV) du 27 mars 1979 de la Conférence des ministres et de la résolution AHG/ST.3(XVI)/Rev.1 de l'Organisation de l'unité africaine déjà mentionnées ainsi que la nécessité de faire de la stratégie de développement pour

⁷ Voir paragraphes 40 et 154 du rapport de la Conférence des ministres.

l'Afrique en vue de la troisième Décennie pour le développement un élément à part entière de la Stratégie internationale du développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, et de la nécessité de rechercher un appui international pour assurer la mise en oeuvre avec succès du Plan d'action;

b) En désignant parmi leurs représentants à la Session extraordinaire des personnes qui ont participé à la série de réunions qui ont abouti à l'adoption de la stratégie pour la région africaine dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et à la formulation du Plan d'action y relatif.

212ème séance,
12 avril 1980.

380(XV). Mesures à prendre dans la région africaine à la suite de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural⁸

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 352(XIV), 354(XIV), 360(XIV), 361(XIV) et 365(XIV) qu'elle a adoptées lors de la Conférence des ministres de Rabat en 1979,

Prenant note de la Déclaration de principes, du Programme d'action et de la résolution sur la suite à donner à la Conférence adoptée par la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, tenue à Rome en juillet 1979,

Satisfaite des mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en tant qu'institution principale au sein du Groupe d'étude sur le développement rural du Comité administratif de coordination en vue de coordonner les activités des organismes des Nations Unies s'intéressant à la mise en oeuvre du Programme d'action et de la résolution adoptée par la Conférence mondiale sur la réforme agraire et de développement rural,

Tenant compte de la résolution 34/14 de l'Assemblée générale concernant la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural adoptée lors de la soixante et unième séance plénière de l'Assemblée le 9 novembre 1979,

1. Approuve la Déclaration de principes et le Programme d'action ainsi que la résolution adoptée par la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural;

2. Appuie la résolution 7/79 de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture concernant les mesures à prendre à la suite de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, adoptée lors de la vingtième session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

3. Demande à tous les Etats africains de prendre toutes les mesures nécessaires afin de mettre en oeuvre le Programme d'action adopté par la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, en particulier en accordant la priorité au suivi de l'exécution des programmes de réforme agraire et de développement rural; à l'élaboration de stratégies nationales de développement rural; à l'organisation de la commercialisation des produits agricoles et de la fourniture de facteurs de production agricoles; à la création et au renforcement des centres nationaux de développement rural; à l'exécution de

⁸ Voir paragraphes 51 à 67 du rapport de la Conférence des ministres.

programmes nationaux d'ensemble en vue d'intégrer la femme au développement rural; à la mise au point d'un système d'indicateurs sociaux relatifs au développement rural et à la réforme agraire; à l'élaboration de programmes nationaux intégrés de formation dans le domaine du développement rural; à la mise au point de programmes nationaux de sécurité alimentaire;

4. Prie la Commission de fournir son appui aux autres organismes des Nations Unies afin d'aider les pays de la région, à leur demande, à mettre en oeuvre de Programme d'action de la Conférence mondiale;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de mobiliser les effectifs et les ressources du secrétariat, dans les limites des fonds disponibles, afin de participer pleinement aux activités du Groupe d'étude sur le développement rural du CAC et de mettre en oeuvre le Programme d'action dans les limites du mandat de l'Organisation;

6. Lance un appel aux institutions de financement internationales et régionales, en particulier la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole, la Banque africaine de développement et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, ainsi qu'à toutes les sources de financement volontaires afin qu'elles accordent un appui financier à la Commission pour aider les pays de la région à mettre en oeuvre le Programme d'action de la Conférence mondiale;

7. Recommande au Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution à la onzième Conférence régionale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'Afrique, qui se tiendra en juin 1980 à Lomé (Togo).

212ème séance,

12 avril 1980.

381(XV). Contribution des relations économiques internationales au développement de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Considérant son engagement à affranchir l'ensemble de la région africaine de la domination économique étrangère,

Tenant compte du fait que le régime raciste d'Afrique du Sud continue à déstabiliser les économies des pays africains indépendants voisins en sabotant les installations économiques vitales de ces pays,

Notant avec grande inquiétude que ces actions sont encouragées non seulement par la collaboration militaire et nucléaire de certains pays impérialistes mais également par un soutien économique, de la part de ces mêmes pays, sous forme d'investissements qui renforcent les intentions agressives de l'Apartheid,

Consciente du fait que ces pays impérialistes agissent ainsi avec l'intention claire de maintenir la région africaine dans un état de sous-développement perpétuant ainsi sa dépendance économique,

Convaincue que ces intentions agressives constituent une entrave à la libéralisation économique totale et au développement de l'ensemble de la région africaine,

1. Demande instamment que ces pays impérialistes mettent immédiatement un frein au soutien qu'ils accordent au système économique de l'Afrique du Sud fondé sur la politique d'Apartheid, retirent tous les investissements placés dans ce pays par leurs ressortissants et/ou leurs sociétés et en mettent fin à toutes les formes de collaboration qui renforcent et perpétuent l'oppression raciale et la misère en Afrique du Sud;

2. Demande aux pays africains d'intensifier leurs efforts pour que des sanctions obligatoires totales soient imposées à l'encontre de l'Afrique du Sud en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies;

3. Fait savoir que l'emploi continu que les Etats occidentaux membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies font de leur droit de veto afin de faire échec aux mesures prises par les Etats africains à l'encontre de la politique d'Apartheid de l'Afrique du Sud ne sert pas les intérêts de ces Etats occidentaux et les rangs du côté des oppresseurs racistes.

212ème séance,
12 avril 1980.

382(XV). Mobilisation des ressources du Fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement⁹

La Conférence des ministres,

Rappelant les objectifs de l'instauration d'un nouvel ordre économique international tels qu'ils ont été définis dans les résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974,

Regrettant que le Programme d'action de Vienne n'ait pas permis d'obtenir un financement de la science et de la technique au service du développement correspondant aux besoins des pays en développement,

Convaincue de l'importance capitale du rôle joué par la science et la technique dans le développement économique et social de tous les pays en développement, et en particulier des pays africains,

Tenant compte du fait que l'Afrique compte le plus grand nombre de pays en développement les moins avancés, sans littoral, insulaires et le plus gravement touchés, et notant que cette situation exige qu'une attention particulière soit accordée à leurs besoins spéciaux tels qu'ils ont été décrits dans le paragraphe D.7 de la résolution 34/218 VID de l'Assemblée générale,

Notant également que la Conférence pour les annonces de contributions en faveur du Fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement, tenue à New York le 27 mars 1980, n'a pas permis de rassembler plus de 20 p.100 des ressources minimales envisagées pour le Fonds,

Convaincue qu'en raison des considérations particulières énoncées ci-dessus, la région africaine devrait obtenir au moins 40 p.100 des ressources du Fonds intérimaire,

Espère sincèrement que, dans l'esprit de la Conférence de Vienne, l'objectif de 250 millions de dollars des Etats-Unis pourra être atteint;

2. Prie instamment le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement d'accorder toute l'attention voulue aux besoins particuliers de la région africaine lors de l'élaboration de directives pour l'allocation et la distribution des ressources du Fonds intérimaire;

3. Prie aussi instamment les délégations africaines qui assisteront à la réunion pertinente du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement de veiller à ce que l'Afrique obtienne une part d'au moins 40 p.100 des ressources du Fonds intérimaire;

⁹ Voir paragraphes 88 à 97 du rapport de la Conférence des ministres.

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission de porter la présente résolution à l'attention de tous les Etats africains afin qu'ils informent leurs missions auprès de l'organisation des Nations Unies à New York et à Genève de l'importance de la présente résolution.

212ème séance,
12 avril 1980.

383(XV). Amendement du règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 330(XIV) du 27 mars 1979 concernant la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique,

Décide de modifier l'article 69 du règlement intérieur de la Commission en supprimant la deuxième phrase dudit article dont la version désormais en vigueur est la suivante :

"La Commission présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport complet sur ses activités et ses projets ainsi que sur ceux de tous ses organismes subsidiaires".

212ème séance,
12 avril 1980.

384(XV). La coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement¹⁰

La Conférence des ministres,

Considérant la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exécution de projets régionaux durant le cycle de programmation 1977-1981,

Rappelant le consensus atteint lors de la réunion régionale de représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement en Afrique, tenue à Mbabane (Swaziland) du 7 au 17 janvier 1980, concernant la préparation du programme régional du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'Afrique 1982-1986, ainsi que l'accord entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement à ce sujet,

Rappelant également les recommandations de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains,

1. Note avec satisfaction les progrès réalisés à ce jour en matière de coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement;

2. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement pour le soutien qu'il apporte à la Commission économique pour l'Afrique durant le cycle de programmation 1977-1981;

3. Recommande la réalisation d'une série de missions d'évaluation en 1980 et 1981 en vue :

¹⁰ Voir paragraphes 35 à 37 du rapport de la Conférence des ministres.

a) d'examiner les modalités d'exécution et la qualité des résultats du programme de coopération Commission économique pour l'Afrique/Programme des Nations Unies pour le développement afin d'y apporter les améliorations jugées nécessaires;

b) de permettre au Programme des Nations Unies pour le développement de déterminer le volume éventuel du programme d'activités régionales qui pourrait être exécuté par la Commission économique pour l'Afrique durant le prochain cycle de programmation;

4. Prie les gouvernements africains d'apporter leur ferme soutien à ces missions d'évaluation;

5. Approuve l'intention du Programme des Nations Unies pour le développement de financer la préparation d'un futur manuel pour les planificateurs africains et prie le Programme des Nations Unies pour le développement de fournir une assistance financière complémentaire pour la conduite des études de perspective en cours à la Commission économique pour l'Afrique.

212ème séance.
12 avril 1980.

385(XV). Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique¹¹

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 248(XI) du 22 février 1973, par laquelle elle a créé le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique,

Rappelant également sa résolution 268(XII) du 28 février 1975, dans laquelle elle se félicite des travaux accomplis par le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique,

Reconnaissant que le Comité s'est révélé être un mécanisme régional utile pour l'examen des problèmes dans le domaine de la science et de la technique intéressant le développement des Etats membres,

Reconnaissant également que depuis la création du Comité en 1973 les problèmes dans le domaine de la science et de la technique intéressant la région ont rapidement pris une importance et une complexité croissantes,

1. Décide que le Comité doit poursuivre ses activités;

2. Décide également que le Comité sera ouvert à la participation, au titre de membre à part entière, de tous les Etats, qu'il se réunira normalement une fois par an au moins et qu'il présentera ses rapports et recommandations à la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier;

3. Décide en outre que le Comité intergouvernemental d'experts africains pour le développement de la science et de la technique devrait créer des groupes de travail pour examiner des problèmes et questions spécifiques;

4. Prie instamment chaque Etat membre de désigner une institution gouvernementale chargée de centraliser tous les problèmes relatifs à la science et la technique en rapport avec le travail du Comité intergouvernemental, et de nommer par ailleurs des représentants aux réunions de ce même Comité, étant

¹¹ Voir paragraphes 88 à 97 du rapport de la Conférence des ministres.

entendu que ces nominations devraient tenir compte du fait qu'il faudrait maintenir un haut niveau d'efficacité et de continuité pour le suivi des activités de ce Comité;

5. Invite tous les Etats à participer activement aux réunions du Comité et à contribuer efficacement à ses travaux.

6. Décide que le mandat du Comité sera le suivant :

a) aider la Commission à définir et à réviser périodiquement les stratégies et les programmes pour le développement de la science et de la technique dans la région africaine;

b) examiner les questions précises se rapportant à l'application des stratégies définies ci-dessus et conseiller le Secrétaire exécutif à leur propos;

c) de manière générale, aider activement la Commission et le Secrétaire exécutif à promouvoir la science et la technique et à définir des mesures visant à leur application au développement national des Etats membres;

d) accorder une attention particulière, dans ses activités, aux besoins des Etats membres les moins avancés de la région;

e) conseiller le Secrétaire exécutif quant aux moyens de mobiliser les ressources de toutes sortes pour l'application des stratégies, des programmes et des projets pour le développement de la science et de la technique dans la région.

212ème séance.

12 avril 1980.

386(XV). Renforcement de la capacité de l'Afrique de mettre la science et la technique au service du développement¹²

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale en date du 1er mai 1974 contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la résolution 3281(XXIX) du 12 décembre 1974 contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant aussi la résolution 3362(S-VI) de l'Assemblée générale en date du 16 septembre 1975 dans laquelle l'Assemblée a notamment décidé de convoquer la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement en vue, en particulier, de renforcer la capacité technologique des pays en développement, de manière à leur permettre d'appliquer la science et la technique à leur développement,

Préoccupée par la persistance de l'ancien ordre économique international et ses dimensions technologiques, par l'impuissance du mécanisme national actuel des pays africains à assurer leur développement technologique endogène, par l'insuffisance des liens entre la recherche-développement et la production nationale, ce qui se traduit en particulier par l'orientation persistante vers la recherche de caractère général et les connaissances gratuites, par le faible rang de priorité accordé à la science et à la

¹² Voir paragraphes 88 à 97 du rapport de la Conférence des ministres.

technologie et, surtout, par la faible part des ressources financières nationales disponibles qui leur est allouée,

Préoccupée aussi par la faible représentation et la participation inefficace des pays africains à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement et aux autres conférences internationales visant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Notant que les activités menées à bien pendant la période suivant la Conférence des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et la réalisation du programme d'action pour l'Afrique pour la période allant de 1980 à 1985¹³, qui cherche à renforcer la capacité des pays africains de créer eux-mêmes leur capacité scientifique, technologique et de production, de manière à leur permettre de résoudre leurs propres problèmes et de répondre à leurs propres besoins, sont d'une importance capitale pour le progrès scientifique et technologique des Etats membres, individuellement et collectivement,

Reconnaissant que l'exécution desdites activités exigerait la fourniture de ressources accrues au niveau des gouvernements et des commissions régionales auxquelles il sera demandé de coordonner au niveau régional les programmes et les projets de coopération relatifs à la science et à la technique,

Rappelant la résolution 6 de la réunion régionale africaine sur la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement tenue au Caire (Egypte), où il était préconisé de renforcer le Groupe de la science et de la technique de la CEA tant sur le plan de sa structure que sur celui de ses ressources financières,

Rappelant également les recommandations du Programme d'action de Vienne demandant que les commissions régionales soient renforcées dans le domaine de la science et de la technique,

1. Prie instamment les gouvernements des pays africains d'adopter et de mettre en oeuvre, au plus tard en 1983, des politiques, une législation et des réglementations nationales et autant que possible régionales concernant l'acquisition de la technique, et également d'envisager de structurer leur cadre juridique national afin de promouvoir la mise au point et l'amélioration des technologies locales et, partant, d'en faciliter la transformation et l'emploi accru dans la production et le commerce mondiaux;

2. Prie aussi instamment les gouvernements des pays africains de veiller à participer à tous les travaux et à toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies menés pour donner suite à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, y compris les activités du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement de l'Organisation des Nations Unies et les arrangements institutionnels connexes, et d'assurer la participation active de l'Afrique, par l'intermédiaire de délégations gouvernementales compétentes, à toutes les autres activités internationales concernant la restructuration de l'actuel cadre juridique international, en tenant compte des principes et des objectifs de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et à tous les travaux visant à renforcer la capacité de l'Afrique dans le domaine de la science et de la technique, en élaborant notamment :

- a) Un code de conduite international pour le transfert de technologie;
- b) Un code de conduite des sociétés transnationales;
- c) Une version révisée de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

3. Prie l'Organisation de l'unité africaine d'étudier les moyens d'apporter un appui à des missions de représentants africains compétents envoyées à des réunions internationales tenues pour donner suite aux conférences;

¹³ E/CN.14/771.

4. Prie le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique d'établir en coopération avec les organisations régionales et internationales compétentes, des études sur l'expérience des pays en développement dans le domaine de la réglementation du transfert de technologie, en mettant en relief les mesures qui se rapportent le mieux à la situation particulière des pays d'Afrique;

5. Prie instamment le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de prendre d'urgence des mesures visant à renforcer les structures et les moyens financiers du Groupe de la science et de la technique et de la réorganiser de façon à lui permettre d'assumer ses responsabilités accrues.

212ème séance,
12 avril 1980.

387(XV). Réunion mixte Organisation de l'unité africaine/Commission économique pour l'Afrique d'experts africains sur l'énergie (Addis-Abeba, 25-28 mars 1980)¹⁴

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la réunion mixte Organisation de l'unité africaine/Commission économique pour l'Afrique d'experts africains sur l'énergie¹⁵,

Rappelant la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dixième session ordinaire,

Rappelant également les résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974, sur la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Tenant compte du rapport du colloque de Monrovia sur les perspectives futures de développement de l'Afrique vers l'an 2000¹⁶,

Réaffirmant la souveraineté et le contrôle des pays africains sur leurs ressources naturelles,

Consciente de l'importance des ressources énergétiques pour le développement économique des Etats membres,

Considérant la nécessité urgente d'accorder un degré élevé de priorité et toute l'importance requise à la formulation de politiques énergétiques rationnelles et coordonnées aux niveaux national, sous-régional et régional,

Reconnaissant que le développement et l'utilisation optimums des sources d'énergie renouvelables et non renouvelables exigent des Etats africains qu'ils adoptent des mesures concertées et fassent preuve de coopération, de volonté politique et de solidarité,

1. Prend acte du rapport de la réunion mixte Organisation de l'unité africaine/Commission économique pour l'Afrique d'experts africains sur l'énergie;

¹⁴ Voir paragraphes 132 à 144 du rapport de la Conférence des ministres.

¹⁵ Document E/CN.14/778.

¹⁶ E/CN.14/698/Add.2.

2. Approuve la création d'une Commission africaine de l'énergie et prie l'Organisation de l'unité africaine et la Commission économique pour l'Afrique de prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en place des structures de ladite Commission;

3. Invite les gouvernements des Etats membres à ratifier dans les meilleurs délais les statuts du Centre africain de l'énergie solaire;

4. Prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de veiller conjointement et dans un esprit de solidarité à l'application des résolutions relatives aux problèmes énergétiques qui auront été adoptées.

212ème séance,
12 avril 1980.

388(XV). Programme régional intégré sur la formation, la recherche et les services de consultation en matière de conservation et de gestion de la faune et de la flore africaines¹⁷

La Conférence des ministres,

Consciente de l'importance de la faune et de la flore dans le développement social et économique des Etats africains et de leur rôle dans l'équilibre de l'écosystème de la région et en particulier leur contribution à la croissance de l'industrie touristique nationale et à l'amélioration des conditions de vie,

Préoccupée par la destruction gratuite de la faune et de la flore africaines en général et en particulier de celle de certaines espèces animales en voie de disparition,

Prenant note du souci des Etats membres et des efforts louables déployés par les différents organismes du système des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que d'autres organisations internationales, pour attirer l'attention sur la destruction de la faune et de la flore africaines, et pour aider, par des programmes de formation et de recherche, à améliorer la gestion de la faune et de la flore africaines,

Prenant acte en outre des efforts déployés par le Corps commun d'inspection de l'Organisation des Nations Unies pour la préparation de son Rapport sur les programmes de formation régionale dans le domaine de la gestion de la faune et de la flore africaines à Mweka et Garoua et de la recommandation par laquelle il demandait notamment de renforcer et d'élargir le champ d'action et la composition de ces deux institutions pour qu'elles répondent à des besoins véritablement régionaux en vue d'une meilleure gestion et d'une meilleure conservation de la faune et de la flore africaines,

Se félicitant de l'attention accordée à la nécessité d'un programme régional intégré de formation, de recherche, de conservation et de mise en valeur de la faune et de la flore africaines par la troisième réunion du Conseil des ministres du Centre opérationnel et de programmation multinationale pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe à Gaborone (Botswana) du 28 au 29 janvier 1980, et de sa recommandation relative à la transformation du College of African Wildlife Management de Mweka (Tanzanie) en Centre régional de formation, de recherche et de consultation devant desservir les pays africains d'expression anglaise,

Considérant la nécessité d'une coopération et d'une action concertée pour mettre sur pied et exécuter un programme régional d'ensemble relatif à la conservation, la mise en valeur et une bonne gestion de la

¹⁷ Voir paragraphes 123 à 126 du rapport de la Conférence des ministres.

faune et de la flore africaines non seulement en tant que patrimoine commun à léguer à la postérité mais aussi pour leur rôle dans le progrès social et économique des peuples africains,

Convaincue qu'une meilleure mise en valeur de la faune et de la flore ainsi qu'une meilleure gestion de celles-ci vont dans le sens de l'intérêt individuel et collectif des pays africains,

1. Fait sienne la décision par laquelle le Conseil des ministres du MULPOC pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe¹⁸ demande l'ouverture de négociations avec le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie afin de transformer le College of African Wildlife Management de Mweka en institution régionale à part entière pour les pays africains d'expression anglaise;

2. Décide que les démarches similaires devraient être entreprises auprès de la République-Unie du Cameroun en vue d'élargir les activités régionales ainsi que le statut de l'Ecole de la faune de Garoua (Cameroun), l'objectif étant de desservir l'ensemble des pays africains d'expression française;

3. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique :

a) d'entamer les démarches mentionnées aux paragraphes 1 et 2 du dispositif de la présente résolution; et

b) d'élaborer un programme régional intégré à long terme de conservation, de mise en valeur et de gestion de la faune et de la flore en Afrique et d'en coordonner, en collaboration avec les organismes appropriés, l'exécution en s'appuyant sur les institutions régionales de Mweka et de Garoua, ce programme prévoyant la formation de cadres moyens et supérieurs, des activités de recherche et la fourniture de services de consultation dans les domaines administratif, législatif, économique, écologique, socio-culturel et autres domaines intéressant la conservation, la mise en valeur et l'exploitation de la faune et de la flore dans le cadre d'une planification d'ensemble du développement,

4. Lance un appel au Programme des Nations Unies pour le développement pour que celui-ci intensifie son programme d'appui aux centres de Mweka et de Garoua et examine favorablement la possibilité de contribuer financièrement à la réalisation du programme régional intégré à long terme dont il est fait mention au paragraphe 3b) du dispositif;

5. Prie l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation de l'unité africaine, l'Union internationale pour la conservation de la nature, le Fonds mondial pour la nature, ainsi que d'autres organisations bilatérales et multilatérales d'appuyer généreusement le programme régional africain de conservation, de mise en valeur et de gestion de la faune et de la flore et d'aider la Commission économique pour l'Afrique à exécuter ce programme;

6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de soumettre à la Conférence des ministres des rapports biennaux sur le déroulement du programme régional susmentionné et la situation concernant la conservation, la mise en valeur et la gestion de la faune et de la flore africaines.

212ème séance,
12 avril 1980.

¹⁸ ECA/MULPOC/Lusaka/III/37.

389(XV). Mécanisme institutionnel en vue de l'examen et de la coordination des politiques et programmes de mise en valeur des ressources humaines en Afrique¹⁹

La Conférence des ministres,

Considérant la nécessité d'une coordination efficace des politiques et programmes dans les principaux secteurs du développement socio-économique en Afrique,

Rappelant sa résolution 249(XI) du 22 février 1973 invitant le secrétariat à étudier, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes, la possibilité de définir un mécanisme efficace en vue d'une action concertée en matière de formulation et d'exécution des programmes de travail,

Prenant note de la directive de l'Assemblée générale relative à la décentralisation, aux activités opérationnelles et à la coordination régionale, telle qu'elle figure dans la résolution 32/197, en date du 20 décembre 1977, sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, compte tenu tout particulièrement de la directive selon laquelle les commissions régionales devraient notamment être "responsables de la coordination et de la coopération au niveau régional".

Se félicitant des efforts louables déployés par le secrétariat pour rationaliser et renforcer le mécanisme institutionnel de la Commission dans les principaux secteurs prioritaires du développement de l'Afrique,

Préoccupée par le fait que, nonobstant la haute priorité accordée à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines dans la région, aucun mécanisme institutionnel n'existe à ce jour ni pour l'harmonisation, la rationalisation et la coordination des politiques et des programmes ni pour l'établissement de principes directeurs relatifs à l'action future dans ce secteur primordial au niveau régional,

1. Prie instamment le Secrétaire exécutif d'entamer des consultations avec l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres institutions appropriées des Nations Unies en vue d'établir un mécanisme institutionnel adéquat au sein de la Commission pour la coordination et la rationalisation des politiques et programmes de mise en valeur des ressources humaines au niveau régional;

2. Recommande la création d'un mécanisme institutionnel pour la coordination des activités régionales dans le domaine des ressources humaines (planification, perfectionnement et utilisation);

3. Recommande en outre de prévoir dans le mécanisme institutionnel proposé un Comité technique préparatoire de fonctionnaires et une Conférence des ministres responsables des programmes d'éducation, de main-d'oeuvre et autres programmes connexes et que ces organes se réunissent tous les deux ans pour passer en revue les réalisations, les politiques et programmes dans le secteur des ressources humaines et définir les principes directeurs des actions à entreprendre à l'avenir;

4. Demande que le mécanisme institutionnel proposé soumette des rapports aux Etats membres par l'intermédiaire de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique.

212ème séance,
12 avril 1980.

¹⁹ Voir paragraphes 84 à 87 du rapport de la Conférence des ministres.

390(XV).Création d'organismes de coopération économique et technique et adoption de mesures visant à renforcer les organismes existants²⁰

La Conférence des ministres,

Reconnaissant la nécessité de créer, dans la région africaine, des organismes multinationaux pour la promotion du développement, de la coopération technique et des efforts de coopération collectifs dans divers secteurs économiques et sociaux,

Considérant les économies d'échelle que permettent de réaliser de tels organismes multinationaux et le fait qu'ils sont indispensables pour résoudre les problèmes économiques et sociaux que les pays africains, pris individuellement, n'ont pas les moyens de résoudre eux-mêmes,

Tenant compte du fait que plusieurs organismes multinationaux, créés à la suite de requêtes émanant des pays africains, n'ont toutefois reçu qu'un faible appui des gouvernements africains, cela se traduisant par un nombre réduit d'adhésions et un appui financier insuffisant,

Notant qu'en raison de l'insuffisance de l'appui fourni, plusieurs de ces établissements connaissent des difficultés et ne peuvent fournir tous les services que l'on attend d'eux,

1. Demande instamment que tout organisme multinational nouveau se soit établi que s'il est absolument nécessaire et qu'après que les possibilités offertes par les institutions nationales ou les possibilités de convertir les institutions nationales existantes en organismes multinationaux ont été soigneusement étudiées;

2. Demande à tous les pays africains qui ont approuvé la création des organismes multinationaux qui existent actuellement d'en devenir membres, s'ils ne l'ont pas encore fait;

3. Lance un appel à tous les Etats membres pour qu'ils s'acquittent d'urgence de leurs obligations financières, afin de permettre aux organismes multinationaux de mener à bien les programmes pour la réalisation desquels ils ont été créés;

4. Prie la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement d'entreprendre conjointement une évaluation des objectifs et des activités de tous les organismes multinationaux créés sous l'égide de la Commission, en vue de faire des propositions concernant leur efficacité et l'opportunité de les maintenir en service, et de donner des conseils sur les moyens de rationaliser, coordonner ou harmoniser leurs activités.

212ème séance,
12 avril 1980.

²⁰ Voir paragraphes 117 à 122 du rapport de la Conférence des ministres.

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 341(XIV) adoptée le 29 mars 1979, par laquelle elle recommande aux Etats membres d'accorder le rang de priorité le plus élevé au développement des transports et des communications,

Notant avec satisfaction la résolution CM/Res.738(XXXIII) adoptée à Monrovia en juillet 1979 par la Conférence au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ainsi que la résolution 1979/61 du 3 août 1979 du Conseil économique et social sur la Décennie des transports et des communications en Afrique,

Notant en outre les résultats de la Conférence des ministres chargés des transports, des communications et de la planification²² qui s'est tenue à Addis-Abeba du 9 au 12 mai 1979 et qui a adopté la stratégie globale et le plan d'action pour la première phase (1980-1983) de la Décennie des transports et des communications en Afrique²³,

Considérant que le programme de la Décennie des transports et des communications forme un tout comprenant des projets nationaux, régionaux et sous-régionaux à exécuter dans les délais prescrits de façon à permettre la mise en place en Afrique d'un réseau intégré de transports et de communications,

Tenant compte des problèmes difficiles auxquels ont à faire face les pays sans littoral d'Afrique et de la nécessité de mettre en place à cet effet des mécanismes nouveaux de financement,

Tenant en outre compte des résultats encourageants de la Conférence pour les annonces de contributions convoquée le 20 novembre 1979 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conférence pendant laquelle un consensus général des organismes de financement est apparu sur le financement, sur une base essentiellement bilatérale, des projets du programme de la première phase de la Décennie des transports et des communications en Afrique,

1. Remercie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'avoir bien voulu organiser la première Conférence pour les annonces de contributions, conférence qui a permis de commencer à mobiliser des ressources pour l'exécution du programme de la Décennie des transports et des communications en Afrique;

2. Félicite la Commission économique pour l'Afrique pour les travaux accomplis depuis mars 1977, et de la coopération positive et effective de l'Organisation de l'unité africaine, des institutions spécialisées du système des Nations Unies, et des institutions intergouvernementales africaines qui ont collaboré avec la Commission dans la préparation du programme de la première phase de la Décennie des transports et des communications en Afrique;

3. Réitère son appel aux Etats membres afin qu'ils accordent le rang de priorité le plus élevé aux projets relatifs aux transports et aux communications adoptés dans le cadre du programme de la première phase et par conséquent les inscrivent dans leur plan de développement;

²¹ Voir paragraphes 98 à 103 du rapport de la Conférence des ministres.

²² E/CN.14/728.

²³ E/CN.14/726 et Add.1.

4. Prie les Etats africains de prendre l'initiative de présenter aux différentes sources de financement des demandes de financement des projets retenus pour la première phase et d'utiliser les ressources obtenues aux fins d'exécution desdits projets;
5. Prie également les Etats africains, d'une part, de consacrer une partie de leur propre budget national à l'exécution du programme de la Décennie et, d'autre part, d'affecter une partie des fonds provenant de sources extérieures à la réalisation des études spécifiques contenues dans le programme de la première phase;
6. Lance un appel aux Etats africains pour qu'ils fournissent à la Commission économique pour l'Afrique, sous la forme requise par celle-ci, les renseignements voulus concernant l'avancement et l'exécution des projets du programme de la Décennie des transports et des communications en Afrique, afin que la Commission puisse s'acquitter efficacement du rôle qui lui a été assigné dans le cadre de la stratégie globale de la Décennie;
7. Lance également un appel aux organismes de financement et aux diverses institutions de financement pour qu'ils examinent avec la Commission les possibilités de financer les projets de la Décennie autres que nationaux;
8. Demande à cet effet aux Etats africains, aux organismes de financement ainsi qu'aux autres sources de financement d'associer la Commission aux différentes phases des négociations concernant le financement des projets;
9. Invite l'Organisation des pays exportateurs de pétrole à prélever sur son Fonds spécial des ressources en vue de l'exécution du programme de la Décennie des transports et des communications en Afrique;
10. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de poursuivre ses efforts en vue du succès du programme de la première phase de la Décennie en assurant entre organismes de financement et pays africains la coordination nécessaire à l'exécution du programme, en particulier des projets régionaux, sous-régionaux et nationaux ayant une portée régionale ou sous-régionale;
11. Prie également le Secrétaire exécutif de la Commission d'organiser le plus rapidement possible avec des groupes de pays donateurs, les institutions de financement et la participation des gouvernements, des institutions du système des Nations Unies et des organisations intergouvernementales africaines :
 - a) soit des réunions techniques consultatives en fonction des types de projets prévus dans le programme de la Décennie,
 - b) soit des réunions techniques consultatives en fonction des groupes de pays africains ou des sous-régions de l'Afrique intéressés, dans le dessein de trouver les ressources financières supplémentaires nécessaires à l'exécution des projets régionaux et multinationaux de la Décennie, et à la réalisation de toute urgence des études spécifiques contenues dans le programme de la première phase, études qui doivent être suivies de mesures concrètes au plus tard au cours de la seconde phase;
12. Prie en outre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de fournir à la Commission économique pour l'Afrique les ressources et moyens financiers qui lui permettront d'assurer le plein succès de la Décennie;

13. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission de continuer à soumettre des rapports sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

212ème séance,

12 avril 1980.

392(XV).Etablissement d'un Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

La Conférence des ministres,

Rappelant les recommandations du cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en ce qui concerne :

- a) l'incorporation d'une politique dynamique de prévention du crime dans le cadre de la planification nationale, en mettant l'accent sur l'interdépendance des activités de lutte contre le crime,
- b) une sensibilisation accrue à l'importance des crimes économiques, particulièrement la corruption et les dommages causés à l'environnement, et leurs incidences sur le processus de développement et,
- c) la mise en place au plus tôt de moyens de recherche au niveau régional pour la prévention du crime et la promotion de la justice pénale en Afrique,

Rappelant en outre la résolution 1979/20 du Conseil économique et social par laquelle ce dernier a également approuvé la création au sud du Sahara d'un institut dans le domaine de la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Tenant compte du fait que l'Organisation des Nations Unies a déjà créé des instituts analogues dans d'autres régions du monde,

Ayant pris connaissance de la résolution adoptée par les participants à la réunion régionale africaine préparatoire du sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui exhorte le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement à prendre toutes dispositions nécessaires pour la création d'un Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Consciente des rapports entre le développement socio-économique, d'une part, et la désorganisation sociale et le crime, d'autre part,

Convaincue du besoin urgent de créer un tel institut régional pour la région de l'Afrique au sud du Sahara,

1. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission en consultation avec les organisations internationales et régionales intéressées, de prendre les mesures appropriées en vue de la création d'un Institut régional des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour l'Afrique au sud du Sahara;

2. Invite l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement à fournir au Secrétaire exécutif de la Commission les ressources requises pour financer les étapes devant conduire à la création de cet Institut régional des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour la région de l'Afrique au sud du Sahara;

3. Invite en outre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à fournir au Secrétaire exécutif de la Commission tout l'appui matériel requis pour la réalisation de ce projet;

4. Prie instamment tous les Etats africains d'incorporer dans leur planification du développement économique et social national des éléments de prévention du crime.

212ème séance,
12 avril 1980.

393(XV). Nouveaux statuts de l'Institut régional d'études démographiques d'Accra et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 230(X) du 13 février 1971, par laquelle elle a, notamment, invité le Secrétaire exécutif de la Commission à accélérer la mise en place de centres sous-régionaux destinés à la formation de démographes,

Rappelant en outre sa résolution 273(XII) du 27 février 1975, dans laquelle elle a noté avec satisfaction la création et le fonctionnement de l'Institut régional d'études démographiques d'Accra et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé, et la poursuite des activités du Centre démographique du Caire,

Rappelant également sa résolution 367(XIV) du 27 mars 1979 relative à la formation régionale en matière d'études démographiques en Afrique,

Prenant note des mesures déjà prises par le Secrétaire exécutif pour mettre en oeuvre la résolution 367(XIV) du 27 mars 1979 de la Conférence des ministres,

Prenant note également du rapport sur la première session de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains et du projet de résolution relatif à la formation en matière d'études démographiques adopté par la Conférence commune²⁴,

1. Approuve les nouveaux statuts, ci-joints, des deux instituts régionaux tels qu'ils ont été adoptés par la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains;

2. Recommande de présenter pour approbation les statuts à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

3. Prie les Etats membres, en vue de renforcer le caractère régional des instituts, de fournir à ces derniers un appui financier suffisant pour couvrir leurs coûts de fonctionnement et de participer pleinement aux travaux de leur Conseil d'administration;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission de présenter un rapport intérimaire sur la régionalisation des instituts à la Conférence des ministres à sa prochaine session.

212ème séance,
12 avril 1980.

²⁴ E/CN.14/740.

ANNEXE

A. Statuts de l'Institut régional d'études démographiques

ARTICLE I

Création et objectifs

1. L'Institut régional d'études démographiques (ci-après dénommé "l'Institut"), créé à Accra en vertu de l'Accord du 3 décembre 1971 entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République du Ghana, continuera à être régi selon les termes des présents Statuts.
2. L'objectif principal de l'institut est la formation de démographes, particulièrement de ressortissants des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, ainsi que la conduite de travaux de recherche dans le domaine de la démographie et dans des domaines connexes, concernant ces pays, et la publication des résultats de ces recherches.
3. Afin d'atteindre les objectifs susmentionnés, l'Institut doit :
 - a) assurer une formation dans le domaine de la démographie et dans des domaines connexes;
 - b) organiser et entreprendre des travaux de recherche dans tous les domaines démographiques et connexes tant au siège que dans les pays desservis par l'Institut;
 - c) tenir en coopération avec les services nationaux et les organismes spécialisés intéressés des autres pays africains, des journées d'études, des séminaires et des réunions sur les problèmes démographiques nationaux, sous-régionaux et régionaux;
 - d) fournir aux gouvernements des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts qui en font la demande, tous services consultatifs qui entrent dans ses compétences et que lui permettent ses moyens;
 - e) délivrer les grades universitaires, diplômes, certificats et autres titres correspondant aux cours dispensés par l'Institut, et, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, établir à cet effet toutes les conventions requises avec des universités nationales ou des institutions similaires;
 - f) fournir aux chercheurs et aux organisations nationales, sous-régionales et régionales, la documentation voulue concernant les divers domaines d'études démographiques en Afrique.

ARTICLE II

Siège de l'Institut

1. Le siège de l'Institut est établi à Accra (République du Ghana).
2. Le Gouvernement de la République du Ghana devra, selon un protocole à conclure entre le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies, fournir tous les locaux, équipements et services, et octroyer tous les privilèges et immunités que nécessitera le bon fonctionnement de l'Institut.

ARTICLE III

Statut et organisation de l'Institut

1. L'Institut est un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique.
2. L'Institut a son propre Conseil d'administration.
3. En complément, sont institués un Comité consultatif des études et de la recherche, un poste de Directeur ainsi que des postes pour le personnel de l'Institut.
4. L'Institut doit, sauf si l'Assemblée générale en dispose autrement, obéir aux règlements financiers, aux règles de gestion financière et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à toute autre instruction administrative du Secrétaire général.

ARTICLE IV

Conseil d'administration : composition, attributions et réunions

1. Le Conseil d'administration est composé des membres suivants :
 - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, qui est le droit président du Conseil d'administration;
 - b) Un représentant du Gouvernement de la République du Ghana;
 - c) Des représentants de douze des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, désignés par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommée "la Conférence");

ou (autre version possible) :

- c) Un représentant de chacun des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts;

(Note : si cette seconde version est approuvée aux lieu et place de la première, les paragraphes 3 et 4 du présent article n'ont plus de raison d'être);

- d) Un représentant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

2. Le Directeur de l'Institut fait fonction de secrétaire du Conseil d'administration et rend publiques les décisions du Conseil d'administration.
3. Lors de la sélection des membres du Conseil d'administration mentionnés à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, la Conférence doit tenir compte de la nécessité de maintenir une répartition géographique équitable entre les pays figurant à l'appendice aux présents Statuts.
4. Les membres du Conseil d'administration choisis aux termes de l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, resteront en fonction pour une période de quatre ans et peuvent être choisis à nouveau, à condition toutefois que lors de la première série de sélections la Conférence ordonne que la moitié des membres qu'elle aura choisis cessent d'exercer leurs fonctions deux ans après leur désignation et soient remplacés par un nombre égal de membres choisis à cet effet par la Conférence.

5. Chaque membre du Conseil d'administration choisi conformément à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, désigne pour le représenter une personne compétente, ayant une expérience des activités de l'Institut.
6. Le Conseil d'administration doit :
- a) déterminer les politiques et principes généraux qui régissent les activités de l'Institut;
 - b) donner les instructions de nature générale nécessaires à l'application des principes et des politiques qui régissent des activités de l'Institut;
 - c) fixer les conditions selon lesquelles seront admises les personnes désireuses de suivre les cours dispensés par l'Institut ainsi que les conditions régissant la délivrance des grades, diplômes, certificats ou autres titres décernés par l'Institut;
 - d) fixer les règles de conduite que devront respecter les personnes qui suivent les cours de l'Institut;
 - e) examiner et approuver les programmes de travail de l'Institut et les budgets correspondants;
 - f) examiner et approuver le rapport annuel du Directeur de l'Institut sur les activités de l'Institut;
 - g) examiner et approuver le rapport financier et les comptes de l'Institut pour l'année écoulée;
 - h) présenter, par l'intermédiaire de son président, le rapport annuel d'activités de l'Institut à la Conférence;
 - i) définir, à l'exception du poste de Directeur de l'Institut, les autres postes et l'organigramme de l'Institut.
7. Le Conseil d'administration peut déléguer à une université nationale ou un établissement analogue avec lequel l'Institut a établi des conventions en vertu de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'Article I des présents Statuts, au Directeur de l'Institut ou au Comité consultatif des études et de la recherche, l'une quelconque de ses fonctions, telles qu'elles sont énoncées aux alinéas c) et d) du paragraphe 6 du présent article.
8. Le Conseil d'administration se réunit une fois par an en session ordinaire et peut tenir des sessions extraordinaires à la demande de son Président ou d'un tiers de ses membres.
9. Sous réserve des dispositions des présents Statuts, le Conseil d'administration adopte son propre règlement intérieur.

ARTICLE V

Le Président du Conseil d'administration

1. Le Président du Conseil d'administration :
- a) fait établir le projet d'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration;
 - b) convoque et préside les réunions du Conseil d'administration;

c) sollicite et reçoit au nom de l'Institut, avec l'accord du Conseil d'administration, les ressources financières et autres en provenance des institutions spécialisées du système des Nations Unies ou d'autres organisations intergouvernementales, ainsi que d'organisations non gouvernementales et autres.

2. Le Président du Conseil d'administration peut déléguer les fonctions définies à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article au Directeur de l'Institut.

ARTICLE VI

Nomination du personnel de l'Institut

1. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique nomme :

a) par délégation de pouvoir du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et sur recommandation du Conseil d'administration, le Directeur de l'Institut;

b) par délégation de pouvoir du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, tout spécialiste à un poste de l'Institut, sur recommandation du Directeur de l'Institut.

2. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique tient le Conseil d'administration informé de toutes les nominations qu'il fait en vertu du présent article.

ARTICLE VII

Le Directeur

1. Le Directeur de l'Institut est nommé conformément aux dispositions des présents Statuts, pour une période de deux ans renouvelable pour périodes successives de deux ans chacune.

2. Le Directeur de l'Institut est le représentant légal de l'Institut.

3. Sous réserve des directives d'ordre général que peut donner le Conseil d'administration, le Directeur de l'Institut a la responsabilité de la planification, de l'Organisation et de la direction des activités de formation et de recherche de l'Institut, de ses services consultatifs et de ses autres activités. Il a en particulier pour mission :

a) d'organiser et d'administration l'Institut;

b) de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration les programmes de travail et les budgets correspondants de l'Institut;

c) d'organiser les activités de l'Institut conformément aux programmes de travail agréés et aux budgets correspondants de l'Institut;

d) de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration des rapports annuels sur les activités, la situation financière et la comptabilité de l'Institut, y compris les descriptions de tous les postes vacants pour qu'elles soient diffusées dans les pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts;

e) de transmettre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique le nom de tous les candidats à une nomination aux autres postes d'administrateur de l'Institut;

f) de sélectionner et nommer des personnes pour occuper les postes de la catégorie des services généraux de l'Institut sous réserve des directives que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique peut donner à ce sujet;

g) de passer avec des organisations nationales et internationales les accords nécessaires à l'utilisation par lesdites organisations des services et des installations de l'Institut, étant entendu que dans le cas des organisations nationales, aucun accord ne sera conclu sans l'approbation des gouvernements intéressés;

h) d'établir et de maintenir avec des gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et d'autres organisations, les contacts qui peuvent se révéler nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs de l'Institut;

i) de s'acquitter des autres tâches et travaux que peut fixer le Conseil d'administration.

ARTICLE VIII

Le Comité consultatif des études et de la recherche : composition et fonctions

1. Le Comité consultatif des études et de la recherche (ci-après dénommé "le Comité"), se compose :

a) de six personnes ressortissants de pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, qui peuvent être soit des professeurs d'université spécialisés dans le domaine démographique ou dans des domaines connexes, soit des spécialistes effectuant des recherches dans les disciplines diverses de la démographie et sont nommées par le Président du Conseil d'administration qui prend soin de maintenir une répartition équitable entre les pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts;

b) de deux enseignants de l'Institut élus, de temps à autre, par le personnel enseignant de l'Institut;

c) du Directeur de l'Institut;

d) d'un représentant de la Commission économique pour l'Afrique;

e) du directeur de la Division de la population du Siège de l'Organisation des Nations Unies;

f) d'un représentant des organismes des Nations Unies prêtant activement leur concours à l'Institut, désigné, le cas échéant, par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;

g) d'un représentant de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population;

h) d'un représentant des organisations gouvernementales ou non gouvernementales traitant des problèmes démographiques dans l'un ou plusieurs des pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts, désigné, le cas échéant, par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;

i) d'un représentant du ministère responsable des questions démographiques du Gouvernement ghanéen;

j) du Président de l'Association des anciens élèves de l'Institut;

k) d'un représentant des étudiants de l'Institut, choisi à cet effet par les étudiants de l'Institut.

2. Les membres du Comité nommés, désignés ou élus par le Président du Conseil d'administration et le personnel enseignant de l'Institut, siègent pendant deux sessions consécutives du Comité et peuvent être nommés, désignés ou élus à nouveau.

3. Le membre du Comité élu par les étudiants de l'Institut siège pendant une session du Comité et peut être réélu.
4. Le Comité élit un président, choisi parmi les membres énumérés à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, au début de chacune de ses sessions.
5. Le Directeur de l'institut assure le secrétariat du Comité.
6. Le Comité a les prérogatives et les attributions suivantes :
 - a) il présente à l'approbation du Conseil d'administration les activités prévues pour l'Institut;
 - b) il conseille le Directeur de l'Institut sur la conception des programmes d'études et de recherche de l'Institut;
 - c) il s'assure de la conformité aux normes du contenu et du niveau des cours dispensés par l'Institut en vue de l'obtention d'un grade, diplôme, certificat ou de tout autre titre décerné par l'Institut, et examine les relations établies par l'Institut avec des universités ou des institutions similaires conformément aux dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 1 des présents Statuts et il fait rapport à ce sujet au Conseil d'administration;
 - d) il soumet à l'approbation du Conseil d'administration les conditions qui régiront l'admission des personnes aux études sanctionnées par un grade, diplôme, certificat ou par tout autre titre décerné par l'Institut et celles qui régiront l'obtention de tout grade, diplôme, certificat ou autre titre décerné par l'Institut;
 - e) il soumet à l'approbation du Conseil d'administration le niveau de connaissances requis dans chaque examen sanctionné par un grade, diplôme, certificat ou tout autre titre décerné par l'Institut;
 - f) il soumet à l'approbation du Conseil d'administration les règles de discipline s'appliquant aux personnes inscrites aux cours de l'Institut;
 - g) il formule des propositions relatives au fonctionnement général de l'Institut, débat de toutes questions ayant trait à l'Institut et fait rapport au Conseil d'administration sur ces questions.
7. Le Comité peut déléguer à une université nationale ou à un établissement analogue avec lequel l'Institut a établi des conventions conformément à l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'Article I des présents Statuts, ou au Directeur de l'Institut, l'une quelconque de ses fonctions telles qu'elles sont définies aux alinéas d), e) et f) du paragraphe 6 du présent article.
8. Le Comité se réunit au moins une fois tous les deux ans sur convocation du Président ou du Conseil d'administration.
9. Sous réserve des dispositions du présent article, le Comité fixe son propre règlement intérieur, y compris son quorum, la convocation de ses sessions ordinaires ou extraordinaires et la conduite des débats pendant lesdites sessions ou à d'autres moments.

ARTICLE IX

Assistance du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique

Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique prête son concours à l'Institut de manière à faciliter le plus possible les travaux de ce dernier. En particulier, la Commission économique pour l'Afrique met à la disposition de l'Institut, à la demande de celui-ci, du personnel qualifié chargé de donner des conférences, d'aider à superviser les travaux de recherche et de participer aux séminaires de l'Institut.

ARTICLE X

Coopération avec les organisations diverses

L'Institut établit avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, avec d'autres organisations, des gouvernements, des universités ou établissements analogues et avec des organismes de recherche dans les pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts les relations qui se révèlent nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs de l'Institut.

ARTICLE XI

Ressources financières et règles fixant la gestion financière de l'Institut

1. L'Institut tire ses ressources financières des contributions versées par les gouvernements des pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts selon des règles fixées à l'occasion par la Conférence et par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.
2. L'Institut peut obtenir des ressources supplémentaires en liquide ou en nature de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. L'acceptation par l'Institut d'offres d'aide supplémentaire est subordonnée, dans tous les cas, à la décision du Président du Conseil d'administration, prise en consultation avec le Directeur de l'Institut et en accord avec les objectifs fondamentaux de l'Institut et les dispositions pertinentes des règles qui fixent la gestion financière de l'Institut. Le Président du Conseil d'administration fait rapport sur ce point au Conseil d'administration lors de la session suivante.

ARTICLE XII

Amendements

La Conférence peut amender les présents Statuts sur recommandation de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains.

Appendice

Botswana, Ethiopie, Gambie, Ghana, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Maurice, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.

B. Statuts de l'Institut de formation et de recherche démographiques

ARTICLE I

Création et objectifs

1. L'Institut de formation et de recherche démographiques (ci-après dénommé "l'Institut"), créé à Yaoundé en vertu de l'Accord du 9 novembre 1971 entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République-Unie du Cameroun, continuera à être régi selon les termes des présents Statuts.
2. L'objectif principal de l'Institut est la formation de démographes, particulièrement de ressortissants des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, ainsi que la conduite de travaux de recherche, dans le domaine de la démographie et des domaines connexes, concernant ces pays, et la publication des résultats de ces recherches.
3. afin d'atteindre les objectifs susmentionnés, l'Institut doit :
 - a) assurer une formation dans le domaine de la démographie et dans des domaines connexes;
 - b) organiser et mettre en oeuvre des travaux de recherche dans tous les domaines démographiques et connexes tant au siège que dans les pays desservis par l'Institut;
 - c) tenir en coopération avec les services nationaux et les organismes spécialisés intéressés des autres pays africains, des journées d'études, des séminaires et des réunions sur les problèmes démographiques nationaux, sous-régionaux et régionaux;
 - d) fournir aux gouvernements des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts qui en font la demande, tous services consultatifs qui entrent dans ses compétences et que lui permettent ses moyens;
 - e) délivrer les grades universitaires, diplômes, certificats et autres titres correspondant aux cours dispensés par l'Institut et, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, établir à cet effet toutes les conventions requises avec des universités nationales ou des institutions similaires;
 - f) fournir aux chercheurs et aux organisations nationales, sous-régionales et régionales, la documentation voulue concernant les divers domaines d'études démographiques en Afrique.

ARTICLE II

Siège de l'Institut

1. Le siège de l'Institut est établi à Yaoundé (République-Unie du Cameroun).

2. Le Gouvernement de la République-Unie du Cameroun devra, selon un protocole à conclure entre le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies fournir tous les locaux, équipements et services et octroyer tous les privilèges et immunités que nécessitera le bon fonctionnement de l'Institut.

ARTICLE III

Statut et organisation de l'Institut

1. L'Institut est un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique.
2. L'Institut a son propre Conseil d'administration.
3. En complément, sont institués un Comité consultatif des études et de la recherche, un poste de Directeur ainsi que des postes pour le personnel de l'Institut.
4. L'Institut doit, sauf si l'Assemblée générale en dispose autrement, obéir aux règlements financiers, aux règles de gestion financière et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à toute autre instruction administrative du Secrétaire général.

ARTICLE IV

Conseil d'administration : Composition, attributions et réunions

1. Le Conseil d'administration est composé des membres suivants :
 - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, qui est de droit Président du Conseil d'administration;
 - b) Un représentant du Gouvernement de la République-Unie du Cameroun;
 - c) Des représentants de douze des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, désignés par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommée "La Conférence");

Ou (autre version possible)

- c) Un représentant de chacun des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts;

(Note : Si cette seconde version est approuvée au lieu et place de la première, les paragraphes 3 et 4 du présent article n'ont plus de raison d'être);

- d) Un représentant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

2. Le Directeur de l'Institut fait fonction de secrétaire du Conseil d'administration et rend publiques les décisions du Conseil d'administration.

3. Lors de la sélection des membres du Conseil d'administration mentionnés à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, la Conférence doit tenir compte de la nécessité de maintenir une répartition géographique équitable entre les pays figurant à l'appendice aux présents Statuts.

4. Les membres du Conseil d'administration choisis aux termes de l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, resteront en fonction pour une période de quatre ans et peuvent être choisis à nouveau, à condition toutefois que lors de la première série de sélection, la Conférence ordonne que la moitié des

membres qu'elle aura choisis cessent d'exercer leurs fonctions deux ans après leur désignation et soient remplacés par un nombre égal de membres choisis à cet effet par la Conférence.

5. Chaque membre du Conseil d'administration choisi conformément à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, désigne pour le représenter une personne compétente, ayant une expérience des activités de l'Institut.

6. Le Conseil d'administration doit :

- a) déterminer les politiques et principes généraux qui régissent les activités de l'Institut;
- b) donner les instructions de nature générale nécessaires à l'application des principes et des politiques qui régissent les activités de l'Institut;
- c) Fixer les conditions selon lesquelles seront admises les personnes désireuses de suivre les cours dispensés par l'Institut ainsi que les conditions régissant la délivrance de grades, diplômes, certificats ou autres titres décernés par l'Institut;
- d) fixer les règles de conduite que devront respecter les personnes qui suivent les cours de l'Institut;
- e) examiner et approuver les programmes de travail de l'Institut et les budgets correspondants;
- f) examiner et approuver le rapport annuel du Directeur de l'Institut sur les activités de l'Institut;
- g) examiner et approuver le rapport financier et les comptes de l'Institut pour l'année écoulée;
- h) présenter, par l'intermédiaire de son Président, le rapport annuel d'activités de l'Institut à la Conférence.
- i) définir, à l'exception du poste de Directeur de l'Institut, les autres postes et l'organigramme de l'Institut.

7. Le Conseil d'administration peut déléguer à une université nationale ou un établissement analogue avec lequel l'Institut a établi des conventions en vertu de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article I des présents Statuts, au Directeur de l'Institut ou au Comité consultatif des études et de la recherche, l'une quelconque de ses fonctions, telles qu'elles sont énoncées aux alinéas c) et d) du paragraphe 6 du présent article.

8. Le Conseil d'administration se réunit une fois par an en session ordinaire et peut tenir des sessions extraordinaires à la demande de son Président ou d'un tiers de ses membres.

9. Sous réserve des dispositions des présents Statuts, le Conseil d'administration adopte son propre règlement intérieur.

ARTICLE V

Le Président du Conseil d'administration

1. Le Président du Conseil d'administration :

- a) fait établir le projet d'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration;

- b) convoque et préside les réunions du Conseil d'administration;
 - c) sollicite et reçoit au nom de l'Institut, avec l'accord du Conseil d'administration, les ressources financières et autres en provenance des institutions spécialisées du système des Nations Unies ou d'autres organisations intergouvernementales ainsi que d'organisations non gouvernementales et autres.
2. Le Président du Conseil d'administration peut déléguer les fonctions définies à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article au Directeur de l'Institut.

ARTICLE VI

Nomination du personnel de l'Institut

1. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique nomme :
- a) par délégation de pouvoir du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et sur recommandation du Conseil d'administration, le Directeur de l'Institut;
 - b) par délégation de pouvoir du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, tout spécialiste à un poste de l'Institut, sur recommandation du Directeur de l'Institut.
2. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique tient le Conseil d'administration informé de toutes les nominations qu'il fait en vertu du présent article.

ARTICLE VII

Le Directeur

1. Le Directeur de l'Institut est nommé conformément aux dispositions des présents Statuts pour une période de deux ans renouvelable par périodes successives de deux ans chacune.
2. Le Directeur de l'Institut est le représentant légal de l'Institut.
3. Sous réserve des directives d'ordre général que peut donner le Conseil d'administration, le Directeur de l'Institut a la responsabilité de la planification, de l'organisation et de la direction des activités de formation et de recherche de l'Institut, de ses services consultatifs et de ses autres activités. Il a en particulier pour mission :
- a) d'organiser et d'administrer l'Institut;
 - b) de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration les programmes de travail et les budgets correspondants de l'Institut;
 - c) d'organiser les activités de l'Institut conformément aux programmes de travail agréés et aux budgets correspondants de l'Institut;
 - d) d'informer les pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts de tous les postes vacants à l'Institut;
 - e) de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration les rapports annuels sur les activités, la situation financière et la comptabilité de l'Institut, y compris les descriptions de tous les postes vacants;
 - f) de transmettre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique toutes les candidatures pour une nomination à un poste de l'Institut;

g) de sélectionner et nommer des personnes pour occuper les postes de la catégorie des services généraux de l'Institut sous réserve de toutes les directives que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique peut donner à ce sujet;

h) de passer avec des organisations nationales et internationales les accords nécessaires à l'utilisation par lesdites organisations des services et des installations de l'Institut, étant entendu que dans le cas des organisations nationales, aucun accord ne sera conclu sans l'approbation des gouvernements intéressés;

i) d'établir et de maintenir avec des gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et d'autres organisations, les contacts qui peuvent se révéler nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs de l'Institut;

j) de s'acquitter des autres tâches et travaux que peut fixer le Conseil d'administration.

ARTICLE VIII

Le Comité consultatif des études et de la recherche : composition et fonctions

1. Le Comité consultatif des études et de la recherche (ci-après dénommé "le Comité), se compose :

a) de six personnes ressortissantes des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, qui peuvent être, soit des professeurs d'université spécialisés dans le domaine démographique ou dans des domaines connexes, soit des spécialistes effectuant des recherches dans les disciplines diverses de la démographie et sont nommés par le Président du Conseil d'administration qui prend soin de maintenir une répartition équitable entre les pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts;

b) de deux enseignants de l'Institut élus, de temps à autre, par le personnel enseignant de l'Institut;

c) du Directeur de l'Institut;

d) d'un représentant de la Commission économique pour l'Afrique;

e) du Directeur de la Division de la population du Siège de l'Organisation des Nations Unies;

f) d'un représentant des organismes des Nations Unies prêtant activement leur concours à l'Institut, désigné, le cas échéant, par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;

g) d'un représentant de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population;

h) d'un représentant des organisations gouvernementales ou non gouvernementales traitant des problèmes démographiques dans l'un ou plusieurs des pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts, désigné, le cas échéant, par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;

i) d'un représentant du ministère responsable des questions démographiques du Gouvernement camerounais;

j) du Président de l'Association des anciens élèves de l'Institut;

k) d'un représentant des étudiants de l'Institut, choisi à cet effet par les étudiants de l'Institut.

2. Les membres du Comité nommés, désignés ou élus par le Président du Conseil d'administration et le personnel enseignant de l'institut, siègent pendant deux sessions consécutives du Comité et peuvent être nommés, désignés ou élus à nouveau.
3. Le membre du Comité élu par les étudiants de l'Institut siège pendant une session du Comité.
4. Le Comité élit un Président, choisi parmi les membres énumérés à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent Article, au début de chacune de ses sessions.
5. Le Directeur de l'Institut assure le secrétariat du Comité.
6. Le Comité a les prérogatives et les attributions suivantes :
 - a) il présente à l'approbation du Conseil d'administration les activités prévues pour l'Institut;
 - b) il conseille le Directeur de l'Institut sur la conception des programmes d'études et de recherche de l'Institut;
 - c) il s'assure de la conformité aux normes du contenu et du niveau des cours dispensés par l'Institut en vue de l'obtention d'un grade, diplôme, certificat ou de tout autre titre décerné par l'Institut, et examine les conventions établies par l'Institut avec des universités ou des institutions similaires conformément aux dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 1 des présents Statuts et il fait rapport à ce sujet au Conseil d'administration;
 - d) il soumet à l'approbation du Conseil d'administration les conditions qui régiront l'admission des personnes aux études sanctionnées par un grade, diplôme, certificat ou par tout autre titre décerné par l'Institut et celles qui régiront l'obtention de tout grade, diplôme, certificat ou tout autre titre décerné par l'Institut;
 - e) il soumet à l'approbation du Conseil d'administration le niveau de connaissances requis dans chaque examen sanctionné par un grade, diplôme, certificat ou tout autre titre décerné par l'Institut;
 - f) il soumet à l'approbation du Conseil d'administration les règles de discipline s'appliquant aux personnes inscrites aux cours de l'Institut;
 - g) il formule des propositions relatives au fonctionnement général de l'Institut et débat de toutes questions ayant trait à l'institut et fait rapport au Conseil d'administration sur ces questions.
7. Le Comité peut déléguer à une université nationale ou à un établissement analogue avec lequel l'Institut a établi des conventions conformément à l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 1 des présents Statuts, ou au Directeur de l'Institut, l'une quelconque de ses fonctions telles qu'elles sont définies aux alinéas d), e) et f) du paragraphe 6 du présent article.
8. Le Comité se réunit au moins une fois tous les deux ans sur convocation du Président ou du Conseil d'administration.
9. Sous réserve des dispositions du présent article, le Comité fixe son propre règlement intérieur, y compris son quorum, la convocation de ses sessions ordinaires ou extraordinaires et la conduite des débats pendant lesdites sessions ou à d'autres moments.

ARTICLE IX

Assistance du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique

le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique prête son concours à l'Institut de manière à faciliter le plus possible les travaux de ce dernier. En particulier, la Commission économique pour l'Afrique met à la disposition de l'Institut, à la demande de celui-ci, du personnel qualifié chargé de donner des conférences, d'aider à superviser les travaux de recherche et de participer aux séminaires de l'Institut.

ARTICLE X

Coopération avec des organisations diverses

l'Institut établit avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, avec d'autres organisations, des gouvernements, des universités ou établissements analogues et avec des organismes de recherche dans les pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, les conventions qui se révèlent nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs de l'Institut.

ARTICLE XI

Ressources financières et règles fixant la gestion financière de l'Institut

1. L'Institut tire ses ressources financières des contributions versées par les gouvernements des pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts selon des règles fixées à l'occasion par la Conférence et par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

2. L'Institut peut obtenir des ressources supplémentaires en liquide ou en nature de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. L'acceptation par l'Institut d'offres d'aide supplémentaire est subordonnée, dans tous les cas, à la décision du Président du Conseil d'administration, prise en consultation avec le Directeur de l'Institut et en accord avec les objectifs fondamentaux de l'Institut et les dispositions pertinentes des règles qui fixent la gestion financière de l'Institut. Le président du Conseil d'administration fait rapport sur ce point au Conseil d'administration lors de la session suivante.

ARTICLE XII

Amendements

La Conférence peut amender les présents Statuts sur recommandation de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains.

Appendice

Algérie, Bénin, Burundi, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Haute-Volta*, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine.

* Haute-Volta actuellement connu sous le nom de Burkina Faso.

La Conférence des ministres,

Prenant note de la résolution 34/122 de l'Assemblée générale concernant l'assistance en vue de la reconstruction, du relèvement et du développement de l'Ouganda,

Prenant également note de l'appel lancé par les ministres africains du commerce²⁵ à la communauté internationale afin que celle-ci apporte une assistance économique et financière généreuse à l'Ouganda,

Reconnaissant que l'Ouganda fait partie non seulement des pays sans littoral, mais également des pays les moins avancés et des pays les plus gravement touchés,

Tenant compte de la préoccupation exprimée par les Etats membres au sujet de la situation en Ouganda et de leur intérêt à voir le pays revenir rapidement à des conditions de vie normales ainsi que de leur intérêt pour sa reconstruction et son développement,

Affirmant la nécessité urgente d'adopter des mesures internationales afin d'aider le Gouvernement ougandais dans ses efforts visant à la reconstruction, au relèvement et au développement du pays,

1. Se félicite des efforts déployés par le Gouvernement et le peuple ougandais en vue de la reconstruction, du relèvement et du développement du pays;

2. Lance un appel urgent à tous les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine, aux organismes et aux institutions spécialisées des Nations Unies et à la communauté internationale pour qu'ils contribuent généreusement à la reconstruction, au relèvement et à la satisfaction des besoins de développement de l'Ouganda grâce à l'aide bilatérale ou multilatérale;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission, en collaboration étroite avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de dépêcher une mission en Ouganda, chargée de tenir des consultations avec le Gouvernement au sujet des besoins les plus urgents en matière de reconstruction, de relèvement et de développement, et de distribuer le rapport de cette mission à tous les membres de la communauté internationale;

4. Prie également le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration étroite avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de mettre en oeuvre un programme international d'assistance financière, technique et matérielle à l'Ouganda afin de satisfaire les besoins à long terme et à court terme de reconstruction, de relèvement et de développement du pays;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration étroite avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et le Gouvernement ougandais de prendre des dispositions afin d'assurer à Kampala la coordination effective des efforts déployés par les organisations et les institutions spécialisées intéressées en rapport avec le Programme spécial pour le relèvement et la reconstruction de l'Ouganda;

²⁵ E/CN.14/776.

6. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de poursuivre l'examen de cette question et de soumettre un rapport sur la mise en œuvre de la présente résolution à la prochaine réunion de la Conférence des ministres de la Commission et à la dix-huitième session de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine.

212ème séance,
12 avril 1980.

395(XV). Situation des réfugiés en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 183(VIII) du 24 février 1977 concernant la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

Considérant la résolution CM/Res.727(XXXIII) de l'Organisation de l'unité africaine concernant la situation des réfugiés en Afrique et les solutions à leurs problèmes envisagées pour les années 80, et la résolution 34/61 de l'Assemblée générale, du 29 novembre 1979, concernant la situation des réfugiés africains,

Tenant compte du nombre rapidement croissant des réfugiés africains, qui sont maintenant plus de 4 millions, et de ses importantes conséquences économiques et sociales,

Reconnaissant que les recommandations de la Conférence d'Arusha de 1979 sur la situation des réfugiés en Afrique, lorsque dûment appliquées, seront susceptibles d'alléger les souffrances des réfugiés africains,

Notant la nécessité de rattacher l'assistance aux réfugiés aux programmes de développement en cours dans les pays d'asile,

Reconnaissant que la planification nationale de la main-d'œuvre avec des projections à long terme est utile aux pays d'asile, aux organisations intergouvernementales et aux agences bénévoles déployant des activités en faveur des réfugiés, ainsi qu'aux réfugiés à la recherche d'un emploi,

1. Recommande de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique les moyens requis pour qu'elle puisse s'acquitter, dans le cadre de son mandat qui est de promouvoir le développement socio-économique en Afrique, et en étroite coopération avec le Haut Commissaire pour les réfugiés et l'Organisation de l'unité africaine, des tâches qui peuvent lui être demandées dans le domaine de l'assistance aux réfugiés ruraux et urbains, ainsi que dans le domaine de l'emploi, la formation et l'éducation des réfugiés;

2. Invite la Commission économique pour l'Afrique à aider les pays africains, à la demande de ceux-ci, à promouvoir une planification à long terme de la main-d'œuvre, et à mettre à jour périodiquement la liste des priorités dans le domaine de l'éducation, pour qu'elle soit utilisée, comme de besoin, par les institutions qui fournissent une assistance aux réfugiés, et ce en collaboration avec le Haut Commissaire pour les réfugiés et l'Organisation de l'unité africaine;

3. Fait appel aux pays d'accueil pour qu'ils prennent les mesures requises en vue de procurer, autant que possible, des emplois aux réfugiés dont les qualifications sont jugées convenables;

4. Félicite le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour son action en faveur des réfugiés en Afrique, et l'invite à accroître les ressources destinées à fournir une assistance aux réfugiés en Afrique, afin de mettre à la disposition des pays d'accueil les moyens requis en vue, soit d'apporter une

aide d'urgence aux réfugiés en attendant leur rapatriement volontaire vers leur pays d'origine, soit de promouvoir des activités d'assistance qui aient trait à des programmes à long terme de développement socio-économique.

212ème séance,
12 avril 1980.

396(XV). Année internationale des personnes handicapées

La Conférence des ministres

Rappelant la résolution 2542(XXIV) de l'Assemblée générale, du 11 décembre 1969, contenant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social,

Rappelant la résolution 2856(XXVI) de l'assemblée générale, du 20 décembre 1971, sur les droits du déficient mental,

Rappelant également la résolution 3447(XXX) de l'Assemblée générale, du 9 décembre 1975, contenant la Déclaration des droits des personnes handicapées,

Rappelant en outre la résolution 31/123 de l'Assemblée générale, du 16 décembre 1976, qui proclamait l'année 1981 Année internationale des personnes handicapées,

Prenant en considération la résolution 34/154 de l'Assemblée générale, du 17 décembre 1979, par laquelle l'Assemblée a adopté un plan d'action pour l'Année internationale des personnes handicapées,

Prenant note des résolutions CM/594(XXX) et CM/72(XXXIII) du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine relatives à l'Année internationale des personnes handicapées,

1. Prie instamment les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique de mobiliser les ressources nécessaires à l'accélération du travail de préparation nécessaire à la réalisation des objectifs de l'Année internationale des personnes handicapées, y compris la création d'organismes nationaux de planification et de coordination à l'échelon national de l'ensemble des activités relatives à l'Année internationale des personnes handicapées en matière de prévention et de réadaptation, tout particulièrement en ce qui concerne les besoins de la population dans les zones rurales;

2. Prie les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique de participer à la réunion technique des fonctionnaires responsables des programmes nationaux de prévention de l'invalidité et de réadaptation des personnes handicapées ainsi qu'à la réunion régionale des plénipotentiaires, de préférence à l'échelon ministériel, qui doit se tenir sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba du 22 juillet au 1er août 1980, afin d'échanger des données d'expérience et d'examiner les moyens les plus efficaces d'atteindre les objectifs de l'Année internationale des personnes handicapées et de poursuivre les efforts entrepris au niveau régional;

3. Lance un appel aux Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'ils participent efficacement au Colloque international, qui doit se tenir en juillet 1981, organisé par l'Organisation des Nations Unies avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement sur la coopération technique entre les pays en développement et l'assistance technique aux personnes handicapées, notamment en ce qui concerne l'application de la science et de la technique à la fabrication de prototypes et à la production en série d'équipement médical, éducatif et autre grâce à l'utilisation des ressources et des compétences techniques locales;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en coopération avec les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies intéressés, de renforcer les

activités de la Commission en matière de prévention de l'invalidité et de l'adaptation des personnes handicapées dans le cadre du programme de développement social de la Commission, en tenant compte du programme d'action à long terme qui doit être adopté par l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session ainsi que des activités préparatoires à la Stratégie internationale du développement pour les années 80.

212ème séance,
12 avril 1980.

397(XV). Rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans le processus de développement des pays africains les moins avancés²⁶

La Conférence des ministres,

Considérant que les deux tiers des pays les moins avancés du monde se trouvent en Afrique et que d'autres pays africains pourraient encore venir s'ajouter à la liste des pays les moins avancés,

Rappelant sa résolution 332(XIV) du 27 mars 1979, qui contient la stratégie de développement pour l'Afrique pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et sa résolution 352(XIV), du 27 mars 1979 également, relatives aux pays africains les moins avancés sans littoral, insulaires et le plus gravement touchés,

Tenant compte des recommandations en faveur des pays les moins avancés contenues dans la Déclaration économique adoptée par la sixième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés ainsi que de sa résolution II relative aux mesures spéciales en faveur de ces pays,

Rappelant en outre la résolution 122(V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement²⁷ adoptée le 3 juin 1979, par laquelle celle-ci a lancé le nouveau Programme d'action global en faveur des pays les moins avancés et la résolution 34/203 de l'Assemblée générale du 19 décembre 1979, dans laquelle l'Assemblée a décidé de convoquer en 1981 une Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés afin de mettre au point, d'adopter et d'appuyer le nouveau Programme d'action substantiel pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés,

Tenant compte du mandat confié aux commissions régionales par la résolution 32/197 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1977 et la résolution 5(III) du Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du 16 février 1980,

1. Approuve le rapport de la Conférence sur les problèmes et les perspectives des pays africains les moins avancés tenue du 17 au 22 mars 1980²⁸ et la déclaration conjointe adoptée par cette Conférence sur les stratégies, les priorités et les politiques en faveur des pays africains les moins avancés;

2. Prie la Commission de jouer un rôle particulier en ce qui concerne le suivi, l'examen et l'évaluation de la mise en oeuvre du nouveau Programme d'action global en faveur des pays africains les moins avancés, conformément aux dispositions de la résolution 5(III) du Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés;

²⁶ Voir paragraphes 127 à 131 du rapport de la Conférence des ministres.

²⁷ TD/268 et Add.1.

²⁸ Document E/CN.14/766.

3. Lance un appel à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour qu'elle travaille en étroite collaboration avec la Commission en vue de préparer la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;

4. Prie la Commission économique pour l'Afrique de participer à toutes les consultations entre donateurs et bénéficiaires, y compris les tables rondes envisagées dans les différents pays en vue de mettre au point les programmes requis pour chaque pays dans le cadre du nouveau Programme d'action global;

5. Décide d'instituer une Conférence des ministres des pays africains les moins avancés en tant qu'organe subsidiaire de la Commission, qui tiendra des réunions annuelles juste avant la tenue de la Conférence des ministres de la Commission;

6. Décide en outre que la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés assurera, notamment, la coordination des efforts, l'établissement des priorités, le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme d'action global et entreprendra périodiquement l'analyse et l'évaluation des progrès réalisés dans les pays africains les moins avancés afin d'identifier en particulier les difficultés rencontrées dans l'exécution des programmes et de formuler des recommandations sur les moyens de surmonter ces difficultés aussi bien que d'assurer avec efficacité le suivi, l'examen et l'évaluation des activités régionales et internationales en faveur des pays les moins avancés;

7. Demande au Secrétaire exécutif de créer d'urgence un service doté du personnel approprié au sein du secrétariat de la Commission, qui sera responsable des activités de fond et des travaux techniques continus, de l'appui fonctionnel et des services consultatifs qui doivent être exécutés en application du paragraphe 1 ci-dessus et au titre du nouveau Programme d'action global;

8. Lance un appel aux Etats membres de la Commission pour qu'ils fournissent au Secrétaire exécutif, dans le contexte du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, les ressources nécessaires à la création du Groupe chargé de la question des pays africains les moins avancés et à l'exécution du Programme d'action;

9. Lance un appel en outre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à l'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement ainsi qu'aux organismes bilatéraux et multilatéraux pour qu'ils fournissent au Secrétaire exécutif des ressources supplémentaires pour la mise en oeuvre des programmes et des projets visant à promouvoir le développement et la croissance économique accélérés des pays africains les moins avancés;

10. Prie le secrétariat d'élargir ses activités dans le domaine des modèles de projections pour les pays avancés, étant donné que ces modèles constituent des instruments utiles en matière de programmation et de formulation des politiques;

11. Recommande en outre d'inclure dans l'**Etude des conditions économiques et sociales en Afrique**, publiée annuellement, un chapitre spécial sur les pays africains les moins avancés qui devrait notamment comprendre un examen de la mise en oeuvre des mesures spéciales adoptées en faveur des pays africains les moins avancés.

212ème séance,
12 avril 1980.

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 332(XIV) du 27 mars 1979, exposant la Stratégie de développement pour l'Afrique pour la troisième Décennie pour le développement,

Notant avec satisfaction la résolution CM/Res.722(XXXIII) de l'Organisation de l'unité africaine énonçant la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, par laquelle l'Organisation a exprimé son soutien à la résolution 332(XIV) de la Conférence des ministres et a décidé d'appeler la Stratégie "Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique" et la Déclaration d'engagement "Déclaration d'engagement de Monrovia",

Notant avec satisfaction la résolution AHG/ST.3(XIV)/Rev.1 de l'Organisation de l'unité africaine, par laquelle la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a approuvé la proposition de Déclaration d'engagement et a par conséquent adopté la Déclaration d'engagement de Monrovia sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre en faveur de l'autosuffisance nationale et collective dans le développement économique et social en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Accueillant avec satisfaction la résolution AHG/Res.96(XVI)/Rev.1 de l'Organisation de l'unité africaine sur la tenue au Nigéria d'une session extraordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement sur les problèmes économiques de l'Afrique avant la prochaine session ordinaire de l'Organisation de l'unité africaine ou le plus tôt possible après ladite session, résolution où, dans le paragraphe 2 du dispositif, l'Organisation chargeait le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, en coopération étroite avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et les ministres des Etats membres responsables du développement, de préparer la session extraordinaire envisagée de manière que les chefs d'Etat et de gouvernement puissent tenir des débats fructueux sur les problèmes économiques de l'Afrique

Consciente de la grande confiance que les chefs d'Etat et de gouvernement ont dans la Conférence et de la très grande responsabilité qui incombe à la Conférence de ce fait,

Estimant qu'en raison des efforts déployés par l'Afrique dans le passé, en matière de développement planifié, des résultats peu satisfaisants obtenus jusqu'ici et de l'hostilité croissante de l'environnement extérieur dont le continent a longtemps considéré à tort qu'il était le moteur de sa croissance et de son développement,

Convaincue que la meilleure manière de procéder actuellement est de jeter les bases d'un développement autosuffisant, autonome et sans danger pour l'environnement et d'intensifier le processus de coopération et d'intégration économiques dans la région,

1. Décide de soumettre solennellement à l'examen et à l'approbation de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine le Plan d'action pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique;

2. Prie le Président de la sixième réunion de la Conférence des ministres de communiquer le Plan d'action au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine;

²⁹ Voir paragraphe 154 du rapport de la Conférence des ministres.

Secrétaire exécutif a été prié de définir le mandat d'un organe sectoriel commun pour les établissements humains et l'environnement,

Rappelant en outre les résolutions 31/116 du 16 décembre 1976, 32/162 du 19 décembre 1977 et 32/197 du 20 décembre 1977 de l'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport ³⁸ de la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental des établissements humains tenue à Addis-Abeba du 28 juillet au 1er août 1980 et les résolutions adoptées lors de cette réunion,

Consciente des progrès accomplis en matière d'activités relatives au développement des établissements humains, y compris le développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment,

Notant avec satisfaction les conseils précieux donnés par le Comité régional intergouvernemental dans ses résolutions en vue d'appuyer le développement des établissements humains en tant qu'élément de la stratégie africaine de développement conforme aux implications du Plan d'action de Lagos, ³⁹

Consciente de l'assistance fournie par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains à un grand nombre de pays africains,

1. Approuve le rapport et les résolutions adoptés lors de la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental des établissements humains, sous-réserve d'un nouvel examen, par le Comité, de la résolution 4(II) concernant la situation des réfugiés en Afrique et sans préjudice du bon fonctionnement du Centre des Nations Unies pour les établissements humains dont le mandat est défini dans la résolution 32/162, comme indiqué dans le rapport ⁴⁰ de la deuxième réunion du Comité technique préparatoire plénier;

2. Approuve l'inclusion dans le mandat du Comité régional intergouvernemental l'étude des questions sur l'environnement et de leurs implications et accepte que le nom du Comité soit modifié en Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, conformément à la résolution 378(XV) susmentionnée et aux dispositions contenues dans le rapport du Comité régional intergouvernemental des établissements humains;

3. Décide que le mandat du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement en vue d'un programme régional pour l'environnement comprendra les attributions suivantes en plus de celles qui ont été stipulées dans la résolution 32/162 de l'Assemblée générale sur les établissements humains, à savoir :

a) élaborer des politiques, priorités et stratégies pour la gestion à l'environnement régional, sous-régional et transfrontière en Afrique;

b) Promouvoir l'échange de renseignements et de donner d'expérience sur les politiques, la législation, les programmes et les problèmes en matière d'environnement au niveau national;

³⁸ E/CN.14/782.

³⁹ A/S-11/14, annexe I.

⁴⁰ E/CN.14/813 - E/CN.14/TPCW.II/28.

Reconnaissant que la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement ³⁵ met un accent particulier sur l'important rôle que les femmes jouent dans le développement,

Consciente que le programme de travail et l'ordre de priorité des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement adoptés par les conseils des ministres respectifs des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets sont le reflet collectif des priorités arrêtées par les Etats membres,

Ayant examiné le rapport ³⁶ de la deuxième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement tenue à Addis-Abeba en mars 1981,

1. Prend note avec satisfaction du rapport de la deuxième réunion du Comité régional africain de coordination;

2. Fait siens le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1981-1983 pour l'intégration de la femme au développement approuvés par le Centre multinational de programmation et d'exécution de projets;

3. Réaffirme la nécessité pour les Etats membres, les organismes intergouvernementaux et les organisations non gouvernementales ainsi que les organismes des Nations Unies de fournir des ressources au titre des programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux pour l'amélioration de la condition de la femme;

4. Prie instamment le Secrétaire exécutif de consacrer, au programme en faveur de la femme, une part importante des ressources obtenues à la suite de la troisième Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale pour le développement de l'Afrique;

5. Prie instamment le Secrétaire exécutif de redoubler d'efforts en vue d'obtenir des postes permanents pour le Centre africain de recherche et de formation pour la femme et de faire du Centre une division;

6. Prie les Etats membres de prendre des mesures appropriées en vue de la mise en oeuvre du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme de façon à assurer la réalisation des objectifs fixés au titre de la Décennie en Afrique.

217ème séance,
10 avril 1981.

408(XVI). Etablissements humains ³⁷

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 358(XIV) du 27 mars 1979 sur les mécanismes institutionnels en matière d'établissements humains, dans laquelle elle a réaffirmé le mandat du Comité régional intergouvernemental des établissements humains, et la résolution 378(XV) du 12 avril 1980 sur un plan d'action et des mécanismes institutionnels en vue d'un programme régional sur l'environnement en Afrique, dans laquelle le

³⁵ Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980.

³⁶ E/CN.14/809 - E/CN.14/TPCW.II/26.

³⁷ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres..

2. Approuve le rapport final de la Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie), du 2 au 6 février 1981, et les recommandations qui y figurent;

3. Prie instamment les Etats membres d'accorder une priorité particulière à la mise en oeuvre des recommandations contenues dans le rapport, en mettant un accent tout à fait particulier sur l'acquisition de connaissances techniques relatives au potentiel dont ils disposent en matière de ressources minérales; la mise en place, aux niveaux national et multinational, des moyens nécessaires à l'extraction, au traitement et à la commercialisation des ressources minérales; la création de marchés pour l'échange de ressources minérales entre pays africains et pays extra-africains; la stabilisation des prix; la formation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre; la recherche-développement; la promotion de l'exploration des ressources minérales aux niveaux national et international; les industries de fabrication de matériel d'extraction et de traitement et la protection de l'environnement;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de prendre, en collaboration avec les Etats membres, l'OUA et les organisations internationales appropriées, toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre des recommandations figurant dans le rapport et de soumettre à ce sujet des rapports intérimaires périodiques;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de publier, le plus tôt possible, les documents techniques élaborés pour la Conférence et de veiller à ce que leur distribution aux Etats membres se fasse sur l'échelle la plus grande possible.

217ème séance.

10 avril 1981.

407(XVI). La femme et le développement : Programme d'action et mobilisation de ressources ³³

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 362(XIV) et 363(XIV) du 27 mars 1979 dans lesquelles elle a demandé aux gouvernements de fournir les ressources nécessaires au bon fonctionnement des mécanismes sous-régionaux et régionaux mis en place en vue de favoriser l'amélioration de la condition de la femme,

Rappelant également sa résolution 375(XV) du 12 avril 1980 dans laquelle elle a fait siennes les propositions d'action contenues dans le programme et les stratégies pour la période 1980-1985 ainsi que les résolutions adoptées lors de la deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement tenue à Lusaka en décembre 1979 dans lesquelles cette dernière demandait aux gouvernements d'accorder, dans le cadre de leurs plans nationaux de développement, une haute priorité à l'intégration de la femme au développement,

Considérant que le programme et les stratégies pour la période 1980-1985 ont été incorporés au Plan d'action de Lagos, ³⁴

Rappelant en outre la résolution 35/136 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1980, dans laquelle l'Assemblée a approuvé le Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme adopté à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, tenue à Copenhague en juillet 1980,

³³ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

³⁴ A/S-11/14, annexe I.

3. Demande que le document enrichi soit discuté avec le secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine afin de mettre au point un document conjoint;

4. Demande que le document conjoint soit soumis à la deuxième réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à laquelle prendront part des représentants du secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine en vue de son examen technique approfondi, de sa mise en forme finale et de sa présentation au Conseil des ministres et à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en 1982;

5. Recommande au Secrétaire exécutif de la CEA d'étudier avec le Secrétaire général de l'OUA toutes les mesures nécessaires pour la création, dans les meilleurs délais, d'un mécanisme institutionnel approprié chargé d'harmoniser et de coordonner toutes les actions visant à mettre en oeuvre le Plan d'action de Lagos. Conformément aux dispositions du premier paragraphe de l'Acte final de Lagos.

217ème séance.

10 avril 1981.

406(XVI).Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique ³⁰

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport ³¹ de la Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie), du 2 au 6 février 1981,

Rappelant le Plan d'action de Lagos ³² qui prévoit que les principaux objectifs de développement de la stratégie relative à la mise en valeur des ressources minérales devraient se réaliser au cours des années 80, notamment grâce à l'organisation de la Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique,

Consciente du manque d'information sur les ressources minérales de l'Afrique et de l'absence de moyens adéquats pour assurer l'exploration, l'évaluation, l'exploitation et l'utilisation des ressources minérales, de l'inexistence de politiques coordonnées en matière de mise en valeur des ressources minérales africaines, de la faiblesse des institutions et du faible niveau de coopération et du commerce intra-africains en matière de ressources minérales,

Consciente en outre de la contribution relativement faible des ressources minérales au développement socio-économique des pays africains en raison notamment des actions qu'exercent des agents économiques étrangers sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales,

Reconnaissant le rôle important que les ressources minérales pourraient jouer en fournissant un appui et en contribuant aux activités de développement entreprises dans les autres secteurs du développement socio-économique du continent,

1. Exprime au Secrétaire exécutif de la CEA sa satisfaction pour avoir organisé avec succès la Conférence et pour avoir présenté le rapport final à la Conférence des ministres;

³⁰ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

³¹ E/CN.14/804.

³² A/S-11/14, annexe I.

Consciente des difficultés et de l'énorme travail qu'impliquait la réalisation de l'Etude compte tenu du grand nombre de pays de la région et du caractère limité des données disponibles,

Félicitant le secrétariat pour le travail qu'il a fourni pour réaliser l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique en 1979-1980,

1. Prie le Secrétaire exécutif de définir les orientations nécessaires à la réalisation de l'Etude et de les faire parvenir aux Etats membres au plus tard à la fin du mois de mars de chaque année;

2. Recommande que chaque Etat membre fasse parvenir, au plus tard avant la fin du mois de septembre de chaque année, un exposé sur sa situation socio-économique pendant l'année de référence précédente afin d'aider le secrétariat à réaliser l'Etude à l'échelon de la région et des pays.

217ème séance,
10 avril 1981.

405(XVI). Mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos ²⁵

La Conférence des ministres,

Se référant aux dispositions de l'Acte final de Lagos ²⁶ notamment au dernier paragraphe relatif à la présentation d'un rapport sur les activités de mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos,

Se référant au paragraphe 4 de la résolution concernant la mise en oeuvre du Plan d'action ²⁷ dans lequel le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine est chargé, en collaboration avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la mise en application du Plan de Lagos en s'appuyant sur les institutions spécialisées de l'OUA avec l'assistance technique et financière des agences spécialisées de la CEA et des organismes nationaux et internationaux appropriés,

Convaincue que la réussite de l'exécution de ce Plan dépend pour une large mesure de l'élaboration de stratégies spécifiques pour sa mise en oeuvre à tous les niveaux,

Consciente du rôle important qui devrait être joué dans la mise en oeuvre de ce Plan par les ministres chargés du développement et de la planification économiques en Afrique,

1. Prend acte du document intitulé "Mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos : propositions et recommandations à l'intention des Etats membres" établi par le secrétariat; ²⁸

2. Demande au secrétariat de la Commission d'améliorer le document à la lumière des observations pertinentes faites sur ce dernier par le Comité technique préparatoire plénier à sa deuxième réunion; ²⁹

²⁵ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres et A/S-11/14; annexe I.

²⁶ A/S-11/14, annexe I.

²⁷ Ibid, annexe III.

²⁸ E/CN.14/801 - E/CN.14/TPCW.II/18.

²⁹ E/CN.14/813 - E/CN.14/TPCW.II/28.

**RESOLUTIONS ADOPTEES A LA SEIZIEME SESSION DE LA
COMMISSION PAR LA SEPTIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

403(XVI). Rapport biennal du Secrétaire exécutif, 1979-1980 ²⁰

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le Rapport biennal du Secrétaire exécutif pour la période 1979-1980, ²¹

Reconnaissant le rôle important que doivent jouer les institutions intergouvernementales africaines en agissant avec les Etats membres dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, ²²

Notant avec satisfaction le rôle sans cesse croissant de la Commission en tant qu'agent d'exécution, qui est mis en évidence par le fait qu'au cours de la période biennale 1979-1980, le volume des activités de coopération technique de son programme régional a presque doublé par rapport aux activités de la période biennale 1977-1978,

Notant en particulier la contribution importante apportée par le Programme des Nations Unies pour le développement en sa qualité de plus grand pourvoyeur de fonds au titre ressources extrabudgétaires de la Commission,

1. Exprime sa gratitude et ses remerciements au Programme des Nations Unies pour le développement et aux autres bailleurs de fonds multilatéraux ainsi qu'aux donateurs bilatéraux pour le soutien ininterrompu qu'ils apportent au programme de coopération technique de la Commission qui a pour but d'améliorer la qualité de la vie des populations africaines;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'intensifier la mise en oeuvre des divers accords qu'il a signés au nom de la Commission avec des organisations intergouvernementales;

3. Invite les Etats membres à apporter tout le soutien politique et financier possible à ces institutions pour leur permettre de s'acquitter de leurs mandats respectifs avec le maximum d'efficacité.

217ème séance.
10 avril 1981.

404(XVI). Etude des conditions économiques et sociales en Afrique ²³

La Conférence des ministres,

Mettant l'accent sur l'importance de l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique ²⁴ qui permet de recenser les difficultés rencontrées par les Etats membres, et de suggérer des solutions globales pour un grand nombre des problèmes rencontrés,

²⁰ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

²¹ E/CN.14/695.

²² A/S-11/14, annexe I.

²³ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

²⁴ E/EN.14/802 - E/CN.14/TPCW.II/19 - E/CN.14/LDCs.I/2.

2. Prie les Etats membres de poursuivre le programme de régionalisation visant à fournir un appui financier approprié pour la gestion de ces instituts régionaux et de participer pleinement aux réunions de leurs conseils d'administration respectifs;

3. Prie également le Secrétaire exécutif de promouvoir, en matière d'études démographiques, la formation d'un personnel de niveau intermédiaire dans le cadre des programmes de formation statistique existants dans la région.

212ème séance.

12 avril 1980.

402(XV). Remerciements de la Conférence des ministres au Gouvernement et au peuple éthiopiens

La Conférence des ministres,

Profondément reconnaissante au Camarade Mengistu Haile-Mariam, Président du Gouvernement militaire provisoire et Commandant en Chef de l'Armée révolutionnaire éthiopienne ainsi qu'au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour leur très généreuse hospitalité, qui a permis à la Commission économique pour l'Afrique d'organiser avec succès, au cours des quatre dernières semaines, neuf réunions importantes à addis-Abeba ¹⁹,

Sachant gré au Camarade Président Mengistu Haile-Mariam de son éloquente allocution, et en particulier de sa conscience aiguë et de son analyse judicieuse des problèmes sociaux et économiques complexes auxquels doit faire face la région de l'Afrique, et de ce que devrait être la Stratégie de développement pour l'Afrique pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et au-delà,

1. Adresse l'expression de sa vive gratitude au Camarade Mengistu Haile-Mariam, Président du Gouvernement militaire provisoire et Commandant en chef de l'Armée révolutionnaire éthiopienne, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour leur hospitalité chaleureuse et pour les installations et les services qu'ils ont généreusement mis à la disposition des réunions et de leurs participants;

2. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution au Gouvernement éthiopien.

212ème séance.

12 avril 1980.

¹⁹ Réunion intergouvernementale d'experts pour le développement de la science et de la technologie, Réunion intergouvernementale d'experts en vue de la préparation de la sixième session de la Conférence des ministres africains du commerce, Réunion extraordinaire du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, Conférence sur les problèmes et les perspectives des pays africains les moins développés, sixième session de la Conférence des ministres africains du commerce, première Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains, Réunions d'experts sur l'énergie, première réunion du Comité technique préparatoire plénier et quinzième session de la Commission et sixième réunion de la Conférence des ministres.

Exprimant sa préoccupation devant les retards persistants qui ont entravé le traitement des données obtenues à la suite de la série de recensements et d'enquêtes réalisés en 1970 et, de manière générale, conduit à différer longuement l'analyse et l'utilisation des données,

Appréciant l'assistance fournie par des sources bilatérales et multilatérales à la région aux fins du traitement des données et de l'exécution d'autres activités en matière de population,

1. Invite le Secrétaire exécutif à entreprendre une étude approfondie sur l'intégration des variables démographiques dans la planification du développement en Afrique, destinée à la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'aider les Etats membres de la région africaine à analyser les données provenant des recensements et des enquêtes et de promouvoir des analyses comparées des résultats;

3. Prie également le Secrétaire exécutif d'élaborer un programme d'études en vue de définir des indicateurs socio-économiques appropriés, qui aideraient les Etats membres à suivre les progrès du développement aux niveaux national et local;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études dans des domaines intéressant spécialement les pays de la région, y compris, en particulier, la stérilité et la sous-fécondité, la mortalité, les causes de mortalité infantile pour les enfants de moins de cinq ans, et les migrations;

5. Invite le Secrétaire exécutif à organiser des réunions de groupes d'experts et des réunions de travail sur l'analyse des données de recensements et autres données démographiques;

6. Prie le Secrétaire exécutif d'intensifier les activités de la Commission dans le domaine de la diffusion d'informations et de la documentation en matière de population.

212ème séance,
12 avril 1980.

401(XV). Formation régionale en matière d'études démographiques en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 330(X) du 13 février 1971, par laquelle elle a, notamment, invité le Secrétaire exécutif à accélérer la mise en place de centres sous-régionaux destinés à la formation de démographes,

Rappelant en outre sa résolution 273(XII) du 27 février 1975, dans laquelle elle a noté avec satisfaction la création et le fonctionnement de l'Institut régional d'études démographiques d'Accra et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé, et la poursuite des activités du Centre démographique du Caire,

Rappelant également sa résolution 367(XIV) du 27 mars 1979 relative à la formation régionale en matière d'études démographiques en Afrique,

Notant avec satisfaction les progrès réalisés dans la décentralisation au profit de la Commission de la gestion de l'Institut régional d'études démographiques d'Accra (Ghana) et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé (République-Unie du Cameroun), conformément à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1977,

1. Invite les Etats membres à utiliser plus efficacement les moyens dont disposent les instituts susmentionnés;

2. Lance un appel à tous les Etats membres intéressés pour qu'ils s'acquittent de leurs arriérés de contribution à l'Institut africain de développement économique et de planification avant la fin de l'année 1980;

3. Prie instamment les Etats membres de s'acquitter de leurs contributions annuelles régulièrement et dans les délais requis.

212ème séance.

12 avril 1980.

400(XV). Programmes prioritaires de la Commission économique pour l'Afrique en matière de population

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1672(LII) du Conseil économique et social, du 2 juin 1972, intitulée "Population et développement", par laquelle le Conseil a prié instamment tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, notamment, de prendre les mesures voulues pour améliorer les statistiques démographiques, les recherches et le mécanisme de planification qui sont nécessaires pour l'élaboration de politiques et de programmes en matière de population,

Prenant note des recommandations formulées à l'issue des consultations régionales tenues à Lusaka en avril 1975 à la suite de la Conférence mondiale sur la population, où il était demandé aux pays africains d'accorder toute l'attention voulue à la réduction des taux de mortalité, aux rapports entre population et développement à l'intégration des variables démographiques, y compris la composition, la répartition, l'accroissement de la population, la fécondité, la mortalité et les mouvements de population, dans le cadre de la planification du développement socio-économique,

Prenant note du rapport de la troisième session de la Conférence des démographes africains, tenue à Dakar (Sénégal), du 19 au 24 février 1979³⁰,

Rappelant sa résolution 273(XII) du 27 février 1975, relative aux programmes intégrés en matière de population, ainsi que sa résolution 230(X) du 13 février 1971, relative à la création de centres de formation de démographes et à la réalisation d'études de cas sur la population et le développement économique et social,

Rappelant en outre sa résolution 366(XIV) du 27 mars 1979, relative aux programmes prioritaires de la Commission économique pour l'Afrique en matière de population,

Prenant note des recommandations adressées par la mission d'évaluation du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population à la Commission et à certains pays de la région, et des décisions adoptées par la réunion inter-organisations convoquée par le Fonds à Nairobi en février 1979, concernant la stratégie du Fonds pour le financement des programmes multinationaux en matière de population en Afrique,

Prenant note en outre du rapport et des recommandations de la réunion d'experts sur la fécondité et la mortalité : niveaux, schémas et tendances en Afrique et leurs incidences sur la politique de développement, tenue à Monrovia (Libéria), du 26 novembre au 1er décembre 1979³¹,

³⁰ E/CN.14/78.

³¹ E/CN.14/PSD.1/23/Add.1.

3. Prie en outre le Président de la sixième réunion de la Conférence des ministres de présenter personnellement le Plan d'action au prochain sommet de l'Organisation de l'unité africaine à Lagos (Nigéria).

212ème séance,
12 avril 1980.

399(XV). Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 250(XI) du 22 février 1973, 285(XII) du 28 février 1975, 320(XXIII) du 1er mars 1977 et 350(XIV) du 27 mars 1979, relatives à l'Institut africain de développement économique et de planification,

Notant

a) que, par la décision 34/454 du 20 décembre 1979, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a approuvé les statuts de l'Institut africain de développement économique et de planification, tels qu'ils avaient été adoptés par la Conférence des ministres dans sa résolution 320(XIII) du 1er mars 1977 et révisés à la lumière des propositions faites par le Secrétaire général sur la recommandation de la cinquième Commission de l'Organisation des Nations Unies,

b) qu'à la réunion des représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement dans la région africaine tenue à Mbabane en janvier 1980, il a été recommandé aux gouvernements, départements ministériels ou ministères africains intéressés, en vue de faciliter les stages de formation à l'Institut africain de développement économique et de planification, de coopérer avec les représentants résidents dans le but d'intégrer les bourses de stage à l'Institut africain de développement économique et de planification aux programmes nationaux financés par les chiffres indicatifs de planification nationaux du Programme des Nations Unies pour le développement,

c) qu'à sa vingt et unième session, tenue à Addis-Abeba, du 21 au 23 mars 1980, le Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification, a pris note de la recommandation adressée par la réunion des représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement dans la région africaine à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains, visant à ce qu'elle élabore une résolution pour la soumettre à la Conférence des ministres, invitant instamment les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique à intégrer dans leurs chiffres indicatifs de planification nationaux le financement des bourses de stage de leurs ressortissants à l'Institut africain de développement économique et de planification;

d) qu'à sa vingt et unième session, le Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification a également noté que les contributions versées par les Etats membres de l'Institut africain de développement économique et de planification pour l'exercice 1979 se sont élevées à 630 327 dollars sur un engagement d'un million de dollars et que les arriérés au 31 décembre 1979 s'élevaient à 1,7 million de dollars; que le Conseil d'administration a recommandé à la Conférence des ministres d'adopter une résolution invitant instamment les Etats membres de l'Institut africain de développement économique et de planification à remplir leurs engagements financiers vis-à-vis de cet Institut :

1. Prie les Etats membres d'examiner la possibilité d'accorder des bourses de stages à l'Institut africain de développement économique et de planification financées sur leurs chiffres indicatifs de planification nationaux;

c) Passer en revue le programme de travail et l'ordre de priorité de la Commission relatifs à l'environnement, évaluer les progrès réalisés dans leur mise en oeuvre et aider à mobiliser des ressources financières et autres pour la programmation dans des domaines prioritaires en matière d'environnement en Afrique;

d) Aider à rassembler des informations sur les problèmes d'environnement au niveau national en vue d'élaborer un rapport sur l'état de l'environnement en Afrique;

e) Encourager l'élaboration de programmes sur l'éducation en matière d'environnement à l'intention du public au moyen de média de façon à assurer la formation de nationaux qui deviendraient des spécialistes chargés de surveiller, d'évaluer, de diriger et d'effectuer la recherche sur les problèmes relatifs à l'environnement;

f) Promouvoir une étroite coopération interorganisations dans le domaine des questions relatives à l'environnement entre la Commission et le Programme des Nations Unies pour l'environnement et tous les autres organismes des Nations Unies et organisations intergouvernementales et non gouvernementales opérant en Afrique et hors d'Afrique.

4. Invite la Commission économique pour l'Afrique, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations apparentées à prendre des mesures en vue de l'application réussie et rapide des résolutions susmentionnées et prie notamment le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains d'instaurer une collaboration systématique et efficace fondée sur des consultations régulières; et à cette fin, prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'élaborer, en consultation avec les institutions concernées, notamment le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, un cadre et des modalités de coopération interinstitutions appropriés;

5. Prie le Secrétaire exécutif de renforcer les moyens opérationnels régionaux et sous-régionaux de la Section des établissements humains grâce à la création ou à l'extension de structures appropriées au sein des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de façon à répondre aux besoins des Etats membres dans des domaines concernant le développement des établissements, notamment le développement des industries des matériaux de construction et des industries du bâtiment;

6. Invite les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à accorder une attention particulière, au niveau national et dans le cadre des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, à la création de mécanismes et à l'adoption de méthodes appropriés pour élaborer des politiques globales en matière d'établissements humains qui comprennent un programme sectoriel adéquat sur l'aménagement du territoire et des établissements urbains, le logement et les autres types d'habitation, l'infrastructure et les services, et sur les politiques de développement de la construction, et, à cette fin, à promouvoir des études et des projets pilotes,

7. Invite en outre les Etats membres à prendre les mesures nécessaires pour la mise en oeuvre rapide du projet complémentaire HABITAT-Afrique du Système panafricain de documentation et d'informatique dans le cadre des centres nationaux de documentation et d'information;

8. Prie tout particulièrement le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les donateurs bilatéraux et autres d'accorder à la Commission une assistance accrue de façon à lui permettre d'étendre et de diversifier ses services dans le domaine du développement des matériaux de construction et des industries du bâtiment et de continuer sa politique de façon efficace jusqu'à ce qu'elle ait atteint les objectifs qu'elle s'est fixés;

9. Décide de renvoyer la résolution 4(ii) au Comité régional intergouvernemental des établissements humains pour qu'il la réexamine en tenant compte des préoccupations exprimées lors de la deuxième réunion du Comité technique préparatoire plénier.

217ème séance.
10 avril 1981.

409(XVI). Institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission ⁴¹

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la Conférence inaugurale des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission, ⁴²

Consciente du rôle décisif que peuvent jouer les institutions régionales et sous-régionales à vocation multinationale dans l'intégration physique, sociale et économique de la région africaine, intégration qui permettrait de réaliser un développement socio-économique soutenu en vue de l'amélioration de la qualité de la vie des populations africaines,

Rappelant que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a consacré ce rôle dans le Plan d'action de Lagos, ⁴³

Appréciant le soutien matériel et financier apporté aux institutions parrainées par la CEA par les Etats membres, en particulier par ceux qui les abritent, par les membres de la communauté internationale et par le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour les activités de population et autres donateurs,

Consciente que l'avenir de ces institutions régionales et sous-régionales dépend de l'intérêt actif que leur portent les pays membres, notamment les pays hôtes,

Notant, néanmoins, les difficultés que connaissent ces institutions du fait que les gouvernements africains qui en sont membres ne leur apportent pas un soutien suffisant comme en témoignent une faible participation, ainsi que les retards dans le versement annoncé et le non-paiement des contributions,

1. Lance un appel aux Etats membres qui n'ont pas encore fait acte d'adhésion à ces institutions pour qu'ils prennent, le plus tôt possible, les dispositions nécessaires pour devenir membres desdites institutions;

2. Demande en outre à tous les Etats membres qu'ils versent, de toute urgence, les sommes dues au titre de leurs contributions présentes et passées et qu'ils veillent à ce que les crédits nécessaires soient prévus dans leurs budgets nationaux, au titre de l'aide financière à ces institutions;

3. Prie le Secrétaire exécutif de réexaminer les propositions relatives à l'adhésion et aux contributions des Etats membres et de présenter de nouvelles propositions en la matière pour examen à la huitième réunion de la Conférence des ministres;

⁴¹ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres..

⁴² E/CN.14/793.

⁴³ A/S-11/14, annexe I.

4. Exprime sa gratitude à tous les gouvernements abritant des institutions parrainées par la CEA et leur lance un appel pour qu'ils continuent à leur apporter leur appui et qu'ils n'épargnent aucun effort pour aider le Secrétaire exécutif, grâce à leurs bons offices, à convaincre tous les Etats membres intéressés d'adhérer aux institutions précitées et de leur apporter leur appui financier le plus total;

5. Se félicite de l'initiative prise par le Secrétaire exécutif de convoquer et d'organiser la Conférence inaugurale des chefs de secrétariat de ces institutions et espère que des conférences analogues se tiendront régulièrement;

6. Prie le Secrétaire exécutif:

a) De prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les Etats membres soient mieux informés du travail effectué par ces institutions grâce à la diffusion d'informations relatives à leurs programmes d'activités et aux services qu'elles offrent afin de permettre à tous les Etats membres et aux gouvernements des pays donateurs d'être parfaitement au courant des possibilités qu'offre chacune de ces institutions dans son domaine et des avantages particuliers que peuvent tirer les Etats membres du fonctionnement;

b) D'apporter le plus grand soutien possible à ces institutions en leur fournissant de façon régulière des services dans les domaines juridique, administratif et comptable lorsqu'elles en font la demande;

c) D'étudier la faisabilité de la création d'un fonds de stabilisation qui permettrait d'avancer des ressources aux institutions traversant des périodes de difficultés financières temporaires et de soumettre à la dix-septième session de la Commission et huitième réunion de la Conférence des ministères un rapport relatif à cette question;

7. Charge le Secrétaire exécutif de présenter tous les deux ans un rapport d'ensemble relatif aux institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission;

8. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et aux gouvernements des pays donateurs pour l'appui financier continu qu'ils ont fourni à la plupart de ces institutions.

217ème séance.

10 avril 1981.

410(XVI).Conclusions et recommandations du Séminaire régional sur l'Année internationale des personnes handicapées ⁴⁴

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport du Séminaire régional sur l'Année internationale des personnes handicapées⁴⁵,

Consciente des principales causes d'invalidité et de l'ampleur des problèmes que posent les personnes handicapées en Afrique,

⁴⁴ Voir paragraphes 61 à 66 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁴⁵ E/ECN.14/786.

Rappelant les résolutions 2856(XXVI) du 20 décembre 1971 et 3447(XXX) du 9 décembre 1975 de l'Assemblée générale contenant les déclarations sur les droits du déficient mental et des personnes handicapées, respectivement,

Considérant qu'en raison de la nature du problème et en particulier des causes profondes des invalidités, les pays de la région doivent s'acquitter de leurs obligations envers la société et prendre des mesures appropriées en vue de faciliter l'intégration des personnes handicapées dans la société,

Considérant également que la nature des invalidités et les problèmes qui s'y rattachent en Afrique exigent de la communauté internationale qu'elle s'acquitte de ses obligations morales et sociales et qu'elle agisse de manière concrète, notamment en raison du fait que les invalidités constatées en Afrique sont dues à des phénomènes d'origine externe tels que la décolonisation, les guerres de libération, l'agression et les conditions socio-économiques, conséquences d'un ordre économique international injuste,

Notant que les efforts louables des Etats africains ne sont pas généralement déployés dans le cadre de la planification socio-économique et que des actions isolées dans ce domaine entraînant très souvent un gaspillage des ressources disponibles,

1. Approuve le rapport, les conclusions et les résolutions du Séminaire régional sur l'Année internationale des personnes handicapées tels qu'ils ont été approuvés à la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire en sorte que les actions qui viendront compléter les activités recommandées ou entreprises en faveur des personnes handicapées aux niveaux national, sous-régional et régional soient menées par tous les organes des Nations Unies s'intéressant aux problèmes de la prévention et de la rééducation des personnes handicapées afin que l'Année internationale des personnes handicapées deviennent le point de départ d'un processus visant à assurer la promotion d'activités appropriées en matière de rééducation, l'intégration sociale des personnes handicapées et la prévention adéquate des invalidités;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de faire rapport périodiquement sur les activités entreprises par les organismes des Nations Unies au titre du suivi de l'Année internationale des personnes handicapées.

217ème séance,
10 avril 1981.

411(XVI). Conséquences de la politique raciste et d'apartheid dans les Etats de première ligne ⁴⁶

La Conférence des ministres,

Profondément préoccupée par le fait que la politique raciste et d'apartheid du régime de Prétoria, par son recours à la torture, à l'emprisonnement et à l'agression armée, constitue l'une des causes principales de l'augmentation du nombre des personnes handicapées dans les Etats de première ligne,

Consciente que les agressions quotidiennes ruinent l'économie et entraînent une malnutrition qui cause à son tour des troubles de croissance et d'arriération mentale, sans parler du sentiment d'infériorité, de harcèlement et d'insécurité sociale dont souffrent les populations dans les Etats de première ligne,

⁴⁶ Voir paragraphes 61 et 66 chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

Consciente que les Etats de première ligne, ainsi que le Lesotho et le Swaziland, sont la cible des attaques et des bombardements effectués par le régime raciste et d'apartheid de l'Afrique du Sud qui s'efforce ainsi d'empêcher ces Etats de soutenir les luttes de libération en Afrique du Sud et en Namibie,

1. Condamne le régime raciste de l'Afrique du Sud, bastion de l'apartheid, pour :

a) Ses attaques répétées contre les Etats de première ligne ainsi que contre le Lesotho et le Swaziland;

b) Les atrocités qui font augmenter sans cesse le nombre des personnes handicapées;

2. Fait appel aux organes des Nations Unies, à l'Organisation de l'unité africaine et à la communauté internationale pour qu'ils fournissent aux Etats de première ligne ainsi qu'au Lesotho et au Swaziland les ressources nécessaires pour la réadaptation et la formation technique et professionnelle des personnes handicapées;

3. Fait appel au Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il fournisse aux Etats de première ligne ainsi qu'au Lesotho et au Swaziland des moyens financiers leur permettant de faire face aux conséquences des agressions perpétrées par l'Afrique du Sud.

217ème séance,
10 avril 1981.

412(XVI). Renforcement, à l'échelle nationale, des moyens nécessaires à l'élaboration d'une législation et à la mise en place de mécanismes d'évaluation et de gestion dans le domaine de l'environnement dans le cadre d'une stratégie de développement⁴⁷

La Conférence des ministres,

Rappelant la décision 33/437 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1978, dont les préoccupations se trouvent exprimées dans la Stratégie internationale du développement⁴⁸ pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui insiste sur la nécessité de renforcer les activités relatives à la protection de l'environnement par l'introduction de principes sur l'environnement dans les stratégies de développement,

Rappelant également sa propre résolution 332(XIV) du 27 mars 1979 relative à la Stratégie africaine pour le développement dans le cadre de la coopération économique internationale en vue de l'établissement du nouvel ordre économique international,

Considérant sa résolution 378(XV) du 12 avril 1980 relative à la mise en place au sein de la Commission d'un programme en vue de i) réaliser une étude sur les principaux problèmes mésologiques rencontrés par les Etats membres aux fins de la programmation de priorités nationales; ii) mettre en place des mécanismes nationaux en matière de protection de l'environnement qui disposeraient du personnel technique et du cadre institutionnel nécessaires; et iii) évaluer et gérer les activités de développement dans la perspective de la protection de l'environnement,

Consciente de ce que les perspectives, principes et priorités en matière de protection de l'environnement sont en train d'être progressivement acceptés par la plupart des gouvernements, étant donné que les efforts entrepris dans les pays en développement en vue de leur développement entraînent

⁴⁷ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁴⁸ Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980.

généralement, entre autres, une grave dégradation de l'environnement qui nécessite la mobilisation de tous les moyens disponibles en matière de protection de l'environnement,

Reconnaissant que les résultats obtenus dans le domaine d'une amélioration écologie, qui se traduisent par un environnement sain et équilibré, dépendent de l'adoption de méthodes technologiques appropriées, appliquées par un personnel qualifié, ce qui requiert souvent une coopération régionale, notamment lorsqu'il s'agit de problèmes mésologiques transnationaux,

Reconnaissant en outre qu'il est nécessaire de disposer des moyens permettant de gérer l'environnement avant d'amorcer le processus de contrôle et d'évaluation de l'environnement dès la phase initiale afin d'obtenir à long terme un rapport coût-utilité élevé,

1. Approuve le rapport ⁴⁹ du Séminaire de juristes sur l'élaboration d'une législation relative à la protection de l'environnement dans la région de la CEA, qui s'est tenu à Addis-Abeba, du 29 septembre au 3 octobre 1980, sous les auspices de la CEA et du PNUE.

2. Prie instamment les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, de promulguer les lois nécessaires à la mise en place d'un cadre institutionnel permettant l'élaboration d'une législation en matière de protection de l'environnement et à l'inclusion de dispositions et de mesures concernant l'environnement dans leurs politiques de planification du développement;

3. Prie en outre instamment les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, de promulguer les lois nécessaires, appuyées par des règlements et des mesures administratives, à la mise en application d'une législation en matière de protection de l'environnement et concernant la planification de l'utilisation des sols, la protection de la faune et de la flore sauvages, la gestion des zones côtières et des ressources marines, la mise en valeur des minéraux, la qualité de l'eau et de l'air, l'élimination des déchets solides et autres produits chimiques toxiques, le contrôle de la qualité des produits alimentaires et des médicaments et la migration des populations;

4. Invite les Etats membres à déployer des efforts conséquents et soutenus destinés à amener, dans chaque pays, le public à prendre conscience de l'importance que revêt l'environnement par des moyens classiques et autres également à promouvoir la diffusion de renseignements pertinents concernant l'environnement et par là à renforcer la gestion rationnelle de l'environnement dans les activités de développement;

5. Invite en outre les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à adopter une législation portant sur la préservation, la restauration, la reconstruction et l'enregistrement des objets se trouvant sur les sites historiques, des monuments anciens, des reliques, des pièces anciennes et des objets façonnés provenant de fouilles archéologiques, sur la préservation de leur patrimoine culturel et sur la promotion d'études scientifiques et du tourisme;

6. Charge le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Directeur exécutif du PNUE, de fournir aux Etats membres qui le demandent, une assistance technique leur permettant de mettre en place, à l'échelle nationale, des moyens nécessaires à l'élaboration d'une législation et à la création de mécanismes d'évaluation et de gestion dans le domaine de l'environnement;

7. Invite les Etats membres, les institutions de financement pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement et les autres pays situés hors de la région à continuer d'apporter un soutien financier à la

⁴⁹ E/CN.14/784.

Commission afin de permettre dans le cadre du Plan d'action de Lagos, la mise en oeuvre du programme régional sur l'environnement.

217ème séance,

10 avril 1981.

413(XVI). Système panafricain de documentation et d'informatique ⁵⁰

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 359(XIV) du 27 mars 1979 concernant la conception générale d'une banque panafricaine de données numériques et non numériques,

Rappelant sa résolution 377(XV) du 12 avril 1980 concernant la nécessité d'un système de documentation et d'informatique fiable permettant d'adopter une politique de développement panafricaine autonome et intégrée dont les principaux objectifs sont l'autosuffisance alimentaire, la mise en valeur des ressources naturelles et humaines, la promotion du commerce intra-africain, l'intensification du développement industriel, la création, à l'échelle continentale, de réseaux viables dans le domaine des transports et des communications ou l'amélioration de ceux qui existent,

Tenant compte des objectifs à long terme présentés dans le rapport ⁵¹ du Secrétaire exécutif qui indique que l'année 1989 marquera la fin des phases préparatoires et expérimentales pour l'Afrique et pour tous les centres institutionnels et techniques, nationaux ou sous-régionaux participant à ce système,

Notant que la Conférence extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à ses sessions extraordinaires tenues à Monrovia en juillet 1979, et Lagos en avril 1980, a insisté sur la nécessité de créer un système viable de documentation et d'informatique qui permettrait la mise en oeuvre d'une politique de développement fiable et intégrée en Afrique,

1. Félicite le Secrétaire exécutif d'avoir mis en oeuvre la phase I du projet presque une année avant la date prévue;

2. Note avec satisfaction que le Secrétaire exécutif a pris l'initiative de préparer et de proposer aux Etats membres un descriptif de projets concernant la création de leurs centres nationaux de documentation et d'informatique et que toutes les réponses reçues jusqu'à présent ont été largement positives;

3. Invite le Secrétaire exécutif à accélérer le processus de création et de mise en service des centres techniques et institutionnels nationaux sous-régionaux participant au système;

4. Prie le Secrétaire exécutif de persévérer dans les efforts qu'il déploie afin de mettre sur pied le programme du système panafricain de documentation et d'informatique dans son ensemble dans les délais prévus et de PADIS-Sat en particulier pour la télé-transmission de documents, et de continuer à tout mettre en oeuvre pour éviter tout retard dans l'exécution du projet;

5. Invite tous les Etats membres à apporter leur appui total à la soumission du projet à la Communauté économique européenne en tant que projet régional en vue de mobiliser les fonds régionaux nécessaires à sa mise en oeuvre;

⁵⁰ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁵¹ E/CN.14/789.

6. Demande à tous les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait d'accélérer la création et la mise en activité de leurs centres nationaux de documentation et d'informatique afin que le projet puisse devenir un réseau continental aussitôt que possible;

7. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement, le Centre de recherche pour le développement international et la Banque africaine de développement de l'appui financier qu'ils ont apporté à la phase I et leur demande de continuer à apporter leur soutien financier aux phases II et III du projet;

8. Note avec satisfaction le stade avancé des négociations entre la Commission d'une part, l'Agency for International Development des Etats-Unis d'Amérique, la Communauté économique européenne, l'Agence spatiale européenne, les gouvernements italien, allemand, français et britannique d'autre part, et invite ces gouvernements et organisations à concrétiser, aussi vite que possible, leur appui au projet afin d'accélérer la mise en oeuvre des phases II et III;

9. Lance un appel à la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique et les divers fonds arabes à accorder un appui financier au projet et prie en conséquence le Secrétaire exécutif d'établir les contacts nécessaires avec ces institutions aussitôt que possible;

10. Prie le Secrétaire exécutif de présenter un rapport sur la mise en oeuvre du système panafricain de documentation et d'informatique à la huitième réunion de la Conférence des ministres.

217ème séance,

10 avril 1981.

414(XVI). Programme de formation statistique pour l'Afrique : Fonds régional à financer par la Communauté économique européenne⁵²

La Conférence des ministres,

Prenant note des préoccupations de plusieurs gouvernements au sujet de la grave pénurie de statisticiens nécessaires pour collecter, traiter et analyser les données essentielles pour la planification et le développement national,

Rappelant que, pour remédier à la situation grâce à des programmes de formation intensifiés et coordonnés, le Programme de formation statistique pour l'Afrique a été créé par une résolution de l'ancien Comité exécutif de la Commission en mai 1978,⁵³

Prenant note en outre des progrès réalisés jusqu'ici dans l'exécution du Programme, du problème de l'insuffisance du nombre de bourses pour les stagiaires et du manque de personnel enseignant pour les centres, de la recommandation⁵⁴ de la réunion de directeurs des centres du Programme visant à obtenir l'assistance de la Communauté économique européenne en vue du financement d'un fonds régional, et des efforts réalisés à ce jour par la Commission pour négocier une assistance financière au titre du Programme,

Notant avec satisfaction l'assistance fournie jusqu'ici au Programme par divers donateurs, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, la Communauté économique européenne et divers organismes bilatéraux,

⁵² Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁵³ E/CN.14/692 - E/CN.14/ECO/143.

⁵⁴ E/CN.14/STPA/7 - E/CN.14/PSD.1/15, annexe I.

Considérant le fait que l'effet maximum de l'assistance ainsi fournie ne pourra être ressenti que si le problème susmentionné des bourses et du personnel enseignant est résolu,

Prenant note du fait que le secrétariat des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique a déjà commencé les négociations avec la Communauté économique européenne pour l'octroi d'une assistance financière accrue par l'intermédiaire d'un fonds régional pour le Programme,

Appréciant les efforts réalisés jusqu'ici par le secrétariat des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à propos de ce projet,

Prenant acte des préoccupations exprimées par un certain nombre de gouvernements à propos des critères régissant l'octroi de bourses à des ressortissants des Etats membres,

1. Approuve les propositions contenues dans le descriptif de projet;
2. Prie instamment la Communauté économique européenne d'examiner ces propositions avec bienveillance;
3. Prie le Secrétaire exécutif d'aider le secrétariat des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à mener à bien les négociations avec la Communauté économique européenne;
4. Invite le Secrétaire exécutif à réviser les critères d'octroi de bourses d'étudiants en collaboration avec les Etats membres et les représentants des centres de formation concernés.

217ème séance,
10 avril 1981.

415(XVI).Programme de formation statistique pour l'Afrique : Assistance spéciale aux pays africains lusophones⁵⁵

La Conférence des ministres,

Reconnaissant les problèmes spéciaux des pays africains lusophones et la nécessité de prendre des dispositions pour eux dans le cadre du Programme de formation statistique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 2054(LXII) du Conseil économique et social dans laquelle le Programme des Nations Unies pour le développement a été prié de considérer avec sympathie les demandes des Etats membres en développement concernant le financement de la formation des statisticiens et d'accroître les composantes régionales de ses fonds pour satisfaire ces demandes,

Après avoir examiné le rapport⁵⁶ de la réunion des représentants des pays africains lusophones,

1. Prend acte du rapport de cette réunion;
2. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre toute action nécessaire en vue d'octroyer une assistance technique aux pays africains lusophones dans le cadre du Programme de formation statistique pour l'Afrique;

⁵⁵ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁵⁶ E/CN.14/TPCW.II/5.

3. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement d'accorder un appui financier approprié aux projets nationaux et régionaux qui seraient proposés par les pays africains lusophones.

217ème séance.

10 avril 1981.

416(XVI). Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ⁵⁷

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 122(V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en date du 3 juin 1979, relative au nouveau programme global d'action en faveur des pays les moins avancés,

Rappelant les chapitres pertinents du Plan d'action de Lagos ⁵⁸ adopté à Lagos en avril 1980 par la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Rappelant en outre les résolutions 34/203 et 34/210 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1979, relatives à la convocation d'une conférence sur les pays les moins avancés,

Rappelant aussi sa propre résolution 397(XV) du 12 avril 1980 sur le rôle de la Commission dans le processus de développement des pays africains les moins avancés,

1. Adresse ses sincères remerciements à la Commission, au Programme des Nations Unies pour le développement et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour l'assistance que ces institutions ont accordée aux pays africains les moins avancés lors des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;

2. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle participe activement à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et aux réunions au cours desquelles seront examinés les programmes par pays;

3. Demande en outre à la communauté internationale en général, aux pays développés, aux pays en développement en mesure de le faire et aux organisations internationales donatrices en particulier, d'apporter une assistance financière et technique appropriée nécessaire à la mise en oeuvre du nouveau programme global d'action;

4. Prie la Commission, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Programme des Nations Unies pour le développement de continuer d'apporter l'assistance technique et financière nécessaire pendant et après la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

217ème séance.

10 avril 1981.

⁵⁷ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁵⁸ A/S-11/14, annexe I.

La Conférence des ministres,

Réaffirmant le paragraphe 2 de sa résolution 348(XIV) du 27 mars 1979, par laquelle elle préconisait la création immédiate d'un Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques qui jouerait le rôle d'institut régional au service de tous les Etats africains,

Consciente de l'engagement que les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont pris en adoptant, en avril 1980, le Plan d'action de Lagos⁶⁰ qui vise à réaliser l'indépendance économique grâce à la coopération et à l'autonomie collective,

Ayant connaissance du rang élevé de priorité qui est accordé dans le Plan au développement de la technologie et à la formation de la main-d'oeuvre technique en vue d'atteindre les objectifs en matière de développement sectoriel,

Convaincue que l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques pourrait contribuer grandement à développer les capacités techniques de l'Afrique, en augmentant les connaissances techniques et en encourageant l'esprit d'initiative essentiels pour atteindre en dernier ressort l'indépendance technologique régionale,

Rendant hommage au Gouvernement de la République du Kenya pour l'appui et les moyens institutionnels provisoires qu'il a mis à la disposition de l'Institut afin qu'il puisse entrer immédiatement en activité,

Apprécient l'aide financière que le Programme des Nations Unies pour développement a accordée à l'Institut pour les travaux préparatoires et espérant que le Programme des Nations Unies pour le développement continuera d'apporter son soutien à l'Institut,

Préoccupée devant les difficultés initiales que rencontre l'Institut et par le fait que jusqu'à présent seuls quelques Etats africains ont adhéré aux statuts de l'Institut et qu'un nombre encore plus restreint d'Etat ont payé leur contribution au budget de 1980/81, ces deux facteurs ayant empêché l'Institut d'entrer en activité dans les meilleurs délais,

1. Prie instamment tous les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer aux statuts de l'Institut et de verser leur contribution au budget de l'Institut le plus tôt possible;

2. Invite tous les Etats membres à apporter sans réserve leur appui politique, moral et financier à l'Institut pour lui permettre de continuer ses activités et de se développer;

3. Lance un appel aux Etats membres qui sont en mesure de le faire pour qu'ils envisagent de détacher des ressortissants qualifiés et expérimentés qui occuperaient des postes à l'Institut;

4. Prie le Secrétaire exécutif de :

a) Convoquer aussi vite que possible une réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'Institut afin de résoudre les difficultés de l'Institut et d'envisager les moyens qui permettraient de faire fonctionner efficacement les rouages de gestion de l'Institut;

⁵⁹ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁶⁰ A/S-11/14, annexe I.

b) Poursuivre les efforts qu'il déploie pour que l'Institut entre en activité dès que possible et pour mobiliser les ressources nécessaires à la construction des locaux et à l'achat du matériel.

217ème séance,

10 avril 1981

418(XVI). Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets ⁶¹

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 311(XIII) du 1er mars 1977 dans laquelle elle a reconnu que l'intégration sous-régionale et sectorielle constitue la base de la mise sur pied d'un marché commun africain et a décidé de créer un certain nombre de centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Rappelant en outre la résolution 35/56 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980, dans laquelle l'Assemblée a proclamé la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et a adopté la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, tendant à la mise en oeuvre des objectifs et buts de la Déclaration et du Programme d'action pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Rappelant encore le Plan d'action de Lagos ⁶² adopté par la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en avril 1980, qui préconise la création de marchés communs sous-régionaux d'ici 1990 comme première étape sur la voie de l'établissement d'une communauté économique africaine d'ici l'an 2000,

Consciente de l'importance croissante que les pays de la région africaine attachant aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets en tant que moyen d'atteindre les objectifs d'intégration économique qu'ils poursuivent dans le cadre du Plan d'action de Lagos,

Considérant que pour atteindre ces objectifs, les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets constituent les bras opérationnels de la Commission économique pour l'Afrique dans la réalisation de ce mandat, en particulier en ce qui concerne les études, les recherches et l'organisation de consultations au niveau sous-régional,

Réaffirmant la nécessité d'harmoniser et de coordonner les programmes de travail des différents centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et des organisations intergouvernementales existant dans les sous-régions,

Reconnaissant les efforts louables déjà entrepris par le Secrétaire exécutif en vue de décentraliser les activités de la Commission et de renforcer les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Rappelant les recommandations et résolutions des différents conseils des ministres des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets faisant appel à la contribution des Etats membres et des institutions spécialisées du système des Nations Unies à l'exécution des projets des centres,

Appréciant l'appui financier que le Programme des Nations Unies pour le développement a accordé aux centres, appui sans lequel ces derniers n'auraient pas pu accomplir d'importantes tâches au niveau sous-régional,

⁶¹ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁶² A/S-11/14, annexe I.

Prenant acte de la prochaine mission que le Programme des Nations Unies pour et la Commission économique pour l'Afrique comptent entreprendre pour évaluer les centres,

1. Réitère la nécessité de coordonner et d'harmoniser les programmes des centres avec ceux des organisations intergouvernementales poursuivant les mêmes buts dans les sous-régionaux;
2. Exprime son appréciation au Secrétaire exécutif pour ses efforts tendant à renforcer les centres, notamment par la décentralisation des activités de la Commission;
3. Invite le Secrétaire exécutif à intégrer, dans la mesure du possible, les experts des centres dans le tableau d'effectif du personnel rémunéré sur le budget ordinaire de la Commission;
4. Prie instamment le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires en vue de garantir l'inclusion du personnel opérationnel des centres et, particulièrement, le Directeur et deux experts de chaque Centre, dans le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;
5. Lance un appel aux Etats membres des Centres pour qu'ils mettent des experts et des consultants à la disposition des centres;
6. Demande que dans l'utilisation des fonds non liés annoncés au Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, le Secrétaire exécutif tienne compte des besoins des centres pour la réalisation de leurs projets prioritaires spécifiques;
7. Recommande aux Etats membres de tenir compte des besoins des Centres lorsqu'ils annoncent leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;
8. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement pour l'assistance très appréciable qu'il a apportée aux Centres;
9. Invite le Programme des Nations Unies pour le développement à accroître considérablement son assistance financière aux Centres dans le cadre de son troisième cycle de programmation quinquennale;
10. Prie le Secrétaire exécutif de se mettre en rapport avec les différents bailleurs de fonds (pays donateurs, organismes de financement) afin qu'ils puissent apporter leur assistance aux Centres;
11. Demande que l'assistance matérielle et financière de tous les organismes des Nations Unies qui au titre de projets multinationaux pour lesquels la Commission est l'agent d'exécution passe par le canal des Centres.

217ème séance,
10 avril 1981

419(XVI). Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 ⁶³

La Conférence des ministres,

Prenant note de la résolution 34/224 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1979, établissant les directives pour la planification à moyen terme à l'Organisation des Nations Unies,

⁶³ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

Prenant également note de la résolution 31/93 de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1976, dans laquelle l'Assemblée a, entre autres choses, prié le Secrétaire général de prendre des mesures pour associer plus étroitement au processus de planification et de programmation les organes sectoriels, techniques et régionaux chargés de formuler les programmes, notamment la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, et prie instamment ces organes de s'abstenir d'entreprendre de nouvelles activités non prévues dans le plan à moyen terme et dans le budget-programme subséquent, à moins que ne survienne une nécessité pressante de caractère imprévisible déterminée par l'Assemblée générale,

Prenant en outre note de la résolution 32/206 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1977, dans laquelle lesdits organes (techniques, sectoriels et régionaux) ont été priés de proposer, par l'intermédiaire du Comité du programme et de coordination, des ordres de priorité relatifs à attribuer aux divers sous-programmes qui relèvent de leurs domaines de compétence respectifs,

ayant présent à l'esprit que le plan à moyen terme, dont découlent les programmes de travail biennaux, est purement indicatif et ne nécessite donc pas une évaluation des ressources budgétaires à prévoir,

1. Accueille avec satisfaction l'explication selon laquelle la date de mise en oeuvre du Plan et le prolongement de sa durée visaient, en premier lieu, à laisser plus de temps pour l'élaboration du plan et, en second lieu, à harmoniser la période du plan à moyen terme de l'Organisation des Nations Unies avec celle des plans des institutions spécialisées et du Plan d'action de Lagos⁶⁴ afin de faciliter la coordination des programmes interinstitutions;

2. Renouvelle son soutien total à la stratégie de Monrovia⁶⁵ qui constitue une voie appropriée à l'Afrique pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international plus équitable;

3. Recommande l'adoption du plan à moyen terme pour 1984-1989 de la Commission économique pour l'Afrique;

4. Prie instamment les Etats membres de prendre en considération, lors de l'élaboration de leurs plans et projets, les suggestions et recommandations contenues dans le Plan d'action de Lagos.

217ème séance,

10 avril 1981

420(XVI). Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique⁶⁶

La Conférence des ministres,

Rappelant l'appui total qu'elle accorde à la création et au renforcement du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique en faveur des gouvernements et des peuples d'Afrique,

⁶⁴ A/S-11/14, annexe I.

⁶⁵ Résolution 332(XIV) de la Conférence des ministres, en date du 27 mars 1979 (E/1979/50 - E/CN.14/725).

⁶⁶ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

Ayant examiné le rapport intérimaire sur les contributions annoncées et les contributions versées par les Etats membres et sur l'exécution des projets et les dépenses y relatives, 1977-1980 ⁶⁷ ainsi que le rapport sur les moyens à mettre en oeuvre pour l'exercice biennal 1982-1983 ⁶⁸,

Appréciant la bonne volonté des Etats membres et des institutions financières africaines ainsi que des gouvernements et institutions non africains en ce qui concerne les contributions au Fonds,

Appréciant en particulier la contribution généreuse versée au Fonds par le Gouvernement indien, premier gouvernement d'un pays en développement non africain à avoir contribué au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans le cadre de la coopération technique entre les pays en développement,

Reconnaissant les efforts entrepris par le Secrétaire exécutif pour obtenir le versement effectif des contributions annoncées,

1. Prie les Etats membres et les institutions financières africaines à verser dans les meilleurs délais le montant de leurs annonces de contributions restant dû pour permettre, sans plus de retard, la mise en oeuvre des projets prioritaires approuvés par la Commission;

2. Encourage le Secrétaire exécutif à poursuivre les efforts qu'il a entrepris en vue d'obtenir d'autres pays en développement ou développés qu'ils contribuent au Fonds;

3. Exhorte tous les Etats membres et toutes les institutions financières africaines, de même que les gouvernements et institutions non africaines, à continuer de contribuer généreusement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique afin de fournir à ce dernier les ressources nécessaires à la mise en oeuvre du programme de travail à caractère prioritaire que la Commission a adopté dans le cadre de réalisation du Plan d'action de Lagos.

217ème séance,
10 avril 1981.

421(XVI). Personnel et questions administratives ⁶⁹

La Conférence des ministres,

Ayant pris connaissance du rapport ⁷⁰ du Secrétaire exécutif sur les questions relatives au personnel et à l'administration,

Notant les résultats positifs des actions entreprises dans le domaine de l'africanisation des effectifs et de l'emploi de la langue arabe au même titre que le français et l'anglais,

Appréciant les efforts entrepris par le Secrétaire exécutif pour doter le secrétariat de cadres compétents et pour s'assurer que les conditions de travail et de vie auxquelles ils peuvent légitimement prétendre soient satisfaites,

⁶⁷ E/CN.14/791.

⁶⁸ E/CN.14/796.

⁶⁹ Voir paragraphes 70 et 71 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁷⁰ E/CN.14/794.

Apprécient en outre les mesures déjà prises par le Secrétaire général à cet égard,

1. Exprime sa satisfaction au Secrétaire exécutif pour la politique d'africanisation des effectifs du secrétariat et l'encouragement à poursuivre ses efforts dans cette direction;
2. Prie instamment les Etats membres de la Commission qui ne sont pas représentés ou qui sont insuffisamment représentés au sein du secrétariat de remplir leurs quotas d'effectifs en mettant à la disposition du secrétariat de la Commission des nationaux compétents;
3. Exprime sa profonde préoccupation au sujet des conditions de travail et de vie du personnel résultant de l'augmentation du coût de la vie;
4. Lance un appel pressant aux autorités compétentes de l'Organisation des Nations Unies pour que des mesures appropriées soient prises en vue d'assurer la stabilité de l'emploi, d'améliorer les conditions de travail et de vie du personnel de la Commission et de prévenir les pertes d'effectifs;
5. Invite expressément le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à reconsidérer l'évaluation du coût de la vie au siège du secrétariat de la Commission afin que les mesures correctives nécessaires puissent être prises.

217ème séance,
10 avril 1981.

422(XVI). Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique ⁷¹

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 291 (XIII) du 26 février 1977, la résolution 2097(LXIII) du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1977 et la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977, sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant en outre sa résolution 391(XV) du 12 avril 1980, dans laquelle elle a réitéré son appel aux Etats membres afin qu'ils accordent le rang de priorité le plus élevé aux projets relatifs aux transports et aux communications adoptés dans le cadre du programme de la première phase de la Décennie, a prié les Etats africains de prendre l'initiative de présenter aux différentes sources de financement des demandes de financement des projets retenus pour la première phase et a prié le Secrétaire exécutif d'organiser, avec des groupes de pays donateurs et les institutions de financement, des réunions techniques consultatives dans le dessein de trouver les ressources financières supplémentaires nécessaires,

Notant avec satisfaction la résolution CM/Res.806(XXXV) adoptée en juillet 1980 à Freetown par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et la résolution 1980/46 du Conseil économique et social, en date du 23 juillet 1980, sur la Décennie pour les transports et les communications en Afrique,

Notant en outre avec satisfaction la résolution 35/108 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980, sur l'organisation de réunions techniques consultatives destinées à réunir des ressources financières supplémentaires au titre du programme de la Décennie,

⁷¹ Voir paragraphes 67 à 69 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

Considérant les résultats de la deuxième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification ⁷² organisée à Addis-Abeba du 16 au 18 mars 1981 et les résolutions pertinentes adoptées lors de cette Conférence,

Rappelant le rôle que doit jouer la Commission en tant qu'organe directeur au titre de la mise en oeuvre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, tel qu'il est défini au paragraphe 111 de la Stratégie globale ⁷³ pour la Décennie, et aux paragraphes 210 à 248 du Plan d'action de Lagos ⁷⁴,

Considérant la nécessité de procéder à une mise à jour régulière du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Tenant compte du fait que le programme pour la seconde phase, qui couvre la période 1984-1988, devrait être élaboré avec beaucoup de soin avec la participation active des Etats membres, et que son élaboration ne devrait pas être retardée afin que le programme puisse être examiné par les bailleurs de fonds,

1. Note avec satisfaction les progrès accomplis à ce jour en ce qui concerne la mise en oeuvre de la première phase du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications (1980-1983);

2. Exprime à l'Assemblée générale sa satisfaction des ressources financières mises à la disposition de la Commission en vue de l'élaboration de la première phase du programme de la Décennie et de l'organisation des réunions techniques consultatives avec les bailleurs de fonds;

3. Exprime également au Programme des Nations Unies pour le développement sa satisfaction pour l'aide appréciable qu'il a accordée à la Commission, permettant ainsi à cette dernière de préparer le programme de la première phase de la Décennie;

4. Exprime en outre aux pays donateurs et aux institutions sa satisfaction de l'assistance apportée à ce jour aux Etats membres en vue de la mise en oeuvre de la première phase du Plan d'action du programme de la Décennie;

5. Approuve la décision de la deuxième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification autorisant le Secrétaire exécutif à organiser les réunions techniques suivantes entre les Etats membres et les organisations intergouvernementales africaines intéressées et les bailleurs de fonds :

a) Réunion sur les routes, les transports aériens, les télécommunications et les services postaux pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest;

b) Réunion sur les routes et les voies navigables intérieures pour la sous-région de l'Afrique du Centre;

c) Réunion sur les transports maritimes et les ports pour les pays des sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre relevant de la Conférence des ministres responsables des transports maritimes;

d) Réunion sur les chemins de fer pour tous les pays de la région;

⁷² E/CN.14/812 - E/CN.14/TRANS/169.

⁷³ E/CN.14/726 - E/CN.14/TRANS/147.

⁷⁴ A/S-11/14, annexe I.

6. Note avec satisfaction les progrès accomplis à ce jour par le Secrétaire exécutif, en consultation avec les Etats membres, en ce qui concerne l'organisation de ces réunions consultatives techniques avec les pays donateurs et les institutions financières;
7. Exprime sa reconnaissance aux gouvernements togolais, camerounais, ivoirien et voltaïque d'avoir accepté d'accueillir ces quatre réunions consultatives techniques;
8. Invite les Etats membres et les organisations intergouvernementales intéressés à participer pleinement aux travaux préparatoires et à l'organisation de ces réunions consultatives techniques et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour en assurer le succès;
9. Fait appel aux pays donateurs et aux institutions financières bilatéraux pour qu'ils participent pleinement et de façon concrète aux prochaines réunions consultatives techniques;
10. Invite en particulier la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique et les divers fonds arabes à participer pleinement et de façon concrète à ces réunions consultatives techniques;
11. Invite également les pays non africains du tiers monde à exprimer leur solidarité avec les pays africains en participant à ces réunions consultatives techniques;
12. Prie le Secrétaire exécutif de soumettre un rapport sur les résultats de ces réunions consultatives techniques à la huitième réunion de la Conférence des ministres;
13. Charge le Secrétaire exécutif de mettre régulièrement à jour le programme de la première phase de la Décennie en consultation avec les Etats membres et les institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales africaines compétentes;
14. Prie en outre le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de commencer dès que possible, l'élaboration du Plan d'action pour la seconde phase de la Décennie;
15. Invite l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement à fournir à la Commission dans le cadre du troisième cycle de programmation du Programme des Nations Unies pour le développement, les ressources nécessaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la seconde phase du programme de la Décennie;
16. Prie le Secrétaire général de fournir à la Commission les ressources nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de façon efficace de son mandat en tant qu'organe directeur au titre de la mise en oeuvre du programme de la Décennie;

217ème séance,
10 avril 1981.

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport ⁷⁶ de la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 8 au 10 octobre 1980,

Rappelant la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement ⁷⁷ dans laquelle sont identifiés les principaux aspects sociaux du développement et est soulignée l'importance qu'il y a à développer et à renforcer les services sociaux de base en vue de réduire les inégalités en matière de revenus et de développer les moyens dont dispose la société pour réaliser le progrès économique et social,

Rappelant en outre que, dans la Stratégie de Monrovia ⁷⁸, qui est conforme à la Stratégie internationale du développement, on souligne la nécessité d'assurer un développement auto-entretenu et une croissance économique se fondant sur l'autonomie collective et visant à améliorer le niveau de vie de la masse des populations africaines,

Notant qu'en adoptant le Plan d'action de Lagos ⁷⁹ en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique, les Etats membres ont chargé le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, en collaboration avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faciliter la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos,

Reconnaissant le rôle important que joue la Conférence des ministres africains des affaires sociales dans la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique,

1. Exprime son appréciation et ses remerciements à la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales, pour l'analyse détaillée et la formulation des incidences sociales du Plan d'action de Lagos;

2. Approuve le rapport final de la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales et les recommandations qui y figurent;

3. Prie instamment les Etats membres de faire rapport à la Conférence des ministres africains des affaires sociales, à sa quatrième session, sur les mesures prises en vue d'appliquer les recommandations relatives aux incidences sociales du Plan d'action de Lagos;

4. Prie en outre instamment les Etats membres à accorder une attention particulière à l'adoption et à l'application des mesures ci-après prescrites dans le rapport final de la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales et qui figurent en annexe.

⁷⁵ Voir paragraphes 61 à 66 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁷⁶ E/CN.14/785 - E/CN.14/AMSA/III/Rpt-CM/1095 (XXXVI)AMSA/III/1980.

⁷⁷ Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980.

⁷⁸ Résolution 332(XIV) de la Conférence des ministres, en date du 27 mars 1979 (E/1979/50 - E/CN.14/725).

⁷⁹ A/S-11/14, annexe I.

ANNEXE

I. Mesures visant à améliorer la situation démographique et sanitaire

Considérant que la structure par âge de la population africaine est telle qu'en moyenne près de 44p.100 de la population ont moins de 15 ans,

Considérant que cette structure implique un fort coefficient de dépendance qui, à son tour, diminue la capacité d'épargne et oblige les gouvernements à augmenter les dépenses de services sociaux,

Considérant que cette faible capacité d'épargne entrave les efforts des pays tendant à mobiliser des ressources suffisantes pour les investissements,

Considérant que la faible espérance de vie à la naissance réduit la durée de la vie active et que de ce fait les investissements effectués dans l'éducation et la formation donnent de faibles rendements, il est recommandé aux Etats membres :

1. D'élaborer et d'appliquer, en matière de population et de famille, des politiques conformes aux réalités de leur pays de façon à :

a) Réduire graduellement le coefficient de dépendance;
b) Réaliser un équilibre entre population et ressources;
c) Réduire la charge que constitue pour les femmes le trop grand nombre de naissances et atténuer ainsi ses conséquences préjudiciables sur la santé de la mère et permettre aux femmes de participer effectivement aux efforts globaux de développement;

d) Réduire le taux inacceptable de mortalité infantile qui est lié, dans une certaine mesure, aux faibles moyens sanitaires dont disposent les pays africains, ainsi qu'à un taux de fécondité élevé;

2. a) D'organiser et de renforcer leur système de santé national, incluant un réseau de soins de santé primaires tels qu'ils ont été définis par la Conférence d'Alma-Ata, avec "la santé pour tous en l'an 2000" pour objectif;

b) Dans ce cadre, d'accorder une attention particulière aux couches vulnérables que constituent les mères et les enfants en insistant sur :

i)La surveillance prénatale et post-natale de la mère;

ii)L'éducation à la vie de famille et à la procréation responsable de façon à permettre aux parents de prendre des décisions réfléchies concernant le nombre d'enfants qu'ils désirent et peuvent élever;

iii)L'éducation des parents et des parents nourriciers en ce qui concerne la nutrition des membres de la famille selon leur âge en insistant, en particulier sur les besoins nutritionnels des enfants;

iv)La santé des collectivités par la promotion des soins de santé primaires.

II.Mesures destinées à améliorer la qualité des ressources humaines

Considérant que le taux d'analphabétisme de la population africaine est excessivement élevé,

Considérant que cette situation influe directement sur le rendement de la main-d'oeuvre,

Considérant que des proportions élevées d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire n'ont aucune chance d'accéder à l'instruction,

Considérant que la proportion de filles en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire est de beaucoup inférieure à celle des garçons,

Considérant que les programmes d'études aussi bien dans le primaire que dans le secondaire ont une orientation trop littéraire et n'insistent pas assez sur les aspects professionnel et technique, et qu'en conséquence, les enfants quittent l'école pour une raison ou une autre avec une aptitude pratique limitée ou même sans aucune aptitude, il est recommandé aux Etats membres :

1. De mobiliser toutes les ressources disponibles (matérielles et humaines) en vue d'éliminer l'analphabétisme des adultes dans les délais les plus brefs possibles, de façon à augmenter leur capacité d'assimilation et par conséquent leur rendement;

2. D'établir parallèlement des matériaux de lecture et de les mettre à la disposition des personnes nouvellement alphabétisées dans des structures publiques : bibliothèques, centres, etc... Ces matériaux devront traiter des problèmes de la vie en général et être conçus de manière à favoriser l'acquisition de connaissances théoriques et pratiques dans des domaines tels que la santé, la vie familiale, la production, etc. Les intellectuels devront s'efforcer de vulgariser les connaissances scientifiques en Afrique;

3. D'intensifier leurs efforts en vue d'assurer à tous les enfants des possibilités égales d'accès à l'enseignement, indépendamment de leur sexe, de leur religion, de leur appartenance ethnique et de leur lieu d'habitation;

4. De s'efforcer de reformuler le contenu des programmes d'enseignement du premier et du deuxième cycles en vue de renforcer leur contenu professionnel et technique et de les adapter davantage aux conditions et aux besoins locaux;

5. De créer des systèmes d'orientation qui permettent de diriger vers les filières professionnelles les enfants et les adolescents selon leur vocation et leurs aptitudes;

6. D'accorder à la science et à la technologie, dans le cycle supérieur, une place plus importante que ce n'est le cas pour l'instant;

7. D'accorder toute l'importance qui lui revient à l'enseignement de l'histoire, de la culture et de la civilisation africaines, afin que la jeunesse africaine reste attachée aux valeurs authentiques de l'Afrique et trouve ainsi un meilleur terrain de compréhension et d'entente.

III. Mesures propres à améliorer la condition des femmes et à accroître leurs chances de participation aux efforts nationaux de développement

Considérant que des comportements traditionnels, des attitudes sociales et des tabous influent sur la participation des femmes à diverses activités extérieures au foyer,

Considérant que les limitations imposées par certaines traditions et doctrines religieuses au droit des femmes à l'instruction sont en relation directe avec la pratique consistant à confiner les femmes dans des tâches subalternes, il est recommandé :

1. Aux gouvernements africains et aux établissements d'enseignement de mener une campagne en vue de transformer les mentalités actuelles à l'égard de la femme et de sa place dans la société, et de prendre des mesures concrètes pour transformer la condition de la femme;

2. Aux gouvernements de redoubler d'efforts afin de pouvoir offrir aux deux sexes les mêmes possibilités d'instruction;

3. Aux gouvernements de prendre des mesures immédiates en vue d'abolir les politiques et pratiques discriminatoires en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail, le principe des chances égales en ce qui concerne l'emploi, la promotion ainsi que celui de la protection égale appliquée à tous les travailleurs, indépendamment du sexe, de la couleur ou de l'ethnie devant être reconnu en droit et en fait;

4. Aux gouvernements, étant donné que le mariage précoce et la maternité chez les jeunes filles de moins de 20 ans sont responsables de très nombreux traumatismes sociaux, physiques, psychologiques, etc., de relever notamment l'âge du mariage et de fournir aux jeunes une éducation en matière de vie familiale adéquate ainsi que des services connexes en nombre suffisant et de la qualité requise. A cet égard, il faudrait créer des centres dans les zones rurales afin d'offrir aux femmes une éducation en matière de vie familiale, afin, notamment, de prévenir les mariages précoces;

5. Aux pays membres d'accorder aux mécanismes régionaux et sous-régionaux CEA/CARFF s'occupant de l'intégration de la femme au processus de développement et aux organismes comme l'Organisation panafricaine des femmes qui jouent un rôle de conseiller dans la promotion de politiques destinées à améliorer la condition économique, sociale et politique des femmes en Afrique un soutien politique, matériel et financier qui leur permette de mener leurs tâches à bien;

6. D'offrir aux femmes la possibilité de bénéficier d'un enseignement non traditionnel axé sur l'acquisition de compétences nouvelles en matière d'agriculture, d'élevage, de gestion du foyer etc., en vue de relever la qualité de leur participation aux efforts de développement et d'améliorer le niveau de leur productivité;

7. Aux gouvernements de mettre sur pied un réseau de crèches, garderies, jardins d'enfants, etc., en vue de permettre aux femmes d'occuper un emploi rémunérateur dans le secteur structuré;

8. D'entreprendre des programmes de mise au point, de production et de commercialisation de dispositifs simples et bon marché diminuant l'effort physique qui libèrent les femmes de leurs tâches quotidiennes abrutissantes, domestiques et autres, de façon à leur permettre de participer plus efficacement au développement;

9. De créer les conditions d'un réel allègement des charges familiales des femmes en mettant à leur portée des moyens de travail techniquement appropriés et en assurant leur formation à l'utilisation de ces moyens, en vue de maximiser la participation des femmes aux actions de développement;

10. De réserver aux femmes un certain pourcentage de sièges dans les corps constitués et dans les administrations responsables de la planification et de l'exécution, afin qu'elles puissent assumer pleinement leur rôle et leur part de responsabilité dans le développement national.

IV. Mesures à prendre en vue de résoudre le problème du chômage des jeunes

Considérant qu'un grand nombre de jeunes des deux sexes ont quitté prématurément l'école pour diverses raisons,

Considérant que lorsqu'ils entrent dans la vie active, ils sont démunis de toutes qualifications professionnelles correspondant aux besoins du marché du fait que, pour la plupart, les systèmes d'enseignement sont élitistes,

Considérant qu'il est indispensable d'offrir à cette jeunesse énergique mais bridée des débouchés intéressants si l'on veut éviter qu'elle ne se laisse aller à des comportements antisociaux et déviants qui constituent une menace pour le tissu social, il est recommandé aux gouvernements africains :

1. De créer une série de centres de formation professionnelle afin de préparer les jeunes des deux sexes qui ont abandonné l'école à des emplois productifs dans les secteurs appropriés de l'économie nationale;

2. De permettre aux jeunes des deux sexes qui ont quitté prématurément l'école d'avoir accès à la formation permanente grâce aux cours du soir dans les zones urbaines et aux cours par correspondance et aux médias pour ceux qui vivent et qui travaillent en milieu rural;

3. D'envisager la création de programmes nationaux de mobilisation des jeunes au service de la collectivité s'ils n'existent pas déjà et de renforcer les programmes existants afin de canaliser l'énergie des jeunes des deux sexes vers des objectifs de développement;

4. Il est également recommandé à l'OUA d'accorder une attention particulière aux mouvements des jeunes du continent, ainsi qu'aux organisations de travailleurs (Mouvement panafricain des jeunes et Organisation de l'unité syndicale africaine), en les soutenant financièrement en vue de la réalisation de leurs programmes respectifs.

V. Mesures destinées à résoudre les problèmes des réfugiés et des personnes déplacées

Considérant que les réfugiés et les personnes déplacées représentent une perte de main-d'œuvre et constituent une lourde charge financière et sociale pour les pays africains,

Considérant qu'il est indispensable pour les Etats membres de l'OUA de se charger collectivement du bien-être des personnes devenues des réfugiés et des personnes déplacées à la suite de problèmes économiques, sociaux et politiques, de catastrophes naturelles et de catastrophes causées par l'homme dans leur propre pays, ainsi que d'agression ou de menace d'agression d'un Etat membre contre un autre,

Considérant qu'il est indispensable pour l'OUA et les organismes appropriés des Nations Unies de sauvegarder les droits fondamentaux des réfugiés, de pourvoir à leurs besoins essentiels en tant qu'êtres humains d'aider les personnes déplacées, sur le continent ou à l'extérieur du continent, à commencer une nouvelle vie, il est recommandé :

1. Aux Etats membres de redoubler d'efforts pour améliorer la situation économique et sociale et les autres conditions qui constituent, en général, des facteurs pouvant contribuer à la solution des problèmes des réfugiés et des personnes déplacées;

2. Aux Etats membres d'intensifier leurs efforts collectifs pour forcer les régimes racistes et expansionnistes à changer radicalement leurs politiques à l'égard des populations africaines et de mettre fin immédiatement à leurs actes d'agression contre leurs voisins, tout particulièrement les pays de première ligne;

3. A l'OUA d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour promouvoir la paix, la stabilité, la sécurité et les relations de bon voisinage entre pays africains, en veillant à ce que les Etats membres respectent scrupuleusement les principes et décisions pertinentes de l'OUA, de l'ONU et du Mouvement des pays non-alignés et en particulier, les principes de la souveraineté, de l'égalité et de l'intégrité territoriale des Etats, l'inviolabilité des frontières héritées de la colonisation, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, le non-recours à la force et le règlement pacifique des différends;

4. D'accorder aux pays de première ligne d'Afrique australe une assistance matérielle et technique conformément aux décisions pertinentes de l'OUA, de façon à leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités à l'égard des mouvements de libération nationale et de fournir des soins appropriés aux victimes du régime d'apartheid;

5. Aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention des Nations Unies de 1951⁸⁰ et au Protocole de 1967⁸¹ relatifs au statut des réfugiés et à la Convention de l'OUA de 1969⁸² régissant les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique, conformément à la résolution CM/Res.814(XXV) de l'OUA car cette adhésion contribuerait à résoudre le problème des réfugiés en Afrique;

6. Aux Etats membres de reconnaître le caractère pacifique et humanitaire de l'octroi du droit d'asile et de se conformer strictement aux dispositions de l'Article 3 de la Convention de l'OUA;

7. A l'OUA et aux institutions appropriées des Nations Unies de faire des efforts pour faciliter le placement des réfugiés de façon à répartir équitablement sur le continent la charge qu'ils constituent, conformément aux recommandations de la Conférence de 1979 sur la situation des réfugiés en Afrique et aux autres décisions et résolutions pertinentes de l'OUA, en particulier la résolution CM/Res.727;

8. De créer aux niveaux régional et sous-régional, des organismes ayant les attributions suivantes :

a) Créer une banque d'information sur les possibilités d'emploi et de formation dans les diverses parties du continent;

b) Servir de premiers centres de réception et d'orientation et prendre les dispositions initiales voulues pour assurer l'accueil temporaire;

c) Evaluer les qualifications des réfugiés nouvellement arrivés en vue d'explorer les possibilités d'emploi dans les pays d'accueil éventuels;

d) Fournir aux réfugiés devant être accueillis dans un pays donné des renseignements sur les conditions politiques, économiques et sociales de ce pays et les conseiller à ce sujet afin de faciliter l'adaptation des réfugiés de fraîche date à leur nouvel environnement;

e) Favoriser l'intégration définitive des réfugiés dans la société du pays d'accueil, en scolarisant par exemple leurs enfants et en contribuant, lorsque c'est possible, à leur intégration au sein de la collectivité grâce à une politique de relogement appropriée.

9. D'adopter une résolution spéciale sur la nécessité urgente et impérieuse de libérer tous les prisonniers politiques détenus en Afrique australe et en particulier Nelson Mandela.

VI. Mesures de politique sociale à adopter afin de prévenir les conséquences néfastes que pourrait entraîner l'application du Plan d'action de Lagos dans le domaine social

A. Développement agricole

Considérant que, du fait que l'agriculture a occupé jusqu'à maintenant un faible rang de priorité dans la planification du développement et que tous les efforts ont porté sur la production de cultures marchandes, la situation alimentaire en Afrique est désormais alarmante, l'Afrique étant maintenant importatrice nette de produits alimentaires,

⁸⁰ Recueil des traités de l'Organisation des Nations Unies, No. I : 2545, vol. 189, page 151.

⁸¹ *Ibid.*, No. I : 8791, vol. 606, page 268.

⁸² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No.30.

Reconnaissant que dans le Plan d'action de Lagos, il est accordé une place de choix à la modernisation de l'agriculture,

Considérant que pour l'essentiel, cet effort de modernisation ne peut être que bénéfique.

Considérant dans le même temps qu'il est important de reconnaître que les techniques de production (à fort coefficient de capital ou à fort coefficient de main-d'oeuvre) qui seront adoptées influenceront sur le mode d'utilisation de la main-d'oeuvre et auront donc des répercussions sur le chômage et le sous-emploi en milieu rural,

Considérant qu'il est important de reconnaître que des obstacles institutionnels, tels que les relations entre propriétaires fonciers et métayers et l'exploitation de parcelles trop petites pour être rentables, contribuent à la stagnation de la production agricole,

Considérant le fort pourcentage des pertes des denrées alimentaires dues aux avaries,

Considérant que l'homme est au centre du processus de développement et bénéficie des avantages de ce dernier ou souffre de ses coûts sociaux, et qu'il a besoin d'être mis dans de bonnes conditions physiques et psychologiques, il est recommandé aux gouvernements des Etats membres de la région :

1. De formuler et d'appliquer de toute urgence des programmes de réforme agraire de grande ampleur;
2. De créer des centres de recherche et de lancer des programmes de recherche en vue d'adapter les techniques de production correspondant le mieux aux réalités africaines;
3. De formuler et d'appliquer de toute urgence des politiques concernant la conservation des sols, l'exploitation des ressources en eaux souterraines et les reboisement, de façon à préserver les écosystèmes dans les zones rurales;
4. De formuler et d'exécuter des programmes d'amélioration de la gestion des parcours, une attention particulière étant accordée aux moyens devant faciliter la sédentarisation définitive des éleveurs nomades, en circonscrivant progressivement leurs zones de déplacement et en créant dans le même temps les infrastructures sociales de base nécessaires - écoles, centres de santé, logements, marchés, etc.;
5. De lancer des campagnes intensives de lutte contre l'analphabétisme parmi les populations rurales, en faisant appel à toutes les personnes qualifiées disponibles, y compris les étudiants et les militaires, de façon à permettre à la société de mieux fonctionner et à accroître la productivité;
6. De prendre rapidement des mesures décisives afin de promouvoir le mouvement coopératif pour que celui-ci englobe aussi le sous-secteur de la production agricole;
7. D'accorder dans leurs plans de développement rural une priorité à l'expansion de la petite industrie et de l'artisanat familial, en vue de résoudre le problème du chômage et du sous-emploi en milieu rural;
8. De participer directement, par le biais d'entreprises d'Etat, à la production alimentaire à grande échelle, en recourant à une technologie appropriée, afin d'accroître les réserves alimentaires;
9. D'élaborer des programmes d'éducation populaire visant à modifier les coutumes, attitudes et tabous traditionnels des populations concernant l'utilisation des produits alimentaires;
10. D'organiser une campagne de longue durée visant à inculquer aux populations agricoles l'adoption de meilleures méthodes de culture, de récolte, d'entreposage et de transformation des produits

agricoles, en recourant à des stratégies axées sur la vulgarisation agricole et le développement communautaire;

11. D'organiser des campagnes d'éducation contre les coutumes et tabous traditionnels qui militent contre la production;

12. D'adopter des politiques de crédit permettant à la population rurale d'avoir accès au crédit;

13. D'adopter des politiques des prix appropriées et d'accroître les moyens de commercialisation des produits agricoles, afin d'encourager les agriculteurs;

14. De mettre en place des réseaux de distribution de denrées alimentaires permettant à tous les secteurs de la population d'avoir accès à ces denrées;

15. D'augmenter les services généraux de santé de façon à en faire bénéficier, autant que possible, tous les secteurs de la population;

16. D'intensifier la recherche appliquée en matière de conservation des produits alimentaires et de faire connaître au grand public les résultats de cette recherche;

17. Il apparaît nécessaire qu'au niveau de chaque Etat, les travailleurs sociaux soient associés à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation des programmes spécifiques de développement économique (qu'ils soient agricoles ou industriels).

B. Développement industriel

Considérant qu'à la deuxième session extraordinaire de leur Conférence, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont demandé que des mesures décisives soient prises pour favoriser l'industrialisation rapide du continent,

Considérant que les chefs d'Etat et de gouvernement ont souligné, à cette même occasion, que la politique d'industrialisation doit principalement viser la satisfaction des besoins matériels essentiels des populations du continent,

Considérant qu'ils ont souligné le rôle central de l'industrialisation comme moyen efficace d'assurer à l'Afrique la place qui lui revient sur le marché mondial, il est recommandé aux gouvernements :

1. de recouvrir la maîtrise de leurs matières premières et de leurs ressources naturelles, qui reste un préalable à l'industrialisation dans les pays en développement;

2. D'adopter une politique d'industrialisation fondée sur une évaluation des avantages comparatifs et concurrentiels en fonction des matières premières disponibles;

3. De tenir compte, dans l'élaboration de leur politique d'industrialisation, non seulement du rendement des investissements mais aussi des possibilités de créer des emplois;

4. D'étudier l'incidence de nouveaux établissements industriels sur l'agriculture;

5. D'adopter une politique d'aménagement du territoire intégrée dans les plans nationaux de développement et fondée sur le principe de l'équilibre régional lequel commande notamment une décentralisation des activités industrielles afin :

a) De combler progressivement le fossé qui sépare le mode de vie des populations rurales et des populations urbaines;

b) De réduire les tensions qui s'exercent sur l'emploi et la fourniture des autres services dans les zones urbaines;

c) D'utiliser l'industrialisation comme moyen de rationaliser et de moderniser l'activité économique dans le secteur agricole.

6. D'entreprendre, afin d'atteindre les objectifs d'un réseau industriel décentralisé sur le plan géographique, une planification préalable portant sur :

a) La détermination de sites appropriés pour l'implantation d'industries nouvelles;

b) L'établissement des plans d'ensemble du site, compte tenu des pratiques de zonage acceptées;

c) La construction de logements et autres équipements destinées à la collectivité tels que les écoles, les centres de santé, les marchés, les équipements récréatifs, etc...

7. D'arrêter des normes relatives aux modes d'évacuation des déchets de façon à protéger l'environnement de la pollution;

8. De promulguer des règlements garantissant la protection des travailleurs des maladies professionnelles et des accidents du travail;

9. De fixer une échelle de rémunération de nature à encourager la motivation et la discipline dans le travail, de manière à stimuler la productivité.

C. Science et technologie

Considérant que l'une des principales causes du sous-développement de l'Afrique est son retard technologique,

Considérant que le transfert de technologie qui s'opère avec réticence et sans adaptation aux réalités des pays receveurs ne répond pas toujours aux préoccupations du pays en développement,

Considérant qu'il faut adapter la science et la technique appropriées aux réalités sociales, culturelles et économiques de l'Afrique, il est recommandé aux gouvernements :

1. D'organiser des programmes de recherche concernant l'adaptation de la science et de la technique aux réalités et aux besoins de leur pays;

2. D'instituer un système de promotion assurant que les techniques adaptées aux réalités sociales et économiques africaines soient acceptées par le public;

3. De faire des efforts pour produire et commercialiser du matériel à un coût accessible à toute personne de revenu moyen;

4. En vue d'utiliser des méthodes scientifiques en agriculture, de faciliter aux cultivateurs l'accès à des facteurs de production tels que les engrais chimiques, les pesticides, les fongicides etc. en établissant des coopératives de services ou des coopératives de producteurs;

5. Afin d'améliorer l'état de santé de l'ensemble de la population, de redoubler d'efforts pour trouver des méthodes simples mais efficaces qui permettent de couvrir les besoins domestiques en eau. Il convient d'étudier à cet égard l'utilisation des moulins à vent.

D. Mesures à prendre pour retirer le maximum d'avantages sociaux du développement envisagé du réseau interafricain de transports et de communications

Considérant que la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a affirmé l'utilité de développer le réseau de transports et de communications du continent pour contribuer à l'indépendance collective des pays africains en encourageant la libre circulation des personnes et des biens en dehors des frontières nationales,

Considérant qu'il est reconnu que cela contribuera efficacement à l'unité africaine,

Considérant qu'il est important de se rendre compte que cela risque d'avoir des conséquences néfastes sur la répartition actuelle de la population et de la main-d'oeuvre, il est recommandé :

1. Aux gouvernements, dans le cadre de leur politique nationale :
 - a) D'accorder un rang de priorité élevé à cet objectif très valable;
 - b) D'étudier des politiques en matière de migration qui permettraient de résoudre le problème des conséquences sociales des migrations en Afrique et de leurs incidences sur les économies africaines;
 - c) D'encourager l'échange de programmes de télévision enregistrés portant sur les activités sociales et culturelles, annonçant les nouvelles importantes et commentant les événements survenus dans les différents pays africains jusqu'à ce que les émissions en direct deviennent une réalité grâce au système panafricain de communications par satellite.
2. Aux gouvernements exécutant des projets communs :
 - a) Dans le cas de projets économiques communs concernant par exemple des industries lourdes situées dans les territoires de l'un d'eux, d'y affecter chacun, pour chaque catégorie professionnelle, une main-d'oeuvre proportionnelle à son apport au projet;
 - b) Dans le cas de projets économiques communs tels qu'ils ont été définis dans la recommandation 2 a) ci-dessus, de signer des accords sur les droits des travailleurs employés dans le cadre de leur association.
3. Afin de permettre une meilleure compréhension entre les peuples africains et de faire avancer la cause de la solidarité africaine, de promouvoir le tourisme pour les Africains en Afrique grâce à la signature d'accords entre les transports nationaux (en particulier entre les compagnies aériennes) sur des voyages à bon marché.

E. Mesures à prendre pour permettre à la société de tirer un profit maximum de la découverte éventuelle de sources d'énergie de remplacement

Considérant la détérioration continue des termes de l'échange, l'insuffisance des prix d'exportation des matières premières et la hausse ininterrompue des prix des produits manufacturés importés et des services, qui entraînent entre autres des variations du prix de l'énergie,

Considérant la nécessité d'instaurer le nouvel ordre économique international le plus rapidement possible,

Considérant qu'il importe de réduire de toute urgence la dépendance excessive de l'Afrique vis-à-vis de l'énergie importée,

Considérant qu'il importe de prendre conscience du fait que les avantages économiques que procureraient des progrès décisifs en matière d'exploitation de sources d'énergie sûres seraient sans doute contrebalancés par des coûts sociaux tels qu'une perturbation dans le mode d'habitat des populations et des dommages écologiques, il est recommandé :

1. Aux gouvernements de prévoir à l'avance des plans de réinstallation des populations qui devront être déplacées en raison de la mise en exploitation de nouveaux champs pétrolifères, mines de charbon, centrales hydro-électriques et centrales nucléaires;

2. Du fait que la mise en exploitation de nouvelles sources d'énergie ou l'extension des installations existantes dans ce domaine nécessite un important apport extérieur de main-d'oeuvre, d'évaluer à l'avance, dans le cadre des études de faisabilité nécessaires, l'ordre de grandeur de cet apport extérieur et de prendre les dispositions requises pour l'établissement de cette main-d'oeuvre, notamment en prévoyant et en réalisant des programmes de services sociaux concernant le logement, l'éducation, la santé et les loisirs, les marchés, etc.;

3. D'arrêter des normes concernant la santé, l'aération, ainsi que d'autres mesures de protection visant à protéger les travailleurs et les collectivités contre les dangers que peuvent présenter les poussières de charbon, les gaz toxiques, les radiations et autres polluants.

VII. Coopération internationale dans le domaine du développement social

Considérant que le principe directeur et la principale stratégie de la lutte contre le sous-développement sont l'autonomie collective;

Considérant qu'il est admis que les pays africains pris individuellement ne disposent pas des ressources requises pour répondre à l'ampleur de leurs besoins en matière de développement social, besoins tels que la formation de personnel hautement qualifié et la création d'une banque de données dans le domaine de la science et de la technique,

Considérant qu'il est reconnu que par suite de leur formation, les planificateurs africains du développement ont tendance à prescrire des stratégies de développement d'une utilité douteuse dans le contexte africain, il est recommandé :

1. Du fait qu'aucune université ne peut à elle seule offrir les normes les plus élevées de qualité dans tous les domaines de la formation de personnel hautement qualifié, de désigner au niveau de chaque sous-région, certaines universités qui, grâce à la mise en commun des ressources au niveau sous-régional, seraient à même d'assurer la formation de personnel hautement qualifié en vue de répondre, ne serait-ce qu'à un modeste niveau, aux besoins en la matière des pays de la sous-région;

2. De créer des centres de recherche fondamentale et appliquée dans chaque sous-région, afin que des étudiants en sciences sociales puissent poursuivre des activités de recherche devant permettre de mieux connaître et de mieux comprendre les caractéristiques économiques, sociales et culturelles des sociétés africaines, la structure et la dynamique des changements qui se produisent et leurs conséquences au niveau des politiques de développement;

3. De financer la création ou le fonctionnement des établissements d'enseignement et de recherche mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus au moyen de contributions des pays membres; ces établissements devraient aussi bénéficier d'une assistance financière et technique de la part d'organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux;

4. Aux gouvernements africains, par l'intermédiaire de leur ministère des affaires sociales et dans le cadre des efforts de promotion d'une coopération internationale en matière de formation de personnel spécialisé dans le domaine du développement social, de fournir une assistance technique et matérielle à

l'Association pour l'enseignement sociale en Afrique (AESA), qui depuis 1971 joue le rôle d'organe régional de coordination et de centre d'échange d'informations;

5. Aux gouvernements africains et à la communauté internationale d'accorder une aide au Zimbabwe afin de permettre à ce pays de faire face aux besoins importants résultant de la situation complexe dans laquelle il se trouve placé.

217ème séance.

10 avril 1981.

424(XVI).Remerciements au Gouvernement et au peuple sierra-léoniens⁸³

La Conférence des ministres,

Profondément reconnaissante à Son Excellence, M. Siaka Stevens, Président de la Sierra Leone, et au Gouvernement sierra-léonien pour leur très généreuse hospitalité et les services et installations qu'ils ont mis à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique, qui ont permis à cette dernière de tenir au cours des trois semaines écoulées deux réunions importantes à Freetown, à savoir, la deuxième session de la Commission et la septième réunion de la Conférence des ministres ainsi que la deuxième réunion du Comité technique préparatoire plénier,

Consciente du fait que les services et facilités offerts par le Gouvernement hôte de Sierra Leone pour la tenue de ces deux réunions à Freetown ont donné l'occasion mémorable aux organes législatifs de la Commission d'examiner les divers aspects des conditions économiques et sociales en Afrique, en particulier les questions relatives à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos⁸⁴, de prendre des décisions concrètes concernant la mobilisation des ressources et les efforts concertés auxquels les gouvernements africains doivent procéder en vue de la mise en oeuvre du programme de travail de la Commission pour l'exercice biennal 1982-1983⁸⁵ et de démontrer ainsi, de façon concrète, cet esprit d'autonomie qui est une condition préalable au développement rapide de l'Afrique et de ses populations,

Notant avec appréciation l'allocution inspirante de Son Excellence, M. Siaka Stevens, Président de la Sierra Leone, et en particulier son analyse approfondie des facteurs indispensables à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos,

1. Adresse l'expression de sa gratitude à Son Excellence, M. Siaka Stevens, Président de la Sierra Leone ainsi qu'au Gouvernement et au peuple sierra-léoniens pour leur hospitalité chaleureuse et pour les installations et services qu'ils ont généreusement mis à la disposition des réunions et de leurs participants;

2. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution au Gouvernement sierra-léonien.

217ème séance.

10 avril 1981.

⁸³ Voir paragraphe 110 du chapitre III du rapport de la Conférence des ministres.

⁸⁴ A/S-11/14, annexe I.

⁸⁵ E/CN.14/790-E/CN.14/TPCW.II/7.

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport de la Réunion régionale préparatoire sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables⁸⁷ qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 12 au 16 janvier 1981,

Rappelant la résolution 113(VI) de la Commission économique pour l'Afrique, en date du 2 mars 1964, sur l'utilisation de l'énergie solaire en Afrique et la résolution 265(XII) du 23 février 1975, dans laquelle la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique recommandait au Secrétaire exécutif d'entreprendre toute action nécessaire à la mise en exploitation des résultats des expériences en matière d'énergie solaire au service du développement des pays africains et de mettre tout en oeuvre pour assister au maximum tout pays ou groupe de pays africains ayant entrepris des activités de recherche, d'expérimentation ou d'exploitation dans le domaine de l'énergie solaire,

Rappelant également les recommandations de la deuxième Réunion africaine sur l'énergie⁸⁸ qui s'est tenue à Accra (Ghana) du 8 au 19 novembre 1976, concernant le développement et l'utilisation de sources non classiques d'énergie et des énergies nouvelles,

Ayant à l'esprit la résolution 337(XIV), en date du 27 mars 1979, dans laquelle la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique a fait sienne la recommandation du Séminaire régional sur l'énergie solaire⁸⁹ tenu à Niamey (Niger) du 8 au 13 janvier 1979 de créer un centre régional de recherche et de développement en matière d'énergie solaire en Afrique,

Tenant compte des résolutions 33/148 du 20 décembre 1978 et 34/190 du 18 décembre 1979, dans lesquelles l'Assemblée générale décidait de réunir à Nairobi en août 1981, une conférence internationale sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables,

Rappelant les principes directeurs du Plan d'action de Lagos⁹⁰ sur la mise en valeur de sources d'énergie nouvelles et renouvelables,

Tenant compte en outre du fait que les sources d'énergie nouvelles et renouvelables pourraient constituer des sources d'énergie de remplacement et contribuer au développement futur des économies africaines,

Reconnaissant l'importance que revêt la mise en valeur de sources d'énergie nouvelles et renouvelables pour répondre aux impératifs inhérents à un développement économique et social continu, en particulier dans les zones rurales et les régions d'accès difficile,

Mettant l'accent sur la nécessité d'une coopération internationale étroite et sur l'importance d'une action concertée et d'un engagement total des pays africains dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables,

⁸⁶ Voir chapitre III, paragraphes 70 à 71 du rapport de la Conférence des ministres.

⁸⁷ E/CN.14/800 - E/CN.14/TPCW/II/17 - E/CN.14/NRD/E/39.

⁸⁸ E/CN.14/665.

⁸⁹ E/CN.14/713.

⁹⁰ Voir A/S-11/14, annexe I.

Considérant que la maîtrise des différentes techniques relatives aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables et leur adaptation aux conditions locales nécessitent une infrastructure technologique adéquate ainsi que des activités de recherche-développement appropriées,

Considérant en outre qu'on ne peut assurer un développement véritable et qu'on ne peut maîtriser des techniques nouvelles sans un personnel hautement spécialisé, compétent et motivé possédant les connaissances, l'expérience pratique et l'esprit d'initiative nécessaires,

1. Fait sien le rapport final de la Réunion régionale préparatoire sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 12 au 16 janvier 1981 ainsi que son Plan d'action et ses recommandations;

2. Fait également sien le document régional ⁹¹ qui traduit la position de l'Afrique en ce qui concerne la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables;

3. Exprime sa satisfaction au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour l'assistance qu'il apporte aux Etats membres africains dans la préparation de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui doit se tenir à Nairobi (Kenya) du 10 au 21 août 1981;

4. Prie instamment les Etats membres africains de choisir comme représentants à la Conférence des responsables des questions concernant les sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui soient du niveau le plus élevé possible et conformément aux lignes directrices définies dans le document régional, de s'assurer que leurs points de vue sont correctement et équitablement traduits dans la déclaration internationale ou dans le plan d'action qui sera établi par la Conférence;

5. Prie en outre instamment les Etats membres africains d'accorder une priorité particulière aux mesures visant à mettre en oeuvre des programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux conçus dans le cadre du Plan d'action africain pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables;

6. Invite les Etats membres africains à tenir le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique informé des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de ce Plan ainsi que de tous les problèmes et difficultés qu'ils pourraient rencontrer;

7. Prie instamment le Secrétaire général de renforcer le Groupe des ressources énergétiques de la Commission économique pour l'Afrique et d'allouer les fonds nécessaires à la réalisation des diverses tâches relatives à la promotion et à la mise en oeuvre du Plan;

8. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'établir un rapport d'activité sur la mise en oeuvre du Plan d'action régional africain pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de soumettre ce document à la neuvième réunion de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique qui aura lieu en 1983.

217ème séance,
10 avril 1981.

⁹¹ E/CN.14/799.

Rappelant la résolution 367(XIV) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique en date du 27 mars 1979 qui demandait au Secrétaire exécutif de la Commission de prendre des mesures en vue d'une régionalisation complète de l'Institut régional d'études démographiques d'Accra et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé,

Rappelant également les mesures prises par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique lors de sa sixième réunion, au sujet de la mise en application de la régionalisation des deux instituts⁹³,

Rappelant en outre la résolution 393(XV) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique en date du 12 avril 1980 qui approuvé les nouveaux statuts des deux instituts et recommande que ces statuts soient soumis par le canal du Conseil économique et social à l'approbation de l'Assemblée générale,

Prenant note avec satisfaction des mesures prises par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et par les gouvernements des pays hôtes des deux instituts en vue de la régionalisation de ces deux derniers, notamment des missions d'information organisées dans les pays desservis par chacun des deux instituts sur la régionalisation et les activités de ces instituts,

Prenant note en outre avec satisfaction du fait que les gouvernements ghanéen et camerounais sont disposés à coopérer avec le secrétariat à la tenue d'une réunion de plénipotentiaires des Etats membres sur l'avenir des deux instituts,

Conscient du caractère urgent de la régionalisation des deux instituts,

1. Prie le Secrétaire général de faire en sorte que les nouveaux statuts des instituts figurant en annexe à la présente résolution soient soumis à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session;

2. Recommande que l'Assemblée générale approuve les statuts lors de sa trente-sixième session;

3. Invite tous les Etats membres africains à participer pleinement aux réunions des plénipotentiaires sur l'avenir des deux instituts et à faire face aux obligations financières qui seront décidées par ces réunions afin de permettre à la régionalisation de devenir effective dès que possible;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec les gouvernements des pays hôtes des instituts, de prendre les mesures nécessaires pour que la régionalisation prenne effet au plus tard en janvier 1982 et de présenter un rapport d'activité à la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique lors de sa prochaine session.

217ème séance,
10 avril 1981.

⁹² Voir chapitre III, paragraphes 70 et 71 du rapport de la Conférence des ministres.

⁹³ E/1980/27.

Annexe

A. Statuts de l'Institut régional d'études démographiques

ARTICLE I

Création et objectifs

1. L'Institut régional d'études démographiques (ci-après dénommé "l'Institut"), créé à Accra en vertu de l'Accord du 3 décembre 1971 entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République du Ghana, continuera à être régi selon les termes des présents Statuts.
2. L'objectif principal de l'Institut est la formation de démographes, particulièrement de ressortissants des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, ainsi que la conduite de travaux de recherche dans le domaine de la démographie et dans des domaines connexes, concernant ces pays, et la publication des résultats de ces recherches.
3. Afin d'atteindre les objectifs susmentionnés, l'Institut doit :
 - a) assurer une formation dans le domaine de la démographie et dans des domaines connexes;
 - b) organiser et entreprendre des travaux de recherche dans tous les domaines démographiques et connexes tant au siège que dans les pays desservis par l'Institut;
 - c) tenir en coopération avec les services nationaux et les organismes spécialisés intéressés des autres pays africains, des journées d'études, des séminaires et des réunions sur les problèmes démographiques nationaux, sous-régionaux et régionaux;
 - d) fournir aux gouvernements des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts qui en font la demande, tous services consultatifs qui entrent dans ses compétences et que lui permettent ses moyens;
 - e) délivrer les grades universitaires, diplômes, certificats et autres titres correspondant aux cours dispensés par l'Institut, et, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, à établir à cet effet toutes les conventions requises avec des universités nationales ou des institutions similaires;
 - f) fournir aux chercheurs et aux organisations nationales, sous-régionales et régionales, la documentation voulue concernant les divers domaines d'études démographiques en Afrique.

ARTICLE II

Siège de l'Institut

1. Le siège de l'Institut est établi à Accra (République du Ghana).
2. Le Gouvernement de la République du Ghana devra, selon un protocole à conclure entre le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies, fournir tous les locaux, équipements et services, et octroyer tous les privilèges et immunités que nécessitera le bon fonctionnement de l'Institut.

ARTICLE III
Statut et organisation de l'Institut

1. L'Institut est un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique.
2. L'institut a sa propre Conseil d'administration.
3. En complément, sont institués un Comité consultatif des études et de la recherche, un poste de Directeur ainsi que des postes pour le personnel de l'Institut.
4. L'Institut doit, sauf si l'Assemblée générale en dispose autrement, obéir aux règlements financiers, aux règles de gestion financière et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à toute autre instruction administration du Secrétaire général.

ARTICLE IV
Conseil d'administration : composition, attributions et réunions

1. Le Conseil d'administration est composé des membres suivants :
 - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, qui est de droit présent du Conseil d'administration;
 - b) Un représentant du Gouvernement de la République du Ghana;
 - c) Des représentants de douze des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, désignés par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommée "la Conférence");
 - d) Un représentant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.
2. Le Directeur de l'Institut fait fonction de secrétaire du Conseil d'administration et rend publiques les décisions du Conseil d'administration.
3. Lors de la sélection des membres du Conseil d'administration mentionnés à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, la Conférence doit tenir compte de la nécessité de maintenir une répartition géographique équitable entre les pays figurant à l'appendice aux présents Statuts.
4. Les membres du Conseil d'administration choisis aux termes de l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, resteront en fonction pour une période de quatre ans et peuvent être choisis à nouveau, à condition toutefois que lors de la première série de sélections la Conférence ordonne que la moitié des membres qu'elle aura choisis cessent d'exercer leurs fonctions deux ans après leur désignation et soient remplacés par un nombre égal de membres choisis à cet effet par la Conférence.
5. Chaque membre du Conseil d'administration choisi conformément à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, désigne pour le représenter une personne compétente, ayant une expérience des activités de l'Institut.
6. Le Conseil d'administration doit :
 - a) déterminer les politiques et principes généraux qui régissent les activités de l'Institut;
 - b) donner les instructions de nature générale nécessaires à l'application des principes et des politiques qui régissent les activités de l'Institut;

- c) fixer les conditions selon lesquelles seront admises les personnes désireuses de suivre des cours dispensés par l'Institut ainsi que les conditions régissant la délivrance des grades, diplômes, certificats ou autres titres décernés par l'Institut;
- d) fixer les règles de conduite que devront respecter les personnes qui suivent les cours de l'Institut;
- e) examiner et approuver les programmes de travail de l'institut et les budgets correspondants;
- f) examiner et approuver le rapport annuel du Directeur de l'Institut sur les activités de l'Institut;
- g) examiner et approuver le rapport financier et les comptes de l'Institut pour l'année écoulée;
- h) présenter, par l'intermédiaire de son Président, le rapport annuel d'activités de l'Institut à la Conférence;
- i) définir, à l'exception du poste de Directeur de l'Institut, les autres postes et l'organigramme de l'Institut.

7. Le Conseil d'administration peut déléguer à une université nationale ou un établissement analogue avec lequel l'Institut a établi des conventions en vertu de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'Article I des présents Statuts, au Directeur de l'Institut ou au Comité consultatif des études et de la recherche, l'une quelconque de ses fonctions, telles qu'elles sont énoncées aux alinéas c) et d) du paragraphe 6 du présent article.

8. Le Conseil d'administration se réunit une fois par an en session ordinaire et peut tenir des sessions extraordinaires à la demande de son Président ou d'un tiers de ses membres.

9. Sous réserve des dispositions des présents Statuts, le Conseil d'administration adopte son propre règlement intérieur.

ARTICLE V

Le Président du Conseil d'administration

1. Le Président du Conseil d'administration :

- a) fait établir le projet d'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration;
- b) convoque et préside les réunions du Conseil d'administration;
- c) sollicite et reçoit au nom de l'Institut, avec l'accord du Conseil d'administration, les ressources financières et autres en provenance des institutions spécialisées du système des Nations Unies ou d'autres organisations intergouvernementales, ainsi que d'organisations non gouvernementales et autres.

2. Le Président du Conseil d'administration peut déléguer les fonctions définies à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article au Directeur de l'Institut.

ARTICLE VI

Nomination du personnel de l'Institut

1. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique nomme :

a) par délégation de pouvoir du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et sur recommandation du Conseil d'administration, le Directeur de l'Institut;

b) par délégation de pouvoir du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, tout spécialiste à un poste de l'Institut, sur recommandation du Directeur de l'Institut.

2. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique tient le Conseil d'administration informé de toutes les nominations qu'il fait en vertu du présent article.

ARTICLE VII

Le Directeur

1. Le Directeur de l'Institut est nommé conformément aux dispositions des présents Statuts, pour une période de deux ans renouvelable par périodes successives de deux ans chacune.

2. Le Directeur de l'Institut est le représentant légal de l'Institut.

3. Sous réserve des directives d'ordre général que peut donner le Conseil d'administration, le Directeur de l'Institut a la responsabilité de la planification, de l'organisation et de la direction des activités de formation et de recherche de l'Institut, de ses services consultatifs et de ses autres activités. Il a en particulier pour mission :

a) d'organiser et d'administrer l'Institut;

b) de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration les programmes de travail et les budgets correspondants de l'Institut;

c) d'organiser les activités de l'Institut conformément aux programmes de travail agréés et aux budgets correspondants de l'Institut;

d) de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration des rapports annuels sur les activités, la situation financière et la comptabilité de l'Institut, y compris les descriptions de tous les postes vacants de la catégorie des administrateurs pour qu'elles soient diffusées dans les pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts;

e) de transmettre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique le nom de tous les candidats à une nomination aux autres postes d'administrateur de l'Institut;

f) de sélectionner et nommer des personnes pour occuper les postes de la catégorie des services généraux de l'Institut sous réserve des directives que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique peut donner à ce sujet;

g) de passer avec des organisations nationales et internationales les accords nécessaires à l'utilisation par lesdites organisations des services et des installations de l'Institut, étant entendu que dans le cas des organisations nationales, aucun accord ne sera conclu sans l'approbation des gouvernements intéressés;

h) d'établir et de maintenir avec des gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et d'autres organisations, les contacts qui peuvent se révéler nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs de l'Institut;

i) de s'acquitter des autres tâches et travaux que peut fixer le Conseil d'administration.

ARTICLE VIII

Le Comité consultatif des études et de la recherche : composition et fonctions

1. Le Comité consultatif des études et de la recherche (ci-après dénommé "le Comité"), se compose :
 - a) de six personnes ressortissantes de pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, qui peuvent être soit des professeurs d'université spécialisés dans le domaine démographique ou dans des domaines connexes, soit des spécialistes effectuant des recherches dans les disciplines diverses de la démographie et sont nommés par le Président du Conseil d'administration qui prend soin de maintenir une répartition équitable entre les pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts;
 - b) de deux enseignants de l'Institut élus, de temps à autre, par le personnel enseignant de l'Institut;
 - c) du Directeur de l'Institut;
 - d) d'un représentant de la Commission économique pour l'Afrique;
 - e) du Directeur de la Division de la population du Siège de l'Organisation des Nations Unies;
 - f) d'un représentant des organismes des Nations Unies prêtant activement leur concours à l'Institut, désigné, le cas échéant, par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;
 - g) d'un représentant de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population;
 - h) d'un représentant des organisations gouvernementales ou non gouvernementales traitant des problèmes démographiques dans l'un ou plusieurs des pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts, désigné, le cas échéant, par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;
 - i) d'un représentant du ministère responsable des questions démographiques du Gouvernement ghanéen;
 - j) du Président de l'Association des anciens élèves de l'Institut;
 - k) d'un représentant des étudiants de l'Institut, choisi à cet effet par les étudiants de l'Institut.
2. Les membres du Comité nommés, désignés ou élus par le Président du Conseil d'administration et le personnel enseignant de l'Institut, siègent pendant deux sessions consécutives du Comité et peuvent être nommés, désignés ou élus à nouveau.
3. Le membre du Comité élu par les étudiants de l'Institut siège pendant une session du Comité et peut être réélu.
4. Le Comité élit un Président, choisi parmi les membres énumérés à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, au début de chacune de ses sessions.
5. Le Directeur de l'Institut assure le secrétariat du Comité.
6. Le Comité a les prérogatives et les attributions suivantes :
 - a) Il présente à l'approbation du Conseil d'administration les activités prévues pour l'Institut;

b) Il conseille le Directeur de l'Institut sur la conception des programmes d'études et de recherche de l'Institut;

c) Il s'assure de la conformité aux normes du contenu et du niveau des cours dispensés par l'Institut en vue de l'obtention d'un grade, diplôme, certificat ou de tout autre titre décerné par l'Institut, et examine les relations établies par l'Institut avec des universités ou des institutions similaires conformément aux dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article I des présents statuts et il fait rapport à ce sujet au Conseil d'administration;

d) Il soumet à l'approbation du Conseil d'administration les conditions qui régiront l'admission des personnes aux études sanctionnées par un grade, diplôme, certificat ou par tout autre titre décerné par l'Institut et celles qui régiront l'obtention de tout grade, diplôme, certificat ou autre titre décerné par l'Institut;

e) Il soumet à l'approbation du Conseil d'administration le niveau de connaissances requis dans chaque examen sanctionné par un grade, diplôme, certificat ou tout autre titre décerné par l'Institut;

f) Il soumet à l'approbation du Conseil d'administration les règles de discipline s'appliquant aux personnes inscrites aux cours de l'Institut;

g) Il formule des propositions relatives au fonctionnement général de l'Institut, débat de toutes questions ayant trait à l'Institut et fait rapport au Conseil d'administration sur ces questions.

7. Le Comité peut déléguer à une université nationale à un établissement analogue avec lequel l'Institut a établi des conventions conformément à l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article I des présents Statuts, ou au Directeur de l'Institut, l'une quelconque de ses fonctions telles qu'elles sont définies aux alinéas d), e) et f) du paragraphe 6 du présent article.

8. Le Comité se réunit au moins une fois tous les deux ans sur convocation du Président ou du Conseil d'administration.

9. Sous réserve des dispositions du présent article, le Comité fixe son propre règlement intérieur, y compris son quorum, la Convocation de ses sessions ordinaires ou extraordinaires et la conduite des débats pendant lesdites sessions ou à d'autres moments.

ARTICLE IX

Assistance du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique

Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique prête son concours à l'Institut de manière à faciliter le plus possible les travaux de ce dernier. En particulier, la Commission économique pour l'Afrique met à la disposition de l'Institut, à la demande de celui-ci, du personnel qualifié chargé de donner des conférences, d'aider à superviser les travaux de recherche et de participer aux séminaires de l'Institut.

ARTICLE X

Coopération avec les organisations diverses

L'Institut établit avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, avec d'autres organisations, des gouvernements, des universités ou établissements analogues et avec des organismes de recherche dans les pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts les relations qui se révèlent nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs de l'Institut.

ARTICLE XI
Ressources financières et règles fixant la gestion
financière de l'Institut

1. L'Institut tire ses ressources financières des contributions versées par les gouvernements des pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts selon des règles fixées à l'occasion par la Conférence et par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

2. L'Institut peut obtenir des ressources supplémentaires en liquide ou en nature de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. L'acceptation par l'Institut d'offres d'aide supplémentaire est subordonnée, dans tous les cas, à la décision du Président du Conseil d'administration, prise en consultation avec le Directeur de l'Institut et en accord avec les objectifs fondamentaux de l'Institut et les dispositions pertinentes des règles qui fixent la gestion financière de l'Institut. Le Président du Conseil d'administration fait rapport sur ce point au Conseil d'administration lors de la session suivante.

ARTICLE XII

Amendements

La Conférence peut amender les présents Statuts sur recommandation de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains.

Appendice

Botswana, Ethiopie, Gambie, Ghana, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Maurice, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.

B. Statuts de l'Institut de formation et
de recherche démographiques

ARTICLE I
Création et objectifs

1. L'Institut de formation et de recherche démographiques (ci-après dénommé "l'Institut"), créé à Yaoundé en vertu de l'Accord du 9 novembre 1971 entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République-Unie du Cameroun, continuera à être régi selon les termes des présents Statuts.

2. L'objectif principal de l'Institut est la formation de démographes, particulièrement de ressortissants des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, ainsi que la conduite de travaux de recherche, dans le domaine de la démographie et des domaines connexes, concernant ces pays, et la publication des résultats de ces recherches.

3. Afin d'atteindre les objectifs susmentionnés, l'Institut doit :

a) assurer une formation dans le domaine de la démographie et dans des domaines connexes;

b) organiser et mettre en oeuvre des travaux de recherche dans tous les domaines démographiques et connexes tant au siège que dans les pays desservis par l'Institut;

c) tenir en coopération avec les services nationaux et les organismes spécialisés intéressés des autres pays africains, des journées d'études, des séminaires et des réunions sur les problèmes démographiques nationaux, sous-régionaux et régionaux;

d) fournir aux gouvernements des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts qui en font la demande, tous services consultatifs qui entrent dans ses compétences et que lui permettent ses moyens;

e) délivrer les grades universitaires, diplômes, certificats et autres titres correspondant aux cours dispensés par l'Institut et, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, établir à cet effet toutes les conventions requises avec des universités nationales ou des institutions similaires;

f) fournir aux chercheurs et aux organisations nationales, sous-régionales et régionales, la documentation voulue concernant les divers domaines d'études démographiques en Afrique.

ARTICLE II

Siège de l'Institut

1. Le siège de l'Institut est établi à Yaoundé (République-Unie du Cameroun).
2. Le Gouvernement de la République-Unie du Cameroun devra, selon un protocole à conclure entre le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies, fournir tous les locaux, équipements et services et octroyer tous les privilèges et immunités que nécessitera le bon fonctionnement de l'Institut.

ARTICLE III

Statut et organisation de l'Institut

1. L'Institut est un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique.
2. L'Institut a son propre Conseil d'administration.
3. En complément, sont institués un Comité consultatif des études et de la recherche, un poste de Directeur ainsi que des postes pour le personnel de l'Institut.
4. L'Institut doit, sauf si l'Assemblée générale en dispose autrement, obéir aux règlements financiers, aux règles de gestion financière et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à toute autre instruction administrative du Secrétaire général.

ARTICLE IV

Conseil d'administration : composition, attributions et réunions

1. Le Conseil d'administration est composé des membres suivants :
 - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, qui est de droit Président du Conseil d'administration;
 - b) Un représentant du Gouvernement de la République-Unie du Cameroun;
 - c) Des représentants de douze des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, désignés par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommée "La Conférence");
 - d) Un représentant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

2. Le Directeur de l'Institut fait fonction de secrétaire du Conseil d'administration et rend publiques les décisions du Conseil d'administration.
3. Lors de la sélection des membres du Conseil d'administration mentionnés à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, la Conférence doit tenir compte de la nécessité de maintenir une répartition géographique équitable entre les pays figurant à l'appendice aux présents Statuts.
4. Les membres du Conseil d'administration choisis aux termes de l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article, resteront en fonction pour une période de quatre ans et peuvent être choisis à nouveau, à condition toutefois que lors de la première série de sélection, la Conférence ordonne que la moitié des membres qu'elle aura choisis cessent d'exercer leurs fonctions deux ans après leur désignation et soient remplacés par un nombre égal de membres choisis à cet effet par la Conférence.
5. Chaque membre du Conseil d'administration choisi conformément à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article désigne pour le représenter une personne compétente ayant une expérience des activités de l'Institut.
6. Le Conseil d'administration doit :
 - a) déterminer les politiques et principes généraux qui régissent les activités de l'Institut;
 - b) donner les instructions de nature générale nécessaires à l'application des principes et des politiques qui régissent les activités de l'Institut;
 - c) fixer les conditions selon lesquelles seront admises les personnes désireuses de suivre les cours dispensés par l'Institut ainsi que les conditions régissant la délivrance de grades, diplômes, certificats ou autres titres décernés par l'Institut;
 - d) fixer les règles de conduite que devront respecter les personnes qui suivent les cours de l'Institut;
 - e) examiner et approuver les programmes de travail de l'Institut et les budgets correspondants;
 - f) examiner et approuver le rapport annuel du Directeur de l'Institut sur les activités de l'Institut;
 - g) examiner et approuver le rapport financier et les comptes de l'Institut pour l'année écoulée;
 - h) présenter, par l'intermédiaire de son Président, le rapport-annuel d'activités de l'Institut à la Conférence;
 - i) définir, à l'exception du poste de Directeur de l'Institut, les autres postes et l'organigramme de l'Institut.
7. Le Conseil d'administration peut déléguer à une université nationale ou un établissement analogue avec lequel l'Institut a établi des conventions en vertu de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article I des présents Statuts, au Directeur de l'Institut ou au Comité consultatif des études et de la recherche, l'une quelconque de ses fonctions, telles qu'elles sont énoncées aux alinéas c) et d) du paragraphe 6 du présent article.
8. Le Conseil d'administration se réunit une fois par an en session ordinaire et peut tenir des sessions extraordinaires à la demande de son Président ou d'un tiers de ses membres.

9. Sous réserve des dispositions des présents Statuts, le Conseil d'administration adopte son propre règlement intérieur.

ARTICLE V

Le Président du Conseil d'administration

1. Le Président du Conseil d'administration :

- a) fait établir le projet d'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration;
- b) convoque et préside les réunions du Conseil d'administration;
- c) sollicite et reçoit au nom de l'Institut, avec l'accord du Conseil d'administration, les ressources financières et autres en provenance des institutions spécialisées du système des Nations Unies ou d'autres organisations intergouvernementales ainsi que d'organisations non gouvernementales et autres.

2. Le Président du Conseil d'administration peut déléguer les fonctions définies à l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent article au Directeur de l'Institut.

ARTICLE VI

Nomination du personnel de l'Institut

1. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique nomme :

- a) par délégation de pouvoir du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et sur recommandation du Conseil d'administration, le Directeur de l'Institut;
- b) par délégation de pouvoir du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, tout spécialiste à un poste de l'Institut, sur recommandation du Directeur de l'Institut.

2. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique tient le Conseil d'administration informé de toutes les nominations qu'il fait en vertu du présent article.

ARTICLE VII

Le Directeur

1. Le Directeur de l'Institut est nommé conformément aux dispositions des présents Statuts pour une période de deux ans renouvelable par périodes successives de deux ans chacune.

2. Le Directeur de l'Institut est le représentant légal de l'Institut.

3. Sous réserve des directives d'ordre général que peut donner le Conseil d'administration, le Directeur de l'Institut a la responsabilité de la planification, de l'organisation et de la direction des activités de formation et de recherche de l'Institut, de ses services consultatifs et de ses autres activités. Il a en particulier pour mission :

- a) d'organiser et d'administrer l'Institut;
- b) de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration les programmes de travail et les budgets correspondants de l'Institut;
- c) d'organiser les activités de l'Institut conformément aux programmes de travail agréés et aux budgets correspondants de l'Institut;

- d) d'informer les pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts de tous les postes vacants à l'Institut;
- e) de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration les rapports annuels sur les activités, la situation financière et la comptabilité de l'Institut, y compris les descriptions de tous les postes vacants;
- f) de transmettre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique toutes les candidatures pour une nomination à un poste de l'Institut;
- g) de sélectionner et nommer des personnes pour occuper les postes de la catégorie des services généraux de l'Institut sous réserve de toutes les directives que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique peut donner à ce sujet;
- h) de passer avec des organisations nationales et internationales les accords nécessaires à l'utilisation par lesdites organisations des services et des installations de l'Institut, étant entendu que dans le cas des organisations nationales, aucun accord ne sera conclu sans l'approbation des gouvernements intéressés;
- i) d'établir et de maintenir avec des gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et d'autres organisations, les contacts qui peuvent se révéler nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs de l'Institut;
- j) de s'acquitter des autres tâches et travaux que peut fixer le Conseil d'administration.

ARTICLE VIII

Le Comité consultatif des études et de la recherche : composition et fonctions

1. Le Comité consultatif des études et de la recherche (ci-après dénommé "le Comité"), se compose :

- a) de six personnes ressortissantes des pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, qui peuvent être soit des professeurs d'université spécialisés dans le domaine démographique ou dans des domaines connexes, soit des spécialistes effectuant des recherches dans les disciplines diverses de la démographie et sont nommées par le Président du Conseil d'administration qui prend soin de maintenir une répartition équitable entre les pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts;
- b) de deux enseignants de l'Institut élus, de temps à autre, par le personnel enseignant de l'Institut;
- c) du Directeur de l'Institut;
- d) d'un représentant de la Commission économique pour l'Afrique;
- e) du Directeur de la Division de la population du Siège de l'Organisation des Nations Unies;
- f) d'un représentant des organismes des Nations Unies prêtant activement leur concours à l'Institut, désigné, le cas échéant, par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;
- g) d'un représentant de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population;
- h) d'un représentant des organisations gouvernementales ou non gouvernementales traitant des problèmes démographiques dans l'un ou plusieurs des pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts, désigné, le cas échéant, par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique;

- i) d'un représentant du ministère responsable des questions démographiques du Gouvernement camerounais;
 - j) du Président de l'Association des anciens élèves de l'Institut;
 - k) d'un représentant des étudiants de l'Institut, choisi à cet effet par les étudiants de l'Institut.
2. Les membres du Comité nommés, désignés ou élus par le Président du Conseil d'administration et le personnel enseignant de l'Institut, siègent pendant deux sessions consécutives du Comité et peuvent être nommés, désignés ou élus à nouveau.
3. Le membre du Comité élu par les étudiants de l'Institut siège pendant une session du Comité.
4. Le Comité élit un Président, choisi parmi les membres énumérés à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, au début de chacune de ses sessions.
5. Le Directeur de l'Institut assure le secrétariat du Comité.
6. Le Comité a les prérogatives et les attributions suivantes :
- a) Il présente à l'approbation du Conseil d'administration les activités prévues pour l'Institut;
 - b) Il conseille le Directeur de l'Institut sur la conception des programmes d'études et de recherche de l'Institut;
 - c) Il s'assure de la conformité aux normes du contenu et du niveau des cours dispensés par l'Institut en vue de l'obtention d'un grade, diplôme, certificat ou de tout autre titre décerné par l'Institut, et examine les conventions établies par l'Institut avec des universités ou des institutions similaires conformément aux dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 1 des présents Statuts et il fait rapport à ce sujet au Conseil d'administration;
 - d) Il soumet à l'approbation du Conseil d'administration les conditions qui régiront l'admission des personnes aux études sanctionnées par un grade, diplôme, certificat ou par tout autre titre décerné par l'Institut et celles qui régiront l'obtention de tout grade, diplôme, certificat ou tout autre titre décerné par l'Institut;
 - e) Il soumet à l'approbation du Conseil d'administration le niveau de connaissances requis dans chaque examen sanctionné par un grade, diplôme, certificat ou tout autre titre décerné par l'Institut;
 - f) Il soumet à l'approbation du Conseil d'administration les règles de discipline s'appliquant aux personnes inscrites aux cours de l'Institut;
 - g) Il formule des propositions relatives au fonctionnement général de l'Institut et débat de toutes questions ayant trait à l'Institut et fait rapport au Conseil d'administration sur ces questions.
7. Le Comité peut déléguer à une université nationale ou à un établissement analogue avec lequel l'Institut a établi des conventions conformément à l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 1 des présents Statuts, ou au Directeur de l'Institut, l'une quelconque de ses fonctions telles qu'elles sont définies aux alinéas d), e) et f) du paragraphe 6 du présent article.
8. Le Comité se réunit au moins une fois tous les deux ans sur convocation du Président ou du Conseil d'administration.

9. Sous réserve des dispositions du présent article, le Comité fixe son propre règlement intérieur, y compris son quorum, la convocation de ses sessions ordinaires ou extraordinaires et la conduite des débats pendant lesdites sessions ou à d'autres moments.

ARTICLE IX

Assistance du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique

Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique prête son concours à l'Institut de manière à faciliter le plus possible les travaux de ce dernier. En particulier, la Commission économique pour l'Afrique met à la disposition de l'Institut, à la demande de celui-ci, du personnel qualifié chargé de donner des conférences, d'aider à superviser les travaux de recherche et de participer aux séminaires de l'Institut.

ARTICLE X

Coopération avec des organisations diverses

L'Institut établit avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, avec d'autres organisations, des gouvernements, des universités ou établissements analogues et avec des organismes de recherche dans les pays mentionnés dans l'appendice aux présents Statuts, les conventions qui se révèlent nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs de l'Institut.

ARTICLE XI

Ressources financières et règles fixant la gestion financière de l'Institut

1. L'Institut tire ses ressources financières des contributions versées par les gouvernements des pays figurant dans l'appendice aux présents Statuts selon des règles fixées à l'occasion par la Conférence et par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

2. L'Institut peut obtenir des ressources supplémentaires en liquide ou en nature de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. L'acceptation par l'Institut d'offres d'aide supplémentaire est subordonnée, dans tous les cas, à la décision du Président du Conseil d'administration, prise en consultation avec le Directeur de l'Institut et en accord avec les objectifs fondamentaux de l'Institut et les dispositions pertinentes des règles qui fixent la gestion financière de l'Institut. Le Président du Conseil d'administration fait rapport sur ce point au Conseil d'administration lors de la session suivante.

ARTICLE XII

Amendements

La Conférence peut amender les présents Statuts sur recommandation de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains.

Appendice

Algérie, Bénin, Burundi, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo, Tunisie et Zaïre.

427(XVI). Incidences des résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale des Nations Unies ayant trait à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies pour les commissions régionales⁹⁴

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 32/197 du 20 décembre 1977 et 33/202 du 29 janvier 1979 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies visant à le rendre plus rapidement apte à traiter efficacement et dans une optique globale les problèmes de coopération économique internationale et de développement,

Rappelant la résolution 330(XIV) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique en date du 27 mars 1979 sur la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique,

Appréciant toutes les mesures qui ont été prises jusqu'à présent en vue d'appliquer les dispositions des résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale, notamment celles qui ont trait à la section IV de l'annexe à la résolution 32/197, intitulée "structures en vue d'une co-opération régionale et interrégionale",

Rappelant les résolutions 332(XIV) du 27 mars 1979 et 398(XV) du 2 avril 1980 de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique portant respectivement sur la Stratégie africaine du développement dans le cadre de la troisième Décennie du développement et sur le Plan d'action en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, résolutions qui ont toutes deux abouti à l'adoption par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine du Plan d'action de Lagos⁹⁵ en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique,

Rappelant également la résolution de l'Organisation de l'unité africaine sur la participation de l'Afrique aux négociations internationales,

Rappelant la résolution 35/56 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980 qui proclamait la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et approuvait la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement ayant pour but de permettre d'atteindre les objectifs fixés dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et dont le Plan d'action de Lagos constitue une partie intégrante,

Rappelant également la résolution 35/64 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980 concernant les mesures spéciales à prendre pour le développement économique et social de l'Afrique dans les années 80 et adoptée après examen du Plan d'action de Lagos,

Consciente que la Commission économique pour l'Afrique, en jouant un rôle important dans l'élaboration de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'action de Lagos, a fidèlement rempli son rôle de principal centre de développement économique et social général pour la région africaine, au sein du système des Nations Unies,

Prenant note de la décision 35/440 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1980, dans laquelle l'Assemblée a décidé, entre autres choses, d'inviter les commissions régionales à examiner plus avant, lors de leurs sessions plénières de 1981, les incidences sur leur rôle et leurs fonctions des résolutions

⁹⁴ Voir chapitre III, paragraphes 70 et 71 du rapport de la Conférence des ministres.

⁹⁵ Voir A/S-11/14, annexe I.

32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale, à la lumière notamment des observations et recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général ⁹⁶ intitulé "Développement et coopération économique internationale : incidences des résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale pour les commissions régionales", en particulier aux paragraphes 76 à 79, et à faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session pour qu'elle prenne les décisions voulues, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, lorsqu'elle examinera le rapport établi par le Secrétaire général en application de la résolution 34/206 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1979,

Prenant note du document mentionné du Secrétaire général et de la note du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique à ce sujet ⁹⁷ et ayant examiné avec soin ces documents,

Tenant compte de l'ampleur et de la nature du problème que poseront les changements socio-économiques aux Etats membres individuellement et collectivement dans les années 80,

Fortement convaincu du rôle de la coopération économique dans le processus de réalisation de changements structuraux et dans le développement autonome et entretenu,

Conscient que les ressources limitées du système des Nations Unies doivent être utilisées là où elles auront le maximum d'effet au sein de la région et convaincu que la Commission économique pour l'Afrique est un facteur d'intégration et joue un rôle de catalyseur dans la promotion d'un développement autonome et auto-entretenu,

Appréciant l'appui fourni par l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement en vue de renforcer le rôle de la Commission économique pour l'Afrique en tant qu'agent d'exécution,

1. Fait sienne l'analyse contenue dans le rapport du Secrétaire général qui reflète dans l'ensemble le rôle des commissions régionales dans le cadre du système des Nations Unies;

2. Prie l'Assemblée générale de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique les ressources qui lui permettront de remplir pleinement son rôle sous la responsabilité de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, en tant que principal centre de développement économique et social général pour la région africaine, au sein du système des Nations Unies;

3. Prie le Secrétaire général d'intensifier ses efforts en vue de décentraliser les activités pertinentes et de réaffecter la main-d'oeuvre et les ressources financières prévues pour ces activités au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique afin de renforcer la capacité de ce dernier à répondre efficacement aux demandes croissantes des Etats membres africains, notamment dans le cadre de la Stratégie internationale de développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;

4. Invite le Secrétaire général à faire participer les commissions régionales à tous les préparatifs des réunions des Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale en prenant les dispositions voulues, en particulier, pour que les secrétaires exécutifs fassent un exposé à la Deuxième Commission sur la situation économique et sociale de leurs régions respectives ainsi que sur les programmes de travail et les priorités de leur commission;

⁹⁶ A/35/546.

⁹⁷ E/CN.14/811.

5. Invite également le Secrétaire général à assurer la participation des secrétaires exécutifs des commissions régionales aux travaux du Comité administratif de coordination, en les nommant membres à part entière de ce Comité;

6. Invite en outre le Secrétaire général à assurer la participation des secrétaires exécutifs à d'autres mécanismes qui pourraient permettre aux commissions régionales d'exercer comme il convient leurs responsabilités en matière de coordination au niveau régional, conformément aux dispositions des résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale;

7. Tout en félicitant le Programme des Nations Unies pour le développement de la contribution financière qu'il apporte au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique pour la mise en oeuvre des projets de développement, demande à l'Administrateur du Programme et au Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population d'intensifier leurs efforts en vue de fournir davantage de ressources à la Commission économique pour l'Afrique afin qu'elle soit mieux en mesure de jouer son rôle d'agent d'exécution des projets du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population en Afrique;

8. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'intensifier ses efforts en vue de renforcer les relations existant entre la Commission et le Siège de l'ONU, d'une part, et entre la Commission et les autres organes de l'ONU, les institutions spécialisées et les organismes du système des Nations Unies, d'autre part, de façon à atteindre l'objectif visant à établir une direction et une coordination efficaces au sein du système des Nations Unies, en Afrique;

9. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de renforcer les relations entre la Commission et les autres commissions régionales en vue non seulement de renforcer la coopération interrégionale au niveau du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies mais également de permettre aux commissions régionales de jouer un rôle plus important dans la coopération technique et économique sud-sud;

10. Lance un appel au Secrétaire général, aux chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies ainsi qu'aux autres commissions régionales pour qu'ils soutiennent comme il convient les initiatives du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de sorte que les ressources dont dispose le système soient coordonnées comme il convient, afin de répondre efficacement aux besoins de développement et de croissance économique de la région africaine.

428(XVI). Programmes de travail et ordres de priorité de la Commission économique pour l'Afrique 1982-1983 ⁹⁸

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le programme de travail et l'ordre de priorité révisés pour 1980-1981 ⁹⁹ et le programme de travail et l'ordre de priorité proposés pour 1982-1983 ¹⁰⁰ ayant été approuvés par la conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique,

⁹⁸ Voir chapitre III, paragraphes 70 et 71 du rapport de la Conférence des ministres.

⁹⁹ E/CN.14/707/Rev.2.

¹⁰⁰ E/CN.14/790.

Ayant présent à l'esprit que le plan à moyen terme de la Commission pour 1980-1983 ¹⁰¹ a été examiné et approuvé par le Comité exécutif à sa dix-huitième session et que les programmes de travail et ordres de priorité pour 1980-1981 et 1982-1983 ont été établis d'après ce plan,

Considérant les explications données par le secrétariat, à savoir :

a) que ces programmes correspondent à une évaluation plus réaliste des perspectives d'obtention de fonds, compte tenu des décisions de l'Assemblée générale visant à restreindre l'accroissement du budget-programme,

b) que ces programmes contiennent un petit nombre de projets prioritaires conformes à la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement ¹⁰² et au Plan d'action de Lagos ¹⁰³, qui ont été examinés par de nombreux organes subsidiaires de la Commission et après que les projets considérés comme non prioritaires et inutiles eurent été écartés,

Prenant également note du fait que les programmes sont fondés sur une évaluation des ressources disponibles ou susceptibles de l'être qui est incorporée dans un budget-programme soumis à l'examen de l'Assemblée générale,

1. Note que, de même que le budget de programme de l'Organisation des Nations Unies est établi après que le programme de travail a été élaboré, ces programmes de travail et ordres de priorité ne comporte pas d'objectifs quantitatifs ni d'estimation des crédits nécessaires;

2. Recommande que les deux documents ayant traité aux programmes soient mis à jour en fonction des décisions prises lors des dernières réunions des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission;

3. Approuve le programme de travail et ordre de priorité pour 1982-1983;

4. Prie le Secrétaire général de faire tout ce qui est en son pouvoir pour fournir à la Commission des ressources qui lui permettent d'exécuter entièrement ses programmes de travail, compte tenu des graves problèmes sociaux et économiques qui se posent à l'Afrique.

217ème séance.
10 avril 1981.

¹⁰¹ E/CN.14/TECO/40.

¹⁰² Résolution 35/56 de l'Assemblée générale.

¹⁰³ Voir A/S-11/14, annexe I.

**RESOLUTIONS ADOPTEES A LA DIX-SEPTIEME SESSION DE LA COMMISSION
PAR LA HUITIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

429 (XVII). Nouveaux statuts du "Regional Institute for Population Studies" d'Accra et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé ¹

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 367(XIV) en date du 27 mars 1979, dans laquelle elle demandait au Secrétaire exécutif de la Commission de prendre des mesures en vue d'une régionalisation complète du Regional Institute for Population Studies d'Accra et de l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé,

Rappelant également sa résolution 393(XV) en date du 12 avril 1980, dans laquelle elle approuvait les nouveaux statuts et recommandait que ces statuts soient soumis par le canal du Conseil économique et social à l'approbation de l'Assemblée générale,

Rappelant en outre sa résolution 426(XVI) du 10 avril 1981 sur la régionalisation complète des instituts régionaux africains de formation démographique, résolution soumettant les nouveaux statuts à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social,

Prenant note avec satisfaction des mesures prises par le Secrétaire exécutif de la Commission et par les gouvernements des pays hôtes des deux instituts en vue de la régionalisation de ces derniers, notamment des missions d'information organisées dans les pays desservis par chacun des deux instituts sur la régionalisation et les activités desdits instituts,

Notant la décision 36/450 prise par l'Assemblée générale à sa trente-sixième session, dans laquelle elle demandait la Conférence des ministres de la Commission de réviser les projets de statuts pour les rendre compatibles avec les règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies,

Ayant révisé les nouveaux statuts à la lumière du nouveau statut d'organes subsidiaires de la Commission accordé aux instituts,

Recommande que les statuts révisés ² soient soumis par le canal du Conseil économique et social à l'Assemblée générale pour approbation lors de sa trente-septième session.

222ème séance,
30 avril 1982.

¹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

² E/ECA/CM.8/22/Corr.2.

La Conférence des ministres,

Prenant note du rapport de la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains ⁴ et se rendant compte de l'importance que présente la mise en place de dispositifs nationaux d'enquête sur les ménages, afin de produire en permanence des données permettant de planifier le développement socio-économique et d'évaluer les incidences de ces activités sur le niveau de vie de la population,

Rappelant la résolution ECO(XVIII)/Res.9 du 4 mai 1978 dans laquelle le Comité exécutif approuvait notamment l'élément régional du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages et priait instamment le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, la Banque africaine pour le développement et d'autres organisations donatrices multilatérales et bilatérales de mobiliser les ressources nécessaires pour appuyer la formation en matière de statistique et les enquêtes sur les ménages dans la région africaine,

Rappelant également la résolution 2055(LXII) du 5 mai 1977, dans laquelle le Conseil économique et social appelait l'attention des pays en développement sur la possibilité d'utiliser des ressources supplémentaires disponibles dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement pour appuyer la mise en place ou l'amélioration des dispositifs nationaux d'enquête sur les ménages, considérés comme un élément important de l'infrastructure du développement, et priait le Secrétaire général et le Programme des Nations Unies pour le développement, en coopération avec la Banque mondiale et en consultation avec d'autres organisations donatrices multilatérales et bilatérales, d'examiner les modalités nécessaires pour entreprendre cette activité de développement,

Rappelant en outre la résolution 1979/5 du 9 mai 1979, dans laquelle le Conseil économique et social demandait instamment aux pays en développement de tirer parti au maximum du Programme et de dresser des plans à long terme pour collecter, par voie d'enquête, des données dans des domaines divers, dans le contexte de leurs plans de développement national et statistique,

Consciente du fait que les renseignements d'ordre statistique requis pour formuler, exécuter et suivre les plans socio-économiques, en général, et le Plan d'action de Lagos ⁵ en particulier, résulteront surtout des données recueillies dans le cadre des programmes nationaux d'enquête sur les ménages,

Consciente de l'assistance substantielle que les pays africains ont reçue du personnel de l'élément régional du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages situé au siège de la Commission dans les domaines de l'élaboration des projets, de l'appui technique et de l'application des normes,

1. Réaffirme l'importance qu'elle attache au Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages qui vise à créer des infrastructures nationales pour les enquêtes sur les ménages afin de permettre aux pays africains de rassembler, de traiter et d'analyser, sur une base permanente, des données intégrées d'ordre démographique, social et économique sur les ménages et les membres des ménages;

³ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴ E/ECA/CM.8/22.

⁵ A/S-11/14, annexe I.

2. Attire l'attention des Etats membres de la Commission sur la nécessité d'accorder une priorité à l'information statistique et d'allouer les crédits nécessaires à leurs programmes nationaux d'enquête sur les ménages;

3. Prie instamment les représentants africains au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de souligner, à la prochaine session du Conseil, l'importance que les pays africains attachent aux programmes nationaux concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages et la nécessité, pour le Programme des Nations Unies pour le développement, en coopération avec la Banque mondiale et en consultation avec des institutions multilatérales et bilatérales, de mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution des projets entrepris dans les différents pays au titre de ce programme;

4. Prie le Secrétaire exécutif de chercher à obtenir du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres institutions donatrices multilatérales et bilatérales les ressources nécessaires pour poursuivre l'exécution des activités régionales du programme après 1982.

222ème séance,
30 avril 1982.

431 (XVII). Collecte et analyse des données démographiques ⁶

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2211(XXI) du 17 décembre 1966, dans laquelle l'Assemblée générale invitait l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées de prêter leur concours, lorsqu'il était sollicité, afin de développer et de renforcer davantage les moyens nationaux et régionaux de formation, de recherche, d'information et de consultation dans le domaine démographique,

Rappelant également les résolutions 1279(XLIII) du 4 août 1972, 1972(LII) du 2 juin 1972 et 1763(LIV) du 18 mai 1973 du Conseil économique et social,

Rappelant en outre les paragraphes 72 et 77 du Plan d'action mondial sur la population et le Plan d'action de Lagos visant à accélérer le développement de l'Afrique et notant la nécessité de disposer de données socio-économiques et démographiques fiables pour sa mise en oeuvre,

Notant qu'en 1977 le Comité administratif de coordination de l'Organisation des Nations Unies avait défini huit grands groupes dans sa classification type des activités en matière de population, dont deux portaient sur la collecte des données de base et la dynamique de la population,

Rappelant ses résolutions 366(XIV) du 27 mars 1979 et 400(XV) du 12 avril 1980 sur les programmes prioritaires de la Commission en matière de population,

Prenant note du rapport de la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains ⁷ et, en particulier, de la réduction de l'assistance fournie par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et d'autres organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux aux Etats membres de la Commission ainsi qu'à la Commission elle-même pour la collecte, le traitement, l'évaluation, l'analyse et la diffusion de données démographiques,

⁶ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁷ E/ECA/CM.8/22.

1. Note avec une profonde préoccupation la récente décision unilatérale du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de réduire de façon considérable sa contribution aux programmes nationaux et régionaux en matière de population en Afrique;

2. Appelle l'attention du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sur la priorité que les pays africains accordent à la collecte et à l'analyse des données démographiques dans leurs programmes généraux en matière de population;

3. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de prendre les mesures nécessaires en vue de faire face à la réduction actuelle des ressources allouées au programme régional en matière de population;

4. Fait appel à l'Assemblée générale pour qu'elle alloue les postes permanents nécessaires à la Commission économique pour l'Afrique de façon à lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités de plus en plus lourdes en matière de population;

5. Demande instamment aux représentants africains au Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de porter à l'attention du Conseil la préoccupation des pays africains devant la diminution des fonds alloués pour la collecte et l'analyse des données démographiques;

6. Fait appel aux Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour qu'ils apportent un appui généreux au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de façon à permettre au Fonds d'accroître son assistance aux pays de la région africaine dans les domaines de la collecte et de l'analyse des données de base et de la recherche sur la dynamique de la population;

7. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission, en collaboration avec le Fonds et en consultation avec d'autres organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux, d'étudier dans les meilleurs délais les moyens permettant de maintenir et de poursuivre les progrès réalisés dernièrement dans le domaine des connaissances démographiques.

222ème séance,
30 avril 1982.

432 (XVII). Financement de l'Institut de formation et de recherche démographiques⁸

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 426(XVI) du 10 avril 1981 sur la pleine régionalisation des instituts régionaux africains de formation démographique,

Prenant note du rapport du secrétariat sur les travaux de la réunion de plénipotentiaires qui s'est tenue à Yaoundé en juillet 1981⁹,

Consciente de la nécessité de mettre d'urgence à la disposition de l'Institut de formation et de recherche démographiques les fonds dont il a besoin pour continuer à fonctionner au-delà du 30 juin 1982,

⁸ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁹ Voir document E/ECA/CM.8/11.

Prie instamment les gouvernements des Etats membres desservis par l'Institut de formation et de recherche démographiques de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de libérer aussitôt que possible leur avance de 10 000 dollars des Etats-Unis, à valoir sur leurs contributions de l'année 1982, conformément à la demande que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a adressée à chaque Etat membre en octobre 1981.

222ème séance,
30 avril 1982.

433 (XVII). L'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) ¹⁰

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 285(XII) du 28 février 1975, 350(XIV) du 27 mars 1979 et 399(XV) du 12 avril 1980, sur l'Institut africain de développement économique et de planification,

Notant

a) Les réalisations de l'Institut dans sa troisième phase d'opérations et sa volonté de mettre au point une solution appropriée aux problèmes et aux exigences de la planification et de l'élaboration de politiques de développement en Afrique par l'intermédiaire de ses services de formation et de recherche, comme indiqué dans le plan quinquennal de l'Institut (1982-1986),

b) Le fait que le développement des activités de l'Institut et l'effet de l'inflation nécessitent des ressources financières supplémentaires, alors que le montant des contributions demandées aux gouvernements africains est resté au même niveau depuis 1975,

c) Le fait que les pays africains devenus indépendants depuis 1975 devraient s'ajouter à la liste des contributeurs au financement de l'Institut,

d) Le fait qu'à la réunion des représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement de la région africaine tenue à Mbabane (Swaziland) en janvier 1980, il a été recommandé que, pour faciliter la formation à l'Institut, les gouvernements collaborent avec les représentants résidents pour intégrer les bourses destinées à des études à l'Institut dans les programmes nationaux financés au titre des chiffres indicatifs de planification nationaux,

Considérant qu'à sa vingt-et-unième réunion, tenue du 21 au 23 mars 1980 à Addis-Abeba, le Conseil d'administration de l'Institut, prenant note de la recommandation de la réunion susmentionnée des représentants résidents de la région africaine, a demandé à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains de préparer une résolution à soumettre à la Conférence des ministres, priant instamment les Etats membres de la Commission d'intégrer dans les chiffres indicatifs de planification nationaux le financement de bourses pour permettre à leurs ressortissants d'étudier à l'Institut,

Convaincue que l'Institut devrait jouer un rôle beaucoup plus important dans la planification du développement de l'Afrique dans les années à venir et, en particulier, dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos ¹¹,

¹⁰ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

¹¹ A/S-11/14, annexe I.

Consciente du fait qu'il est nécessaire que le Programme des Nations Unies pour le développement et les gouvernements africains continuent à contribuer au financement de l'Institut au cours des cinq années à venir,

1. Propose d'appliquer les formules d'indexation qui ont été acceptées par les Etats membres de la Commission au PNB de 1980 de tous les pays africains indépendants;

2. Prie les gouvernements africains concernés de verser les sommes dues à l'Institut au titre de leurs contributions passées;

3. Invite les pays africains qui sont en mesure de le faire à verser des contributions volontaires à l'Institut chaque fois que possible;

4. Prie instamment le Programme des Nations Unies pour le développement de poursuivre son appui financier à l'Institut au moins au niveau minimum actuel de 1,3 million de dollars des Etats-Unis par an;

5. Demande au Directeur de l'Institut d'intensifier ses efforts destinés à obtenir, de sources extérieures, des fonds sous forme de contributions volontaires ou d'assistance technique;

6. Prie les Etats membres :

a) De mettre à la disposition de l'IDEP des bourses de formation financées sur les chiffres indicatifs de planification nationaux ou par d'autres sources;

b) D'utiliser entièrement les services de formation de l'Institut en exigeant, chaque fois que c'est possible, que le personnel nécessaire aux projets d'investissement soit formé à l'IDEP;

c) De recourir, chaque fois que c'est possible, aux services consultatifs fournis par l'Institut pour remplacer ceux fournis par des consultants étrangers;

7. Prie instamment le Directeur de l'Institut d'établir un plan à moyen terme indiquant l'état de la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement des bourses de formation à l'Institut et de le présenter dès que possible au Conseil d'administration de l'Institut.

222ème séance,
30 avril 1982.

434 (XVII). Institut africain d'études sur le futur ¹²

La Conférence des ministres,

Consciente du fait que les Etats africains ne disposent pratiquement pas de moyens institutionnels efficaces d'étude, d'analyse et d'évaluation des questions revêtant une importance vitale, condition sine qua non à la formulation de politiques notamment dans les domaines de la politique économique nationale et des relations économiques internationales, et de la nécessité pour l'Afrique de se doter de tels moyens,

¹² Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

Rappelant les conclusions et recommandations formulées par le Comité exécutif de la Commission ¹³ lors de sa quinzième réunion tenue à Alger en octobre 1976, selon lesquelles la proposition de création d'un centre régional d'analyse et d'études des politiques et stratégiques du secteur public revêtait une importance vitale et il fallait lui donner suite,

Rappelant en outre qu'à sa quatrième réunion, tenue à Kinshasa ¹⁴, la Conférence des ministres a fait sienne la proposition tendant à ce que la Commission entreprenne, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, des études techniques sur lesquelles on pourrait se fonder pour prendre une décision au sujet de la création de l'Institut,

Prenant acte de la recommandation du colloque de Monrovia sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000 ¹⁵, organisé conjointement par l'Organisation de l'unité africaine et la Commission avec la coopération du Programme des Nations Unies pour le développement, visant à ce que l'Afrique mette en place ses propres moyens institutionnels, y compris la création d'une association panafricaine d'études sur le futur, en vue de définir un modèle de développement autonome et auto-entretenu pour la région,

Appréciant l'initiative prise par la Commission, l'Organisation de l'unité africaine et le Programme des Nations Unies pour le développement et leurs efforts concertés dans la réalisation d'études de faisabilité sur la création d'un institut régional d'études sur le futur et dans l'organisation, en janvier 1982, de la réunion d'un groupe d'experts tenue à Addis-Abeba, en vue d'étudier les principales caractéristiques de l'Institut et de suggérer des principes directeurs pour sa conception, sa mise en place et son fonctionnement,

Convaincue de la nécessité de créer d'urgence l'Institut envisagé,

Convaincue en outre que l'efficacité de l'Institut régional envisagé dépend dans une grande mesure de l'établissement, par les différents Etats membres, d'institutions et/ou de programmes nationaux complémentaires destinés à faciliter leur participation aux autres instituts d'études sur le futur qui collaboreront avec l'Institut africain d'études sur le futur,

Exprimant sa profonde gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement pour le soutien financier qu'il a apporté aux travaux préparatoires initiaux effectués en vue de la création de l'Institut,

1. Fait siennes les conclusions et recommandations de la réunion du Groupe d'experts susmentionnée relative à la création d'un institut africain d'études sur le futur ¹⁶, notamment les objectifs et les attributions assignés à l'Institut;

2. Décide qu'un institut africain autonome d'études sur le futur soit rapidement créé ainsi qu'un fonds de dotation qui garantisse l'efficacité et l'indépendance de l'Institut;

3. Lance un appel, dans l'esprit du Plan d'action de Lagos ¹⁷, à tous les pays africains, aux organismes régionaux et nationaux de développement et de financement ainsi qu'aux entreprises privées et

¹³ E/CN.14/655 - E/CN.14/ECO/110.

¹⁴ E/5941 - E/CN.14/683.

¹⁵ E/CN.14/698/Add.2.

¹⁶ E/ECA/TPCW.3/2.

¹⁷ A/S-11/14, annexe I.

aux particuliers d'Afrique pour qu'ils fassent des contributions volontaires et généreuses au Fonds de dotation de l'Institut;

4. Lance en outre un appel au Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il contribue largement au Fonds de dotation;

5. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission de :

a) continuer à collaborer avec l'Organisation de l'unité africaine, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres institutions régionales africaines concernées afin de prendre les mesures nécessaires pour la création et le fonctionnement de l'Institut, dans les meilleurs délais;

b) Soumettre à l'étude de la neuvième réunion de la Conférence des ministres et dix-huitième session de la Commission un rapport intérimaire pour l'établissement de l'Institut.

6. Invite tous les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à créer dès que possible des instituts ou programmes nationaux d'études sur le futur afin de participer activement aux autres instituts qui seront associés aux travaux de l'Institut africain d'études sur le futur.

222ème séance,
30 avril 1982.

435 (XVII). Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique¹⁸

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 291(XIII) du 26 février 1977, la résolution 2097(LXIII) du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1977 et la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977, proclamant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant en outre sa résolution 391(XV) du 12 avril 1980 dans laquelle elle :

a) Réitérait son appel aux Etats membres afin qu'ils accordent le rang de priorité le plus élevé aux projets relatifs aux transports et aux communications adoptés dans le cadre du programme de la première phase de la Décennie,

b) Prait les Etats africains de prendre l'initiative de présenter aux diverses sources de financement des demandes de financement des projets retenus pour la première phase,

c) Prait également le Secrétaire exécutif d'organiser, avec des groupes de pays donateurs et les institutions de financement, des réunions techniques consultatives dans le dessein de trouver les ressources financières supplémentaires nécessaires,

Prenant note avec satisfaction de la résolution CM/Res.889(XXXVII) adoptée à Nairobi (Kenya) en juin 1981 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et des résolutions 1980/46 et 1981/67 du Conseil économique et social respectivement, en date du 23 juillet 1980 et du 24 juillet 1981, sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

¹⁸ Voir plus haut, chapitre III, Section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

Rappelant les résolutions 35/108 et 36/177 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980 et du 19 décembre 1981, sur l'organisation des réunions techniques consultatives afin de trouver des ressources financières additionnelles pour assurer l'exécution du programme de la Décennie,

Se référant à sa résolution 422(XVI) du 10 avril 1981 dans laquelle la Conférence prescrivait en substance à la Commission :

- a) D'organiser quatre réunions techniques consultatives;
- b) De continuer à assurer le suivi de l'avancement du programme de la première phase de la Décennie;
- c) D'actualiser ledit programme;
- d) D'entreprendre l'élaboration du programme d'action de la seconde phase, 1984-1988.

Notant qu'aucune de ces réunions techniques consultatives ne concerne les pays de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Est ni les pays insulaires de l'océan Indien,

1. **Prend acte avec satisfaction** des progrès accomplis à ce jour en ce qui concerne la mise en oeuvre de la première phase du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1980-1983) et, en particulier, de la tenue de trois des quatre réunions techniques consultatives :

- a) A Lomé, du 8 au 11 juin 1981, pour les Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, sur les routes, les transports aériens, les télécommunications, la radiodiffusion et les services postaux;
- b) A Ouagadougou, du 20 au 23 janvier 1982, sur les projets relatifs aux chemins de fer pour l'ensemble du continent;
- c) A Yaoundé, du 15 au 17 mars 1982, sur les routes et la navigation intérieure pour les dix pays de l'Afrique du Centre; ainsi que de leur évaluation chiffrée ¹⁹;

2. **Exprime sa satisfaction** :

- a) A l'Assemblée générale pour les ressources financières qu'elle a mises à la disposition de la Commission pour l'organisation des réunions techniques consultatives avec les donateurs;
- b) Aux pays donateurs et aux institutions de financement qui ont participé à ces trois réunions et dont la participation a contribué à leur succès;
- c) A l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement d'avoir fourni à la Commission les ressources financières nécessaires dans le cadre du troisième cycle de programmation du PNUD pour le financement de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

3. **Fait appel une fois de plus** aux pays donateurs et aux institutions de financement pour qu'ils participent pleinement et de façon constructive à la quatrième réunion à Abidjan du 3 au 5 mai 1982;

¹⁹ Voir document E/ECA/CM.8/7/Partie B.

4. **Prie** le Secrétaire exécutif de soumettre un rapport sur les résultats de la quatrième réunion technique consultative à la session d'été du Conseil économique et social en juillet 1982;

5. **Recommande** l'organisation d'une cinquième réunion technique consultative au cours du second semestre de 1983 sur les routes, les transports maritimes et les ports à l'intention des pays de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Est et des îles de l'océan Indien.

6. **Invite également** le Secrétaire général à fournir à la Commission des ressources suffisantes pour lui permettre d'organiser la cinquième réunion technique consultative;

7. **Demande** au Secrétaire exécutif d'assurer le suivi des conclusions des quatre premières réunions techniques consultatives en assistant plus étroitement les pays dans leurs contacts avec les bailleurs de fonds et dans la formulation et la présentation de leurs requêtes pour le financement de projets susceptibles d'avoir des incidences sous-régionales et régionales;

8. **Réitère** sa demande au Secrétaire exécutif afin qu'il continue d'intensifier ses efforts en vue d'aider les Etats membres dans la mise en oeuvre intégrale du programme de la première phase.

222ème séance,
30 avril 1982

436 (XVII). Télécommunications adaptées au développement de l'Afrique²⁰

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport intérimaire du secrétariat²¹ sur les efforts déployés par l'Afrique dans le cadre du Programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique afin de créer des réseaux de télécommunications appropriés, notamment l'utilisation de la technologie des communications par satellite, pour le développement de l'Afrique,

Rappelant ses résolutions 278(XII) et 281(XII) du 28 février 1975 et 310(XIII) du 1er mars 1977 concernant l'étude et la création éventuelle d'un réseau régional africain de télécommunications par satellite pour les services de téléphone et de télex et autres services à portées communes, ainsi que pour la radio et la télévision,

Rappelant également la résolution ECA/UNTACDA/Res.81/17 de la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification²² sur la nécessité d'harmoniser et d'intégrer en une étude unique de projets toutes les études actuelles ayant trait au projet SAP-01 de la Décennie relatif à l'étude de faisabilité sur le réseau régional africain de satellites,

Rappelant en outre la résolution ECA/UNTACDA/Res.81/21 de la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification²³ dans laquelle il est instamment demandé de développer les télécommunications rurales, et sa propre résolution 321(XIII) du 1er mars 1977 concernant le développement rural intégré qui, entre autres, invite les organisations et organismes du système des Nations

²⁰ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

²¹ E/ECA/CM.8/7, Partie C.

²² E/CN.14/812 - E/CN.14/TRANS/169.

²³ Ibid.

Unies à aider les pays membres dans la planification et l'exécution des programmes de développement rural intégré destinés à accroître l'emploi rémunéré et les revenus de la population rurale ainsi qu'à en améliorer les conditions de vie et la qualité de la vie, et que l'étude relative au projet no. TEP/05 de la Décennie relatif aux télécommunications rurales, a été effectuée compte tenu de ces objectifs,

Prenant note des recommandations découlant de la réunion intergouvernementale d'experts ²⁴ tenue à Addis-Abeba du 22 au 26 mars 1982 pour examiner le rapport sur l'étude de pré faisabilité sur les techniques modernes de télécommunications adaptées au développement rural intégré en Afrique,

Considérant l'engagement pris par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et par l'Assemblée générale des Nations Unies d'exécuter le programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique qui fait actuellement partie intégrante du Plan d'action de Lagos ²⁵,

1. Approuve les recommandations ci-après de la réunion intergouvernementale d'experts :

a) Sur l'harmonisation et l'intégration de toutes les études préliminaires et de pré faisabilité en cours telles que celles relatives aux techniques modernes de télécommunications adaptées au développement rural intégré en Afrique, au satellite régional africain de télécommunications (AFROSAT) et au réseau régional de télécommunications par satellite en Afrique en un projet régional unique sur les télécommunications adaptées au développement de l'Afrique;

b) Sur la création d'un Comité de coordination interinstitutions chargé de coordonner l'exécution d'une étude de pré faisabilité détaillée sur les télécommunications adaptées au développement de l'Afrique, composé de l'Organisation de l'unité africaine, de la Commission économique pour l'Afrique, de la Banque africaine de développement de l'Union panafricaine des télécommunications, de l'Union africaine des postes et télécommunications, de l'Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique, de l'Union internationale des télécommunications et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) lesquelles auront les attributions indiquées dans le paragraphe 7 du document AMTT/IRD, no. 20/E de la réunion susmentionnée;

c) Sur la nécessité, pour les gouvernements africains, d'examiner la proposition de projet d'étude de faisabilité dont le texte sera distribué par le Comité de coordination interinstitutions et de manifester dès que possible leur intérêt à participer en indiquant les mesures prioritaires à prendre en vue de l'exécution rapide du projet dans le cadre du Programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

d) Sur la nécessité d'inviter les donateurs bilatéraux et les institutions multilatérales de financement à prêter leur concours de manière harmonisée et complémentaire afin d'éviter les doubles emplois dans les efforts et le gaspillage des ressources;

2. Invite le Secrétaire exécutif à :

a) Accorder toute l'aide possible, dans le cadre du Programme de la Décennie, au Comité de coordination interinstitutions dans ses travaux afin que l'étude soit achevée au cours de la période prévue pour la première phase du Programme;

b) Présenter un rapport intérimaire sur l'exécution de ce projet à la neuvième réunion de la Conférence des ministres de la Commission.

²⁴ Voir E/ECA/CM.8/7, Partie C.

²⁵ A/S-11/14, annexe I.

3. Invite en outre le Secrétaire exécutif, agissant en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, à soumettre la présente résolution à la prochaine réunion de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui doit se tenir en août 1982 à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste).

222ème séance,
30 avril 1982.

437 (XVII). Convention internationale sur le transport multimodal des marchandises ²⁶

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport d'activité relatif à la mise en oeuvre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et à l'état d'avancement de la première phase du Programme d'action (1980-1983) ²⁷,

Rappelant la Convention des Nations Unies sur le transport multimodal des marchandises ²⁸ adoptée le 24 mai 1980 sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Ayant présents à l'esprit les efforts inlassables déployés par le groupe africain au cours des sept années de négociations sur la Convention des Nations Unies sur le transport multimodal des marchandises et, en particulier, la recommandation de ce groupe tendant à l'organisation de séminaires régionaux sur les opérations de transport multimodal en Afrique afin d'étudier les conséquences économiques, juridiques, commerciales et autres de la Convention, son applicabilité aux économies africaines ainsi que ses incidences sur celles-ci,

Prenant note avec satisfaction des efforts collectifs du Secrétaire exécutif de la Commission, du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de même que des mesures concrètes prises pour organiser des séminaires sur les opérations de transport multimodal en Afrique en 1982 et 1983,

1. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement de fournir les ressources financières nécessaires au titre de la portion non programmée du chiffre indicatif de planification régional dans le cadre de son troisième cycle de programme (1982-1986) en vue de la réalisation du projet conjoint de l'Organisation de l'unité africaine, de la Commission économique pour l'Afrique et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement relatif aux séminaires sur les opérations de transport multimodal en Afrique;

2. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de présenter un rapport sur l'application de la présente résolution à la prochaine réunion de la Conférence des ministres.

222ème séance,
30 avril 1982.

²⁶ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

²⁷ E/ECA/CM.8/7, Partie A.

²⁸ Voir TD/MT/CONF/16.

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 359(XIV) du 27 mars 1979 concernant la conception générale d'une banque panafricaine de données numériques et non numériques,

Rappelant également sa résolution 377(XV) du 12 avril 1980 relative à la nécessité de disposer d'un système viable de documentation et d'informatique pour élaborer une politique panafricaine de développement autonome et indépendante dont certains des objectifs premiers sont l'autonomie alimentaire, la mise en valeur des ressources naturelles et humaines, la promotion du commerce intra-africain, l'intensification du développement industriel, l'amélioration et la création de liaisons continentales viables dans le domaine des transports et des communications,

Rappelant par ailleurs sa résolution 413(XVI) du 4 mai 1981 relative à la création rapide des centres techniques et institutionnels nationaux et sous-régionaux participant au Système et invitant la communauté internationale à intensifier son assistance au projet,

Prenant note au fait que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa seizième session, tenue à Monrovia en juillet 1979, et à sa deuxième session extraordinaire, consacrée sur la nécessité de mettre en place un système fiable de documentation et d'informatique en vue d'une politique viable de développement intégré en Afrique,

Tenant compte des résolutions adoptées par la première réunion intergouvernementale des experts africains en matière d'information, de documentation et d'informatique tenue à Salisbury (Zimbabwe) du 19 au 23 octobre 1981,

Prenant en considération les objectifs à long terme du projet tels qu'ils sont exposés dans le rapport du Secrétaire exécutif présenté à la Conférence des ministres à sa septième réunion ³⁰,

Prenant également en considération le rapport du Secrétaire exécutif ³¹ sur les progrès réalisés dans l'exécution du programme du Système panafricain de documentation et d'informatique,

1. Félicite le Secrétaire exécutif pour le succès de l'exécution de la phase I du projet, notamment pour les progrès réalisés dans le cadre de la création des centres nationaux et sous-régionaux participant au Système;

2. Exprime sa satisfaction aux Etats membres qui ont déjà pris des mesures en vue de créer des centres nationaux et sous-régionaux d'information et de documentation et prie instamment les autres Etats membres de prendre rapidement des mesures dans ce sens;

3. Demande au Secrétaire exécutif de s'employer à mobiliser des fonds pour la création des centres nationaux et sous-régionaux, d'identifier de nouvelles sources d'assistance financière et de se mettre en rapport avec ces dernières;

²⁹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

³⁰ E/CN.14/789.

³¹ E/ECA/CM.8/6/Rev.1.

4. Demande également au Secrétaire exécutif de tenir dûment compte, dans la conception et la création des centres sous-régionaux, des arrangements existant entre les Etats membres pour assurer une coopération politique, économique et technique;

5. Invite le Secrétaire exécutif à élargir la Conférence des planificateurs, statisticiens et démographes africains pour qu'y soient représentés non seulement les producteurs et les utilisateurs de données statistiques, mais aussi ceux qui traitent, rassemblent et diffusent les informations et les données, c'est-à-dire les spécialistes africains des sciences de l'information, de la documentation et de l'informatique;

6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission, agissant en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de veiller à la réalisation rapide de l'étude de faisabilité sur les techniques modernes de télécommunication appropriées (y compris les communications par satellite) recommandée par la Réunion intergouvernementale d'experts tenue à Addis-Abeba en mars 1982 et approuvée par la Conférence des ministres dans sa résolution 436(XVII) du 30 avril 1982;

7. Prie le Groupe africain des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à Bruxelles de tout mettre en oeuvre pour la réalisation dudit projet;

8. Prie instamment le Secrétaire exécutif, agissant en collaboration avec le Comité de coordination interorganisations des communications par satellites d'explorer toutes les sources de financement possibles en vue de l'exécution du projet régional africain unique de communications par satellites;

9. Demande aux pays industrialisés d'aider le projet grâce à la fourniture de techniques efficaces, en particulier d'ensembles de programmes pour la gestion des bases de données textuelles, statistiques, factuelles et technologiques;

10. Demande également aux institutions spécialisées du système des Nations Unies, aux organisations internationales et à toutes les autres institutions de mettre à la disposition du Système panafricain de documentation et d'informatique tous les renseignements qui sont en leur possession et qui peuvent être utiles au développement social, économique et technique de l'Afrique;

11. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement, le Centre de recherches pour le développement international et la Banque africaine de développement de leurs contributions financières et les invite à continuer d'apporter leur assistance;

12. Recommande aux les Etats africains utilisent les compétences techniques et les services consultatifs qui sont à leur disposition au Centre de coordination du Système panafricain de documentation et d'informatique;

13. Décide que le Secrétaire exécutif présentera à la neuvième réunion de la Conférence des ministres un rapport intérimaire sur les progrès réalisés dans la mise en place du Système panafricain de documentation et d'informatique.

222ème séance,
30 avril 1982.

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la résolution 3281(XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant la résolution 36/180 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1981, relative à l'adoption de mesures spéciales pour le développement social et économique de l'Afrique dans les années 80,

Rappelant la résolution 35/56 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980, contenant la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Reconnaissant que les pays africains sont responsables au premier chef de leur développement et doivent mobiliser leurs ressources nationales pour leur développement socio-économique,

Préoccupée par l'aggravation de la crise économique mondiale et par ses effets dévastateurs sur l'économie des pays africains,

Estimant que les peuples africains ont le droit d'exercer leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles afin qu'ils puissent utiliser les revenus qu'ils tirent de leur exploitation aux fins de leur croissance économique,

1. Affirme le droit qu'ont les pays africains d'exercer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles et de les utiliser au profit de leurs populations;

2. Dénonce les pressions économiques et sociales exercées par les puissances impérialistes et leurs sociétés transnationales qui exploitent les ressources des pays africains au détriment des intérêts économiques et sociaux des populations du continent;

3. Prie instamment tous les pays africains de s'employer à intensifier leurs efforts, à susciter un esprit de coopération et à oeuvrer à la réalisation des buts et objectifs du développement intégré des pays africains, conformément à la Stratégie de Monrovia ³³, au Plan d'action de Lagos, et à l'Acte final de Lagos ³⁴.

222ème séance.
30 avril 1982.

³² Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

³³ Voir résolution AHG/ST.3 (XVI)/Rev.1 de l'Organisation de l'unité africaine.

³⁴ A/S-11/14, annexes I et II.

La Conférence des ministres,

Notant avec une profonde préoccupation la tendance croissante dans les pays industrialisés à adopter des procédures de prêt plus coercitives et plus restrictives et les taux d'intérêt élevés actuellement pratiqués, qui se sont traduits pour les pays africains par de graves problèmes de balance des paiements,

Consciente du fait qu'en dépit de la résolution 165(S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 11 mars 1978, dans laquelle les principaux pays créanciers étaient invités à annuler ou réduire les dettes des pays en développement les pays créanciers ne semblent pas disposés à le faire,

Consciente par ailleurs de la nécessité pour les pays africains d'harmoniser leurs positions sur le problème de la dette extérieure et de la réduction de son incidence sur leur économie,

Consciente également de ce que la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos ³⁶ risque d'être entravée par le service de plus en plus lourd de la dette si des mesures appropriées ne sont pas prises,

Demande au secrétariat de la Commission, en collaboration avec le secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine et la Banque africaine de développement d'organiser une réunion des ministres responsables des finances, du développement économique et de la planification en vue d'examiner d'une manière attentive les problèmes liés à la dette extérieure des pays africains.

222ème séance,
30 avril 1982.

La Conférence des ministres,

Consciente de l'importance primordiale accordée dans le Plan d'action de Lagos ³⁸ à la promotion du commerce intra-africain comme base de la stratégie africaine de développement socio-économique,

Rappelant la signature, le 18 décembre 1981, par onze chefs d'Etat et de gouvernement, de la Déclaration de Libreville sur la création d'une Communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre,

Rappelant par ailleurs la signature, le 21 décembre 1981, à Lusaka (Zambie) par onze pays, du Trait portant création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe,

Prenant note des efforts déployés actuellement par le secrétariat pour aider les Etats membres du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets de l'Afrique de l'Ouest à harmoniser les

³⁵ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

³⁶ A/S-11/14, annexe I.

³⁷ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

³⁸ A/S-11/14, annexe I.

dispositions relatives à la libéralisation des échanges contenues dans les traités de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union du fleuve Mano,

Notant par ailleurs les recommandations faites à la récente réunion des plénipotentiaires du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets de l'Afrique du Nord tendant à ce que le secrétariat entreprenne des études détaillées sur la promotion du commerce à l'intérieur de la sous-région,

Ayant connaissance de la récente réunion, à Addis-Abeba, du premier Colloque des présidents et secrétaires généraux des chambres de commerce africaines prévue à Salisbury (Zimbabwe) du 26 au 31 mai 1982 en vue de jeter les bases de la création d'une fédération des chambres de commerce africaines, comme le prévoit le Plan d'action de Lagos,

Ayant présentes à l'esprit la contribution capitale du projet relatif au développement du commerce intra-africain et de la coopération monétaire et financière entre les pays africains financé par le Programme des Nations Unies pour le développement à l'obtention des résultats mentionnés ci-dessus, et la nécessité de fournir une assistance supplémentaire, au titre du projet, au cours du prochain cycle de programmation du Programme des Nations Unies pour le développement aux groupements de coopération économique dans les différentes sous-régions, y compris à la Zone d'échanges préférentiels et à la Communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre envisagée,

1. Félicite les onze pays signataires de la Déclaration de Libreville de leur ferme détermination à créer la Communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre et leur souhaite plein succès dans la conduite des négociations pour la création de ladite Communauté;

2. Rend hommage au Secrétaire exécutif pour les efforts qu'il a déjà déployés et lui demande d'intensifier son assistance et ses activités consultatives en vue de promouvoir le commerce intra-africain aussi bien à l'intérieur des sous-régions qu'entre les différentes sous-régions;

3. Félicite par ailleurs les onze Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui ont déjà signé le Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels, les exhorte à procéder à sa ratification dans les meilleurs délais et exhorte également les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui n'ont pas encore signé le Traité à le faire sans délai;

4. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de réserver, au titre des chiffres indicatifs de planification existants, des ressources par la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui vient d'être créée, en vue de promouvoir le commerce inter-Etats dans la Zone d'échanges préférentiels;

5. Prend note avec satisfaction des efforts actuellement déployés par les Etats membres des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord pour promouvoir le commerce à l'intérieur de leurs sous-régions respectives;

6. Prie instamment toutes les chambres de commerce et toutes les associations sous-régionales des chambres de commerce africaines de participer à la prochaine réunion de Salisbury et de prendre des mesures appropriées en vue de la création de la Fédération des chambres de commerce africaines;

7. Prend note avec satisfaction des résultats enregistrés dans le cadre du projet relatif au développement du commerce et de la coopération monétaire et financière entre les pays africains au cours de la période 1979-1981 et exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement pour avoir fourni à la Commission les ressources financières nécessaires à l'exécution de ce projet;

8. Prend par ailleurs note avec satisfaction de la recommandation positive faite par l'équipe d'évaluation composée de représentants de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le

développement, de la Commission et du Programme des Nations Unies pour le développement, en faveur de la poursuite de ce projet et lance un appel urgent au Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il continue de fournir une assistance financière du même montant qu'actuellement ou d'un montant accru pour la durée de son troisième cycle de programmation 1982-1986.

222ème séance,
30 avril 1982.

442 (XVII). Formulation et exécution d'un programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique ³⁹

La Conférence des ministres,

Ayant présentes à l'esprit les décisions des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relatives à l'industrialisation rapide de l'Afrique telles qu'elles figurent dans la Déclaration de Monrovia ⁴⁰, le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos ⁴¹,

Guidée par le Plan d'action de Lagos et attachée à la mise en oeuvre de ce Plan qui souligne l'importance de l'industrialisation de l'Afrique, en général, et de chaque pays africain, en particulier, en tant qu'option fondamentale dans le cadre général de la libéralisation de l'Afrique du sous-développement et de la dépendance économique,

Reconnaissant que la mise en oeuvre effective du Plan d'action de Lagos dépendra, dans une large mesure, du développement rapide du secteur industriel, d'une part, en tant que source des principaux facteurs de production dont il a besoin, tout comme les autres secteurs prioritaires énumérés dans le Plan d'action de Lagos, à savoir l'agriculture, les transports et les communications, l'énergie, les questions commerciales et financières, et, d'autre part, en tant qu'utilisateur des produits de ces secteurs,

Convaincue de l'importance vitale, pour les pays africains, de la résolution 35/66(B) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1980, proclamant les années 80 Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la résolution 36/182 (partie II) du 17 décembre 1981, dans laquelle l'Assemblée soulignait l'importance de la Décennie pour l'Afrique,

Rappelant la résolution CM/Res.888(XXXVII) du juin 1981 adoptée par l'Organisation de l'unité africaine dans laquelle celle-ci, entre autres,

a) Accueille favorablement la proclamation, par l'Assemblée générale, des années 80 Décennie du développement industriel de l'Afrique,

b) Invite tous les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'élaborer et d'exécuter, aux niveaux national, sous-régional et régional, des programmes spécifiques dans le cadre de la Décennie, et

c) Prie instamment toutes les organisations internationales pertinentes et particulièrement le Programme des Nations Unies pour le développement, d'accroître, conformément à la résolution 35/66(B) de

³⁹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴⁰ Voir résolution AHG.ST.3 (XVI)/Rev.1 de l'Organisation de l'unité africaine.

⁴¹ A/S-11/14, annexes I et II.

l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1980, leur assistance technique et financière aux pays africains pour leur permettre d'élaborer et d'exécuter le Programme de la Décennie,

Rappelant en outre la résolution 1 (vi)⁴² de la Conférence des ministres africains de l'industrie, en date du 25 novembre 1981, relative à l'adoption de propositions pour la formulation et l'exécution d'un programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

1. Fait sienne la résolution 1 (vi) adoptée par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa sixième session et approuve la création du Comité mixte intersecrétariats de la Décennie composé de représentants de la Commission, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

2. Demande à tous les Etats membres, individuellement et collectivement, de prendre de toute urgence des mesures en vue de la mise sur pied de comité de coordination et de centres de liaison nationaux et de l'organisation de réunions de travail au niveau national avec la participation de tous les secteurs et institutions concernés afin d'étudier et d'harmoniser leurs plans de développement en vue d'incorporer, selon qu'il convient, les concepts, principes directeurs et objectifs du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique dans leurs projets et plans de développement nationaux;

3. Demande en outre à chaque pays membre d'identifier, dans les meilleurs délais, le groupe de projets industriels ayant la plus grande importance stratégique aux niveaux national et multinational qui, en raison de leur indépendance, assurent la croissance et le développement les uns des autres et qui, du fait des liens et complémentarités techniques et économiques existants, notamment avec les secteurs prioritaires définis dans le Plan d'action de Lagos, permettront d'accélérer le développement et la croissance de l'industrie et de l'économie en général;

4. Demande instamment aux Etats membres d'identifier, d'évaluer et de déterminer leurs capacités et moyens industriels notamment en vue de :

- a) Préparer et exécuter les projets;
- b) Préparer, évaluer et négocier les cahiers des charges, les appels d'offres et les contrats;
- c) Se procurer des technologies, des usines ainsi que des services de gestion et de consultants;
- d) assurer la recherche - développement ainsi que la formation;
- e) Assurer la production, la commercialisation et la distribution, processus qui devront être améliorés et intégrés, afin de permettre aux Etats membres, individuellement et collectivement, de satisfaire progressivement leurs besoins de base intérieurs en pleine évolution, en matière de biens de consommation, de biens intermédiaires et de biens d'équipement conformément aux concepts, principes directeurs et objectifs de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

5. Recommande l'adoption d'une démarche multinationale et d'un mécanisme de coopération intra-africaine, comme l'option la plus satisfaisante dans le contexte africain, s'agissant du développement des industries stratégiques et de base, notamment les industries métallurgiques, chimiques et mécaniques, qui, du fait qu'elles exigent de vastes marchés et en raison du rôle qu'elles jouent en tant que principaux facteurs de production dans toutes les activités économiques, ont une importance capitale dans les domaines de la croissance économique et du développement autonomes et auto-entretenus;

⁴² Voir E/ECA/CM.8/2.

6. Demande aux Etats membres d'intensifier les consultations qu'ils ont entre eux, en vue de faciliter l'action collective, notamment en matière de consultations et de négociations avec les tiers, et pour créer ultérieurement un mécanisme africain de consultation, de négociation et d'arbitrage dans le domaine industriel;

7. Demande aux pays membres de fournir des informations sur les arrangements pris pour l'organisation de leurs journées d'études industrielles nationales comme le stipule le paragraphe 2 du dispositif ci-dessus de façon à permettre aux secrétariats de la Commission, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de programmer l'appui ou l'assistance technique qu'ils fournissent à la demande des pays;

8. Recommande que les relations les plus étroites soient établies au niveau national entre les organes compétents des gouvernements, notamment ceux qui s'occupent de relations extérieures, en vue de faire en sorte que les négociations et la coopération industrielles internationales reflètent fidèlement les objectifs fixés à la Décennie tels qu'ils sont énoncés dans les propositions relatives au Programme de la Décennie;

9. Demande au Secrétaire exécutif de prendre, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, des mesures vigoureuses destinées à promouvoir les échanges entre pays africains dans le domaine des matières premières, des produits intermédiaires et finis, compte tenu du fait que les échanges de produits industriels peuvent contribuer de façon décisive à faciliter l'exécution, aux niveaux national et multinational, des programmes et projets pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

10. Prie le Secrétaire exécutif, le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, ainsi que les chefs de secrétariat d'autres organisations internationales et africaines, d'adapter leurs programmes de travail en vue de soutenir davantage les pays membres dans leurs efforts visant à mettre en oeuvre le Programme de la Décennie du développement industriel et, notamment :

a) D'aider les Etats membres à procéder à un réajustement approprié de leurs plans de développement à la lumière du Programme de la Décennie en fournissant des directives, en organisant des journées d'étude aux niveaux national, sous-régional et régional, en évaluant les ressources naturelles et les moyens nationaux et en identifier, comme le stipule le paragraphe 3 du dispositif ci-dessus, les projets essentiels qui peuvent être exécutés au niveau national et/ou multinational;

b) D'aider les gouvernements à renforcer les moyens existants dans les divers secteurs et en particulier dans les secteurs identifiés au paragraphe 4 du dispositif ci-dessus dans le sens d'une industrialisation autonome et auto-entretenu et à en créer d'autres.

11. Prie instamment l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement d'augmenter, conformément aux résolutions relatives à la Décennie adoptées par l'Assemblée générale et l'Organisation de l'unité africaine, le montant des fonds alloués au secteur industriel dans son programme national et régional pour l'Afrique en vue d'augmenter le volume et la portée de son assistance pour la programmation et la mise en oeuvre du Programme de la Décennie aux niveaux national, sous-régional et régional;

12. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de prendre des dispositions pour dégager, conformément aux résolutions pertinentes sur la Décennie, les ressources nécessaires au renforcement des secrétariats de la Commission et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, afin de leur permettre de jouer le rôle qu'on attend d'eux, à savoir aider les Etats membres à mettre en oeuvre la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

13. Demande au Secrétaire exécutif, en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, de faire régulièrement rapport sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique aux réunions de la Commission, par l'intermédiaire de la Conférence des ministres africains de l'industrie.

222ème séance,
30 avril 1982.

443 (XVII). Perfectionnement de la main-d'oeuvre industrielle et technique dans les pays africains ⁴³

La Conférence des ministres,

Guidée par le Plan d'action de Lagos ⁴⁴ pour le développement économique de l'Afrique qui accorde une haute priorité, entre autres, à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines en Afrique,

Prenant acte de la résolution adoptée par la Conférence des ministres africains responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines ⁴⁵, tenue du 5 au 7 octobre 1981 à Monrovia (Libéria), dans laquelle il est notamment demandé aux gouvernements africains de prendre certaines mesures en vue de la mise en valeur des ressources humaines en Afrique,

Prenant en considération les recommandations de la Conférence des vice-recteurs, présidents et recteurs des établissements d'enseignement supérieur en Afrique ⁴⁶, tenue du 25 au 29 janvier 1981 à Addis-Abeba (Ethiopie), qui accordent une haute priorité à la formation rapide de la main-d'oeuvre technique en Afrique,

Rappelant la résolution 1 (vi) adoptée par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa sixième session tenue le 25 novembre 1981 à Addis-Abeba ⁴⁷ (Ethiopie) sur la formulation et l'exécution d'un programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique, qui accorde une haute priorité, entre autres, à l'adoption, d'urgence, de mesures visant à assurer la formation de la main-d'oeuvre industrielle et technique dans les pays africains,

Consciente de la pénurie chronique, dans la région, de personnel technique, tant en ce qui concerne le nombre que les domaines de spécialisation et les niveaux,

Fermement convaincue que le succès de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, en général, et du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, en particulier, dépend, en premier lieu, de la formation rapide, par les pays africains, d'une main-d'oeuvre industrielle et technique compétente et en nombre suffisant,

⁴³ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴⁴ A/S-11/14, annexe I.

⁴⁵ E/ECA/CM.8/3.

⁴⁶ E/ECA/TPCW.3/7.

⁴⁷ E/ECA/CM.8/2.

1. Réitère les propositions adoptées par les différentes réunions organisées en Afrique, notamment celles de la sixième session de la Conférence des ministres africains de l'industrie, sur la formation de la main-d'oeuvre industrielle et technique dans le cadre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

2. Prie instamment tous les pays africains d'accorder une priorité particulière à la formation de la main-d'oeuvre industrielle et technique;

3. Prie en outre instamment tous les pays africains et les établissements d'enseignement supérieur d'adopter des mesures appropriées en vue de promouvoir la coopération intra-africaine et d'accorder leur appui total aux institutions régionales s'intéressant à la formation de la main-d'oeuvre industrielle et technique;

4. Demande à tous les Etats membres d'élaborer, en collaboration étroite avec des entreprises des secteurs tant public que privé, des programmes de formation de main-d'oeuvre industrielle et technique et de prévoir notamment des services adéquats de formation industrielle en cours d'emploi;

5. Lance un appel à la communauté internationale et, en particulier, aux institutions, organismes et organes pertinents des Nations Unies pour qu'ils multiplient et élargissent leurs programmes d'assistance technique et financière en faveur des pays africains, des établissements d'enseignement supérieur et des institutions régionales appropriées, en vue de la formation de la main-d'oeuvre industrielle et technique africaine aux fins de la mise en oeuvre du Programme de la Décennie;

6. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission, en consultation avec les Etats membres, de lancer et d'exécuter, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Bureau international du travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres organismes appropriés, un programme spécifique de formation et de bourses pour le perfectionnement de la main-d'oeuvre industrielle et technique en Afrique, dans le cadre de la Décennie du développement industriel et de présenter des rapports d'activité périodiques aux Etats membres et à la Conférence des ministres.

222ème séance,
30 avril 1982.

444 (XVII). Mécanisme institutionnel pur l'évaluation et la coordination des programmes et politiques dans le domaine des ressources humaines⁴⁸

La Conférence des ministres,

Considérant la Déclaration d'engagement de Monrovia des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine⁴⁹ sur les principes directeurs et les mesures à prendre en vue de l'autonomie nationale et collective dans le développement économique et social pour l'instauration d'un nouvel ordre économique internationale et l'importance que revêtent dans cet engagement la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines,

⁴⁸ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴⁹ Résolution AHG/ST.3 (XVI)/Rev.1 de l'Organisation de l'unité africaine.

Rappelant l'Acte final de Lagos⁵⁰ du mois d'avril 1980 qui confirmait notamment la pleine adhésion au Plan d'action⁵¹ adopté lors de la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique,

Consciente des pénuries chroniques de la région en matière de personnel technique et de gestion qualifié à tous les niveaux ainsi que du sous-emploi et du chômage qui sévissent dans les Etats africains,

Notant les efforts actuels des pays africains en vue de mettre en place des établissements et instituts nationaux, régionaux et multinationaux spécialisés de formation et de recherche, de mobiliser des fonds sous forme de bourses pour assurer la formation nécessaire dans les domaines où la pénurie de main-d'oeuvre est aiguë et de promouvoir la coopération africaine pour la création et l'utilisation d'établissements de formation,

Exprimant sa satisfaction de l'assistance accordée par les organismes d'assistance technique bilatérale et multilatérale ainsi que par les organisations et gouvernements donateurs aux institutions et programmes consacrés à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines,

Ayant à l'esprit les activités entreprises par l'Organisation de l'unité africaine, le Bureau international du travail et la Conférence des ministres des affaires sociales en vue de mettre en valeur les ressources humaines en Afrique, ainsi que le programme de coopération technique en matière d'emploi et de mise en valeur des ressources humaines adopté par la deuxième Conférence des ministres du travail des pays non alignés et autres pays en développement qui s'est tenue à Bagdad en décembre 1981,

1. Adopte le rapport et les recommandations de la première réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines⁵².

2. Adopte en outre, à titre intérimaire, le mandat établi pour la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines comme partie intégrante du mécanisme institutionnel de la Commission destiné à l'élaboration, à l'évaluation et à la coordination des programmes et politiques à condition que les travaux des différents comités institutionnels soient passés en revue en janvier 1984 par rapport à ceux des autres conférences ministérielles sous-sectorielles traitant des aspects spécifiques des problèmes des ressources humaines;

3. Accepte les propositions de projet suivantes qui pourront servir de base à l'élaboration d'actions nationales et à une coopération technique dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, projets portant sur :

- a) La mise en place de mécanismes de planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi;
- b) La réorientation de l'enseignement en vue de la mise en valeur et de l'exploitation efficace des ressources naturelles en Afrique;
- c) La mise en place de moyens et d'institutions de formation et de planification des carrières;
- d) La formation des compétences requises pour la gestion financière;

⁵⁰ A/S-11/14, annexe II.

⁵¹ Ibid., annexe I.

⁵² E/ECA/CM.8/3.

e) L'amélioration de l'administration et de la gestion en Afrique;

4. Invite les gouvernements africains à :

a) Accorder une grande priorité à la mise en valeur et à l'utilisation planifiées des ressources humaines comme partie intégrante de la planification globale du développement économique et social national ainsi qu'à la création de mécanismes et à l'adoption d'arrangements institutionnels destinés à la planification coordonnée des ressources humaines et de l'emploi dans le cadre du Plan d'action de Lagos;

b) Adapter à leur situation spécifique les propositions de projet acceptées au paragraphe 3 ci-dessus et destinées à appuyer la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines;

c) Fournir un soutien moral, politique et financier régulier aux institutions nationales, régionales et multinationales de formation et de recherche en Afrique et à les utiliser pleinement;

d) Fournir un soutien matériel et financier au Programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique dont la coordination est assurée par la Commission économique pour l'Afrique;

e) Lancer des politiques et des programmes nationaux appropriés susceptibles de faciliter le retour des personnels africains qualifiés dans leur pays et, à cette fin, bien accueillir la proposition de projet concernant le retour des compétences en Afrique et inviter le secrétariat de la Commission, le Comité intergouvernemental pour les migrations et d'autres organismes à collaborer au lancement et à l'exécution des programmes régionaux et bilatéraux connexes;

f) Adopter des politiques nationales adéquates en matière de formation qui fournissent des moyens et mécanismes appropriés pour assurer de façon régulière la formation de la main-d'oeuvre dans les secteur public et privé;

5. Fait appel aux organisations de coopération technique multilatérales, bilatérales et intergouvernementales ainsi qu'aux institutions spécialisées des Nations Unies pour qu'elles coordonnent leurs efforts avec ceux de la Commission pour aider les gouvernements africains à mettre en valeur les ressources humaines de la région; et fournissent le soutien financier et matériel nécessaire à l'exécution aussi bien des projets régionaux dans le domaine de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines que des programmes pour le retour des compétences en Afrique;

6. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine;

a) De convoquer la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines en janvier 1984 et ultérieurement, ainsi qu'il en sera décidé, afin qu'elle puisse passer en revue la situation des ressources humaines dans la région, les politiques, programmes et priorités, et d'étudier la portée opérationnelle du mécanisme instauré et des liens entre ses activités et celles des autres conférences régionales de ministres traitant d'aspects spécifiques des ressources humaines;

b) De promouvoir une coordination efficace des activités menées dans la région en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines. A cet effet, la Commission devrait procéder à des consultations approfondies non seulement avec l'Organisation de l'unité africaine, mais encore avec les institutions spécialisées des Nations Unies et les autres organismes appropriés exerçant des activités dans la région en vue d'harmoniser leurs politiques, de consolider leurs programmes en ce domaine et de maximiser l'efficacité des services que ceux-ci fournissent aux Etats membres.

222ème séance,
30 avril 1982.

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 385(XV) du 12 avril 1980 dans laquelle il était stipulé que la participation aux réunions du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique était ouverte à tous les Etats africains,

Rappelant également que, dans ladite résolution, elle avait décidé de créer des groupes de travail du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique chargés d'examiner les problèmes et questions spécifiques de la science et de la technique,

Prenant note du rapport du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique ⁵⁴,

1. Félicite le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique de ses travaux et de la création rapide de trois groupes de travail, le premier sur le développement de la science et de la technologie, le deuxième sur les besoins essentiels et le troisième sur l'industrie, notamment l'énergie, les transports et les communications;

2. Fait siennes les résolutions et recommandations du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique;

3. Prie instamment chaque Etat membre de :

a) Créer de nouveaux mécanismes centraux de coordination et de renforcer ceux qui existent déjà dans le domaine de la prise de décisions et de la mise en oeuvre de la politique scientifique et technologique, ainsi qu'il est indiqué dans l'élément 1 du programme 1 du chapitre du Plan d'action de Lagos consacré à la science et à la technique ⁵⁵;

b) Veiller non seulement à ce que les programmes nationaux soient directement liés au système de production agricole et industrielle mais également à ce que des liens solides soient établis entre les instituts et programmes de recherche - développement, les producteurs d'équipement, de matériel et de fournitures diverses et les utilisateurs finals tant publics que privés des produits de la recherche - développement;

c) Soutenir les mesures de financement des activités scientifiques et techniques menées au sein du système des Nations Unies, en particulier dans le cadre du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement;

d) Veiller à ce que 40 p.100 au moins des ressources anticipées du Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement soient allouées aux programmes nationaux, multinationaux et régionaux en Afrique, notamment à ceux destinés à créer et à renforcer les moyens pour l'évaluation, la sélection, l'acquisition et l'exploitation de la technologie et des connaissances techniques locales et étrangères, et pour la mise au point d'une technologie autochtone, ainsi qu'à la formation sur place

⁵³ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁵⁴ E/ECA/TPCW.3/3.

⁵⁵ A/S-11/14, annexe I.

de la main-d'oeuvre, à la mise au point d'équipement et de matériel adaptés aux conditions africaines et à la mise en place d'infrastructures nationales pour la science et la technique;

4. Invite tous les Etats membres à participer activement aux travaux du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique et à y continuer de façon efficace.

222ème séance,
30 avril 1982.

446 (XVII). Lutte contre la désertification en Afrique ⁵⁶

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 36/190 du 17 décembre 1981, relatives à la mise en oeuvre du Plan d'action de lutte contre la désertification adopté par la Conférence des Nations Unies sur la désertification,

Rappelant par ailleurs ses résolutions 239(XI) du 23 février 1973 sur la sécheresse dans le Sahel, 264(XII) du 28 février 1975 sur les solutions au problème de la désertification en Afrique, 332(XIV) du 27 mars 1979 sur la Stratégie africaine pour le développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et 398(XV) du 12 avril 1980 relative à la lutte contre la sécheresse et la désertification considérées comme des domaines d'intérêt prioritaires pour le continent dans le Plan d'action de Lagos ⁵⁷, 412(XVI) du 10 avril 1981 sur la nécessité de revoir les législations nationales en matière de protection de l'environnement en vue de rationaliser la planification de l'utilisation des terres et les mesures de conservation et de gestion des ressources forestières, résolution dans laquelle il avait été reconnu qu'une mauvaise gestion des forêts et une mauvaise utilisation des sols favorisaient le processus de désertification,

Ayant connaissance de la décision 9/22 B du 26 mai 1981 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur la nécessité d'intensifier les mesures de lutte contre la désertification dans la région soudano-sahélienne et sur la gravité du processus de désertification pour les populations des pays touchés par la sécheresse ⁵⁸,

Prenant note du rapport d'étude ⁵⁹ sur la mise en oeuvre du Plan d'action de lutte contre la désertification en Afrique qui porte sur les activités du système des Nations Unies, des organismes intergouvernementaux et des pays donateurs intéressés,

Appréciant les efforts déployés par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne en apportant aux Etats membres une aide en matière de planification et de programmation dans le cadre de l'élaboration des projets de lutte contre la désertification aux niveaux national et régional, ainsi que les efforts déployés par le Bureau en vue de rechercher, pour l'exécution de ces projets, des fonds de sources bilatérales et multilatérales,

⁵⁶ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁵⁷ A/S-11/14, annexe I.

⁵⁸ Voir document UNEP/GC.9/15 - Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa neuvième session, décision 9/22/ B.

⁵⁹ E/ECA/CM.8/21.

Prenant note du fait que le Groupe de travail interinstitutions sur la désertification élabore, sous les auspices du PNUE, des programmes de formation appuyés par des manuels d'enseignement pour le renforcement des compétences du personnel autochtone de lutte contre la désertification dans les Etats membres, s'efforce de promouvoir la recherche sur les causes de la désertification pour accroître l'efficacité des moyens de lutte et procède également à un examen à court terme (1977-1984) des progrès réalisés jusqu'à présent dans la mise en oeuvre du Plan d'action de lutte contre la désertification,

Profondément préoccupée par le fait qu'en dépit des efforts massifs déployés pour lutter contre la désertification et du volume des ressources financières engagées dans les activités du programme, la désertification en Afrique constitue toujours une grave menace, étant donné que les déserts empiètent chaque année sur les terres arables à un rythme inquiétant.

1. Prie instamment les Etats membres touchés ou menacés par la désertification, à savoir ceux situés dans la région au nord du Sahara, la région soudano-sahélienne, y compris la Corde de l'Afrique et la région du désert du Kalahari, de faire des efforts concertés pour lutter contre la désertification en créant un comité régional intergouvernemental de lutte contre la désertification chargé d'harmoniser les politiques et les activités dans ce domaine et de promouvoir les échanges de renseignements;

2. Autorise le Secrétaire exécutif à aider les Etats membres ainsi touchés par la désertification en Afrique à mettre en place ce comité régional intergouvernemental de lutte contre la désertification et désigne le Bureau de coordination de l'environnement comme secrétariat du comité;

3. Décide que les principales fonctions du comité régional intergouvernemental de lutte contre la désertification en Afrique seront les suivantes :

a) Fournir aux Etats membres un cadre pour examiner des projets réussis de lutte contre la désertification en vue d'organiser des activités de démonstration dans des pays pareillement touchés par la désertification;

b) Promouvoir la coopération dans le domaine de la formation d'experts et de techniciens autochtones de niveau intermédiaire;

c) Faciliter la mise au point de matériel de sensibilisation aux problèmes de l'environnement pour lutter contre la désertification à partir des recherches et des travaux sur le terrain;

d) Procéder périodiquement à une réévaluation des méthodes, des stratégies et des programmes de lutte contre la désertification conformément aux recommandations du Plan d'action de Lagos dans le domaine de la lutte contre la désertification⁶⁰;

4. Lance un appel aux organisations et entités appropriées du système des Nations Unies (Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, Groupe de travail interinstitutions sur la désertification, Conférence sur la désertification, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation météorologique mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et Organisation mondiale de la santé) ainsi qu'aux organisations intergouvernementales appropriées telles que l'Organisation de l'unité africaine et le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et aux organismes non gouvernementaux tels que l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources ainsi qu'aux pays donateurs pour qu'ils appuient les activités du Comité régional intergouvernemental de lutte contre la désertification en Afrique et aident les Etats membres à créer chacun leur service national de lutte contre la désertification;

⁶⁰ Voir Résumé, Plan d'action et résolutions, Conférence des Nations Unies sur la désertification, recommandations 12 et 13, 16 à 19 et 20 à 22, Nations Unies, New York, 1978.

5. Prie le Conseil économique et social de recommander à l'Assemblée générale la création d'un mécanisme institutionnel chargé de lutter contre la sécheresse et la désertification dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

222ème séance,

30 avril 1982.

447 (XVII). La femme et le développement : Activités à entreprendre jusqu'à la fin de la Décennie ⁶¹

La Conférence des ministres.

Rappelant les recommandations de la deuxième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement ⁶², tenue à Lusaka du 3 au 7 décembre 1979, ainsi que ses programmes et stratégies pour 1980-1985 approuvés par la Conférence des ministres dans sa résolution 375(XV) du 12 avril 1980 et incorporés au Plan d'action de Lagos ⁶³,

Notant sa résolution 365(XIV) du 27 mars 1979, dans laquelle la Conférence priait le Comité régional africain de coordination de convoquer, tous les trois ans, une Conférence régionale sur la femme et le développement,

Rappelant en outre la résolution 35/136 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 11 décembre 1980, dans laquelle l'Assemblée approuvait le Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme et décidait de convoquer en 1985 une Conférence mondiale pour célébrer la fin de la Décennie,

Ayant pris connaissance des rapports et recommandations de la troisième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement ⁶⁴, tenue à Douala du 15 au 17 mars 1982,

Rappelant sa résolution 407(XVI) du 10 avril 1981 sur la mobilisation de ressources financières aux fins de l'exécution de programmes relatifs à l'intégration de la femme au développement,

Accueillant avec satisfaction les efforts qui ont été faits à cet égard par les Etats africains qui ont versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique au titre du programme relatif à l'intégration de la femme au développement,

Notant avec satisfaction l'assistance qui continue d'être accordée par le Programme des Nations Unies pour le développement aux programmes sous-régionaux en faveur de la femme au titre du cycle de programmation 1982-1986,

Accueillant avec satisfaction les efforts faits par le Secrétaire exécutif en vue de fournir des services techniques au Comité régional africain de coordination pour lui permettre d'examiner certains des problèmes critiques qui se posent à la femme africaine et d'allouer des crédits ouverts au budget ordinaire au programme en faveur de la femme entrepris par la Commission,

⁶¹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁶² E/CN.14/744.

⁶³ A/S-11/14, annexe I.

⁶⁴ E/ECA/CM.8/23.

1. Décide que la troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement qui devra porter sur les préparatifs de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme devant se tenir à la fin de la Décennie se tiendra en 1984 et invite le Comité régional africain de coordination à proposer la date à la neuvième réunion de la Conférence des ministres, et dix-huitième session de la Commission;

2. Décide que la troisième Conférence régionale examinera les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, l'accent étant mis sur le rôle que peut jouer la femme dans l'atténuation de la crise alimentaire, le problème des femmes réfugiées et déplacées, la participation des femmes au programme de la Décennie du développement industriel, la condition juridique de la femme, le problème des femmes dans les zones rurales et des jeunes filles non scolarisées, la formation professionnelle, la mise en place de mécanismes nationaux et le recours à la recherche;

3. Demande aux Etats membres, aux comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement, aux institutions et aux organisations féminines de prendre des mesures appropriées en vue de promouvoir des études et des programmes d'action dans les domaines précités et d'organiser la diffusion d'informations sur les programmes généraux en faveur de la femme;

4. Prie le Secrétaire exécutif de redoubler d'efforts pour faire procéder à une étude approfondie des questions susmentionnées et mettre en place un réseau d'informations pour diffuser toutes les informations concernant les femmes africaines;

5. Demande au Secrétaire exécutif, agissant en collaboration avec le Comité régional africain de coordination, de commencer immédiatement à étudier les modalités pratiques d'organisation de la troisième Conférence régionale et de faire rapport à la Conférence des ministres lors de sa neuvième réunion (dix-huitième session de la Commission) sur les résultats de ses consultations;

6. Prie instamment l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de redoubler d'efforts en vue de doter le programme sous-régional pour l'Afrique du Nord de ressources analogues à celles mises à la disposition des quatre autres programmes sous-régionaux en faveur de la femme;

7. Prie également les institutions spécialisées des Nations Unies et autres donateurs de fournir une assistance accrue aux programmes d'intégration de la femme au développement;

8. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'examiner les possibilités et les moyens d'accélérer la mise en oeuvre des programmes sous-régionaux grâce à la décentralisation des ressources.

222ème séance,
30 avril 1982.

448 (XVII). Le vieillissement en Afrique ⁶⁵

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la Réunion intergouvernementale régionale sur le vieillissement qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), du 1er au 5 mars 1982 ⁶⁶,

⁶⁵ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁶⁶ E/ECA/CM.8/24.

Rappelant la résolution 33/52 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1978, sur la dignité et la valeur de l'être humain et sur les droits des personnes âgées,

Rappelant également la résolution 3137(XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1973, sur la question des personnes âgées et la recommandation qui y figure au sujet de la nécessité d'élaborer des politiques et des programmes bien conçus pour le troisième âge,

Consciente du fait qu'en chiffres absolus la population du troisième âge est sur le point d'augmenter considérablement dans la plupart des pays africains,

Constatant qu'un certain nombre d'Etats africains n'ont toujours pas intégré dans leurs programmes de planification socio-économique des politiques conçues spécialement pour les personnes âgées et qu'une action isolée dans ce domaine débouche souvent sur des programmes limités et inefficaces en faveur des personnes âgées,

Constatant en outre qu'il est nécessaire de déployer des efforts afin de renforcer la famille élargie traditionnelle et de consolider son rôle qui consiste à assurer la sécurité économique et sociale des personnes âgées,

1. Fait siens le rapport et les conclusions et recommandations de la Réunion intergouvernementale régionale sur le vieillissement;

2. Demande au Secrétaire exécutif :

a) De porter à l'attention des gouvernements, individuellement et collectivement, les recommandations de la Réunion intergouvernementale sur le vieillissement;

b) D'aider les gouvernements ou les Etats membres, sur leur demande, à élaborer leurs plans et programmes concernant les personnes âgées;

c) D'inviter les organismes multinationaux et, le cas échéant, bilatéraux d'aide à envisager de fournir une assistance aux gouvernements africains dans l'élaboration ou le renforcement de leurs programmes concernant les personnes âgées et les vieillards.

3. Demande aux gouvernements africains d'examiner leurs politiques et programmes concernant les personnes âgées en vue d'appliquer les recommandations de la Réunion intergouvernementale régionale sur le vieillissement;

4. Prie instamment les gouvernements des Etats membres de participer à la prochaine Assemblée mondiale sur le vieillissement prévue à Vienne (Autriche) du 26 juillet au 6 août 1982 et de faire en sorte que soit reconnu et mis en oeuvre le Plan africain d'action en faveur des personnes âgées et des vieillards.

222ème séance.
30 avril 1982.

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 3201(S-VI) et 3202(S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la résolution 3281(XXIX) du 12 décembre 1974 contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant également la résolution 3362(S-VII) de l'Assemblée générale, en date du 16 septembre 1975, par laquelle l'Assemblée a notamment créé le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, chargeant ce Comité de préparer des propositions d'action détaillées en vue d'engager le processus de restructuration du système des Nations Unies de manière à le rendre plus pleinement apte à traiter efficacement et dans une optique globale les problèmes de coopération économique internationale et de développement et à faire en sorte qu'ils soit mieux en mesure de répondre aux dispositions de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi qu'à celles de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant en outre les résolutions 32/197, 33/202 et 34/206 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1977, du 29 janvier 1979 et du 19 décembre 1979 respectivement, sur la restructuration des secteurs social et économique du système des Nations Unies dont le processus a été reconnu comme faisant partie intégrante des actions qui s'imposent pour assurer la participation équitable, pleine et efficace des pays en développement à l'élaboration et à l'application de toutes les décisions prises dans le cadre du système des Nations Unies en matière de développement et de coopération économique internationale et qui ont assigné des tâches spécifiques et complémentaires aux commissions économiques régionales, en particulier celles de jouer le rôle de principaux centres régionaux d'activités de développement économique et social dans leurs régions respectives et d'assurer un rôle de direction en se chargeant, en qualité d'agents d'exécution, de la coordination et de la coopération au niveau régional.

Ayant à l'esprit le mandat de la Commission économique pour l'Afrique qui stipule, entre autres, que la Commission devra participer à l'exécution de mesures pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et devra aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région,

Consciente en particulier de l'importance que la Commission attache à la coopération économique entre les Etats membres, notamment au niveau sous-régional et des diverses résolutions, adoptées par la Commission à cet égard, qui ont abouti à l'adoption du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos ⁶⁸,

Ayant examiné le rapport du Corps commun d'inspection sur la Commission économique pour l'Afrique : programmation régionale, activité, questions de restructuration et de décentralisation ⁶⁹,

⁶⁷ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁶⁸ A/S-11/14, annexes I et II.

⁶⁹ JIU/REP/82/1.

1. Accueille favorablement le rapport, exprime sa satisfaction de ses résultats et conclusions et fait pleinement siennes ses recommandations;
2. Invite le Conseil économique et social à étudier la possibilité de consacrer régulièrement un point de l'ordre du jour aux problèmes et aux besoins du système des Nations Unies en matière de coordination au niveau régional;
3. Demande au Secrétaire général de prendre des mesures en vue de simplifier et d'accélérer les procédures de recrutement en matière d'assistance technique en vue de décentraliser intégralement le recrutement vers la Commission;
4. Prie instamment le Secrétaire général de renforcer le statut et les fonctions du Groupe de la liaison avec les commissions régionales du Siège de l'Organisation des Nations Unies afin de lui permettre de mieux s'acquitter de ses tâches de représentation;
5. Lance un appel au Secrétaire général pour qu'il fournisse les ressources nécessaires au titre du budget ordinaire en vue de faire en sorte que les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets soient dotés du personnel nécessaire et suffisamment équipés pour pouvoir assurer leurs fonctions essentielles et, entre autres, la direction et la gestion générales de leur programme; l'organisation de réunions annuelles tant au niveau des experts qu'à celui des ministres; la préparation d'études, la collecte, la synthèse et la diffusion d'informations, ainsi que la recherche générale sur les problèmes de développement;
6. Invite le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale à étudier de nouvelles méthodes d'approche de la programmation et de la gestion, aux niveaux régional et sous-régional, des projets multinationaux du système des Nations Unies, en étroite collaboration avec les organismes du système;
7. Invite en outre le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, en consultation avec tous les organismes des Nations Unies concernés, à examiner les progrès réalisés dans le domaine de la décentralisation des activités des Nations Unies et à faire rapport à ce sujet au Comité du programme et de la coordination et au Conseil économique et social en vue de déterminer les services, les responsabilités et les ressources qui devront être décentralisés et d'arrêter le calendrier de cette décentralisation;
8. Demande au Secrétaire exécutif d'organiser, sous l'égide de la Commission, des réunions interinstitutions de haut niveau à caractère régional qui soient axées sur les problèmes posées en vue d'étudier les questions d'intérêt commun visant la mise au point de principes directeurs bien définis concernant la coordination des efforts en vue de la réalisation des objectifs du Plan d'action de Lagos;
9. Prie instamment le Secrétaire exécutif de prendre des dispositions d'ordre organique et administratif nécessaires, comme le préconisent les inspecteurs dans leurs recommandations 6, 7 et 8, pour faire en sorte que la Commission puisse fonctionner de la manière la plus efficace et la plus rationnelle possible;
10. Prie instamment les secrétaires exécutifs des commissions régionales d'accroître leurs échanges de personnel en vue de favoriser l'élargissement de la coopération interrégionale;
11. Demande aux organismes du système des Nations Unies d'aider les gouvernements des pays africains, dans le cadre de leurs processus de programmation par pays, à incorporer les buts et les objectifs du Plan d'action de Lagos dans leurs programmes et projets sectoriels en les adaptant à l'ordre de priorité défini à l'échelon sous-régional et régional;
12. Invite le Secrétaire exécutif à faire rapport sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de cette résolution par le truchement de la neuvième réunion de la Conférence des ministres et de la dix-

huitième session de la Commission à la session d'état 1983, du Conseil économique et social et à la trente-huitième session de l'Assemblée générale.

222ème séance,

30 avril 1982.

450 (XVII). Financement sur une base permanente des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission⁷⁰

La Conférence des ministres

Rappelant les résolutions 32/197, 33/202 et 34/206 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1977, du 29 janvier 1979 et du 19 décembre 1979, respectivement, sur la restructuration des secteurs social et économique du système des Nations Unies,

Rappelant également les diverses résolutions adoptées par la Commission et la Conférence des ministres au cours des deux dernières décennies et visant à renforcer les relations économiques entre ses Etats membres afin d'améliorer le niveau de vie des populations africaines,

Rappelant en particulier la résolution 311(XIII) du 1er mars 1977 par laquelle, tout en réaffirmant que l'intégration sectorielle et sous-régionale constituait la base de l'instauration d'un marché commun africain, elle a créé les Centres multinationaux de programme et d'exécution de projets, ainsi que la résolution 418(XVI) du 10 avril 1981 qui porte sur leur situation financière,

Consciente de l'engagement pris par les chefs d'Etat et de gouvernement africains en vue de renforcer les communautés économiques régionales existantes et de créer d'autres groupements économiques conformément à l'Acte final de Lagos⁷¹,

Réaffirmant sa conviction que les centres pourraient, s'ils étaient dotés de ressources adéquates, jouer un rôle capital dans la promotion de la coopération économique multinationale,

Pleinement consciente des observations présentées par le Corps commun d'inspection dans son rapport sur la Commission économique pour l'Afrique au sujet de l'insuffisance des ressources humaines et financières mises à la disposition des centres, insuffisance qui menace leur existence même⁷²,

Ayant examiné le projet de rapport du Secrétaire général concernant le financement, sur une base permanente, des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission qui a été établi en application du paragraphe 4 du dispositif de la résolution 36/178 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1981⁷³,

1. Approuve les recommandations figurant dans le projet de rapport du Secrétaire général et visant à ce que :

a) Pour permettre aux centres de continuer à jouer un rôle efficace dans la mise en oeuvre de leurs programmes de travail qui incluent une bonne partie des activités traditionnelles de la CEA, il leur soit

⁷⁰ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155.

⁷¹ A/S-11/14, annexe II,

⁷² JIU/REP/82/1, par.83 à 96.

⁷³ E/ECA/CM.8/26.

accordé un appui considérable au titre du budget ordinaire de l'ONU et, fourni, à cette fin, 13 postes d'administrateurs et six postes d'agents locaux ainsi que les services auxiliaires nécessaires;

b) L'appui financier du Programme des Nations Unies pour le développement soit maintenu et si possible augmenté, mais réorienté pour permettre d'assurer équitablement les activités opérationnelles de chacun des centres;

c) L'on examine plus avant les autres possibilités de financement extra-budgétaires en faveur des centres, tant en espèces qu'en nature, en vue d'accroître dans toute la mesure du possible leur part dans la réalisation des activités;

2. Prie le Secrétaire général de soumettre ces propositions à l'Assemblée générale à sa trente-septième session par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa session d'été de 1982, conformément à la résolution 36/178 de l'Assemblée générale mentionnée ci-dessous;

3. Recommande à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de prévoir les ressources nécessaires, au titre du budget ordinaire, en vue d'assurer l'exécution sur une base continue des fonctions essentielles de ces Centres et, entre autres, la direction et la gestion générales de leur programme; l'élaboration d'études; la collecte, la synthèse et la diffusion d'informations, ainsi que la recherche générale sur les problèmes de développement;

4. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de fournir un appui continu aux centres, au cours du cycle de programmation de 1982-1986 du Programme en finançant les activités opérationnelles périodiquement identifiées et approuvées par les organes délibérants des centres;

5. Invite les membres africains du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à prendre les mesures concrètes nécessaires au cours de la session de juin 1982 du Conseil et des sessions ultérieures en vue d'assurer l'application des dispositions du paragraphe 4 ci-dessus;

6. Fait appel aux gouvernements africains concernés afin qu'ils renforcent leur appui aux centres en élargissant les dispositions des accords de siège;

7. Fait en outre appel à tous les gouvernements africains pour qu'ils versent des contributions financières aux centres dans le cadre de leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

8. Demande au Secrétaire exécutif d'intensifier ses efforts en vue d'obtenir d'autres organes et organismes des Nations Unies ainsi que de donateurs multilatéraux et bilatéraux, les ressources financières supplémentaires nécessaires pour assurer aussi bien les activités opérationnelles que l'appui infrastructurel aux centres;

9. Invite le Secrétaire exécutif à faire rapport sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la présente résolution à la neuvième réunion de la Conférence des ministres et à la dix-huitième session de la Commission.

222ème séance,
30 avril 1982.

451 (XVII). Rapport biennal d'ensemble 1980-1981 et Programme de travail et ordre de priorité approuvés pour 1982-1983 relatifs aux institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission et au Fonds de stabilisation ⁷⁴

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport et les recommandations de la deuxième Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission ⁷⁵,

Rappelant la résolution 409(XVI) du 10 avril 1981 contenant les mesures préconisées pour le renforcement des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission,

Notant avec satisfaction le rapport biennal d'ensemble 1980-1981 ⁷⁶ et le programme de travail et l'ordre de priorité approuvés pour 1982-1983 ⁷⁷ relatifs à ces institutions régionales et sous-régionales ainsi que le fait que ces derniers sont conformes aux objectifs énoncés dans le Plan d'action de Lagos ⁷⁸,

Consciente des difficultés que connaissent ces institutions du fait que les gouvernements africains qui en sont membres ne leur apportent pas un soutien suffisant comme en témoignent une faible participation, ainsi que les retards dans le versement annoncé et le non-paiement des contributions,

Appréciant la création, dans le cadre de l'autonomie collective, d'un fonds de stabilisation auquel les institutions feront des contributions initiales qui serviront à apporter un soutien financier temporaire aux institutions ayant des difficultés financières et le fait que ledit fonds permettra à la fois de les renforcer et de mobiliser un soutien plus ferme des gouvernements africains à ces institutions,

1. Exprime sa gratitude aux conseils d'administration ou aux organismes correspondants de ces institutions d'avoir veillé à ce que les programmes de travail et ordres de priorité de leurs institutions soient conformes au Plan d'action de Lagos;

2. Note avec satisfaction la création du Fonds de stabilisation conformément au principe de l'autonomie collective;

3. Demande au Secrétaire exécutif de continuer à lui présenter régulièrement un rapport biennal d'ensemble ainsi que les programmes de travail et ordres de priorité approuvés de ces institutions;

4. Demande en outre au Secrétaire exécutif de continuer à coordonner les activités de ces institutions, de lui soumettre régulièrement des rapports sur ces activités et de publier des rapports sur ces institutions avec indications des avantages que les Etats membres en ont retirés;

5. Lance de nouveau un appel aux Etats membres qui n'ont pas encore adhéré aux institutions pour qu'ils prennent, le plus tôt possible, les dispositions nécessaires pour devenir membres de ces institutions et à ceux qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils versent de toute urgence les sommes dues au titre

⁷⁴ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁷⁵ E/ECA/CM.8/4.

⁷⁶ E/ECA/TPCW.3/9.

⁷⁷ E/ECA/TPCW.3/8.

⁷⁸ A/S-11/14, annexe I.

de leurs contributions présentes et passées et qu'ils veillent à ce que les crédits nécessaires soient prévus dans leurs budgets nationaux, au titre de l'aide financière à ces institutions;

6. Lance un appel à tous les gouvernements et institutions des pays africains pour qu'ils annoncent des contributions au cours de la quatrième Conférence pour les annonces de contributions qui réunira les plénipotentiaires et représentants des institutions des pays africains, ainsi qu'au cours des conférences qui seront organisées par la suite, de façon à augmenter les ressources du Fonds de stabilisation.

222ème séance,

30 avril 1982.

452 (XVII). Programme régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement pour la période 1982-1986 ⁷⁹

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 34/206 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1979, sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies mentionnant la participation collective des pays de chaque région à l'identification des priorités pour le programme régional,

Consciente de l'engagement que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a pris, lors de sa deuxième session extraordinaire tenue à Lagos en avril 1980, en adoptant le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos ⁸⁰ en vue de réaliser l'indépendance économique par la coopération et l'autonomie collective,

Rappelant sa résolution 376(XV) du 12 avril 1980 par laquelle elle a fait siens la stratégie et les domaines prioritaires définis dans le Programme régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement pour la période 1982-1986,

Ayant examiné les notes ainsi que le document sur le Programme régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement pour la période 1982-1986 ⁸¹,

1. Approuve le document sur le Programme régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement pour la période 1982-1986;

2. Exprime sa gratitude à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour le soutien financier que le Programme continue d'apporter aux activités menées en matière de coopération régionale en Afrique, conformément à l'esprit du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos;

3. Lance un appel au Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il libère, dès que possible, la portion non programmée du chiffre indicatif de planification régional, de façon à répondre aux besoins urgents de la région;

4. Lance en outre un appel au Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il continue à financer tous les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, y compris le Centre pour l'Afrique du Nord, au cours du cycle de programmation 1982-1986, en sus des ressources qui

⁷⁹ Voir plus haut, chapitre III, Section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁸⁰ A/S-11/14, annexes I et II.

⁸¹ E/ECA/CM.8/18 et Add.1.

seront bientôt disponibles au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, et fournisse une assistance spéciale à la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

5. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement de tenir les gouvernements africains régulièrement au courant de la mise en oeuvre des programmes régionaux relatifs au continent africain tout entier et de soumettre à la Conférence des ministres de la Commission, à mi-parcours, un rapport intérimaire et, à la fin du cycle de programmation 1982-1986, un rapport d'activité.

222ème séance.

30 avril 1982.

453 (XVII). Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique ⁸²

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport d'activité sur les contributions annoncées et les contributions versées par les Etats membres et les institutions et sur l'exécution des projets et les dépenses y relatives pour la période 1977-1981 ⁸³,

Notant avec satisfaction le nombre croissant des Etats membres qui contribuent au Fonds et appréciant les efforts déployés par le secrétariat pour assurer le recouvrement des contributions annoncées,

Consciente du rôle de plus en plus important que le Fonds devra probablement jouer dans la conception et l'exécution de projets destinés à promouvoir l'autonomie et l'autosuffisance,

1. Lance un appel aux Etats membres qui ne participent pas encore au Fonds pour qu'ils le fassent;

2. Demande aux Etats membres d'effectuer le plus tôt possible le paiement de leurs contributions non acquittées en vue d'assurer sans délai supplémentaire l'exécution des projets prioritaires approuvés par la Commission;

3. Lance par ailleurs un appel à tous les Etats membres, à toutes les institutions financières africaines ainsi qu'à tous les gouvernements et organismes non africains pour qu'ils contribuent généreusement au Fonds lors de la quatrième Conférence pour les annonces de contributions en 1983.

222ème séance.

30 avril 1982.

⁸² Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁸³ E/ECA/CM.8/5.

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 2616(XXIV) du 17 décembre 1969 ET 2745(XXV) du 17 décembre 1970 dans lesquelles l'Assemblée générale reconnaissait l'insuffisance des services et installations de conférence au siège de la Commission économique pour l'Afrique et la responsabilité qui incombait aux Etats membres de l'Organisation des Nations Unies de trouver une solution à ce problème,

Notant la résolution 1981/65 du Conseil économique et social, en date du 24 juillet 1981, à propos de l'agrandissement des services et installations de conférence de la Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant en outre la résolution 36/176 du 17 décembre 1981 dans laquelle l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'entreprendre une étude sur l'insuffisance des services et installations de conférence existants,

Rappelant également que le terrain et les bâtiments qui abritent les services du siège de la Commission ont été offerts gracieusement par le Gouvernement éthiopien à l'Organisation des Nations Unies en 1961,

Tenant compte de ce que, depuis lors, l'Organisation des Nations Unies a construit des bâtiments supplémentaires pour faire face aux besoins croissants en matière de locaux à usage de bureaux et autres mais que les installations de conférence n'ont pas encore été construites,

Reconnaissant la nécessité de disposer de services et installations de conférence suffisants au siège de la Commission économique pour l'Afrique pour assurer le service de conférences, colloques et séminaires régionaux, sous-régionaux et interrégionaux à l'intention de participants de plus en plus nombreux venant d'un nombre croissant d'Etats membres ainsi que de participants d'autres régions et d'autres organismes des Nations Unies,

Consciente de lourdes responsabilités confiées à la Commission économique pour l'Afrique en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'action de Lagos ⁸⁵ et la coordination des politiques et activités de développement dans la région africaine,

Accueillant avec satisfaction le rapport du Secrétaire exécutif ⁸⁶ dans lequel il est fait état de l'insuffisance des services et installations de conférence existants,

Consciente des recommandations du Corps commun d'inspection ⁸⁷ adoptées par l'Assemblée générale,

Notant avec satisfaction que le Gouvernement éthiopien a généreusement offert un terrain convenant à la construction d'installations de conférence supplémentaires,

⁸⁴ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

⁸⁵ A/S-11/14, annexe I.

⁸⁶ E/ECA/CM.8/27.

⁸⁷ E/ECA/CM.8/9.

1. Exprime sa gratitude au Gouvernement éthiopien d'avoir fait connaître son intention de faire don du terrain nécessaire à la construction des bâtiments devant abriter les services et installations de conférence;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire procéder à une étude des plans techniques et architecturaux des nouvelles installations de conférence et des services connexes nécessaires et de faire établir une estimation des coûts sur la base de cette étude;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de présenter, par l'intermédiaire du Secrétaire général, au Conseil économique et social, à sa deuxième session ordinaire de 1982, les résultats de cette étude;

4. Recommande au Conseil économique et social de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'Assemblée générale, à sa trente-septième session, approuve le projet et ouvre les crédits nécessaires afin que les travaux de construction puissent commencer en 1983.

222ème séance,
30 avril 1982.

455 (XVII). Vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique ⁸⁸

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution historique 1155(XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, dans laquelle l'Assemblée recommandait au Conseil économique et social de créer une Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant en outre la résolution 671 A (XXV) du Conseil économique et social, en date du 29 avril 1958, portant création de la Commission économique pour l'Afrique,

Proclamant l'année 1983 année du vingt-cinquième anniversaire de la naissance de la Commission,;

Notant avec une immense satisfaction qu'au long de ses mémorables 25 années d'existence, au cours desquelles on a pu assister à l'émancipation quasi totale du continent, la Commission est parvenue à se faire accepter comme une véritable institution africaine dévouée à la tâche consistant à promouvoir l'autonomie collective dans le domaine du développement économique et social de l'Afrique et à amener le continent à se libérer du carcan de la dépendance économique héritée de l'époque coloniale,

Déterminée, en conséquence, à célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Commission avec tout l'éclat qui s'impose dans les Etats membres et au sein de la Commission elle-même, de son secrétariat et des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission,

Gardant à l'esprit le paragraphe 20 du mandat de la Commission qui stipule que la Commission décide à chaque session du lieu où se tiendra la session suivante, en prenant dûment en considération le principe selon lequel la Commission doit se réunir soit à siège, soit dans un des pays d'Afrique,

1. Décide d'organiser la session du vingt-cinquième anniversaire de la Commission dix-huitième session de la Commission et neuvième réunion de la Conférence des ministres) au siège de la Commission à addis-Abeba (Ethiopie) dans le courant du mois d'avril 1983;

⁸⁸ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 138 à 155 du rapport de la Conférence des ministres.

2. Demande à tous les Etats membres de patronner, d'organiser et de promouvoir des manifestations dans le cadre de la célébration du vingt-cinquième anniversaire, notamment :

a) En faisant imprimer des timbres-poste commémoratifs et en faisant fabriquer des souvenirs marquant l'événement;

b) En encourageant les comités nationaux des Nations Unies ou les autres organes compétents à organiser des manifestations, en collaboration avec les bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement et des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et les ministères concernés de leurs gouvernements;

c) En participant à des expositions, à des festivals cinématographiques et à d'autres manifestations socio-culturelles organisées au siège de la Commission;

d) En faisant don de trophées ou en décernant des prix dans le cadre de concours organisés en vue de célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Commission;

3. Lance un appel au Gouvernement éthiopien qui, dès la création de la Commission, a amplement fourni la preuve de son attachement à la Commission et du généreux appui qu'il a pu lui apporter de diverses manières ans la pratique, pour qu'il prenne toutes les dispositions nécessaires pour que le vingt-cinquième anniversaire de la Commission soit célébré avec tout l'éclat qui s'impose;

4. Demande au Gouvernement éthiopien de mettre en place, à cette fin, en collaboration avec le secrétariat, un Comité mixte du vingt-cinquième anniversaire;

5. Prie le secrétaire exécutif d'organiser d'urgence toutes consultations appropriées avec le Gouvernement éthiopien en vue d'assurer l'application de la présente résolution et d'étudier les moyens de faire en sorte que les journées marquant le vingt-cinquième anniversaire de la Commission soient célébrées avec toute la solennité nécessaire.

222ème séance,
30 avril 1982.

456 (XVII). Exécution, suivi et surveillance du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays africains les moins avancés ⁸⁹

La Conférence des ministres,

Rappelant les principes et directives du Plan d'action de Lagos ⁹⁰ concernant le développement des pays africains et celui des moins avancés d'entre eux en particulier,

Rappelant la résolution 353(XIV) du 27 mars 1979 sur les pays africains les moins avancés, enclavés, insulaires et les plus sérieusement affectés ainsi que la résolution 397(XV) du 12 avril 1980 sur le rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans le processus de développement des pays africains les moins avancés,

⁸⁹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 131 à 135 du rapport de la Conférence des ministres.

⁹⁰ A/S-11/14, annexe 1.

Prenant note du rapport de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ⁹¹ tenue du 1er au 14 septembre 1981 à Paris et des dispositions du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés adopté par cette Conférence,

Rappelant la résolution CM/886(XXXVII) adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa trente-septième session ordinaire et approuvée à la dix-huitième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement qui a demandé un suivi effectif de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action,

Rappelant la résolution 36/194 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1981, relative à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Constatant une fois encore que les résultats économiques des pays africains les moins avancés au cours des deux dernières années démontrent la nécessité de prendre des mesures pour compenser les effets néfastes de la situation économique internationale sur les prix des exportations de ces pays et sur le volume des ressources dont ils peuvent disposer,

1. Rend hommage à Son Excellence M. Daniel Arap Moi, Président de la République du Kenya et Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine; à Son Excellence, M. Aristides Pereira, Président de la République du Cap-Vert et à Son Excellence le Major-Général Juvénal Habyarimana, Président de la République rwandaise pour la contribution remarquable qu'ils ont faite à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue en septembre 1981 à Paris lorsqu'ils ont souligné les problèmes socio-économiques des pays africains les moins avancés, sensibilisé la communauté internationale aux ressources énormes dont ont besoin les pays africains, notamment les moins avancés parmi eux, et mis l'accent sur la nécessité que des engagements soient pris sur le plan international en faveur de transferts de ressources accrus aux pays africains les moins avancés en vue de leur permettre d'exécuter leurs divers programmes de développement;

2. Souligne la nécessité urgente de prendre des mesures pratiques en vue d'assurer l'exécution réussie du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays africains les moins avancés;

3. Demande aux pays africains les moins avancés qui ne l'ont pas encore fait de prendre des mesures immédiates en vue de créer un mécanisme pour l'exécution, le suivi et la surveillance du Programme au niveau national conformément aux paragraphes 110 à 116 du Programme;

4. Recommande qu'en vue de faciliter le suivi et la surveillance du Programme au niveau régional et à des fins d'information, chaque pays africain parmi les moins avancés présente à la Conférence annuelle des ministres des pays africains les moins avancés un programme d'activité sur l'exécution du Programme au niveau national;

5. Recommande que, compte tenu du mandat donné à la Commission économique pour l'Afrique en tant qu'organisme responsable de la coordination des activités globales de développement dans la région africaine ⁹², la Commission soit étroitement associée aux institutions jouant le rôle de chefs de file pour la préparation, quant au fond, et l'organisation des groupes consultatifs en matière d'aide (réunions de consultation, tables-rondes) que chaque pays parmi les moins avancés est invité à convoquer conformément aux paragraphes 110 à 116 du Programme;

⁹¹ A/CONF.104/22 et Add.1, première partie, section A.

⁹² Voir résolution 32/197 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1977.

6. Prie l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, dans leurs domaines de compétence respectifs, de prendre toutes mesures nécessaires pour assister les pays africains les moins avancés dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action;

7. Prie les organismes et organes des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations intergouvernementales de coordonner leurs efforts au niveau régional afin de fournir aux pays africains les moins avancés une assistance efficace dans l'exécution du Programme;

8. Lance un appel à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour que ce dernier, outre les ressources allouées aux gouvernements, fournissent des ressources supplémentaires pour permettre au Secrétaire exécutif de s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne l'exécution, le suivi et la surveillance du nouveau Programme substantiel d'action dans la région africaine.

222ème séance,
30 avril 1982.

457 (XVII). Exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans le cadre de l'autosuffisance nationale et collective ⁹³

La Conférence des ministres,

Ayant présents à l'esprit les principes directeurs et les objectifs du Plan d'action de Lagos ⁹⁴,

Considérant que le développement des pays africains les moins avancés résultera avant tout de la transformation interne de leur économie et des mesures correspondantes en ce qui concerne les investissements, les ressources en matière de gestion d'entreprise, la main-d'oeuvre qualifiée et les institutions,

1. Demande aux pays africains les moins avancés :

a) De prendre des mesures à la lumière des directives définies dans le Plan d'action de Lagos en vue d'identifier les possibilités d'investissement au niveau national;

b) De prendre les mesures nécessaires pour réorienter leurs programmes d'investissement de façon à maximiser l'utilisation des facteurs de production autochtones et à promouvoir une intégration plus grande de leurs économies, la mise en place de moyens autochtones en matière de recherche-développement, la création d'infrastructures matérielles et institutionnelles ainsi que la mise en place de marchés aux niveaux national, sous-régional et régional,

2. Demande au Secrétaire exécutif de mener, à la demande des gouvernements, des études qui aideront les pays africains les moins avancés à élaborer des plans et des programmes fondés sur les méthodes de planification appropriées;

3. Invite la communauté internationale à étudier et à mettre en oeuvre des programmes d'aide et d'assistance conformes au niveau programme substantiel d'action ⁹⁵ et au Plan d'action de Lagos, en ce qui

⁹³ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 131 à 135 du rapport de la Conférence des ministres.

⁹⁴ A/S-11/14, annexe I.

⁹⁵ A/CONF.104/22 et Add.1, première partie, section A.

concerne les besoins ressources et potentialités des pays africains les moins avancés, pris individuellement et dans le cadre d'arrangements de coopération;

4. Prie le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'aider les pays africains les moins avancés à évaluer leurs potentialités afin de tirer le maximum de profit aussi bien des arrangements commerciaux conclus dans le cadre de l'autosuffisance collective entre pays en développement que des exportations vers les pays développés;

5. Prie en outre les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies de fournir dans leurs domaines de compétence respectifs une assistance aux pays africains les moins avancés dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action et du Plan d'action de Lagos;

6. Invite aussi bien les pays les moins avancés enclavés que les Etats africains côtiers à intensifier leurs efforts communs visant à mettre en place des infrastructures de transports et des communications dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique;

7. Prie instamment les Etats africains côtiers de veiller à accorder davantage de facilités de transit aux pays africains les moins avancés;

8. Invite le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et les institutions des Nations Unies concernées, à aider les Etats africains insulaires et côtiers à identifier les moyens d'exploiter les ressources des mers adjacentes.

222ème séance,

30 avril 1982.

458 (XVII). Financement des programmes en faveur des pays les moins avancés ⁹⁶

La Conférence des ministres

Considérant que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement accorde aux pays les moins avancés la plus haute priorité possible dans la répartition de ses ressources pour la période 1982-1986,

Considérant que l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, en raison de l'insuffisance des ressources mobilisés jusqu'à présent, n'a autorisé la programmation que de 80 p.100 du chiffre indicatif de planification pour cette période,

Notant avec préoccupation que cette mesure prise par l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement revient à réduire de 20 p.100 le montant des ressources disponibles pour financer les programmes par pays des pays les moins avancés au cours de cette période, ce qui est contraire aux recommandations de la Conférence de Paris sur les pays les moins avancés ⁹⁷ tendant à augmenter de façon substantielle l'assistance internationale à ces pays,

Notant par ailleurs qu'il existe un Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, alimenté par des contributions volontaires et géré par le Programme des Nations Unies pour le développement, mais auquel un petit nombre de pays seulement verse actuellement des contributions,

⁹⁶ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 131 à 135 du rapport de la Conférence des ministres.

⁹⁷ A/CONF.104/22 et Add.1.

1. Lance un appel solennel à la communauté internationale afin qu'elle fournisse au Programme des Nations Unies pour le développement les ressources qui lui permettent d'atteindre les objectifs financiers du cycle de programmation 1982-1986;

2. Demande instamment aux Etats membres, particulièrement les plus développés, à participer généreusement au financement du Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés;

3. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de porter la présente résolution à l'attention de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies et de prendre toutes les mesures nécessaires à son application.

222ème séance,

30 avril 1982.

459 (XVII). Motion de remerciements au Guide de la révolution d'El Fatah et au vaillant peuple militant de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste⁹⁸⁸

La Conférence des ministres,

Profondément reconnaissante à Son Excellence le Colonel Moammar El Kadhafi, Guide de la grande et glorieuse révolution d'El Fatah, et au vaillant peuple militant de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, pour leur accueil empreint de chaleur, de fraternité, ainsi que pour l'hospitalité et la générosité dont ils ont fait preuve en mettant à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique les belles installations et les services de toutes natures qui lui ont permis, au cours des deux dernières semaines, de tenir avec une efficacité remarquable, quatre importantes réunions à Tripoli à savoir :

- a) La deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés;
- b) La troisième réunion du Comité technique préparatoire plénier;
- c) La deuxième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés et, enfin;
- d) La huitième réunion de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique.

Consciente que les belles installations et les services multiples et multiformes fournis par la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste pour la tenue à Tripoli des réunions précitées ont largement permis aux organes délibérants de la Commission d'examiner divers aspects de la situation économique et sociale en Afrique et de proposer des mesures visant à accélérer le développement socio-économique harmonieux du continent,

Notant avec une profonde satisfaction l'allocution éloquente et riche d'enseignements de Son Excellence le Commandant Abdelsalem Ahmed Jalloud, et tout particulièrement sa conscience aiguë et son analyse hautement pertinente des problèmes économiques et sociaux qui retardent l'accélération du développement et de la croissance économique des pays africains ainsi que la réalisation des buts et objectifs du Plan d'action de Lagos,

⁹⁸ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 159 à 160 du rapport de la Conférence des ministres.

1. Exprime sa profonde gratitude à Son Excellence le Colonel Moammar El Kadhafi, Guide de la grande et glorieuse révolution d'El Fatah, ainsi qu'au vaillant peuple militant de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste pour leur hospitalité chaleureuse et fraternelle ainsi que pour les installations et services matériels de toutes natures qu'ils ont si généreusement mis à la disposition des réunions et de leurs participants;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, de transmettre la présente résolution au Guide de la grande et glorieuse révolution d'El Fatah, digne fils de l'Afrique combattante.

222ème séance,

30 avril 1982.

**RESOLUTIONS ADOPTEES A LA DIX-HUITIEME SESSION DE LA COMMISSION
PAR LA NEUVIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

460 (XVIII). Etude des conditions économiques et sociales en Afrique¹

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 404 (XVI) du 10 avril 1981.

Soulignant une fois de plus l'importance de l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique qui permet d'évaluer de manière continue la situation économique et sociale des pays africains et d'aider les Etats membres à identifier les mesures appropriées de politique générale pour résoudre leurs problèmes de développement actuels et à long terme,

Félicitant le secrétariat d'avoir établi le document intitulé "Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1958-1983² ainsi que l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1981-1982³,

Notant avec préoccupation les difficultés que le secrétariat continue de rencontrer dans la réalisation de l'Etude,

1. Invite chaque Etat membre à fournir au secrétariat les renseignements nécessaires à la réalisation de l'Etude conformément à la résolution 404(XVI);

2. Note avec satisfaction les efforts déployés par le secrétariat pour élargir la portée de l'Etude en y incluant des prévisions à court terme des principales variables macro-économiques pour l'ensemble de la région, les sous-régions et les groupements de pays;

3. Prie le secrétariat d'améliorer la qualité des prévisions figurant dans l'Etude;

4. Prie en outre le secrétariat de tout mettre en oeuvre pour assurer la réalisation de l'Etude.

229ème séance,

2 mai 1983.

¹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 239 à 287 et 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

² E/ECA/CM.9/20.

³ E/ECA/CM.9/5.

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 35/160 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977, proclamant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant la stratégie globale et le programme d'action⁵ qui ont été adoptés par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification ainsi que par le Conseil économique et social en mai et juillet 1979 respectivement,

Rappelant la Stratégie de Monrovia pour la région africaine dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, adoptée le 18 juillet 1979 par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine dans sa résolution CM/Res.722 (XXXIII),

Rappelant le Plan d'action de Lagos pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia,⁶ en particulier le chapitre consacré aux transports et communications, adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement africains le 29 avril 1980,

Consciente de la nécessité de réduire les effets défavorables dont sont victimes les pays enclavés et insulaires,

Notant avec préoccupation que les initiatives prises jusqu'ici en faveur des pays enclavés et insulaires n'ont pas été efficaces,

1. Lance un appel pressant à tous les Etats membres de la CEA et aux organisations internationales pour qu'ils prennent des dispositions efficaces afin de mobiliser des ressources financières et techniques en faveur des pays enclavés et insulaires;

2. Demande que soit renforcée la dotation au titre du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral en vue de mieux répondre aux besoins du développement;

3. Demande au secrétariat de la Commission de collaborer avec toutes les institutions spécialisées compétentes des Nations Unies à la mise en oeuvre d'un programme d'action approprié en faveur des pays sans littoral.

229ème séance,
2 mai 1983.

⁴ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

⁵ E/CN.14/726.

⁶ A/S-11/14, annexe I.

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 4/78 sur le Plan alimentaire régional pour l'Afrique adoptée par la dixième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en septembre 1978,

Rappelant également sa résolution 351 (XIV) du 27 mars 1979 dans laquelle elle demandait instamment aux Etats membres de mettre en oeuvre d'une manière efficace le Plan alimentaire régional pour l'Afrique,

Rappelant en outre la décision prise par les chefs d'Etat et de gouvernement en avril 1980, dans le Plan d'action de Lagos ⁸ selon laquelle les gouvernements africains devraient, dans leurs efforts en vue de développer la production alimentaire, concentrer leur attention sur les programmes et activités les plus urgents, à savoir la réduction des pertes après récolte, l'établissement de programmes de sécurité alimentaire, l'accroissement de la production vivrière et le développement de l'élevage et de la pêche, et adopter des politiques et mesures en vue d'augmenter les investissements,

Notant avec une vive préoccupation la diminution continue du coefficient d'autosuffisance alimentaire et l'insuffisance des apports intérieurs et de l'assistance financière extérieure,

1. Demande aux gouvernements de la région d'intensifier leurs efforts aux niveaux national, sous-régional et régional en vue d'adopter et d'appliquer des politiques et des mesures propres à accroître la production alimentaire, à réduire les pertes de denrées alimentaires et à instituer des systèmes de sécurité alimentaire;

2. Demande en outre aux gouvernements des Etats membres d'accorder une importance particulière aux mesures concernant les prix et autres mesures d'incitation, ainsi qu'à l'utilisation rationnelle de l'eau et des autres ressources en vue d'accroître la production vivrière et de développer l'élevage et la pêche;

3. Prie les gouvernements des Etats membres d'accorder la priorité à la recherche, à l'échange d'informations sur la recherche scientifique et au progrès technique aux fins du développement de la production alimentaire;

4. Demande aux institutions financières internationales et aux pays donateurs d'accroître sensiblement leurs investissements dans le secteur agricole en Afrique;

5. Demande au Secrétaire exécutif et au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine d'intensifier leurs efforts en vue d'aider les Etats membres à mettre en oeuvre le Plan alimentaire régional pour l'Afrique dans le cadre du Plan d'action de Lagos;

6. Demande à la Commission, en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies, d'entreprendre une étude approfondie en vue de déterminer la cause de l'écart manifeste entre l'augmentation des ressources allouées au secteur de l'alimentation et de l'agriculture et la baisse de rendement enregistrée par ce secteur;

⁷ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

⁸ A/S-11/14, annexe I.

7. Prie la Commission, en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies, d'entreprendre une étude approfondie en vue de déterminer la cause de l'écart manifeste entre l'augmentation des ressources allouées au secteur de l'alimentation et de l'agriculture et la baisse de rendement enregistrée par ce secteur;

8. Demande aux organismes compétents des Nations Unies d'aider les pays de la région à lancer des programmes d'action afin d'améliorer la situation alimentaire en Afrique et de combler l'écart technologique;

9. Prie l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture de continuer à accroître son appui à la Commission et, à travers cette dernière, aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, pour la mise en oeuvre du Plan alimentaire régional pour l'Afrique et du Plan d'action de Lagos aux niveaux régional et sous-régional.

229^{ème} séance,
2 mai 1983.

463 (XVIII). Assistance au secteur de l'élevage en Afrique⁹

La Conférence des ministres,

Rappelant le Plan d'action de Lagos¹⁰ pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, de juillet 1979,

Rappelant les résolutions 35/69, 36/186 et 37/245 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980, du 17 décembre 1981 et du 21 décembre 1982, respectivement,

Convaincue de la nécessité de mettre en oeuvre promptement le Plan alimentaire régional pour l'Afrique et le Plan d'action de Lagos,

Prenant note du rapport¹¹ du secrétariat de la Commission sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture,

Ayant présente à l'esprit la nécessité de développer le secteur de l'élevage, complément indispensable de l'alimentation et support de l'agriculture,

Consciente de la situation préoccupante du secteur de l'élevage, à savoir la destruction du cheptel africain par des fléaux tels que la sécheresse dudit secteur dans l'économie des Etats africains tant sur le plan alimentaire que commercial,

1. Félicite le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation de l'unité africaine ainsi que d'autres institutions du système des Nations Unies telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et autres organisations compétentes pour l'élevage en vue d'augmenter la production des cultures vivrières et la production animale;

⁹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

¹⁰ A/S-11/14, annexe I.

¹¹ E/ECA/CM.9/15 et résumé.

2. Prie le secrétariat de la Commission d'entreprendre, en collaboration étroite avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, des études prospectives sur le secteur de l'élevage, d'évaluer les progrès réalisés et de définir une approche spécifique de la mise en valeur de ce secteur en vue d'accroître la contribution du secteur de l'élevage au développement du secteur de l'agriculture et de l'alimentation;

3. Invite les Etats membres de la Commission à accorder une attention particulière à ce secteur lors de l'élaboration des programmes nationaux de développement économique.

229ème séance,
2 mai 1983.

464 (XVIII). Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique¹²

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 291 (XIII) du 26 février 1977, la résolution 2097 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1977, et la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977, proclamant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant en outre sa résolution 435 (XVII) du 30 avril 1982,

Se référant à la résolution 1982/54 du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1982, et la résolution 37/140 de l'Assemblée générale, en date, du 17 décembre 1982,

Considérant que le programme de la Décennie nécessite des ajustements constants durant toute la période couverte par la Décennie,

Ayant examiné le rapport intérimaire sur l'exécution du programme de la première phase de la Décennie (1980-1983) et le rapport sur le projet de programme de la seconde phase (1984-1988)¹³,

Notant avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique en vue de l'élaboration du programme de la seconde phase et d'en assurer le financement,

1. Exprime sa satisfaction au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'aide financière qu'ils ont apportée en vue de l'organisation de la cinquième réunion technique consultative et de l'élaboration du plan d'action de la seconde phase de la Décennie;

2. Fait appel aux pays donateurs et aux institutions de financement pour qu'ils participent pleinement et de façon constructive à la cinquième réunion technique consultative qui doit se tenir du 11 au 14 octobre 1983;

3. Note avec satisfaction les progrès accomplis à ce jour dans l'exécution du programme de la première phase de la Décennie et les efforts réalisés en vue d'achever l'élaboration du programme de la seconde phase;

¹² Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 280 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

¹³ E/ECA/CM.9/7 et 8.

4. Fait sienne la résolution ECA/UNTACDA/Res.83/23 adoptée le 11 mars 1983 par la troisième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification ¹⁴;

5. Recommande que, compte tenu du succès des réunions techniques consultatives organisées pour mobiliser les ressources nécessaires au financement du programme de la première phase, d'autres réunions techniques consultatives soient organisées aussitôt que possible après le lancement, en 1984, de la seconde phase de la Décennie et, en tout état de cause, au plus tard à la mi-1985 pour les sous-secteurs ci-après des transports et des communications :

- a) Radiodiffusion;
- b) Services postaux;
- c) Transports aériens;
- d) Chemins de fer et transports ferroviaires;

6. Fait appel une fois de plus aux pays donateurs et aux institutions de financement pour qu'ils apportent un appui financier substantiel aux projets de la Décennie et accordent une attention particulière aux problèmes de programmation, de financement et d'exécution des projets de transports et communications des pays enclavés;

7. Appui la décision du Secrétaire exécutif d'organiser une table ronde informelle qui se tiendra du 21 au 24 juin 1983 à Paris, sur les problèmes posés par la réalisation du programme de la Décennie;

8. Demande au Secrétaire exécutif d'assurer une meilleure coordination et harmonisation des différents modes de transport et communication de manière à éviter les doubles emplois et la concurrence en élaborant des plans directeurs régionaux et sous-régionaux pour chaque mode de transport et communication, ainsi qu'un plan directeur intégré pour tous les modes;

9. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique les ressources financières suffisantes pour lui permettre :

- a) d'organiser les quatre réunions techniques consultatives visées au paragraphe 5 ci-dessus;
- b) d'entreprendre des études sur l'harmonisation et la coordination des différents modes de transport et communication;
- c) de préparer, en collaboration avec le Bureau international du Travail, une étude des besoins en main-d'oeuvre de tous les pays africains pour tous les modes de transport et communication;
- d) d'élaborer pour les pays enclavés un programme d'actions prioritaires dans le domaine des transports, des communications et de la planification;
- e) d'organiser en janvier 1984 la quatrième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification;

10. Prie le Secrétaire exécutif d'assurer l'application de la présente résolution et de soumettre régulièrement à la Conférence un rapport sur la mise en oeuvre du programme de la Décennie.

229ème séance,
2 mai 1983.

¹⁴ E/ECA/CM.9/26.

465 (XVIII). Problèmes des libertés de l'air en Afrique ¹⁵

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions ECA/UNTACDA/Res.79/6 adoptée le 12 mai 1979 et ECA/UNTACDA/Res.81/19 adoptée le 18 mars 1981 par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification,

Rappelant la résolution CM/Res.899 (XXXIII) sur les libertés de l'air adoptée en 1981 à Nairobi (Kenya) par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Notant que les Etats membres n'ont guère accompli de progrès dans la mise en oeuvre de ces résolutions,

Convaincue que la non-application des résolutions susvisées constitue un obstacle majeur à l'harmonisation des horaires des transports aériens en Afrique, ce qui ne favorise pas le développement du transport aérien en Afrique,

Ayant noté le rapport de la troisième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification¹⁶,

1. Prie instamment les Etats africains d'appliquer la résolution susmentionnée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ainsi que les diverses recommandations approuvées par la Conférence des ministres dans le cadre du programme de la Décennie;

2. Demande au Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, la Commission africaine de l'aviation civile et l'Association des compagnies aériennes africaines, de convoquer en 1984 une conférence africaine de représentants des gouvernements des pays africains et des compagnies aériennes africaines pour examiner les moyens d'appliquer les résolutions sur les libertés de l'air;

3. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique des ressources financières suffisantes pour lui permettre d'organiser cette conférence.

229^e séance,

2 mai 1983.

466 (XVIII). Mise en oeuvre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique ¹⁷

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 35/66 B de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1980, proclamant les années 80 Décennie du développement industriel de l'Afrique, la résolution 1 (VI) de novembre 1981 adoptée par la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie, sa propre résolution 442 (XVII) du 30 avril 1982 sur l'élaboration et l'exécution d'un programme pour la Décennie du développement industriel

¹⁵ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

¹⁶ E/ECA/CM.9/26.

¹⁷ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 288 du rapport de la Conférence des ministres.

de l'Afrique et la résolution 55 (XVI) du Conseil du développement industriel, en date du 28 mai 1982, sur la Décennie du développement de l'Afrique,

Considérant que la mise en oeuvre efficace du Plan d'action de Lagos dépendra, dans une large mesure, du développement soutenu de l'industrie en tant que fournisseur et utilisateur de biens et services et, par conséquent, du réajustement structurel dans le secteur industriel, l'accent étant mis sur quelques industries stratégiques clés,

Convaincue que l'exécution rapide et efficace du programme de la Décennie permettra de réduire la vulnérabilité des pays africains à la crise économique mondiale croissante,

Préoccupée par le fait qu'il est peu probable que les fonds initialement affectés par le Programme des Nations Unies pour le développement comme contribution minimale à la réalisation des objectifs de la Décennie soient disponibles,

1. Invite d'urgence les Etats membres à intensifier les efforts qu'ils déploient individuellement et collectivement en vue de mobiliser des ressources pour la mise en oeuvre de la Décennie aux niveaux national, sous-régional et régional;

2. Prend note avec satisfaction de l'allocation d'un milliard de dollars par la Banque africaine de développement et de la promesse d'un accroissement, à l'avenir, de la contribution de cette dernière au-delà de ce montant initial pour financer les projets industriels dans les pays africains pendant la période 1982-1986;

3. Prie instamment les pays africains de participer activement aux réunions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement en vue de souligner la haute priorité que les pays africains accordent à l'industrie dans le Plan d'action de Lagos¹⁸.

229ème séance,
2 mai 1983.

467 (XVIII). Etablissement d'un Fonds monétaire africain¹⁹

La Conférence des ministres,

Préoccupée par le fait que la situation économique mondiale, notamment la crise financière et monétaire internationale, a aggravé les difficultés des pays africains comme en témoignent leur dette extérieure de plus en plus lourde, le déficit de leur balance des paiements et l'amenuisement de leurs réserves extérieures,

Consciente que l'assistance apportée par le Fonds monétaire international aux pays africains en vue de leur permettre de régler leurs problèmes financiers et monétaires, notamment ceux liés à la balance des paiements, a eu un caractère très limité et n'a pas permis de régler lesdits problèmes,

Consciente d'une part, de l'inexistence à l'heure actuelle en Afrique d'un mécanisme efficace garantissant l'adoption de politiques monétaires des conséquences défavorables de la crise monétaire internationale et de régler les problèmes posés par la multiplicité et l'inconvertibilité des monnaies des pays africains et, d'autre part, de l'absence de marchés financiers et du caractère inapproprié de ceux qui existent,

¹⁸ A/S.11/14, annexe I.

¹⁹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

Rappelant la décision prise par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine lors du Sommet économique tenu en avril 1989 à Lagos (Nigéria) d'établir un Fonds monétaire africain d'ici 1985 pour aider les Etats membres à résoudre les problèmes mentionnés,

Notant avec satisfaction les progrès réalisés jusqu'ici en ce qui concerne l'établissement du Fonds comme en témoignent les résultats de la réunion des hauts fonctionnaires des ministères des finances et des banques centrales tenue du 4 au 7 octobre 1982 à Addis-Abeba ainsi que les travaux techniques préliminaires effectués conjointement par les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine, de l'Institut africain de développement économique et de planification, de la Banque africaine de développement et du Centre africain d'études monétaires,

Notant en outre le retard accusé dans la réalisation des études relatives à la création du Fonds, compte tenu des difficultés rencontrées par le Secrétaire exécutif pour recruter un coordonnateur africain desdites études,

1. Note avec satisfaction le soutien financier apporté par l'Algérie en vue de l'exécution des études de faisabilité sur l'établissement d'un Fonds monétaire africain et de la convocation de la réunion de hauts fonctionnaires des ministères des finances et des banques centrales;

2. Lance un appel aux gouvernements africains pour qu'ils apportent leur appui politique et financier à l'établissement du Fonds envisagé;

3. Prie instamment les institutions financières africaines régionales, notamment la Banque africaine de développement et le Fonds africain de développement, de contribuer financièrement à la réalisation de l'objectif susmentionné;

4. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et les institutions de coopération régionale en Afrique, d'accélérer l'exécution des études de faisabilité ainsi que l'organisation des réunions connexes, conformément au programme d'activités préconisé par la réunion de fonctionnaires susmentionnée et de faire rapport en 1984, à la dixième réunion de la Conférence des ministres de la Commission, sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'établissement du Fonds monétaire africain.

229ème séance,
2 mai 1983.

468 (XVIII). Coopération économique et technique internationale²⁰

La Conférence des ministres,

Ayant présentes à l'esprit les recommandations de la Conférence au Sommet afro-arabe tenue au Caire (Egypte), en mars 1977,

Rappelant sa résolution 301 (XIII) du 28 février 1977 qui préconisait l'instauration d'une coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Asie occidentale,

Rappelant en outre la demande faite par elle à Freetown en mars 1981 au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'inviter le secrétariat de la Ligue arabe à assister en qualité d'observateur aux réunions organisées par la CEA.

²⁰ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

Considérant la Stratégie d'Amman pour les Etats arabes,

Rappelant en outre la Déclaration d'Arusha de février 1979 ²¹ sur l'autonomie collective pour la relance du dialogue Sud-Sud, et le programme de Caracas de mai 1981 sur la coopération économique entre pays en développement ²²,

Notant les efforts accomplis par le Centre multinational de programmation et d'exécution de projets des Etats de l'Afrique du Nord en vue du développement de la coopération afro-arabe et invitant les autres centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets à faire de même,

Consciente que le Secrétaire exécutif de la Commission doit poursuivre ses efforts en vue de promouvoir la coopération interrégionale avec le monde arabe dans le cadre du Mémorandum d'accord entre la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Asie occidentale et en collaboration active avec l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes au cours des réunions de la Commission permanente pour la coopération afro-arabe et d'autres organismes de solidarité afro-arabe et d'autres organismes de solidarité afro-arabe tels que la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique,

Consciente également des activités de coopération économique et technique en cours entre les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique, d'une part, et ceux de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, d'autre part,

Rappelant le rapport de la réunion commune d'experts gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine sur la coopération économique et technique ²³, tenue à Addis-Abeba du 1er au 4 juin et les propositions concrètes concernant trois domaines prioritaires, à savoir les échanges interrégionaux, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines et la science et la technique au service du développement, que les participants étaient convenus d'appliquer en commun,

Rappelant en particulier la résolution II dans laquelle les participants avaient, notamment, prié instamment les secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer l'application rapide des recommandations de la réunion et, à cette fin, d'établir un mécanisme approprié de consultations interrégionales et de créer des centres nationaux de coopération économique et technique entre pays en développement ou de renforcer ceux qui existent déjà,

Notant que le voyage d'étude effectué, en octobre 1982, par des spécialistes africains en matière de mise en valeur des ressources minérales dans cinq pays latino-américains, en vue d'étudier l'organisation, le financement et la gestion des activités de mise en valeur des ressources minérales, et le voyage effectué par les représentants africains des chambres de commerce dans quatre pays latino-américains, sont parmi les premières mesures prises par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine, en vue de l'application des propositions concrètes communes,

Rendant hommage au programme des Nations Unies pour le développement et au Gouvernement néerlandais pour leur assistance en matière de financement des activités au titre de la coopération économique et technique entre pays en développement favorisant ainsi la coopération interrégionale,

²¹ TD/236.

²² A/36/333.

²³ ECO/ETC/1/5.

Consciente des limites au développement de la coopération économique et technique entre pays en développement, dues à l'insuffisance des ressources,

1. Félicite les secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Commission économique pour l'Afrique d'avoir convoqué la première réunion commune d'experts gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine sur la coopération économique et technique;

2. Reconnaît que les propositions concrètes communes qui figurent dans le rapport de la réunion, et notamment celles figurant dans la résolution II annexée au rapport, constituent la base de la coopération interrégionale entre les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Amérique latine, et prie instamment les deux secrétaires exécutifs d'aider les Etats membres de leurs régions respectives à appliquer intégralement et rapidement lesdites propositions;

3. Rend hommage aux Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Amérique latine pour les mesures qu'ils ont déjà prises en vue de l'application des propositions concrètes concernant la mise en valeur des ressources minérales et la promotion des échanges, et prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine, d'intensifier ses efforts en vue d'aider les Etats membres à appliquer ces propositions;

4. Prie instamment le Secrétaire exécutif de poursuivre son assistance aux Etats membres dans leurs efforts de coopération avec la Commission économique pour l'Asie occidentale et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique;

5. Prie le Secrétaire exécutif de contribuer efficacement au développement dynamique de la coopération afro-arabe en collaborant pleinement avec l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes et en participant aux réunions de la Commission permanente pour la coopération afro-arabe, ainsi que d'aider les organes spécialisés de la coopération afro-arabe à exécuter des projets et programmes bien précis en vue de renforcer la coopération afro-arabe;

6. Demande au Secrétaire exécutif de continuer à aider les Etats membres à mener les négociations multilatérales sur le Système généralisé de préférences commerciales et les questions économiques connexes dans le cadre de la coopération économique et technique entre pays en développement comme convenu aux réunions du Groupe des 77 à Caracas et ailleurs;

7. Félicite le Programme des Nations Unies pour le développement et le Gouvernement néerlandais du soutien qu'ils ont apporté aux activités de coopération économique et technique interrégionale de la Commission, et leur lance un appel, ainsi qu'aux bailleurs de fonds qui ne l'ont pas encore fait, pour qu'ils soutiennent sans réserve le programme de coopération économique et technique interrégionale de la Commission;

8. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission à sa dix-neuvième session sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'application de la présente résolution.

229ème séance,
2 mai 1983.

La Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité d'améliorer sans tarder les processus d'élaboration, de planification, d'administration et d'analyse des politiques économiques et sociales dans le cadre du Plan d'action de Lagos ²⁵ dont l'objet est de promouvoir le développement de l'Afrique au moyen de l'autonomie collective,

Reconnaissant que pour assurer l'organisation efficace de ces activités il est indispensable de pouvoir disposer de données de façon régulière et satisfaisante en raison de contraintes graves et interdépendantes, notamment le faible niveau de la demande de données à des fins de planification non technique, l'exode des statisticiens, les faiblesses en matière de gestion, les difficultés de traitement des données et le fait que l'utilisation des données n'est pas considérée comme le principal élément de l'organisation de la collecte, du traitement et de l'analyse des données,

Notant en outre que la coordination de l'assistance extérieure en matière de statistique demeure insuffisante et que les recommandations émanant des instances internationales ne mettent pas suffisamment l'accent sur l'analyse et l'utilisation des données,

1. Prie instamment les gouvernements des pays de la région :

a) D'accorder, d'une manière générale, une priorité plus élevée à l'amélioration et au renforcement de leurs services de statistique afin qu'ils soient en mesure de fournir des données qui contribueront à évaluer les problèmes économiques et sociaux du moment et à accélérer le développement;

b) De partir des utilisations de données pour déterminer les priorités en matière de collecte et d'analyse dans chaque domaine particulier;

c) De mettre à profit toutes les possibilités de formation de personnel des services de statistique et de veiller à ce que ces services soient gérés de manière efficace;

d) De prendre des mesures pour résoudre les difficultés de traitement des données en utilisant un matériel adéquat et en veillant à ce que le personnel statistique joue un rôle plus direct et plus actif dans le traitement informatisé des données;

e) D'avoir davantage recours aux organes nationaux de coordination de statistique pour la planification et la coordination des activités ainsi que pour l'élaboration de programmes de développement statistique réalistes et intégrés, programmes qui doivent être incorporés aux plans nationaux de développement, ainsi qu'il est recommandé dans le Plan d'action de Lagos;

f) De veiller, dans le cadre des programmes de développement, à ce que les services de statistique élaborent des programmes de travail annuels en vue de la publication périodique de documents et de rapports sur des enquêtes notamment, et de l'organisation d'autres activités régulières;

g) D'encourager les organismes centraux de planification et ceux chargés de l'étude de domaines particuliers à envisager sous un angle plus scientifique et analytique l'élaboration, l'exécution, le suivi, l'évaluation et l'examen des plans;

²⁴ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

²⁵ A/S-II/14, annexe I.

2. Recommande à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées :

a) De poursuivre les efforts faits pour coordonner la coopération technique en ce qui a trait à tous les domaines de l'information quantitative;

b) D'élargir le champ d'application des recommandations statistiques internationales pour y inclure des principes directeurs relatifs à l'analyse et à l'utilisation des données;

3. Lance un appel aux institutions intergouvernementales et aux organismes d'aide bilatérale et multilatérale pour qu'ils :

a) Continuent de contribuer au renforcement et au fonctionnement des infrastructures statistiques en Afrique;

b) Donnent leur appui aux activités visant à améliorer l'utilisation des données statistiques au service du développement;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'amélioration des statistiques en Afrique selon les principes définis ci-dessus.

229^{ème} séance,
2 mai 1983.

470 (XVIII). Etudes prospectives dans les pays africains²⁶

La Conférence des ministres,

Rappelant la Stratégie de Monrovia pour la région africaine dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, adoptée le 18 juillet 1979 par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine dans sa résolution CM/Res.722 (XXXIII),

Rappelant le Plan d'action de Lagos²⁷ en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia, adopté le 29 avril 1980 au deuxième Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Ayant préent à l'esprit la nécessité pour les pays africains d'entreprendre périodiquement des études prospectives en vue de concevoir et d'évaluer diverses possibilités de mettre en oeuvre le Plan d'action de Lagos,

Prenant acte de l'étude prospective préliminaire établie par le secrétariat pour la région africaine à l'horizon 2008²⁸ qui met en lumière les perspectives dans des domaines critiques tels que la population et les ressources humaines, l'alimentation, l'énergie, l'industrie, les transports ainsi que le commerce et le financement extérieurs,

²⁶ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 239 à 287 et 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

²⁷ A/S-II/14, annexe I.

²⁸ E/ECA/CM.9/23.

Prenant également acte du nombre croissant des pays africains qui se sont lancés dans des études prospectives en vue de jeter les bases d'une planification judicieuse et efficace,

1. Félicite le Secrétaire exécutif de la Commission d'avoir pris l'initiative d'élaborer une étude globale sur les perspectives de la région à l'horizon 2008;

2. Prie le Secrétaire exécutif :

a) D'assurer une large diffusion de l'étude parmi les gouvernements universités et établissements de recherche en Afrique en vue de susciter l'adoption d'initiatives et de mesures pour une mise en oeuvre efficace du Plan d'action de Lagos dans les pays africains;

b) De fournir, sur leur demande une assistance technique aux gouvernements intéressés pour la conception des moyens permettant d'effectuer des études prospectives sur leurs économies respectives;

c) De procéder, tous les cinq ans, à la mise à jour de l'étude afin qu'elle serve d'instrument permettant d'évaluer l'état d'avancement du Plan d'action de Lagos dans la région africaine;

d) D'inscrire l'étude à l'ordre du jour de la troisième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains;

3. Demande aux Etats membres de procéder à un examen critique de cette étude en vue d'identifier les domaines présentant un intérêt pour eux et de prendre les mesures qui s'imposent pour effectuer les études prospectives sur leurs économies.

229ème séance,
2 mai 1983.

471 (XVIII). L'Afrique et les négociations économiques internationales en cours ²⁹

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution sur la participation de l'Afrique aux négociations économiques internationales adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement africains, telle qu'elle figure à l'annexe III du Plan d'action de Lagos ³⁰,

Reconnaissant que les négociations économiques internationales actuelles et futures qui se tiennent et se tiendront dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ainsi que celles devant aboutir à la conclusion d'un nouvel accord faisant suite à la Convention de Lomé II et l'adoption d'un Code de conduite des sociétés transnationales auront vraisemblablement une incidence profonde et de grande portée sur les perspectives du développement socio-économique de l'Afrique,

Consciente qu'il est dans l'intérêt même de l'Afrique de participer pleinement et efficacement à ces négociations et autres négociations en cours,

²⁹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

³⁰ A/S-II/14, annexe III.

Notant avec déception les résultats de la Réunion des ministres du commerce extérieur de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce tenue à Genève en novembre 1982, et le fait qu'il n'ait pas été, au cours de ces négociations, tenu pleinement compte des problèmes de développement des pays africains, ainsi que les problèmes rencontrés dans l'application de la Convention de Lomé II et dans les négociations sur le Code de conduite des sociétés transnationales,

1. Prenant note avec satisfaction de l'adoption d'une position africaine commune sur les questions devant être examinées à la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tel qu'il ressort du Mémoire de Libreville³¹ et de l'harmonisation des positions des pays en développement sur ces questions à laquelle était parvenue la cinquième Conférence ministérielle du Groupe des 77 tenue à Buenos-Aires (Argentine) du 5 au 9 avril 1983;

2. Prie instamment les Etats du Groupe africain membres de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, de suivre de près les questions qui n'avaient pas été réglées à la récente Réunion des ministres du commerce extérieur de l'Accord dans le cadre du mécanisme permanent de l'Accord afin de sauvegarder leurs intérêts au cours des négociations;

3. Lance un appel à tous les Etats membres de la Commission pour qu'ils participent pleinement et efficacement à toutes les négociations économiques internationales et en particulier à la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et qu'ils veillent à harmoniser leurs positions tout en assurant autant que possible la continuité dans les délégations représentant les pays africains à chaque série de négociations;

4. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de continuer à donner un appui technique, logistique et consultatif aux groupes de pays africains participant à ces négociations;

5. Invite le Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en vue du développement économique de l'Afrique à évaluer les résultats des négociations susmentionnées sur la base des études devant être réalisées par les secrétariats de la Commission et de l'Organisation de l'unité africaine;

6. Prie le Secrétaire exécutif de présenter à la Conférence des ministres, à sa dixième session, les résultats de cette évaluation.

229ème séance,
2 mai 1983.

472 (XVIII). La femme et le développement en Afrique³²

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 360 (XIV), 361 (XIV) et 362 (XIV) du 27 mars 1979, 407 (XVI) du 10 avril 1981 et 447 (XVII) du 30 avril 1982 sur l'exécution des programmes et la mobilisation des ressources pour la promotion de la femme en Afrique,

Rappelant également sa résolution 332 (XIV) du 27 mars 1979 sur la Stratégie africaine pour le développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

³¹ E/ECA/OUA/Trade/1.

³² Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

Ayant présentes à l'esprit les résolutions 34/180 et 35/136 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1979 et du 11 décembre 1980,

Consciente que le Plan d'action de Lagos³³ accorde non seulement une place importante à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines, mais encore préconise des mesures spéciales en faveur de la promotion de la femme sur les plans technique, social, économique, culturel et politique,

Consciente que la femme a été dans une large mesure tenue à l'écart des principales activités de développement et qu'elle a souffert d'une inégalité de chances en ce qui concerne son épanouissement et l'exercice de ses talents ainsi que de préjugés sociaux,

Consciente également que les progrès au titre de l'intégration de la femme au développement aux niveaux national, sous-régional et régional ont été freinés par de graves difficultés en matière de ressources humaines et financières,

Ayant examiné le rapport de la quatrième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 11 au 13 avril 1983³⁴,

1. Fait sien le rapport et les recommandations de la quatrième réunion du Comité régional africain de coordination;

2. Prie instamment les Etats membres et les mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement de prendre les mesures nécessaires pour évaluer la contribution de la femme au développement national et pour répondre de façon effective à leurs besoins en adoptant à cet effet, à l'échelle nationale, des politiques, des mesures législatives et des programmes de développement;

3. Demande aux Etats membres d'assurer une participation plus grande et plus effective des femmes au processus de prise de décisions aux niveaux national, sous-régional et régional;

4. Demande aux gouvernements africains, aux mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement, à l'Organisation des Nations Unies et aux autres organismes internationaux de développement d'intensifier leurs efforts pour former les femmes et les jeunes filles dans tous les domaines socio-économiques;

5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission de soumettre le document³⁵ relatif au cadre institutionnel régissant les relations entre les divers organes établis pour promouvoir l'intégration de la femme dans le développement aux Etats membres afin de pouvoir incorporer leurs vues et observations dans une version révisée du document qui sera présentée à la prochaine réunion du Comité régional africain de coordination;

6. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils fournissent les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires au renforcement des mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement de façon à leur permettre de s'acquitter de façon efficace de leurs responsabilités;

7. Lance en outre un appel aux Etats membres, aux organisations intergouvernementales africaines et à la communauté internationale pour qu'ils continuent d'apporter leur contribution aux programmes sous-régionaux et régionaux en faveur de la femme et accordent une priorité spéciale aux

³³ A/S-11/14, annexe I.

³⁴ E/ECA/TPCW.4/8.

³⁵ ATRCW/ARCC/83/WD.8.

projets concernant la femme à la quatrième Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique qui se tiendra à l'occasion de vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique;

8. Demande aux secrétariats de la Commission et de l'Organisation de l'unité africaine, au bureau du Comité régional africain de coordination et à l'Organisation panafricaine des femmes de collaborer étroitement aux préparatifs de la troisième Conférence régionale pour l'intégration de la femme au développement qui doit se réunir en 1984 pour définir la position de l'Afrique à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, qui doit se tenir à Nairobi (Kenya) en 1985;

9. Prie instamment les Etats membres d'accorder leur soutien total à la troisième Conférence régionale et à la Conférence mondiale susmentionnées.

229ème séance,
2 mai 1983.

473 (XVIII). Les conditions climatiques et la sécheresse en Afrique³⁶

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 239 (XI) du 23 février 1973 sur la sécheresse dans le Sahel,

Tenant compte du fait que la sécheresse qui a frappé la région sahélienne au cours des années 70 sévit aujourd'hui dans 34 pays africains, dont 24 font partie des pays les moins avancés et dont certains sont situés en dehors de la zone soudano-sahélienne et de la région du désert du Kalahari,

Consciente que la sécheresse est devenue un phénomène naturel chronique dont les causes, la fréquence et les tendances sont actuellement difficiles à contrôler et doivent être étudiées sous un angle scientifique,

Consciente qu'il existe une corrélation linéaire étroite entre la sécheresse, la désertification et le sous-développement,

Rappelant en outre sa résolution 446 (XVII) du 30 avril 1982.

Profondément préoccupée par l'aggravation des conditions climatiques et par les effets désastreux de la sécheresse, de l'érosion des cyclones et de la famine persistant sur les peuples africains et sur l'économie de l'Afrique en général,

1. Prie instamment le Secrétaire exécutif d'organiser une table ronde scientifique extraordinaire sur les problèmes de la situation climatique en Afrique à laquelle tous les Etats membres de la Commission seraient invités et qui rassemblerait des experts nationaux des pays invités ainsi que des experts internationaux en matière de climatologie, de ressources en terre, en eau et en sol, d'écologie et d'environnement, en vue d'examiner les causes, la périodicité, les tendances et les effets de la sécheresse sur l'économie africaine et de proposer des mesures à court, moyen et long termes pour résoudre ce problème;

2. Fait appel aux organes et organismes compétents des Nations Unies tels que l'Organisation météorologique mondiale, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des

³⁶ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme des Nations Unies pour le développement ainsi qu'à l'Organisation de l'unité africaine et à d'autres organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux pertinents afin qu'ils collaborent activement avec la Commission économique pour l'Afrique à l'organisation de cette table ronde;

3. Demande aux gouvernements d'accorder une haute priorité à la compréhension des phénomènes de variation climatique dans leurs pays en vue de permettre une meilleure planification de la lutte contre la sécheresse, l'érosion, les cyclones, la famine et les problèmes qui en résultent et d'y consacrer aussi bien des ressources financières que des ressources humaines;

4. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'allouer des ressources supplémentaires à la Commission pour lui permettre de s'atteler à cette importante tâche;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de soumettre à la Commission à sa dix-neuvième session (dixième réunion de la Conférence des ministres) conditions climatiques en Afrique;

6. Lance un appel à la communauté internationale ainsi qu'aux donateurs bilatéraux et multilatéraux pour qu'ils accordent une assistance financière accrue aux pays touchés par la sécheresse et la désertification de même qu'aux institutions se livrant à la lutte contre ces phénomènes.

229ème séance,
2 mai 1983.

474 (XVIII). Renforcement des moyens de l'Afrique en matière d'environnement³⁷

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 378 (XV) du 12 avril 1978 et 408 (XVI) du 10 avril 1981 dans lesquelles elle a décidé de créer un comité régional intergouvernemental chargé des questions du milieu et des questions des établissements humains,

Rappelant également sa résolution 408 (XVI) du 10 avril 1981 portant création du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1977 et du 29 janvier 1979, respectivement,

Consciente que le Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique³⁸ identifie, notamment, des domaines prioritaires d'intérêt environnemental pour l'Afrique, lesquels ont été repris dans la décision GC.9/12 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en date du 26 mai 1981, relative aux priorités à accorder à la solution des graves problèmes écologiques que connaissent les pays en développement,

Prenant note des résolutions 36/192 et 37/217 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1981 et du 20 décembre 1982, relative à la coopération internationale dans le domaine de l'environnement,

³⁷ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

³⁸ A/S-11/14, annexe I.

Prenant également note de la mission et du rôle catalytique du Programme des Nations Unies pour l'environnement approuvés le 31 mai 1982 par le Conseil d'administration dans sa décision GC.10/26 concernant, entre autres choses, la mobilisation de ressources supplémentaires au profit du Fonds pour l'environnement en vue d'aider les pays en développement à faire face à leurs graves problèmes écologiques, et tenant compte des dispositions prises pour assurer la présence, dans la région, du Programme des Nations Unies pour l'environnement conformément à la décision GC.10/2 adoptée le 31 mai 1982 par son Conseil d'administration en vue de renforcer les moyens disponibles dans le domaine de l'environnement, notamment en Afrique,

Ayant examiné le rapport de la troisième réunion du Comité régional intergouvernemental des établissements humains et première réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement ³⁹,

1. Prend note du rapport de la troisième réunion du Comité régional intergouvernemental des établissements humains et première réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement et des résolutions 1 (1) concernant le renforcement du Groupe de coordination pour l'environnement de la Commission, 2 (1) concernant le renforcement des moyens de la région africaine dans le domaine de l'environnement et 3 (1) concernant l'enseignement et la formation en matière d'environnement en Afrique;

2. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de continuer à renforcer les moyens de la Commission économique pour l'Afrique en matière d'environnement dans le cadre de la présence en Afrique du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en vue de la planification, de la coordination et de l'exécution des activités intergouvernementales visant à résoudre les graves problèmes écologiques que connaît le continent, comme la sécheresse, la désertification et l'érosion, lorsque le présent projet prendra fin pour la période biennale 1982-1983;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de collaborer avec le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement en vue de l'application de la décision GC.10/25A du Conseil d'administration de ce dernier tendant à promouvoir l'enseignement et la formation de cadres africains en matière d'environnement, en tenant compte des travaux de la réunion d'experts de gouvernements et de la communauté scientifique en Afrique, des établissements nationaux de formation en matière d'environnement existant dans la région et de la nécessité de les renforcer, et des activités de l'Organisation internationale du Travail et d'autres organismes des Nations Unies sur l'enseignement et la formation en matière d'environnement dans la région;

4. Invite les gouvernements des pays africains à :

a) Renforcer leurs services nationaux de l'environnement pour pouvoir évaluer l'exploitation des ressources naturelles et lutter contre la pollution que pourrait entraîner l'industrialisation rapide prévue dans le cadre de la Décennie du développement industriel, en intégrant des considérations écologiques aux plans nationaux de développement, en se penchant sur le mandat des différentes commissions d'octroi de licences et sociétés d'exploitation des ressources naturelles, en créant des commissions nationales de normalisation en vue de l'adoption d'une législation industrielle ainsi que de critères de santé pour les ouvriers de l'industrie, en installant des laboratoires d'analyse d'appui et en renforçant les services juridiques et législatifs pour la transformation des politiques d'environnement en lois et réglementations sur l'environnement tout en fournissant l'appui infrastructurel nécessaire à l'application effective des lois;

b) Mettre sur pied un programme intensif de mise en valeur des ressources humaines afin de former les chercheurs, techniciens, planificateurs, dirigeants et chefs d'entreprise aux techniques de

³⁹ E/ECA/HUS/ENV.1.

l'évaluation et de l'aménagement de l'environnement dont on aura besoin pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

c) S'efforcer de réinvestir une partie des profits provenant de la croissance économique en vue de fournir, sur le plan national, les services destinés à satisfaire les besoins essentiels de l'homme, notamment par le biais de programmes d'éducation de masse, de soins de santé primaires et de nutrition, afin d'améliorer la qualité de la vie de la majorité des populations africaines et de fournir la main-d'oeuvre nécessaire à un développement économique soutenable;

5. Demande à la communauté internationale, aux institutions financières ainsi qu'aux organisations, organismes et organes compétents du système des Nations Unies de répondre de manière positive à l'initiative prise par l'Afrique dans le domaine de l'environnement et du développement en fournissant les fonds, la main-d'oeuvre qualifiée et les services d'experts nécessaires;

6. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à ce sujet au Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement à sa deuxième réunion.

229ème séance,
2 mai 1983.

475 (XVIII). Etablissements humains ⁴⁰

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 316 (XIII) du 1er mars 1977 portant création du Comité régional intergouvernemental des établissements humains et 358 (XIV) du 27 mars 1979 sur les arrangements institutionnels en matière d'établissements humains,

Rappelant également sa résolution 408 (XVI) du 10 avril 1981 dans laquelle elle a approuvé l'inclusion dans le mandat du Comité régional intergouvernemental de l'étude de questions sur l'environnement,

Rappelant en outre la résolution 8 (IV) de la quatrième Conférence des ministres de l'industrie, en date du 26 novembre 1977,

Ayant examiné le rapport ⁴¹ de la troisième réunion du Comité régional intergouvernemental des établissements humains et première réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement qui a eu lieu à Addis-Abeba du 28 juin au 2 juillet 1982 et les résolutions adoptées à cette réunion,

Notant avec préoccupation que l'appui donné par le PNUD au programme de développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment sera suspendu à la fin de 1983, ce qui risque d'avoir de sérieuses répercussions sur la poursuite des activités en cours et la mise en oeuvre des projets prévus dans le cadre du programme et, partant, de permettre de parvenir difficilement à l'autosuffisance dans ce secteur d'ici à l'an 2000.

⁴⁰ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴¹ E/ECA/HUS/ENV.1

1. Fait siens le rapport et les résolutions adoptés à la troisième réunion du Comité régional intergouvernemental des établissements humains et première réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;

2. Approuve l'importance accordée à la planification physique, aux mécanismes de financement du logement et aux politiques et programmes en matière de matériaux de construction qui doivent effectivement être des questions prioritaires si l'on veut pouvoir appliquer un programme et une politique en matière d'établissements humains au niveau régional qui seraient conformes aux objectifs, et aux stratégies de la Déclaration de Monrovia ⁴² et du Plan d'action de Lagos ⁴³;

3. Prie instamment les Etats membres de prendre des mesures en vue de mener à bien les actions définies dans les résolutions adoptées par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;

4. Invite la Commission des établissements humains à apporter son appui au Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement pour l'application des priorités régionales des établissements humains définies par ledit Comité;

5. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les Etats membres, le Programme des Nations Unies pour le développement, d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales, pour garantir l'application rapide et efficace des résolutions susmentionnées, et en particulier la poursuite du programme de développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment bien au-delà de l'échéance actuelle, tant que l'objectif de l'autosuffisance dans le domaine des industries des matériaux de construction et du bâtiment prévu par le Plan d'action de Lagos ne sera pas réalisé;

6. Invite les Etats membres à prendre des mesures pour renforcer la coopération régionale en vue de l'application des résolutions adoptées par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement.

229ème séance,
2 mai 1983.

476 (XVIII). Développement des services cartographiques en Afrique ⁴⁴

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique ⁴⁵, tenue au Caire (Egypte), du 28 février au 7 mars 1983 ainsi que les résolutions adoptées par ladite Conférence,

Consciente qu'il importe de renforcer d'urgence les institutions cartographiques des Etats membres étant donné qu'elles sont appelées à fournir des services indispensables à l'exploration et à l'inventaire des ressources nationales,

⁴² Résolution CM/Res.722 (XXXIII) du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine.

⁴³ A/S-11/14, annexe 1.

⁴⁴ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴⁵ E/ECA/TPCW.4/6.

Notant avec satisfaction que les résolutions de la Conférence susmentionnée sont conformes aux principes de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique ⁴⁶ et du Plan d'action de Lagos ⁴⁷,

Tenant compte du rôle crucial que les techniques modernes de géodésie spatiale jouent dans la détermination précise et rapide des points géodésiques qui sont fondamentaux pour l'établissement de cartes, lesquels constituent à leur tour les préalables d'une planification et d'une exécution efficaces des projets de développement,

Ayant présent à l'esprit le fait que les conférences cartographiques régionales des Nations Unies pour l'Afrique servent de cadre au transfert de la technologie indispensable pour le développement des moyens en matière de cartographie et facilitent l'échange de données d'expérience, en aidant, par exemple, la Commission économique pour l'Afrique à formuler son programme de travail,

1. Fait siens le rapport de la cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique ainsi que les résolutions qui y figurent;

2. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique en, 1986 et prie le Conseil économique et social d'instaurer une collaboration systématique et efficace avec la Commission économique pour l'Afrique afin de fournir un appui financier dans l'organisation des prochaines conférences cartographiques régionales;

3. Invite les Etats membres qui n'ont pas encore apporté leur appui total aux centres régionaux de cartographie et de télédétection à le faire, concrétisant ainsi leur foi dans la coopération technique entre pays africains;

4. Demande au Secrétaire exécutif de :

a) Collaborer avec l'Association africaine de cartographie à l'évaluation des besoins de chaque Etat membre en matière de formation dans les divers domaines de la cartographie ainsi qu'il est recommandé dans la résolution 6 (V) de la cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique;

b) Publier un répertoire des centres africains de formation cartographique dont certains pourraient se voir conférer un caractère régional;

5. Prie instamment les Etats membres de fournir leur appui moral, politique et matériel au projet africain d'études de positionnement par effet Doppler et de fournir toutes les données pertinentes dont ils disposent pour la mise en place de banques africaines de données géodésiques à l'échelle régionale et sous-régionale;

6. Prie le Secrétaire exécutif d'encourager les Etats membres et les organisations intéressés à accorder un appui financier au Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection pour l'exécution du projet africain d'études de positionnement géodésique par effet Doppler;

7. Fait sienne la résolution 13 (V) de la cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique sur la proclamation d'une année de la cartographie en Afrique, et en conséquence proclame 1986 "Année de la cartographie en Afrique";

⁴⁶ Résolution CM/Res.722 (XXXIII) du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine.

⁴⁷ A/S-11/14, annexe I.

8. Prie en outre le Secrétaire exécutif de convoquer en 1983 une réunion de tous les organismes régionaux et sous-régionaux d'Afrique chargés des questions de levés, de cartographie et de télédétection dans le souci d'harmoniser leur structure de façon à assurer leur viabilité et leur efficacité.

229ème séance,
2 mai 1983.

477 (XVIII). Evaluation et harmonisation des activités des institutions multinationales.⁴⁸

La Conférence des ministres,

Rappelant le Plan d'action et l'Acte final de Lagos⁴⁹ adoptés par les chefs d'Etat et de gouvernement à Lagos en avril 1980, et notamment le chapitre VIII du Plan,

Rappelant également l'importance que les chefs d'Etat et de gouvernement attachent au rôle joué par les institutions intergouvernementales africaines dans la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos,

Réaffirmant leur conviction que les institutions intergouvernementales constituent une condition sine qua non du développement véritablement autonome de la région,

Consciente que les institutions intergouvernementales en place sont aux prises avec de graves difficultés financières et autres qui les empêchent de réaliser avec efficacité les buts et objectifs pour lesquels elles ont été créées,

Convaincue que l'harmonisation et/ou l'intégration de ces institutions pourraient être d'une plus grande utilité pour les pays africains et mieux permettre à la Commission de leur apporter un soutien efficace,

Ayant examiné le document consacré à ce sujet par le Nigéria⁵⁰ ainsi que les recommandations connexes formulées par le Comité technique préparatoire plénier à sa quatrième réunion⁵¹;

1. Remercie le Gouvernement du Nigéria de son initiative;

2. Décide de créer un comité spécial qui se composera de dix Etats membres désignés par la Conférence des ministres sur la base du principe de la répartition géographique équitable, qui sera assisté par le Secrétaire exécutif de la Commission, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et chargé d'évaluer les objectifs et les activités des différentes institutions multinationales créées sous l'égide de la Commission et de l'Organisation de l'unité africaine, en vue de formuler des propositions concernant leur utilité et leur efficacité et de donner son avis quant aux moyens permettant de mieux rationaliser, coordonner, harmoniser ou intégrer les activités conformément au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 390 (XV) du 12 avril 1980 et aux instructions des chefs d'Etat et de gouvernement figurant au paragraphe 264(i) du Plan d'action de Lagos;

⁴⁸ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

⁴⁹ A/S-11/14, annexe I et II.

⁵⁰ E/ECA/TPCW.4/7.

⁵¹ E/ECA/CM.9/28.

3. Prie le comité spécial de soumettre son rapport à la dix-neuvième session de la Commission et dixième réunion de la Conférence des ministres;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de fournir tout le soutien technique voulu au Comité spécial,

5. Prie le Secrétaire exécutif et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de faire en sorte qu'aucune nouvelle institution multinationale ne soit créée avant qu'un examen approfondi du bien-fondé de sa création et des possibilités offertes par les institutions nationales ou multinationales existantes n'ait été réalisé.

229ème séance,
2 mai 1983.

478 (XVIII). Mise en valeur des ressources de la mer ⁵²

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 340 (XIV) du 27 mars 1979,

Notant avec satisfaction la résolution sur la mise en place d'infrastructures nationales dans le domaine des sciences et techniques marines et des services océanologiques adoptée le 30 avril 1982 par la troisième Conférence sur le droit de la mer à sa 181ème réunion,

Consciente de la nécessité, pour les Etats membres, de prendre promptement, individuellement et collectivement, des mesures pour la mise en valeur, la gestion et la conservation de leurs ressources marines à la lumière de la Convention sur le droit de la mer récemment adoptée,

Se félicitant de l'élaboration d'un plan à moyen terme pour la période 1984-1989 et d'un budget-programme pour les exercices biennaux 1982-1983 et 1984-1985 visant à lancer des activités de nature à aider les Etats membres dans ce domaine,

1. Prie instamment les Etats membres d'accorder, individuellement et collectivement, un rang de priorité élevé à la mise en valeur, à la gestion et à la conservation de leurs ressources marines;

2. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, les organismes compétents du système des Nations Unies et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales, d'aider les Etats membres dans ce domaine;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'aider de même les Etats membres à mettre en oeuvre les dispositions de la Convention sur le droit de la mer relatives aux Etats sans littoral;

4. Lance un appel au Secrétaire général pour qu'il fournisse à la Commission, à compter du mois de janvier 1984, toutes les ressources financières et humaines nécessaires afin de lui permettre de s'acquitter pleinement de ses responsabilités découlant du programme des ressources de la mer pendant le plan à moyen terme 1984-1989 et au-delà.

229ème séance,
2 mai 1983.

⁵² Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

479 (XVIII). Renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets ⁵³

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 335 (XIV) du 27 mars 1979 et 418 (XVI) du 10 avril 1981 sur les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Rappelant en outre sa résolution 450 (XVII) du 30 avril 1982,

Notant avec satisfaction la résolution 37/138 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1982,

1. Exprime son appréciation à l'Assemblée générale pour l'appui qu'elle a apporté aux centres en leur allouant des ressources au titre du budget ordinaire;
2. Lance de nouveau un appel à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il continue d'apporter son appui financier aux activités opérationnelles des centres au cours du cycle de programmation 1982-1986;
3. Prie instamment les Etats membres de continuer à faire des annonces de contributions généreuses au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique en allouant une partie de leur contribution à l'appui aux centres et, chaque fois que cela est possible, de détacher aux centres, à leurs frais et pour de courtes durées, du personnel chargé d'exécuter des projets particuliers;
4. Prie instamment le Secrétaire exécutif d'intensifier ses efforts en vue d'obtenir d'autres organes et organismes des Nations Unies ainsi que de donateurs multilatéraux et bilatéraux, les ressources financières nécessaires pour assurer les activités opérationnelles des centres;
5. Prie en outre instamment le Secrétaire exécutif d'accélérer l'application de la résolution 335 (XVI) sur la décentralisation du personnel de la Commission, du siège vers les centres.

229ème séance,
2 mai 1983.

480 (XVIII). Soutien au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement ⁵⁴

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport sur les contributions annoncées et versées par les Etats membres et les institutions et sur l'exécution des projets et les dépenses engagées au cours de la période 1981-1982 ⁵⁵ ainsi que le rapport sur les ressources nécessaires au cours de l'exercice biennal 1984-1995 ⁵⁶,

⁵³ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

⁵⁴ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 316 du rapport de la Conférence des ministres.

⁵⁵ E/ECA/CM.9/17 et résumé.

⁵⁶ E/ECA/CM.9/16 et résumé.

Reconnaissant les efforts accomplis par le Secrétaire exécutif pour recouvrir les contributions annoncées,

Prenant note des résultats de la quatrième Conférence biennale pour les annonces de contributions⁵⁷ et réaffirmant son soutien au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique,

Notant avec satisfaction la bonne volonté dont ont fait preuve les Etats membres et les institutions financières africaines ainsi que les Etats non africains en versant des contributions au Fonds,

1. Remercie ces Etats membres, institutions financières africaines et Etats non africains de leurs contributions généreuses au Fonds;

2. Lance un appel aux Etats membres, aux institutions financières africaines et aux Etats et institutions financières non africains qui n'ont pas versé de contributions au Fonds pour qu'ils le fassent dès que possible afin que l'on puisse disposer de la totalité des ressources nécessaires à l'exécution du programme de travail hautement prioritaire adopté par la Commission dans le cadre du Plan d'action de Lagos⁵⁸,

3. Lance en outre un appel à tous les contributeurs au Fonds pour qu'ils versent au plus tôt les contributions qu'ils s'étaient engagés à verser afin que les projets prioritaires de la Commission puissent être exécutés;

4. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à tenir les Etats membres informés de l'utilisation des ressources du Fonds.

229ème séance,
2 mai 1983.

481 (XVIII). Mesures visant à accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays africains les moins avancés⁵⁹

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 397 (XV) du 12 avril 1980 dans laquelle elle a confié à la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés la coordination des efforts, l'établissement des priorités, le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme global d'action en faveur des pays africains les moins avancés,

Rappelant la résolution 36/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 17 décembre 1981, faisant sien le nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés adopté par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés le 14 septembre 1981,

Notant les immenses efforts déployés par les pays africains les moins avancés dans la préparation de leurs réunions de consultation nationales, en particulier pour élaborer des politiques destinées à mener à bien leurs programmes nationaux,

⁵⁷ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 296 à 316 du rapport de la Conférence des ministres.

⁵⁸ A/S-11/, annexe I.

⁵⁹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 288 du rapport de la Conférence des ministres.

Se déclarant profondément préoccupée devant les résultats décevants de la deuxième réunion tenue en octobre 1982 à Genève entre les organismes bilatéraux et multilatéraux d'assistance financière et technique et les pays les moins avancés,

Notant que les réunions de consultation organisées jusqu'ici n'ont pas répondu pleinement à l'attente des pays les moins avancés, les engagements des pays, institutions et organismes donateurs n'ayant pas été entièrement conformes à ce qui était prévu dans le nouveau Programme substantiel d'action,

Rappelant à cet effet la résolution 37/224 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, qui invite notamment les pays et organismes donateurs à honorer leurs engagements, tels qu'ils sont énoncés aux paragraphes 61 à 69 du nouveau Programme substantiel d'action, de manière à assurer un accroissement sensible des ressources disponibles au titre du développement des pays les moins avancés,

Prenant acte des rapports établis respectivement par les secrétariats de la Commission et de la CNUCED sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays les moins avancés et qui soulignent qu'il n'y a pas eu d'accroissement sensible du volume d'aide en faveur des pays africains les moins avancés au cours des années 1981-1982,

Prenant acte en outre du Mémoire de Libreville ⁶⁰ adopté en février 1983 par les ministres africains du commerce sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays les moins avancés et approuvé, en outre, par le Groupe des 77 à sa réunion préparatoire tenue à Buenos Aires en avril 1983,

Ayant présente à l'esprit sa résolution 457 (XVII) du 30 avril 1982 sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans le cadre de l'autosuffisance nationale et collective,

1. Réaffirme que la responsabilité essentielle du développement incombe aux pays africains les moins avancés eux-mêmes et que l'aide extérieure ne constitue, pour ces pays, qu'une ressource d'appoint ne revêtant aucun caractère permanent;

2. Invite les pays africains les moins avancés à intensifier leurs efforts pour concevoir des mesures pratiques en vue de mobiliser les ressources intérieures aux fins du développement et d'une meilleure gestion de l'économie;

3. Demande instamment aux pays développés et aux pays en développement qui sont en mesure de le faire, aux institutions multilatérales de financement du développement, aux organismes et aux institutions spécialisées des Nations Unies de prendre immédiatement des mesures concrètes afin d'accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés;

4. Invite en particulier les pays et organismes donateurs à honorer leurs engagements concernant le volume de l'aide, notamment l'objectif de 0,15 % du PNB des pays donateurs au titre de l'assistance aux pays les moins avancés et le doublement du volume de l'aide à ces pays d'ici à 1985;

5. Invite les pays et organismes donateurs à prendre des mesures concrètes pour veiller au respect des engagements qu'ils ont pris lors des réunions de consultation nationales organisées jusqu'ici, ou qu'ils prendront lors des réunions à organiser dans l'avenir, afin de permettre aux pays intéressés d'exécuter au mieux leurs programmes;

6. Invite également les pays donateurs et les institutions multilatérales de financement du développement à améliorer d'urgence la qualité et l'efficacité de l'aide aux pays africains les moins avancés

⁶⁰ E/ECA/OUA/Trade/1.

en vue de permettre à ceux-ci d'utiliser, avec plus d'efficacité et de diligence, les ressources qui leur sont fournies;

7. Demande au Secrétaire exécutif de continuer à fournir, en collaboration avec les organismes chefs de file, une aide aux pays africains les moins avancés dans tous les domaines de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action et, en particulier, de les aider a) à effectuer, sur la demande des gouvernements intéressés, des études visant à permettre aux pays africains les moins avancés de mobiliser leurs ressources intérieures en vue du développement; b) à mettre en place des mécanismes nationaux de suivi des réunions de consultation et à assurer le suivi de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action; et, d'une manière générale, d'aider les pays les moins avancés à réaliser une croissance économique et un développement autonomes et auto-entretenus;

8. Prie le Secrétaire exécutif de porter le texte de la présente résolution à l'attention de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa sixième session.

229ème séance,
2 mai 1983.

482 (XVIII). Première série de réunions de consultations à l'intention des pays africains les moins avancés⁶¹

La Conférence des ministres,

Rappelant les paragraphes 110 à 116 du nouveau Programme substantiel d'action et la résolution 37/224 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, dans laquelle il est instamment recommandé que la première série de réunions de consultation sur l'exécution, au niveau national, du nouveau Programme substantiel d'action soit achevée en 1983;

Considérant les enseignements tirés jusqu'ici des tables rondes organisées par six des pays africains les moins avancés;

Consciente du fait que, compte tenu des cinq pays africains supplémentaires admis dans le groupe des pays les moins avancés en vertu de la résolution 37/133 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1982, il reste encore 20 pays parmi les pays africains les moins avancés qui doivent organiser des réunions de consultation,

Consciente également du fait que la tenue, à des dates rapprochées, de ces réunions dans le but de respecter la date limite fixée à 1983, aura des conséquences défavorables sur les résultats finals,

Notant avec préoccupation que la tendance actuelle à la baisse de l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés est incompatible avec les engagements consignés dans le nouveau Programme substantiel d'action,

Convaincue que les réunions de consultation devraient constituer un mécanisme permettant aux pays les moins avancés bénéficiaires et aux pays et organismes donateurs de prendre des décisions concrètes et non pas un simple lieu d'échange de vues sur les besoins en matière de développement des différents pays les moins avancés, compte tenu, en particulier, de l'importance que ces derniers attachent à ces réunions de consultation et des dépenses que leur organisation entraîne,

⁶¹ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 288 du rapport de la Conférence des ministres.

1. Invite tous les pays africains les moins avancés qui n'ont pas encore organisé de réunions de consultation à tenir, d'urgence, des consultations de haut niveau entre eux et avec les organismes chefs de file en vue de revoir les dates de ces réunions et de les échelonner, le cas échéant, jusqu'à la fin de 1984, étant entendu que la dernière devra se tenir avant l'examen à mi-parcours prévu pour 1985;

2. Demande à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à sa sixième session, de recommander à l'Assemblée générale d'envisager la possibilité de permettre, à titre exceptionnel, aux pays africains les moins avancés d'organiser la première série de réunions de consultation au-delà de la date limite recommandée au paragraphe 114 du nouveau Programme substantiel d'action et dans la résolution 37/224 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, compte tenu de l'issue des consultations de haut niveau;

3. Prie les pays africains les moins avancés de mettre en place un mécanisme efficace pour assurer le suivi des réunions de consultations;

4. Prie instamment les organismes des Nations Unies de coordonner de façon efficace leurs activités en vue d'aider les pays africains les moins avancés à préparer les réunions de consultation de façon à permettre une utilisation optimale des ressources dont disposent ces organismes;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec les organismes chefs de file, de procéder à une évaluation périodique des résultats que les réunions de consultation auront permis d'obtenir et à une évaluation globale à l'issue de la première série de réunions de consultation;

6. Invite les Etats membres à s'assurer, lors de l'organisation de leurs réunions de consultation, qu'ils disposent, dans la mesure du possible, de projets bien précis, et à prendre dûment en considération les dimensions régionales de leurs programmes, conformément aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action;

7. Invite en outre les pays, institutions et organismes donateurs à participer pleinement aux réunions de consultation par pays conformément aux principes et aux objectifs de la coopération économique et technique entre pays en développement;

8. Lance un appel aux autres pays en développement qui sont en mesure de le faire pour qu'ils participent, en se faisant représenter au niveau approprié, aux réunions de consultation par pays conformément aux principes et aux objectifs de la coopération économique et technique entre pays en développement;

9. Prie le Secrétaire exécutif et le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'attirer l'attention des participants à la sixième session de cette Conférence lors de l'examen du point 12 de l'ordre du jour, sur les dispositions de la présente résolution.

229ème séance,
2 mai 1983.

483 (XVIII). Activités du secrétariat ⁶²

La Conférence des ministres,

Se félicitant de la participation de plus en plus intense de la Commission aux efforts déployés en vue de résoudre les problèmes qui entravent le développement du continent africain,

⁶² Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphes 289 à 295 du rapport de la Conférence des ministres.

Notant avec satisfaction les efforts que le Secrétaire exécutif ne cesse de consentir pour promouvoir la coopération à l'intégration économiques intra-africaines et pour africaniser le personnel du secrétariat,

Considérant le rôle actif joué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les délégations africaines qui ont encouragé l'Assemblée générale des Nations Unies à considérer avec toutes la sympathie nécessaire les demandes de ressources financières pour la mise en oeuvre des programmes prioritaires de la Commission,

1. Saisit l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Commission pour adresser ses félicitations au Secrétaire exécutif et à ses collaborateurs, pour exprimer sa confiance dans les travaux réalisés jusqu'ici avec dévouement et pour les exhorter à poursuivre leurs efforts au service de l'Afrique et de la communauté internationale;

2. Remercie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour le soutien qu'il ne cesse d'accorder au Secrétaire exécutif et à la Commission, et le prie instamment d'accroître ce soutien;

3. Exprime sa satisfaction au Groupe africain et au Groupe des 77 de l'Organisation pour l'appui qu'ils ont apporté à la Commission au cours des sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies;

4. Prie le Président de la dix-huitième session de la Commission et de la neuvième réunion de la Conférence des ministres de communiquer le texte de la présente résolution au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux représentants permanents des Etats membres de la Commission auprès de l'Organisation.

229ème séance,
2 mai 1983.

484 (XVIII). Remerciements au Gouvernement et au peuple de l'Ethiopie socialiste ⁶³

La Conférence des ministres,

Profondément reconnaissant au Gouvernement et au peuple de l'Ethiopie socialiste pour la très généreuse hospitalité, authentiquement africaine, qui lui a été accordée lors de toutes les conférences qui ont eu lieu dans la belle historique d'Addis-Abeba,

Profondément reconnaissant également pour les installations et les services qui ont été mis à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique pour toutes les réunions qu'elle a organisées au cours des 25 dernières années,

Consciente que les services fournis par le Gouvernement de l'Ethiopie socialiste pour la tenue de toutes les réunions à Addis-Abeba constituent une occasion unique pour les représentants des Etats membres de la Commission et d'autres organisations de procéder à un échange de vues sur divers aspects de la situation économique et sociale de l'Afrique et de proposer des mesures visant à accélérer le développement du continent dans le cadre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos,

⁶³ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 322 du rapport de la Conférence des ministres.

1. Adresse l'expression de sa vive gratitude au Gouvernement et au peuple de l'Ethiopie socialiste pour leur hospitalité chaleureuse et pour les installations et les services qu'ils ont généreusement mis à la disposition des réunions et des participants,

2. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présent résolution au Gouvernement de l'Ethiopie socialiste.

229ème séance,
2 mai 1983.

485 (XVIII). Motion de remerciements aux chefs d'Etat et de gouvernement du Kenya, de la Zambie, du Rwanda, du Nigéria, du Zaïre, du Botswana, du Gabon, du Niger et du Swaziland et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies⁶⁴

La Conférence des ministres,

Notant avec profonde satisfaction la présence de chefs d'Etat et de gouvernement et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique,

Notant avec satisfaction les déclarations éloquentes faites par les chefs d'Etat et de gouvernement et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, notamment leur analyse pertinente des divers facteurs qui ont entravé le progrès politique, économique, social et culturel de l'Afrique au cours des 25 dernières années,

Notant également avec satisfaction leur conscience aiguë des obstacles passés, actuels et futurs au développement socio-économique du continent africain ainsi que leur engagement renouvelé de déployer des efforts concertés en vue de promouvoir la croissance accélérée, autonome et auto-entretenue de l'Afrique dans le cadre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos,

1. Exprime sa profonde gratitude à leurs Excellences M. Daniel Arap Moi, Président de la République du Kenya; M. Kenneth David Kaunda, Président de la République de Zambie; le Général-Major Juvénal Habyarimana, Président de la République rwandaise et Président-Fondateur du Mouvement révolutionnaire national pour le développement; M. Alex Ekwueme, Vice-Président de la République fédérale du Nigéria; le Citoyen Nzondomyo a 'Dokpe Lingo, Président du Conseil législatif du Zaïre, Membre du Comité central; M. Peter Mmusi, Vice-Président de la République du Niger; et M. Ben Msibandze, Vice-Premier Ministre du Royaume du Swaziland, ainsi qu'à M. Javier Pérez de Cueillar, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour avoir honoré de leur présence la session du vingt-cinquième anniversaire de la Commission, fait des déclarations à cette occasion et participé à certaines des principales manifestations marquant le vingt-cinquième anniversaire;

2. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution aux chefs d'Etat et de gouvernement du Kenya, de la Zambie, du Rwanda, du Nigéria, du Zaïre, du Botswana, du Gabon, du Niger et du Swaziland ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

229ème séance,
2 mai 1983.

⁶⁴ Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 323 du rapport de la Conférence des ministres.

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 455 (XVII) relative au vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique,

Notant avec satisfaction le nombre sans précédent de participants de gouvernements africains et non africains ainsi que d'organisations aux célébrations du vingt-cinquième anniversaire ainsi qu'à la dix-huitième session de la Commission et neuvième réunion de la Conférence des ministres, la qualité de leurs interventions et la générosité avec laquelle ils ont tous contribué au succès du vingt-cinquième anniversaire et de la session,

Notant avec satisfaction l'engagement pris par les Etats membres de la Commission, dans la Déclaration d'Addis-Abeba adoptée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, d'oeuvrer à la libération totale du continent.

1. Exprime ses remerciements les plus sincères aux chefs d'Etat et de gouvernement qui ont personnellement participé et pris la parole à la session du vingt-cinquième anniversaire de la Commission;

2. Exprime également ses remerciements les plus sincères à tous les autres chefs d'Etat africains et non africains ainsi qu'aux chefs de toutes les organisations qui ont adressé des messages de félicitations à la Commission économique pour l'Afrique à l'occasion de sa session du vingt-cinquième anniversaire;

3. Souhaite faire part à tous les Etats membres de sa reconnaissance des contributions généreuses qu'ils ont faites tant au niveau national qu'au niveau du siège de la Commission, en émettant des timbres-poste commémoratifs, en organisant des manifestations pour célébrer l'anniversaire, en mettant à la disposition de la Commission des oeuvres d'art et des films et, dans certains cas, en envoyant à Addis-Abeba des troupes flokloriques et des équipes de football pour rehausser les manifestations marquant le vingt-cinquième anniversaire de la Commission;

4. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle continue d'apporter son soutien moral et financier à la Commission économique pour l'Afrique;

5. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre le texte de la présente résolution et de la Déclaration d'Addis-Abeba adoptée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à tous les Etats membres de la Commission, aux organisations et à la communauté internationale.

229ème séance.
2 mai 1983.

⁶⁵ : Voir plus haut, chapitre III, section C, paragraphe 324.



No:.....

DEMANDE DE DESCRIPTION DE PROJET

La CEA déispose de'un certain nombre de descriptifs de projet relatifs à la mise en oeuvre des résolutions qui figurent dans le présent répertoire.

pour obtenir un descriptif de projet,. veuillez remplir ce formulaire en indiquant votre domaine d'intérêt et l'envoyer au Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA):

B.P. 3001 Addis-Abeba (Ethiopie)
Fax No. (1)(251)(1)514416

Veuillez envoyer à _____ les documents suivants (nom du pays/de l'organisation ou de la personne)		
Adresse: Pays: Organisation: Particulier:	Pays/Ville	Domaine d'intérêt Titre ou cote du document

